



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## Compte rendu officiel n° 01 | Session ordinaire 2021-2022

Politique générale sur l'état de la nation			1 <sup>re</sup> séance	Mardi 12 octobre 2021
- Déclaration du Premier Ministre	p. 2	Sommaire des séances publiques n°s 1 à 4	2 <sup>e</sup> séance	Mercredi 13 octobre 2021
- Débat	p. 8	Sommaire des questions parlementaires	3 <sup>e</sup> séance	Judi 14 octobre 2021
Protection des consommateurs	p. 44		4 <sup>e</sup> séance	Judi 14 octobre 2021

Le Président ukrainien s'est adressé à la Chambre des Députés par visioconférence

## « Mir wëlle bleiwe wat mir sinn »



Après son intervention devant le Parlement et le Gouvernement luxembourgeois, le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, fut applaudi par l'assemblée.

« Mir wëlle bleiwe wat mir sinn ». C'est avec ces mots que le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s'est adressé aux députés luxembourgeois et aux membres du Gouvernement par visioconférence lors de la séance publique du 2 juin 2022, dans le cadre de la guerre qui oppose l'Ukraine à la Russie.

« Pour la première fois dans l'histoire de notre Parlement, nous accueillons le Président d'un pays en guerre. Ce qui était inconcevable il y a encore quelques mois, est aujourd'hui devenu réalité », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

### 20 % du territoire ukrainien sous occupation russe

Le Président ukrainien est revenu sur les hostilités auxquelles son peuple doit faire face depuis le début de l'invasion russe, tout en mettant en évidence qu'elles ont déjà commencé en 2014 lorsque l'armée russe a envahi et occupé la péninsule de Crimée. Entre 2014 et le 24 février 2022, l'Ukraine aurait ainsi perdu 14.000 militaires et 43.000 kilomètres carrés de territoire, a précisé M. Zelensky, avant d'ajouter que 20 % du territoire ukrainien serait sous occupation russe, représentant environ

125.000 kilomètres carrés. 300.000 kilomètres carrés seraient souillés par des mines et des obus non explosés. De même, douze millions d'Ukrainiens auraient été déplacés et cinq millions seraient partis en tant que réfugiés à l'étranger, sous protection provisoire.

M. Zelensky a déploré que la Russie ait complètement détruit le Donbass qui était le fleuron de l'industrie européenne. La ville de Marioupol, où habitait un demi-million d'habitants, était jadis une ville industrielle. Aujourd'hui, celle-ci est complètement détruite et les rues sont un champ de ruines, selon les explications du Président ukrainien. « Pour arrêter la machine de guerre, il faudrait que tout le monde soit uni face à cette catastrophe d'ampleur planétaire qui nous rappelle la Deuxième Guerre mondiale, quand la menace nazie a pesé sur l'ensemble de l'Europe », a affirmé M. Zelensky, appelant à armer davantage l'Ukraine, notamment au moyen d'armes modernes, pour contrer l'ennemi russe. « Il faudrait encore peser plus sur la Russie et commencer à préparer le septième paquet de sanctions », selon le Président ukrainien, en ajoutant qu'il faudrait prévoir aujourd'hui un mécanisme juridique non seulement pour geler ces actifs, mais

aussi pour utiliser ceux-ci en tant que compensation et réparation à tous ceux qui ont subi l'agression russe.

### « Il faut cesser cette guerre d'agression illégale »

« Le combat que mène l'Ukraine à l'heure actuelle contre l'agresseur russe est un combat pour la défense des valeurs européennes que sont la paix, la démocratie, la liberté, la dignité humaine et la solidarité », selon le Président de la Chambre des Députés, qui a appelé la Fédération de Russie à se conformer au droit international humanitaire et à cesser cette guerre d'agression illégale. « Les auteurs de crimes de guerre devront répondre de leurs actes devant la justice », a affirmé M. Etgen, tout en expliquant que la Chambre des Députés a suspendu toutes les relations avec le Parlement de la Russie. « Il est essentiel de trouver une voix commune pour approfondir notre partenariat et aider l'Ukraine à progresser sur sa trajectoire européenne », selon le Président de la Chambre.

### « Une leçon de courage »

Le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, a salué la manière et l'énergie avec laquelle le Président et le peuple ukrainiens refusent un destin qu'un voisin

plus grand essaie de leur imposer. « En incarnant cette force de résistance face à un agresseur, vous nous donnez à tous une leçon de courage », a affirmé M. Bettel, en assurant le peuple ukrainien de la solidarité du Grand-Duché de Luxembourg face à l'agresseur russe, aussi bien au niveau humanitaire et financier qu'en équipements de défense et au niveau de la mise en œuvre des sanctions. « Avec ce soutien, le Luxembourg, proportionnellement à sa population, figure parmi les contributions les plus importantes en faveur de l'Ukraine de la part des membres de l'Union européenne », a expliqué le Premier Ministre, avant d'ajouter que quelque 5.500 Ukrainiens, essentiellement des femmes et des enfants, ont trouvé refuge au Grand-Duché de Luxembourg.

### « L'avenir de l'Ukraine est dans l'Europe »

Concernant la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, le Premier Ministre a rassuré que la candidature ukrainienne est quelque chose qui est pris sérieusement au niveau européen. « L'avenir de l'Ukraine est dans l'Europe », a proclamé M. Bettel, assurant que le Luxembourg fera tout pour qu'elle puisse remplir les conditions d'adhésion le plus rapidement possible.



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen (au milieu), lors de son allocution, entouré du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck (3<sup>e</sup> à gauche), du Premier Ministre, M. Xavier Bettel (3<sup>e</sup> à droite), et de membres du Gouvernement

Visite de la Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine

## L'objectif ultime est la paix



La Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, Mme Emine Dzhaparova, était en visite à la Chambre des Députés.

100 jours après l'invasion russe en Ukraine, la Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, Mme Emine Dzhaparova, était en visite à la Chambre des Députés le 3 juin 2022 pour une entrevue

avec les membres du Bureau et ceux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

Lors de cette réunion qui a eu lieu au lendemain de l'allocution par visioconférence du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, à la Chambre des Députés, Mme Dzhaparova a rappelé les défis de son pays de ces dernières décennies. Selon la Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, l'invasion de la Russie a déjà commencé en 2014 avec l'annexion de la péninsule de Crimée et la guerre dans le Donbass.

À ce moment-là, le Président russe aurait à plusieurs reprises nié la présence de soldats russes dans la région. Cette affirmation du côté russe aurait été un mensonge, toujours selon la Vice-Ministre des Affaires étrangères.

Actuellement, 3.000 localités seraient sous occupation et plus de 12 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays. Dans son intervention, Mme Dzhaparova a décrit les atrocités du conflit, les viols, l'endoctrinement, la propagande et les pillages commis par la Russie, mais également l'atmosphère

dans laquelle vivent les habitants en Crimée sous l'occupation russe. Dans ce contexte, un député a soulevé la question de la paix entre les différentes communautés en Ukraine, donc de la paix interne.

Les sanctions prises par les pays soutenant l'Ukraine devraient servir à déstabiliser l'économie russe, a expliqué la Vice-Ministre des Affaires étrangères. Elle a affirmé ne plus avoir d'espoir en ce qui concerne les négociations de paix, vu les antécédents entre la Russie et l'Ukraine. Le seul moyen de pression contre la Russie serait la mise en place des sanctions affaiblissant l'économie russe.

La Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine a également remercié le Gouvernement luxembourgeois pour son soutien à l'Ukraine dès le début de l'invasion.

Vu l'équipement et les capacités militaires réduites dont dispose le Grand-Duché de Luxembourg, un député a souhaité savoir par quels autres moyens le Luxembourg pourrait soutenir l'Ukraine. Selon Mme Emine Dzhaparova, cette aide pourrait prendre la forme de projets humanitaires ou de reconstruction.



Réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

# Vers un quatrième sommet du Conseil de l'Europe



Le président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Gusty Graas, a représenté la Chambre des Députés.

Une soixantaine de parlementaires se sont donné rendez-vous à Dublin le 31 mai 2022 pour une réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sous

présidence irlandaise. M. Seán Ó Fearghail, Président du Dáil Éireann, et le sénateur M. Mark Daly, Président du Seanad Éireann, ont tenu des allocutions d'ouverture et se sont montrés consternés par rapport aux crimes de guerre commis par la Fédération de Russie.

Les parlementaires ont insisté sur leur soutien inconditionnel envers l'Ukraine pour ce qui est de son adhésion à l'Union européenne.

Dans ses remarques liminaires ouvrant le débat d'actualité sur la préparation du quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement, le rapporteur de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), M. Jacques Maire, a annoncé « un long chemin qui commence ici à Dublin ». La réunion du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, qui s'était tenue les 19 et 20 mai 2022 à Turin, avait appelé l'assemblée à contribuer à l'organisation de ce sommet qui devrait avoir lieu au plus tard sous présidence islandaise en 2023.

Comme suite aux changements structurels de l'ordre européen, il revient au Conseil de l'Europe de trouver une nouvelle raison d'être. Les trois premiers sommets ont tous été convoqués à des moments charnières où la propagation de valeurs démocratiques respectivement la défense des droits de l'homme était impérative, notamment en 1993, en 1997 et en 2005, et le contexte géopolitique actuel devrait servir d'opportunité pour former un consensus sur la voie à suivre. Il s'agit de faire usage de cet élan pour délibérer au sujet des leçons à tirer de l'exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe.

Certains intervenants ont plaidé pour une extension des compétences du Conseil de l'Europe, ce qui pourrait s'avérer être un exercice ardu puisque le changement des statuts nécessiterait un consensus difficile à atteindre.

Un autre point thématique lors de la réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe concerne notamment le rapport « Accès à l'avortement en Europe : faire cesser le harcèlement anti-choix » qui a abouti à l'adoption par les parlementaires d'une résolution se focalisant sur la lutte contre les tentatives d'intimidation ou de harcèlement provenant de mouvements anti-choix. Les mesures prises par les États membres devraient s'intensifier en vue de permettre un accès sans danger aux informations ayant trait à l'avortement.

Le genre dans les questions migratoires a été abordé dans un second rapport résultant en l'adoption unanime d'une résolution encourageant à mettre en place des dispositifs pour contrer les inégalités et discriminations basées sur le genre, auxquelles les personnes migrantes sont souvent confrontées.

Afin d'aller à l'encontre de la sous-représentation féminine dans l'élaboration de législations à cet effet, l'assemblée recommande entre autres l'instauration de quotas. Les parlementaires ont par ailleurs débattu de la dépendance involontaire aux médicaments prescrits. Les membres de l'APCE préconisent de considérer les précautions relevées par l'OMS pour remédier à cette problématique et incitent les États membres à mettre en place des lignes directrices au niveau national identifiant les médicaments qui pourraient potentiellement engendrer une dépendance.

L'élimination de la pauvreté des enfants qui perdure en Europe a également été à l'ordre du jour. En vue d'écarter de manière définitive cette extrême pauvreté à travers le monde d'ici à 2030, les parlementaires ont exhorté les membres du Conseil de l'Europe à intensifier leurs engagements pris par le biais de la révision de la Charte sociale européenne de 1996.

## NOUVELLES LOIS

### Protection des consommateurs I

7456 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;

4° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

5° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;

6° de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence ;

7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 sur la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs et abrogeant le règlement (CE) n° 2006/2004

Ce projet de loi a pour objet de mettre en œuvre le règlement (UE) n° 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 sur la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs et abrogeant le règlement (CE) n° 2006/2004.

Le règlement à mettre en œuvre définit les modalités de la coopération entre autorités en charge de la protection des consommateurs dans le cadre d'infractions transfrontalières et précise les pouvoirs dont doivent disposer les autorités compétentes.

Les modifications projetées au Code de la consommation visent à doter les autorités en charge d'appliquer la législation des pouvoirs prévus par le règlement (UE) n° 2017/2394. En plus, de nouvelles autorités compétentes sont inscrites au même Code.

Les pouvoirs des autorités compétentes sont précisés par un renvoi direct au règlement (UE) n° 2017/2394 qui les énumère. Il a été choisi de conférer tous ces pouvoirs à toutes les autorités compétentes.

Les pouvoirs d'enquête prévus par le règlement (UE) n° 2017/2394 correspondent aux pouvoirs de perquisition déjà retenus dans le Code de la consommation. La procédure existante sera donc maintenue.

Les pouvoirs d'exécution seront mis en œuvre par des mesures provisoires. À cet effet, les autorités les exerceront par voie d'assignation en référé devant le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale. Ces pouvoirs correspondent à l'actuelle action en cessation. L'action en cessation elle-même sera modifiée, sa formulation actuelle ne prévoyant pas explicitement la possibilité de faire interdire une pratique contraire à la législation de protection des consommateurs.

En plus, une ambiguïté au niveau de la procédure d'appel sera corrigée. Pour d'autres pouvoirs, aucune mesure de mise en œuvre n'est nécessaire.

Vote en séance publique : 14.10.2021

Loi du 19 novembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 833, page 1

### Protection des consommateurs II

7478 - Projet de loi relatif à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

L'objet de ce projet de loi est de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions. L'objectif général de la directive à transposer est d'assurer un bon fonctionnement du marché unique de l'Union européenne tout en garantissant un haut degré de protection des consommateurs. La directive à transposer établit des règles pour la conduite obligatoire par les États membres d'un examen de proportionnalité avant l'adoption de nouvelles réglementations professionnelles ou la modification de réglementations professionnelles existantes. Le cadre commun pour la conduite des examens de proportionnalité vise l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres qui limitent l'accès à une profession réglementée ou l'exercice de celle-ci.

La directive pose le principe que les dispositions restrictives touchant les professions réglementées ne doivent pas être discriminatoires quant à la nationalité ou le lieu de résidence et qu'elles poursuivent un intérêt général. De plus, elles doivent être propres à réaliser l'objectif déclaré et elles ne doivent pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre. Des considérations purement économiques ou administratives ne peuvent en aucun cas justifier des restrictions en matière d'accès à une profession réglementée. Le projet de loi se limite donc à déterminer les modalités pratiques de la procédure liée à cet examen de proportionnalité. Toute disposition, qu'elle soit de nature législative, réglementaire ou administrative, nouvelle ou modificative qui limite l'accès à des professions réglementées ou leur exercice, et indépendamment de son auteur, doit être transmise au point de contact national prévu par l'article 8 du projet de loi. Le point de contact national assure l'échange d'informations sur les matières qui relèvent du présent projet de loi et contrôle les examens de proportionnalité des actes émanant d'organismes professionnels et d'établissements publics. Une commission indépendante de vérification de la conformité de l'examen de la proportionnalité contrôle les examens de proportionnalité relatifs aux dispositions administratives émanant d'un ministre. Elle vérifie également la conformité de l'examen de proportionnalité portant sur les règlements grand-ducaux pris en recourant à la procédure d'urgence. C'est au Conseil d'État d'assurer la vérification indépendante des examens de proportionnalité des projets de loi, des propositions de loi et des projets de règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01.10.2019

Rapporteuse : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

02.12.2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

21.12.2020 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

25.03.2021 Échange de vues avec le Conseil d'État sur les amendements parlementaires

03.06.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

09.06.2021 Adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires

01.07.2021 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'un amendement supplémentaire

21.07.2021 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

07.10.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.10.2021

Loi du 2 novembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 763, page 1

### Transports internationaux ferroviaires

7728 - Projet de loi portant approbation des modifications :

1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999, y compris l'adoption du nouvel appendice H, et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de sa 26<sup>ème</sup> session, tenue à Berne, les 27 et 28 février 2018 ;

2° aux appendices E et G de la convention précitée, apportées lors de la 13<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, les 25 et 26 septembre 2018

Avec son article unique, le projet de loi n° 7728 a comme objectif d'approuver d'un côté les modifications à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999, y compris l'adoption d'un nouvel appendice H, et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de sa 26<sup>ème</sup> session, tenue à Berne, les 27 et 28 février 2018, et de l'autre côté les modifications aux appendices existants E et G, apportées lors de la 13<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, les 25 et 26 septembre 2018.

La 13<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'OTIF a adopté plus précisément des :

- modifications de la Convention de base,

- modifications de la Convention de base par l'adoption d'un nouvel Appendice H dénommé comme suit : « Règles uniformes concernant l'exploitation en sécurité des trains en trafic international (EST - Appendice H) »,

- modifications au niveau des « Règles uniformes concernant le contrat d'utilisation de l'infrastructure en trafic international ferroviaire (Appendice E - CUI) », et

- des modifications au niveau des « Règles uniformes concernant l'admission technique de matériel ferroviaire utilisé en trafic international (Appendice G - ATMF) ».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.12.2020

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Président : M. Carlo Back) :

01.07.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30.09.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14.10.2021

Loi du 13 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 931, page 1

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 11.07.2019

Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

10.12.2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

15.01.2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

21.07.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.09.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport



## Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Clôture de la session ordinaire 2020-2021 et ouverture de la session ordinaire 2021-2022**
  - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Composition des organes de la Chambre des Députés**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Discours de M. le Président**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Communications**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Ordre du jour**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**
  - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

### 2. Clôture de la session ordinaire 2020-2021 et ouverture de la session ordinaire 2021-2022

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Frou, lech alleguerten erëmzegesinn! Duerch Arrêté grand-ducal vum 1. September vun dësem Joer huet de Grand-Duc mer d'Délégation de pouvoir ginn, fir d'Chamberssessioun 2020/2021 zou- an d'Chamberssessioun 2021/2022 opzemaachen, konform zum Artikel 72 vun eiser Verfassung. Voilà, dofir wier dat dann heimmader och gemaach.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

D'Session ordinaire 2020/2021 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2021/2022 ass op.

### 3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hu mer fir d'éischt eng Rei administrativ Ugeleeënheeten ze reegelen.

#### Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber.

Den éischte Paragraf vum Artikel 9 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: « Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et neuf membres au plus ainsi que neuf membres suppléants permanents au plus. »

Ech froen deemno d'Chamber, ob se domadder averstanen ass, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren an d'Zesummesetzung vum Chambersbureau vun der leschter Sessioun bäizebehalen.

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2021/2022 a senger Form bestoen, dat heescht: ech selwer als President; d'Vizepräsidenten: deen éischten den Här Mars Di Bartolomeo, deen zweete Vizepräsident den Här Marc Spautz an den drëtte Vizepräsident d'Madamm Djuna Bernard; d'Membere: den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Martine Hansen, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Lydia Polfer, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Simone Beissel an den Här Fernand Kartheiser. Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Déi permanent Suppleanté vum Bureau sinn: den Här Gilles Baum, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Sven Clement an d'Madamm Myriam Cecchetti.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gött de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

### Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit der leschter Sessioun net geännert a si ass deemno zesummegeallt aus mir selwer als President souwéi aus de Fraktiounspräsidenten: der Madamm Martine Hansen, dem Här Gilles Baum, dem Här Georges Engel an der Madamm Josée Lorsché.

### 4. Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass folgend Ännerung agaan: An der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ersetzt d'Madamm Octavie Modert den Här Marc Spautz als effektive Member. Den Här Paul Galles ersetzt d'Madamm Octavie Modert als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvorschläg? Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen? **(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

### 5. Discours de M. le Président

Madamm Maréchale de la Cour, Exzellenzen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut fir d'éischte Kéier zënter 18 Méint, datt mir erëm an dësem Sall fir eng öffentlech Sitzung zesumme kommen. Mir sinn erëm heiheim!

Ech si frou, lech an eisem opgefreschte Plenarsall ze begreissen, mat engem besseren Toun wéi virdrun, enger verbesserter Belichtung an neie Still.

#### (Hilarité et interruption)

D'Covid-19-Pandemie ass nach net eriwwer. Just de CovidCheck an d'Impfcampagne erlaben eis et awer erëm, hei am Gebai um Krautmaart ze schaf-fen.

Eis Zäit am Stater Cercel wäerte mir sécher net vergiessen. De Cercel huet et deem éischte Pouvoir vum Land erméiglecht, seng demokratesch Misiounen an Respekt vun de Pandemiemesuren zu all Moment weiderzeféieren. Duerfir nach eemol e grouse Merci un d'Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer, un de Stater Schäfferot, d'ALAC an all Servicer, déi eis annerhallet Joer am Cercel gehollef hunn.

#### (Applaudissements)

Dir Dammen an Dir Hären, de Cercel ass zum Symbol vun der Resilienz vun eiser Demokratie ginn. De Krautmaart stoung sengersäits nach ëmmer fir d'Stabilitéit vun eiser Demokratie an déi vun eisem Land. D'Chamber huet während dëser Pandemie, déi nach net eriwwer ass, vill Stärkt bewisen. Vläch ass se als Institutioun esouguer gewuess.

Am März 2020 gouf eis Welt op d'Kopp gedréint. Och wann den État de crise no dräi Méint eriwwer war, ass d'Urgence fir ze handeln duerno net méi kleng ginn. Villes huet geännert, oft ganz séier.

Mir kommen elo awer an eng nei Phas vun der Pandemie: déi, wou de gesellschaftlechen Zesummenhalt net däerf vergiess ginn; déi, wou mer iw-

wert dee Virus mussen erauskucken, fir déi Stabilitéit, déi eist Land ausmécht, ze garantéieren.

A villen Hisiichte war d'Pandemie bis elo e Revelateur vu Problemer, déi meeschtens schonn do waren an deene mer eis méi wéi jee virdu musse stellen. Mir krute se virun Ae gehalen: Gesondheetsfroen, wirtschaftlech a sozial Froen, ekologesch Froen, gesellschaftlech Froen. D'Pandemie wierkt wéi e Vergrößerungsglas op Problemer, déi et oft scho laang ze léise géllt.

Hoffnung fannen ech awer, wann ech gesinn, wéi e formidabel Engagement hei am Land vu jiddwerengem an deene leschten 18 Méint gewisen a bewise gouf. An ech weess, datt d'Chamber an Dir all, léif Kolleegen a Kolleeginnen, weiderhin een Deel vun der Léisung wäert sinn, am Respekt, am Debat, an der Oppenheet an an der Solidaritéit.

Ech soen lech Merci an ech kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour.

### 6. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Wat d'Zesummesetzung vum Comité d'accompagnement à la rédaction du rapport « Travail et cohésion sociale » ugeet, huet d'Présidentekonferenz festgehalen, datt folgend Deputéiert d'Chamber an deem Komitee verrieden: den Här Paul Galles, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Claude Haagen, den Här Charles Margue, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement.

#### Communications du Président - séance publique du 12 octobre 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

**7884 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016**

1° instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement,

2° modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 15.09.2021

**7885 - Projet de loi portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié**

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.09.2021

**7886 - Projet de loi : 1° modifiant : a) le Code civil ; b) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; et 2° abrogeant la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 16.09.2021

**7887 - Projet de loi relative à la mise en place et la coordination de la politique alimentaire**

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 16.09.2021

**7888 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2021/1159 du Conseil du 13 juillet 2021 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les exonérations temporaires relatives aux importations et à certaines livraisons ou prestations, en réaction à la pandémie de Covid-19**

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.09.2021

**7889 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « Wältgebond » à Mamer**

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24.09.2021

**7890 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion**

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.09.2021

**7891 - Projet de loi portant approbation de la déclaration unilatérale du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg définissant les modalités de la poursuite transfrontalière en application de l'article 41, paragraphe 9, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990**

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.09.2021

**7892 - Projet de loi portant modification :**

1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

2° de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 30.09.2021

**7893 - Projet de loi portant modification**

1° de la loi du 13 mars 2018 portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire ;

2° de l'article 6 de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves, et portant abrogation de l'article 13 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01.10.2021

**7894 - Projet de loi modifiant**

1° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

2° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

3° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique,

4° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

5° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, et abrogeant la loi du 20 juin 2020 portant dérogation : 1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01.10.2021

**7897 - Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08.10.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

**2003 - Demande de pétition publique : Facturation intégrale des frais d'hospitalisation/médecins pour patients Covid-19 volontairement non vaccinés**

Dépôt : Frederic Braun, le 14.09.2021

**2004 - Demande de pétition publique : Lutte contre l'incivilité juvénile**

Dépôt : Safwan Haddad, le 15.09.2021



**2005** - Demande de pétition publique : Mise à jour du test toxicologique capillaire concernant le THC

Dépôt : Mika André, le 15.09.2021

**2006** - Demande de pétition publique : Trajet Lille-Luxembourg plus rapide

Dépôt : Léo Benkel, le 16.09.2021

**2007** - Demande de pétition publique : E Referendum iwwert ons Verfassungsreform

Dépôt : Gérard Koneczny, le 17.09.2021

**2008** - Demande de pétition publique : Exonération d'impôts lors de la vente d'un bien immobilier hérité à une personne y déclarant sa résidence principale

Dépôt : Ryan Shepherd, le 17.09.2021

**2009** - Demande de pétition publique : Mise à disposition obligatoire d'une carafe d'eau de robinet dans les restaurants et bars à moitié prix d'une bouteille d'eau commerciale

Dépôt : Ryan Shepherd, le 17.09.2021

**2010** - Demande de pétition publique : Petitioun fir eng Covid-19-Impfung

Dépôt : Jacques Glod, le 18.09.2021

**2011** - Demande de pétition publique : Tests PCR gratuits aux résidents

Dépôt : Celestino Fecchi, le 18.09.2021

**2012** - Demande de pétition publique : Garder la liberté des citoyens de se faire vacciner ou pas

Dépôt : Maria José Cabral Lopes, le 19.09.2021

**2013** - Demande de pétition publique : Pétition pour la vaccination obligatoire Covid-19 de la population

Dépôt : Daniel Miltgen, le 19.09.2021

**2014** - Demande de pétition publique : Fir eng obligatoresch Covid-19-Impfung - Pour une vaccination obligatoire contre la Covid-19

Dépôt : Laurent Thinner, le 20.09.2021

**2015** - Demande de pétition publique : Waldsterben aufhalten durch konkrete Maßnahmen

Dépôt : Joe Schmit, le 20.09.2021

**2016** - Demande de pétition publique : Compte de paiement de base pour entrepreneurs (personne physique ou morale)

Dépôt : Fabio Gasperoni, le 20.09.2021

**2017** - Demande de pétition publique : Ouverture d'une enquête sur les trainées intensives laissées dans le ciel par des avions non recensés par « Flight Radar »

Dépôt : Fabian Hirtz, le 20.09.2021

**2018** - Demande de pétition publique : Abolition des frais d'agences immobilières pour les locataires

Dépôt : Alessia Mauta, le 21.09.2021

**2019** - Demande de pétition publique : Lutter contre l'appauvrissement des familles de la classe moyenne par des mesures d'équité et de justice fiscale

Dépôt : Allal Boussata, le 21.09.2021

**2020** - Demande de pétition publique : Faire porter aux personnes adultes, sains d'esprit, refusant la vaccination anti-Covid-19, pour des raisons non médicales, les coûts éventuels de leur traitement médical Covid-19 à l'hôpital et les autres coûts engendrés par leur maladie Covid-19

Dépôt : René Hamel, le 22.09.2021

**2021** - Demande de pétition publique : Abolition ou changement du droit d'une ex-femme à une part de la pension de l'ex-mari lors du décès de celui-ci

Dépôt : Patrick Winandy, le 23.09.2021

**2022** - Demande de pétition publique : Retail après 20 h : une nécessité pour une vie décente

Dépôt : Benjamin Reardon, le 24.09.2021

**2023** - Demande de pétition publique : Petition für eine demokratische und öffentliche Debatte zur aktuellen Verfassungsreform mit allen Beteiligten aus der Zivilgesellschaft, über den Inhalt der verbesserten Passagen und das Warum zu den verbesserten Passagen, gefolgt von einem Referendum/Volksabstimmung zu den besagten neuen Verfassungspassagen

Dépôt : Serge Carlo Jochheim-Brandenbourger, le 27.09.2021

**2024** - Demande de pétition publique : Petition zur Gründung eines unabhängigen Covid-Beobachtungs-, Kontroll- und Untersuchungsausschusses, bestehend aus im Vorfeld transparent zur Wahl gestellten und später öffentlich gewählten Personen aus der Zivilgesellschaft

Dépôt : Serge Carlo Jochheim-Brandenbourger, le 27.09.2021

**2025** - Demande de pétition publique : Petition für eine öffentliche Debatte über eine Legalisierung von rekreativem Cannabis in Luxemburg, gefolgt von einem Referendum zur Legalisierung von rekreativem Cannabis in Luxemburg

Dépôt : Serge Carlo Jochheim-Brandenbourger, le 28.09.2021

**2026** - Demande de pétition publique : Fermeture de la 3<sup>e</sup> voie sur l'Autoroute A3 au niveau de l'aire de Berchem

Dépôt : Yannick Sauren, le 28.09.2021

**2027** - Demande de pétition publique : Développer le réseau des transports en commun dans le canton de Remich

Dépôt : Laetitia Tucci, le 29.09.2021

**2028** - Demande de pétition publique : Pétition contre le port du masque obligatoire (Covid-19)

Dépôt : Edmond Fries, le 29.09.2021

**2029** - Demande de pétition publique : Jo

Dépôt : Eliane Mattedi, le 29.09.2021

**2031** - Demande de pétition publique : Einführung einer allgemeinen Impfpflicht, außer aus medizinischen Gründen, gegen Covid-19

Dépôt : André Schmit, le 23.09.2021

**2032** - Demande de pétition publique : Finanzielle Zulage für Menschen, die die Mindestinvalidenrente in Luxemburg bekommen, die momentan 1.600 EUR netto beträgt

Dépôt : Patrick Ulveling, le 30.09.2021

**2033** - Demande de pétition publique : Choix du vaccin contre la Covid-19

Dépôt : Anita Hennis, le 30.09.2021

**2034** - Demande de pétition publique : Rennstrecke/Piste Circuit

Dépôt : Kevin Raach, le 30.09.2021

**2035** - Demande de pétition publique : Fir ee Referendum iwwert déi nei Verfassung online kënnen ze froen

Dépôt : Luc Deitz, le 04.10.2021

**2036** - Demande de pétition publique : Gratis oder zumindest drei Stunden frei parken dürfen in den Parkhäusern der Krankenhäuser

Dépôt : Paulo Melo, le 05.10.2021

**2037** - Demande de pétition publique : Upasse vun der Vitesstoleranz bei de Radaren. Erhéije vu verschidde ATe bei der Vitess, an aner Verstéiss

Dépôt : Gérard Koneczny, le 05.10.2021

**2038** - Demande de pétition publique : Contre le congé supplémentaire pour femmes à cause de la menstruation

Dépôt : Hyacinthe Schmit, le 06.10.2021

**2039** - Demande de pétition ordinaire : Bourse étudiants - Question des diplômes non éligibles

Dépôt : Valérie Manuguerra, le 15.09.2021

**2040** - Demande de pétition publique : Diesel und Benzin

Dépôt : Kevin Raach, le 06.10.2021

**2041** - Demande de pétition publique : Pour l'extension du pass sanitaire au-delà de six mois aux personnes guéries de la Covid-19

Dépôt : Joachim Cour, le 07.10.2021

**2042** - Demande de pétition publique : Steiervignette fir Pendler

Dépôt : Charles Ries, le 07.10.2021

**2043** - Demande de pétition publique : Pour un référendum pour l'interdiction du pass sanitaire (Covid-Check ou équivalent) au Luxembourg

Dépôt : Théophile Guiche, le 07.10.2021

**2044** - Demande de pétition publique : Pétition contre l'obligation de présenter le CovidCheck dans les institutions publiques (les hôpitaux, les écoles, etc.) et les entreprises privées

Dépôt : Catalina-Gina Anton, le 08.10.2021

**2045** - Demande de pétition publique : Le droit fondamental à une aide financière pour la garde des enfants au domicile parental

Dépôt : Steve Schmitz, le 08.10.2021

**2046** - Demande de pétition publique : Wasserstoff anstelle von Batterien als Kraftstoff der Zukunft

Dépôt : Jean-Paul Molitor, le 08.10.2021

**2047** - Demande de pétition publique : Transport scolaire

Dépôt : Luana Valente Dos Santos, le 08.10.2021

**2048** - Demande de pétition publique : QR-Code och fir CovidGeheelten, déi noweislech Antikierper am Blut hunn

Dépôt : Yan D'Amelio, le 08.10.2021

**2049** - Demande de pétition publique : Wale vu Ministeren - Exekutivwale

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 08.10.2021

**2050** - Demande de pétition publique : Direkt Demokratie - Entscheidungsfräiheet vum Vollek nom Schwäizer System

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 08.10.2021

**2051** - Demande de pétition publique : Ne pas donner le choix aux employeurs d'imposer la vaccination en entreprise

Dépôt : Yannick Astgen, le 08.10.2021

**2052** - Demande de pétition publique : Murets mi-toyens & conflits entre voisins

Dépôt : Carlos Manuel Boucinha Pereira, le 10.10.2021

**2053** - Demande de pétition publique : Contre l'application du régime „CovidCheck“

Dépôt : Laurent Limpach, le 11.10.2021

**2054** - Demande de pétition publique : Fin immédiate du régime CovidCheck/Démission du Gouvernement car totalement discriminatoire envers les non-vaccinés

Dépôt : Jean Marc Graul, le 11.10.2021

**2055** - Demande de pétition publique : Psychologen sollten einen psychologischen Test durchführen um sicherzugehen, dass sie mit Menschen arbeiten dürfen

Dépôt : Lena Thill, le 11.10.2021

4) La Conférence des Présidents a retenu que les représentants de la Chambre des Députés au sein du Comité d'accompagnement à la rédaction du rapport « Travail et cohésion sociale » seraient M. Paul Galles (CSV), Mme Carole Hartmann (DP), M. Claude Haagen (LSAP), M. Charles Margue (déi gréng), Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) et M. Sven Clement (Piraten).

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 7. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

## 8. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet gutt, nees hei um Krautmaat virun lech schwätzen ze dierfen. D'Chamber ass erëm zréck an hirem Doheem, wou zënter 1860 d'Geschicht vun eiser parlamentarescher Demokratie geschriwwé gëtt.

Obwuel onst Land sech zanter annerhallwem Joer an engem aussergewöhnlechen Zoustand befënnt, huet d'Parlament zu kengem Moment opgehale zu funktionéieren. Während dem ganze Verlaf vun der Pandemie sidd Dir Ärer Verantwortung nokomm. D'Manéier, wéi mir zesummen dës Kris geréiert hunn, ass quasi eenzegaarteg an Europa. D'Demokratie ass zu Lëtzebuerg net virum Virus an d'Knéie gaangen.

Här President, dofir wëll ech lech mäi gréisste Respekt a meng gréissten Unerkennung ausdrécken, stellvertriedend fir déi ganz Chamber, mat all hiren Deputéierten an och all deene Leit, déi net hei an dësem Sall sëtzen, mee ouni déi och d'Chamber net funktionéiere géif!

Ech wëll och der Stad Lëtzebuerg Merci soen, dass si mam Cercel während esou ville Méint dem Parlament eng Plaz zur Verfügung gestallt huet, wou den demokrateschen Debat an engem wierdege Kader och stattfanne konnt.

Et ass e wichtegt Symbol, Här President, dass mir haut erëm op dëser Plaz zesummekommen. Ee Symbol fir déi nei gewonnen Normalitéit, déi mir ons déi lescht Wochen a Méint haart erkämpft hunn.

Mir hunn e Wee hannert ons, deen alles aneres wéi einfach war.

Och Lëtzebuerg huet Affer ze bekloen. De Virus huet Lächer an onser Mëtt hannerlooss. Mënschen, déi de Covid-19 aus dem Liewe gerappt huet an déi ons batter feelen: Grousselteren, Pappen a Mammen, Bridder, Schwësteren, Frënn, Aarbechtsskollegen oder och nach Noperen. Ech denken un dësem Dag och u si, déi ons fir ëmmer verlooss hunn. Ech denken un hir Familljen, ech denken un hir Frënn an ech denken un hir Bekannten. Mir dierfe si net vergiessen a mir wäerte si och net vergiessen!

Mir sinn dem Enn vun der Pandemie ganz no. Mee mir sinn nach net ganz um Zil ukomm. Ech wäert

selbstverständlich a menger Ried op d'Evenementer vun deene leschten 19 Méint agoen. Et ass wichtig, dass mir haut ufänken, en eischte virsiichtetege Bilan vun der Pandemie ze zéien an d'Gestioun vun der Kris opzeschaffen.

Wann ech kucken, wou mir haut stinn, dann dierfe mir an onsen Ustregungen elo net noloossen. Ze vill hu mir musse bis elo opginn. D'Léisunge leien um Dësch. Ech wäert och a menger Ried dorobber agoen, wéi d'Regierung sech d'Sortie aus dëser Pandemie virstellt: eng Exitstrategie, déi kee Wee zréck wäert sinn, mee e Wee no vir!

Elo, wou mer amgaange sinn, d'Course géint de Virus ze gewannen, ass nämlech de Moment, fir d'Zäit no der Pandemie zesummen ze preparéieren. Déi grouss Erausforderunge vun onser Zäit hu sech déi lescht Méint net a Loft opgeléist. Ganz am Géigendeel! D'Erausforderunge ronderëm de Klimawandel, déi héich Wunnungspräisser an d'sozial Problemer ginn ëmmer méi akut.

Gläichzäitig huet de Coronavirus onst Liewen nohaleg verännert. Et ass un ons! Et ass un ons, déi richtig Léieren aus der Pandemie ze zéien. Et ass un ons, fir d'Äntwerten op d'Fro ze fannen, wéi mir no der Kris als Gesellschaft funktionéiere wëllen. Ech denken zum Beispill un eng gesond Work-Life-Balance. Ech denken awer och un d'Digitaliséierung an hiren enormen Afloss op onst alldiegelecht Liewen.

Wa mir de rasante gesellschaftlechen Entwécklung vun deene leschte Jore wëlle Rechnung droen an déi grouss Defie vun onser Zäit wëllen ugoen, musse mir zesummen och nei Weeër goen. Jo, mir mussen d'Dynamik an den Engagement vun deene vergaangene Méint och mathuelen. Well mir hu gesinn, zu wat mir fäeg sinn, wa mer ons kollektiv eng Saach verschreiwen.

Mir Lëtzebuurger hunn et bis elo ëmmer fäerdegbruecht, gestärkt aus enger Kris erauszegoen! Well mir net stoe bleiwen. Well mir et woen, nei Weeër zesummen ze goen. Well mir d'Chancé wouerhuelen, déi sech ons op dëse Weeër bidden. Well alles dat zeechent och de „Lëtzebuurger Modell“ aus.

De „Lëtzebuurger Modell“ ass eng Erfolgsgeschicht. Et ass d'Geschicht vun engem Land, dat sech eng aussergewöhnlech ekonomesch, politesch an och sozial Stabilitéit erschafft huet. Et ass d'Geschicht vun engem Land, an deem d'Bierger vu Wuelstand a Liewensqualität kënnen profitéieren. Et ass awer och d'Geschicht vun engem Land, wou mir matenee schwätzen amplaz géinteneen ze schaffen. E gutt funktionéierende Sozialdialog ass och de Garant fir de soziale Fridden. Wann et drop ukënn, hale mir zesummen!

Mir wëllen a Zukunft och nach méi staark op d'Biergerbedeelegung setzen. Mir wëlle Politik mat de Mënsche maachen. Well et geet um Enn ëmmer ëm de Mënsch an et geet ëm ons gemeinsam Zukunft.

Et kann een déi grouss Erausforderunge vun onser Zäit net getrennt vuneneen ugoen. D'Bekämpfung vum Klimawandel, d'Digitaliséierung, de Logement, d'Sozialpolitik sinn onweigerlech matenee verbonden. Mir kënnen keng effikass Klimapolitik maachen, ouni mat enger gerechter Sozialpolitik d'Bierger virun den enorme finanziellen Auswierkunge vun der Klimakris ze schützen. D'Digitaliséierung bitt ons grouss Chancen, biergt awer och Erausforderungen. D'Aarbechtswelt wäert sech an deenen nächste Jore massiv verännere. Mir dierfen op dësem Wee och keen zréckloossen. Och de Logement spillt eng wichteg Roll an der Klimapolitik. D'Wunnen ass de Moment awer virun allem e sozialen Ausgrenzungsfacteur!

D'Politik vun haut stellt d'Weihe fir d'Zukunft. Mir decidéieren haut, wéi mir an 10, 20, 30 Joer liewe wëllen. Mir decidéieren haut, wéi eng Welt mir den nächste Generatiounen hannerloosse wäerten. Mir hunn nach e laange Wee virun ons. Gläichzäitig bleift ons net méi esou vill Zäit. Mir mussen all dës Erausforderungen elo direkt ugoen, ier et ze spéit ass. De Weltklimarot war a sengem leschte Rapport méi wéi daitlech.

D'Klimakris ass eng Realitéit a si betrëfft ons alleguer. Net an 100 Joer! Och net um aneren Enn vun der Welt. Mee elo direkt an och hei zu Lëtzebuerg!

Am Juli stoung ganz Deeler vun onsem Land ënner Waasser. Héichwaasser an Iwwerschwemmunge gehéiere mëttlerweil zum alljäreche Risiko, deem mir wéinst dem Klimawandel och ausgesetzt sinn. Mir schwätzen net méi vu Joerhonnertkatastrophen. Dofir kommen déi Naturkatastrophen mëttlerweil leider vill ze oft vir.

Et brauch ee sech just déi lescht fënnf Joer unzekucken, fir sech bewusst ze ginn, wéi reell d'Klimakris an hir Auswierkungen zu Lëtzebuerg elo scho sinn. Et grenzt un e Wonner, dass all dës Katastrophen keng Mënscheliwwen zu Lëtzebuerg gefuerdert hunn. An awer ass de Schued immens grouss. Ech wëll op dëser Plaz och onse Rettungsdéngster an de ville Leit Merci soen, déi sech solidaresch mat hire Matmënsche gewisen hunn.



► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et sinn d'Enzelschicksaler, déi mech allkéiers emotional ergräifen, wann ech bei déi betraffene Leit ginn. D'Ménsche kréie bannent e puer Stonnen hir Liewensexistenz ënnert de Féiss ewechgerappt. Mir maachen onst Besch, fir hinne finanziell ze hëllefen an ënnert d'Äerm ze gräifen. Mee et ass deen emotionale Schued, dee mir nëmme schwéier guttmaache kënnen. Wäertvoll Erënnerunge si fir ëmmer zerstiéiert. Wat bleift, ass d'Angscht. D'Angscht virun der nächster Naturkatastroph.

Ech erënnere mech un e Gespräich mat enger jonker Mamm aus der Fiels, enger Uertschaft, déi elo schonn e puermol Staarkreen an Iwwerschwemmungen ausgesat war. Dës Mamm huet mir erzielt, dass hir Kanner Angscht hunn, esoubal et e bësse méi staark reent. Si verbannen dee Reen, dee ville Ree mat dem Misär a Leed, wat si an hire jonke Jore schonn zweemol hu mussen matmaachen.

Wat an der Vergaangenheet geschitt ass, kënnen mir net réckgängig maachen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mir d'Zukunft esou gestalten, dass de Klimawandel net nach méi grousst Leed verursache wäert. Mir hu kee Choix! Mir hu kee Choix: Mir müssen ons Klimaziler errechen!

De Wee dohinner ass och kloer gezechent: Éischens, mir müssen onsen Ausstouss vun Zärgasen esou reduzéieren, dass d'Äerd sech net weider erwärmt. Zweetens, mir mussen massiv an d'Erforschung vun neien an innovativen Technologien investéieren, déi ons op laang Siicht hëllefen, de Klimawandel ze stoppen. Drëttens, mir mussen preventiv Mesuren ergreife géint de Schued, deen d'Äerderwärmung elo schonn urriicht.

D'Zil ass kloer: D'Wëssenschaft seet ons, dass mir bis 2050 klimaneutral mussen ginn, fir d'Äerderwärmung op 2 °C, besser nach op 1,5 °C ze limitéieren. Lëtzebuerg huet sech ambitiéis Ziler gesat: Bis 2030 wëlle mir ons Zärgasemissiounen ëm 55 % reduzéieren.

2030 ass awer eng wichteg Tëschenetapp fir d'Ménscheheet. Packe mir et bis dohinner net, ons CO<sub>2</sub>-Emissiounen staark ze reduzéieren, riskéiere mir, dass sougenannt „Kippunkten“ antrieden, déi mir net méi réckgängig kënnen maachen. D'Ewechschmelze vun den Äismassen op den Äerdpolen ass zum Beispill esou e Kippunkt, mat der Konsequenz, dass d'Mieresspiegel e puer Meter uklammen a ganz Landflächen iwwerschwemmt kënnen ginn. Mir schwätze vun engem massive Verloscht vun Liewensraum fir d'Ménschen, fir d'Déieren a selbstverständlech och d'Natur.

Mir hunn also manner wéi zéng Joer, fir onst Zil bis 2030 ze errechen. Lëtzebuerg ass bereet, déi Verantwortung ze iwwerhuelen. A mir hu scho munches errecht!

Mir hunn et zum Beispill fäerdegbruecht, ons Produktioun vun erneierbaren Energien an de leschte fënnef Joer méi wéi ze verduebelen. Esou konnte mer dat lescht Joer onst Zil vun 11 % erneierbaren Energie par rapport zum gesamten Energieverbrauch zu Lëtzebuerg errechen. 2020 hunn déi erneierbar Energie fir d'éischte Keier - fir d'éischte Keier! - an onser Geschicht den Energiebedarf vun allen Haushalter zu Lëtzebuerg kënnen decken. Fir d'éischt!

D'Experte si sech eens, dass den Ausbau vun den erneierbaren Energie mat dee wichtigste Baustee vun engem effiziente Klimaschutz ass. Do dernieft ass Lëtzebuerg staark ofhängeg vun Energie, déi am Ausland produzéiert gëtt. Den Ausbau vun erneierbaren Energie schount also net nëmme d'Klima, mee stärkt och ons national Versuergungssecherheet.

Wéi wichteg eng gréisstméiglech national Energieversuergung ass, erliewe mer de Moment hautno. Geopolitesch Ursachen, op déi mir als Lëtzebuerg wierklech kee respektiv ganz wéineg Afloss hunn, provozéieren eng Hausse bei den Energiepräisser. Mir wäerten dës Entwécklung genee am A behalen an deene sozial schwache Stéit mat konkrete Mesuren ënnert d'Äerm gräifen, fir dass si net an d'Energieaarmut falen. Ech wäert méi spéit drop zrëckkommen.

D'Sonn an de Wand sinn de Schlëssel fir eng nohalteg Stromproduktioun zu Lëtzebuerg. Mir produzéieren haut dräimol esou vill Wandenergie wéi nach viru fënnef Joer. An och d'Energie, déi mir duerch d'Sonn gewonnen, hëlt vu Joer zu Joer zou. Hei gesi mer e besonnesche Succès bei de Solaranlagen, déi op Halen installéiert ginn. Dësen Erfolleg geet och op ons Decisioun vum leschte Joer zrëck, fir Bedriewer vun dësen Anlagen och attraktiv Präisser unzebidden.

Fir onst Zil vu 25 % erneierbaren Energie bis 2030 ze errechen, mussen mir nach méi Surfacé mobiliséieren, haaptsächlech um Daach vun existente Gebaier wéi Büroen, Schoulen a Parkingen. Sonnenenergieprojete sinn och interessant fir privat Investisseuren, um eegenen Daach oder zum Beispill ënnert der Form vun enger Kooperativ.

Nieft den Efforten zu Lëtzebuerg setze mir och op gréisser Investitiounen a Projeten am Ausland. Lëtzebuerg wëllt sech ënner anerem an Energie-Insele mat Offshore-Wandparken an Dänemark oder och an der Belsch bedeelegen.

Lëtzebuerg baut och op de Biogas an de Waasserstoff als alternativ Energiequellen. Nodeems d'Regierung virun e puer Wochen erëischt hir Waasserstoffstrategie presentéiert huet, leeë mir och an noer Zukunft e kloer Fierplang fir de Biogas vir. Den Ausbau vun erneierbaren Energien ass ëmsou méi wichteg, well d'Nofro un Energie an Zukunft och wäert steigen an ëmmer méi grouss wäert ginn.

Gläichzäitig mussen mir iwwerall do Energie aspieren, wou et méiglech ass. Mir hunn ons d'Zil gesat, ons Energieeffizienz bis 2030 op 40 % bis 44 % par rapport zum Referenzjoer 2007 ze erhéien. Zu Lëtzebuerg verbrauchen d'Mobilität, d'Industrie an d'Wunnen déi meescht Energie.

Ëmmer méi Awunner wëllen hiert Haus energieeffizienter sanéieren! Am Kader vum Relancepak „Nei-start Lëtzebuerg“ hu mir nämlech och e Bonus bei de Subside fir energieeffizient Sanéieren agefouert. 2022 wäerte mer de Subsideregimm weider vereinfachen, fir dass och eenzel Sanéierungsmesurë méi séier kënnen realiséiert ginn.

D'Mobilität betrëfft jiddweree vun ons am Alldag. Séier vun A op B kommen, dëst am beschten esou bëlleg, esou komfortabel an esou klimafreundlech wéi méiglech, dat ass onst Zil. De Wee dohi ka just a Kombinatioun mat engem performanten öffentliche Transport geléngen.

Mir hunn am März 2020 als éischt Land op der Welt den öffentliche Transport gratis gemaach. Gläichzäitig gehéiere mir och zu deene Länner, déi am meeschten an den Ausbau vun öffentliche Transport investéieren. An Europa leie mir zum Beispill mat 567 Euro pro Kapp eleng beim Ausbau vum Zucheseau op éischter Plaz!

Dës Investitiounen fléissen ënner anerem an d'Verduebelung vun der Linn Lëtzebuerg-Beetebuerg, awer och an Opfänkparkingen zu Rodange, zu Miersch, zu Ettelbréck, zu Élwen an zu Waasserbëlleg. Mir hunn och 34 nei Zich bestallt, déi tëschent 2023 an 2025 wäerte geliwert ginn. Mat dëser Investitioun erhéie mir d'Gesamtkapazität vum Schinnetz ëm ganzer 43 %!

Den Tram fiert ewell wum Kierchbierg bis op d'Starter Gare. Den Ausbau a Richtung Bouneweg, Houwald an d'Cloche d'Or leeft op Héichtouren.

Nieft dem massiven Ausbau vum öffentliche Transport setzt d'Regierung och op Investitiounen an déi duuss Mobilität. Mir hunn de Reseau vu Vëlospisten zanter 2015 ëm 92,5 Kilometer op 640 Kilometer ausgebaut. An den nächste Jore wäerten zousätzlech 460 Kilometer Vëlospisten entsto. D'Primm fir d'Vëloen, d'Pedelecken, d'E-Bikes gouf op 600 Euro verduebelt. Bis elo sinn iwwer 50.000 Demandë beim Ëmweltministère erakomm! Dat ass e Beweis fir de Succès vun dëse Mesuren.

Den Auto wäert an Zukunft net aus Lëtzebuerg verschwannen. Och wa mir den öffentliche Transport an d'Mobilité douce ëmmer méi performant gestalten, si mir ons bewusst, dass nach ëmmer vill Mënschen zu Lëtzebuerg op den Auto ugewiese sinn. Dofir mussen mer fir dës Leit klimafreundlech a bezuelbar Alternativen zum Verbrennungsmotor schafen.

Ëmmer méi Bierger, Här President, entscheede sech fir en Elektroauto. Zesumme mat Hybridautoe maachen Elektroautoe mëttlerweil ronn 20 % vun den Neimmatriculatiounen hei zu Lëtzebuerg aus. Dat léisst sech engersäits duerch ons staatlech Primmen erklären, déi mir an onsem Relancepak nach eemol op 8.000 Euro erhéicht hunn. Anerersäits gëtt och d'Offer u performanten a bezuelbaren Elektroautoen um Marché ëmmer méi grouss.

En drëtte Facteur fir den Erfolleg vum Elektroauto ass d'Opluedinfrastruktur. Hei brauche mir ons zu Lëtzebuerg viru kengem ze verstoppen! Mir leien an Europa op der zweeter Plaz, wat d'Opluedinfrastruktur pro Quadratkilometer ubelaangt. A mir investéiere weider, zum Beispill an d'Installatioun vun 88 Schnellopluedstatiounen. Eleng am Juni dëst Joer goufe ronn 267.000 Kilowatt gréng Stroum op öffentliche Borne getankt. Dat entsprécht ronn 1,6 Milliounen Kilometer, déi elektresch gefuer konnte ginn. Hei op de Borne: 1,6 Milliounen Kilometer, déi konnte gefuer ginn!

Och onse Subsid fir d'Opluedstatiounen bei Privatpersounen ass e groussen Erfolleg. D'Regierung schafft zousätzlech e Subsideprogramm fir d'Opluedstatiounen op der Aarbechtsplaz. Dat soll ufanks d'nächst Joer lancéiert ginn.

D'Regierung investéiert dann och weider an eng besser an eng méi sécher Stroosseninfrastruktur. Ënner anerem soll e Contournement d'Uertschaften Housen, Dippech a Käerjeng verkéiersberouegen an esou d'Liewensqualität an d'Sécherheet vun de concernéierte Bierger verstärken.

Ons Economie a besonnesch d'Industrie hunn e groussen Energiebedarf. D'Regierung wëllt si och bei hirer ekologescher Transitiooun ënnerstëtzen.

D'Industrie ass bereet, hiren Deel zur Léisung bäize droen. Ech hunn zwee grouss Betriber aus dem Süde vum Land besicht, déi Glas an Zement produzéieren. Si stelle schonn haut androcksvoll ënner Beweis, wéi d'Energietransitiooun an der Industrie ka geléngen. Si moderniséieren hir Produktionsmechanismen a stoussen esou daitlech manner CO<sub>2</sub> aus. Gläichzäitig sécheren hir Investitiounen och Aarbechtsplazen hei am Grand-Duché of.

Mir brauchen nach vill esou Initiativen, fir dass mir ons Klimaziler errechen. Mir brauchen e Klimapak fir d'Betriber. D'Regierung schafft dofir un engem neien Hëllefprogramm, fir déi néideg finanziell Mëttel, awer och Expertis a logistesche Hëllef zur Verfügung ze stellen, fir dass all Betrib, egal ob grouss oder kleng, sech méi klimafreundlech opstelle kann.

Mir wäerten ons Efforten an der Innovatioun a Fierorschung fir méi klimafreundlech Technologie weider verstärken. Dofir huet d'Regierung den Domän vun der nohalteger an der responsabeller Entwécklung och als eng vu véier grouse Fuerschungsprioritéiten zrëckbehalen. Op der Uni Lëtzebuerg wäert do d'uech e véierten interdisziplinären Zenter geschafte ginn, dee sech mat nohalteger Entwécklung soll beschäftegen.

De Staat huet eng Virreiderroll am Klimakampf! E muss senger Virbildfouction gerecht ginn an de Bierger an den Entrepreneuren de Wee Richtung Klimaneutralitéit virweisen. De Staat a seng Servicer müssen an den nächste Gang schalten an hir Efforte beschleunegen. Et gëtt nach ëmmer ze vill öffentliche Gebaier, déi net energieeffizient sanéiert goufen. Et gëtt nach ze vill öffentliche Daachflächen, op deene mir keng Fotovoltaikpannoen installéiert hunn. Haut nach!

Gläichzäitig bremse vereenzelt Prozedure privat Klimainitiativen aus. D'Regierung wäert dofir och en interministerielle Aarbechtsgrupp opstellen, deen als Aufgab huet, de Staat a seng Prozeduren op onnéideg Bremsen am Klimaschutz ze iwwerpräieren. Dësen Aarbechtsgrupp soll e Mesurékatalog ausschaffen, deen et eis erlaabt, d'Klimapolitik ze beschleunegen.

Eng konkret Mesure ass zum Beispill d'Mise en place vun engem Guichet unique als eenzeger Ulaftell, fir d'Geneemegungsprozedure vun Energieprojeten daitlech ze vereinfachen.

D'Regierung, Här President, wäert och als éischt europäesch Land e sougenannten Nohaltegkeetscheck fir zukünfteg legislativ a reglementaresch Texter aféieren. Mir sinn drop an drun, dëst Instrument ze finaliséieren, dat ons eeben erlabe wäert, ons eege Gesetzer méi nohalteg kënnen ze gestalten.

Mir sinn e relativ klengt Land. Lëtzebuerg dréit just zu engem Brochdeel zu de weltwäiten CO<sub>2</sub>-Emissiounen bäi. Mir wäerten d'Klimakris net eleng stoppe kënnen. Dat soll awer keng Entschëllegung sinn, fir net onsen Deel zur globaler Léisung bäize droen an och Virreider ze sinn.

D'Weltklimakonferenz am November zu Glasgow ass richtungsweisend. Lëtzebuerg ass bereet, méi Verantwortung ze iwwerhuelen. Lëtzebuerg verlaangt awer och vun der internationaler Gemeinschaft e méi engagéiert a solidarescht Virgoen an der Klimakris. Mir kënnen de Kampf géint de Klimawandel just als géeeente Welt gewannen. Mir erhoffen ons vun der Weltklimakonferenz konkret Léisungspiste fir e méi effikasse Klimaschutz op globalem Niveau. D'Weltklimakonferenz ass awer och e ganz symbolescht Evenement. D'Welt a ganz besonnesch déi jonk Generatiounen kucken op ons.

Mir kënnen net vun de Bierger verlaangen, dass si hiert Liewen ëmstellen, wa mir als Staat net selwer mam gudden Beispill virginn.

Ech wäert och dofir dem Regierungsrat virschloen, dass staatlech Missiounen am Ausland an Zukunft CO<sub>2</sub>-kompenséiert solle ginn. Mir sinn amgaang, e System op d'Been ze stellen, deen et de Servicer erlaabt, den CO<sub>2</sub>-Verbrauch vun hire Reesen iwwer e ganz Joer ze comptabiliséieren. Vun 2023 u gëtt am Budget dee Montant virgesinn, dee gebraucht gëtt, fir den CO<sub>2</sub>-Verbrauch vun Virjoer dann eeben och ze kompenséieren. Dës Sue wäerten zousätzlech an de Klimafong gespeist ginn, fir d'Efforten am Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg ze acceleréieren.

Onse Klima- an Energieplang gesäit nach eng sellege konkret Mesurë vir, déi mir elo séier ëmsetzen. Mir schwätzen net nëmme iwwer Klimapolitik, mee mir maachen Neel mat Käpp! Mir setze virun allem drop, d'Leit positiv ze incitéieren, méi klimafreundlech ze liewen. Mir hunn dofir eng ganz Rei u Subsidien en place gesat, ob an der Mobilität, am Wunnen oder och an den erneierbaren Energien. All dës Primme gi virum Enn vun Joer verlängert a souguer deelweis nach méi attraktiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass onbestritten, dass mir zousätzlech Klimamesurë brauchen. Dat soen ons d'Experte vum Klimarat ganz kloer. Eng konsequent Klimapolitik kréie mir

awer just dann hin, wa mer och d'Ënnerstëtzung vun enger gesellschaftlecher Majoritéit kréien.

D'Politik muss de Bierger nolauschten. Dat gëllt och fir déi Mënschen, déi sech nach Froe stellen zu de konkreten Auswierkungen, déi de Klimaschutz op hiert Liewe kann hunn. Mir brauche méi wéi jee e gesellschaftleche Konsens doruwwer, wéi mir zesammen d'Klimakris ugoe wëllen. Mir dierfen ons net ee géint deen aneren op dës Fro ausspille loosse. Mir dierfen ons och net auserneendriewe loosse. Mir sëtzen all an deem selwechte Boot!

D'Klimapolitik geet ons allegueren eppes un, well si betrëfft ons alleguer am Kär vun onsem Zesummeliewen. Wéi wëlle mir an Zukunft liewen? Wat fir e Planéit wëlle mir den nächste Generatiounen hanterloossen? D'Klimafro ass eng Gesellschaftsfrage! Dofir brauche mir och d'Gesellschaft um Verhandlungsdësch, wa mir iwwer zousätzlech Klimamesuren diskutéieren.

Aussergewéinlech Situatiounen erfuerderen aussergewéinlech Mesuren. Et ass Zäit fir en innovativen demokratesche Projet vu Biergerbedeelegung, wéi et en an där Form zu Lëtzebuerg och nach net ginn ass. Et ass Zäit, d'Gesellschaft an de Verhandlungsdësch vun der Klimapolitik ze setzen.

Ech wäert dofir e Klima-Biergerrot aberuffen. Dëse Biergerrot soll sech aus 100 Memberen zesummesetzen, déi déi demografesch Realitéit zu Lëtzebuerg representéieren an domadder stellvertretend fir d'Populatioun wäerte stoen. Mat der Ënnerstëtzung vun Experte sollen dës 100 Bierger iwwer konkret Klimafroen diskutéieren. Mir wësse genee, wat onst Zil ass. D'Klimaexperten zeechen ons de Wee kloer vir, wéi mir d'Klimakris bewältegen kënnen. Elo geet et drëms, dass mir dës Wee zesumme ginn, ouni déi sozial Kohäsioun op d'Spill ze setzen. Genau dat ass d'Aufgab vum Klima-Biergerrot. Mir stellen den Zesammenhalt an de Mëttelpunkt.

Den Ausgangspunkt vun den Diskussiounen vum Biergerrot ass den nationale Klima- an Energieplang, deen elo schonns en ambitiöse Pak un Ziler an u Mesurë virgesäit. Mee déi 100 Bierger sollen driwwer beroden, wéi wäit si iwwer dës Klima-plang wëllen erausgoen!

D'Regierung wäert an den nächste Wochen e Projet ausschaffen an d'Detailer iwwer de Klima-Biergerrot presentéieren. Et ass fir mech kloer, dass d'Propositioun vum Biergerrot integral Objet vun engem Debat hei an dësem Haus mussen ginn, Här President.

Mir sinn hei am Land schonn esou oft onsen eegene Wee gaangen. Mir hu Krise genotzt, fir eis unzepassen an och nei Opportunitéiten ze schafen. D'Klimakris betrëfft ons alleguer. Et ass also nees un der Zäit, onsen eegene Wee ze fannen. Ech sinn iwwerzeugt, dass dës Klima-Biergerrot dës Wee zum Beispill kann zeechen.

Mir dierfen ons awer näischt virmaachen. D'Rette vun onsem Planéit kréie mir net zum Nulltariff. Lëtzebuerg investéiert all Joer iwwer eng Milliard Euro an de Klimaschutz. Ech kann lech just garantéieren, dass näischt maachen eis an Zukunft nach vill méi deier géif ginn.

D'Regierung investéiert och weider an d'Preventioun vu Wiederkatastrophen, fir de Schued an Zukunft ze limitéieren. De Kampf géint de Klimawandel ass eng vun de gréissten Erausforderungen, déi d'Ménscheheet jee kennt huet. Mee zesumme packe mir dat!

Mir kënnen dës enorm Kris just bewältegen, wa mir dës Wee zesumme ginn! Dëst bedeit och, dass mir keen hanner ons zrëckloossen. D'Klimakris dierf sech net zu enger sozialer Kris entwéckelen. Mir wäerte mat geeilte Mesuren deenen ënnert d'Äerm gräifen, déi ons Hëllef an meeschte brauchen, sou wéi mer dat och schonn an der Coronakris gemaach hunn an esou verhënnert hunn, dass d'Pandemie sech zu enger sozialer Kris entwéckelt huet.

Ech hu ganz am Ufank vun der Pandemie de Bierger e Versprechen ofginn. Ech hu versprach, dass mir keen an Ree stoe loosse. Mir hunn dat Versprieche gehalten! D'Regierung huet net gezéckt an huet séier finanziell Hëllef decidéiert, fir de Mënschen an de Betriber an Nout ze hëllefen. D'Existenzgronlag vun Dausende vu Mënschen zu Lëtzebuerg war a Gefor. Mir hunn an der Kris geliefte Solidaritéit bewisen.

Et war eng vun onse Prioritéiten, d'Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ofzesécheren. D'Aarbecht ass nämlech dat bescht Mëttel géint Aarmut! D'Regierung huet iwwer eng Milliard Euro u Chômage partiel un d'Betriber ausbezuelt. Nom Ofzée vun den Avancen, déi erëm zrëckbezuelt ginn, bleift déi impressiounant Zuel vu 791 Milliounen Euro, déi de Staat investéiert huet, fir Zéngtausende vun Aarbechtsplazen ofzesécheren.

Um Stand vun haut huet de Staat Hëllef an Héicht vun iwwer eng Milliard Euro un d'Betriber an Independanten ausbezuelt, déi wéinst der Pandemie a Schwierigkeete gerede sinn. Och dës Suen hunn dozou bägedroen, dass déi allerméiste Mënschen zu Lëtzebuerg och während der Pandemie hir Aarbecht behalen hunn.



Ons Chômagezuele si mat 5,5 % haut erëm quasi un nammlechten Niveau wéi virun der Pandemie. A kaum aneren europäesche Länner huet sech den Aarbechtsmaart esou séier stabiliséiert wéi hei bei ons am Land.

Mënschen ouni Aarbecht oder mat niddrege Revenue waren an der Kris awer besonnesch finanziell vulnerabel. D'Regierung huet dofir och mat ganz konkreten temporäre Mesurë reagiert, fir dese Mënschen ënner d'Äerm ze gräifen. Fir d'Joer 2020 hu mir d'Allocation de vie chère verduebelt. Mir hunn d'Loyere matten an der Pandemie agefruer fir ze verhënnere, dass d'Locataire an der Kris nach méi fir hire Logement bezuele mussen. De Chômage partiel, deen am Prinzip op 80 % vum Salaire gedeckelt ass, huet Salariéë mam Mindestloun zu 100 % kompenséiert.

Ons Wirtschaft ass och erëm um Wuessen. No deems 2020 onse PIB ëm 1,8 % zrëckgaangen ass, soen d'Prognose fir d'Joer e Wuesstum vu 6 % virus. Dës Zuele sinn aussergewöhnlech gutt, virun allem am internationale Verglach. Dës Zuele sinn de Beweis fir de Succès vun onsem Stabiliséierungs- a Relancepak. E Spuerpak wier grad an dem Moment genee de falsche Wee!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dofir soen ech och op deser Plaz kloer an d'äitlech: Mat deser Regierung wäert keng Austeritéitspolitik kommen an et wäert och net zu Steiererhéijunge kommen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ganz am Géigendeel! Mat deser Regierung wäert et weider eng Politik ginn, déi op Investitiounen, Innovatioun an engem stabile steierlechen Ëmfeld opbaut.

Mir brauchen an den nächste Jore weider enorm Investitiounen, wa mir ons Liensqualitéit erhalte wëllen. Dat nächst Joer wäerten déi ëffentlech Investitiounen bei bal 3,2 Milliarden Euro leien a bis 2024 op 3,7 Milliarden Euro klammen. Nëmme mat konstant héijen Investitiounen kënne mir eng gutt a liewenswäertig Zukunft fir all ons Bierger zu Lëtzebuerg garantéieren.

Zur Wourecht gehéiert och, dass Lëtzebuerg sech des Investitiounen grad wéi den Hëllefspak an der Kris just leeschte kann, well mir d'Staatsfinanze säit 2013 och nohalteg sanéiert hunn. Iwwert déi ganz Period 2013 bis 2019 hate mer en Iwwerschoss an der Administration publique. 2018 hate mer fir d'éischt no zéng Joer souguer en Iwwerschoss am Zentralstaat. Mam Covid, wat en aussergewöhnlech Evenement ass an aussergewöhnlech Mesuren und verlaangt huet, hu mer 2020 och en aussergewöhnlech Defizit gehat, an zwar vun 3,2 Milliarden Euro. Schon d'Joer wäerte mir deen Defizit méi wéi halbéiert kréien an och d'nächst Joer weider erofschrauwen.

Mee mir kënnen ons deen Defizit leeschten. Lëtzebuerg ass dat Land an der Eurozon, deem seng Staatsschuld par rapport zum PIB an der Kris am wéinegsten eropgaangen ass. An dat, obschonn onsen Hëllefspak zu deene generéierten an Europa gehéiert huet! Lëtzebuerg huet nach ëmmer mat déi niddregst Schold an der Eurozon. Si wäert sech an deenen nächste Jore ronderëm 27 % vum PIB stabiliséieren, also ënnert der ambitiöser Limitt vun 30 %, déi mir ons selwer ginn hunn, a wäit ënnert deene 60 %, déi déi europäesch Reegele virgesinn.

Mir wäerten et fäerdegbréngen, dank där ambitiöser Budgetspolitik an deenen héijen Investissements, erëm schwaarz Zeelen ze schreiwen, an dat, ouni nei Steieren anzeféieren.

Lëtzebuerg ass drop ugewisen, dass déi international Investisseuren en héicht Vertrauen an d'Bonitéit vun onsem Land hunn. Dofir sinn ech immens houfreg, dass Lëtzebuerg och an dese Krisenzeite säin Triple-A bei all de Ratingsagencë verdeedege konnt.

Mir brauchen eng staark Economie, déi Aarbechtsplaze schafft an och nei Recetten erabrëngt. Mir wäerten ons Economie weider diversifiéieren an ons Betriber stäerken, fir esou och sécher Aarbechtsplazen ze erhalen. Mir brauchen en nohaltege Wuesstum. D'Regierung huet mat hirem Relancepak de Fokus op eng digital an nohaltege Economie gesat. Mir wëllen dese Wee virgoen, fir ons Economie nei ze positionéieren, fir si op d'Erausforderung vu muer ze preparéieren. Mir setzen op eng konsequent Ëmsetzung vun onser Laangzäitstrategie, ouni déi kuerz- a mëttelfristeg Erausforderung fir onse Standuert aus den Aen ze verléieren.

Ons Wirtschaft vu muer soll op méi verschiddene stabile Piliere stoen, wéi dat haut de Fall ass. Mir wäerten d'Finanzplaz, Här President, weider fit fir d'Zukunft maachen, andeems mer mat onsen Efforten an den nohaltege Finanzproduite weiderfueren. D'Hallschent vun all den nohaltegen Obligatiounen weltwäit sinn zu Lëtzebuerg op der Grénger Bourse geléicht. Ons Finanzplaz ass dee gréisste

Levier, dee Lëtzebuerg huet, fir weltwäit géint de Klimawandel ze kämpfen. Nohalteg Fongezieleeren iwwer Lëtzebuerg nohalteg Investissementser op der ganzer Welt.

D'Industrie ass fest verwuerzelt mat der Geschicht vun onsem Land. Och an deenen nächste Jore si mir op eng staark Industrie zu Lëtzebuerg ugewisen. Eng Industrie, déi méi digital a méi nohalteg wäert ginn. Mir wëlle Virreider an den Zukunftstechnologien ginn. Dofir zéie mir weider nei innovativ Betriber hei op Lëtzebuerg un.

D'Regierung ënnerstëtzt déi lokal Betriber an hirem digitalen an nohaltegen Transformationsprozess. Mir passen ons Hëllefes esou un, dass den digitalen an nohaltegen Invest méi attraktiv gëtt. Mir wäerten och nei Hëllefes aféieren, fir den CO<sub>2</sub>-Ausstouss vun der Economie ze reduzéieren a mëttelfristeg op null erofzesetzen. Mir lancéieren an deem Kontext eng Etüd iwwert d'Dekarboniséierung vun der Lëtzeburger Industrie bis 2040.

Och d'Kreeslafwirtschaft ass en Deel vun onser Strategie, fir ons Economie méi nohalteg ze gestalten. D'Regierung schafft un eng Etüd an engem Aktionsplang, déi de Betriber hëllefes sollen, en Deel vun der Kreeslafwirtschaft ze ginn.

D'Digitaliséierung bitt immens Chancë fir onse Land: engersäits, fir onse Wirtschaftsstanduert ze diversifiéieren, andeems mer héich spezialiséiert ICT-Firmen dervun iwwerzeegen, fir sech hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren. Anerersäits wëlle mir all Betriber, ob grouss oder kleng, dobäi ënnerstëtzen, nei Technologien fir sech ze notzen.

Ons Betriber hunn an deene leschte Méint vill Innovationsgeschecht a vill Ausdauer bewisen. Dës Zäit war besonnesch schwieereg fir déi Persounen, déi sech derfir entscheet hunn, en neie Betriber ze grënnen. D'Regierung wëllt des nei Entrepreneuren an Zukunft nach méi staark begleeden. Mat der Aide primo-créateur gräife mir hinnen ënnert d'Äerm, fir de Start an d'Entrepreneuriat méi einfach ze maachen.

Mir leeën och e besonnesche Fokus op ons kleng a mëttelgrouss Betriber. D'Handwierk, zum Beispill, dat wësse mer, steet viru ganz groussen Erausforderungen. D'Regierung huet de klengen a mëttelstänneschen Handwierksbetriber eng Toolbox zur Verfügung gestallt mat Hëllefesmesuren, déi d'Entrepreneuren dozou incitéieren, eng nohaltege Entwécklung unzestriewen. Dës Toolbox wäert an Zukunft och op aner Secteuren ausgeweit ginn.

Ëmmer méi Betriber stoussen awer un hir Limitten, Här President, well si keng géegent Plaz fir hire Betriber fannen, wou se sech weiterentwéckele kënnen. D'Regierung schafft dowéinst zesumme mat de concernéierte Gemengen un der Ëmsetzung vum Plan sectoriel iwwert d'Aktivitéitszonen, mam klengen Zil, dass déi regional Aktivitéitszone méi Terrain fir lokal Betriber kënnen ubidden.

D'Regierung plangt ganz spezifesch Offeren u Betriber aus gewëssene Secteuren, fir sech zu Lëtzebuerg ze implantéieren. Mir wäerte beispillsweis en HE:AL Campus schafen, wou d'Betriber aus dem Beräich vun de Gesondheetstechnologie sech entfale kënnen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass ekonomesch a finanziell gutt duerch des Kris komm. D'Zuele beleeden dat ganz kloer. Ons Chômagezuelen, wéi ech gesot hunn, sinn erëm um Niveau vu virun der Pandemie an ons Wirtschaft ass erëm um Wuessen. Mir hunn et fäerdegbruecht, eng sozial Kris an der Pandemie ze verhënnere. Dat bedeit awer net, dass et zu Lëtzebuerg keng sozial Problemer géif ginn. Mir sinn ons deene Problemer bewusst. Mir verschléissen ons Aen net virun de groussen Erausforderungen, déi mer elo musen ugoen. Ganz am Géigendeel: D'Sozialpolitik war, ass a bleibt eng vun deene grouss politesche Prioritéite vun deser Regierung.

Mir hunn an deene leschten aacht Joer enorm Ustrengungen ënnerholl, fir mat geziilte Geld- a Saachleeschungen d'sozial Problemer ze bekämpfen. Dat sinn Investitiounen an d'Mënschen an Investitiounen an ons Zukunft. Mir hunn an deene leschte sechs Joer eleng de Mindestloun véiermol gehéicht. D'Steierreform huet 2017 virun allem déi kleng a mëttel Revenuen d'äitlech entlaascht. Mir hunn de Crédit d'impôt sozial gestaffelt an op deene kleng Revenue verduebelt. D'Regierung huet och de Crédit d'impôt fir d'Elengerzéier verduebelt. 2019 huet d'Regierung och hiert Versprieche gehalten an de Mindestloun zousätzlech ëm 100 Euro netto gehéicht an huet selwer zwee Drëttel vun de Käschte gedroen, andeems de Crédit d'impôt nach eng kéier an d'Luucht gesat ginn ass. Mir hunn d'Wunnegeld agefouert an d'Montante vun den Hëllefes fir d'Locataire substanzuell erhéicht.

Mam neie REVIS kréie Famillje mat Kanner a virun allem Elengerzéier d'äitlech besser gehollef, wéi dat virun de Fall war. D'Erzéiung an d'Bildung vun onse Kanner dierfe kee Luxus sinn. D'Regierung huet mat der Aféierung vun 20 Stonne gratis Kannerbetreuung a vu gratis Schoulbicher d'Familljen nach eng kéier d'äitlech finanziell entlaascht.

An d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport entlaascht alleguer déi Leit, déi mam Zuch, Bus oder Tram ënnerwee sinn.

Mir wëssen awer och, dass mir nach net um Zil ukomm sinn, fir d'Aarmut komplett aus onsem Land ze ecartéieren. Mir mussen also weider de Wee vun enger staarker Sozialpolitik goen. Well och haut gëtt et nach ëmmer Mënschen zu Lëtzebuerg, déi Schwieeregkeeten hunn, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Et si virun allem déi héich Wunnengskäschten, déi vill Mënsche staark belastschen. Wunnen zu Lëtzebuerg ass deier. An et gëtt ëmmer méi deier! Dese Constat ass net nei, mee en ass esou aktuell wéi seele virun. Während der Pandemie sinn nach eng kéier d'Wunnengspräisser geklommen, an nach méi staark geklomme wéi déi Jore virun. Eng héich Demande no Wunnengen dreift zanter Joerzénge d'Immobiliepräisser an d'Luucht. Zanterhier hunn ënnerschiddlech Regierunge versicht, d'Offer no uewen ze schrauwen, also méi ze bauen. Et gëtt leider net déi eng Solutioun, déi all ons Problemer am Logement matenee léist. Dofir hunn och déi verschidden Initiative vun den ënnerschiddlechste Regierung hir Meritten.

Zur Wourecht gehéiert awer och, dass bis elo nach keen et fäerdegbruecht huet, dem Logementproblem Meeschter ze ginn. Keen! Dat bedeit awer net, dass mir de Kapp an de Sand steechen. Ganz am Géigendeel! De Logement ass a bleift eng Prioritéit vun deser Regierung. Mir schaffe weider all Dag drun, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen. Mir konzentréieren ons dobäi op zwee grouss Voleten:

Éischtens, de Staat, d'Gemengen an déi ëffentlech Bauräger wäerte massiv an de Wunnengsbau investéieren, andeems si selwer méi Wunnenge bauen an de Bierger zu abordable Präisser zur Verfügung stellen.

Zweetens, mir wäerte géint d'Spekulatioun mat net bebauten Terrainen an eidele Wunnenge virgoen.

Wunnraum soll an dierf kee Spekulationsobjekt sinn. Während ëmmer méi Mënsche sech d'Wunnen zu Lëtzebuerg net méi leeschte kënnen, ginn anerer ëmmer méi räich, well se hir Terraine bewosst broochleie loosse an hir Wunnenge bewosst eidel stoe loosse. Jo, et gëtt e Recht op Eigentum. Mir schafen d'äitlech Recht och net of. Mee mir huelen déi-jéineg mat an d'Verantwortung, déi et sech an deenen Zäite leeschte kënnen, Terrainen a Wunnengen eidel stoen ze loosse.

Mir wäerten dofir d'Spekulatioun mat Bauland a Wunnenge besteieren. D'Inneministesche an de Finanzminister schaffen zesumme mam Logementsminister am Kader vun der genereller Grondsteierreform e Modell aus, deen equilibriert a gerecht ass. Mir cibléieren mat deser Reform net déi Mënschen, déi an hirem eegenen Doheem wunnen, mee déi-jéineg, déi de Logement just als Spekulationsobjekt gesinn.

Fir dass an Zukunft net occupéiert Logementer méi staark besteiert kënne ginn, schafe mir de juristesche Kader fir en nationale Regëster, an deem all Wunneng am Land ageschriwwen gëtt, zesumme mat der Informatioun, ob se bewunnt ass oder net. Mat deem Regëster, dee vun de Gemenge wäert alimentéiert ginn, kréie mir och endlech e präzisen Iwwerbléck doriwwer, wat d'Wunnverhältnisse am Grand-Duché sinn.

Nach bannent deenen nächsten zwielef Méint wäert d'Regierung e Projet de loi iwwert d'Reform vun der Grondsteier hei an deser Chamber deposéieren. D'Zil ass et, dass duerch des Reform méi privat Bauland ka mobiliséiert ginn. Gläichzäiteg huelt mir d'Proprietäre vun net bebauten Terrainen an net occupéierte Wunnenge mat an d'Verantwortung, fir sech un den Efforte vum Staat ze bedeelegen, fir méi bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Mam Pacte Logement 2.0 hu mir an deem Sënn e Paradigmewissel agelaut. Déi ëffentlech Hand wäert an Zukunft bei neie PAPen 10 % bis 20 % vum Terrain kréien, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen. Als Géigeleeschung kënnen déi privat Promoteuren 10 % méi dicht bauen an esou déi wäertvoll Ressource vum Bauland méi effikass notzen. Et ass e Paradigmewissel, well de Staat an d'Gemengen endlech an de Besëtze vu genuch Bauland kommen, fir e spierbaren Impakt op de Wunnengsmaart ze kréien. Déi ëffentlech Hand wäert mëttel- a laangfristeg zum gréissten Acteur am Logement avancéieren, en Acteur, deen net op Profit aus ass, mee als eenzegt Zil huet, de Bierger bezuelbare Wunnraum ze offréieren.

Dat lescht Joer hu mir ronn 100 Milliounen Euro an d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum investéiert. Dese Montant wäert sech bis 2023 méi wéi verduebelen. Grouss staatlech Wunnprojete zu Kielen, Wolz, Mamer, Biwer an Diddeleng gi realiséiert a schafe bezuelbare Wunnraum fir Dausende vu Matmënschen. De Moment befanne sech 300 Projete mat iwwer 3.100 Logementer an der Realisatioun. Bis 2025 sollen déi ëffentlech Bauräger 8.200 zousätzlech Logementer bauen.

De Pacte Logement 2.0 hëlt och d'Gemenge mat an d'Verantwortung. D'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum soll an Zukunft an alle Gemengen an alle Stied an Dierfer stattfannen.

Mam Baulandvertrag wäerte mer de Gemengen en zousätzlech Instrument an d'Hand ginn, fir d'Spekulatioun ze bekämpfen. An Zukunft mussen nei Baurterrainen bannent enger gewëssener Zäit bebaut ginn. Wann dat net an deem Delai geschitt, gëtt den Terrain erëm an eng net bebauter Zon klasséiert. De Baulandvertrag suergt derfir, dass d'Spekulatioun mat neie Baurterrainen net méi lukrativ sinn. Zousätzlech sollen nei Baurterrainen iwwert déi nei Grondsteier méi staark besteiert ginn, vu dass de Proprietär duerch eng administrativ Decisioun vun enger enormer Wäertsteigerung profitéiert.

D'Regierung envisagéiert eng Reform vum Gesetz iwwert d'Logementshëllefes. D'Hëllefes fir de Kaf an d'Loune vu Wunnenge gi vereinfacht an ugepasst, fir dass Leit mat moderatem Akommes besser ënnerstëtzt kënne ginn. De Staat wäert och d'Locataire méi staark ënnerstëtzen a si besser viru steigende Loyere schützen. Mat der Reform vum Gesetz iwwert de Bail à loyer gëtt fir Transparenz gesuergt an d'Loyere ginn effektiv plafonéiert, fir Abusen ze ënnerbannen.

D'Regierung ass prett, fir hir Verantwortung am Logement ze iwwerhuelen. Ech erënnere an deem Kontext un d'Steiermesuren, déi d'Regierung schon dat lescht Joer decidéiert huet, wéi mer d'Abuse mat de FIS immobiliers ofgeschafft hunn an den Amortissement accélére ofgeschwächt hunn. Mat deenen zwou Mesuren hu mir wichteg Akzente gesat, fir Investitiounen am Logement op Käschte vun der Allgemengheet ze limitéieren.

De Logement ass dee gréisste sozialen Ausgrenzungsfactor hei am Land. Déi héich Wunnengspräisser sinn e Grond, firwat ëmmer méi Mënschen zu Lëtzebuerg Schwieeregkeeten hunn, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen. Mir mussen also alles derfir maachen, fir d'Präisspiral am Logement ze stoppen. Dat wäerte mer awer net vun haut op muer packen, esou éierlech muss ee sinn. Och déi Mesuren, déi ech elo grad annonciéiert hunn, wäerten net vun haut op muer de Logementsproblem léisen. All des Mesurë brauchen Zäit, fir richtig ze gräifen. Déi betraffe Mënschen hunn awer haut scho Problemer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Also mussen mer hinnen och direkt hëllefes kënnen.

Mir mussen onse Sozialsystem also weider ausbauen. Mir mussen onse soziaalt Opfangnetz nach méi enk spannen, fir dass kee méi derduerchfale kann. D'Regierung huet dofir decidéiert, sozial schwache Leit séier an onkomplizéiert ënnert d'Äerm ze gräifen. Net iwwert de Steiersystem, mee iwwer Mesuren, déi direkt gräifen an direkt en Ënnerschied maache kënnen. Mir erhéijen op den 1. Januar 2022 d'Allocation de vie chère nach eng kéier ëm mindestens 200 Euro pro Stot. D'ëscht, no deems d'Regierung déi Ënnerstëtzung schon dat lescht Joer nohalteg ëm 10 % erhéicht hat.

Mir hunn an onser Sozialpolitik schon ëmmer e besonnesche Fokus op d'Wuel vun de Kanner geluecht. Mir striewen eng Chancégerechtheet fir all Kand un. Et dierf keng Fro vu Sue sinn, wéi gutt e Kand opwiisst. Dofir hu mer an der vieregter Legislaturperiod scho gratis Kannerbetreuung a gratis Schoulbicher agefouert. Elo wäerte mer zousätzlech derfir suergen, dass all Kand mëttes e waarmt lessen um Teller huet. An Zukunft sollen d'Kanner vu Famillje mat engem klengen oder mëttleren Akommes gratis an der Grondschoul an am Lycée iesse kënnen. Fir Schülerinnen a Schüler, déi all Dag am Lycée iessen, mécht des Measure eng Erspuernis vun 846 Euro am Joer aus.

2006 hat déi deemoleg Regierung decidéiert, d'Familljeleeschungen 2006 ze desindexéieren, fir méi a Saachleeschungen ze investéieren. Dës Regierung huet elo beschloss, den Index am Kannergeld erëm anzeféieren a gläichzäiteg weider a Saachleeschungen ze investéieren. En deementsprechende Projet de loi ass um Instanzwee. D'Reindexéierung soll am Ufank vun 2022 a Kraaft treden.

Elo ass et esou, dass op den 1. Oktober vun deem Joer nach eng Indexbranche fäleg gouf. D'Regierung wäert des Indexbranche réckwierkend an d'Reindexéierung vum Kannergeld matabezéien. Dës Mesurë sollen de concernéierte Stéit hëllefes, fir déi klammend Energiepräisser finanziell ze kompenséieren. Mir wäerten des Situatioun, wéi ech et scho viru gesot hunn, weider am A behalen an och op europäeschem Plang mat onse Partner no gemeinsame Léisunge sichen.

D'ëscht Joer maache mer och eng Evaluatioun vun neie REVIS-Dispositif fir ze kucken, ob eventuell Upassung mussen gemaach ginn. Am Januar 2021 goufen d'Montante vum REVIS schon ëm 2,8 % an d'Luucht gesat, zesumme mam Mindestloun, opgrond vun der Lounentwécklung an deene leschte Joren.

Mir wëssen, dass virun allem elengerzéiend Eltere vum Aarmutrisiko betraff sinn. Si profitéiere be-



sonnesch vun deene Mesuren, déi ech elo grad anonciéiert hunn, well si mat hirem eenzege Revenu de Plaffong net esou séier erreechen. Mat där leschter Steuerreform hu mer d'Elengerzéier entlaascht, andeems mer de Crédit d'impôt monoparental op 1.500 Euro verduebelt hunn. Mir sinn ons awer bewosst, dass d'Elengerzéier trotz dese Mesuren nach ëmmer besonnesch vulnerabel sinn.

D'Regierung huet eng zweet grouss Steuerreform fir dës Legislaturperiod geplangt gehat. Dës Reform sollt onse Steiersystem méi gerecht maachen, andeems jiddwereen no där nämmlecher Steuerklass besteiert géif, ouni dass een eppes verléiert. De Coronavirus huet ons e Stréch duerch dës Rechnung gemaach.

Mir bleiwen awer der fester Iwwerzeegung, dass den Debat ronderëm méi Steiergerechtkeet muss weidergefouert ginn, en Debat, dee jo och an noer Zukunft hei an der Chamber wäert gefouert ginn. Mir bleiwen der fester Iwwerzeegung, dass eng grouss Steuerreform noutwendeg ass, och wa se nach net elo direkt kann ëmgesat ginn. Mir mussen a wäerten also och an Zukunft nach iwwer Steiere schwätzen.

Allgemeng setzt d'Regierung op den Dialog. Ech hunn dofir virun deser Ried d'Gewerkschaften an d'Patronat gesinn, fir mat hinnen iwwer hir Prioritéiten, Suergen a Virschléi ze schwätzen. Sait dem Ufank vun der Pandemie huet d'Regierung am Kader vum Sozialdialog ronn 100 Entrevuen organiséiert. 100 Entrevuen organiséiert! Ech hunn de Sozialpartner anonciéiert, dass ech nach virun Enn vum Joer eng Tripartite aberuffen. D'Tripartite ass am Fong jo e Kriseninstrument. Si ass fir d'éischte Kéier ënnert dem Premier Gaston Thorn aberuff ginn, wéi et an der Stolkris jo dréms gaangen ass, Zéngtausenden Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze retten.

Onsen Aarbechtsmaart steet haut op zolitte Féiss an ons Economie ass um Wuessen. Déi aktuell Situatioun um Aarbechtsmaart géif de Moment also net no enger Tripartite verlaangen. An awer ass et mir an de Kolleegen an der Regierung wichteg, dass d'Regierung, d'Gewerkschaft an d'Patronat sech nach dëst Joer un en Dësch setzen, fir iwwert déi zukünftige Erausforderungen um Aarbechtsmaart ze diskutieren.

Ech hunn et ganz am Ufank gesot an ech stinn dozou: D'sozial Kohäsioun an de Sozialdialog sinn e feste Bestanddeel vum Lëtzeburger Erfollegsmo- dell. Mir si méi staark, wa mir de Wee zesumme ginn, dee virun ons läit. Dat huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier bewisen. Lëtzebuerg ass och da staark, wann onst Land Virreider ka sinn a sech sai ganz eegene Wee moolt, deen ons an eng gutt a sécher Zukunft féiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och an der Pandemie ass Lëtzebuerg säin eegene Wee gaangen. E weidert Joer ass vergaangen, an deem de Covid ons net lassgelooss huet. E Joer, an deem dese Virus onst gesellschaftlecht Mateneen, ons ekonomesch Realitéit an ons Zukunftsperspektive beaflosst huet.

Mir si gutt duerch dës sanitär Kris komm. Ons Spideeler waren ni komplett iwwerlaascht a mir hunn zu all Moment d'Kontroll iwwert d'Situatioun kënnen behalen. Et gouf zu Lëtzebuerg keng esou eng Katastrophen a chaotesch Zoustänn, wéi mer se deels am Ausland gesinn hunn, wou Patienten an de Gäng vun de Spideeler traitéiert goufen, well d'Better op den Intensivstationen alleguerte voll waren, wou de Sauerstoff op eng Kéier knapp war, wou de Gesondheetssystem a sech zesummegebrach ass.

Wann ech soen, dass mir gutt duerch dës Kris komm sinn, dann hu mir dat virun allem ganz villen engagierten a couragéierte Mënschen ze verdanken, an de Klinicken, an den Alters- a Fleegeheemer, an de Betriber, an de Ministère, de Verwaltungen, de Gemengen, grad wéi och den Noperen a Familienmëmbere, déi sech géigesäitig ënnert d'Äerm gegräff hunn. Mënschen, déi fir ons un eischter Front géint de Covid kämpfen. Mënschen, déi och zu deenen onsécherste Momenter fir ons geschafft hunn. Mënschen, déi Iwwerstonne gemaach hunn, fir dass onst Liewe konnt gereegelt weidergoen.

Et läit mir um Häerz, fir all dese Mënschen nach eng Kéier mäi Merci a meng Unerkennung auszedrücken!

All Coronaaffer ass eent ze vill. Mir wusstes fréi, dass et keen honnertprozentege Schutz géint eng Infektioun mam Virus ka ginn, ouni alleguerten d'Spillreegele vun onser Gesellschaft iwwer Bord ze geheien. Mir sinn e Vollek, dat un demokratesch Wäerter an un d'Fräiheet gleeft. D'Veerdeedegung vun onse Grundrechter a Fräiheeten ass eng vu mengen déifsten Iwwerzeegungen, fir déi ech mech politesch engagéiert hunn an nach ëmmer engagéieren. Wa mir Mesurë geholl hunn, duerch déi dës Fräiheeten zäitweis ageschränkt gi sinn, dann nëmmer, well mir der fester Iwwerzeegung waren zesummen, dass onse Gesondheetssystem ouni dës Mesurë kollabéiere géif. Esou vill Sécherheet wéi néideg, esou vill Fräiheet wéi méiglech! Dese Prinzip huet ons déi lescht Méint ëmmer begleet.

Jo, mir haten zu Lëtzebuerg a ville Momenter mander streng sanitär Reegele wéi an anere Länner. Mir hu permanent no där richteger Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet gekuckt, well et ons wichteg war, d'Fräiheete vun de Mënschen net onnéideg anzuschranken. Déi mental Gesondheet vun de Bierger dierf ons net egal sinn. Mir Mënsche si sozial Liewewiesen, déi de sozialen, awer och de physesche Kontakt mat hire Léifste brauchen. Ech denken hei och un d'Kanner. Si si ganz besonnesch vulnerabel, wa si aus hirem gewinnten Ëmfeld erausgerappt ginn. Dofir war et ons wichteg, mat alle Mëttele ze probieren, d'Schoulen, d'Maison-relais an d'Crèches opzehalen. Während anere Länner mat hire rigide Stufepläng nach méintelaang am Homeschooling gefaange waren, mat deene Pläng, wou gesot ginn ass: „Et ass elo esou, elo muss dat dote geschéien!“, konnte bei ons d'Kanner während engem groussen Deel vun der Pandemie an d'Schoul goen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Lëtzebuerg läit wäit ënnert der OECD-Moyenne, wann ee sech d'Zuel vun den Deeg ukuckt, op deenen d'Grondschoule wéinst Covid zou waren. D'Lycéeën waren am Grand-Duché just 34 Deeg laang zou. Domat leie mir op der zweeter Plaz bei der OECD.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Fir d'Rentrée war ech eng Grondschoul an eng Maison relais besichen. D'Laachen an d'Freed vun de Kanner hunn alles gesot. Si ware frou, erëm an d'Schoul kënnen ze goen - wat een och net ëmmer gewinnt war. Si ware frou, sech an hirem gewinnten Ëmfeld nees zesummenzefanne mat hire Frëndinnen, mat hire Frënn, mat hirem Léier- a mat hirem Erzieungspersonal, op der Plaz live ee kënnen ze gesinn an net virun engem Schierm.

Mir hunn dës Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet awer net liichtfankeg ze vill an déi eng oder anere Richtung kippe gelooss. Mir haten zu all Moment eng kloer Strategie, déi ons eng gewësse Flexibilitéit erméiglecht huet. D'Regierung huet d'Antwort op dës Kris zu all Moment ugepasst, wa mir mat enger verännert Situation konfrontéiert waren.

Ons Strategie huet sech virun allem op dat breet Teste vun der Populatioun baséiert. Mir hu séier, als eent vun den éischte Länner op der Welt, massiv an ons Testcapacitëten investéiert. Während ville Méint hu mir Rankinge vun de meeschten Tester weltwäit ugefouert, wat jo och kokass Situatiounen mat sech bruecht huet. Mee esou hate mir zu all Moment e gudden Iwwerbléck iwwert d'Veerbreedung vun Virus. D'Donkelziffer vun onentdeckten Infektiounen war zu Lëtzebuerg manner héich wéi bei onsen Noperen. Eng Etüd ass zur Konklusioun komm, dass Lëtzebuerg mat Hëllef vum Large-Scale-Testing 99,2% vun all den Infektiounen entdeckt konnt. Well mir méi Infektiounen a virun allem och asymptomesch Infektiounen entdeckt hunn, war onse Contacttracing méi effikass. Esou konnte mir d'Infektiounskette brieche a Mënschliewe retten.

Am Ganze sinn zanter dem Ufank vun der Kris méi ewéi 4 Milliounen Tester hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Domat huet d'Regierung sech awer net zefridde ginn. An de leschten acht Méint hu mir ronn 16 Milliounen Schnelltester den Entrepreneuren, eelere Matbierger, dem Horeca-Beräich, dem Gesondheetssystem a Fleegeberäich an de Schoulen zur Verfügung gestallt. Et wäert och an Zukunft ëmmer nees zu punktuellen Ausbréch kommen. Mir wäerten dat och enk suivieren. Dofir hu mir ons och eng Reserv vu Schnelltester zougeluecht, soudass mir am Fall vun engem Ausbruch séier a breet teste kënnen.

Wann ee méi test, féint ee méi infizéiert Persounen. Mir hunn ons dofir net eleng op d'Infektiounszuele baséiert, fir déi sanitär Mesuren ze decidieren. E rigide Stufepläng, wéi anere Länner en applizéiert hunn, hätt ons manner Fräiheet, awer net onbedéngt méi Sécherheet bruecht. Eng ambitiéis Teststrategie an eng effikass Impfcampagne hëllefen ons, e Liicht um Enn vun Tunnel ze gesinn. D'Impfstrategie ass ausgeschafft a permanent ugepasst ginn. D'Kommunikations-, d'Sensibiliséierungs- an d'Opklärungscampagnë sinn ugelaft.

D'Impfung wierkt. Iwwerall am Ausland stelle mir déi nämmleche Tendenz fest. De Prozentsaz vun de positiv geteste Leit, déi net komplett geimpft sinn, ass héich par rapport zu geimpfte Leit. Aneschtens gesot: D'Impfung reduzéiert d'Zirkulatioun an d'Transmissioun vun Virus. De Prozentsaz vu komplett Geimpften an de Spideeler ass och méi niddreg. D'Impfung schützt virun engem schwéiere Krankheitsverlaf.

Dëst weist, wéi wichteg et ass, dass mir all zesummen d'Bierger an onsem Land iwwerzeegt kréien, sech séier impfen ze loossen. Et ass am Moment deen eenzege Wee nees an d'Normalitéit.

D'Regierung huet de leschte Freideg nei Mesuren decidéiert. Et si Mesuren, vun deene mir ons erhof-

fen, dass se ons gutt a sécher duerch de Wanter a soumat e gutt Stéck méi no un d'Enn vun deser Pandemie bréngen. Et ass mëttlerweil dat 17. Covidgesetz, dat mir der Chamber virgeluecht hunn. All Gesetz an all Mesure, déi mer decidéiert hunn, sinn eng Reflexioun vun der Situatioun, wéi se sech ons dee Moment duerstellt. An all Gesetz an all Mesure gesi mir als néidege Schrëtt um Wee, fir méiglechst séier kee Covidgesetz a keng speziell Mesurë méi ze brauchen.

D'Situatioun ass awer haut nach esou, dass den Taux vu geimpfte Leit net héich genuch ass, fir dass mir all ons Fräiheete kënnen zréckkréien. Mir mussen séier op 80% bis 85% Geimpfter kommen, fir gutt a sécher déi nächst Méint duerch dës Kris ze kommen.

D'Mënschen hale sech erëm méi dobannen op. Well nach net genuch Mënschen zu Lëtzebuerg geimpft sinn, mussen mir der méi héijer Infektiounsgefahr a Banneraim Rechnung droen. Dofir generaliséiere mer déi dräi 3G-Reegel: Wien an Zukunft e Restaurant, e Café oder eng Disco wëllt besichen, muss mam CovidCheck nowise kënnen, dass e geimpft oder geheelt ass respektiv dass en en zertifizierten negativen Test gemaach huet. Dat sinn déi Propositionen, déi d'Regierung och der Chamber gemaach huet.

Mir wëllen och d'Méiglechkeet aféiere fir de Patron, fir de CovidCheck op der Aarbechtsplaz ze applizéieren. Dëst, fir engersäits seng Mataarbechter gesondheetlech ze schützen an och, fir anersäits och op der Aarbechtsplaz erëm méi Normalitéit ze erméiglechen, andeems keng Mask méi muss gedroe ginn, wann een am Regimm vum CovidCheck ass am Betrib.

Et mécht ons keng Freed, dës Mesuren ze huelen. Ech géif léiwier haut anonciéieren, dass alleguerten déi sanitär Mesuren total iwwerflësseg wieren, well genuch Leit geimpft sinn. Ech hoffe fir ons alleguerten, dass dësen Dag zimmlech rapid wäert do sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, besonnesch ganz am Ufank vun der Pandemie wusst kee genuch iwwert de Virus: wéi e sech verbreet, wéi e sech op d'Gesondheet vun infizéierte Mënschen auswierkt a wéi mir dës Mënschen och am beschte medezinesch behandle kënnen. Mir ware konfrontéiert mat dramatesche Biller, fir d'éischt aus China, duerno aus Italien, wou ganz vill Leit bannent kierzter Zäit um Virus gestuerwe sinn.

D'Regierung huet séier Verantwortung iwwerholl. Mir stinn hanner all de Mesuren, déi mer geholl hunn. Mir hunn am Laf vun de leschte Méint ëmmer erëm nei wëssenschaftlech Erkenntnisser iwwert de Covid gewonnen. Mir hunn ëmmer erëm ons Krissegegioun un déi nei Erkenntnisser ugepasst. Mier elo ee mech freet, ob ech haut verschidde Mesuren aneschtens géif huelen, dann ass meng Antwort: „Jo“, well mer haut och méi wësse wéi dunn, wéi mer d'Decisiounen geholl hunn, well mer haut de Virus besser verstinn.

Mir mussen besser op zukünftige Pandemie preparéiert sinn. Aus deem Grund ass d'Regierung an Diskussiounen mat der OECD, fir eng onofhängeg Etüd iwwert d'Krissegegioun an Opdrag ze ginn. Eng multidisziplinär Ekipp vun internationalen Experte soll analyséieren, wéi d'Pandemie sech op Lëtzebuerg ausgewierkt huet, um sanitäre Pläng, mee och an all deenen anere Beräicher vum öffentliche Liewen. Mir ginn der OECD d'Krissegegioun an all hire Facetten ze belichten an ze analyséieren. Dat wäert hir Missioun sinn.

D'Etüd soll esou breetgefächert gi wéi méiglech. Mir hätt gär, dass all Aspekt vun deser Pandemie belicht gétt, op sanitärem, ekonomeschem oder op gesellschaftlech Pläng. Dofir soll och déi besonnesch demografesch Situatioun vun onsem Land consideréiert ginn. Lëtzebuerg ass net eent ze engem vergleichbar mat anere Länner. Mir sinn e klengt Land mat oppene Grenzen, dat ausseruerdentlech op d'Kooperatioun mat sengen Nopeschlänner ugewise ass. D'Experte sollen op Basis vun hirer Analys Recommendationen ausschaffen, wéi Lëtzebuerg sech op eng nächst Pandemie besser ka preparéieren.

Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass dës Etüd eng reell Plus-value fir onst Land wäert bréngen. D'Resultater vun der Etüd wäerten ons zousätzlech Erkenntnisser doriwwer liwweren, wat fir eng Léiere mer aus deser Pandemie zéie mussen. Mir hu virop geléiert, wéi wichteg e staarke Gesondheetssystem ass. Mir kënnen ons glécklech schätzen, dass mir an der Pandemie op e gutt Gesondheetssystem ziele konnten.

D'Gesondheetssystemer hu mat hirem Engagement an hirer Ausdauer eng immens Aarbecht während der Pandemie geleescht. Et ass ons wichteg, dass dës Beruffer nach méi attraktiv ginn. Dofir schaffe mir un enger neier Formatioun, fir si zousätzlech ze valoriséieren.

D'Regierung schafft kontinuierlech um Erhale vun engem staarke Gesondheetssystem, deen all Besoine vun de Patienten ofdeckt. Mam Gesondheits-

dësch hu mir eng Plattform, déi all d'Acteuren am Gesondheitsberäich regruppéiert, fir en nationale Gesondheitsplang auszuschaffen.

Mir stellen d'Preventioun méi staark an de Vierdergrond a plangen, den Zougang an d'Proximitéit zum Hausdokter an alle Regione vum Land ze verbesseren. Am Beräich vun de Soins primaires wäerte mir d'Hospitalisation à domicile opwäerten, andeems mir hir en eegene Kader ginn. Duerch eng qualitativ gläichwärtig Betreiwung doheem wëlle mir do, wou et méiglech ass, onnéideg laang Openthalter am Spidol verhënnert kréien. D'Pandemie huet ons och gewisen, wéi wichteg en effikasse Monitoring vun Daten aus dem Gesondheitssektor ass. Mir sinn dofir och amgaangen, en nationale Observatoire de la santé opzebauen.

Déi lescht Méint hunn ons och gewisen, dass mir déi lokal Versuergungsketten am Gesondheitsberäich verstärke mussen, fir a Krisenzäite manner ofhängeg vum Ausland ze sinn. Mir schaffen dofir un enger nationaler Medikamentenagence, déi et ons erlabe wäert, d'Sécherheet vun all de Medikamenter a Materialien ze garantéieren, déi bei ons an den Asaz kommen. Mir diversifizéieren ons Wirtschaft, andeems mer an de Secteur vun de Biotechnologien investéieren.

Verschiede Leit, déi mam Coronavirus infizéiert waren, leiden un den Nowéie vun deser Infektioun. Déi sougenannt Long-Covid-Patienten hunn nach Wochen a Méint no der akuter Infektioun eng Villfalt u Symptomer. Mat engem groussen gemeinsamen Effort hunn déi nationale Autoritéiten an déi lëtzebuergesch Gesondheitsinstituter en Netzwerk fir d'Betreiwung vun dese Patienten op d'Bee gestallt.

An den nächste Woche wäert e Konsortium aus Fuerschungsinstituter eng wëssenschaftlech Analyse vun de Laangzäitfolge vum Covid lancéieren. Am Long-Covid (veuillez lire: Long-Covid-Projet) geet et net nëmmer ëm déi physesch, ma och ëm déi mental Gesondheet vun alle Betreffenen. D'Pandemie huet ons gewisen, wéi fragill onse Geescht ka sinn. Déi mental Gesondheet muss zu enger vun onser Prioritéiten an der Gesondheitspolitik ginn. Mir wëllen den Accès zu professioneller Hëllef am psychesche Beräich méi séier a méi liicht gestalten. An deem Kader sinn ech frou anonciéieren ze kënnen, dass d'Regierung fir d'nächst Joer en nationale Plang vun der mentaler Gesondheet wäert virstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ons Kanner sinn net vum Coronavirus verschont bliwene. Glécklecherweis iwwerstinn déi allermeescht Jonker eng Infektioun ouni gréisser Symptomer. Mee och d'Kanner goufen aus hirem gewinnten Alldag erausgerappt. Ech hunn et scho gesot: Et war fir ons eng absolut Prioritéit, dass d'Schoulen, d'Crèches an d'Maison-relais esou normal funktionéieren konnte wéi nëmme méiglech. D'Wuelbefanne vun onser Kanner dierf ons net egal sinn.

De Virus huet ons déi grouss Defien nach eemol ganz kloer opgewisen, virun deenen den Educationssystem steet. D'Bildungspolitik huet als Aufgab, all Kand a Jonkem et ze erméiglechen, dat Beschot aus sech erauszehuelen. Jiddweree muss d'Méiglechkeet hunn, den héchstméigleche Bildungsniveau ze erreechen, dee sengen Talenter a senge Wënsch entsprécht, well dovunner hängt net nëmmer d'Zukunft vun de Kanner a vun de Jonken of, mee d'Zukunft vun onser Gesellschaft, vun onsem Land! Mir hu staark Kanner. Et ass ons Aufgab, si an hire spezifesch Stärken ze férdere.

Wann d'Gesellschaft sech ännert, kann d'Schoul net stoe bliwene. De Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend suivéiert zanter Joren eng aktiv Politik vun der Diversifizéierung vun der Schouloffer ënnert dem Motto: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“. Ons Bildungslandschaft gétt weider méi villfältig, well mir esou de Besoine vu ville Schüler besser entspreche kënnen an domader fair Bildungschancé fir all Kand kënnen schafen. Esou si bis elo scho siwen nei Sektouren entstanden. An noer Zukunft wäerten zwou weider Sektouren an de Lycéeën an ee weideren DAP an der Berufsausbildung entstoen.

D'Schoul vun 21. Joerhonnert muss d'Kanner drop virbereeden, sech erfolgräich a sécher an engem digitalen Ëmfeld erméiglechen, a gläichzäitig géint déi digital Ongläichheet kämpfen. Digital Kompetenz sinn och eng Fro vun der Chancégläichheet am Bildungssystem a Bezuch op de Bildungserfolg.

De sozioekonomesche Kontext, d'Mammesprooch an de Migratiounshannergrond hunn nach ëmmer e vill ze groussen Afloss op de schoulesche Parcours an d'Réussite scolaire vun dem Eenzelnen. Mir hu scho vill Mesuren ergraff, fir d'Chancégläichheet ze erhéien: en ëmfaassenden Inklusiounsprogramm fir Schüler mat spezifesch Besoinen, e modern an differenziéiert Sproochenunterricht, eng grouss Offer un Nohëllef an Diversifizéierung vun der Schouloffer duerch nei Schoule mat innovativen pedagogesche Konzepter.

An d'Efforten, fir d'Schüler beschtméiglech ze ënnerstëtzen, ginn intensiv weider. Mir wäerte flä-



chendeckend gratis Hausaufgabenhëllef am Fondamental aféieren. An den nächste Méint ginn Diskussions- mat de betrouffene Partner gefouert, fir d'Konzept vun enger qualitativer Offer vun Hausaufgabenhëllef op nationalem Niveau fir d'Schüler aus dem Fondamental ze entwéckelen.

Zu der Ënnerstëtzung vun de Kanner gehéiert och hir Kreativitéit ze féieren. Kreativitéit ass e wichtige Facteur an der emotionaler an och an der kognitiver Entwécklung. Si dréit och zur Entwécklung vun engem positive Selbstbild bäi. Fir d'Kreativitéit an de Virwëtzt vun de Kanner a Jonken ze stimuléieren, wäerte mir e groussen Deel vun de Musekskursen vum nächste Schouljoer un och gratis maachen. D'Schüler mussen fir de ganze Cycle inféieren, also fir op d'mannst déi éischt véier Joer Museksunterricht, näischt bezuelen.

Mat dëser Mesure maache mir de Museksunterricht fir all Kand zougänglech. Och dat wäert an Zukunft zur Chancégläicheit an zur Bildungsgerechtheet bäidroen a ville Schüler och en éischte Kontakt mat der Kultur erméiglechen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Pandemie huet ons nach eemol däitlech virun Ae gefouert, wéi wichtig d'Kannerbetrieungsstrukture fir d'Famillje sinn. Si bidden deene Klingen e gewinnt e sécher Émfeld, wou si sech zesumme mat hire Frëndinnen a mat hire Frënn fräi entfale kënnen. An de leschte Joren hu mir och grouss Efforte gemaach, fir eng héich Qualitéit an der Kannerbetrieung opzebauen. Nodeems mer schonn 20 Stonne gratis Kannerbetrieung an de Crècheen agefouert hunn, fir all Kand fréi eng héichwäerteg Sproochféierderung ubidden ze kënnen, wäerte mir vun der nächster Rentrée un och d'Maison relais gratis maachen, dëst während de Schoulwoche vu moies siwen Auer bis owes siwen.

D'Kannerbetrieung ass an onser Zäit net méi ewechzedden. D'Kannerbetrieung wäert awer och an Zukunft just eng Offer sinn, déi de Staat an d'Gemengen den Elteren ubidden. Et bleift den Elteren hire fräie Choix, ob a wéi vill si heivunner Gebrauch wëlle maachen. Mir wëllen d'Elteren onofhängeg vun hirer Entscheedung och ënnerstëtzen. Dofir wäerte mer an all de 15 Schoulregiounen Elterefore schafen. Hei kréien d'Elteren Informatiounen a Rotschléi iwwert d'Entwécklung an d'Ënnerstëtzung vun hirem Kand.

Nieft de Kanner hunn och ons eeler Matbierger déi lescht Méint eng wäertvoll Zäit vun hirem Liewe mat Aschränkunge verbruecht. Mir sinn et hinne schëlleg, dass mir och hir Liewensqualitéit weider verbessern. Déi geplangt Investitiounen an d'Infrastrukturen am Senioreberäich befanne sech op Héchstniveau. De Familljeministère huet fir déi nächst Joren am Beräich vun de Strukture fir eeler Leit Projeten an enger Héicht vun iwwer 600 Milliounen geplangt. Dat si souwuel Better, déi sollen nei geschafe ginn, wéi och bestoend Better, déi sollen nei amenagéiert ginn, fir dass si den haitege Standarden entsprechen.

Scho virum Ufank vun der Pandemie hat d'Regierung e Projet an der Chamber deposéiert mam Zil, d'Qualitéit vun de Services fir eeler Leit ze erhéien. Mir schafen e Regëster, fir d'Präisser an den eenzelnen Haiser méi transparent ze gestalten. D'Personal soll och nach méi spezifesch forméiert ginn. D'Regierung huet am September Amendementer fir dese Projet ugeholl, déi de Léiere Rechnung droen, déi mir bis elo aus der Pandemie am Senioreberäich konnten zéien.

D'Pandemie huet gewisen, Här President, dass d'Digitaliséierung e wichteg Instrument fir eeler Leit ka sinn, fir de soziale Kontakt zu hire Matmënschen net ofbriechen ze loosse. Déi digital Inklusioun vun eelere Leit gëtt an deem Sënn weider promovéiert. Grad déi nei Kommunikatiounstechnologien sinn immens wichteg, fir de soziale Kontakt mat Famill a mat Frënn ze halen an esou weider en Deel vun der Gesellschaft ze bleiwen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mat der Reform vun Accueil gérontologique erméigleche mir et och all eeler Persoun, op eng grouss Offer u Servicer a CIPaen a Fleegeheemer zréckzegräifen.

Och ons Matbierger mat engem physischen oder mentalen Handicap hunn an der Pandemie gelidden. Vill ënnert hinne si besonnesch vulnerabel an hunn a permanenten Angscht virum Virus gelieft.

En Handicap dierf keen Ausschlosskrittär an onser Gesellschaft sinn. De Familljeministère huet eng ganz Rei un Initiative lancéiert, fir all de Mënsche mat Handicap zu Lëtzebuerg e gläichberechtigt Liewen ze erméiglechen. D'Regierung huet sech Enn 2019 en neie Fënnforesaktionsplang ginn, deen an Zesummenaarbecht mat Leit aus dem Secteur vum Handicap a mat behënnerte Leit ausgeschafft ginn ass. D'Zil vun dësem Plang ass et, fir ons Gesellschaft méi inklusiv ze maachen duerch eng Rei vu Projeten a ville verschidde Beräicher.

D'nächst Joer wäert och de Familljeministère eng grouss Sensibiliséierungscampagne starten, fir op d'Besoinen a virun allem op d'Stärkte vu Leit mat enger Behënnung hinzewisen. An deem Kader ginn och nei Formatiounen fir ganz ënnerschiddlech Berufsgruppen ugebueden, déi mat behënnerte Mënschen a Kontakt sinn.

An deenen nächste Jore wäerten eng Rei nei, innovativ Wunnprojeten entsto! Hei kënnen Leit mat enger Behënnung esou liewen, wéi si sech et wënschen.

Eng weider Prioritéit ass d'Verbesserung vun der Accessibilitéit vun den ëffentlech zougängleche Gebaier. Mam Gesetzesprojet iwwert d'Accessibilitéit vun den ëffentleche Plaze soll d'Diskriminatioun vu Leit mat enger Behënnung der Vergaangenheet ugehéieren. An Zukunft muss all neie Bauprojet d'Prinzipie vun „Design for all“ respektéieren.

De LISER mécht eng Etüd, fir en neie Finanzéierungssystem op d'Been ze stellen, deen déi individuell Besoinen vu Leit mat enger Behënnung verstärkert en compte hält. Dësen neie Finanzéierungsmodell ass als „Budget fir perséinlech Assistenz“ ugeduecht, deen als Haaptzil huet, Leit mat enger Behënnung e méi selbstbestëmmt Liewen ze erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, onst gesellschaftlecht Zesummeliewen huet sech an de leschte Méint staark verännert. De Virus huet eng enorm Well vu Solidaritéit a Matmënschlecheit ausgeléist. Ech sinn houfreg op d'Nächstelëft, mat där mir Lëtzebuurger een op deen aneren opgepasst hunn. Mir hu während ville Méint op onst normal Liewe verzicht, fir ons Matmënschen a besonnesch och déi vulnerabelst Matmënschen an onser Gesellschaft ze schützen.

Elo wou mir dem Enn vun der Pandemie ëmmer méi no kommen, mussen mer ons mat der Fro beschäftegen, wéi mir onst Liewen nom Virus gestalte wëllen. Wéi wëlle mir als Gesellschaft zesummeliewen?

D'Zesummeliewe spillt sech op villen Niveaue. Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Chance, an enger Gesellschaft ze liewen, déi aus Mënsche mat ganz ënnerschiddlechen Hannergrënn besteet. D'Regierung wëllt dat interkulturellt Zesummeliewe stäerken. Mir hunn dofir och eng breet Consultatioun lancéiert, déi um Enn als Basis fir en neit Integratiounsgesetz dénge soll. Mir wäerten och d'Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch weider stäerken, mat neien Offeren a Sproochecoursen.

D'Pandemie huet ons gezwongen, physischen Ofstand zu onse Matbierger ze halen. Émsou méi wichtig ass et, no der Kris dat soziaalt Zesummeliewen an d'Liewensqualitéit vu jiddwerengem Eenzelen nach méi staark ze féieren.

An de leschte Méint si vill Mënschen a sech gaangen an hunn hir Prioritéiten am Liewen nei sortéiert. De Facteur „Zäit“ ass nach méi an de Fokus vu ville Leit geréckelt: Zäit fir sech selwer, Zäit fir seng Léifsten, Zäit fir al oder nei Hobbyen, déi ee souguer entdeckt huet. De Virus huet onst Liewen zum Deel entschleunegt. An ëmmer méi Mënsche stelle sech d'Fro, ob si zu hirem fréiere stressegem Alldag zréckgoe wëllen.

Et ass d'Fro vun der Work-Life-Balance. Jo, d'Aarbecht ass wichtig, net nëmme fir déi eenzel Persounen, mee och fir de gudden Fonctionnement vun onser Gesellschaft. Mir liewen awer net fir ze schaffen, mir schaffen, fir besser ze liewen!

■ **Une voix.** - Ganz richtig!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Méi Zäit fir d'Liewen, dat ass e grouss Wonsch, dee mir de Mënschen och erfëlle wëllen!

D'Regierung huet hei besonnesch fir d'Eltere scho viles erreecht, virun allem am internationale Verglach. A wéinege Länner op der Welt gëtt et esou generéis Reegelunge beim Mammen- a Pappengong esouwéi beim Congé parental. Mir erméiglechen den Elteren zu Lëtzebuerg däitlech méi Zäit mat hire Kanner. Mir hunn et fäerdegbruecht, dass Fraen a Männer sech zu Lëtzebuerg net tëschent hirem Beruf an hirer Famill müssen entscheiden. Mir schaffe weider drun, fir den Elteren nach méi Flexibilitéit an Zäit mat hire Kanner ze erméiglechen. Den Aarbechtsminister an d'Familljeministesch sinn amgaang, e Work-Life-Balance-Pak op d'Been ze stellen.

Mir wäerten e Recht op Deelzäit aféieren! Fir dass d'Deelzäitarbecht net zulaaschte vun den zukünftige Pensiounsrechter geet, wäert de Staat en Deel vun de Cotisatiounen iwwerhuelen. Während enger gewëssener Zäit dierfen d'Leit, déi vun hirem Recht op Deelzäit Gebrauch gemaach hunn, erëm op hir voll Tache zréckkommen.

De Work-Life-Balance-Pak wäert och eng Mesure virgesinn, déi Eltere belount, déi zu zwee de Congé parental geholl hunn! Esou wëlle mir eng gerecht Rollenopdeeling an de Familljen zousätzlech féieren.

D'Pandemie huet d'Virdeeler vum Teletavail nach eng Kéier ganz däitlech ervirgestrach. Vill Salariaënen hunn déi positiv Niewewierkung vun dëser sanitärer Mesure erlieft: Manner Zäit um Aarbechtswee bedeit méi Zäit fir sech selwer, fir d'Famill, fir d'Frënn a fir d'Hobbyen.

Ech si frou, dass d'Sozialpartner en Accord fonnt hunn, wéi den Teletavail zu Lëtzebuerg och dauerhaft eng attraktiv Alternativ zum Schaffen um Büro ka sinn. Gläichzäitg hunn d'Gewerkschaften an d'Patronat sech op e Recht op Dekonnoxion gëeenegt, dat d'Liewensqualitéit vun de Salariaënen an hirem Doheem nach eng Kéier stäerkt. Et lafen och Gespëcher tëschent dem Ministère fir d'Fonction publique an der CGFP, fir iwwert d'Kris eraus am ëffentlechen Déngscht en attraktiven Teletavailsmodele auszeschaffen.

D'Regierung huet mat bilateralen Accorden mat onsen Nopeschlänner derfir gesuergt, dass och d'Frontaliere vun doheem aus schaffe konnten, ouni steuerlech oder sozialrechtlech Nodeeler ze hunn. Mir konnten des Reegeling nach eemol bis d'Enn vum Joer verlängeren. Mat der Belsch hu mer esouguer en Accord fonnt, fir d'Unzuel vun de méiglechen Deeg am Teletavail dauerhaft vu 24 op 34 ze erhéien. Mir hoffen, och mat onsen Nopeschlänner Frankräich an Däitschland déi selwecht Léisungen oder änlech Léisunge kënnen ze fannen.

Mir hunn an de leschte Méint awer och d'Limite vum Teletavail kenne geléiert. Et gëtt vill Beruffer, déi net kënnen vun doheem ausgeübt ginn. Dat ass eng Realitéit. Vill Wunn- oder Familljekonstellatiounen maachen d'Schaffen doheem och zur Erausforderung, jo, bal onméiglech! Mir gesinn och, dass ze vill Teletavail - an dat soll een net ënnerschätzen - zu mentale Problemer ka féieren, well de soziale Kontakt einfach feelt.

Den Teletavail eleng kann also net d'Léisung sinn! Mir dierfen awer och net bei onsem aktuelle Modell bleiwen, wou Honnerttausende Mënschen aus allen Himmelsrichtungen all Dag an den nämmlechte Ballungsraum schaffe furen.

D'Regierung wäert dofir d'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplaze weider virundriewen. Onst Zil ass et, d'Wunnen an d'Schaffe méi no beieenezebréngen. Idealerweise huet all Mësch d'Méiglechkeet, a senger Regioun eng Aarbechtsplaz ze fannen. Mat de véier Plan-sectoriellen hu mir ons déi néideg Instrumenter ginn, fir eng méi intelligent Landesplanung kënnen ze gestalten. Si sinn den 1. März vun dësem Joer a Kraaft getrueden.

Mir schaffen och weider un enger konkreter Ëmsetzung vu sougenannte Coworkingspaces. Dëst si Bürosraim, déi dezentraliséiert an all de Regiounen vum Land vun ënnerschiddleche Betriber kënnen genotzt ginn. Coworkingspaces verkierzen also den Aarbechtswee, schafe méi Liewensqualitéit a stäerken och d'Regiounen. Si erlaben et deene Leit, déi net onbedéngt um Haaptsite vun hirem Betrieb schaffe müssen, op en alternative Büro an hirer Regioun kënnen zréckzegräifen.

Mir sinn a Gespëcher hei mat der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, déi ons allen zwou zougesot hunn, eng Enquête ënnert hire Memberen ze maache fir erauszefannen, wéi héich genee de Besoin fir esou Coworkingspaces bei de Betriber ass. Och d'Fonction publique wäert hir eenzel Verwaltungen a Servicer uschreien, fir de Bols ze fillen an och de Beamten an Zukunft dezentraalt Schaffen ze erméiglechen.

Wa mir ons nach eng Kéier bewosst gi sinn, wéi wichtig Zäit fir ons Léifsten an Hobbyen ass, dann huet ons dat lescht annerhalft Joer och nach eemol gewisen, wéi wichtig Kultur a Sport fir onsen Alldag sinn. Erëm op e Museksfestival kënnen ze goen, an den Theater, an de Kino oder op eng Liesung goen: Dat war fir vill Leit no Méint vu Verzicht de Beweis vun enger Normaliséierung vun hirem Liewen!

Et war ons wichtig, an engem sécheren Émfeld kënnen erëm opzemaachen. Dobäi hu mir och gesinn, wat mir nach besser kënnen maachen, an hu ganz séier reagiert: De Mechanismus vum Gesetz vum professionellen Artist an Intermittent du spectacle huet fonctionéiert. Iwwert dee Wee konnten zousätzlech finanziell Hëllef gërafen. Well awer net all Kënschtler an net all Kënschtlerinnen exklusiv vun hirer Konscht liewe kann, féiere mir de Congé culturel nees an.

Mir wëllen ons Muséeën, Concerten an divers kulturell Evenementer och engem méi groussen Public zougänglech maachen. Mir bilden zesumme mam House of Training an der Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte nei Mediateur-culturellen aus, déi Konscht a Kultur geziilt de Mënsche vermëttele sollen.

Mir freeën ons all elo schonn op Esch2022 mat sengem räichhaltege Programm, deen ons Südregioun vum Land kulturell nohaltege verännere wäert.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Wichtigkeet vum Sport an der Bewee-

gung huet sech och - a besonnesch an Zäite vun der Pandemie - bewisen, dëst net nëmme fir déi physisch Gesondheet, mee awer och fir dat mentaalt Wuelbefannen.

D'Regierung ass amgaang, den zweete Relanceplang am Sport ëmzesetzen. Mir ënnerstëtzen hei besonnesch d'Veräiner, andeems mer d'Elteren och encouragéieren, hir Kanner an engem Veräin anzuschreien. Mir offrëieren dofir all Kand e Bong „Go to Sports“. Mat dësem Bong erlabe mir et all Kand, déi Sportart an engem Veräin auszeüben, déi him am beschte gefält, onofhängeg vu finanzielle Contrainen.

Fir d'Sportswelt ass och de Benevolat an de Veräiner e wichtige Sujet, dee mir wäerten ugoen. Mir hunn dofir eng Campagne lancéiert, fir nei Benevolen ze rekrutéieren. Gläichzäitg valorisiéieren mer de Benevolat am Sport, andeems mer de Congé sportif méi attraktiv gestalten. En entsprechende Projet de loi gëtt am Moment am Sportsministère ausgeschafft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an der Pandemie vill iwwer onse Fonctionnement als Gesellschaft geléiert a mir wäerte méi wéi eng Léier aus de leschte Méint zéien, fir an Zukunft nach besser ze liewen.

Mir kruten awer och an Erënnung geruff, wéi speziell d'Situatioun an onsem Land an an Europa ass. Besonnesch d'Zoumaache vun de Grenzen huet ons bewosst gemaach, wéi vernetzt a wéi ofhängeg mir vun onsen Nopere sinn. Dat betrëfft engersäits de Wuerentransport, awer natierlech och déi vill Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen. Ouni si wier onse Gesondheetssystem kollabéiert. Mir sinn an essenzielle Beräicher op d'Frontalieren ugewisen. Dofir sinn ech frou, dass mir et mat onsen Nopere fäerdegbruecht hunn, dass d'Frontalieren zu all Moment d'Grenze fräi passéieren konnten. A gleeft mer, dat war net selbstverständlech!

Mir hunn nach ni esou vill mat onsen Nopere an der Groussregioun zesummeschafft wéi an deene leschten 18 Méint. Am Mëttelpunkt vun de politeschen Diskussiounen stoung, nieft der Situatioun op de Grenzen, déi sanitär Kooperatioun. Mir sinn ënner anerem amgaang, e gemeinsame Pandemieplang auszeschaffen.

Och bei der Héichwaasserkatastroph war d'Solidaritéit tëschent den Nopere grouss. Ons Secouriste waren an Däitschland souwéi an der Belsch fir ze hëllef. Och Lëtzebuerg krut Hëllef ugebueden aus de Regiounen Moselle a Meurthe-et-Moselle. Dat beweist, dass mir an der Groussregioun solidaresch sinn an intensiv zesummeschaffen.

Um leschte Sommet vun der Groussregioun gouf eng Strategie opérationnelle transfrontalière ugeholl. Dës Strategie ëmfaasst 35 Projeten an de Beräicher Mobilitéit, Formatioun, Holzindustrie, Kreeslafwirtschaft a Waasserverwaltung. D'Zil ass et, zesumme mat onsen Nopeschregiounen eng nohaltege Strategie fir d'Zukunft kënnen auszeschaffen.

Do dernieft sollen d'Acteuren aus der Industrie an aus der Fuerschung méi matenee vernetzt ginn, fir den digitale Wandel an der Groussregioun besser a méi séier kënnen ze gestalten. Dofir sollen an de Partnerregiounen European Digital Innovation Hubs ageriicht ginn.

Dëst Zesummeschaffe soll an Zukunft am europäesche Kader nach besser an och méi einfach méiglech sinn. Dofir huet sech de Sommet vun der Groussregioun offiziell un d'Europäesch Unioun adresséiert, fir der spezifescher Situatioun vu Grenzregiounen méi Bedeitung ze ginn.

Och wann d'Kooperatioun mat onsen Nopeschlänner während der Kris an de meeschte Fäll gutt fonctionéiert huet, hu mir awer geléiert, dass mir Lëtzebuerg nach méi onofhängeg vun internationale Liwwerkette maache müssen. Mir müssen!

D'Regierung wëllt déi lokal Produktioun vun essenzielle Produkter, besonnesch vu Liewensmëttel, nach méi staark féieren. Et ass mir wichtig, d'Lëtzebuurger Landwirtschaft besonnesch ervirzestrichen. Si huet an der Covidkris hir Aktivitéit weidergefouert an et stoungen ons ëmmer genuch Liewensmëttel hei am Grand-Duché zur Verfügung. Ëmmer!

Ëmmer méi Leit froen och no regionale Produiten, déi fir si am Fong eng Qualitéitsgarantie duerstellen. De Landwirtschaftsministère wäert dofir de Fokus weider op d'Promotioun vu biologeschen, regionalen a saisonalen Produkter setzen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Regierung huet och dem Agrarsector gehollef, mat cibléierten Hëllef a mat engem Relancepak besser duerch d'Kris ze kommen. Bis haut goufen insgesamt 3,6 Milliounen Euro un Hëllef ausbezuelet.

Mir setzen awer och Akzenter fir d'Zukunft. Esou ass engersäits d'Agrargesetz ugepasst ginn, fir eng méi ëmweltfrëndlech Landwirtschaft kënnen ze féieren. Anersäits setze mir och e méi grouss



Schwéierpunkt op d'Innovation. Mir wëllen esou d'Landwirtschaft zu onsem Alliéierten am Kampf géint de Klimawandel maachen.

Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären, iwwerall do, wou d'Digitaliséierung eng kloer Plus-value mat sech bréngt an d'Liewensqualität erhéicht, wäert se sech duerchsetzen. Dat hu mer besonnesch an de leschte Méint gutt gemierkt. Genee dat ass och de Prinzip, wéi mir als Regierung des Erausforderungen uginn. De Fortschritt muss dem Mënsch déngen an net ëmgedréit. De Wiessel vun analog op digital muss Verbesserung mat sech bréngen, d'Liewe méi einfach maachen, an zwar fir jiddwereen, an net just fir e klengen Deel vun onser Bevëlkerung.

D'Pandemie huet dozou bägedroen, dass d'Digitaliséierung e grouse Sprong no vir gemaach huet. De CovidCheck, den europäeschen Impfcertificat an déi ganz Organisatioun an Duerchféierung vun der Teststrategie ewéi awer och vun onser Impfcampagne wieren ouni digital Léisungen net dee Succès ginn, dee se haut sinn.

Den Digitaliséierungsministère huet an de leschte Méint bestoend digital Produkter verbessert an dem Bierger nei Servicer proposéiert, déi em d'Liewen och vereinfachen. D'Unzuel - ech ginn lech just d'Zuelen - vun den digitalen Demarché geet ëmmer méi an d'Luucht an ëmmer méi Bierger profitéieren vun dëser Offer: 2020 si méi wéi 2,2 Milliounen Demarchen iwwer MyGuichet.lu gemaach ginn. Bis Ufank Oktober 2021 waren et der schonn 2,9 Milliounen. 2020 2,2 an elo bis Oktober eleng schonn 2,9 Milliounen iwwer MyGuichet.lu!

Mir hu jo déi nei MyGuichet.lu-App och, déi kënn Der jo um Telefon telechargéieren. Déi ass scho méi wéi 150.000-mol erofgeluede ginn. Hei kënnen d'Bierger op hire mobil Geräter zu all Moment op hir perséinlech Informatiounen an Dokumenter zougärfen. D'App erlaabt et den Notzer awer och, vun iwwerall aus administrativ Demarchen einfach an onkomplizéiert iwwer de Smartphone ze maachen. Den Digitaliséierungsministère entwéckelt dës Service permanent weider, soudass de Bierger ëmmer méi Demarchen iwwer d'App ka maachen an déi gewinnt MyGuichet.lu-Fonctionnalités ëmmer grëffbereet um Handy huet.

D'Regierung wäert sech déi nächst Méint weider intensiv derfir asetzen, fir déi digital Transformatioun vun dësem Land virunzedeiwen. Esou wäerte mer de Projet vun automatiséierter Remboursement vun Dokteschrechnungen realiséieren. Mir schaffen zesumme mat der AMMD eng App aus, déi spéitstens am Januar 2023 fonctionéiere soll.

Bei all Effort, Lëtzebuerg weider ze digitaliséieren, vergësst d'Regierung awer net déi Leit, déi nach Schwierigkeiten hunn, fir sech an där digitaler Welt zurechtzufannen. De Regierungsrout huet viru Kuerzem de Plan d'action national d'inclusion numérique ugeholl. Dës Plang gesäit eng ganz Rei vu Mesurë vir, fir déi digital Inklusioun vun onser Gesellschaft och ze garantéieren.

Och d'Mediellandschaft gëtt ëmmer méi digital. Besonnesch an der Pandemie hu sech vill Bierger och online informéiert. Mir sinn och op eng gutt opgestallte Press ugewisen. Journalistinnen a Journalisten sinn e wichteg Piliere vun onser Demokratie. Si sinn och ons éischt Schutzmauer géint Desinformatioun an Internet. Dofir huet d'Regierung d'Journalisten an de Mëttelpunkt vun der neier Pressehëllef gestallt an d'Hëlfelefen un dat digitaalt Zäitalter ugepasst.

Mir sinn ons bewusst, dass eng gutt journalistesche Aarbecht nëmme dann och méiglech ass, wann d'Journalisten en effikassen Zougang zu Informatiounen hunn. Mir sinn amgaangen, e Bilan vun Transparenzgesetz ze maachen. Mir wäerten och an Zesummenaarbecht mam Conseil de presse d'circulaire iwwerschaffen, déi den Accès op d'Informatiounen aus Ministère an Verwaltungen reegelt.

Mir brauchen d'Digitaliséierung, fir déi grouss Erausforderungen ze meescheren, déi ech virduen opgeléicht hunn.

Fir dass dat awer iwwerhaupt ka fonctionéieren, muss mer weider och an déi néideg Infrastrukturen investéieren, an dofir hu mir och eng Neioplage vun onser Breetbandstrategie decidéiert a viru Kuerzem am Regierungsrout ugeholl. Déi éischt Lëtzebuerg Breetbandstrategie war deemools schonn ambitiéis an och e Succès. Mir hunn haut eng vun de beschten Telekommunikationsinfrastrukturen op der Welt a gi reegelméisseg an d'Top Ten klasséiert. Mat engem fundamentalen Update vun dëser Strategie gi mir elo nach e Schrëtt méi wäit, an zwar am richteg Sënn vum Wuert.

Mir ginn dee Schrëtt, deen esouwuel d'Entrepreneuren zu Lëtzebuerg, mee och déi eenzel Bierger am All-dag wäerte mierken. Grondsätzlech geet et drëm, dass jiddwereen, egal wou en am Land wunn, Accès kritt op déi beschtméiglech Konnexioun. Et dierf keng geografesch an och keng sozial Fro sinn, ob ee vu séierem Internet ka profitéieren oder net. Dat ass haut nach net ganz de Fall. Et gi souge-

nannt „white spots“, also Plazen am Land, wou nach kee séieren Internet disponibel ass. Oft sinn et just déi lescht puer honnert Meter oder, wéi et dacks bei Appartementshaiser ass, de Kabel, deen zwar am Keller läit, mee net bis dohinner geet, wou d'Leit wunnen. Mat der Breetbandstrategie 2021 bis 2025 wëlle mir dat änneren.

D'Zil ass, dass de Staat mathëllef ze erméiglechen, dass notamment a Residenzen, wou de Fiber läit, mee aus wéi enge Grënn och ëmmer nach net vertikal duerch d'Haus gezunn ass, mee horizontal am Keller läit, déi respektiv Proprietären a Syndikater incitéiert ginn, genee dat ze maachen, fir dass en och dann op deene verschiddene Stäck ukënn.

Zil ass et och, dass d'Lächer am Land zougemaach ginn, andeems mir Lächer opmaachen. Oft feelt et nëmme an e puer honnert Meter Fiber, fir dat eent Enn mat deem anere kënnen ze verbannen. De Staat wäert zesumme mat den Operateuren, mee och zum Beispill mat de Gemengen do agéieren, wou et néideg ass, an hëlfelefen, déi Meter, déi feelen, duerch e Rouer ze kréien.

Eng gutt Konnexioun dierf keng sozial Fro sinn. Dofir féiere mir och nei Subsidien a fir Haushalter, déi sech den Schloss un e séieren Internet net leeschte kënnen. Mir hu fir dës Strategie an enger éischer Phas 7,7 Milliounen Euro am Budget 2022 virgesinn.

Mir wäerten och weider den Ausbau vum 5G ënnerstëtzen a begleeden. Esou wéi bei allen anere Projeten an deem Beräich och, ass et evident, dass de Mënsch virun der Technik steet a mir keng onnéideg Risiken aginn.

Lëtzebuerg ass en digitale Frontrunner a mir hunn an de leschten zéng Joer enorm vill erreicht. Et géllt awer elo, deem nach eemol eng Käier e richteg Boost ze ginn, fir dass d'Attraktivitéit vun onsem Land och als Wirtschaftsstanduert bestoe bleibt. Den High-Performance-Computer MeluXina ass sécherlech ee rezent Beispill, dat weist, wéi mir dat och konkret ëmsetzen. Déi nächst Etapp an deem Kontext ass, dass mir och am Beräich vum Cloudcomputing eng Schëpp wäerte bäileen an do investéieren, wou et néideg ass.

Mir wäerten ons Strategie an der AI, also der kënschtlecher Intelligenz, weider ëmsetzen. Lëtzebuerg ass och en zentralen Acteur vum EU-Aktionsplang am Quantumcomputing.

Mir investéieren verstärkt an d'Cybersécherheet, hunn eng Plattform kreéiert fir den Exchange vu Metadaten an der Recherche. Mir schaffen en enger Zort „digital twin“ vun onsem Land och am Energieberäich. Um Automotive Campus ginn innovativ Projeten iwwer d'e-Mobility an autonom Fueren zu Lëtzebuerg entwéckelt. Dee Beräich vun de Fin-Techs gëtt ëmmer méi zu engem Piliere vum Secteur.

Mir si mat virbäi, mee wa mir stoe bleiwen, gi mer iwwerholl. An ech kann lech et soen, ganz séier gi mer iwwerholl, a méi séier, wéi mir ons et kënnen virstellen! Dofir wäert dës Beräich sinn, wou mir net just wëllen, mee mussen investéieren a vill Energie drop verwenden.

D'Digitaliséierung bitt ons awer net nëmme Chancen, mee stellt ons och virun Erausforderungen. Dat ass nieft der Cybersécherheet besonnesch och fir d'Aarbecht wouer. D'Aarbeitswelt vu muer wäert eng aner si wéi déi vun haut. Et wäerte Berufver schwannen an nei Berufver entsto, déi mir haut iwwerhaupt nach guer net kennen. Dat ass u sech e ganz normale Prozess, dee mir och schonn an der Vergaangenheet kennt hunn, mam Ënnerschied, dass d'Digitaliséierung sech an engem rasanten Tempo weiderentwéckelt.

Mir mussen fir dës Entwécklung prett sinn. Mir kënnen net zouloossen, dass Dausende Mënsche risquéieren, hir Aarbeitsplaz ze verléieren an Zukunft. Mir lancéieren dofir eng Weidbildungsoffensiv, fir all dës Leit prett ze maachen, soudass si och an enger digitaler Aarbeitswelt hir Plaz fanne kënnen. Reskilling an Upskilling si Schlagwierder, déi schonn d'Tripartite am leschte Joer dominéiert hunn. D'Regierung schafft zesumme mat de Sozialpartner u Mesuren a Programmer, déi et ons erlaben, séier an onkomplizéiert d'Employéen op d'Aarbeitswelt vu muer ze preparéieren.

D'Explosioun vun de konnectéierte Géigestänn féiert dozou, dass de Risiko vu Cyberattacke permanent zouhëlt. Cyberattacke sinn haut eng Realitéit, där mir ons och stelle mussen. Et ass d'Aufgab vum Staat, fir zesumme mat der Wirtschaft, der Recherche, awer och mat de Bierger derfir ze suergen, dass d'Sécherheet vum Cyberspace esou wäit wéi méiglech assuréiert ass.

Genau hei setzt déi nei Cyberstrategie un, déi d'Regierung fir den Zäitraum 2021 bis 2025 ugeholl huet. Eent vun de strateegesch Objektiv handelt vun der Stärkung vum Vertrauen an déi digital Welt. Cybersécherheet geet net ouni de Mënsch. D'Bierger mussen informéiert sinn, wéi se sech am beschte schützen kënnen. Mir verstärken dofir och d'Sensibiliséierungscampagnen, besonnesch an

der Schoul a bei deene Jonken. D'Cybersécherheet gëtt en Deel vum edukative Prozess.

De GOVCERT ass chargéiert, zesumme mat ëffentlechen a mat privaten Acteuren, all relevant Informatiounen iwwer méiglech Attacke reegelméisseg an engem detailléierte „Cyber Weather“ zesummenzebréngen, fir esou e besseren Iwwerbléck ze kréien, wéi enger Zort vun Attacke mir ausgesat sinn. Mir wäerten d'Zäitspan fir d'Detektioun vun enger Attacke drastesch verkierzen. Mir wäerten e System en place setzen, fir Anomalien am Internettraffick ze detektieren an d'Acteure fréizäitig virun enger méiglecher Attacke eeben och kënnen ze warnen.

Déi lescht Woche war de Sujet vun der Sécherheet ganz dominant am ëffentlechen Debat. D'Sécherheet net an der digitaler Welt, mee an onse Stied a besonnesch am Garer Quartier. Eent ass ganz kloer: Et dierf keng Plaz zu Lëtzebuerg ginn, wou ee sech net sécher spiert!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et ass awer geneesou kloer, dass een an dëser Diskussioun net alles dierf an een Dëppe geheien.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, et gëtt Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, déi sech oft op e puer wéinege Plazen am Land konzentriert. Jo, mir mussen derfir suergen, dass onse Rechtsstaat effikass géint des Kriminalitéit och ka virgoen!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mee de Sujet, besonnesch op der Stater Gare, ass méi villschichteg.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Aus deem Grond huet och d'Regierung an de leschte Wochen a Méint un engem ganze Pak vu Mesurë geschafft, mat deene mir alle Leit an de concernéierte Quartieren hëlfele wëllen. Dës Pak gesäit nieft enger méi staarker Polizeipresenz ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ... an neien Instrumenter, mat deenen d'Police fir Sécherheet suerge kann, och sozial Mesurë vir, déi de Mënschen an Nout nei Perspektive schafen. D'Police kritt déi néideg Moyenen, fir um Terrain present ze sinn. Bis 2023 wäerte mir iwwer 600 Polizisten an 240 Zivilisten astellen, fir esou den Effectif vun der Police massiv opzestocken. D'Police muss awer och déi néideg Ënnerstëtzung kréien duerch eng koordinéiert preventiv Aarbecht vun de kompetenten Acteuren.

An dësem Pak proposéiert d'Regierung och eng éischt Etapp an der Upassung vun onser Drogepolitik. Mir huelen dobäi esouwuel de preventive wéi de repressive Volet mat a Betruecht.

De gesamte Mesurëpak wäert an engem vun den nächste Regierungsréit ugeholl ginn a gëtt da vun de concernéierte Ministeren der Ëffentlechkeet virgestallt.

D'Sécherheet ass och e Sujet, deen un internationale Plang ëmmer erëm méi aktuell gëtt. D'Evenementer an Afghanistan hunn ons kloer gewisen, dass d'Europäesch Unioun eng Debatt ronderëm hir Sécherheet an d'Verdeedegungspolitik muss féieren.

Allgemeng liewe mir an enger Zäit voller Erausforderungen fir d'Europäesch Unioun. De Covid huet ons an Erënnerung geruff, dass oppe Grenzen a Bewegungsfreiheet keng Selbstverständlechkeet sinn. Loin de là!

D'EU huet awer och Erfolger an der Pandemie opzewiesen. Déi europäesch Impfcampagne war no engem wackelege Start e volle Succès. Keen anere Kontinent huet um Dag vun haut méi Bierger gimpft wéi Europa. Andeems mir ons bei der Commande vu Vaccinen zesummedoen hunn, konnte mir sécherstellen, dass all Memberstaat zäitno zu engem korrekter Präis genuch Vaccine geliwwert krut.

Am Juli d'lescht Joer hunn d'Staats- a Regierungschefte vun der EU sech net nëmme op en EU-Budget vun iwwer 1.000 Milliarden Euro fir déi nächst siwe Joer géeneegt. D'EU huet mam Next-Generation-EU en historeschen europäesche Relanceplang iwwer 750 Milliarden Euro decidéiert, deen d'Transitioun op eng nohalteng digital Economie no Covid begleede soll. De Lëtzebuerg Plan pour la reprise et la résilience war ee vun deenen éischten, déi vun der Kommissioun approvouéiert goufen, an zwar schonn am Juni dës Joer. Heiderch wäerten zu Lëtzebuerg zu engem groussen Deel ökologesch an digital Projeten ënnerstëtzt ginn.

D'Zukunft vum europäesche Kontinent kann nëmme op der Basis vun engem staarker Rechtsstaat geléngen. Mënscherechter a Grondfreiheete sinn net verhandelbar.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Onofhängegkeet vun der Justiz, Pressefreiheit a fundamental Rechter: An enger Partie Memberstaate vun der EU sinn dës Piliere vum Rechtsstaat leider net méi garantéiert. D'EU muss handeln, mat deenen institutionellen a juristesche Moyenen, déi ons zur Verfügung stinn. Lëtzebuerg ënnerstëtzt voll a ganz deen neie Konditionalitéitsmechanismus, deen den EU-Budget virun Dysfunctionementer vum Rechtsstaat an de Memberstaate protegéiere soll.

Dës géllt ëmsou méi am Kontext vun der rezenter Decisioun a Polen, déi d'Fundament vun der Europäescher Unioun a Fro stellt. D'Europäesch Integratioun ass kee Sens unique! Et kann een net op där enger Säit vun EU-Hëlfelefen profitéieren an op där anerer Säit europäesch Prinzipien a Wäerter iwwer Bord geheien!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien! Richtig!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Grad a schwéieren Zäiten ass et ëmsou méi wichteg, international Solidaritéit ze weisen an un der Säit vun den Entwécklungslänner ze stoen, an zumools vun deene vulnerabelste Bevölkerschichten, déi all Kris als Éischt an am meeschten ze spiere kréien.

Trotz budgetäre Constraints ass Lëtzebuerg dem Prinzip vum 1 % vum RNB, dee mir an d'Entwécklungszesummenaarbecht investéieren, trei bliwwen. Nieft de laufende Programmer huet d'Lëtzebuerg Kooperatioun Flexibilitéit gewisen an insgesamt fir 2020 ronn 70 Milliounen Euro contribuéiert, als direkt sanitär oder indirekt sozioekonomesch Contributioun fir d'Bekämpfung vun der Covid-19-Kris an den Entwécklungslänner.

Lëtzebuerg huet seng finanziell Ënnerstëtzung fir global Gesondheitsinitiativen an Organisatiounen weesentlech erhéicht, op zwou Milliounen Euro. Mir sinn och e wichteg Acteur am COVAX-Programm. Lëtzebuerg deelt insgesamt 400.000 Dosissen Impfstoff mat Partnerlänner an Afrika an Asien. Den 13. September gouf eng éischt Liwwerung duerchgefouert: Lëtzebuerg deelt mam Cap Vert 56.000 Dosissen Impfstoff souwéi medezinesch Ausrüstung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, méi wéi annerhalleft Joer liewe mir elo mam Coronavirus. Et war sécher keng einfach Zäit. Et war net einfach fir d'Mënschen, deenen hir Fräiheete limitéiert waren. Et war nach manner einfach fir déi Mënschen, déi direkt an hirer Famill oder an hirem Bekannte-krees vun Virus getraff waren. Et war och keng einfach Zäit fir d'Betriebler - fir hir Patronen an hir Mitarbeiter -, déi hiren normalen Aktivitéiten net konnte nogoen.

Jo, mir kucken op vill Leed zréck. Mir kucken op Aschränkungen zréck, déi néideg waren, fir ons Matbierger ze schützen a fir d'Lag ënner Kontroll ze halen. Vill eeler Matbierger hunn eng wäertvoll Zäit vun hirem Liewe mat Aschränkunge verbruecht. Vill Jonker ware schonn an engem fréien Alter - jo, an engem ze vill fréien Alter - mam Seriö vum Liewe konfrontéiert.

Mir kucken awer och mat Optimismus an Determinatioun no vir. Well d'Zukunft bitt ons och Chancen: d'Chance, haut eng besser Welt fir muer virzebereeden.

Mir paken de Kampf géint de Klimawandel un. Well mir haut schonn zu Lëtzebuerg d'Auswierkung vum Klimawandel un der eegener Haut spieren. Well mir onse Kanner an Enkelkanner eng Welt hannerloosse wëllen, an där et sech genauou gutt liewe léisst wéi haut. Mir setzen op eng intelligent Klimapolitik, déi de Mënsch mat an d'Boot hëlt. Mir wëlle mat de Bierger zesummeschaffen an net géint si. De Klima-Biergerrot wäert de Mënschen zu Lëtzebuerg eng staark Stëmm an der Klimapolitik verschafen.

Mir lauden e Paradigmewissel an der Logementspolitik an, andeems mer mat couragéierte politeschen Decisiounen d'Spekulatioun mat Bauland a Wunnengen aschränken. Gläichzäitig investéiere mir massiv an de bezuelbare Wunnraum, andeems mer de Staat an d'Gemengen zum gréissten Acteur um Wunnengsmaart maachen.

Mir halen d'Investitiounen héich, well elo net de Moment ass fir ze spieren.

Mir schaffe weider un engem nach méi staarken sozialen Opfangnetz. Mir entlaaschte besonnesch elengerléide Familljen a Stéit mat kleng Revenue mat Direkthëlfelefen. D'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, d'Indexéierung vum Kannergeld an d'gratis lessen an de Schoule komme grad deene Leit zegutt, déi et de Moment am schwéiersten hunn, fir iwwer d'Ronnen ze kommen.

De Sozialdialog ass aus dem Erfollegmodell Lëtzebuerg net ewechzedenden. An enger Tripartite virum Enn vum Joer wëlle mir zesumme mat de Gewerkschaften an dem Patronat iwwer déi grouss zukünfteg Erausforderungen um Aarbeitsmaart schwätzen.



De Virus bitt ons d'Chance, déi richteg Léieren aus de leschte Méint ze zéien. Eng grouss ugeluecht Etüd soll ons dobäi hëllefen, ons besser op eng zukünfteg Pandemie ze preparéieren. Mir wäerten onse Gesondheetssystem weider stäerker a moderniséieren.

Mir setzen dobäi och op d'Digitaliséierung, déi ons a ville Beräicher d'Liewe vereinfache soll.

Mir wëllen onse Kanner déi beschd Zukunftschancë bidden. Mir bauen dofir weider déi schoulesch Offer aus a weiden d'gratis Kannerbetreuung op d'Maisons relais aus.

Mir suergen derfir, dass all ons eeler Matbieger esou liewe kënnen, wéi si sech dat wënschen. Dofir baue mir d'Offer u Better an den Heemer aus a schafen eng transparent a fair Präisstruktur.

Mir wëllen e staarkt Lëtzebuerg an engem staarken Europa. En Europa, dat géent mat enger Stëmm déi grouss Erausforderunge vun onser Zäit ugeet.

Mir wëlle Lëtzebuerg esou gestalten, dass jiddweree gutt an onsem Land liewe kann, egal ob jonk oder al, onafhängeg dovun, wéi oder wou e gebuer

ass. Mir wëllen e Lëtzebuerg, dat jiddwereem eng héich Liewensqualität erméiglecht.

All dëst wëlle mir zesummen an Ugrëff huelen. Mir wëllen de Bierger eng Stëmm ginn an hinnen nolauschten. D'Erausforderunge si grouss. Mir hunn nach e laange Wee virun ons. D'Zil ass uviséiert. Loosst ons dës Erausforderungen dofir elo zesummen ugoen!

Et ass onse gemeinsame Wee. Et ass onst gemeinsam Zil.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Äusserungen, Äusserungen, déi mer muer de Mëtten am Kader vun der Debat iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.33 heures.)

## SÉANCE 02

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

Mercredi 13 octobre 2021

### Sommaire

#### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

#### 2. Hommage à la mémoire de M. Jup Weber, Député honoraire

- M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

#### 3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

- Débat : Mme Martine Hansen (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Michel Wolter, M. le Vice-Premier Ministre François Bausch et M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Martine Hansen et M. Fernand Kartheiser) - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. le Ministre Dan Kersch, M. François Benoy et Mme Octavie Modert) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Baum, M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, M. Gilles Roth, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Stéphanie Empain, M. Sven Clement, M. Yves Cruchten, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et Mme Myriam Cecchetti) (dépôt de la résolution 1 et des motions 1 à 4) - Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Sven Clement (interventions de Mme Myriam Cecchetti, M. Fernand Kartheiser)

#### 4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

- Exposé : M. Sven Clement

#### 5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

- Débat (suite) : M. Sven Clement

#### 6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

- Exposé : M. Sven Clement

#### 7. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

- Débat (suite) : M. Sven Clement

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen et M. Franz Fayot, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

#### 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ech maachen d'Sitzung op an ech informéieren, dass eise President mech gebieden huet, fir haut de Mëtteg a muer de Moien ze presidéieren. Hie kriit eng kleng Interventioun gemaach, näischt Graves, an e wäert muer de Mëtten erëm voll am Déngscht sinn. Ben, da musst Der mat mir eens ginn, de Mëtten a muer de Moien.

■ **Une voix.** - Et ass ewéi fréier.

■ **Une autre voix.** - Déi gutt al Zäiten.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ech géif dann de Premierminister, dee bei eis ass, froen, ob d'Regierung eis eppes matzedeelen huet.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat war gëschter de Fall, Här President.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Voilà! An dat wäert muer erëm de Fall sinn. Merci, Här Staatsminister.

#### 2. Hommage à la mémoire de M. Jup Weber, Député honoraire

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären dobaussen, ech hunn lech haut déi traureg Noriicht vum Doud vun eisem fréiere Kolleeg matzedeelen, dem Joseph, besser bekannt ënnert dem Numm Jup Weber.

Léif Famill vum Jup, d'lescht Woch ass also eise fréiere Kolleeg, den Eierendeputéierte Jup Weber, am Alter vun 71 Joer gestuerwen. Hie war zéng Joer laang Member an deem Haus.

De Jup ass, an dat wësse mer alleguer, ee vun de Pionéier vun der grénger Bewegung, vun der grénger Partei hei am Land. Den diploméierte Forstingenieur huet 1983 d'GAP, déi Gréng Alternativ Partei, matgegrënnt. Dat Joer drop ass den Zentrumsolitiker als éischte gréng Politiker an d'Chamber gewielt ginn.

Hien huet sech fir d'Ëmwelt an de Schutz vun de Bëscher agesat a sech géint d'Atomenergie gewiert vun där éischter Stonn un.

De Jup Weber huet sech och an der Chamber méi wéi 100 % fir seng Iwwerzeegungen engagéiert a

kee Blat virun de Mond geholl - heiansdo waren et eebe méi wéi 100 %. An Dir kennt en nach als Rebell. Mir erënnere eis zum Beispill un déi Biller vun enger Manifestatioun 1989: Bei der sougenannter Trapebesetzung vun e puer Deputéierten am Chambersgebai, wou méi Rechter gefuerdert goufen, war de Jup Weber an der éischter Rei. An dat bréngt mech derzou, och un en anere Kolleeg ze denken, deen op där anerer Säit an der éischter Rei war: eise léiwe Kolleeg, de Willy Bourg. Dir kënn lech alleguer dorun erënnere. Déi zwee waren een esou iwwerzeegt wéi deen aneren, mee jiddwereen op senger Säit.

(Hilarité)

1994 ass de Jup Weber als éischte Gréngen an d'EU-Parlament, an d'Europaparlament gewielt ginn. Do huet hie sech dann no engem Joer - Dir gesitt, et ass vill Bewegung a senger Karriär - der ARE, der Europäescher Radikaler Allianz, ugeschloss.

De Jup Weber ass ëmmer erëm seng eege Weeër gaangen an huet heiheim d'GLEI, d'gréng Alternativ, déi Gréng Lëscht Ekologesch Initiativ, an duerno d'Gal, d'Gréng a Liberal Allianz, gegrënnt. Nieft sengen nationalen an europäesche Mandater war de Jup Weber och um lokalpolitische Plang aktiv. Hie war 18 Méint am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg an iwwer dräi Joer am Gemengerot vu Jonglënster.

De „gréngé Jup“, wéi den Expert fir Naturschutz an Ëmwelt sech selwer genannt huet, war zäitweis, jo, en enfant terrible an der Lëtzebuurger Politik. Hie war awer haaptsächlech en engagéierten Ëmweltschützer, dee ganz fréi erkannt huet, dass de Mensch e bessert Gläichgewicht an der Relatioun mat der Ëmwelt misst sichen a fannen.

Privat war hien e begeeschterter Museker, och - sécher! - e grousst Talent, huet den Ensembl „Vun Tuten a Blosen“ matgegrënnt an an de 70er-Joren um deemolegen éischte Pirateradio „Gréngé Flussfénkelchen“ geschwat, dee vun Arel aus gesent huet.

Mam Jup Weber verléiere mer e Mensch, e Politiker, dee markant war, mat ville Stärkten, awer och senge Schwächen; e Politiker, dee sech duerch säin Engagement ausgezechent huet; e Politiker, dee vum Terrain komm ass an op den Terrain gaangen ass; e Politiker, dee Saachen a Bewegung bruecht huet; e Politiker, deen och emol mat der

Fauscht op den Dësch konnt schloen, mee mat deem ee grad esou gutt laachen, an heiansdo déi Klatz, déi gedréit gouf, och emol den Dill verfeelt huet. Mee dat war de Jup, esou wéi mer e kannt hunn, e Politiker, dee sech Suergen ëm d'Zukunft vun eis all gemaach huet.

Mir verléieren also net nëmme e Mensch, mee en engagéierte Mensch mat engem staarke Wëllen, an dee Wëllen, dee gétt vu ganz villen haut weidergedroen.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber, vun eis alleguer, eist déift Matgefill ausdrécken. An lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech bidden, dem Jup eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

#### 3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

Et ass ëmmer schwéier, no esou engem Ufank erëm zu eiser normaler Aarbecht iwwerzegoen. Mee mir wëssen, wat um Programm virun eis steet: den Debat iwwert d'Lag vun der Natioun. A mir wäerten elo direkt do dermat ufänken. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 6 festgeluecht ginn ass.

Ech géif direkt och, no der Erklärung vum Staatsminister vu gëschter, der éischter ageschriwwener Riednerin, der Madamm Martine Hansen, fir d'CSV d'Wuert ginn. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President.

(Problème de sonorisation)

Anscheinend geet mäi Mikro net, ech kann awer ... Nee?

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Mir müssen dat direkt behiewen.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hat dat och schonn eng Kéier!

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, an ech souz schonn eng Kéier hei uewen, wéi dat geschitt ass.

(Brouhaha)

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech war och schonn eng Kéier hei, an dunn hu mer ënnerbrach, also duerfir ...

(Hilarité et brouhaha)

Nee, ech sëtze mech erëm.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Der Madamm Hansen hire Mikro geet net.

(Brouhaha général)

(Résolution du problème de sonorisation)

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Also, ech wëll lech soen, dass hei ee Knäppchen ass, deen ass esou gutt geséichert wéi eng Maschinerie an iergendengem ganz grouse Land wäit vun hei ewech. An trotzdem muss een ierterlecherweis drukomm sinn. Nee, ech war dat net, well ech kennen dee Knäppchen! Ech kennen dee Knäppchen an ech géif et net woen, en unzepaken, besonnesch net bei der Madamm Hansen.

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Also, Madamm Hansen, et ass alles an der Rei an Dir hutt d'Wuert. A selbstverständlech géllt dat doten net als Riedezäit.

(Hilarité)

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, dat Der mer d'Wuert gitt an och de Mikro ugemaach hutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei zu Lëtzebuerg wierklech e Bierg vu Problemer am Logement, an der Gesondheet, d'Ekonomie steet viru groussen Erausforderungen, d'Klima,

d'Sozialt, d'Schoul. A bei esou engem Bierg vu Problemer ass et e bësse wéi beim Vëlofueren: Wann een am Bierg ass, da muss een op d'Zänn bäissen, et muss een drécken, well soss kann et emol virkommen, dat een emol net méi aus de Cliqueten erauskënn an et fält een ëm.

(Hilarité)

An de Stëllstand geet beim Vëlofueren net an e geet och an der Politik net. Mee just bei der Politik deet en net nëmme dem Vëlofuerer, der Regierung an deem Fall, wéi, mee do deet en dem ganze Land wéi. A mir hu leider a ganz villen wichtege Dossiere Stëllstand. Dat soen net nëmme mir; do war och e Leitartikel, zum Beispill, am „Lëtzebuurger Wort“: „Verantwortung ist gefragt“, „Die Pandemie darf kein Vorwand für politischen Stillstand sein“.

Här President, de Premier huet gëschter säi Bléck op d'Lag vun der Natioun ginn. Säi Bléck war e bësse verkläert. D'Realitéit ass nämlech knallhaart: De Logement, d'Energiepräisser, déi explodéieren, d'Aarmut hëlt zou, d'Gesondheetswiesen - dat sinn nämlech definitiv d'Suerge vun de Leit an dat mussen och eis Prioritéite sinn.

„Eise Wee. Eist Zil.“ war dem Premier seng Ried iwwerschrivven. Mir hunn op ville Plazen d'Ziler gesinn, jo. Mee de Wee, fir dës Ziler ze errechen, war awer op ville Plaze ganz onkloer. Dësen État de la nation bréngt nämlech keng Léisunge fir déi grouss Problemer vum Land.

Als CSV sti mer fir eng konstruktiv Politik. An an deem Sënn wäerte mer lech haut eng ganz Rei vu konkreete Proposen zu de wichtege Sujete maachen. Mir wäerten et nämlech net einfach esou akzeptéieren, dat d'Regierung e bëssen am Schlofmodus ass an duerno direkt an de Walmodus eriwergeet. Et ass nämlech elo Zäit fir ze liwweren.

Ziler setze geet, wéi gesot, net duer.

An ech fänke bei deem Wichtigsten un, wat de Mensch huet: Dat ass nämlech d'Gesondheet. D'Gesondheet ass fir eis als CSV eng absolutt Prioritéit. Ech wäert elo net op Corona agoen, well dat neit Gesetz gétt e Méindeg gestëmmt. Do wäert de Claude Wiseler eis Positioun ganz kloer maachen.

Ech wëll just soen, esou wéi d'Gesetz am Moment ausgesäit, riskéiert et definitiv, an eisem Land ze splécken. An et kann och net sinn, dat op weesentleche Froen den Aarbechtsminister dann ëmmer seet: „Ma da muss d'Gericht eeben decidéieren.“ Mee wéi gesot, de Claude wäert e Méindeg dorobber agoen.

Ech wëll awer och eng kleng Situationsbeschreibung maachen, well dat gehéiert och zur Lag vun der Natioun, an duerfir och nëmme ganz kuerz zu der Impfquot: Hei zu Lëtzebuerg si 65 % vun der Bevëlkerung geimpft - nëmme 65 %! -, an net, erëm eng Kéier, wéi de Moie gesot ginn ass, 75 %. Dat ass net éierlech. Et kann ee keng Äppel mat Biere vergläichen. Hei zu Lëtzebuerg sinn et 65 %, Däitschland 68 %, Groussbritannien 72 %, Finnland a Frankräich 75 %, Irland 76 %, Dänemark 77 %, Spuenien 81 % a Portugal 88 %.

Lëtzebuerg ass richteg schlecht am internationale Verglach. An duerfir kënnen mer de Leit leider nach net déi Fräiheeten zrëckginn, déi se an anere Länner scho kënnen kréien.

Här President, ech schwätzen hei net laang ëm de Bräi. D'Regierung huet an der Informationscampagne an an der Sensibiliséierungscampagne zum Impf versot.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - D'Regierung huet ze vill laang den Impfgéigner d'Informationsfeld iwwerlooss. Déi konnten nämlech iwwer Wochen, Méint hir Messagen eriwuerbréngen, ouni dat eng kloer Campagne fir d'Impfen donieft gesat ginn ass, ouni dat kloer Informatiounen do ware fir d'Leit, well d'Leit hater Froen. De Premier hat am Oktober schonns annoncéiert, dat de Vaccin am Dezember kéim. Hie koum dunn och Enn Dezember. Informatiounen fir ze sensibiliséieren sinn awer keng erausgaangen.

Enn Februar ass dunn e Sechschphaseplang virgestallt ginn. Eng Informationsbroschür an d'Boîte



oder Informationscampagné soss an de Medie sinn eréischt vill méi spéit ugelaf, an dat och nach net mat där néideger Energie. Vill Leit hu sech net impfe gelooss, well se eebe Froen haten a si kruten déi Froen net beäntwert. Et wär an dësem Fall sécherlech besser gewiescht, manner Pressekonferenzen ze maachen a geziilt d'Leit ze informéieren an ze sensibiliséieren.

Ech wëll just drun erënneren: Mir haten eng deemtensprechend Motioun am Januar scho gemaach. Déi war awer superfetatoire, esou wéi d'Majoritéit dat ëmmer seet.

D'Impfen ass déi eenzeg Léisung, fir aus der Kris erauszekommen. Elo zum Beispill kënt endlech en Impfbus bei d'Schoulen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech soen lech et: D'Schoulentrée war de 15. September, net de 15. Oktober! An Dir kënt mer wierklech gleewen: Eng Schoulentrée, déi preparéiert een am Juli an net am Septembler! A genau am Juli hätt och scho missen déi Impfcampagne an de Schoule preparéiert ginn, fir datt se hätt kënnen am September ufänken. Hei ass wichteg Zäit verluer gaangen.

Da sinn och elo endlech Consigné komm fir d'Struktüre vun den eelere Leit. Ma och hei: Firwat huet dat esou laang gedauert, ier sech dës Regierung beweegt huet? Firwat huet et esou laang gedauert, ier de CovidCheck an de Klinicken, Altersheimer agefouert ginn ass, ier dës Struktüre méi sécher gemaach gi sinn?

Dat sinn alles Faiten, déi och zur Lag vun der Natioun gehéieren. Ech hu gëschter näischt dovunner héieren an ech fäerte ganz, datt déi warscheinlech och net wäerte vun där annoncierter OECD-Etüd analyséiert ginn. Mir wëllen definitiv gäre wëssen: Wat huet d'Regierung do konkret an Optrag ginn? Ech denken, datt d'Chamber do e Recht drop huet an net nëmmen hei eng grouss Annonce, datt mer elo eng OECD-Etüd kréichen.

Hätt hei net déi gesamt Opposition Drock gemaach, hätt net de Michel Wolter Drock gemaach, dann hätte sech d'Madamm Cahen an d'Madamm Lenert an dësem Dossier net beweegt. An dat ass definitiv net just traureg, mee et ass u sech tragesch an och dramatesch.

Dann, Här President, zur Santé am Allgemengen. A well mer jo an der Hallschent vun der Legislaturperiod sinn, wëll ech eemol op den Ufank vu Bettel 2 zrëckkommen.

Dës Regierung hire grouss Santé dossier, hiert grousst Walversprieche war d'Cannabis-Legalisierung. Ben, déi schéngt elo vum Dësch ze sinn, zumindest zum Deel vum Dësch ze sinn. Gëschter hu mer héieren, et kéim eng Upassung vun der Drogepolitik. Dat kann elo alles an och näischt sinn. Wat et op jidde Fall konkret heescht, wësse mer net. Ben, fir eis wär et gutt, wann dat vum Dësch wär.

Ech widderhuelen hei nach eemol eis Bedenken: De Cannabiskonsum däerf net verharmloost ginn! An ech widderhuelen eng Ausso vom Verrieder, ech mengen et war wierklech de Verrieder vum Ministère de leschte Samschdeg um Radio, dee gesot huet, de Cannabis wär eng psychosomatesch Atombomb fir deejéinegen, deen es géif huelen.

Mir wëllen eise Jugendelegen dës psychosomatesch Atombomben definitiv net einfach esou ginn.

D'Cannabis-Legalisierung war also dat grousst Walversprieche. Et kënt also net. An et weist awer och, wéi dës Regierung mat hire Walversprieche ëmgeet. Dat selwecht géllt iwwregens och fir déi grouss Steierreform; do wäert de Gilles Roth nach eng kéier drop agoen. Wat een op jiddefall ka festhalen, dat ass, datt dës Regierung vill Walversprieche mécht, ouni ze kucken, ob et méiglech ass. Oder vläicht nach méi schlëmm: Si weess, datt et net méiglech ass a si versprécht et awer, d'Cannabis-Legalisierung. A wann dat esou ass, ech soen elo net dat, wat ech denken, ech soen da ganz fein: Dat wär net fair vis-à-vis vum Wieler.

Fir eis ass, wéi gesot, am Géigesaz zur Regierung, d'Legalisierung vum Cannabis net eis Prioritéit am Gesondheitsdossier, mee et ass de Patient. A fir dës Patient muss de Gesondheitssecteur méi performant, méi effikass, méi patientenorientéiert an och méi gerecht ginn.

Mir waren um Nolauschtertour a mir hu vill Froen dozou gestallt kritt, zum Beispill: Firwat dauert et esou laang, bis een eng Diagnos hei zu Lëtzebuerg kritt? Et huet een Här eis verzielt vu senger Fra, déi Broschkriibs hat. Si ass an d'Mammographie gaangen, do ass eng Knupp festgestallt ginn, dunn huet missen eng Biopsie gemaach ginn - zwou bis dräi Woche waarden.

(**Brouhaha**)

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat ass bal net ze gleewen, dat do!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Duerno huet missen, ... Et ass eng gutt blo Stëmmung!

(**Brouhaha**)

Duerno huet missen, ...

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Mir souzen hei zwou Stonnen lech nozelauschteren, Här Staatsminister!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo wannehgelift! Da kommt, mir lauschteren och elo alleguer dem Martine Hansen no!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo! Ech muss ganz éierlech soen, dat do ass net seriö!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Duerno huet missen eng Lymphknuet...

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Den Här Wolter war gëschter hei, jo.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also mir ware komplett hei! Ech weess net, wien dohannen am Eck Froe stellt. Mir waren hei!

■ **Une voix.** - Jo.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Duerno huet missen eng Lymphknuetanalysis gemaach ginn; dat huet nach eng kéier sechs Woche gedauert. Déi Analysen, déi ginn noenee gemaach. Dann dauert et zwee bis dräi Méint - zwee bis dräi Méint, wou een Angscht huet, wou d'Zäit fortleeft, well d'Krankheet virugeet, zwee bis dräi Méint, ier een emol iwwerhaapt d'Diagnos huet, ier eng Therapie kann ugesat ginn. An dat ass dat, wou d'Problemer hei zu Lëtzebuerg sinn, net de Cannabis. An et ass dat, wou hei muss ugepaakt ginn, an dat ass net ze akzeptéieren hei zu Lëtzebuerg!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech ginn lech nach en anert Beispill - an ech denken, datt jiddwereen där Beispiller hei huet -, och nach eng kéier Broschkriibs. Eng Fra, déi hat Broschkriibs virun zéng, eelef Joer. De Kriibs ass zrëckkomm, si kritt Chimio, si kritt Radiologie, dann op eemol kritt si d'Zänn wéi. Si probéiert un en Dokter ze kommen. Den Dokter seet, si soll eppes géint de Wéi huelen. Si hält eppes géint de Wéi, de Wéi geet awer net fort. Et war Covidzäit, Dir wësst, da geet et net esou einfach, fir an d'Klinik ze kommen. Ech soen och just do: Et si Leit, déi Konsequenze vu Covid ze spiere kritt hunn, och wa se kee Covid haten!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dann dauert et erëm eng kéier e puer Woche mat Péng. Da seet den Dokter: „Ok, kommt laanscht, da lasere mer et.“ Lasere? Ben, si ass dohinnergang, du seet den Dokter: „Et ass jo näischt ze lasere do!“ Et war och näischt ze lasere do. Mee wa keen an de Mond kuckt, da ka kee gesinn, wat et ass. Si gétt bei den Zännokter geschéckt, den Zännokter seet: „Un den Zänn ass näischt.“ Si geet erëm bei den Onkolog, du seet den Onkolog: „Dat do kéint eng Osteonekros sinn.“ Da wësst Der, da sinn d'Schanken am Kifer befall.

Da muss Der bei en aneren Zännokter goen. Dee seet dann erëm eng kéier: „Ech mengen, et ass keng, mee et gétt eng aner Diagnoméiglechkeet.“ Da gitt Der erëm eng kéier an d'Klinik. Da muss een erëm eng kéier an der Klinik e Rendez-vous huelen. Dann huet Der erëm eng kéier do e Rendez-vous, da seet den Dokter: „Ok, et ass eng. Gitt bei en aneren Zännokter.“ Et geet esou virun. Do si Méint vergaangen, Méint mat Péng. Et sinn Zännrieder, déi dréinen, mee déi dréinen net aneneen. An de Patient, dee muss u sech kucken, vun deem engen Zännrad bei dat anert ze sprangen an ze hoffen, datt en net dertëscht fält. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat wëlle mir net akzeptéieren.

Ech mengen do sinn d'Problemer am Gesondheitssecteur an déi mussen mer upaken, well dat ass net normal.

■ **Une voix.** - Ganz richtig!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Als CSV soe mer: De Patient muss erëm an de Mëttelpunkt vun eisem Gesondheitssystem, a soss keen a soss näischt. Duerfir muss eise Gesondheitssystem reforméiert ginn.

All Patient, egal aus wéi enger sozialer Schicht, egal wou e wunnt, egal wéi vill hien iwwer Medezinn weess, egal wéi vill Telefonnummere vun Dokteren hien am Handy huet - jiddweree muss kënnen séier a gutt gehollef kréien.

An duerfir fuerdert d'CSV éischtens e verstärkt Setzen op Preventioun, an och esou, datt jidderee richtig informéiert ass, datt jidderee kann dovunner profitéieren. Mir brauchen hei Transparenz. Mir fuerderen, dat kann e Guichet unique sinn, eng Hotline, eng zentral Ulafstoll oder de Referenzdokter, dee méi eng zentral Roll hei muss spillen. Jiddweree muss vun de selwechte Preventiounsmoosnamen, Check-uppe kënnen profitéieren.

Ech hu gëschter héieren, datt d'Regierung heirunner plangt. Ech mengen awer wierklech, datt d'Zäit vum Plange sou lues eng kéier misst eriwuer sinn an datt hei muss eppes geliwwert ginn.

Zweetens: Mir fuerderen eng nei a kohärent Gouvernance vun de Spideeler, déi och besser openeen ofgestëmmt ass - Stéchwuert: Zännrieder.

Drëttens: Eng Opwärtung vun de Beruffer am Gesondheits- a Fleegeberäich. An ech wëll och vun hei aus nach eng kéier all deene Merci soen, déi an deem Secteur schaffen an déi eis an dëser Kris ganz vill gehollef hunn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - An duerfir brauche mer eng Reform an engem Goss an net dat, wat d'Regierung liwwert. Wat mécht d'Regierung? D'Regierung seet: „O mir loosse alles beim Alen a mir setzen einfach e Bachelor am Infirmer drop.“ Et ass net dat, wat d'Leit wëllen an et ass net dat, wat mer brauchen. Et war eng Petitioun hei. D'Petitionären hu ganz kloer gesot: „Mir brauchen eng Reform op allen Niveauen. Mir mussen déi medezinesch Akten an d'Fleegeakten duerchkucken an doropshin e Berufsprofil ausschaffen an doropshin en Ausbildungsprofil ausschaffen.“

An ech ginn net ganz séier rosen, mee an där Petitiounskommissioun, an deem Débat publique, kann ech lech soen: Ech sinn erausgaangen, ier d'Konklusioun gezu ginn ass, well de Minister oder déi zwee Ministeren - ech mengen d'Madamm Lenert an den Här Meisch waren do -, déi hunn einfach gesot: „Ma d'Decision ass geholl. Mir maachen elo dat doten, an dann ass et dat.“

An da seet de Premier gëschter: „Et ass eng Politik, wou ee muss op d'Leit lauschteren.“ Also hei war definitiv net op d'Leit gelauschtert ginn!

An da wëll ech och nach eng kéier soen: Mir hunn zanter Mee eng Demande de mise à l'ordre du jour fir déi Reform, déi jo ugekënnegt ginn ass, an der Kommissioun kënnen ze diskutéieren. Näischt - näischt! - héieren zanter Mee.

An da wëll ech eng kleng Klammer maachen. Ech hu jo gesot: „vum Winterschlof an de Walmodus.“ Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, datt déi Beruffer wichteg sinn an datt mer méi Leit brauchen a méi gutt Leit och do brauchen an datt mer eng Campagne solle maache fir de Beruff. Et gétt och eng Campagne gemaach - d'Madamm Minister huet eis dat gesot -, mee wësst Der, wéini datt se kënt? Se kënt 2022/2023, am Waljoer.

Dat ass definitiv net ze verstoen! Hei geet et ëm d'Leit, déi mer elo brauchen. Et geet ëm eis Bevëlkerung. Mir mussen elo agéieren! An et kann net sinn, datt da gekuckt gétt: „Ma da maache mer dat alles am Waljoer, fir herno“ - ech weess net -, d'Positioun vun iergendwelleche Politiker ze verstärken oder ze verbessern.“ Hei muss de Patient am Mëttelpunkt stoen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dann nach vläicht e Beispill vu groussen Annoncen. Am Mee 2020 ass grouss ugekënnegt gi vum Premier: „Mir maachen eng Ausbildung transfrontalière.“ Ben, mir ware kritesch, well mir hate vill Froen, mee mir kruten och keng Äntwerten. Mee mir kruten och bis elo nach keng Äntwerten, well duerno war et ganz, ganz roueg. Et war just eng grouss Annonce. Ben, d'Ministere waren eemol à la une an duerno ass näischt geschitt - dat ass dann eeben normal. Et kënt einfach näischt! Dat ka jo net sinn!

Véiertens: en Iwwerschaffe vun der Nomenclature, nämlech all deem, wat muss zrëckbezuelt ginn. Dat ass eng weesentlech Fro vu sozialer Gerechtegkeet. An ech denken hei besonnesch u Brëller, un Zänn, awer och u Psychotherapeuten. Eis mental Gesondheet ass wichteg. Ëmmer méi Leit hu Problemer an de Premier huet och gëschter e Plang fir d'mental Gesondheet annoncéiert. Dat ass ze begréissen.

Am Moment hu mer awer genau bei de Psychotherapeuten eng Zwouklassegesellschaft: Déi eng, déi Suen hunn, déi kënnen sech déi Therapie leeschten a gi bei den Dokter; déi aner, déi keng Suen hunn, déi kënnen sech de Fanger an de Mond stiechen a kënnen déi Therapie do net benotzen. Dat kann net sinn! Dat ka jo awer net déi sozialistesche Gesondheitspolitik sinn!

A wann de System net fonctionéiert vun der Nomenclature - well schliisslech hu mer viru sechs Joer dat Gesetz gestëmmt -, wann dee System net fonctionéiert, datt et nämlech nach ëmmer net an der Praxis ëmgesat ass, mee da muss dee System geännert ginn, an zwar elo!

Fënneftens: eng verstärkt Nutzung vun der Digitalisierung. D'Viviane Reding wäert nach op dee ganze Punkt vun der Digitalisierung agoen.

Sechstens: Déi medezinesch Couverture vum ganzen Territoire muss duerch Gemeinschaftspraxisse verbessert ginn. Och hei brauche mer Chancégerechtegkeet queesch duerch d'Land.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zum gréisste Suergeland vun de Lëtzebuurger: de Loge-

ment. D'Logementslag vun der Natioun ass eng eenzeg Katastroph! A weesentlech Léisungen hu mer gëschter definitiv net héieren. Kee Wee, fir d'Zil ze errechen! An déi blo-rout-gréng Versprieche waren am Ufank awer nawell zimmlech grouss, d'Resultater si kleng.

Am État de la nation (veuillez lire: An der Déclaration sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir « Zukunftspak ») 2014 sot de Premier: „Esou wäert de Staat an den nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 Wunnenge bauen“, ben, hien hat, muss ech éierlecherweis soen, kee Joer genannt. D'Madamm Nagel huet awer dunn d'Joer prezisiéiert an huet gesot: „10.000 Wunnenge bis 2025.“ Wat ass d'Realitéit? De Fonds du logement, d'SNHBM, hunn an aacht Joer genau 2.300 Wunnenge gebaut. Dat sinn awer zimmlech blo Versprieche, wat awer tragesch ass.

Ben, gëschter huet de Premier dann elo déi feelend 8.700 versprach. Da si mer gespaant. Ech wëll just soen: Déi 8.700 Wunnenge bis 2025, weess ech net, wéi Der se hikritt. Mee wann Der se hikritt, da weess ech net, wéi Der se mat 228 Milliounen, déi am Budget stinn, kënt bezuelen.

Um Marché allgemeng ginn all Joer 6.000 Wunnengen gebraucht; gebaut ginn der awer nëmmen 3.500. Dat huet natierlech - do brauch een net Ekonomie studéiert ze hunn - eng Auswirkung op de Präis: 2020 ass de Präis ëm 16 % an d'Luucht gaangen! Domadder ass de Logement och dee gréisste Facteur beim Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg, an dat definitiv bis wäit an déi breet Mëttelschicht eran.

Den Observatoire de l'habitat hat d'lescht Woch och eng Etüd erausbruecht, wou se den Taux d'effort analyséiert hunn - dat heescht, deen Undeel vun der Pai, deen ee muss ausgi fir de Logement; se hunn dat gekuckt tëscht 2016 an 2019 -; deen ass och staark an d'Luucht gaangen. Dat heescht, d'Präisser sinn einfach méi staark an d'Luucht gaange vum Logement, wéi d'Paen an d'Luucht gaange sinn.

Bei de Locataire war et 2016 nach 31 % vun der Pai, elo sinn et 37 % vun der Pai. 37 % vun der Pai, déi Der muss ausgi fir Äre Loyer! Stellt lech dat just vir.

Bei de Besëtzer, déi en Haus oder Wunneng op Prêt hunn, sinn et ronn 30 %. Bei engem klengen Akomes kann dat bis zu 50 % goen. An dat sinn Zuele vun 2019! Ech hunn lech gesot, 2020 hate mer plus 16 % - do gesäit et also nach méi schlëmm aus! An dat ass d'Lag hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer net ufänken, nohalteg Mesuren ze ergräifen, da riskéiert Lëtzebuerg, hei an eng sozial Kris eranzeschlidden. An als CSV setze mer eis awer nach duerfir an, datt d'Eegenheim net nëmmen de Privileeg vun e puer Happy Few ass.

Mir brauchen hei wierklech keng ideologesch Bremsen, mir brauche konkret Mesuren. An nach eng kéier: Dat, wat gëschter presentéiert ginn ass, wäert net weesentlech zur Problemléisung féieren. Duerfir fuerdere mir ganz kloer: Et muss alles, wierklech alles gemaach ginn, fir datt méi gebaut gétt, méi séier gebaut gétt a méi bëleg gebaut gétt.

Ech wäert op 13 konkret Mesuren agoen.

Méi bauen:

Éischtens: Nieft dem Schléisse vu Baulücken, wat jo ëmmer hei vun der Majoritéit genannt gétt, muss de Bauperimeter op geziilt Plazen opgemaach ginn. Do si mir anerer Meenung. Dat ass awer noutwendig, vu datt mer Terrain brauchen. Hei brauche mer keng gréng Ideologie.

Zweetens: Méi abordabele Wunnraum. 30 % vun der neier Baufläch, keng 20 %, 30 % vun der neier Baufläch mussen fir abordabele Wunnraum genotzt ginn!

Drëttens: Et mussen och Plazen definéiert ginn, wou méi héich ka gebaut ginn. Net iwwerall, mee plazeweis muss definéiert ginn, wou et passt, an da muss och do gebaut ginn.

Véiertens: Als CSV wëlle mer d'privat Investisseure beim Baue vu soziale Wunnenge mat an d'Boot huelen, an iwwregens och net nëmmen do. De Marc Lies hat eng Proposition de loi an deem Sënn hei deposéiert. An de Moien hutt Der jo och héieren, datt d'Verrieder vun der Chambre immobilière sot, et misst eemol mat eis geschwat ginn. An déi erwaarde sech awer vum Här Kox, datt e sech iergendwann eng kéier och beweegt a mat hinne schwätzt. Do ass awer näischt geschitt!

Fënneftens: Mir mussen aner Wunnformen och realisiere kënnen, féerden: Wunnengemeinschaften, Tiny Houses zum Beispill. Do muss vläicht de legale Kader ugepasst ginn. Mee da muss mer dat maachen!

Méi bëleg bauen:

Sechstens: Den Zougang zu subventionéierte Wunnenge muss séier op d'Mëttelschicht ausgewäit ginn. E ganz normale Bierger mat hei enger relativ gudder Pai ka sech awer näischt méi hei leeschten um normale Marché.



Siwintens: Mir wëllen de Fräibetrag fir den niddreng TVA-Saz eropsetzen.

Aachtens: Mir wëllen de bëllegen Akt auswaïten. All dat hëlleft direkt deene Jonken, déi gäre wëllen eppes bauen.

Néngtens: Jo, mir wëllen och keng Spekulation um Bau. Dofir si mer fir eng Spekulationssteuer op eidel stoende Wunnengen an op fräien Terrainen. De Marc Lies hat do 2019 schonn eng Motioun erabruucht. Do war se leider ofgeschmettert ginn. 2021 hate mer och erëm eng Kéier eng. Mir hunn also elo gëschter d'Annonce héieren, datt des Spekulationssteuer elo kéim bei der Reform vun der Grondsteuer. Dat hu mer awer och schonn d'lescht Joer héieren a mir hunn nach ëmmer näischt Konkreetes.

Zéngtens: Mir si fir eng Zort „Lex Koller“, also fir e Gesetz, dat verhënnert, datt auslännesch Investisseuren hei Wunnenge kafe just fir Spekulationszwecker.

Méi séier bauen:

Eeleftens: Mir müssen eis Prozeduren entschlaken an hei brauche mer definitiv eng Entschlankungsprozedur. Dat muss mat System gemaach ginn. Mir brauche manner Bürokratie, méi gesonde Mënscheverstand! An do denken ech un d'Naturschutzgesetz. Ech denken och un d'Denkmalchutzgesetz.

De Moien hu mer héieren: Fir e grouss Lotissement ze bauen, brauch een hei 10 bis 15 Joer. Dat ass jo net normal!

Zwieleftens: Mir fuerdere ganz konkreet d'Ëmännerung vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz. Keng Kompensationsmoosnamen innerhalb vum Bauperimeter!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - An dat wär eng Win-win-Situatioun! Éischtens géif et méi séier goen, zweetens wär et méi bëlleg an drëtzens kéint och nach Natur op Zäit do kommen. Well am Moment ass et jo: Wann s de eppes hues, ass et jo besser, du fiers dräimol mam Mulcher driwwer, fir datt nëmme näischt kënt, well soss musst de nach kompenséieren. An ech kann lech soen, mir hunn dat Amendement zum Naturschutzgesetz bruecht! Et hätt elo kënnen ugeholl ginn. Mee déi Blo wëllen dat net, déi Gréng wëllen dat net an déi Rout wëllen dat net. Dat ass net ze akzeptéieren!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dräizéngtens: Wa mer solle bauen, da brauche mer och méi Handwierker, déi um Bau schaffen. Bei der Berufsausbildung gétt et am Moment just eng Schoul an déi ass zu Mamer. Dat geet net duer. Et war eng Ausbildung geplangt zu Klierf am Lycée. Firwat kënt dat net?

D'Berufsausbildung muss erëm eng Kéier méi attraktiv ginn an ech erwaarde mer vun der Regierung, datt se d'Ausbildung am Bau och ausbaut, datt méi Méiglechkeete queesch duerch d'Land kommen.

Dëst waren elo 13 konkreet Proposen. De Marc Lies hat der am Laf vum Joer nach méi bruecht. Wéi gesot, d'Leit brauche keng Ideologie, keng gréng Ideologie, Verbuetsideologie, keng Enteeengungsideologie. Nee, si brauche Wunnengen! An do muss mer alles, alles dru setzen!

Dann, Här President, kommen ech bei d'Schoul. A grad bei der Schoul zielt: Politik mat de Leit maachen. D'Schoulpolitik ass fir eis eng Prioritéit.

Als CSV setze mer eis a fir eng Schoul, déi all d'Kanner op d'Zukunft preparéiert; eng Schoul, déi verbënt; eng Schoul, déi Chancégerechtigkeit bitt; eng Schoulpolitik mat de Leit an net iwwer d'Käpp ewech; eng Schoulpolitik am Dialog; eng staark ëffentlech Schoul. An duerfir setze mer eis als CSV an an eng ginn op aacht Punkten an.

Éischtens, datt d'Bildungsschéier endlech erëm méi zesummegeet. Et kann net sinn, datt d'Hierkonft vum Kand säi schouleschen Erfolg an domadder seng Zukunft decidéiert.

Hei zu Lëtzebuerg ass et méi schlëmm wéi an deenen anere Länner. Du kanns bal soen: „Wat ass dai Papp? Da gétt dat do oder dat do aus der.“ Dat kann net sinn. Des Bildungsschéier ass lafend méi grouss ginn. Och dat ass d'Lag vun der Natioun.

Den Här Premier seet elo: „Dat maache mer elo.“ 2019 hu mir gefrot, fir d'Hausaufgabenhëllef anzeféieren. 2019! Si ass net gemaach ginn. D'Kanner hätten dunn ... dann hätte mer schonn zwee Joer hannert eis. Dann hätten d'Kanner schonn zwee Joer laang méi Zäit gehat. Mir hu gefrot, fir systematesch mat der Wëssenschaft ze kucken, fir Messuren ze definéieren, fir dat kënnen ze maachen. Hei geet et net mat System. Mir ginn net mat System un dese Problem erun!

Elo kënt d'Hausaufgabenhëllef dann endlech. Mee wéini kënt se? Elo kënt Der erëm eng Kéier dräimol roden. Ech mengen Dir wësst et, well et ass nach kee Konzept do. Se ass elo mol annoncéiert. Et ass nach kee Konzept do. A wéini kënt se? 2022, 2023, wann d'Waljoer ass. Also dat ass defi-

nitiv ... Wann dat walpolitesch Taktik ass, dann ass dat eng ganz lamentabel Politik!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Zweetens: D'Chancéglichheit bedeit och dat selwecht informatesch Material an all Schoul am Land. An hei huet d'Regierung eng Verantwortung ze droen. Mir haten en Amendement gemaach. Dee war refuséiert ginn. Gëschter hunn ech näischt dovunner héieren. Mir hunn am September eng Proposition de loi heizou deposéiert. An ech hoffe wierklech, datt d'Majoritéit déi mat ënnerstëtzt. Wa se net wëllt op eis lauschteren, da soll se op de Syvicol lauschteren, dat ass jo awer d'Verriedung vun alle Gemengen.

Drëtzens: Als CSV setze mer eis derfir an, datt d'Schoul de Kanner an de Jugendlechen d'Kompetenze vun der Zukunft mat op de Wee gétt. D'Wëssen ännert vill ze vill séier an et ass och vill méi Wëssen do, wéi deemools, wéi mir an der Schoul waren. Et geet net méi, datt ee soll probéieren, de Kanner d'Wëssen an de Kapp ze stiechen an dann erëm eng Kéier ofzefroen. Dat bréngt näischt. Dat kann e Computer besser.

An ech mengen, nee ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt kee vun eis soll probéieren, mam Computer ze konkurréieren. Dee brauch kee Congé, dee gétt net krank an e mécht kee Feeler, ausser e gétt vläicht vum Mënsch falsch programmiert.

Also solle mer an der Schoul kucken, fir déi Kompetenzen ze féieren, an deenen de Mënsch staark ass. D'Kreativitéit, d'Verantwortungsbewusstsein, Engagement, Problemer kënnen analyséieren a léisen: Dorobber muss mer eis konzentréieren an duerfir brauche mer eng aner Aart vu Schoulhaler. Mir brauchen eng Revisioun vun der Methodik a vun de Programmer an do muss grouss Diskussioun gefouert ginn. Mir brauchen och fächeriwwergräifend Zesummeschaffen an net alljoers en neit Fach.

Véiertens: Fir dat alles kënnen ze maachen, brauche mer exzellente Enseignanten. A virun allem brauche mer och genuch exzellente Enseignanten. Mir hunn zwar elo de Moien héieren, et géifen 1.000 Plazen an der Educatioun geschaaft ginn. 1.000 Plazen ... also d'Qualitéit, soen ech elo mol einfach, ass och extreem wichteg!

Mir haten eng Interpellatioun fir ze soen: Mir müssen dee Beruff méi attraktiv maachen. Mir haten eng ganz Partie Virschléi gemaach. Mir brauchen eng Diskussioun iwwer de Profil vum Enseignant. Den Enseignant muss eiser Meenung no pedagogesch a fachlech topp sinn. An et kann net d'Léising sinn, esou wéi et am Moment ass, datt méi Quereinsteiger agestallt ginn. Dat ass nämlech de Fait: méi Quereinsteiger pro Joer, déi an der Grondschoul ufänken, wéi ausgebildete Pedagoginnen. Dat kann net d'Léising sinn!

Fënneftens: Als CSV sti mer fir eng staark ëffentlech Schoul. A genau des muss och reforméiert ginn. Ech hu gesot: bei de Kompetenzen, och bei de Sproochen. Vill Kanner hu schonn an der Grondschoul d'Flemm mat de Sproochen. Mir brauchen eng Reform vum Sproochenunterricht aus engem Goss. Mir haten och schonn eng Kéier Virschléi gemaach bei der Reform vum Secondaire, well ... De Minister wëllt deser Reform aus dem Wee goen. Déi Reform, déi brauch Diskussioun, déi brauch Dialog. Do wäerten och Kompromësser muss gemaach ginn. Awer mir müssen déi Reform maachen, well mir brauchen eng staark ëffentlech Schoul. Dat war nämlech emol eng Kéier eis Stärkt hei zu Lëtzebuerg.

Wat mécht awer de Minister, well en dat do net wëllt maachen? E sicht sech e relativ einfache Wee a geschwënn huet all Lycée an all Grondschoul eng europäesch Filière. D'Europaschoule si gutt. Mir brauche se fir déi Leit, déi bei eis schaffe kommen, fir datt deenen hir Kanner, wann déi Elteren erëm zrëckginn, och kënnen an deem Schoulsystem erëm normal virufieren. Dat ass ursprénglech d'Clientèle giewesch. Dat ass awer am Moment net méi d'Haaptclientèle.

Am Moment ass den Här Meisch einfach amgang, eng parallell Schoulwelt zu eisem klassische Schoulsystem opzebauen. An dat wäert lues a lues eisen ëffentleche Schoulsystem, eisen normale klassische Schoulsystem aushelegen. Wéi gesot, eis ëffentlech Schoul war emol eis Stärkt. An de Minister mécht dat u sech ganz geschéckt, schéi lues, „step by step“ an deser ... En huet eng Europaschoul, des Kéier waren et der op eemol zwou, plus Filière a verschiddene Gebaier annoncéiert.

An deser parallell Schoulwelt kann een Enseignanten astellen, déi ee soss net kéint astellen. An deser parallell Schoulwelt gétt een eise Jugendlechen den Diplom ee Joer éischer. Mee mat deser parallell Schoulwelt riskéiere mer och, d'Kanner vu Klengem u jee no hire Sproochekennntnisser ze trennen, wat an eisen Aen net gutt ass.

(**Interruption**)

Als CSV sti mer fir eng staark ëffentlech Schoul. Do si Reformen noutwendeg. An déi wäerte vill Energie

kaschten! Mee déi Energie, dat wär eng gutt agesaaten Energie.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Sechstens: Als CSV si mer fir eng Reevaluierung vum gesamte Promotiounssystem am Cycle inférieure vum Enseignement général. D'Reform war warscheinlech gutt gemengt, mee mir riskéieren, de Kanner hei Sand an d'Aen ze streeën. An herno riskéiere mer u sech warscheinlech, en Nivellement vers le bas ze kréien an eis Uspréich unzepassen. Dat kann net sinn. Den Diplom vun enger Première muss nach ëmmer eppes wäert bleiwen.

Siwintens: Als CSV si mer géint d'Bradéiere vum Educateursdiplom. An ech fuerderen hei dann elo wierklech déi Analys, op déi anscheinend déi Braderie do opgebaut ass. Mir haten déi Analys iwwer eng Question parlementaire gefrot. Ufank Juli, Här President, hu mer e Bréif un deen anere President gemaach, fir datt mer déi Analys kréien, déi hu mer awer net kritt, dräi Méint méi spéit. Ech hunn elo gesinn, ech hunn elo de Moie gesinn, datt eng Sitzung aberuff ass. Mee ech fannen dat net normal. Firwat kënnen mir net déi Daten, iwwer déi de Minister seet: „Dorobber hunn ech meng Decisioun baséiert“, firwat kënnen mir déi net kréien? An ech géif mer wierklech wënsche vun Här President - Dir kënt et da weiderginn un deen anere President -, datt dee sech och asetzt fir déi gesamt Chamber an déi Saachen nofreet. Och wann et bei engem Parteikolleg ass.

Ech ginn lech nach e puer Beispiller vum Här Meisch: De 7. Mee, elo méi wéi fënnf Méint, hu mer eng Demande de mise à l'ordre du jour, fir iwwer dem Minister seng Annonce zur Reform vun der Infirmièresausbildung ze schwätzen, gemaach. De 7. Mee! Näischt! D'Chamber gétt ignoréiert.

Den 23. Abrëll hu mer gefrot, fir zousätzlech Informatiounen zu den Épreuves standardisées ze kréien. Stéchwuert: Bildungsschéier. Geschwé sechs Méint hier. Näischt! D'Chamber gétt ignoréiert.

An ech kéint hei weiderfueren. Dat geet net. An ech géif mer wierklech, wierklech éischtens vum Minister méi Respekt virun der Chamber wënschen a wann de Minister deen net huet, dann erwaarden ech mer vum President, datt deen agéiert, datt och d'Oppositioun hir Aarbecht ka maachen.

Aachtens: Mir fuerderen eng Evaluatioun vun der méisproocheger Erzéiung. Sinn duerch déi méisproocheger Erzéiung Verbesserung bei de Sproochkompetenzen erkennbar?

Néngtens: Mir fuerdere Respekt vum Minister vis-à-vis vun de Leit vum Terrain an och vis-à-vis vun der Chamber. Mir brauchen eng Schoulpolitik mat de Leit, déi och op d'Leit lauschttert.

Fir eis ass d'Wuelbefanne vun de Kanner an de Jugendlechen och extreem wichteg. Ech wäert haut net dorobber agoen, well mir hunn zwou Interpellatiounen ugefrot zu deem Sujet. Eng Kéier d'Françoise Hetta an de Serge Wilmes allgemeng iwwer d'Wuelbefannen an och eng Kéier de Marc Spautz, dee méi spezifesch op d'Coronazäite wäert agoen.

Här President, mir brauchen eng staark ëffentlech Schoul. Mir brauchen eng Schoul fir jiddwereen an net jiddweringem seng Schoul. Just mat enger staarker Schoul bleiwe mer definitiv eng staark Natioun. An duerfir nach eemol: Mir brauchen eng Politik mat de Leit a Politiker, déi op d'Leit lauschteren. An dat net nëmme an der Ried vum Premier, mee um Terrain.

Ech kommen dann elo zu engem Thema, dat leider och ganz aktuell ass: d'Sécherheet. Als CSV soe mer: D'Sécherheet ass kee Luxus, mee ee Grondrecht fir jiddwer Bierger, egal wou e wunnt, iwwerall am Land. Als CSV sti mer hannert der Police. D'Police verdéngt an huet eise Respekt. D'Police mécht, wat se kann an d'Police brauch d'Hëllef vun der Politik. Dat sot hiren Direkter elo nach déi lescht Deeg um Radio. A genau dese Réckeward fir d'Police, genau des Ënnerstëtzung fuerdere mir als CSV. Ech widerhuelen elo net alleguer d'Virschléi vum Laurent Mosar an dem Léon Gloden, déi déi scho gemaach hunn, mee just nach dräi.

Éischtens: Mir brauche méi Leit um Terrain. Doriwwer si mir eis eens. Agestallt soll jo elo ginn. Mee déi Leit si jo nach net do. Bis dohinner muss reorganiséiert ginn. De Rekrutement vun Zivilisten: Eng direkt Entlaaschtung ass méiglech. Maacht déi beim Gefaangenentransport. Dee muss net vun de Polizisten gemaach ginn. An de Beruff méi attraktiv maachen: Dozou gehéiert och, d'Ongerechtigkeiten an de Karriären aus dem Wee schafen.

Zweetens: D'Polizisten hu geféierlech Asätz ze maachen, wat leider a leschter Zäit ëmmer méi dacks virkënt. Mir fuerderen, datt bei engem Virfall am Dëngscht des d'Polizisten en Affekot gestallt kréien. A wann dofir de Statut vum Fonctionnaire muss ugepasst ginn, mee da muss en ugepasst ginn. Da muss d'Regierung dat maachen!

Drëtzens: D'Police muss direkt kënnen op Bodycams, Kierperkameraen, zrëckgräifen. Wësst Der:

Jänni a Männi kann d'Police filmen an d'Police huet net d'Material, fir selwer ze agéieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Hei muss direkt agéiert ginn!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - An hei geet et net ëm iergendeng Law-and-order-Ideologie. Et geet ëm konkreet Hëllef. An och an der Sécherheitspolitik ass d'Nolauschteren, d'Politik mat de Leit extreem wichteg.

Här President, da kommen ech zu engem grouss Package. De Premier hat domat ugefaangen: Klimapolitik. Eng weider Prioritéit: d'Klimakris, déi mer müssen upaken. Mir müssen dem Wandel Rechnung droen, well soss bezuele mer nämlech eng richtig fatzeg Rechnung als Natioun.

Bis 2050 gétt Klimaneutralitéit ugestriift. Wou si mer do drun? Wéi kënnen mer dat errechen? Dat ass am Prinzip déi zentral Fro. An op déi zentral Fro hunn ech nach kee kloer Wee gesinn.

Wann ech kuerz eng Situationsbeschreibung maachen: Wou si mer beim Fuerpark drun? De Rifkin hat gesot, 2050 misste mer 100 % Elektro sinn. Stand 2021: Am Moment gi ronn 340 Elektroautoe pro Mount ugemellt. Wann een och nach géif mat enger Moyenne vun Dausend rechnen, da wäere mer op 12.000 am Joer. Mat deem Rhythmus bräichte mer 46 Joer, fir deen aktuelle Fuerpark komplett op Elektro ëmzestellen.

Elektroboren: 800 waren der 2010 annoncéiert. Den Här Schneider hat der 800 annoncéiert. Den Här Gramegna hat der 800 annoncéiert. Den Här Turmes hat der d'lescht Joer nach 800 annoncéiert. Ech hoffen, datt déi 800 méttlerweil do sinn. An dem État de la nation hunn ech dat net héieren. Mee séier si mer do net virukomm.

Dir hutt e Klimaschutzgesetz gestëmmt ouni sektoriell Ziler. De Paul Galles hat deemools jo vu „Blind Date“ geschwat.

■ **Une voix.** - Tiptopp.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Elo sinn déi sektoriell Ziler do, mee kee weess, wéi se sollen errecht ginn.

■ **Une voix.** - Tiptopp.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir hunn nogefrot, jo, mir hunn nogefrot, ...

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - ... mat wéi enge konkrete Mesuren d'Ziler sollen errecht ginn. Wat maacht der zum Beispill, fir d'Methanreduktioun hinzekréien? Wat gesitt Der am Industrieberäich vir, fir d'Zärgasreduktioun hinzekréien, ouni datt d'Betriber hir Konkurrenzféigkeet verléieren?

Mir hunn dat gefrot. An ech fanne schonn d'Äntwert zimmlech erstaunlech. Mir kruten als Äntwert gesot, datt nei Komiteeë géifen agéieren. E Comité interministériel pour l'action climat, dee kann zousätzlech Mesurë festhalen. Eng Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, déi kann zousätzlech verstärkte Mesurë proposéieren. An den Observatoire de la politique climatique, dee kann dat selwecht dann och nach.

Elo kënt dann och nach e Klima-Biergerrot. Wéi gesot, wann dee gutt ass, da froen ech mech, firwat en net schonn éischer gemaach ginn ass.

Ech soen: Dat Ganzt hei bréngt weeder eis nach d'Bierger nach d'Betriber weider. D'Klima brauch keng nei Gremien. Dat hei erënnert mech ... Ech war an Däitschland op der Uni. Do gétt et - déi Däitsch sinn och heiansdo Spezialisten am Aarbechtsgruppen - dee schéine Sproch: „Wenn du nicht mehr weiter weißt, gründe einen Arbeitskreis.“

(**Hilarité**)

An dat heiten héiert sech e bëssen esou änlech un. Mir maache Gremien a Gremien an déi eng kënnen Mesurë virstellen, déi aner kënnen zousätzlecher maachen. Mee mir kennen nach ëmmer keng.

(**Interruptions**)

Wéi steet et mam Energiebedarf a mat der Ofdeckung heivunver? Des Fro wäert an Zukunft kruzial sinn. D'„Handelsblatt“ huet getitelt: „Die Welt-Energiekrise“. An ech kann lech soen, datt dat fir d'Privatleit och extreem wichteg wäert sinn. Et kann net all Privatpersoun hir Heizung, hiert Haus komplett ëmrappen an ëmbauen. Vill Leit hunn am Moment net vill aner Méiglechkeeten a waarden eeben drop. Wann de Präis an d'Luucht geet, da gétt et méi deier, also wäert dat doten eng kruzial Fro vun der Zukunft sinn.

An an deem Kontext - wéi gesot, fir klimaneutral ze ginn - muss jo da massiv klimaneutral Energie produzéiert ginn. Do hu mir awer nach vill Froen, déi mer awer och gëschter net beäwert kritt hunn. De Premier sot: „D'Sonn an de Wand sinn de Schlëssel fir eng nohaltig Stromproduktioun.“ Wéi vill Wandmille sinn d'Zil? Wéi ass et mam Wandkaster? Am Moment huet eng Wandmillen eng Leeschtung



vun 2 Megawatt, déi nei Generatioun 4,2. Laut PNEC, Klima- an Energieplang, mussen mer 2030 op 400 Megawatt sinn. Dat wäert 60 nei Anlage bis 2030. Bis 2040 wäeren et 96 zousätzlech Anlagen.

Ech hunn och de Moien eng Ausso vom Chef vum Fraunhofer gelies. Dee seet: „Natierech ass d'Wandenergie wichteg, mee mir brauchen Transparenz, well d'Akzeptanz ass net onbedéngt ginn.“ A genau déi Transparenz feelt mer awer hei am Dossier. Wou kommen déi Wandmillen hier? Wivill sollen der opgeriicht ginn?

Da kommen ech bei d'Solarpannoen. Bis 2030 missten nach 817 Megawatt derbäikommen. Wann ech mech net verrechent hunn, sinn dat 448 Hektar Fotovoltaik - 450 grouss Fussballsterrainen. Hutt Der eng Simulatioun, wou dës Flächen hierkommen? Wivill Fläche kommen op Privathaiser, op Industriegebäier, op Parkingen? Wivill Fräilandfläch brauche mer?

Mir brauchen Transparenz hei. Well ech soen lech: Ouni Transparenz kréie mer Problemer mat der Akzeptanz.

Här President, als CSV sti mer fir eng Klimapolitik mat de Leit am Boot. An ech si wierklech iwwerzeugt, datt mer et hikeréien, mee mir brauchen duerfir eng Klimapolitik ouni Ideologie, mee mat Innovatioun, mat gesondem Mënscheverstand, mat der Wëssenschaft am Boot an och mat der Wirtschaft. An och hei nach eng Kéier de Fraunhofer-Chef, dee seet: „Mir müssen technologieoppe bleiwen.“ Mir sinn definitiv géint eng reng Verbuetspolitik!

D'Regierung setzt elo nach e ministerielle Groupe de travail an, fir d'gesetzlech Prozeduren ze vereinfachen. De Staat kompenséiert elo d'Emissiounen fir déi staatlech Missiounen am Ausland. Et ass emol net gesot ginn, et géif probéiert ginn, fir déi Emissiounen ze reduzéieren. An d'Gesetzter ginn op Nohaltegkeet gecheckt. Also beim beschte Wëllen: Wann dat de Wee ass, fir d'Zil ze erreechen, dann ass de Wee nach ganz, ganz laang. An ech mengen, mir hunn net esou vill Zäit!

Här President, als CSV hu mer dofir 13 konkret Virschléi.

Éischtens: e klore Mesurplang fir déi enzel Secteuren, ausgeschafft mat den Acteuren vum jeeweilege Secteur. Eng Roadmap fir kloerzemaachen, wéi d'Ziler sollen erreecht ginn, de Wee, eng Oplëschtung vun den Hëllefsmoosnamen, well d'Leit mussen jo plangen - transparent a kloer.

Zweetens: D'Wëssenschaftler si sech eens: Eleng mat der Reduktioun vun den Zärgaser kréie mer eis Klimaziler net erreecht. Et müssen och déi technesch Méiglechkeete genotzt ginn, fir d'Zärgaser aus der Atmosphär erauszuzéien a se op déi eng oder aner Aart a Weis ze späicheren. An dat ass net esou, wéi d'Madamm Dieschbourg mer geäntwert hat, dat wär Politik mat Zauberstaf. Nee, dat ass keng Politik mat Zauberstaf. Dat ass d'Realitéit! An d'Wëssenschaft seet dat do: „Mir brauchen et.“ Et kann net sinn, datt och hei erëm eng Kéier aus Ideologierenn näischt gemaach gëtt.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Drëtens: De Staat muss als Virbild agéieren. Gottseidank hu mer dat gëschter elo endlech och vun der Regierung héieren. Ech kann lech just soen: Dräi Motiounen hu mer gebraucht! Wivill Zäit ass hei verluer gaangen? An elo geet et net méi duer, fir iergendwéi ze soen ... Ech mengen, de Premier huet gesot, ech hu mer et opgeschriwwen, de Staat a seng Servicer missten an den nächste Gang schalten. Mee Dir hätt scho längst missen den Turbo aleeën. An Dir musst elo ... et geet net duer ... dat do ass erëm eng Kéier iergendepes, mee et ass keen Inhalt dran. Hei brauche mer konkret Mesuren, opgeléicht ... ech weess net, „d'Isolatioun vun all de Fassade bréngt eis esou vill, kascht esou vill“. Mat engem Zäitplang, wéini wat soll geschéien.

Véiertens: d'CO<sub>2</sub>-Bepräisung. Mir hunn de Moien héieren, fënnf Euro pro Tonn géif en d'nächst Joer an d'Luucht goen. Mir brauchen hei Transparenz och fir déi nächst Joren. Dir wësst: Mir hunn am Moment extrem héich Energiekäschten. Net duerch d'CO<sub>2</sub>-Bepräisung, mee duerch aner Saachen. Mee d'CO<sub>2</sub>-Bepräisung kënn awer nach derbäi. An dofir brauche mer och hei Transparenz an ech wär wierklech frou, wa mer och do gesot kréichen, wat hei geplangt ass.

Fënneftens: de konsequenten Ausbau vum öffentlechen Transport. Keng Austeritéitspolitik - kënnen mer ënnerschiwen, wat Der gesot hutt. Mee zum Beispill awer och en zweet Gleis a Richtung Norden. Do kënn elo eng Vëlospist hin. Dann hu mer dat u sech verpasst. Mir brauchen awer och méi Vëlospisten an och do manner administrativ Hürden.

Sechstens: e sozialen Ausgleich. Hei ass och anonciéiert ginn, et kéim eppes. Mir wëssen awer nach net genau, wat. All déi Leit, déi zum Beispill net kënnen op den öffentlechen Transport zréckgräifen, well se op Schichte schaffen, well se anzwousch wunnen, wou keen ass, déi müssen en

Ausgleich kréien. An ech weess och net - ech hu geschwat vun den Heizkäschten, déi staark an d'Luucht wäerte goen -, ob déi Allocation de vie chère do duergeet, fir dat auszugleichen. Virun allem, well mer awer och scho Leit mat méi héije Paien hunn, déi Problemer hunn am Moment.

Siwontens: d'Konsequent Ënnerstützung vun der Fuerschung an d'Energiespäicherung. Mir brauchen eng Energieofsécherung. De Strom kann erëm net an eng Këscht paken an erëm aus der Këscht eraushuelen, wann een e brauch. Mir brauchen och Fuerschung an all aner Energiequellen. An ech soen et hei nach eng Kéier. Mir ware beim Potsdamer Klimainstitut an déi soten eis ganz kloer: „D'Zäit vun de Monokulturen ass eriwwer.“ An als Agraringenieur verhalen ech dat. Mee dat ass hei fir d'Energie gemengt. D'Zäit vun de Monokulturen ass eriwwer.

An dofir géif och méi eng ambitiéis Waasserstoffstrategie heizou gehéieren. De Félix Eischen wäert nach drop agoen. Mir verstinn net, firwat Der hei esou zaghaft sidd an eréischt richtig wëllt unzéien, wann nëmme grénge Waasserstoff do ass. Och do erëm eng Kéier seet de Chef vum Fraunhofer: „Mir müssen massiv an de Waasserstoff investéieren. An der Zukunft wäerte mer massiv Waasserstoff brauchen. Mir müssen och elo op turquoise Waasserstoff bauen“ - dat ass deen, deen iwwer Äerdgas, eng Methanpyrolyse produzéiert gëtt -, „mir müssen technologieoppe sinn.“ Hie schwätzt esouguer, an doriwwer war ech schonn erstaunt, iwwer d'Kärfusioun, datt doriwwer misst diskutéiert ginn.

(Interruptions)

An enger idealer Welt gëtt et nëmme grénge Strom, grénge Waasserstoff.

(Interruption)

Watgelift?

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Sidd Dir dann d'accord mat der Kärfusioun?

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir si sécherlech géint déi Atomenergie, wéi se elo do ass. Dat wësst Der. Fir de Rescht ...

(Interruption par M. François Bausch)

Fir de Rescht sinn ech net Wëssenschaftler genuch. Ech sinn technologieoppen a mir wäerten eis bei der Wëssenschaft an informéieren, Mee mir sinn nach ëmmer géint Atomstrom gewiescht. Ok? A mir hunn nach ëmmer gesot, datt Cattenom, Tihauge sollen zougemaach ginn. An déi Positioun huet sech net geännert. Sou!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Madamm Hansen, erlaabt Der, dass de Minister nach eng Kéier nohaakt?

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, hien hat mer u sech schonn eng Fro gestallt, ouni de Fanger ze strecken.

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - ... net datt ech lech falsch verstinn.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo.

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech wollt awer nach eng Kéier froen. Dir sot, Dir wäert technologieoppen. Dat sinn ech och. Mee ech soen lech awer och, fir wat fir eng Technologie ech net oppe sinn: dat ass d'Atomenergie.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo.

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Duerfir hätt ech gär vun lech eng prezis Haltung.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech hunn lech elo grad gesot, ...

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Sidd Dir technologieoppe par rapport zur Atomenergie? Jo oder nee?

■ **Une voix.** - Ma si huet dach geäntwert dorop.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech hunn elo grad gesot, ...

(Interruption)

... Här Minister, datt mer missen technologieoppe sinn, zum Beispill bei der CO<sub>2</sub>-Späicherung, wou Är Ministesch gesot huet, dat wär eppes mam Zauberstaf.

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Do si mer technologieoppen. Well soss kréie mer d'Klimaziler net hin. Ech hu gesot, mir missten technologieoppe sinn, zum Beispill, fir och Waasserstoff anescht hierzustellen, wéi nëmme mat gréngem Strom, well mer net genuch grénge Strom hunn. Dann hunn ech gesot: Mir müssen an allem technologieoppe sinn. An ech hu gesot: Mir si géint den Atomstrom. Sou!

(Brouhaha)

Lo hutt Der, mengen ech ...

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dat heescht Dir sidd net oppe fir ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also, Här President, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Wannechgelift, ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - ... ech mengen ech hunn elo kloer gesot: „Mir si géint den Atomstrom.“ An ech mengen, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo ... wannechgelift.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - ... vill méi kloer kann ech dat elo net soen. Sou!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Wannechgelift!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir fuerderen, ...

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech wäert duerno froen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech wollt elo just nach soen: An enger idealer Welt, wéi den Här Turmes se ëmmer beschreift, do gëtt et nëmme grénge Waasserstoff. An do gëtt et och nëmme grénge Strom. Mee wann Der mat där Approche d'Elektrifizéierung ugefaangen hätt, ech mengen, dann hätt Der nach net eng Born do stoen. Also verstinn ech net, firwat datt Der déi Approche beim Waasserstoff huet an do wierklech laang geschloft hutt.

Dann ass och d'Landwirtschaft, wéi sou dacks a wéi op villen anere Plazen, en Deel vun der Léisung. Ech hu gelies, d'Agrargesetz wär ugepasst ginn. Ech kann lech soen: Jo, et ass ugepasst ginn. An ech kann lech soen, et war e Gesetz vun de verpasste Chancen, well mir hate vill Propose gemaach, fir am Sënn vum Klimaschutz eist Agrargesetz ze verbessern. All déi Propose si souguer vun deene Grénge verworf ginn.

An da wëll ech just hei eng kleng Klammer maachen: Wann Der elo d'lesse gratis maacht, da géif ech wierklech hoffen, datt Der dat Gratisessen och lokal akaaft, bei lokale Produzenten!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir fuerdere fir de Klimaschutz am Beräich vun der Landwirtschaft. Aachtens: e Monitoring vun de Betriber mat engem gratis Klima- an Nohaltegkeetscheck an enger betriebspezifischer Berodung, fir eeben d'Methan, d'CO<sub>2</sub>- an d'Laachgasemissioune geziilt kënnen erfzesetzen.

Néngtens: Déi héich Standard bei de Liewensmëttelen vun eiser Produktioun müssen och fir importéiert Produkter gëllen, well soss ass et just Schänhellegkeet, awer op d'Käschten vun der Produktioun hei am Land.

Zéngtens: Schafe vun engem Agricultural Hub, engem Kompetenzzentrum fir d'Landwirtschaft. Déi Motioun hu mer, mengen ech, scho virun aacht Joer eng Kéier bruecht. Déi war awer ugeholl ginn. Et ass just leider näischt geschitt. Dofir: Ech hunn haut d'Saach opgi mat de Motiounen, well ech weess jo, datt näischt geschitt! Sou!

Eeleftens: d'Digitaliséierung, fir méi effizient ze sinn, an domadder och de Klimaschutz ze ënnerstëtzen. Precision Farming! D'Viviane wäert och nach eng Kéier dorobber agoen. An dat gëllt fir déi gesamt Economie!

Zweleftens: eng konsequent Ënnerstützung vun der Bioenergie, well vun do un, datt dës Regierung do ass, ass d'Unzuel vun de Biogasanlage just erfogaangen.

Dreizéngtens: eng konsequent Ënnerstützung vun der Diversifizéierung vun der Landwirtschaft. An och do erëm eng Kéier: Wannechgelift, net nëmmer an de Sonndesrieden. Ech ginn hei an deem Punkt definitiv esou rosen! Erëm eng Kéier d'Naturschutzgesetz! Dat, wat d'Naturschutzgesetz an der Zone verte zouléisst fir eng Activité agricole, dat ass Landwirtschaft vu gëschter! Mir brauchen eng Landwirtschaft vu muer, also misste mer och do d'Naturschutzgesetz upassen. Mee och do ass d'Majoritéit dergéint!

Dann dat Zweet. „Mir brauche méi Geméis“, soen déi gréng bal an alle Rieden. Mee nondi... - dat soen ech elo net.

(Hilarité)

Mir brauche Waasser, fir Geméis ze produzéieren! „De Waasserpräis“, seet d'Madamm Ministesch, si ass elo net do, „o, do gi mer net drun!“ Mee e Produzent, dee Geméis mécht, dee gäre wëllt verkafen, well e jo och nach wëllt Sue verdéngen, dee brauch Waasser zu engem räsonabele Präis. Also, wann ech gelift, net nëmmer an de Sonndesrieden iergendepes soen, mee reagiert konkret!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen nach eng kleng Klammer op, wat den Ëmwelt- a Klimaschutz ugeet. Den Ëmweltministère spillt nämlech ganz gäre mat senge Muskelen. Heiansdo kéint ee mengen, et wäeren Anabolika am Spill. An u sech géif ech souguer mengen, et sinn der am Spill, well mir hu Gesetzer, déi dat definitiv zouloossen. Et si Gesetzer do, déi Willkür zouloossen, richtig Muskelspieler. An dat beschit Beispill ass erëm eng Kéier d'Naturschutzgesetz.

D'Naturschutzgesetz léisst nach ëmmer all Willkür dran. Den „Traversini-Artikel“, deen d'Ministesch aus dem Tirang gezaubert hat - an en Artikel, dee virun nach ni benotzt gi war -, fir u sech eng Geneemegung ze ginn, déi ee warscheinlech net hätt kënnen ginn, genau deen Artikel hate mer proposéiert ze strächen, fir eebe keng Willkür méi zouloossen. Mee nee, deen Artikel muss onbedéngt drableiwen! Also do kann een „Ein Schelm, wer Böses denkt“ soen!

Dann zur Politik mat de Leit, och am Beräich vun der Ëmwelt. „Et muss een op d'Leit lauscheren“, sot de Premier. Ech hat nogelauschert.

D'Bëschgesetz: e gutt Beispill, wéi et net geet. Wem gehéiert de Bësch? De Privatbëschbesëtzer an de Gemenge gehéiert de gréissten Deel vun de Bëscher. Déi zwee si géint dat Bëschgesetz. Wat mécht den - elo wollt ech schonn Educationministère soen - Ëmweltministère? Ma dee weist seng Muskelen a seet: „Dat ass eis schnurzel. Et gëtt esou duerchgezunn, wéi et ass.“

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu eiser Wirtschaft am Allgemengen. A fir d'éischt wëll ech soen, datt mer kënnen frou sinn, datt mer eng Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg hunn, well dank där Finanzplaz geet et eis relativ gutt vis-à-vis vun deenen anere Länner. Hei awer och sechs konkret Fuerderungen, wat d'Wirtschaft ugeet:

Éischtens: Mir müssen eis Wirtschaft erhalen. Si muss kompetitiv bleiwen. Wa mer nämlech keng Sue méi erwirtschaften, dann hu mer keng Sue méi fir ze verdeelen a mir hunn och keng fir de Klimaschutz. Mir brauchen e gratis Klimacheck fir d'Betriber a Berodung: Pacte Climat fir d'Betriber. Dee steet elo, dat hu mer elo gëschter anonciéiert kritt.

Mir hunn dat 2019 gefrot. Mir hunn et 2020 gefrot. 2019 war et refuséiert ginn. 2020 - ee Joer hier -, mengen ech, sollt et an d'Kommissioun kommen. Et war nach ëmmer net an der Kommissioun. Ben, ech si frou, datt et dann eeben elo gëschter an der Deklaratioun dra war, mee ech soe just: Dir hutt hei vill wäertvoll Zäit verluer. Mir brauchen e System vu Bähëllef oder vu steierleche Virdeeler fir klimafreundlech Investitiounen. An och den Energiepräis muss bezuelbar bleiwen. Et déngt nämlech näischt, wa mer hei zum Beispill eis Stolindustrie futti maachen an dann alles aus China importéieren. Dat hëlleft dem Klima net an ech mengen, a puncto Ofhängkeet, strategesch Ofhängkeet, hätte mer dann och schlecht geschafft.

Zweetens: Mir brauchen eng konsequent Wirtschaftsan- Industriepolitik. Mir brauchen en Nohaltegkeetscheck fir Betriber, ier se heihinner kommen. E schlecht Beispill, wéi et net soll funktionéieren: Dossier FAGE. Deen Nohaltegkeetscheck mat de Krittären ass anonciéiert. Mir hätte wierklech gären, e géif elo um Dësch leien. A wannechgelift keen administratiivt Monster!

Drëtens: Mir brauche méi dezentraliséiert Bauschuttplazen. Ech fuere moies ëmmer um Rouscht laanscht, da stinn d'Camione schonn an der Schlaang. Ech denken dann ëmmer un de Marco Schank, dee sot: „Ech hoffen, datt dee Bierg iergendwann eng Kéier ‚Schankeberg‘ genannt gëtt.“ Also „Schanke“ vu „Marco Schank“, well hien dat decidéiert hat. Mee aacht Joer laang ass näischt geschitt hei. Mir bauen, wëssen awer net, wou de Bauschutt higeet. Do agéiere mer net.

Véiertens: Kreeslafwirtschaft. D'Chancen notzen, fir Lëtzebuerg als gréngen Industriestanduert ze promovéieren, zum Beispill duerch d'Usidele vun Entrepreneuren, déi sech mam Recycling vun Elektrogerätern an Autoe befaassen - Stéchwuert: Batterie. Hei aktiv ginn an net op déi aner hoffen, déi sech mat Techniken zur Réckgewinnung vu Wäertstoffen aus Ofwaasser befaassen, zum Beispill Phosphatgewinnung, déi sech mat Ëmwelt- a ressourcésécherer Réckbau vu Wandmille befaassen, well déi si mer jo schonn erëm amgang, ofzeriichten an erëm neier opzeriichten. D'Regierung schafft elo un enger Etüd an un engem Aktiounsplang. Dës Etüd misst an eisen Aen um Dësch leien.

Fënneftens: D'Betriber brauchen Ënnerstützung bei der Digitaliséierung. Mir fuerderen hei Bähëllef oder steierlech Virdeeler fir d'Investitiounen an d'Digitalisatioun. Souwäit, wéi ech dat héieren hunn, soll do eppes kommen. Wat konkret, weess ech nach net.

Sechstens: d'Independanten. Deene mussen mer hëllef a se net diffaméieren. Ech soen et awer nach eng Kéier: Si fueren net alleguer mat engem Ferrari



ronderem. Wa mer hei net agéieren, da riskéiert definitiv aus deem „Trau dech“ e richtegen „Trau dech nëmmen net“ ze ginn. Ech hu gëschter näischt hei héieren. Fir si ze ënnerstëtzen, fuerdere mer Upassung bei der Sécurité sociale am Kontext vun de Fréipensiounen an Upassungen am Aarbechtsrecht, fir géint Ongerechtegkeete virzegoen.

An dann, Här President, wëll ech awer nach eppes soen: Mir wëlle keng Coronasteier. Weeder fir d'Leit nach fir d'Betribler, well wann en Neiopbroch definitiv eppes net brauch, da sinn et zousätzlech Steieren. Mol ganz ofgesi vun de rechtliche Bedenken.

Här President, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Ech sinn do.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- ... als CSV sti mer fir eng nohalteg Maartwirtschaft. Dat ass e weesentlech Element vum Lëtzebuurger Modell an och vum Lëtzebuurger Sozialmodell, an deem ass fir eis extreem wichteg. Dozou gehéiert och de Sozialdialog. Stéchuert: Politik mat de Leit. Et ass wierklech net ze verstoen, firwat datt dës Regierung sech mat Hänn a mat Féiss, an ech weess net mat wat nach allem, gewiert huet, ier dann elo endlech déi Tripartite zustane kënn. Uff, kann ech soen!

Et geet nëmme mateneen, soen ech lech. De Marc Spautz wäert nach am Detail heiroop agoen. An hie wäert och déi Sozialleschtungen, déi hei annoncieren gi sinn, u sech nach eng Kéier, och a puncto sozial Ongerechtegkeeten, genau ënnert d'Lupp huelen. De Paul Galles wäert dann op déi weiderlafend steigend Aarmut hei zu Lëtzebuerg agoen. Well zur Lag vun der Natioun gehéiert och d'Situatioun vum Portmonni vun de Privatleit. An déi ass bei ville Leit net roseg.

De Premier hat gëschter versprach oder hien hat gesot, hien hätt versprach gehat, hie géif keen am Ree stoe loosse. Ech kann awer just feststellen: Den Aarmutrisiko ass hei zu Lëtzebuerg staark gestiegen. An d'Aarmut ass schonns an der breeder ...

**(Interruption par M. Xavier Bettel)**

Also, ech fänken elo net un ... Den Här Premier wollt eppes soen, ech äntweren em och elo. Ech fänken elo net un, vu virun 20 Joer ze schwätzen, Här Premier.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech hunn nämlech just gesot, dass dës Woch d'Chiffere vun Statec géife kommen. Vläch huet d'Madamm Hansen déi gelies?

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech hunn déi lescht Jore gekuckt.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- A ok.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech mengen, datt Dir d'Chiffere warscheinlech éischter kritt wéi ech. Dovunner ginn ech emol aus.

Ech hu gesot: D'Aarmut ass ëmmer méi wäit virugeschrott, bis an d'Mittelschicht eran. An hei brauche mer eng kloer Entlaaschtung. An do wäert de Gilles Roth nach drop agoen. Hie wäert déi gesamt Steierpolitik op de Leescht huelen, vun där mer allerdéngs gëschter net vill héieren hunn. Do war e grousst Walversprieche vun der grousser Steierreform. Do ass awer näischt komm. De Gilles, wéi gesot, wäert dat muer an Ugrëff huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Premier huet gëschter a senger Ried zur Lag vun der Natioun u sech e positiven Halbzeitbilan vun der Regierung gezunn. Dat ass och net verwonnerlech an et wäert lech och net iwwerraschen, datt mir mat dësem Bilan net averstane sinn. Net, well mer an der Opposition sinn, mee well dës Regierung an alle weesentleche Punkten net vill Léisunge fir d'Leit bruecht huet. Et sinn Ziler do, mee de Wee ass net kloer.

D'Leit waren a sinn deelweis zefridde mam Coronamanagement, woubäi een dat beim Impfe wierklech muss staark relativéieren. Hei steet Lëtzebuerg ganz schlecht do. Mee zu de Prioritéite vun de Leit ass net vill bei dësem État de la nation u Léisunge komm. Dat géllt fir d'Wunnen, wéi ech gewisen hunn. Dat géllt fir d'Steiergerechtegkeet an d'Steierentlaaschtung. Dat géllt fir d'Gesondheet. Dat géllt fir eis Schoul. Dat géllt fir d'sozial Gerechtegkeet. Dat géllt fir de Klimawandel. An an an.

Ech soen, mir kënnen et definitiv hei packen. Mee duerfir muss ugepaakt ginn! Ech nennen nach eng Kéier dat Beispill vum Bierg: Wann Der net upaakt, da fale mer em, a wa mer ëmfalen, dann deet et leider Gottes an dësem Fall net nëmmen dem Vëlouwerer wéi, mee et deet deem ganze Land wéi. Mir müssen hei net nëmmen Ziler definéieren, mee mir müssen hei de Wee, konkret Mesuren definéieren. An déi müssen duerchgezu ginn. Am Numm vun der CSV hunn ech hei 50 konkret Verbesserungsvorschläge gemaach fir eng zukunftsorientéiert Politik. An ech soen nach emol: Mir brauchen eng Politik mat de Leit. Eng Politik, déi op d'Leit lauscht, déi bei de Leit ass. An dat an der Realitéit an net nëmmen hei an de Rieden.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci och der Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum fir d'DP. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci fir d'Wuert, Här President. En ongewinnt Bild, erëm hei ze stoen, awer e gutt Gefühl, fir erëm hei ze stoen.

Lëtzebuerg huet an deene leschten 18 Méint Charakter gewisen. Lëtzebuerg huet während der Pandemie zesummegehalen. Mir ware solidaresch ee mat deem aneren. Mir hunn eis géigesäitig ënnerstëtzt, eis Mutt gemaach. A mir hu resolutt dergéintgehalen. An dat hu mer alleguer zesumme gemaach.

Déi lescht 18 Méint ware keng einfach a si hu Spueren hannerlooss bei jiddwengem. Vun haut op muer war villes anescht. E Virus huet ugefaangen, eist Liewen ze bestëmmen. Maskepflicht, Confinement, Aschränkung vun de Fräiheeten, alles dat Saachen, déi eis bis dohinner friem waren. Dass dat net jiddwengem gläichermoosse lücht gefall ass, ass verständlech. Et ass och mënschlech.

D'Covidkris ass nach net eriwuer. Mee ech mengen, mir sinn an der leschter Ligne droite. Mat der Impfung hu mir dat richteg Mëttel, fir dës Kris definitiv hannert eis ze loosse. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier e waarmen Appell maachen, fir dës Chance ze notzen. Informéiert lech. Schwätzt mat Ärem Dokter. A loosst lech impfen. Et war nach ni esou einfach wéi haut.

Nieft dem Coronavirus an der Pandemie gëtt et eng ganz Rei aner Erausforderungen, déi mer müssen ugoen. Munch Defie begleeden eis scho méi laang. Anerer sinn duerch déi Kris, duerch déi mer gaange sinn, eng Kéier verstärkt oder erëm eng Kéier méi visibel ginn. De Kampf géint de Klimawandel, d'Situatioun um Wunnensmaart an déi sozial Gerechtegkeet ziele sécherlech dozou. Et sinn dräi Sujeten, déi ontrennbar mateneen verbonne sinn. Si mussen mateneen ugaange ginn a se dierfen net géinteneen ausgespillt ginn.

Här President, mir hu gëschter e Premier héieren, deen determinéiert ass, dës Erausforderungen unzegoen. E Premier, dee resolutt no vir kuckt, fir d'Land op d'Zukunft virzubereeden. E Premier, deen d'Geschicht um Erfolgsmodell Lëtzebuerg wëll weiderschreien - net vun uewen erof, mee zesumme mat de Leit.

**(Interruption)**

Här President, d'Situatioun, an där mer eis befanden, ass aussergewöhnlech, fir net ze soe kritesch. De Klimawandel, oder besser d'Klimakris, ass reell a betrëfft eis all, an zwar an alle Beräicher vun eisem Liewen. De Klimawandel/d'Klimakris beschäftegt eis all. Ech denken un déi Jonk, déi reegelméisseg op d'Strooss ginn, fir - zu Recht - en effikasse Klimaschutz ze revendiquéieren. An ech denken un all déi vill manner Jonk, déi si doranner ënnerstëtzen. Ech denken un all déi Leit, déi déi éischt Konsequenze vun der Äerderwärmung scho ganz konkret ze spiere kritt hunn an de leschte Méint, an de leschte Joren. An dat net nëmmen am Ausland, mee och hei zu Lëtzebuerg.

Wann d'äi Keller op eemol ënner Waasser steet oder op dengem Feld näischt méi wisst, well et méintelaang net gereent huet, da gëtt deen abstrakte Klimawandel mat engem Schlag siichtbar an et gëtt och deem Leschte kloer, dass mer seriö eppes änneren müssen.

Ech ginn et zou: D'Monumentalitéit vun dëser Erausforderung ass schwéier ze gräifen! D'Klimakatastroph opahelen, heescht, d'Aart a Weis, wéi mer als Gesellschaft bis elo funktionéiert hunn, d'Aart a Weis, wéi mer bis elo an der Gesellschaft gelieft hunn, komplett nei ze denken an ze hannerfroen. Dat geet vun der Energieproduktioun iwwert d'Mobilitéit bis bei de Logement, an doriwuer eraus bis an deen allerleschte Wénkel vun eisem Liewen. Dat wäert net einfach esou geschéien. Dat wäert och net gratis sinn. Nee, dat wäert richteg vill Sue kaschten!

Mee, Här President, keng ambitiéis Klimapolitik ze bedriewen, dës Aufgab net mat voller Energie a mat vollem Courage unzegoen, dat, Här President, dat géif eis nach vill, vill méi deier ginn. Däers muss ee sech bewusst sinn an dat muss een de Leit och soen. D'Aufgaben, déi virun eis stinn, déi sinn enorm. An d'Zäit, déi eis bleift, ass kuerz.

Mam sechsten IPCC-Rapport krute mer op en Neits d'Urgence vun der Klimakatastroph virun Ae gefouert. D'Wëssenschaft seet eis ëmmer nees, dass et fënneg vir zwielf ass, wann net scho méi spët. D'Zäit, déi bleift, fir dat Schlemmst ze verhënnern, gëtt ëmmer méi knapp. Ouni staark Mesuren erreche mir déi 1,5-Grad-Erwärmung schonns 2035, also zéng Joer méi fréi, wéi nach viru Kuerzem geduecht. An awer: Och dee leschte Rapport léisst Plaz fir Hoffnung. Et ass nach net ze spët, fir d'Kéier nach ze kréien.

Perséinlech verstinn ech déi Leit ganz gutt, déi soen, dass alles vill ze lues geet, dass mer net séier

genuch virukommen. Gleeft mer, wann et einfach wär, wa mer kéinten op e Knäppchen drécken, fir dat do alles ze bewierkstellegen, dann hätte mer de Problem scho laang geléist! Wat mer d'Klimatransitioun éischter hikréien, wat et mir an, ech mengen, jiddwengem heibanne léiwer wär.

Trotzdem kann ech de Virwurf, d'Regierung hätt näischt oder ze wéineg opweises, absolutt net gëlle loosse! Dës Regierung huet de Klimaschutz vun Ufank un zu hirer absolutter Prioritéit gemaach, wéi de Premier et gëschter nach eemol ënnerstrach huet.

An de leschte Joren huet d'Regierung eng ganz Rei Mesuren decidéiert, sief et, fir méi klimafreundlech Mobilitéit ze férdere, fir déi erneierbar Energie massiv auszubauen a fir d'Emissionsneutralitéit beim Wunnen a beim Heizen hinzekréien.

Beim Logement hu mer mat déi héchsten Ëmweltstandarden op der Welt. Mir hunn et duerch d'Passiv- an d'Niddregenergiehaiser faerdegbruecht, dass eise Parc immobilier gewuess ass an dass gläichzäitig d'Emissionen an deem Beräich erfogaange sinn.

Oder kucke mer d'Rekordinvestitiounen an den öffentlechen Transport. Dat geet vum Tram iwwert den Zuchreseu bis zum Ausbau vun enger ganzer Rei vu Park & Riden. An d'Kiischt um Kuch ass natierlech de gratis öffentlechen Transport. A verschiddene Länner, wéi an der Belsch zum Beispill, gëtt et Diskussiounen, fir eis et nozemaachen, fir dass si och kënnen hir Klimaziler errechen.

Virun allem ass et awer der Regierung gelongen, fir keng Klimapolitik vun uewen erof ze maachen. Am Géigendeel, d'Zil war et ëmmer, d'Leit matzuehuelen, hinnen Alternativen unzëbiden an och Ureizer, fir dës Alternativen ze notzen. Ech hat schon eemol d'Beispill vum gratis öffentlechen Transport ernimmt.

Fir eis als DP ass et wichteg, Klimapolitik mat de Leit ze maachen an net géint d'Leit. Dat heescht, dass een de Leit muss Alternativen ubidden. Klimapolitik mat de Leit maachen, dat heescht och Rücksicht op Leit huelen, déi och schon esou Schwierigkeeten hunn, um Enn vum Mount déi zwee Enner beieneenzekréien.

D'sozial Verträglechkeet vun der Klimapolitik ass den A an den O, fir dass se och vun de Leit matgedroe gëtt. Och hei si mer dervun iwwerzeegt, dass d'Regierung dee richtige Wee ageschloen huet.

Mat der Aféierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier dëst Joer gouf nämlech och e Crédit d'impôt vu 96 Euro agefouert. Domadder ass den Impakt vun deenen 20 Euro pro Tonn op Brennes a Bensinn sozial ofgefiedert ginn, a fir déi schwächste Stéit souguer ausgeglach ginn. Et sinn iwwerzennend mir, déi dat soen, mee et ass keen anere wéi de Statec.

Wa mer eng Kéier kuerz bis an eis Nopeschlänner kucke ginn, da sti mer mat eiser CO<sub>2</sub>-Steier, mengen ech, ganz gutt do. A Frankräich kascht d'Tonn 45 Euro. An Däitschland 25. A Spëtzeleider, dat sinn d'Schweden. Do kascht eng Tonn CO<sub>2</sub> 120 Euro.

Zu Lëtzebuerg fänke mer dogéint lues un: mat 20 Euro. D'Zil ass et jo net, fir d'Leit ze schikanéieren. An et ass och net, fir d'Staatskeesen ze féllen. Am Géigendeel! Et ass am Fong näischt anescht wéi déi konsequent Applikatioun vum Prinzip vum Pollueur-payeur, och bei den Emissionen.

Donieft féllen d'Recetté vun der CO<sub>2</sub>-Steier net de Staatsäckelchen, mee si fléissen direkt zu enger Halschent a sozial Kompensatiounen an zur aner Halschent a Klimaprojeten. Well dat ass jo eigentlech de sprangende Punkt vun eiser Politik: Mir wëlle virun allem Alternativen attraktiv maachen, andeems mer an den öffentlechen Transport investéieren, andeems d'emissionsfräi Mobilitéit gefërdert gëtt an d'Ersetze vu Gas- a Mazoutsheizungen encouragéiert gëtt; an eréischt lues a lues klimaschiedlech Verhale méi deier maachen.

Här President, als DP si mer der Meinung, dass den Haaptfokus vun der Diskussioun awer net op deem soll leien, wat scho gemaach ginn ass. An ech soen: Et ass vill geschitt an et kéint ee mat Sécherheet déi eenzel Mesuren duerkdiskutéieren.

Nee, mir müssen no vir kucken, op dat, wat nach ze maachen ass. Dat Joerzëngt, wat virun eis läit, gëtt decisiv. Et bleift eis nach eng Zäitfenster vu ronn zéng Joer, bis 2030, fir déi déifgräifend Verännerungen, déi néideg sinn, op d'mannst zu engem guden, zu engem groussen Deel ëmzesetzen. Et ass dës Generatioun, déi elo an der Verantwortung ass, déi d'Méiglechkeet nach huet, eppes ze maachen, déi d'Méiglechkeet huet fir ëmzesteieren. Duerno kéint et vlächit ze spët sinn.

D'Regierung huet sech dowéinst ambitiéis Ziler ginn, déi deem Rechnung droen. Si wäerten eis et erlaben, eise Bäitrag an der Welt ze leeschten, fir de Klimawandel opzehalen, deem entgéintzewierken. Och als klenge Lëtzebuerg spille mir am Kampf géint de Klimawandel eng wichteg Roll. Ech géif soen, mir spillen eng Virreiderroll! Als eent vun de räichste Länner ass et och un eis ze weisen, dass et geet a wéi et geet! Mir müssen déi Virreiderroll

do unhuelen - an Europa an an der Welt. Op anere Felder hu mer scho bewisen, dass mer et kënnen, an ech sinn iwwerzeegt: Hei kënnen mer et och!

Net jiddwengem ass der Meinung, dass déi gesaten Ziler realistesch sinn. Dass se ze vill éiergäizeg sinn, dass mer eis Gesellschaft an eis Wirtschaft net esou séier ëmgekrepelt kréien - als Demokratie Partei gesi mer dat anescht. Mir sinn zouversiichtlech, dass mer eis Ziler och wäerte kënnen anhalen, dass d'Regierung dee richtige Kader gesat huet a weider setze wäert, fir dass mer zu engem Virreider an der Dekarboniséierung wäerte ginn.

Wat d'Ziler fir 2030 ugeet, si mer optimistesche, dass mer se erreche wäerten. D'Regierung huet sech eng kloer Roadmap ginn, mat kloeren Instrumenter, wéi dat soll geschéien.

Mam Klimagesetz ginn net nëmmen d'Klimaziler bis 2030 an d'Klimaneutralitéit bis spëtstens 2050 gesetzlech verankert. Donieft ginn och fënneg sektoriell Ziler festgehalen, mat kloeren Trajectoire fir déi nächst Joren - déi allerdéngs och flexibel genuch sinn, fir déi eenzel Secteuren net ze iwwerfuerderen an déi och kënnen ugepasst ginn.

**(Interruption)**

Här President, ech hunn et gesot: Klimapolitik mécht een net géint d'Leit an och net laanscht d'Leit - Klimapolitik mécht ee mat de Leit.

De Premier Xavier Bettel huet gëschter e Modell vu gesellschaftlecher Participatioun op den Dësch geluecht, deen et an där Form zu Lëtzebuerg bis elo nach net gouf. Mam Aberuffe vun engem Biergerrot geet Lëtzebuerg an der Klimapolitik nei Weeër.

Dëse Biergerrot wäert d'Diskussioun ronderëm zousätzlech Klimamesurë weider demokratiséieren, fir e gréisstméigleche gesellschaftleche Konsens unzestriewen.

D'Gesellschaft dobausse kritt eng Stëmm um Verhandlungsdësch. Wéi wäit si mer bereet ze goen? Musse mer an der Klimapolitik nach méi wäit goen an zousätzlech reglementéieren? Wéi vill kënnen mer de Leit zoomudden, ouni d'sozial Kohäsioun op d'Spill ze setzen?

Déi 100 zoufällig ausgewielte Bierger, déi eist Land vun der Demografie hier erëmispigelen, wäerte sech mat deene Froe beschäftegen an doriwuer beroden, wéi wäit si iwwert de Lëtzebuurger Klimaplang erausgoe kënnen oder wellen, fir eist gemeinsamt Zil ze errechen.

Wat d'Staatsfinanze betrëfft, géif ech soen, wäere mer relativ gutt duerch d'Pandemie komm, besonnesch, wann een eis Situatioun mam Gros vun deenen aneren EU-Memberstaate vergläicht. An dat ass deene gesonde Staatsfinanzen ze verdanken, déi mer haten, wéi mer an déi Kris eragaange sinn.

Virun der Kris hu mir net nëmmen am Gesamtstaat, mee souguer am Zentralstaat Iwwerschëss verbucht, an dat déi éischte Kéier zanter der Finanzkris. Wat d'Staatschuld ubelaangt, esou louch déi 2019 bei 22 % vum PIB. A krisbedéngt ass deen Taux lücht an d'Luucht gaangen. Mee mir wäerte bis 2025 ganz kloer ënnert deenen 30 % Verschuldung leien, wéi se am Koalitionsaccord festgeschriwwen ginn ass. A mir wäerten natierlech d'äitlech ënnert de Maastricht-Krittäre bleiwen, déi 60 % Staatsverschuldung par rapport zum PIB erlaben. Dëst si gutt Nouvelen, virun allem, wann ee sech virun Ae féiert, dass eis Schold a Prozentpunkte souguer am mannste an der ganzer Europäescher Union gewuess ass.

Dës favorabel Ausgangssituatioun huet et dem Staat erlaabt, fir ganz schnell am Ufank vun der Kris déi Mesuren en place ze setzen, déi Schlëmmes verhënnert hunn. Dës Regierung huet soumat de Leit, de Bierger an den Independanten déi néideg Ënnerstëtzung kënnen bidden, fir gutt duerch dës Kris ze kommen. Bis ewell goufen 2,6 Milliarden ausbezuelt. Vill Geld, mee ouni déi Mëttele wäeren d'Effete vun der Kris op eis Gesellschaft net ofzefiedere gewiescht. Mir hunn esou Aarbechtsplazen ofgeséichert an Existenze gerett.

D'Solidaritéit gouf zu all Moment groussgeschriwwen. Mam Chômage partiel goufen Aarbechtsplazen am Land gerett. D'Kafkraaft vun deene sozial Schwächste gouf gestärkt. A mat enger ganzer Panoplie un Hëllef goufen och d'Betribler ënnerstëtzt.

Natierlech huet dat e staarken Impakt op d'Staatsfinanze gehat, mee wat hätt et eréischt kascht, wa mer net esou resolutt agegraff hätten!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Eng Austeritéitspolitik war weeder 2020 nach elo eng Optioun. Déi Léier hu mir allegueren aus der Finanz- a Wirtschaftskris aus de Joren 2008 an 2009 gezunn.

Mir sinn et anescht ugaange wéi bei der leschter grousser Kris. Mir sinn d'Suen net an d'Täsch vun de Leit siche gaangen. Anescht wéi eng viregt Regierung mat engem CSV-Premier an engem CSV-Finanzminister hu mir d'Leit net fir dës Kris bezuele



gelooss. Nee, mir hunn hinnen hir Suen an hir Kafkraaft gelooss. Eng Kris, fir déi d'Leit näischt konnten!

Mat der resolutter Interventioun vun der Regierung konnte mir d'Kontraktioun vun eisem PIB vun 1,8 % relativ gutt an de Grëff kréien. Domat si mer besser dervukomm wéi déi allermeeschte Staaten, déi an der Moyenne en Negativwuesstum vu 6 % haten.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Madamm Hansen, just esou niewebäi: Fir bei Äre Votte virdu vu Respekt ze schwätzen ... 6 vun 21 ...

**(Interruptions et brouhaha)**

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President, ech weess net, ob dat do ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Ech fueren ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- ... zum Ordre du jour passt. Mee ech hat am Ufank och net gezielt, wie present war, wéi et lassgoung.

■ **Une voix.**- Alleguer!

■ **Une autre voix.**- Mir waren alleguer, ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Bal alleguer.

■ **Plusieurs voix.**- Neen.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Kommt, mir fuere weider!

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Um zwou Auer war et nach relativ dënn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Also, wann Der en Arbitter braucht, ...

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Sou. De Projektionen, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- ... Madamm Hansen, wann Der en Arbitter braucht, ech schreide ganz gär an. De Sall war besser besat.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Den Här Wolter huet Zännwéi.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- De Projektionen no läit d'Croissance vun Lëtzebuurger PIB fir dëst Joer bei ronn 6 %. Och hei si mer e ganz gudder Schüler an der Europäescher Unioun. Dës Croissance dréit natierlech zu enger Verbesserung vun de Staatsfinanze bäi, wat mir besonnesch bei de Recetté feststelle konnten. Awer d'Nowéie vun der Pandemie, déi wäerten eis awer nach e puer Joer mat kräftegen Defiziter begleeden.

D'lescht Joer gouf et en Defizit vun 3,2 Milliarden Euro beim Zentralstaat. Et war och en aussergewöhnlecht Joer. Fir dëst Joer gesäit de Budget en Defizit vun ëmmerhin nach 1,4 Milliarde vir. Dat ass vläicht besser wéi de Solde, dee virgesi war, mee et ass net gutt. Dës Solde gëllt et elo progressiv ofzebauen, ouni eis laangfristeg Ziler aus den Aen ze verléieren.

De Wee zur Normalisatioun vun eise Staatsfinanzen, déi an de leschte Méint agetrueden ass, gëllt et elo mat roueger Hand ze begleeden. An et ass net de Moment fir onkontrolléiert Schëss aus der Héft. D'DP ass dofir ganz kloer géint Steuererhéijungen an och géint d'Aféierung vun enger Coronasteier.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- An dat aus e puer Grënn: Mir géifen domadder déi laang erhoffte Reprise nees direkt ofwiergen. Et war eng Brems fir eis Croissance a Géft fir eis Wirtschaft. All international Gremie roden eis och dovunner of, egal ob FMI oder Europäesch Kommissioun. Si wëllen de Betriber nees Loft fir ze ootme ginn, amplatz hiren Investitiounsspillraum duerch steierlech Belaaschtungen ze reduzéieren. An dréitens: Ech fannen et och net gutt, d'Betriber matzen an der Pandemie derzou ze incitéieren, hir Produktioun ëmzestellen, well et hei am Land u Material gefeelt huet, a se duerno steierlech ze belangen a se domat ze bestrofen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Dat si fir eis keng Krisegewinner, mee Betriber, déi Innovationskraaft gewisen hunn, fir sech a kierzter Zäit un eng Situatioun unzepassen an domadder och en Deel vun der Léisung waren.

Mir sinn aus dese Grënn der Meenung, dass d'Aféierung vun enger Coronasteier ganz kloer de falsche Wee an e falscht Signal wär.

Gradesou kloer soen ech awer och, dass et keng Steierentlaaschtung wäert zu deem Moment ginn. Och dat wär an deser Situatioun onverantwortlech. Jo, mir wollten eng zweet Steuerreform ëmsetzen, eng modern Steuerreform, déi de Realitéit vun der haiteger Zäit Rechnung dréit. Mir wollten d'Individualisatioun ëmsetzen, well mer der Meenung sinn, dass et dem Staat egal muss sinn, wéi ee leeft.

■ **Une voix.**- ... e grousse lertum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- An Ären Aen, jo. A mengen net! Egal, ob bestuet, gepacst, elengerzéiend, Wittmann, Wittfra, Jonggesell, dat muss dem Staat egal sinn. Dat bleift och weiderhin eis lwwerzeugung. D'Steierklasse mussen iergendwann ofgeschaaft

ginn. Mir kréie soss d'Ongerechtgekeiten, déi et an eisem Steiersystem gëtt, net aus der Welt geschaaft.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Eng déifgräifend Steuerreform ass also néideg, awer zu deem Zäitpunkt net méiglech. Mir brauchen e moderne Steiersystem, deen de Realitéit vun haut Rechnung dréit. Mir refuséieren awer ganz kloer, eng Steuerreform iwwer Scholden, also op d'Käschten an um Bockel vun den nächste Generationen ze finanzéieren.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Sech dat mussen agestoen, och dat gehéiert zu enger verantwortlecher Finanzpolitik.

■ **Une voix.**- Ganz richtig.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Mir waren 2019 gutt ënnerwee. Wann ech soe „mir“, da waren dat d'Demokratesch Partei, d'Kollege vun der LSAP an d'Kollege vun deene Grëngen. Mir haten eng ganz Rëtsch vu Proposen zesummedegroe fir een neie Steiersystem.

■ **Une voix.**- Gradesou gutt!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Eng ganz Rëtsch vu Proposen am Beräich Ëmwelt, am Beräich Logement, am Beräich Betriber, am Beräich Entlaaschtung vun de Familjen. Mir ware wierklech gutt ënnerwee. An et deet mer leed, dass mer op deem Wee net konnte weiderfuere, well du koum d'Pandemie. An déi stoung net am Koalitionsaccord.

D'Madamm Hansen huet et fäerdegruecht, déi ganz Stonn net ze drénken. Dat kréien ech net hin!

**(Brouhaha)**

Et ass nëmme Waasser.

**(Hilarité)**

D'Normalisatioun wäert nëmme da stattfanne kënnen, wa mir eiser Economie e previsibelt Ëmfeld bidden, dat Wuesstum schaaft. Eng gutt funktionéierend Wirtschaft schaaft Perspektive fir d'Leit a generéiert déi néideg Recetten, fir dës Kris ze verdauen an Investissementer an d'Zukunft ze tätigen. De Staat huet an de leschte Jore wichteg Investissementer gemaach. 2019 louchen d'Investissementer bei 2,7 Milliarden, 2020 covidbedéngt bei 3,5 Milliarden an 2021 bei 2,9 Milliarden.

Déi ordinär staatlech Investissementer sinn also an deene leschte Jore kontinuéierlech an d'Luucht gaangen. Dat ass och d'Viraussetzung, fir eist Land op d'Zukunft kënnen ze preparéieren. Besonnesch am Mëttelpunkt stinn d'Investissementer an Zesummenhang mam nationale Klima- an Energieplang an der Digitalisatioun. Eleng fir d'Ëmsetzung vum PNEC war fir d'Joer 2021 iwwer eng Milliard Euro virgesinn a fir d'Joer 2022 wäert dese Montant nach eng Kéier staark an d'Luucht goen.

Grouss Ustrengunge ginn och am Beräich Logement gemaach. Dat lescht Joer goufe ronn 100 Milliounen investéiert an d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum. An dese Montant wäert sech bis 2023 méi wéi verduebelen.

De Logementsproblem an de Grëff ze kréien, war, ass a bleift eng absolutt Prioritéit vun eisem politeschen Handeln. Mir mussen eis awer agestoen, dass d'Offer der Demande nach net nokënnn an dass mir d'Spekulatioun net genuch agedämmt kréien. An déi berüümt „baguette magique“, déi mer hei géife brauchen, déi hat bis elo keen heibannen an déi huet och keen heibannen.

D'Resultat kenne mer: D'Präisser sinn héich a si klamme weider! Nach virun der Summerpaus hu mer awer de Pacte Logement 2.0 gestëmmt. An heimat kënnn et zu engem Paradigmewissel, well Staat a Gemengen endlech an de Besëtz vu Bauland kommen an zum aneren Deel och méi dense gebaut wäert d'äerfe ginn. Déi öffentlech Hanhd schaaft notament mat Projete wéi Elmen, Wunne mat der Woltz an och Neischmelz zu Diddeleng eng méi grousse Offer fir abordabele Wunnraum. Iwwer 3.100 Logementer sinn iwwer dese Wee den Ament an der Realisatioun.

Och de Baulandvertrag, eng Ur-DP-Iddi, wäert derzou bäidroen, dass méi Terrain mobiliséiert ka ginn a soumat och méi Wunnengen entstoe kënnen. An der Vergaangenheet goufen Dausenden Hektar als Bauland ëmklasséiert, ouni de concernéierte Proprietäre virzeschreiwten, bis wéini se hiren Terrain misste bebaut hunn. Den Terrain louch also weider brooch. E läit vläicht souguer haut nach brooch. Dese Feeler solle mer, dese Feeler d'äerfe mer an d'Zukunft net nach eng Kéier maachen!

D'Regierung huet och d'lescht Joer steierlech Instrumenter ofgeschaaft, déi der Saach net dénglech waren. Laang ass driwwer geschwat ginn, mir hunn et d'lescht Joer zesummen an Ugrëff geholl. Ech denken notament an d'Abuse vun de FIS immobiliers, déi mam Budgetgesetz vum leschte Joer ofgeschaaft goufen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Et ass en Zesummespill vu ganz ville Mesuren, déi mëttelfristeg d'Präisspiral am Logement stoppe kënnen. Jo, ech soe bewosst mëttelfristeg. Mir all heibanne mussen agesinn, dass de Logementsproblem net iwwer Nuecht ze léisen ass.

De Premier huet gëschter weider wichteg Schrëtt annoncéiert, fir nach méi resolutt géint d'Logementskris virzegoen. Et ass de Beweis, dass des Regierung bereet ass a mat där néideger Determinatioun un de Problem erugeet, och wa verschidde Mesuren deem engen oder aneren net wäerte gefalen. De Logement d'äerf net weider en Ausgrenzungsfactor zu Lëtzebuerg sinn. Mir kënnen et net weider hinwuelen, dass ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg sech keng Wunneng méi kënnen leeschten an anerer bewosst Terrainen net bebauen an Immobilien eidel stoe loossen. D'DP stoung nach ëmmer ... a wäert och an Zukunft ëmmer fir d'Recht op Eegentum sinn an dat och verdeedegen. Wien awer an Zäite vun enger ganz ugespaanter Wunnengsmaartsituatioun bewosst - bewosst! - mat Wunnraum spekuléiert, wäert méi staark zur Verantwortung gezu ginn a sech un den Efforte vum Staat beedelege mussen.

D'DP begréisst dofir ausdrécklech d'Ukënnegung vun gëschter zur Grondsteuerreform an dem Schafe vun engem nationale Wunnengsregëster. Éischtens wäerte mer doduerch méi Bauland mobiliséiert kréien. An zweetens, d'Proprietäre vun net bebauten Terrainen an onbewunnte Wunnengen, déi wäerte mer derzou bréngen, hire Baitrag zur Léisung vum Logementsproblem ze leeschten.

Mat der zukünftiger Reform iwwert, ...

**(Interruption)**

Ech hunn lech net héieren. Mee ech sinn iwwerzeegt, Dir kommt nach eng Kéier drop zrëck.

Mat der zukünftiger Reform vum Gesetz iwwert de Bail à loyer gëtt fir Transparenz gesuergt. D'Loyere ginn effektiv plafonéiert, fir Abusen ze ënnerbannen. D'Locatairë ginn esou besser viru steigende Loyere geschützt.

Och an der Colocatioun - engem Sujet, fir deem d'DP sech schonn an de leschte Jore staark gemaach huet, fir zemoos deene Jonke bei der Wunnengs-sich ënnert d'Äerm ze gräifen - wäert nogebessert ginn an och e gesetzleche Kader geschaaft ginn, e legale Kader, fir Wunnengsgesellschaften ze stäerken, fir dass d'Locatairë an d'WG-Proprietäre kloer Virgaben iwwer hir Rechter an awer och hir Flichten hunn an esou och eng gréisser Offer u Wunnengsgesellschaft fir Jonker ka geschaaft ginn.

An dréitens: D'Annonce vun enger Reform vun de Logementshëllef ass fir déi betrafte Leit gradesou u Wichtigkeit. Hei wäerten, ënner anerem, d'Eligibilitätsplaffongen no uewen ugepasst ginn, fir der Präishausse vun de leschte Jore Rechnung ze droen.

Aus Erfahrung wësse mer awer och, dass d'Leit net ëmmer genee wëssen, wéi eng Hëllef dass se wierklech kënnen an Usproch huelen. Do kann een emol schonn den Duerchblëck verléieren. An ech sinn der Meenung, dass mer hei wierklech mussen eng geziilt Informatiounscampagne an deem Zesummenhang starten.

Här President, Krise riskéieren dacks, och de sozialen Zesummenhalt an engem Land op d'Spill ze setzen. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net geschitt. De Premier Xavier Bettel huet vun Ufank u gesot, et géif keen am Ree stoe gelooss ginn. An et ass net bei eidele Versprieche bliwwen. Nee, d'Regierung huet geliewert! Ech denken an éischer Linn un de Chômage partiel, deen Dausenden Aarbechtsplazen hei am Land gerett huet. De Finanzminister huet haut de Moien de Montant genannt. Bis zum Summer goufen iwwert déi ganz Period vun der Kris bal 1,2 Milliarde brutto debourséiert. Netto sinn dat ronn 800 Milliounen.

An der Majoritéit war ee sech der Situatioun vun deene méi klenge Schëllere bewosst. Aus deem Grond kruten d'Mindestlounbezéier och 100 % vun hirem Salaire kompenséiert. Während der Kris huet also kee mussen ënnert dem Mindestloun verdéngen.

Ech denken awer och un d'Erhéijung vun 2,8 % vum Mindestloun op den 1. Januar vun deem Joer. An natierlech hu mer begréisst, dass grad d'Betriber, déi am längsten ënnert deser Kris gelidden hunn, eng finanziell Hëllef vu 500 Euro pro Salarié kritt hunn, fir se an dese Krisenzäiten ze stäipen. Dobäi koum nach déi réckwierkend Verduebelung vun der Allocation de vie chère fir d'Joer 2020 an och déi dauerhaft Erhéijung ëm 10 %. Dat waren alles Mesuren, déi am Kontext vun der Coronakris ëmgesat goufen. Et huet een deene Schwächsten an eiser Gesellschaft domadder massiv ënnert d'Äerm gegräift.

Ma och scho virun der Kris war déi sozial Gerechtegkeet eent vun de Leitmotiver vun eiser Koalitioun. D'Steierreform vun 2017 mat Steiererlichterung fir Kleng- a Mëttelverdänger, den neie REVIS, gratis Schoulbicher am Secondaire, de gratis ëf-

fentlechen Transport, 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, d'Subvention loyer, d'Mindestlounerhéijung vun 100 Euro netto am Joer 2019, dat sinn, wéi gesot, alles Mesuren, déi des Koalitioun an de leschte Joren ëmgesat huet. Déi sozial Gerechtegkeet stoung dobäi fir eis ëmmer am Vierdergrond. Do brauche mir eis wierklech net ze verstopen. Et gouf vill gemaach, fir deene sozial méi schwache Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen. An dat ass och gutt esou!

Här President, ech hu virdu gesot, firwat mir am Moment, an ech betoune ganz kloer „am Moment“, keng Steuerreform ëmsetze kënnen. Heescht dat, dass mir de Kampf géint déi sozial Ongläicheeten opgin a stoe bliewen? Op guer kee Fall! Fir eis ass d'Striewen no méi sozialer Gerechtegkeet nämlech e stännege Prozess. Dofir gëtt nogeluecht. An de Premier huet gëschter eng ganz Rei vu Mesuren annoncéiert, déi zäitno kënnen ëmgesat ginn an eng wichteg Hëllef si fir Familje mat Kanner a ganz besonnesch fir elengerzéiend Elteren.

Wat sinn des Mesuren? Esou, wéi et am Koalitionsaccord virgesi war, gëtt d'Kannergeld ab dem 1. Januar 2021 (veuillez lire: 2022) erëm indexéiert. Dat sollt fir d'Enn vun der Legislaturperiod gemaach ginn. Mir zéien dat elo vir, an dat ass och gutt esou. A mir begrëissen als DP-Fraktioun och, dass déi lescht Indextranche, déi jo den 1. Oktober gefall ass, hei an d'Berechnung mat afléisst. Dat heescht, déi dräi Méint Oktober, November an Dezember wäerten och den 1. Januar bei d'Kannergeld da matagerecht ginn.

No der réckwierkender Verduebelung vun der Allocation de vie chère an och der Erhéijung ëm 10 % gëtt dëst Joer d'Deierechtszoulag op den 1. Januar ëm 200 Euro gehéicht. D'Allocation de vie chère kënnn deenen zegutt, déi se wierklech am meeschte brauchen.

Eng weider Annonce betrëfft eis Schüler. A Zukunft huet all Kand d'Méiglechkeet, egal wéi grousse de Portmonni vun den Elteren ass, an der Mëttespaus eng waarm a gesond Moolzecht zou sech ze huelen. Dat ass keng Fro vu finanzielle Mëttele vun den Elteren, mee dat ass ganz kloer eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet. Bei engem Kand am Lycée, dat all Dag an der Schoul ësst, kann do iwwert d'Joer e Montant vun 846 Euro zesummekommen. An ech muss lech soen: Ech si frou iwwert déi Mesure! Well ech gesinn och bei eis an der Geme, dass et Kanner gëtt, déi an d'Kantin ginn, si kréien eng waarm Moolzecht, si kréien eng gesond Moolzecht mat regionalen, saisonale Produite vun eise Baueren a Geméisbaueren. An anerer kommen aus dem Supermarché erausgetréppelt an déi hu sech eng Chips an eng Red Bull kauft. Dat ass wierklech net dat, wat mer eis virstellen ënner gesonder Ernährung! An ech si frou, dass de Portmonni vun den Elteren elo keen Hindernis méi wäert sinn, dass d'Kanner eng gesond Moolzecht mëttes solle kréien.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Här President, d'Reindexéierung vum Kannergeld, d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère ëm 200 Euro, d'gratis Mëttespaus fir d'Kanner vu Familje mat klengem a mëttlerem Akommes, dese Pak aus Geld a Saachleeschungen wäert séier kënnen ëmgesat ginn a genau do ukommen, wou en och gebraucht gëtt. Do dernieft wäert d'Maison relais ab 2022 an de Schoulwoche gratis ginn an och d'Hausaufgabenhëllef wäert flächendeckend gratis ugebuede ginn. Dës Koalitioun aus DP, LSAP an aus deene Grënge spënnn hire sozial-liberale Fuedem also konsequent weider, an dat ass och gutt esou.

Weiderfuere maache mir och mat ambitiësen Investitiounen am Senioreberäich. Et gëtt konsequent an de Bau respektiv d'Renovatioun vun neien Alters- a Fleegeheimer investéiert. Ech zielen der just e puer op: Den Thillebiurg fir 2022, de Lauterbann 2023, de Roude Fiels, déi ginn duerch fuschnei Gebaier ersat. Aner Maison-de-soine ginn an den nächste Jore renovéiert a moderniséiert, fir dass si deenen héchste Qualitätsstandarden entsprechen. Am Ganzen huet de Familjeminstère Projete an Héicht vun iwwer 600 Milliounen Euro geplangt.

D'Zil ass kloer: Mir wëllen eisen eelere Matmënschen déi héchste Liwensqualitéit an den Haiser offréieren. Dat geet vun der Infrastruktur bis hin zur Qualitéit vun de Leeschtungen.

Mat der Reform vum Accueil gérontologique wäerte mir et all eelerer Persoun erméiglechen, op des Qualitéitsoffer zrëckzegräifen. D'Familjeminstesch Corinne Cahen huet d'Upassung vum ASFT-Gesetz op den Instanzwee geschéckt. Nieft der Qualitéit wäerte mir hei och eng méi grousse Präistransparenz kréien. All Haus wäert zum Beispill mussen e Qualitéitsmanagementsystem en place setze mat klaren Indicateuren.

D'Regierung huet am September nach emol Amendementer zu deem Projet geholl, och fir de Léiere Rechnung ze droen, déi aus der Pandemie am Senioreberäich ze zéie sinn. Do spillt natierlech d'Hy-



giène eng Roll, mee awer och d'Ofweien tëschent Fräiheet a Sécherheet. A ganz besonnesch, wéi mer domadder ëmginn!

Mir wollte bei der zweeter Well déi eeler Leit net méi späeren. Dat hätt zu enger Vereinsamung vun de Leit gefouert. Hiert mentaalt Wuelbefannen hätt dorënner massiv gelidden. En Altersheim därer ni e Prisong sinn! Et ass de Bewunner hiert Doheem, eng Plaz, wou se sech solle wuelspieren a wou se sech fräi beweegen sollen.

D'Pandemie huet eis awer virun Ae gefouert, wéi sensibel dës Froe ronderëm Fräiheet a Sécherheet sinn. Et ass dofir och gutt, dass mer Léieren zéien an d'Texter upassen. Iwwert d'Amendement kritt den Eethikrot, dee souwisou scho virgesi war, e ganz prezise Kader a ganz prezis Missiounen. Hie soll an Zukunft kënnen vum Personal a vun de Residente selwer oder hire Famille saiséiert gi mat eethesche Froen a Froen, wou et ëm déi fundamental Mënscherechter geet. D'Roll vum Eethikrot als Ulafstell gëtt also gestärkt.

D'Thema vun der Gesondheet wäert eis natierlech och no der Kris nach beschäftegen. Fir eis ass et eng absolut Prioritéit. Lëtzebuerg brauch en nach méi effikassen a gerechte Gesondheetssystem, virun allem och, fir déi ländlech Regiounen am Land ofzedeecken. Mir mussen eis Léieren aus der Kris zéien a kucken, wou mir nach net esou gutt opgestallt sinn. Dat geet vum Material bis hin zum Personal.

Duerch eis medezinnesch Demografie wäerte mir an den nächste Joren d'Erausforderungen un eist Gesondheitswiese mussen unheulen. An et gëllt, fir elo d'Weichen ze stellen. D'Demokratesch Partei begréisst, dass déi vum Gesondheitssecteur laang erhoffte Reform vun der Formatioun vun de Gesondheits- a Fleegeberuffer endlech op de Leescht geholl gëtt. De Parcours gëtt méi progressiv a kohärent gestalt a wäert net nëmme vill Qualifikationsniveau offrieren, mee duerch Passerellen och méi flexibel ginn.

Op der Uni Lëtzebuerg an an enker Zesummenaarbecht mam LTPS ginn ab 2023 aacht nei Bacheloren ugebueden, vum Infirmier an der allgemenger Flegg iwwert den techneschen Assistent iwwert d'Radiologie bis hin zur Hiewan. 2028 gëtt dann analyséiert, ob nach weider Profiler, zum Beispill e Master fir Infirmieren, ugebuede kënnen ginn.

Den Educationminister Claude Meisch huet absolut Recht, wann hie seet, dass d'Reform vun der Ausbildung vun de Gesondheitsberuffer e wichtige qualitativen Invest fir de gesamte Gesondheitssecteur ass. D'Pandemie huet eis an de leschten Méint schliisslech méi wéi däitlech virun Ae gefouert, wéi essenziell d'Leit fir eis Gesellschaft sinn, déi sech fir e Gesondheits- oder e Fleegebruff decidieren. An ech wëll hinne vun dëser Plaz nach eng Kéier alleguerten e ganz grouse Merci soe fir deen immensen Asaz, dee se während der Pandemie gewisen hunn.

Et sinn awer och Beruffer, déi charakterlech net nëmme en héicht Mooss un Hëllefserbereitschaft viraussetzen, mee och kierperlech a mental vill Ausdauer verlaangen. Dës Beruffer kënnen onheemlech erfëllend sinn, awer och belasschend. An de leschte Joren hu sech leider ëmmer manner Jonker hei am Land derfir decidéiert, eng Formatioun als Infirmier, Aide-soignant oder als Hiewan ofzeschléissen. Et ass elo de Moment, fir dem Personalmangel, dee sech an Zukunft am Gesondheitssecteur ofspigelt, entgéintzewierken. D'Reform vun der Formatioun ass e Schlësselement, dat zur Revalorisation vun dëser Beruffer bäidroen wäert, fir dass sech nees méi Jonker fir dës wonnerbar Beruffer begeeschten.

Am Kader vu menger Interpellatioun d'lescht Joer ass däitlech ginn, dass Lëtzebuerg nach weider Efforte muss maachen am Beräich vun der mentaler Gesondheet. Dat geet och aus engem rezente Unicef-Rapport ervir. Aus Schätzung geet ervir, dass weltwäit all siwent Kand tëschent 10 an 19 Joer mat diagnostizéierter psychescher Beantrachtungen oder Stéierung wéi Angschtzustänn, Depressiounen oder Verhalensopfällegeete leeft. Ech hoffe wierklech, dass d'Negociatiounen tëschent der CNS an de Psychotherapeuten iwwert de Remboursement endlech, endlech op en Enn kommen! D'Seancé gi méi gebraucht wéi jee. Dobäi ass d'Penurie u spezialiséiertem Personal an der Medezinn an der Psychiatrie, an der Pedopsychiatrie an an der Neuropsychiatrie alarmant! Mir mussen hei weider Efforte maachen.

Zur Bildung: Virun engem knappe Mount huet d'Schoul nees ugefaangen. Et war eng Rentrée, déi am Zeeche stoung vun der gréisstméiglecher Normalitéit, ouni Masken. An d'Freed doriwier, déi konnt een de Kanner am Gesichts ofliesen. Och d'Kanner hunn an dëser Pandemie op viles mussen verzichten, fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen. An hire Bättrag kënn am effentlechen Debat vläicht heiansdo ze kuerz.

D'Regierung huet alles gemaach, fir trotz den Ëmstänn de Kanner hiert Recht op Bildung oprechtze-

erhalen. Maximal Chancé fir d'Bildung, minimal Chancé fir de Virus, dat war vun Ufank un d'Devis.

Nieft dem Homeschooling ass et awer virun allem dem Engagement vun alle Schoulacturen ze verdanken, dass aus der Coronakris zu Lëtzebuerg keng Bildungskris ginn ass. D'Schüler, d'Enseignanten, dat sozioedukatiivt Personal an d'Elteren, jiddwereen huet matugepak, fir aus dëser schwiereger Situatioun dat Beschtméiglecht ze maachen. Jiddereen war sech senger Verantwortung géintiwwer deene Jonke bewosst.

Haut kann ee soen, dass dee kollektiven Effort sech gelount huet. Dat huet sech an de leschte Resultater vun den Épreuves standardisées gewisen. Anescht wéi een et hätt kënnen denken, ass wéinst der aussergewöhnlecher Situatioun keen negativen Trend bei de Resultater ze erkenne gewiescht. Eise Schoulsystem war also resilient.

Et wär awer naiv ze mengen, dass all Kand gläichermooße gutt duerch déi Kris komm wär. Dat ass nämlech nach laang net de Fall. Mir mussen verhéieren, dass d'Schüler, déi duerch d'Covidpandemie Léierretarden accumuliert hunn, déi weider duerch hir Schoulkarriär matschleefen. Och dat ass eng Fro vu Chancen- a Bildungsgerechtegkeet.

Schonn d'lescht Joer gouf op Initiativ vum Minister d'Summerschool an d'Liewe geruff. Dat war d'lescht Joer schonn e grouse Succès. An dëst Joer hunn net manner wéi 7.000 Schüler vun dëser Offer Gebrauch gemaach, fir Inhalter ze widderhuelen a fir esou gutt op d'Schoulentrée preparéiert ze sinn.

Als DP begréisst mer dat, an dass dat och soll an den nächste Jore weidergefouert ginn, grad awer och wéi d'Ukënnegung vun engem landeswäite Konzept fir gratis Hausaufgabenhëllef.

Nach laang net all Kand huet d'Chance, fir doheem e Papp oder eng Mamm ze hunn, déi niewent em setzen, oder vläicht e Bopi an eng Bomi ze hunn, déi niewent em setzen, wann et aus der Schoul kënn, fir d'Hausaufgaben ze maachen, fir d'Rechnungen nozekucken, fir d'Vebesserungen ze maachen oder fir d'Vokabelen opzefroen. Ech sinn derunner iwwerzeugt, dass déi national ugeluechten Hausaufgabenhëllef nach eng Kéier zu méi Chancégläichheet an eise Bildungswiese wäert féieren.

Mir brauchen eng Schoul, déi d'sozial Ongläichheeten am jéngsten Alter opfängt, amplaz se ze verdréien. An aus deem Grund ass och déi méisprocheg Fréiferderung an d'Liewe geruff ginn. Déi gratis Betreuer vun 20 Stonnen d'Woch ass eng substanzuell Entlaaschtung, vun där vill Elteren hei am Land profitieren. Et ass och eng Qualitéitsoffer. Ab nächster Rentrée wäerten, wéi ugekënnegt, d'Maison-relais während de Schoulwoche fir d'Kanner gratis sinn. D'Qualitéitsoffer gëtt also an deem Secteur weider ausgebaut. Besonnesch fir elengerezéien Elteren, awer och Elteren, déi zu zwee schaffe ginn, ass d'Gratuitéit vun der Maison relais vu grousem Nutzen an et wäert si finanziell nohaltig weesentlech entlaaschten.

Och d'Musekschoule sinn e wichtige Pilier vun eiser Bildungslandschaft. Iwwert déi lescht Jore goufe verschidde Mesuren ausgeschafft, fir d'Qualitéit an d'Accessibilitéit vum Musekterrecht ze verbessern, de Stellwäert vun der Musek ze stäerken an d'Zesummenaarbecht tëschent de Musekschoulen an de Bildungs- a Kannerbetreuerstrukturen ze vereinfachen. All Kand an all Jugendleche soll an Zukunft d'Méiglechkeet kréien, fir an eng Musekschoul kënnen ze goen. Dat hu mer an eise Walprogramm gefuerdert. Mir setzen et elo ëm. Och dat soll näischt ze dinn hu mam Portmonni vun den Elteren, an och dat ass eng Mesure, déi zu méi sozialer Gerechtegkeet bäidréit.

D'Schoul steet am Déngecht vun de Leit a vun der Gesellschaft a si muss sech ëmmer nees upassen. Do sinn ech mat der Madamm Hansen averstanen. Mir setzen dofir op eng Schouloffer, déi der Villfalt vun de Schüler an de Besoinen aus dem 21. Joerhonnert entsprécht. Stéchwuert: Diversifikatioun vun der Schouloffer. Och dës Rentrée koumen nees nei innovativ Sektoren a Schoulfächer derbäi. Fir d'Rentrée 2022/2023 wäert eng weider effentlech Europaschoul an der Stad opgoen. Mir fueren also op deem Wee weider. D'Diversifikatioun vun der effentlecher Schoul stäerkt déi effentlech Schoul.

Här President, d'Schoul kann d'Talenter vun deene Jonken awer just féerden, wa se och wierklech an d'Schoul ginn. Am leschte Schouljoer hu ronn 700 Schüler ënner 18 Joer hir Ausbildung ofgebrach. Och wann d'Zuele licht réckleefeg sinn, ass dat dach awer extreem beonrougend. Et kann ee sech elo froen, wat d'Eropsetze vun der Schoulpflicht bis 18 Joer bréngt, wann d'Schüler der Schoul wëllen de Réck dréien oder fir sech keng Plaz méi an der Schoul gesinn. Et geet och net drëms, fir si an de classeschen Unterrecht ze drécken, hannert d'Bänk ze setzen a se einfach am Unterrecht ze halen, bis se 18 Joer hunn, besonnesch, wann déi Jonk do fir sech keng Plaz méi gesinn.

D'Eropsetze vum schoulpflichtegen Alter eleng geet net duer. Mir mussen gläichzäitig alternativ Léier-

plazen a Formatiounen ubidden, wou déi Jonk op hir Besoinen zugeschniddene Offere fannen. Mir mussen Plaze schafen, wou déi Jonk weider kënnen wuessen. Esou Plaze gëtt et schonn am Land. Ech denken do un d'Centres d'orientation socio-professionnelle. Et geet elo drëms, fir eng méi flächendeckend Offer vun esou Strukturen unzubidden, fir deene Jonken nach iwwer zwee Joer eppes mat op de Wee ze ginn, wat hinne wierklech an der Aarbechtswelt herno weiderhëllef. D'Zil wär et schonn, dass se no deenen zwee Joer kéinten e CCP maachen.

Dat ass ëmsou méi wichtig, well mer wëssen, a mir hunn alleguerten d'Zuelen dës Woch héieren, dass ëmmer méi qualifizéiert Aarbechtspolze gesicht ginn.

Eis Aarbechtswelt ass och am Wandel. D'Coronakris huet déi ganz Transformatioun nach eng Kéier massiv acceleréiert. D'Gewonnechten, d'Besoinen an d'Erwaardungen hu sech geännert, an och de lafende Prozess vun der Digitalisatioun krut nach eng Kéier en anstännege Boost. Videokonferenzen, Homeoffice, QR-Coden, d'Menüskaarten um Handy liesen, alles dat ass mëttlerweil selbstverständlech ginn. Eis Gesellschaft huet duerch oder wéinst der Kris e risege Sprong am Gebrauch vun den neien Technologie gemaach. A ville Beräicher war dat digitaalt déi eenzeg Méiglechkeet, fir den Infektiounsrisiko ze minimieren, déi eenzeg Méiglechkeet, fir mateneen a Kontakt ze bleiwen, déi eenzeg Méiglechkeet, fir de Betrib um Lafen ze halen. Den Notze vun den digitalen Hëllefsmittelen ass op eemol spierbar ginn. D'Potenzial vun der Digitalisatioun ass fir d'Wirtschaft enorm, besonnesch fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg. D'Digitalisatioun dréit derzou bäi, eise Standuert weider ze stäerken, ze diversifizieren an Nischen opzebauen. Do si mer um gudden Wee.

Mir dierfen awer och net déi Leit vergiessen, déi sech manner gutt an der digitaler Welt erëmfannen. Leit, déi hir digital Repère nach sichen. Dat mussen net onbedéngt eeler Matmënsche sinn. Ech hunn e ganz gudden Kolleg a mengem Alter, dee scho virun 20 Joer gesot huet, e géif mat der Informatik net eens ginn an et géif en och net interessieren. Deen huet sech och zanterhier kaum nach hannert e Computer gesat. An där Beispiller gëtt et bestëmmt nach. Déi Leit riskieren natierlech, um Aarbechtsmarché iergendwann komplett d'Schlappen ze verléieren.

Ëmsou méi wichtig ass et, dass d'Regierung sech där Saach mat engem neien Aktionsplang ugeholl huet. De Minister Marc Hansen huet dëse Plang rezent virgestallt an deen dréit ronderëm dräi Achsen. Esou soll déi digital Inklusioun vun alle Bierger a Biergerinne geförder ginn. Dëse Plang gesäit Initiative vir, fir den Accès zum Digitalen ze erlichten, Vertrauen an déi nei Technologien ze schafen an digital Kompetenzen ze stäerken. D'Zil muss et sinn, dass jiddwereen en Nutzen aus der Digitalisatioun kann zéien an dass kee sech ofgehaange spiert.

Här President, während d'Welt dobaussen an och d'Aarbechtswelt ëmmer méi séier ze dréie schéngt, gëtt et awer vill Leit, déi sech privat eng Entschleunigung wënschen. De Wonsch no enger gudder Work-Life-Balance gëtt ëmmer méi grouss, an d'Regierung ass déi lescht Joren dësem Wonsch no komm. D'Reform vun Congé parental zum Beispill ass e grouse Succès, a mir sinn de Moment op deem Punkt, wou gradesou vill Papp wéi Mammen de Congé de parental huelen. Dat erméiglecht also net nëmme, méi Zäit mat sengen eegene Kanner ze verbréngen, mee et huet och derzou gefouert, dass mer déi classesch Rolleverdeeler hannert eis gelooss hunn. An Zukunft wäerten och Elteren zousätzlech belount ginn, déi zu zwee de Congé parental huelen. Et soll e weideren Ureiz sinn, fir dass béid Elterendeeler méi Zäit mat hire Kanner verbréngen.

Bei der Work-Life-Balance denke mir natierlech och un den Teletavail. Vill Betriber a Leit hunn aus der Nout eraus d'Potenzial vum Teletavail entdeckt. D'Virdeeler leien op der Hand: D'Leit spueren virun allem Zäit, Liewenzäit, déi se net am Auto oder am Bus setzen, mee déi se kënnen fir sennvoll Saache benotzen: fir hir Famill, fir hir Hobbyen, fir hir Frënn. Fir dass den Teletavail awer och fir jiddwereen no der Kris weiderhin attraktiv bleift, wëlle mir als DP dëst Instrument zousätzlech féerden. Dat ass och esou am Klimaplang festgehal ginn. Déi steierlech Ofkommisse mat Frankräich, Belsch a mat Däitschland sinn alleguerte bis un d'Enn vum Joer verlängert ginn. Déi däitsch Frontalieren hunn am Moment 19 Deeg Teletavail zegutt, déi franséisch 29 an déi belsch 24, mee ab 2022 kënnen eis belsch Nopere souguer 34 Deeg vun doheem aus schaffen.

#### (Interruption)

De Choix, op den Teletavail zréckzegräifen, soll awer jiddwerengem selwer iwwerlooss sinn. Et ass wichtig, dat ze ënnersträchen. Et gëtt kee gezwongen, vun doheem aus ze schaffen. Et gëtt Mënschen, déi brauchen nämlech all Dag de soziale

Kontakt, an déi wëllen deen och net mëssen. Déi Leit sollen och weider kënnen all Dag op de Büro fueren, op de Büro oder op dezentral Bürosflächen. Dat ass d'lddi vun de sougenannte „Coworking-spaces“, déi mir als DP och weiderhi wëllen ausbauen. Esou Coworkingspaces, also Büros, déi vu méi Betriber kënnen benotzt ginn, beliewen a stäerken net nëmme de ländleche Raum an d'Regioun, mee si droen och virun allem zu enger besserer Liewensqualität vun de Leit bäi. Zudeem bleibt de soziale Kontakt mat de Kolleegen um Büro bestoen.

D'DP ënnerstëtz d'Bestriewung vun der Regierung jiddefalls doranner, fir de Leit am Kader vun neien Aarbechtzäitmodeller méi Flexibilitéit a méi Zäit ze ginn. Dozou gehéiert och d'Annonce vum Recht op Deelzäit. Dat wäert de Leit erlaben, eng Zäitchen op der Aarbecht méi kuerz ze trieden, ouni mussen Pensiounsrechter anzehéissen. De Staat wäert fir si en Deel vun de Cotisatiounen iwwerhuelen. Et ass also eng Win-win-Situatioun. D'Leit kënnen sech stonneweis anescht verwicklechen, ouni mussen ze fäerten, dass dat op d'Käschte vun hire Pensiounsrechter geet.

De Wonsch no Flexibilitéit an no Auszäite passt net méi bei de rigiden Nine-to-five-Aarbechtsmodell, also vu mueres néng bis mëttes fënnf. D'DP wëllt dofir scho laang méi Flexibilitéit bei der Aarbechtzäitgestaltung. Eis rigid Modeller entsprechen net méi wierklech de Virstellungen an de Besoinen vun de Leit dobaussen. Mir wëllen, dass d'Aarbechtzäiten individuell tëschent dem Salaré an dem Employeur kënnen ausgehandelt ginn. Dat stäerkt gläichzäitig de Sozialdialog an de Betriber. D'Regelung vun der maximaler Aarbechtzäit den Dag an d'Woch soll dobäi natierlech bestoe bleiwen, grad ewéi och d'Zouschléi fir d'Sonndeger a fir d'Feierdeeg.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen op d'Wirtschaft an op d'Finanzplaz ze schwätzen. Do wäert mäi Fraktiounskolleg, den André Bauler, muer de Moien natierlech nach emol noleeën.

D'Weltwirtschaft gouf onerwaart vun der Coronapandemie getraff. Während Woche louche quasi ganz Secteure brooch. Fabriken hu mussen ophalen ze produzieren, well d'Leit hu mussen doheem bleiwen oder well se einfach keng Matière-première méi haten. D'Konsequenzen dovunner sinn nach bis haut spierbar! Kee wousst, wéi laang déi Situatioun géif daueren a wéi grouss den Impakt op d'Ekonomie wär. Vill Secteuren hunn dofir hir Produktioun erofgeschrafft, well se net wollten hir Hale voller Produite stoen hunn, déi kee brauch.

Mee d'Ekonomie huet erëm méi séier ugezunn, wéi dat ze erwaarde war. Leider hunn awer wichtig Materialie gefeelt, fir d'Relance ze begleeden. Holz, Glas, Faarwen, Baumaterialie wéi Stol, Isolatiounsmaterialien, Bëton, awer och elektronesch Compositanten a Kabele si rar ginn. D'Konsequenz war, dass d'Präisser wéinst der Penurie op dësen Artikel weltwäit massiv an d'Luucht geschoss sinn.

Dee Phenomeen hu mer leider och hei zu Lëtzebuerg ze spiere kritt. An et wäert nach e puer Méint daueren, bis sech déi Situatioun erëm normaliséiert huet.

Et ass virun ugeklungen - ganz richtig, et ass kee Geheimnis -, dass d'Lëtzeburger Ekonomie lagement vun eiser Finanzplaz gedroe gëtt. Iwwer 55.000 Leit schaffen all Dag an deem Secteur. An dofir kann ee soen: Wann et der Finanzplaz gutt geet, da geet et och dem Lëtzeburger Land gutt.

An dofir kann een och zu Recht soen, dass dëse Secteur e ganz grouse Meritt drun huet, dass Lëtzebuerg während der Pandemie mat engem bloen A dervukomm ass. Jo, d'Recetté sinn 2020 stark erofgaangen, mee hätte mer d'Finanzplaz net gehat, déi, trotz Lockdown an Teletavail, awer nach produktiv war, da wär d'Situatioun an eise Staatsbudget eng ganz aner a vill méi dramatesch gewiescht.

■ **Une voix.** - Dat ass wouer.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Och wa mer frou sinn, dass d'Finanzplaz eis e bëssen duerch d'Kris gerett huet, esouguer méi wéi nëmme e bëssen, mee ganz vill duerch d'Kris gerett huet, esou soll dat awer net heeschen, dass mir eis Efforten, fir eis Ekonomie weider ze diversifizieren, solle fale loosse. Bien au contraire! D'DP ass der Meinung, dass mer weiderhin och eng Industrie zu Lëtzebuerg brauchen, déi héich qualitativ Produiten a Servicer ubitt, ob dat fir d'Autosindustrie ass zum Beispill, fir d'Biomedezinn oder och an der Fuerschung. D'Industrie an eis Wirtschaft am méi breede Sënn wäerten an Zukunft méi effizient mat Ressourcen ëmgoe mussen.

Wichtig hiewelen an dësem Zesammenhang sinn d'Innovatioun an d'Digitalisatioun, mee awer och d'Förderung vun der Kreeslafwirtschaft. Vill Potenzial gëtt et hei beispillsweis am Bausector. Mir sinn haut an enger Situatioun, wou Camionen duerch d'Land fueren, fir mussen hire Bauschutt ze entsuergen. Domat ass weeder dem Klima nach dem Logement gehollef. An Zukunft mussen mer ku-



cken, dass mer hei op der Plaz, lokal a regional, Baumaterialie kënnen recycléieren, Baumaterialien nach eng Kéier kënnen verwuerden an déi Baumaterialien nees fir d'Konstruktioun genotzt ginn.

■ **M. André Bauler (DP)**. - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - D'Attraktivitéit vun eisem Standuert muss och an Zukunft gesécher sinn. Jo, mir brauche weider nei Entrepreneuren, déi sech hei usidelen. Si schafen Aarbechtsplazen an droen esou nohaltege zum Räichtum vun eisem Land bäi. Si mussen an Zukunft an d'Konzept vun engem nohaltege Wuesstum passen an och an de Kader vun eiser Diversifikatiounsstrategie.

Entrepreneuren, déi interesséiert sinn, fir sech zu Lëtzebuerg niddereeloossen, déi mussen d'Konditiounen vun der Stee vun Ufank u kennen. Si dierfe keng falsch Hoffnungen gemaach kréien an och net en cours de route Steng an de Wee geluecht kréien. Wann ee bis d'Pabeieren an d'Autorisatiounen beieenen huet, wann een de Go vun de Verwaltungen huet, da muss de Bagger kënnen rullen an da muss de Projet och kënnen ëmgesat ginn.

Planungssécherheet ass fir Lëtzebuerg e Standuertfacteur, deen een net ënnerschätzen dierf!

■ **Une voix**. - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - Zum Mëttelstand: Fir eis sëlleg Kleng- a Mëttelbetriber war d'Covidkris eng grouss Erausforderung, en Iwwerliewenstest. Besonnesch d'Secteur vun der Horeca, dem Evènementiel, der Kultur, dem Tourismus hate vun haut op muer kee Client méi. Dofir war et wichteg, dass de Staat hinne mat Hëllef zur Säit stoung. D'Regierung huet Bähëllef fir d'Betriber opgestallt.

Verschidde vun den Hëlfelefen hu sech u Betriber queesch aus alle Secteuren, déi vun der Pandemie impaktéiert goufen, gerichtet, anerer si spezifesch fir déi Betriber a Secteuren ausgerichtet ginn, déi am stärkste betraff waren. Et war keng einfach Zäit, an et huet misse séier gehandelt ginn.

An dofir wëll ech hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir mengem Frënd, dem Mëttelstandsminister Lex Delles a senger ganzer Ekip, e ganz, ganz spezielle Merci auszusprechen. Hien a seng Servicer hu misse vun haut op muer en Hëllefspak op d'Bee stellen an duerno och kucken, dass d'Suen esou séier wéi méiglech op de Konte vun de betraffene Betriber gelangt sinn. De Lex Delles ass haut nach stänneg ënnerwee, am stänneg Kontakt mat de Betriber aus deene verschiddene Secteuren, e lauschtert hinnen no. An dofir goufen d'Hëlfelefen och reegelméisseg an déi nei Situatiounen vun deene verschiddene Betriber ugepasst. Dat war och de Lëtzebuurger Wee!

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **Une voix**. - Ganz gutt!

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - Flexibel Bähëlfelefen, déi besonnesch deene sollten zeguttkommen, déi et am néidegste gebraucht hunn. Mir hunn och d'Independanten net am Ree stoe gelooss. Wann een déi éischt, zweet an drëtt Direktëllefen fir d'Independanten zesummenzielt, esou goufen am Ganzen 11.475 Dossiere validéiert an iwwer 34 Milliounen Euro doropshin ausbezuelt.

D'Coronakris huet eis och eppes aneres virun Ae gefouert: D'Independanten hunn a Krisensituatiounen net déi selwecht Rechter wéi Salarieën, obwuel si cotiséieren an dat gläich zweemol. Si hunn zum Beispill kee Recht op de Chômage partiel, wann, wéi d'lescht Joer, d'Regierung e Lockdown verhängt a jiddweree muss doheemleiwien. D'DP ass der Meinung, dass dës Ongerechtegkeet och muss aus der Welt geschafft ginn. A mir mengen, dass et absolut néideg ass, de Statut vun Independant op de Leescht ze huelen.

Am Kader vun der Interpellatioun vu menger Fraktiounskolleegin, dem Carole Hartmann, iwwert de Statut vun Independant wäerte mer d'Geleeënheet hunn, fir dese Sujet ze verdeiwien.

Här President, selbstänneg sinn och eis Baueren, eis Wënzer, eis Geméisbaueren, eis Uebstbaueren. A si hu während der Pandemie richtduerch weidergeschafft, well si liwweren eis dat Wichtigst, wat de Mënsch brauch, fir ze iwwerliewen, nämlech gesond an nohaltege Liewensmëttel. A mir musse kucken, dass och si zu hirem kommen.

Och wann d'Lëtzebuurger Land während dem Lockdown eis regional Produiten erëm e bësse méi schätze geléiert huet, ass d'Situatioun an der Landwirtschaft nach laang net roseg. De Präis, deen de Bauer fir seng Produite kritt, ass a ville Secteuren ze niddreg, fir kënnen gutt dovunner ze liewen. Am Schwéngssektor ass et besonnesch dramatesch.

D'Bauere sinn also nach ëmmer ofhängeg vu Subsidien, déi si kréien, fir aartgerecht an nohaltege Liewensmëttel hei zu Lëtzebuerg hierzestellen. A mir wëllen, dass och weiderhi Liewensmëttel bei eis am Land produzéiert ginn.

Well et ass net flott, wann een ofhängeg ass vun den Importer! Wann e Containerschëff am Suezkanal hänkebleift oder wann een déi eidel Regaler an

England kuckt, da gesäit een, wat fir eng Situatiounen och kéinten hei zu Lëtzebuerg op een zoukommen. Dat nächst Agrargesetz bréngt manner Bürokratie a méi Ennerstëtzung fir d'Baueren an d'Wënzer mat sech. Eis Bauere brauche Planungssécherheet, mee si brauchen awer och de Respekt. Si brauchen de Respekt vun der Gesellschaft.

Oft gëtt, zu Onrecht, mam Fanger op si gewisen. Dat hu si net verdéngt! Eis Bauere behandelen hiert Véi an och hire Buedem mat vill Léift, well si ass hir Liewensgrundlag. Lëtzebuerg huet fréizäiteg de Glyphosat verbueden, an eis Bauere sinn och bereet, weider Efforten ze maachen, fir beim Klimaschutz matzehliefen.

Si sinn net en Deel vun dem Problem, mee si sinn en Deel vun der Léisung. Also kommt, loosst eis si och mam néidege Respekt behandelen, well mir si frou, dass mir all Dag frësch, lokal, regional Liewensmëttelen um Dësch hunn!

■ **Une voix**. - Richtig!

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - Wéi Der bestëmmt wësst, ass d'Lies grad amgaangen. An ech kann lech elo scho verroden, dass et e gudder Joergang gëtt. Well ech awer d'nächst Woch eng Interpellatioun ugefrot hunn iwwert de Wäibau, wäert ech dat Theema haut net uschwätzen. D'nächst Woch kënnen mer dann zesummen do och an den Detail goen.

Här President, nach e Wuert zur Verfassung.

■ **Une voix**. - A, maja!

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - E modernt Land brauch eng zäitgeméis Verfassung. D'Land an d'Gesellschaft hu sech zënter 1868 weiderentwéckelt, an déi adaptéiert Punkte sollen där Evolutioun Rechnung droen. Iwwer ee Joerzéngt laang gouf an der Chamber un den Upassung geschafft. Heibäi goufen och d'Virschléi vun der Zivilgesellschaft mat a Betruecht gezunn, an et huet een den Dialog mam Bierger gesicht. Et gouf mat der Uni Lëtzebuerg geschafft, et gouf Hearingen, de Leit hire Feedback an der Campagne „Är Virschléi“ gouf consideréiert, an alles dat ass mat an den Text agefloss.

D'Texter waren zu all Moment accessibel fir déi Leit, déi un der Verfassung interesséiert sinn! Dat gëllt fir déi éischt Depote wéi och fir d'Avisen, d'Amendementen an déi sëlleg Procès-verballen. Et gouf eng öffentlech Versammlung. An et wäert och nach eng Table ronde organiséiert ginn.

Mir sinn op der leschter Ligne droite. An d'nächst Woch steet den éischte Vott zum éischte Kapitel um Ordre du jour.

Et ass hei net déi richteg Plaz, fir op alleguerten déi Upassungen anzegoen. Mir hunn déi nächst Wochen a Méint dacks a laang d'Geleeënheet, fir dat ze maachen. Ech hoffen, dass mir dat heibannen an engem sereneen Toun kënnen maachen, an engem Toun, deen eiser Verfassung wierdeg ass.

Ech fannen et awer e bëssen droleg, wann en Oppositionspolitiker gëschter viru lafender Kamera dem Premier quasi zum Virwurf gemaach huet, hien hätt a senger Ried näischt iwwert d'Verfassung gesot! Ma ech hätt gäre gesinn, wat geschitt wär, wann de Premier gëschter eppes zur Verfassung gesot hätt!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Dann hätt ech dat net gesot ...

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - Hei geet et net ëm d'Politik vun der Regierung. Déi huet sech vun Ufank un aus den Aarbechte vun der Verfassung erausgehale.

Et ass den éischte Pouvoir, Här Kartheiser, dee bei dëser Verfassung gefuerdert ass. Mir si gefuerdert! Mir hunn eis Aarbecht gemaach. An et ass net d'Verfassung vun der Regierung.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

(Interruptions)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Mir kommen drop zréck.

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - Dat maache mer, ganz gären.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**. - Mir freeën eis drop.

■ **M. Gilles Baum (DP)**. - Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir hunn déi sanitär Kris nach net ganz hannert eis, mee mir sinn op de leschte Meteren. An elo ass et un eis fir ze gesinn, wéi mer zesummen duerch d'Zil lafen. Gëschter hu mer e Premier Xavier Bettel héieren, dee bereet ass, d'Säit ëmzedréien an en neit Kapitel opzeschloen. D'Koalitioun aus DP, LSAP an déi gréng beléisst et net bei der Gestiou vun der Coronakris, mee hält d'Erausforderunge vun eiser Zäit an Ugrëff. Mir wëllen d'Leieren aus dëser Kris zéien an d'Chancen notzen, déi sech eis bidden.

Mir maachen dat! Mir maachen dat, andeems mer an der Klimapolitik nei Weeër ginn an d'Leit aktiv mat op de Verhandlungsdësch huelen. De Klimabiergerrot wäert d'Mënschen um klimapoliteschen Debat deelhuele loosse an hinnen eng Stëmm ginn. Mir wëlle Klimapolitik mat de Leit maachen.

Mir maachen dat, andeems mer de sozialen Zesummenhalt stäerken. D'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, d'Indexierung vun Kannergeld, d'gratis lessen an de Schoulen ënnerstëtze grad déi Leit, déi et de Moment am meeschte brauchen. Dat soziaalt Opfangnetz gëtt nach méi enk gestréckt.

Mir maachen dat, andeems mer am Logement wichteg Mesuren huele géint d'Spekulatioun.

Mir maachen dat, andeems mer d'Maisons relais während de Schoulwoche gratis maachen.

Mir maachen dat, andeems mer d'Qualitéit an den Altersheimer erhéien an eng fair an transparent Präispolitik sécherstellen.

Mir maachen dat, andeems mer d'Investitiounen op Rekordniveau halen, fir och eise Kanner an Zukunft en héije Liewensstandard kënnen ze garantéieren.

Mir maachen dat, andeems mir den Teletravail, d'Deelzäitarbecht, d'Coworkingspaces, d'Work-Life-Balance vun de Leit an de Vierdergrond stellen.

Dat alles maache mir mam Kapitän Xavier Bettel u Bord, deen determinéiert ass, d'Erfollegsgeschicht Lëtzebuerg weiderzeschreiwen. Hie kann dobäi op déi ganz Ennerstëtzung vun der DP-Fraktioun zielen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance**. - Merci undem Här Baum. An nächsten agedroene Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP)**. - Merci, Här President. Merci, Dir Dammen an Dir Hären. Vlächicht eng Remark virop: Am EU-Kontext an am internationale Kontext gëtt Lëtzebuerg ganz oft als en ideaalt Land ugesinn, souwuel wat d'Finanzen ugeet, déi sozial Ofsécherung, de Gesondheessektor, d'Education, eis Méisproochegkeet, eis kulturell Villfalt. Déi Unerkennung, déi hu mer quasi iwwerall, wann ee vu Lëtzebuerg schwätzt. An ech sinn e bëssen traureg driwwer, dass mer déi Unerkennung heibannen net ëmmer kréien. Well bei aller Kritik, déi ee jo ka maachen, kéint een awer och vlächicht unerkennen, wat hei zu Lëtzebuerg alles richteg a wat alles gutt leeft. An dat feelt mer, dat huet mer immens gefeelt bei dem éischte Riedebäitrag, wou et quasi nëmmeëm Kritik gaangen ass.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Kritik dierf ee maachen, jo!

■ **Mme Martine Hansen (CSV)**. - Et woren och vill Virschléi.

■ **M. Georges Engel (LSAP)**. - Jo, et koumen och Virschléi, dat ass richteg. Et koumen och Virschléi. Mee et koum virun allem vill Kritik. Ech fannen, et sollt een och emol dat unerkennen, wat hei gutt leeft.

■ **Une voix**. - Richtig!

■ **M. Georges Engel (LSAP)**. - 2021, Dir Dammen an Dir Hären, wäert als Krisejoer an d'Geschicht agoen. Eng sanitär Kris, wéi eist Land, wéi Europa, wéi eis Welt se éiweg net méi kann huet. Duerfir ass mäin éischte Punkt, gradesou wéi beim éischte Riedner, dann och d'Santé, ier ech dann op déi véier aner Prioritéiten vun der LSAP wäert agoen, d'Aarbecht, d'Bildung, de Klimaschutz an de Logement. An ech koumen och net laansch d'Steieren. Déi Punkten, déi decke sech zum groussen Deel mat de Prioritéiten aus dem Budget vum Joer 2022, déi mer de Moie virgestallt kruten. Dës leien eis besonnesch um Häerz, déi Punkten, déi ech virduen opgezitt hunn, grad well duerch si déi sozial Gerechtegkeet an engem Zukunftsprojet gestärkt ka ginn.

An eisen Ae kann eng Gesellschaft nëmme fonctionéieren a jidder Einzelne sech an dëser Gesellschaft entfalten, wa se op engem Fundament vu sozialer Gerechtegkeet opgebaut ass. Wéi wichteg dëst Fundament, d'Solidaritéit, d'Sécherheet an den Zesummenhalt an enger Gesellschaft sinn, dat huet eis déi sanitär Kris gewisen.

Här President, ech fänken, wéi gesot, mat der Santé un.

Déi lescht 19 Méint ware schwierig Zäite fir eis alleguerten, fir muncher vun eis besonnesch schwéier. D'Pandemie huet eis och bewosst gemaach, dass mer trotz allen Efforten net all gläich si virun esou enger extremer Situatioun. Dat ass e wichtige Constat, well en och nach eng Kéier ënnersträicht, dass mir e solidaresche Gesondheets- a Sozialsystem hunn, dee mer awer weider mussen ausbauen a stäerken, fir dass jiddweree vum sozialen Netz kann opgefaange ginn, wann een et dann och brauch. Duerfir setzt d'LSAP sech zanter jeehier an an duerfir wäerte mer eis och an Zukunft weider asetzen a staarkmaachen.

Ee weidere Constat ass deen, dass mir zu Lëtzebuerg vergläichsweis gutt derduerchkommen sinn, esou wéi de Pierre Gramegna et de Moien und gesot huet. Vun Ufank un ass séier a gutt reagiert ginn. No engem Lockdown an der Ufanksphas - e Lockdown, deen, am Verglach mam Ausland, nach vergläichsweis vill Beweegungsfräiheet zougelooss

huet - si mat ëmmer méi Wëssen iwwert de Virus, iwwer seng Iwwerdroungsweeër an d'Méiglechekeiten, sech an déi aner ze schützen, d'Fräiheete schrëttweis nees hiergestallt ginn; Restriktiounen, déi natierlech ëmmer am Equilibre waren tëschent esou vill Sécherheet wéi néideg an esou vill Fräiheet wéi méiglech. Iwwerdeems huet d'Regierung eng ganz Rei vu Mesurë geholl - Testméiglechekeiten, Testzentren, Centres de soins, Telemedezinn -, fir d'Pandemie anzegrenzen a se ze kontrolléieren.

Ganz séier ass ee sech och bewosst ginn, dass d'Pandemie an d'Schutzmoosname géifen hiren Tribut um Niveau vun der mentaler Gesondheet fuerderen. Duerfir huet d'Regierung eng spezifesch psychologesch Hëllef iwwer covid19-psy.Lu en place gesat - eng Initiativ, déi och da groussen Echo hat.

Zousätzlech huet d'Regierung vun Ufank un eng ganz Serie vu Mesuren decidéiert, fir déi organisatoresch a finanziell Effete vun der Kris op d'Leit gradewéi och op d'Entrepreneuren ofzefiedereren. Nieft der Ausdeenung vun der Kuerzaarbecht, op déi ech nach zréckkommen, ënner anerem, gouf de Congé pour raisons familiales, e Covid-Congé, en neie Congé pour soutien familial geschafft, an och d'Lounfortzahlung am Krankheitsfall gouf vun der CNS iwwerholl. Et ass eis wichtig, hei als LSAP ze ënnersträichen, dass dës Moosnamen nëmme konnt decidéiert, séier decidéiert ginn, och ëmgesat ginn, well d'Assurance maladie déi néideg Reserven hat, fir anzsprangen. Dem Kassensturz vum Hierscht 2020 no waren et 356 Milliounen Euro, déi d'Assurance maladie-maternité hei gestemmt hat an déi, esou wéi dat och mat der Quadripartite ofgemaach war, iwwert déi nächst Joren aus dem Staatsbudget nees zréckfléisse sollen.

Iwwregens: D'Pandemie huet ganz séier all oppe Fuerderungen no méi Privatiséierungen, no méi Aspierungen, no enger extremer Rationaliséierung an no engem reng op merkantille Prinzipie gefouerte Gesondheetsystem verstëmme gelooss. Den Discours vum schlanke Staat an engem schlanke Sozialsystem, deen ass verstommt. Ausser vlächicht bei der ADR.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP)**. - Dës Kris huet gewisen ...

Dir sidd zimlech eleng hei. Dat ass och gutt esou!

(Interruptions)

Dës Kris huet gewisen, wéi wichteg dass e gudden, performanten a solidaresche Gesondheetsystem ass, dass deen net nëmme deene Schwächsten an der Gesellschaft zeguttkënn, mee der ganzer Gesellschaft. Do profitéiert jiddweree dovunner. An d'LSAP wäert sech weider, wéi an der Vergaangeneheet, staarkmaache fir e Gesondheetswiesen an e soziaalt Wiesen, wou all Mënsch den Accès zu gudder Leeschtunge garantéiert kritt.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP)**. - Dat gëllt natierlech am Beräich vun der Gesondheetsversuergung, mee dat gëllt awer och an anere Beräicher vun der sozialer Sécherheet. Dat gëllt fir d'Pensioun, dat gëllt fir d'Renten, fir d'Invalidentent, fir d'Fleegeversécherung, fir d'Assurance accident, fir de Chômage, fir aner sozial Hëlfelefen. An alles dat si Moosnamen, déi d'LSAP-Handschrëft droen.

Ech wëll hei och drun erënneren, dass de Problem am Gesondheetswiesen ni dee vun der Zuel vun de Better war, ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**. - Ou?

■ **M. Georges Engel (LSAP)**. - ... mee et war dee vu genuch Personal, fir déi spezialiséiert Soinen ze garantéieren. D'Zuel vun de Better op 100.000 Awunner ass effektiv - op 100.000 Awunner, soen ech nach eng Kéier - erfogaangen. Dat hate mer schon d'lescht Joer erkläert.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Dat hate mer d'lescht Joer gekläert.

Nee, nee, d'Zuel ..., am Rapport steet et dra vum Spidolsplang, dass d'Zuel effektiv eropgaangen ass, mee pro 100.000 Awunner erfogaangen ass. Mee dat huet awer och mat de Changementen vun der Prise en charge vun de Patienten ze dinn, déi haut vill méi ambulante a vill manner laangzäitlech am Spidol behandelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, no enger kuerzer Paus ass och de Gesondheetsdësch zesummekommen, mam Zil, eng gemeinsam Visioun fir eise Santéssystem ze entwéckelen, déi vun allen Acteuren um Terrain gedeelt gëtt. An dobäi geet et ëm d'Ausriichtung, d'Verbesserung an d'Ofsécherung vun eisem Gesondheets- a Sozialsystem, dee seng Preuvë gemaach huet an dee muss weiderentwéckelt ginn, fir fit fir d'Zukunft ze sinn.

Sechs Aarbechtsgruppen hu sech mat verschiddenen Theemfelder befaasst. An all d'Konklusiounen sollen duerno an e Plan national Santé afléissen an dann ëmgesat ginn.



De Problem vun der Vulnerabilitéit vun eise Geseondheetssystem ass, dass mer, wat dat medezinescht Personal an d'Fleegepersonal ubelaangt, ganz staark vum Ausland ofhängeg sinn. Dës Problematik war scho virun der Pandemie bekannt. Dës Verletzlechkeet gouf eis virun allem awer am Ufank vun der Pandemie nach eemol mat grousem Nodrock virun Ae gefouert.

D'Regierung ass, wat déi Problematik ueget, schonn aktiv ginn, ënner anerem fir e Reformprojet, wat d'Ausbildung vun de Fleegeberuffer ueget, auszeschaffen. De Projet, esou wéi en ugekënnegt gouf, mécht net iwwerall d'Unanimitéit. Mir denken, dass ee sech den Argumenter vun deene Betraffenen, vun deene Leit um Terrain, net soll verschlëssen, a mir sollte kucken, wéi een do Upassunge kéint maachen, soudass déi Reform do och um Terrain kéint matgedroe ginn.

Ech soen hei eppes Änlech wéi dat, wat d'CSV gesot huet. Warscheinlech soen ech et mat engem aneren Toun. Den Toun mécht oft d'Musek! D'CSV hat éischter den Oppositionstoun drop, éischter esou wéi alleguerten déi Stiermer, déi beim Fussball op de Gradinë stinn, déi schéissen och all e Gol eran, an déi, déi um Terrain musse spillen, déi bréngen et eeben net esou gutt fäerdeg, well se an där richteger Situatioun sinn. Esou ass dat meeschstens.

#### (Interruption)

Et ass och kloer, dass déi Entwécklungen a Saachen Telemedezinn an Digitalisatioun, wou mer während der an duerch d'Pandemie e Quantesprung gemaach hunn, musse virugedriwwen ginn, och a virun allem, fir d'Gesondheetsversuergung besser ze koordinéieren an eist medezinescht Personal an d'Fleegepersonal ze entlaaschten.

D'Kris, Dir Dammen an Dir Hären, huet eis och nach eemol virun Ae gefouert, wéi wichteg eng gutt Koordinatioun tëschent dem Spidolssecteur an dem Extrahospitalier ass. Eng Gesondheetsversuergung, déi no un de Leit an accessibel ass fir jiddwieren. A wa mir vun Accessibilitéit schwätzen, dann ass domadder och, mee net nëmmen de geografischen, physeschen Zougang gemengt. An engem Land wéi Lëtzebuerg, mat esou engem héije Liebensstandard an engem esou gudder Gesondheetssystem, muss awer och garantéiert sinn, dass jiddwieren - jiddwieren! - Zougang zu enger héichwäerteger Gesondheetsversuergung huet. Eng Gesellschaft gétt nëmlech gemooss um Émgang mat hire Schwächsten!

Dat ass wuel zum allergréissten Deel elo schonn de Fall, mee eeben net fir jiddwieren. D'Zuel vun de Leit, déi sech un ONGen, un Associatiounen a sozial Stellen adresséieren mat urgente Gesondheitsproblemer, déi keen Zougang zu der normaler Gesondheetsversuergung hunn, déi weisen eis, dass et awer ëmmer nach Leit gëtt, déi duerch dat soziaalt Netz falen. An d'Regierung sollt derfir suergen, fir en Accès universel aux soins de santé en place ze setzen. An dat wär fir eis als LSAP e ganz wichtige Schratt an och e Kärpunkt.

Solidaritéit bedeit eeben och a virun allem, dass déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft opgefaange ginn an ënnert d'Äerm gegräff kréien. Och dat ass eng essenziell Fro vu sozialer Gerechtheet. A wa mir als LSAP eis net fir si asetzen, wien dann?

Déi Solidaritéit dierfe mer och net vergiessen ...

#### (Interruptions et hilarité)

O, Dir hutt alleguer Zäit, hermo dat ze soen, wie sech nach derfir asetzt. Ech si frou fir all Support, dee mer kréien.

Déi Solidaritéit dierfe mer och net vergiessen, wann et ëm d'Diskussioun vun der Sécherheet an öffentleche Raum geet. Also, wie mengt, déi Problemer just mat repressive Mesuren an de Grëff ze kréien, deen denkt definitiv ze kuerz. Verbueter, Bestrofung, Ewechspären a Verdriewen, dat léist de Problem nëmme scheinbar. D'Problematik mat enger Law-and-order-Approche ze léisen, dat ass net d'Léisung. An duerfir begrëisse mir, dass de Premier dëst gëschter a senger Ried och esou ënnerstrach huet.

Et geet net duer, just d'Police opzestocken, mee et muss vill méi un der Preventioun geschafft ginn. Déi Diskussioun kann net lassgeléist gefouert gi vun där sozialer Dimensioun. Nëmme mat enger equilibriierter an enger ganzheetlecher Strategie kann een eng Verbesserung erreechen. Duerfir hu mir eis als LSAP vun Ufank un an där Diskussioun hei ronderëm d'Garantie d'accès verpflichtet, sozial Begleetmesuren anzeféieren. Esou ass parallel zu de Sécherheitsmesuren e ganze Katalog vu soziale Mesuren entstanden, deen an dësem Mount nach eng Käier vun der Regierung sollt virgestallt ginn.

Dat heescht awer net, dass mir d'Repressioun vernoléisegen, wéi dat de Sozialiste gären nagesot gëtt. Ganz am Géigendeel! D'Sécherheitsgefäll ass eis extrem wichteg. An an engem demokratesche Land, do dierf et och net esou sinn, dass et No-go-Areas gëtt, an dass do keen ausser d'Police, wann iwwerhaupt, sech dohinner traue. A grad duerfir ge-

héiere sozial Begleetmoosnamen och dozou: genuch Offere fir d'Prise en charge vu Suchtkranken, beispillsweis am Beräich Traitement, Therapie, Posttherapie, gesondheetlech a psychosozial Begleitung, nidderschwelleg Angeboter, a virun allem Preventioun, Informatioun, Sensibiliséierung an eng konsistent, adaptéiert a koordinéiert Offer a Saache Santé mentale an dem psychosozialen Encadrement. An dat vu Jonkem u bis an den Alter eran.

Wie sech wuel spiert a senger Haut, wie weess, dass e gehollef kritt, wann e Problemer huet, dass en am Noutfall och vun der Gesellschaft opgefaange gëtt, dass e seng Plaz an der Gesellschaft huet, och wann en net an d'Scheema XY erapasst an an de Raster passt, deen huet och manner Risiko, fir e problematescht Suchtverhalten ze entwéckelen. An do ass et ganz egal, ob et legal oder illegal Droge sinn.

Mënschen, déi um Bord vun der Gesellschaft liewen, déi psychesch Problemer, e problematescht Suchtverhalten hunn, brauchen Hëllef a Moosnamen, fir sech ze stabiliséieren an eventuell nees op d'Been ze kommen. A mir mussen eis esou opstellen, dass psychesch a psychosozial Problemer am beschte Fall evitéiert oder ganz fréi erkannt a behandelt kënnen ginn. Och un dës Problematik musse mer solidaresch eruegen. Och dëst ass eng Fro vu Solidaritéit.

Als LSAP sti mir fir sozial Gerechtheet a Solidaritéit, fir eng Gesellschaft, déi zesummenhält an alle gläichermoossen Zougang zu gudder Leeschtungen, zu adequater Hëllef an Ennerstëtzung garantéiert, fir déi Leit, déi um Bord vun der Gesellschaft liewen, net ze vergiessen.

Op deem Bord kann een awer ganz séier ausrutschen. Wann een zum Beispill seng Aarbecht verléiert. Wat mech zum zweeten Thema bréngt: d'Impakter vun dëser Kris op de Lëtzebuenger Aarbechtsmaart.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deene richtige Mesuren, déi geholl gi sinn, hu mer am Beräich vun der Aarbechtspolitik an deene leschten 19 Méint e groussen Effort vu Solidaritéit gemaach, deen absolut richteg war. Eis solidaresch Politik huet och hir Früchten hei gedroen. De Chômage louch am August dëst Joer bei grad emol 5,5 %. Domadder ass gutt annerhaleft Joer nom Ufank vun der sanitärer Kris de Chômageniveau vu virun der Pandemie praktesch erëm erreecht ginn. Zur Erënerung: Am August 2019 louch e bei 5,4 %, also quasi identesch. Dertëschent war en am Summer 2020 och emol bis op 7 % geklommen. Natierlech muss ee mat den Zuele virsiichteg sinn, mee et steet fest: Dëse Retour op d'Chômagezuele vun 2019 ass beileiwe keen Automatismus gewiescht, mee et ass d'Resultat vun deene villen Hëlfe, déi während der Kris vun der ganzer Regierung ...

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Ou?

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - ... ugebuete gi sinn.

Natierlech och vun eise Aarbechtsminister, dem Dan Kersch.

#### (Hilarité)

D'Zil war et vun Ufank un, keen op der Streck ze loossen. An dat wichtegst Instrument, fir dëst Zil ze erreechen, ass a war d'Kuerzaarbecht. Si ass am Ufank vun der Kris op sämtlech Branchen ausgeweit ginn an huet esou vill Leit wéi nëmme méiglech an der Aarbecht ze behale gehollef. An heibäi hu mir et verhënnert, dass och nëmmen eng Persoun ënnert de Mindestloun gefall ass! An de Fonds pour l'emploi huet vun Ufank un och onkomplizéiert Gelder am Virus bezuelt, fir d'Betriber ze entlaaschten. Do si Montante gefloss an enger Héicht, déi ee sech viru Joren ni hätt dreeme loos-sen.

Säit dem Ufank vun der Pandemie sinn 1,164 Milliarden Euro u Betriber ausbezuel ginn. 1 Milliard 164 Milliounen Euro! Fir eng Gréisstenerdnung ze ginn: Am Budget 2020, dee jo virun der Kris nach ausgeschafft ginn ass, waren insgesamt Depensen an der Administration centrale an Héicht vun 20,9 Milliarde virgesinn. Dat weist, wéi e finanziellen Effort dat hei war, wat hei gemaach ginn ass. Vun deenen 1,164 Milliarde sinn, dat huet sech elo am Nachhinein erausgestallt, ganzer 769 Milliounen reell fir d'Kuerzaarbecht genotzt ginn an 395 Milliounen sinn do ze vill bezuelt ginn. Dëst, well d'Betriber awer manner iwwer Kuerzaarbecht gefuer sinn, wéi dat am Ufank gefaart gouf. A vun deenen 395 Milliounen Euro hunn d'Betriber och schonn déi grouss Majoritéit mëttlerweil erëm zrëckbezuelt.

Besonnenesch betraff vun de wirtschaftleche Konsequenze vun der Pandemie war jo den Horeca-Beräich. An deem Secteur hunn 1.892 Betriber während enger gewëssener Zäit vun Chômage partiel profitéiert. An hei leeft d'Méiglechkeet, Chômage partiel ze kréien, jo och nach bis den Dezember weider. Deemno dierft et net bei deene 769 Milliounen Euro bliwen.

Dëst ass e formidable finanziellen Effort, dee mir als LSAP ausdrécklech ënnerstëtzen an dee mer

och mat an d'Weeër geleet hunn, well all dëst Geld huet et ville Betriber erlaabt, hir Aarbecht an hir Leit virun allem ze halen, se net ze entloossen, well dovunner auszegoen ass, dass d'Ekonomie um Enn vun der Pandemie nees wäert unzéien, wat jo zum Deel och elo schonn de Fall ass. Deemno wär et kontraproduktiv gewiescht, wann um Héichpunkt vun der Kris d'Leit hätte missen entlooss ginn, fir elo oder méi spéit erëm agestallt ze ginn. Dat kann een haut, wou d'Situatioun sech e bësse berouegt huet, als selbstverständlech ugesinn, dass de Staat do mat aspréngt, mee ech wëll hei ënnersträchen, dass dat net de Fall ass an dass dat op eng Volontéit vun dëser Majoritéit, vun deene Leit, déi an der Verantwortung sinn, zrëckzeféieren ass. Ech denken, d'Montante schwätze fir sech. Si sinn dee Bëton, deen eist Fundament vu sozialer Gerechtheet an der Gesellschaft während der Kris stabil gehalen huet.

Dat selwecht gëllt iwwregens och elo fir Betriber, déi staark ënnert den Iwwerschwemmung vum 14. a vum 15. Juli gelidden hunn. Hei gëllt déi selwecht Logik. Wa Betriber mussen hir Aktivitéit staark erfetzen oder souguer während enger ganzer Zäit musse pausen, solle se hir Salariéieren net entloossen, mee de Staat iwwerhëlt hei dann och 80 % vun hirem Gehalt. Am September hunn nach 23 Betriber dovunner Gebrauch gemaach, am Juli waren et der 156.

Woubäi een natierlech och muss bedenken, dass et net fir jiddwieren einfach ass, esou op 20 % vu sengem Salaire ze verzichten, an deenen ënneschte Salairen zemoos. Dëst virun allem a Betriber, wou Leit och am Fall sinn, dass se Dréngeld kréien an dass dat och e groussen Deel vun hirem Salaire ass. Fir si war, wéi d'Restauranten an d'Caféen zou waren, den Ausfall esouguer méi héich da wéi 20 %. A leider hu mir hei zu Lëtzebuerg e relativ héijen Taux vu sougenannte „working poor“, Leit, déi schaffe ginn an awer net genuch hunn. Laut dem Statec louch den Aarmutsrisiko fir Leit, déi schaffen, 2019 ëmmerhi bei 12 %. Dat ass e Phänomeen, deen een net ënnerschätzen dierf a wou mir als Politik gefuerdert sinn. Ech kommen hermo nach eng Käier dorobber zrëck.

Well fir eis als LSAP ass a bleibt d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit eng vun den héchste Prioritéiten. Duerfir mécht et eis Suergen, dass, wann d'Chômagezuelen nees erfoginn, d'Unzuel vun de Laangzäitarbeitslosen awer tendenziell méi grouss gëtt. Am August waren iwwert d'Hallschent vun de Residenten, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, sougenannte Laangzäitarbeitsloser. Dat heescht, dass si scho méi wéi zwielef Méint op der Sich no enger Aarbecht sinn. Dat ass eng Evolutioun, déi eis Suerge mécht, déi mer am A musse behalen a wou mer mussen och probéieren, géigenzesteieren.

A Wonnerléisung gëtt et net, leider. Mee e Schlëselement ass awer sécherlech d'Formation continue, déi iwwregens elo viru Kuerzem hire 50. Anniversaire gefeiert huet. Wat mech bei e weidert Thema bréngt, nämlech d'Digitalisatioun vun eiser Gesellschaft a méi spezifesch déi vun eise Aarbechtsmaart.

Well mir si jo an enger paradoxaler Situatioun, wou mir ronn 16.000 Leit hunn, déi am Chômage sinn, mee och gläichzäiteg 10.000 Aarbechtsplazen opstoen hunn! Dat weist, dass do eppes net passt. Iergendwéi passt dat jo net zesummen. Wann s de 16.000 Leit hues, déi eng Aarbecht wëllen, an 10.000 Aarbechtsplazen opstoen hues, ass eppes, wat net matcht do. D'Aarbechtswelt evoluéiert ëmmer méi séier, wat et fir Leit, déi vläicht scho länger aus der Schoul eraus sinn, net onbedéngt méi einfach mécht. Duerfir brauch et Mesuren, wéi se zum Beispill am Abrëll vun eise Aarbechtsminister virgestallt goufen. Do ass Persounen, déi ufanks 2021 an der Kuerzaarbecht waren, e Bong vu 500 Euro ugebuete ginn, fir un enger Formatioun am digitale Beräich deelzehuelen. Dat ass eng pragmatesch an eng konkret Hëllef. Dat ass e Wee, dee mer musse goen.

Well wann d'Pandemie eis eppes gewisen huet, dann, dass eis Gesellschaft a puncto Digitalisatioun awer nach zimmlech an de Kannerschong stécht an nach vill Loft no uewen ass. Ob een dës Evolutioun elo gutt oder schlecht fënnt, mir kommen egal wéi net derlaanscht! An do musse mer déi Leit mathuelen, déi vläicht net esou den Zoch hunn, fir mat den neie Medien ëmzegoen, respektiv déi net déi néideg Formatiounen hunn, fir mat deenen neien Technologien op enger Aarbechtsplaz dann och kënnen ëmzegoen. Well och hei gëllt et: Et soll keen op der Streck gelooss ginn. An duerfir ënnerstëtze mer hei d'Aféierung vun engem neie Subsid fir Haushalter, déi sech den Schloss un e séieren Internet net leeschte kënnen. „Eng gutt Konnexioun“, huet gëschter de Premier gesot, „dierf keng sozial Fro sinn.“ An dat ënnerstëtze mer zu 100 %.

Kuerz, als Sozialiste sti mir méi wéi jee zu Mesur wéi dem Chômage partiel, well dat mat dat effikas Instrument ass fir ze verhënnern, dass Leit aarbechtslos ginn. Et ass e weidert Element, fir eist gesellschaftlecht Fundament vu sozialer Gerechtheet ze verstärken.

An och wann ech hei en zimmlech grouse Fokus op d'Aarbecht leeën, begrëissen ech dem Premier seng Ausso iwwert d'Work-Life-Balance. Hien huet d'Wichtigkeet vun der Aarbecht fir deen Einzelnen a fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft ënnerstrach, mee hien huet awer och ganz kloer gesot: „Mir liewen awer net fir ze schaffen, mir schaffen, fir besser ze liewen.“

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - An et ass eis als LSAP immens wichteg, dass mer den Aspekt vun der Aarbechtszäitverkürzung weider am A behalen. No der Kris musse mer eis erëm op déi wichtegst Saachen am Liewe konzentréieren an eis och aus dem Hamsterrad eraustrauen an eis Zäit huelen a virun allem och Zäit kréie fir dat Weesentlecht am Liewen. An duerfir steet d'LSAP ganz kloer fir Aarbechtszäitverkürzungen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Mir ënnerstëtzen och all Initiativ fir den Télétravail. Ech si frou, dass mäi Frënd, de Claude Haagen, President ass vun där Sous-commission Télétravail hei an der Chamber. An ech sinn och sécher, dass do konstruktiv a gutt zesumme geschafft gëtt. A gradesou wéi och d'Coworkingspaces, déi solle kommen, wou d'Leit net musse bis onbedéngt an d'Stad fueren, wou se kënnen op anere Plaze sech treffen, fir dann hir Aarbecht ze maachen, och dat ënnerstëtze mer zu 100 %.

Mee ier dass ee schaffe geet, mussen déi Jonk awer e Parcours absolvéieren, deen iwwert déi lescht Jore sécher net méi einfach ginn ass, mee op alle Fall méi divers ginn ass, dat ass de Schoulparcours. Wat mech zu mengem drëtten Thema, der Bildung, féiert.

Fir d'LSAP ass et ganz kloer, dass d'Schoul nees zum oft zitierte Lift muss ginn. E Lift, wou all Kand, all Jugendlechen déi selwecht Chancen huet, fir un de Knäppchen zu deem Zil ze kommen, deen hien drécke wëllt. Wëllt ee Jonken en Handwierk léieren, muss e via eng gutt an effizient Orientatiounspolitik un de jeeeweilige Knäppche kommen. An ech fänke ganz bewusst mam Handwierk hei un, mat enger Léier als Beispill, well mer do endlech vun deem schlechten Image: „Ben, deen do, dee léiert just en Handwierk“ musse fortkommen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Mir mussen och hei zu Lëtzebuerg endlech op eng Gläichstellung tëschent de verschiddenen Enseignementssparte kommen. Och dofir hat meng Partei, muss ech ganz kloer soen, mat enger gewëssener Skepsis op d'Annonce vun der Schouflicht bis 18 Joer reagiert. Fir eis steet am Koalitionsaccord eng Ausbildungspflicht. An dovu gi mer och nach ëmmer aus. Fir eis kënt et och net a Fro, dass un der Attraktivitéit vun der Ausbildung hei gespillt gëtt.

D'LSAP steet fir eng gutt Ausbildung. Eng Verschlechterung vun dësem Modell, beziungswies eng Verlängerung vun der Aarbechtszäit fir d'Leit, déi sech scho mat ronn 16 Joer op de Wee vun enger professioneller Formatioun maachen, dat wäert et mat eis net ginn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - D'Orientatioun, fir sech tëschent all de Knäppercher am Lift, spréich tëschent de verschiddene Schoulweeër an uschlëssende Berufsméiglechkeeten, ze entscheiden, muss esou kloer an effektiv wéi méiglech geregelt ginn. Also, wéi et haut e bëssen ass, dat ass net gutt. Déi „orientation par l'échec“ muss der Vergaangenheet ugehéieren. „Wann s de net gutt do dra bass, da gees de ëmmer dohinner. An op eemol lands de beim Handwierk.“ An dat kann et dach net sinn!

Mir mussen eis Leit besser orientéieren. D'Orientatioun soll vun der Motivatioun vun deene Jonken ausgoen. Wann ee motivéiert ass, da soll een dat och notzen. Grad als Jonke kann ee viles, kann ee souguer bal alles erreechen. Gëtt een awer am Schoulparcours a finalement duerch eng manner gutt Orientéierung demotivéiert, dann ass den Echec och virprogramméiert. Dofir si mir der Meenung, dass déi ganz Orientéierungsprozedur mat sämtlechen Acteuren nach eemol muss op de Leescht geholl ginn. Och dat ass néideg, fir eist Fundament vun der sozialer Gerechtheet méi stabil ze maachen.

Här President, eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi divers. An dat ass och gutt esou. Ongeféier 45 % vun de Schüler an der Grondschoul hunn net déi Lëtzebuenger Nationalitéit an ongeféier een Drëttel vun de Kanner wuessen net mat Lëtzebuergesch als Éischtsprooch op.

Et soll een och keng Angscht hu virun Friemen. Et soll e keng Angscht hu virun deenen, déi net eis Sprooch schwätzen, a keng Angscht hu virun deenen, déi net aus eise Kulturkrees kommen. Mir kënnen alleguerten dobäi wannen. An ech kenne ganz vill Leit, déi am Ufank e Problem haten, dass se en auslänneschen Noper kritt hunn, mee wéi se



e bis kennegeléiert haten, waren et ganz séier gutt an déi beschte Frënn ginn. Dofir, kommt, mir halen och op mat deem Discours vun der Angscht virun deenen heibannen! Dat bréngt eis net weider.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Fir eis Schoul, déi de Lift soll duerstellen, bedeit dat, dass net alleguer d'Kanner um selwechten Niveau eraklommen. Hei ass beispillsweis, wéi ech virdu gesot hunn, de Sproochbackground vun eise Kanner e ganz groussen Aspekt. Déi Kanner, déi also, soe mer emol, um Minus 1, wéinst hire Lacunnen an enger Sprooch eraklommen, déi mussen trotzdem duerch d'Schoul, duerch d'Courses, duerch eng gutt Betreuung an der eng qualifizéiert a gratis No-hëllef, d'Méiglechkeet kréien, op all Zil vum Lift, wat hinne virschwief, erauszekommen. Mir mussen eise Jonken, egal wat se fir e Background hunn, all d'Moyene mat op de Wee ginn, fir hiert Zil kënnen ze errechen.

Chancégerechtkeet ass fir d'LSAP do eng absolutt Prioritéit. Dass een hautzudaags scho beim Antrieden an de Schoulsystem ka soen, ob e Kand et spéider iwwerhaupt an de Classique ka packen, dat ass u sech en Echec fir eise Modell an huet näischt méi direkt mat Chancégerechtkeet ze dinn.

An déi Gerechtegkeet huet och iwwert déi lescht zwoe Joer nach eng Kéier ferm gelidden. Kanner, déi et souwisou scho méi schwéier haten, an der Schoul matzekommen, déi hunn duerch den Enseignement à distance weider Fiedere gelooss. Dat beweist och de Bildungsbericht vun dësem Joer, op deen ee wuel nach eng Kéier emol misst méi am Detail agoen.

Grad Kanner aus sozial méi defavoriséierten Haiser hu besonnesch ënnert der Covidkris gelidden. Dofir e Luef fir d'Regierung an deem Kontext - an dat kann heibannen awer keen ofstreiden -, dass d'Schoulen zu Lëtzebuerg esou vill op waren a se esou vill en présentiel stattfonnt hu wéi soss néierens. Virun e puer Woche ware mer am Saarland. Do waren d'Kanner sechs Méint laang doheim! Bei eis ware se am Ganzen am leschte Schouljoer am Fondamental zwou Wochen doheim. An Däitschland am Saarland waren et sechs Méint.

Erlaabt mer an deem Kontext - ech maachen hei gären eng kleng Klammer op -, zwoe Opriff ze maachen. Deen ee geet un eis alleguer als Gesellschaft: Kommt, mir behuelen eis esou, dass de Covid manner Chancë kritte, sech ze verbreden, an esou, dass mat eis Schoulen och sécher kënnen halen! Dat géllt, wa mer eis weider un déi nach e puer gëlteg Reegelen halen. Et sinn der net méi vill, mee un déi puer solle mer eis nach halen. Dat géllt awer virun allem och, wa mer eis impfe loosse.

Dee selwechten Opruff wéilt ech och un déi Jonk maachen: Schützt Är Frënn a Kolleegen! Mee schützt och lech selwer! Well Long-Covid, dat ass net ofzestreden, sech elo net impfen ze loosse a Jore méi spéit nach gesondheetlech ënnert där Decisioun do ze leiden, dat wär fatal! A sot och Ären Elteren dat!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - An hei wéll ech nach emol betounen, dass sech impfe loosse, keng Repressioun ass, mee en Akt vu Solidaritéit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eppes Positives, wat dës schrecklech Kris mat sech bruecht huet, ass, dass d'Thema vun der mentaler Gesondheet, jo, och vum perséinleche Sécherheetsgefühl vun de Kanner endlech nach méi an de Mëttelpunkt geréckelt gouf. Nee, fir eis als LSAP muss déi mental Gesondheet weider en Toptheema vun eiser Diskussioun bleiwen. An d'Kanner mussen do am Mëttelpunkt stoen.

Déi Jonk - d'Kanner a Jugendlech - hunn am meeschten ënnert dëser Kris gelidden. Wéi soe se ëmmer?: „D'Lycéeszäit, d'Studentenzäit ass déi schéinsten Zäit am Liewen.“ Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschten zwoe Joer war et eebe keng esou eng schéin Zäit fir eis Jugend. Dofir muss mir hei hir Suergen eescht huelen. Aus Suerge kënnen sech sécher an och séier ganz grav Problemer entwéckelen. Angschtzoustänn, Entwécklungsproblemer, jo, souguer Depressiounen bestëmmen och ëmmer méi deene Jonken hiert Liewen. An awer ass et nach dacks en Tabutheema.

Dësen Tabu géllt et ze briechen. Fir d'LSAP ass et dofir wichtig, dës Sujet an de Schoulen ze traitéieren an den Zougang zur psychologescher Hëllef ze vereinfachen. E Psycholog mam Schouldokter an d'Schoule schécken, esou wéi et beispillsweis vum Jugendparlament gefuerdert gëtt - firwat net? Eng Iwwerleeung sollt eis dat awer Wäert sinn.

Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi divers, wéi ech sou virdu gesot hunn. An dëst ass mat weideren Erausforderunge fir eis Schoul verbonden. En interessante Wee, op dee mir hei am Land ginn, fir op dës méi divers Demande ze reagéieren, ass dee vun den effentlechen internationale Schoulen. Dëst ass

wuel e ganz flotten an attraktive Modell. Schonn aleng, well en och eng aner Ergoensweis un d'Sproochproblematik huet.

D'LSAP ënnerstëtzt dës Diversificatioun nom Modell vun der Ganzaagsbetreiung. Bedenken hu mir awer, wat d'Attraktivitéit ugeet. Wann dës internationale Schoulen tatsächlech de bessere Modell si fir eis Gesellschaft, spréich fir eis Kanner, da muss een och sécherstellen, dass och all Kand déi selwecht Chancen huet, fir op dës Offer kënnen zrëckzegraifen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Eng Zwouklassegesellschaft, wat de Bildungsoptag hei zu Lëtzebuerg ugeet, dat dierf et net ginn. An d'LSAP wäert dat och mat Sécherheet net zouloossen!

Fir op d'Bild vum Lift zrëckzekommen: Fir eis ass et kloer, dass ee just ee Lift fir all d'Kanner kann hunn. Een zweeten niewendrun, deen da just fir déi Happy Few ass, déi sech dat da kënnen leeschten a mengen, esou méi séier un d'Zil kënnen ze kommen, dat ass net gutt fir d'Kanner an dat ass och net gutt fir eis Cohésion sociale.

Eng weider Saach, déi d'Kris eis an deem Kontext geléiert huet, ass d'Reduktioun vun de Courses op déi essenziell Aspekt. Kommt, mir notzen dës Erkenntnis, fir eis Programmer endlech emol durchzestëbsen an ze kucken, wat eis Kanner wierklech virubréngt! Well d'Schoul op d'Erausforderunge vu muer a souguer un iwwermuer muss virbereeden, wäert dës Programm och an Zukunft weider adaptéiert mussen ginn. An och nei Aspekt mussen sech dann an deem offizielle Schoulprogramm erëmfannen.

Mir ënnerstëtzen duerfir och voll a ganz d'Initiativen am Sport an an der Kultur, natierlech och am Benevolat, déi de Premier ugekënnegt huet. Fir eng Rei vu Kanner kënnen grad iwwert déi Weeër eng Rei vu Chancen opgemaach ginn. Grad do kënnen si sech entfalten an e Wee an hirem Liewe fannen, dee se an der Riicht hält. Och dat ass eng Fro vu Gerechtegkeet.

Leider ginn all eis Kanner allze dacks mat deene selwechte Krittere gemooss. Fräi e bëssen nom Bild: „Wann s de de Fësch an den Af derno beurteilt, wéi gutt se op de Bam klammen, da kënt de Fësch sech säi ganz Liewen domm vir!“

(**Hilarité**)

Den Engagement vun den Enseignanten an der Kris war enorm. D'Reaktivitéit vun der effentlecher Schoul, vun de Gemengen, vum Staat war grouss. An ech denken hei och un d'Bereetstelle vun den Tabletten, déi, an dat ass och hei am Grand-Duché eng Realitéit, net all Famill fir hir Kanner hätt kënnen finanzéieren. Dofir gëtt et fir d'LSAP just ee Schoulsystem, dee ka funktionéieren, an dat ass dee vun der effentlecher Schoul. Mat der LSAP wäert eenzeg an aleng déi effentlech Schoul de Modell sinn, deen et ze ënnerstëtze géllt.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - De Lift vum Opstig duerch d'Schoul ass déi lescht Joren déi eng oder aner Kéier hänkebliwwen. Duerch d'Pandemie si weider Steiess derbäikomm, mee mir mussen alles drusetzen, dass dës Lift erëm fir alleguer d'Kanner zougänglech ass an och, fir déi richteg Sortie, jo, fir dat richteg Zil ze fannen.

Eng gutt, gerecht a sécher Zukunft fir all eis Kanner, dovu kënnen mer alleguer nëmme profitéieren. Well wann de Lift net funktionéiert, da riskéiert dat, d'Fundament vun der sozialer Gerechtegkeet ze ënnerspullen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Ausbildung, qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplazen an enger leeschtafäerger Ökonomie, funktionéierend Sozialsystemer a politesch Stabilitéit bidde sécherlech deene Jonken ideal Virussetzung fir hir Zukunft.

All eis Efforten, fir dës Konditiounen ze erhalen, riskéieren allerdinges ze scheitern, wa mer net eng grouss aner Erausforderung meeschteren. Ech schwätze vum Klimawandel a vun der dramatescher Degradatioun vun eiser natierlecher Ëmwelt.

Dës Erausforderung kënnen mir als Lëtzebuerg net aleng meeschteren. Net emol d'Europäesch Unioun mat hire 450 Milliounen Awunner kann dat, wann aner grouss Länner mat hiren héijen Zäregasemisiounen keen Effort maachen.

Dat bedeit awer net, wéi aner Leit heibannen dat mengen, dass et ganz egal wär, wa mir zu Lëtzebuerg näischt hei géife maachen. Well d'EU ass eng vun deene Regionen op der Welt, déi déi beschte Moyenen hunn, fir an e puer Joerzénge déi noutwendeg Adaptatiounen ze maachen, déi mer brauchen, fir géint de Klimawandel virzegoen. Entsprechend héich sinn dofir och d'Ambitiounen vun den EU-Staaten, wat d'Klimaschutzziel ugeet.

Et geet elo dréms ze beweisen, dass mer fäeg sinn, dës Ziler an der Realitéit och ze errechen. Nëmme esou kann d'EU um internationalen Niveau

glafwierdeg bleiwen an och aner Länner encouragéieren, déi selwecht Efforten ze maachen. A wa mir einfach soen: „Boff, un eis hânt et jo net an duerfir brauche mir näischt ze maachen“, jo, da kommen déi aner alleguer net no. Dofir ass et - onbedéngt - wichtig, dass mer hei als EU zesummen Efforte maachen.

Et ass doriwwer eraus am beschten Interêt vun all Land, fir méiglechst wéineg ofhängeg ze si vu Ressourcen, déi an Zukunft warscheinlech net méi am selwechte Mooss verfügbar sinn, wéi se et haut sinn. Lëtzebuerg muss säin Deal derzou bäidroen. An d'LSAP steet och hannert de Verpflichtungen, déi sech doraus erginn.

Wat dat konkret bedeit a wéi mer dat wëllen ëmsetzen, dat ergëtt sech zu engem groussen Deal aus dem nationalen Energie- a Klimapleng. Jo, en heescht PNEC. D'Ziler, déi mir eis um nationale Pleng gesat hunn, déi si ganz, ganz ambitiéis. Als LSAP si mer eis bewosst, dass et alles anescht wéi eng Selbstverständlechkeet ass, dass mer dës Ziler errechen. Et gëtt elo schonns eng Rei vu Mesuren, déi vu villen als net realistesch ugesi ginn. Dofir besteet d'Haaptarbecht vun deene kommende Méint a Joren an eisen Aen doranner, alles dorunner ze setzen an ze weisen, dass villes awer machbar ass, wann de politesche Wëllen do ass, fir dësen Ziler déi néideg Prioritéit ze ginn.

Als LSAP si mer net der Meenung, dass elo de Moment ass, fir sech andauernd zousätzlech nei Mesuren auszedenken. Mir sollten eis drop konzentrieren, richteg Fortschreiter um Terrain ze maachen. Déi rezent Tëschebilanen, déi d'Ëmweltminister an den Energieminister rezent gezunn hunn, weisen ganz gutt, wéi schwéier mer eis an der Realitéit domadder dinn, zemoos well eis Bevëlkerung esou staark wiisst wéi a kengem anere Land.

D'Konsequenze vun der Pandemie, déi hunn derfir gesuergt, dass mir, entgéint dem Trend vu virun, elo emol eenegermoossen on track sinn. Mee et gesäit elo esou aus, wéi wa villes erëm weidergeet wéi virun.

Mir wäerten dofir nach vill Efforte mussen maachen, wann déi Mesuren, déi elo geplangt sinn, sollen zum Droe kommen. Dat bedeit awer net, dass déi Mesuren onverännert a blannemännches ëngesat solle ginn. All eenzel Measure, an dat ass ganz wichtig, muss reegelméisseg och evaluéiert ginn. Mir mussen séier mierken, wa bestëmmte Moosnamen net dee gewënschten Effekt hunn an dann esou fréi wéi méiglech no neie Léisunge sichen, wann et Problemer gëtt.

Et ass awer leider net esou, dass dat, wat vill kascht, onbedéngt och vill bréngt. Et geet der LSAP awer net nëmmen doréms ze bewäerten, ob déi jee-weileg Measure CO<sub>2</sub> aspuert, mee och, dass mer den Impakt op d'Leit am A behalen.

Mir sollten eis näischt virmaachen: Eng konsequent Ëmsetzung vun de Klimaschutzmesuren, déi wäert eis eppes kaschten. D'Bierger wäerten dat ze spiere kréien. Als LSAP fille mer eis verflucht - mir fillen eis als LSAP wierklech verflucht! -, derfir ze suergen, dass nei Belaaschtungen net, wéi esou oft, um Bockel vun deenen Äermsten gedroe ginn. Als Beispill wéilt ech hei d'CO<sub>2</sub>-Steier nennen. Dat ass eng Präiserhéijung op fossil Energieträger, déi politesch gewollt ass an déi soll hëllef, d'Investissementer fir eng energieetescht Transition geigenzefinanzéieren. Dozou sti mer!

Fir d'LSAP ass a bleift esou eng Measure nëmmen akzeptabel, wann e weesentlechen Deal vun där zousätzlecher Einnam och sozial ausgeglach gëtt. Grad déi Haushalter zu Lëtzebuerg, déi manner Akommes hunn, wunne jo och grad a manner gutt isoléierten Haiser, eventuell als Locataire, op Plazen, déi manner gutt un den effentlechen Transport ugebonne sinn, déi hu méi en alen Auto, dee Bensinn oder Diesel fiert. Engersäits muss ee fir dës Leit finanziell Hëllef an Berodung ginn, fir dass si besser Méiglechkeeten hunn, Energie ze spueren, mee mir mussen awer och de finanziellen Ausglach fir si virgesinn, déi, trotz Subsidien, sech et net leeschte kënnen, an eng nei Heizung oder besser Isolatioun ze investéieren.

An dat géllt an den Aen vum der LSAP net nëmme fir d'CO<sub>2</sub>-Steier, mee fir all Mesuren, déi riskéieren, d'Leit iwwerproportional ze belaaschten, déi kee Choix hunn, fir méi klimafreundlech Alternativen ze notzen. Och dat ass fir eis e wichteg Element, fir dass eist Fundament vu sozialer Gerechtegkeet net ugegraff gëtt.

Hei denken ech och nach, dass, wa mer eis Ziler wëllen anhalen, da mussen mir och opmierksam op d'Präsentwécklung vum Bensinn a vum Diesel an eisen Nopeschlänner sinn. Natierlech mussen sech Residente weider kënnen Bensinn an Diesel leeschten, mee et dierf net sinn, dass Lëtzebuerg weiderhin eng Zort, jo, vu grousser Tankstell fir all Zort vu Schwéiertransport bleift. Dat ass keng gutt Situation.

Well d'Situatioun vun de Leit hei zu Lëtzebuerg esou ënnerschiddlech ass, leent d'LSAP och generell eng Politik of, wou d'Leit Contrainten operluecht

kréien, déi si net oder nëmme ganz schwéier kënnen erfëllen. Et gëtt eng Onmass un Aspekter an eisem Liewen, déi en Impakt op eis Emissiounen hunn. Et ass ganz einfach fir deen Einzelnen net ëmmer méiglech alles ze änneren. Dofir muss jiddweree fir sech kënnen decidéieren, wéi eng Verännerungen a senger Situatioun am meeschte Sënn maachen.

Een, deen als Locataire an enger Copropriétéit wunnt, dee ka säin Appartement net energieetescht sanéieren, ass awer vläicht bereet, den effentlechen Transport amplat de Privatauto ze benotzen. Een, dee vun der Aarbecht aus kräiz a quier duerch d'Land muss fueren, ass op den Auto ugewisen, huet awer vläicht d'Méiglechkeet, eng Fotovoltaikanlag op sengem Daach ze installéieren.

Eng Verbuets- a Sanktiounspolitik huet donieft den Nodeel, dass vill Leit schonns aus Prinzip eng ofleend Haltung huelen - dat gesi mer jo och an engem aneren Dossier haut oder e Méindeg -, well si sech net gären eppes vun uewen erof virschreiwe loosse. Strikt Restriktiounen sinn an den Aen vum der LSAP nëmmen do ze rechtfertegen, wou et och eng rasonabel Alternativ fir d'Leit gëtt. An den nächste Méindeg hu mer eng rasonabel Alternativ.

Mir liewen, zum Gléck, an enger Demokratie, an dat bedeit, dass een d'Bierger mat Argumenter iwwerzege muss. Mir mussen also all d'Mesuren, déi d'Leit méi Sue kaschten oder déi hire Choix aschränken, esou erklären, dass si bei enger grousser Majoritéit Akzeptanz fannen. Dat geet leider net ëmmer esou séier, mee et hält d'Regierung an natierlech och d'Chamber an d'Verantwortung, fir hir Decisiounen ze rechtfertegen an dann, gegebenefalls, ze iwwerdenken, wann net dat erwaartend Resultat erauskënn.

Iwwerzeegungsarbecht fir méi preventiv Moosnamen ass ëmmer schwier, wann d'Leit d'Konsequenzen nach net kennen oder nach net kënnen erkennen, falls net gehandelt gëtt. Am Kampf géint de Klimawandel si mer entre-temps iwwert déi doten Etapp eraus. D'Klimaverännerunge si mooss- a spierbar, an déi méi heftig an déi méi heefeg Naturkatastrophe fiere jidderegem virun Aen, wat eis warscheinlech an der Zukunft bevirsteet. An eng ganz Rei vu Lëtzebuerg hunn dat an deene leschte Méint kënnen ganz no erliewen. An déi haten et net schéin. Duerfir, ze realiséieren, dass Handlungsbedarf besteet, ass - nieft den Naturkatastrophen, déi virkommen -, awer sécherlech och e Meritt vun eise Jonken, déi mat de Fridays for Future eng nei Dynamik erabruucht hunn a sécherlech och - an ech wéll dat eng Kéier hei ënnersträichen - vun engem jonke Meedchen aus Schweden, wat allze dacks belächelt gëtt, vun deem sech der awer vill kënnen eng Scheif ofschneiden.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Leider heescht dat och, dass mer gläichzäitig ëmmer méi Krise wäerte mussen geréieren. Mir mussen engersäits Schutzmoosnamen finanzéieren, fir de Schued vun Iwwerschweemmungen an esou weider a Grenzen ze halen. Mir wäerte méi oft mussen investéieren, fir Infrastrukturen, déi duerch d'Naturkatastrophen zerstéiert goufen, erëm opzebauen, an natierlech och deene Leit ënner d'Äerm graifen, déi en héije Schued hunn, dee vun der Versécherung net ofgedeckt ka ginn.

Am Resümee kann ech soen, dass d'LSAP zu deenen Zilsetzungen am Klima- an Ëmweltschutz steet, déi sech d'Regierung gesat huet. Mir begrëissen et, dass eng kloer Strategie a chiffréiert Reduktiounsziel pro Secteur virleien an dass am Budget déi nächst Jore grouss Efforte gemaach ginn, mat engem Maximum vun 975 Milliounen fir d'Joer 2024, wat enorm vill Sue sinn. D'Prioritéit muss elo op der Ëmsetzung vun deene Mesuren um Terrain leien, an dobäi mussen mir pragmatesch virgoen a mir mussen bereet sinn, Adaptatiounen do ze maachen, wou et néideg ass, wann ee feststellt, dass eng Iddi, déi um Pabeier gutt ausgesinn huet, an der Praxis net dat gewënschte Resultat huet.

Fir d'LSAP ass et besonnesch wichtig, dass zousätzlech Belaaschtungen a Contrainten déi d'Leit, déi elo schonns a prekäre Verhältnissen liewen, net nach méi an d'Aarmut driewen. Bei all Measure muss gekuckt ginn, wat de sozialen Impakt dovunner ass. Nëmme esou kënnen mir déi ganz Bevëlkerung mat op de Wee vun der Transition kréien. Eng Transition, déi schonns richteg amgaangen ass, an ech mengen, dass d'Bewosstsinn fir déi Transition nach ni esou grouss war wéi am Moment. Fir hei nëmmen ee Beispill ze erwänen: Kuckt lech emol d'Gewinnechte vun de Leit un aus de leschte Méint. Et gi vill méi lokal a regional Produite privilegiéiert. Dëst huet souwuel en direkten Impakt op eis Ëmwelt wéi op eis Ökonomie. An dëst muss no der Kris och esou bleiwen. Mir dierfen net zouloossen, no der Kris erëm direkt an de Rhythmus an an déi Mentalitéit an an déi Aart a Weis ze kommen, wéi mer se virun der Kris haten. Kommt, mir profitéieren vun deene gudde Saachen, déi mer duerch d'Kris geléiert hunn!

D'Prioritéit ass a bleift fir d'LSAP déi sozial Gerechtegkeet, déi och am Kontext vun der Klimaverännerung



rung muss spielen. Energie, Liewensmëttel an aner existenziell Gidder riskéieren, ëmmer méi deier ze ginn. Émsou méi wichteg wäert et sinn, derfir ze suergen, dass Leit mat klengem a mëttlerem Akommes net déi Leidtragend vun der Entwécklung sinn. An d'Solidaritéit an eiser Gesellschaft wäert an de kommende Joren dofir méi wichteg gi wéi jee. Dofir muss mer dat Fundament weiderhi fleegen.

Mee et gëtt ee Beräich, wou et warscheinlech am meeschte bréckelt. An et ass scho virdrun hei ugeschwat ginn, dat ass mäi fënneft Thema: de Logement.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Logementsmarché befënnst sech an enger grousser Kris. De Logementsmarché ass d'ailleurs dat beschte Beispill, wat beleet, dass de Maart eeben aleng net alles reegele kann. Mir brauchen de Staat als staarken Acteur, an dat ass quasi op sämtleche Marchéen esou.

Ma och wann iwwert déi lescht Joren a Joerzénge probéiert ginn ass, op d'Demande anzewierken - de Leit sollt gehollef ginn, sech eng Offer kënnen ze leeschten -, muss een agesinn, dass dës Politik leider echouéiert ass. Eise Marché ass nämlech net nëmme liicht aus dem Gläichgewicht, mee en ass komplett aus dem Gläichgewicht.

Enger rezenter Etüd vum LISER no gehéiert ronn 0,1 % vun der Populatioun d'Hallschent vum Bauland hei zu Lëtzebuerg; 0,1 % vun der Populatioun sinn a Besëtz vun der Hallschent vu bebaubaren Terrainen.

An den Ae vun der LSAP ass dëst awer eng zimmlech pervers Situatioun, déi et am Moment ëmmer manner Leit erlaabt, sech nach en Terrain, spréchen en Daach iwwert dem Kapp leeschten ze kënnen, an à court oder à moyen terme zu enger kompletter Spléckung vun eiser Gesellschaft ze féieren drot, voire dass et keng fräi Entscheedung méi wäert sinn, ob d'Leit dës oder déi Säit der Grenz wunne ginn. Dëst ass jo schon am Moment de Fall. Dat géllt et, mat alle Kräften ze verhënnern. Mir musse de Logementsproblem net muer, mee elo an de Grëff kréien, fir dass sech eis Geréng- an Normalverdänger, eis Mëttelschicht, a virun allem och eis Kanner och muer nach e sécher Doheim hei zu Lëtzebuerg kënnen leeschten.

Duerfir brauche mer och méi radikal Moossnamen. Virun allem muss mer vun der Demandepolitik eriwuer op eng Offerpolitik goen. Den Hiewel muss bei der Offer ugesat ginn. An deem Kontext begrësst d'LSAP ganz kloer d'Annonce vum Premierminister vu gëschter vun enger Spekulationssteuer op eidele Wunnengen an och broochleiden Terrainen.

„Wunneng“, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat kënt vu „wunnen“. Fir eis als LSAP ass et ganz kloer, dass eng Wunneng, en Doheim, en Daach iwwert dem Kapp fir Mënschen ass, an net e Finanzproduit, wou een iwwerschësseg Kapital ka lagere oder vermeeren. D'Wunne muss fir d'Leit sinn; d'Wunnen, do muss een doheim kënnen sinn an et dierf keng Anlag fir Sue sinn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Op gewëssene Punkte kann ee bestëmmt iwwert d'Bauperimetererweiderung nodenken, ma aktuell sinn nach eng ronn 2.800 Hektar Bauland zu Lëtzebuerg disponibel, dovunner 1/3 sougenannt Baulücken. Ech mengen, dass grad hei op dësen dach knapp nach 1.000 Hektar fir d'Éischt muss gebaut ginn an duerfir de Wee, deen d'Taina Bofferdung elo als Innenminister mam Henri Kox geet, deen eenzeg richtegen ass. D'Spekulationssteuer, souwéi d'Reform vun der Grondsteuer, déi aus där doter Fieder wäert kommen, wäerten hei den Drock op déi leeën, déi hiren Terrain, aus net ëmmer ganz nobele Grënn, zrëckhalen. „Steier“ kënt vu „steieren“, a grad dat ass jo d'Aufgab vun der Politik: d'Gesetzter esou ze steieren, dass se an déi richteg Richtung lafen.

Déi Spekulationssteuer, ass dat elo d'Allheilmittel? Nee, mat Sécherheet net. Mir befannen eis hei an esou enger déiwier Kris, dass eng Schrauf aleng dee ganze Moteur net erëm wäert an d'Lafe bréngen. Si ass awer eng ganz wichteg Schrauf am Handwierkskoffer vun der LSAP-Innenministeresch.

Ech wëll lech drun erënneren, dass nämlech och de Projet de loi zu de Baulandverträge nach um Instanzwee ënnerwee ass. An déi zwou Mesuren, déi wäerten dofir suergen, dass engersäits Leit iwwert de finanzielle Wee dozou beweegt ginn hir Terrainen ze viabiliséieren. Maache se dat net, da muss se der Allgemengheet e gewëssene Montant zeguttkomme loosse. An anerersäits gi kloer De-laie festgehalen, bis weini een en Terrain bebaue muss; spëtstens zwielef Joer no der Erschléissung soll et jo hei esou wäit sinn.

Et sinn also net just eenzel Schrauwen, déi een huet, mee et ass u sech e ganz Zännrad, wat mer hei amgang sinn opzebauen.

Béid Projekte sinn zwar nach Zukunftsmusek. Mee och am Pacte Logement, ech géif et gär als Kär-

stéck vun deem Gesetz bezeichnen, ass kloer d'Stëmm vun der LSAP ze héieren, dat am Artikel 29. Jo, et hätt ee sech hei nach aner Prozentsätz kënnen virstellen, och grad als Sozialist. Mee als Sozialist mat enger Vergaangenheet an enger Gemeng kann ech lech soen, wat dat fir eng Verännerung duerstellt, dass d'Gemengen an Zukunft Terrainen fir abordable Wunraum fir näischt wäerte kréien.

Jo, mir kréien deen als Gemenge gratis! Dat ass awer e Paradigmewissel an dat ass e grouse Schratt no vir. An do missten dach d'Kolleeginnen a Kolleegen heibanne mat Verantwortung a Gemengen, notamment och déi vum Syvicol, zoustëmmen, wéi dat och bei de Gemengefinanzen de Gemengen zeguttkomm ass, dass een dat als eng positiv Saach gesäit. En plus ginn d'Prozentsätz u Wunraum, deen un déi öffentlech Hand wäert goen, deen also muss abordable ginn, an d'Luucht, an déi bleiwen och nach an der Hand vun der Öffentlechkeet. Dat ass eng Garantie, dass se an der Hand vun de Gemengen a vum Staat bleiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, deen Tatendrang, dee verdéngt Respekt, mee virun allem awer och Énnerstëtzung. An an deem Dossier vum Logement ass déi sougenannte „Politique politicienne“ einfach net méi ubrecht. Jo, dee fréiere Premier Juncker huet viru Joren de Logement zur Chefsaach erkläert. Jo, de Premier Bettel huet erkläert, et géif een alles maachen, fir dass jonk Stéit net permanent mam Logementsproblem konfrontéiert géife ginn. An d'Präisspiral, déi gouf awer net gebremst. An dat net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mee quasi iwwerall an Europa.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do runner ännerer mer haut elo net méi ganz vill. Wat mir als LSAP wëllen als Zukunftsgestaltung ugoen - an ab haut wëlle mir alles dofir an d'Wëer leeden -, dat ass, dass mer de Logementsproblem muer gebremst an iwwermuer beschtefalls geléist kréien. Mee dofir brauche mer heibannen alleguer d'Acteuren an och dobausse brauche mer alleguer d'Acteuren, déi öffentlech wéi déi privat. Mir brauchen e gréisstméigleche politesche Konsens. Hei wënn keen eng Banann, wann e sech géint deen anere stellt. Hei brauche mer dee gréisstméigleche politesche Konsens, fir esou séier wéi méiglech weiderzekommen.

Mir kënnen gären doriwwer streiden, wie wéi ee Komma a wéi engem Gesetz geännert huet an ënner wiem d'Präisser ëm x an ëm y Prozent an d'Luucht gaange sinn - de Leit dobaussen ass dat bei der Sich no enger Wunneng zimmlech egal. Si erwaarde sech Léisunge vun der Politik. An déi solle mer esou séier wéi méiglech, iwwer all Parteigrenzen heibannen, fannen.

Bei där ganzer Krisensituatioun dierfe mer awer och d'Bauen net aus den Ae verléieren. D'Fro dierf nämlech net nëmme sinn, wéi vill gebaut gëtt, mee och ënner wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Materialien, a wéi enger Form a mat wéi engem Plang. D'Klima ugeschwat, fält och eng grouse Verantwortung op de Logement, engersäits wat de Bau selwer ueget, anerersäits wat d'Haus herno fir en Energie-Bilan huet. Smart Building a Smart Living sinn zwee Theemekomplexer, deene mer eis sollen unhuelen - net nëmme aus Klimasiicht, mee och wat beispillsweis d'Liewensqualität fir eis eeler oder behënnert Matbirger ueget.

D'Salariéen um Bau mussen uerdentlech geschützt, beschäftegt a bezuelt ginn. An d'Héicht bauen dierf och keen Tabu sinn. A mir mussen och kucken, dass mer kloer Ulafstelle kréien, un déi d'Leit sech kënnen wenden, wa se eppes wëlle bauen.

Här President, d'Grondsteuer geet op 1941 zrëck. 1941 - wann ech esou an de Sall kucken -, war heibannen nach kee gebuer. Ech géif mol mengen. Duerfir gouf et héich Zäit, dass sech dës elo méi intensiv ugeholl ginn ass an dass déi Reform och elo ugepaakt gëtt. En anert Joer - do mengen ech, kéinten der sinn, eventuell, heibannen, déi schonn do waren -, dat war 1955. Jo, säit 1955 ass d'Reegel vun de 5 % vum Capital investi schonn en vigneuer, déi een als Loyer froe kann. Kommt, allez, wa mer éierlech sinn: d'Paien, wéi déi säit 1955 evoluéiert hunn, an da kucke mer, wéi d'Immobiliepräisser hei explodéiert sinn, do muss ee sech awer dann d'Fro stellen iwwert déi 5 % vum Capital investi, ob dat wierklech nach ëmmer richteg ass.

Richteg, jo, ech si beim Projet de loi zum Bail à loyer ukomm. E gutt Gesetz, wat der Logements-situatioun vum 21. Joerhonert Rechnung dréit. Ech denken hei beispillsweis an d'Colocatioun, déi gestäerkt a verankert gëtt. Mee Dir mierkt, déi 5 %-Reegel mécht mir dach suergen. An ech mengen, dass mer eis där, grad wéi och der Opdeelung iwwert d'Frais d'agence, nach eng kéier missten unhuelen.

Den Hiewel, ech hunn et virdu gesot, muss ganz kloer bei der Offer ugesat ginn. Als LSAP si mer der fester Iwwerzeugung, dass hei méi ze maachen ass wéi opsäite vun der Demande. Well all déi Mesuren awer net direkt, net vun haut op muer, 1:1 gräife wäerten, muss een och weider un der Demande dru bleiwen - dat géllt souwuel positiv wéi och negativ.

Positiv muss ee weider déi ënnerstëtzen, déi, weinst der aktueller verfuereener Situatioun, op d'Énnerstëtzung vum Staat, beispillsweis iwwer d'Subvention loyer oder soss Aides au logement, ugewise sinn. Eng wäitreech Reform schéngt mer do ubrecht.

An negativ muss een awer och déi Demande bremse, déi eeben net no engem Doheim, mee no engem Finanzproduit sicht. An ech schwätzen hei och iwwert den Amortissement accéléré. Dee gouf jo am leschten État, oder am leschte Budget vu 6 % op 5 % respektiv 4 % erofgesat. An d'LSAP wëllt sech hei och kloer nach eng kéier dofir asetzen, dass een deen nach weider kann erofsetze respektiv och ganz kann ofschafen. Wa mir eppes mat Sécherheet am Joer 2021 net méi brauchen, da sinn et Outilen, déi d'Allgemengheet Sue kaschten an den Invest an d'Logementspekulatioun férdere. Well och dat sinn Attacke géint eist gesellschaftlecht Fundament u sozialer Gerechtheet.

Enger Question parlementaire vum Yves Cruchten no, déi ech gesinn hunn, huet de Minister gesot, dass eis duerch deen Amortissement accéléré all Joer 50 Milliounen am Staatsbudget géifen duerch d'Lappe goen. Ma domadder kéint ee scho ganz ville Familles monoparentales hëllefen.

En aneren Outil fir d'Demande, jo, eng reng spekulativ Demande anzudämmen, dat war dann eng „Lex Koller“. Jo, ech si frou, dass déi LSAP-Iddi och bei der CSV ukomm ass. Fir direkt op dës Kritik awer ze reagieren: Nee, mir hu verschidde Motiounen zu deem Sujet hei net matgedroen, well mir och an enger Koalitioun sinn. An an enger Koalitioun muss een zu dräi diskutieren. An da muss een dat ausdiskutieren.

(**Interruption**)

Dat ass esou. Dat ass esou, dat muss ee maachen.

(**Interruption**)

Mir als LSAP ... Dat ass esou! Dat ass och richteg esou, well an enger Koalitioun do schafft een zesammen an do mussen déi dräi Partner sech och eens sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Et ass méi flott, an der Koalitioun ze sinn.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Et ass méi flott, an der Koalitioun ze si wéi an der Opposition, dat ass ganz richteg.

■ **Une voix.** - A!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll, dass den État de la nation ...

■ **Mme Octavie Modert (CSV).** - Wëllt Dir d'LSAP dann an d'Opposition schécken, Här Benoy?

(**Brouhaha et hilarité**)

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Ech wëll, dass den État de la nation den État de la nation bleift an net an deenen nächste Joren zum État du logement gëtt. Kréie mir dese Problem nämlech net an de Grëff, da wäerten déi ganz Politikfelder sech do ronderëm dréien: Eis Sozialleeschunge wäerte beanträchtegt ginn, well den Aarmutsrisiko ëmmer weider zohëlt an eis Wirtschaft wäert leiden, well d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ofhuele wäert, ganz einfach, well keen normale Salarié sech en Doheim zu Lëtzebuerg, am Grand-Duché, méi wäert kënnen leeschten.

Jo, all dat géllt et ze verhënnern, well mir wëllen, dass och an Zukunft nach Leit hei zu Lëtzebuerg e sécheren Daach iwwert dem Kapp hunn a sech dat vun hirer Aarbecht a vun hirem Loun och kënnen leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, wie „Loun“ seet, seet och „Steieren“. Dat bréngt mech zu mengem leschte Punkt: Jo, Steieren, Dir Dammen an Dir Hären, si kee Selbstzweck; Steiere sinn awer en onverzichtbaart Mëttel zum Zweck, wann een eng demokratesch Gesellschaft wëllt opbauen, déi solidaresch ass an déi den einzelnen opfänke kann, wann et néideg ass.

Sécher ass, dass d'Pandemie e Lach an eis Staatsfinanze bruecht huet. Virun allem fir Mesuren am Beräich vun der Aarbechtspolitik hu mir an deene leschten 19 Méint e groussen Effort an der Solidaritéit gemaach, an deen ass och absolut richteg esou. Sécher ass awer och, dass de Schéiereffekt fir dëst Budgetsjoer erëm an déi richteg Richtung weist: D'Recetten am Zentralstaat sinn ëm 20 % par rapport zum Virjoer eropgaangen. Gläichzäitg sinn d'Depensen an deene leschten aacht Méint ëm minus 2,3 % zrëckgaangen. Énnert dem Stréch hu mir an deene leschten aacht Méint just nach en zaarten Defizit vun 124 Milliounen gehat. Dëst Joer gi mer mat enger Projektion vun enger zolitter Croissance vu 6 % aus. Dat ass émsou méi erfreeslech, well Lëtzebuerg, am Géigesaz zu der Eurozon, d'lescht Joer mat -1,8 % nëmme eng relativ kleng Dell an der Konjunktur erlieft huet. An der Eurozon war den Abroch vill méi grouss: bei minus 6,5 % vum PIB.

Als LSAP si mer natierlech frou iwwert dës besser Perspektiven a felicitéieren der Regierung, déi hir Hausaufgaben hei gemaach huet. Als LSAP si mer der Meinung, dass mir net onbedéngt mussen méi Steuerrecetten erabrëngen, well d'Staatsfinanzen ëmmer méi, lues a lues, an de grénge Beräich kommen, mee mir sinn awer der Meinung, dass ee fir méi Steiergerechtkeet muss suergen, ouni déi globale Steuerlaascht eropesetzen.

An ech wëll hei just ee Saz soen iwwert déi scho virdrun ugeschwate Coronasteier: Jo, mir stinn nach ëmmer zu enger méi gerechter Verdeelung vun den Einnamen, déi verschiddener haten. An déi Einnamen, déi sollen derzou dëngen, fir deenen, déi et méi schwéier haten, och deen Ausgleich ze ginn, dee se brauchen, well se eebe méi eng schwéier Situatioun haten. A mir wäerten och dozou nach méi e globale Pabeier presentéieren.

Als Sozialisten ass et eis schonn ëmmer e wichteg Uleies gewiescht, dass mer e besseren Equiliber tëschent der Besteuerung vu Kapital an Aarbecht ustriewe mussen. Mat der Besteuerung vu Revenuen aus Immobilien dann, déi e FIS oder en anert Investmentvehikel erausgezunn huet, hu mir do deen éischte Schrëtt am Budgetgesetz vum leschte Joer gemaach. An dat ass och richteg esou.

Mir sinn awer der Meinung, dass een och muss e bësse méi wäit hei denken: Dividenden, Plus-valuen aus Aktien an Titren, do si mer der Meinung, dass déi och misste méi besteiert ginn. Och bei de Familles monoparentales gëtt et sécherlech Loft no uewen: Wann een dem Statec seng Zuele kennt, da kënt een net laanscht d'Konklusioun, dass de Risque de pauvreté hei besonnesch grouss ass. An ech hu virdu gesot: Mat deene 50 Milliounen vum Amortissement accéléré kéint een hei bestëmmt ganz vill hëllefen. Dat si fir eis wichteg Mesuren, déi eis et erlabe wäerten, eist Fundament u sozialer Gerechtheet weider ze stäerken.

Wa mer scho keng Steierreform bis 2023 maache kënnen, hu mer eis agesat fir konkret Moossnamen, déi de Premier a Saache Familljepolitik och annonciéiert huet, nämlech fir ënner anerem och der Précarité énergétique entgéintzewierken, dass d'Allocation de vie chère ëm 200 Euro pro Stot erhéicht gëtt. Dat kënnen mer just begrëssen. A Frankräich gëtt et 100 Euro fir ronn 6 Milliounen Menagen. Da leie mer hei mat eisen 200 Euro sécherlech net schlecht.

Déi Allocation de vie chère war d'lescht Joer éreicht ëm 10 % an d'Luucht gesat ginn. Mee och hei hate mer eng Suggestioun: D'Barëmen, fir iwwerhaupt an de Genoss vun der Hëllef ze kommen, déi sinn eiser Meinung no zimmlech niddreg. Duerfir si mer der Meinung, dass ee sech mat der Hausse vun der Allocation de vie chère och misst Gedanke maachen, fir déi Barëmen do an d'Luucht ze setzen. Dat géif et méi Leit erméiglechen, déi et wierklech néideg hunn, an de Genoss vun deenen Hëlfele ze kommen. Aktuell huet eng Persoun d'Allocation de vie chère zegutt, wa se - a lauschtert gutt no! - e Bruttorevenu huet, dee manner héich ass wéi ronn 2.200 Euro de Mount. Dat ass net ganz vill!

■ **Une voix.** - Dat ass net, datt de Mindestloun ...

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Dat ass net ganz vill! Jo, ech hu gesot „ronn“.

■ **Une voix.** - Dat ass ënnert dem Mindestloun!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo. Fir e Stot vu véier Persoun läit déi Limitt bei 4.628 Euro brutto. An do muss nach Sputt no uewe sinn.

Mir begrëssen och d'Politik vun de Saachleeschungen. Esou fanne mer et nëmme méi richteg, dass d'lessen an de Kantine fir Kanner, déi aus Famillje kommen, deenen et finanziell net esou gutt geet, soll gratis sinn. Dat wäert dës Famillje ganz sécher entlaaschten. An hei muss een och kucken, wou dee Plaffong gesat gëtt, fir dass och esou vill wéi méiglech Leit dovunnen kënnen profitéieren.

Ee ganz grouse Schratt wäert och d'Aféierung vun der gratis Kannerbetrieung an de Maison-relais während de Schoulwoche sinn. Dat doten ass eng Mesure, déi geziilt de Budget vun der Famill wäert entlaaschten. Dat ass eng ganz gutt Saach, déi mir absolut mat ënnerstëtzen.

Do zielt och selbstverständlech d'Aféiere vum gratis Musekunterrecht derzou, dee jo scho méi laang am Gespréich ass. Dat wäert et hoffentlech och Jonken aus méi schwache soziale Milieuen erméiglechen, en Instrument ze léieren an esou hoffentlech och de Wee an e Musekveräin oder eng Harmonie ze fannen. Dir wësst, mäin Häerz als Hobbymuseker schwätzt do ganz staark mat.

Allerdéngs muss ee sech hei och bewusst sinn, dass duerch dës Mesur vläicht nach méi Elteren hir Kanner an eng Maison relais oder eng Kantine oder e Musekunterrecht aschreiben. An dat wäert dann erëm zrëck op d'Gemenge falen, déi elo schonn heiansdo Schwierigkeeten hunn, fir genuch Plazen an de Maison-relais ze offréieren. Deemo ass de Staat och hei gefuerdert, seng Investitiounen a seng Subsidien am Beräich vun der



Kannerbetreuung sécherlech net ze verklengeren, mee souguer nach ze vergréisseren. Och dofir setze mer eis als LSAP an.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Eng aner Iwwerleeung: Am Zesammenhang mat de Saachleeschtinge wéilt ech nach hei soen, dass et kloer hiert Zil ass, d'Familien ze entlaaschten an esou och géint d'Aarmut virzegoen. An dat ass och gutt esou! Mee wa mer dann hei am Land, an dat ass jo och hei an der Chamber des Éfteren de Fall, iwwert den Taux de pauvreté schwätzen, da gëtt dee jo haapt-sächlech opgrond vum Akommes gemooss. An duerfir d'Fro, oder besser d'Fuerderung, ob een net kann eng Methodologie entwéckelen, déi méi staark och déi Saachleeschtinge berécksiichtegt, déi awer elo, an zemoos nach eng Kéier an deem Budget, ganz, ganz staark sinn. Well eng gratis Kannerbetreuung, dat ass jo och kee kleng Posten an engem Familiëbudget. Dat ass eng Iwwerleeung, déi ech awer wéilt mat op de Wee ginn. Well dat mécht eis Bilanz vun der Aarmut ..., warscheinlech gëtt déi anescht, wann een déi Saachleeschtinge matarechent, wéi wann een nëmmen op dat Pekuniärt kuckt.

Vun der Aarmut kommen ech dann op d'Reindexierung vum Kannergeld. Dat ass eng laang Fuerderung vun der LSAP. Dat fanne mer ganz gutt an dat ënnerstëtze mer natierlech och. An dass déi och vun Oktober u matberécksiichtegt gëtt, ass ganz richtig.

Wéi scho gesot, si mer net onbedéngt der Meenung, dass mir méi Steierrecettë brauchen. Mee zu eiser Iddi vun der Verdeelung vum Rächtrum sti mir nach ëmmer. Well keng global Steierreform kënn an et der LSAP awer wichteg ass, dass de Gruef téschent Aarbecht a Kapital nees méi no beienee kënn, wäerte mer dann, am Kader vun der Debat iwwert d'Justice fiscale, e Konzept presentéieren, wat geziilt d'sozial Gerechtegkeet wäert förderen.

Ech kommen zum Schluss. Dir Dammen an Dir Hären, dëst Joer rechne mer mat enger zolitter Reprise vu plus 6 %. Eis Wirtschaft erhëlt sech, mee et sollt een d'Kris net ver-, ... et sollt een, ...

(*Brouhaha*)

■ **Une voix.** - Wien huet dat geschriwwen?

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Ech!

(*Brouhaha*)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Sang et einfach!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Et sollt een d'Kris net vergiessen an d'Léieren aus dëser Kris zéien. Esou ass et.

■ **Une voix.** - A!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Hei wäert sécherlech de Plang „Ons Wirtschaft vu muer“, deen déi Lëtzebuerger Ekonomie bis 2025 soll ënnerstëtzen, seng Friichten droen. Defie gëtt et der awer genuch. Den Trend weist drop hin, dass vill Aarbechtsplazen, och an der Industrie, ëmmer méi hightech ginn. Gläichzäitg gëtt et awer och nach vill Besoinen am Handwierk. Hei muss mer sécherstellen, dass et keen Ënnerscheid gëtt téschent deem, wat mer enseignéieren a valoriséieren an deem, wat mer an der reeller Ekonomie och brauchen. Mir mussen endlech ophalen, just den Enseignement classique - ech hunn et virdu gesot - als solchen ze valoriséieren an d'Méiglechkeete méi kloer weisen, déi sech am Handwierk oder an der Industrie erginn. Deemo ass bei der Formatioun wuel nach Sputt no uewen, ech hunn et virdu scho gesot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, et si konkret Iddien, déi mir hei proposéieren. A se zéien all an eng an déi selwetch Richtung: Dat Fundament u sozialer Gerechtegkeet, dat mir hunn, dat awer leider nach net ëmmer iwwerall duergeet, wëlle mer weider festegen. Ech hat et schonns am Ufank gesot: Dës Kris huet gewisen, wéi wichteg et war, op dat Fundament opbauen ze kënnen. Dat hu mir an de Beräicher Santé an Aarbecht mam Chômage partiel gemaach. Mee mir dierfen eis net op dese Lorbeeren ausrouen.

Aus deenen aneren Theemen, déi ech ugeschwat hunn, hutt Dir eraushéieren: Mir brauchen nach vill, mir brauchen nach ganz vill Bëton, fir dat Fundament nach méi stabil ze maachen - sief et an der Educatioun, am Logement, an der Klimapolitik oder bei de Steieren.

2021 wäert als Krisejoer an d'Geschicht agoen. Et ass un eis ze handelen, fir dass 2022 als Joer vun de Chancen an Erënnerung bleift. Mir si bereet dofir.

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Engel. An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Josée Lorsché a si ass scho prett. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech men-

gen, mer sinn eis eens, eis parlamentaresch Rentree ass dëst Joer e bësse méi speziell.

(*Mme Djuna Bernard prend la présidence.*)

Engersäits well mer direkt mat zwee ganz wichtige a relevante Sujeten ze dinn hunn an domat duerchstarten an enger Woch: d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun an an engems och den Depot vum Budget, eigentlech zwee ganz wichteg Momenter an engem Chamberjoer.

Anerersäits awer och, well mer eis erëm an eiser gewinnter Pleniëre zesummefannen um Krautmaart, wou d'Distanz téscht den Deputéierte méi kleng ginn ass, jiddefalls physesch - ech mengen dat vläicht elo net onbedéngt politesch - a wou mir mat Still verwinnt gi sinn, fir déi mer Merci soen, well ee besser aus deenen erauskënn wéi aus den ale Fotellen.

(*Hilarité*)

Mir hunn also net nëmmen an der Gesellschaft, mee och an der Chamber nees méi Normalitéit erreecht, wat awer net heescht, dass d'Pandemie aus der politescher Aktualitéit verschwonnen ass. Spéitstens den nächste Méinden, et ass scho gesot ginn, wäert dat neit Covidgesetz op dëser Plaz diskutiert ginn, an der Hoffnung allerdéngs, dass mir gläich kee Covidgesetz méi brauchen, wat bei engem Impftaux vun ongeféier 85 % méiglech dierft sinn. Dat wiere 85 % vun de Biergerinnen a Bierger, déi fir 100 % vun der Gesellschaft d'Verantwortung iwwerhuelen, wann der 85 % sech impfe loosse. Et ass op alle Fall eis Hoffnung an et muss d'Zil vun eis all sinn, dass mer kee Covidgesetz méi brauchen.

Datt de politeschen Debat sech an den nächste Wochen a Méint allerdéngs net nëmmen op d'Pandemie wäert limitéieren, mee wäit doriwwer erausgeet, gesäit ee schonn eleng um Rôle des affaires, wéi en heescht, dee mëttlerweile aus allen Néit platzt - jiddweree gesäit en um Internet, och d'Leit dobaussen - an eng ganz Panoplie vu Beräicher ofdeckt, ënner anerem och de breetgefächerte Secteur vun der Santé, wou virdu schonn drop agaange ginn ass, a wou eng ganz Rei vun Debatten an Zukunft ustinn, wou ech direkt wéilt soen, dass ech haut net am Detail drop aginn, mee dass mer eis als Gréng awer schonn amgaange sinn ze preparéieren an eis op déi Debatte freeën a se och ganz wichteg fannen. No der Pandemie muss e Bilan gezu ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, aner wichteg Sujeten hatten och am Premier senger Ried Prioritéit. Dat war natierlech un éischter Stell gëschter de Klima- an Ëmweltschutz, d'Logementskris an déi sozial Ongläichheeten am breede Sënn, dräi Beräicher also, déi scho virun der Pandemie mat enger Kris konfrontéiert waren. An et sinn déi Beräicher, wou ech méi am Detail wëll drop agoen.

D'Pandemie huet d'Situatioun alles anescht wéi verbessert, och wa mir d'Klimaziler d'lescht Joer konnten erreechen, well vill klimaschiedlech Aktivitéiten noutgedrongen zrëckgeschrafft gi sinn, virun allem och am Beräich vun der Mobilitéit. Datt d'Eroffueren, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Ekonomie an d'Aschränke vun de gesellschaftlechen, kulturellen a sportlechen Aktivitéiten allerdéngs net d'Leisung ka sinn, fir de Klimawandel ze stoppen, läit wuel op der Hand. Villméi muss mir d'Klimaziler zesumme mat enger gutt dréiender a gesonder Wirtschaft erreechen; enger dréiender Wirtschaft, déi ech bewusst net Wuesstum nennen, mee nohalteg Entwécklung a Richtung Klimaneutralitéit.

Nieft dem Kampf géint déi sozial Ongläichheeten an deem domat verbundene Kampf géint d'Wunnengsnout ass a bleift de Kampf géint d'Klimakris eng vun de gréissten Erausforderunge fir déi nächst Wochen, Méint a Joren. An duerfir wéilt ech dem Premierminister och Merci soen, dass et ganz vill Wäert op dee Volet geluecht huet gëschter a senger Presentatioun.

Dir Dammen an Dir Hären: „Eist Land ass gutt duerch d'Kris komm.“ Dee Saz hu mer schonn alleguer méi wéi eemol héieren an en ass och net falsch. Well jo, mir hunn d'Pandemie am Verglach zu anere Länner relativ gutt gemeeschert, jiddefalls bis haut, woumat ech déi iwwer 830 Stierffäll, déi vill schlëmm Krankheetsverleef mat laangwieriige Long-Covid-Suiten an déi verschidde Schwächen an der Gestiou vun der Kris net wëll kleng rieden.

An och wa mir eis bei de Covidreegelen net ëmmer eens waren an eis och weiderhin net ëmmer eens kënnen sinn, esou gehéiert Lëtzebuerg awer zu deene rare Länner, an deenen d'Reegelen op eng demokratesch Manéier zustane koumen. Si sinn duerch e Parlament gaange mat engem demokratesche Vott a mir sinn an engem Land, wou verhältnisméisseg vill Fräiheeten oprechterhale konnte ginn. A jo, och d'Ekonomie kum relativ gutt duerch d'Kris an huet sech schonn zimmlech gutt erholl.

De senkende Chômagetaux, deen erëm um Peegel ass virun der Kris, an e Staatsbudget, deen trotz

den héijen Investissementen an Hëlfelefen eng Staatsschuld vu manner wéi 30 % vum PIB opweist - mir leien nëmme bei 26-27 % - an domat op stabile Féiss steet, liwweren de Beweis.

A well de Kultur- an de Sportsecteur zu Lëtzebuerg vill méi staark wéi an anere Länner ënnerstëtzt gi sinn, hunn och dës Beräicher elo längst zu enger grousser Normalitéit zrëckfonnt. Et ass schéin ze gesinn, dass d'Sportler erëm op den Terrainen ënnerwee sinn, dass d'Kulturinstituter aktiv a kreativ sinn. An et ass souguer schéin ze gesinn, dass owes am Bësch Theater gespillt gëtt.

Besonesch ervirhiewe wéilt ech awer d'Schoul, déi zu Lëtzebuerg mat am mannsten zou war par rapport zu allen anere Länner, wat de Stellwäert vum Grondrecht op d'Bildung an der Schoul zu Lëtzebuerg ënnersträicht.

Alles dat, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert zum positive Bilan, dee mir als Gréng zu deem Moment aus der Gestiou vun der Kris kënnen zéien a wëllen zéien. En ännert awer näischt drun, dass d'Erausforderungen, mat deenen ënner anerem d'Klimakris eis konfrontéiert, nach net gemeeschert sinn. Dës Erausforderunge bleiwe gewaltig a sinn och méi schwéier ze meeschten, well d'Form vun der Klimakris eng aner ass a vill méi komplex ass wéi d'Covidkris.

Den Ënnerscheid besteet virun allem doran, dass et bei der Pandemie eng Zäit duerno gëtt, op déi ee sech kuerzfristeg ka freeën. Aus deem Grond sinn déi drastesch, mee zäitlech limitéiert Covidmoossname relativ gutt akzeptéiert ginn, och wa bei der Impfbereitschaft nach Sputt no uewen ass.

D'Aufgab vun eis alleguer ass et dann, fir och bei der Klimakris eng Welt duerno ze garantéieren; eng Welt, op déi jiddweree sech freeën kann an déi och deene folgende Generatiounen zeguttkënn, well jiddwer Mënsch, och déi folgend Generatiounen hunn e Recht op eng propper, gesond an nohalteg Ëmwelt.

Datt dëst Recht e fundamentaalt Mënscherecht ass, gouf dee leschte Freiden - et ass nach net laang hier - vum UNO-Mënscherechtsrot an enger Resoloutioun unerkannt a gouf vum UN-Sonderbeoptraagte fir Mënscherechter, dem David Boyd, als historischen Duerchbroch bezeecht. Dese Beschluss soll hëlfelefen, an Zukunft méi streng Ëmweltgesetzter duerchzusetzen an domat méi effektiv wéi an der Vergaangenheet géint de Klimawandel, géint d'Aartestierwe souwéi géint d'Loft- a Waasserverschmutzung virgoen ze kënnen.

Zanter den 1990er-Jore gouf dës Resoloutioun am EU-Mënscherechtsrot diskutéiert. Endlech ass se vun enger grousser Majoritéit unerkannt ginn an hëlleft, streng national Standarden op Basis vun den Erkenntnisser iwwert d'Ökosystemer festzelleeën.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, dass et ëmmer nees Mënsche gëtt, déi der Ëmweltwëssenschaft an den Erkenntnisser feindlech gesënt sinn an de Klimawandel souzesoen als Hirngespinn ofdinn. Mee och déi gréisste Skeptiker a Schwuerbler wäerte fréier oder spéider feststellen, dass se mat de Féiss am Waasser stinn, dass d'Warnunge vun de Wëssenschaftler viru weidere Klimakatastrophen net aus der Loft gegruff waren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech schwätze vun Iwwerschwemmungen, déi all Peegelstänn aus der Vergaangenheet depasséieren, vun intensiven Hëtzelwellen, Tornadoen, Dréchten, Bränn an anere staarke Wiederphenomeener, déi sech unheefen an en Impakt op extreem vill Beräicher hunn, op d'Ëmwelt natierlech an op eis natierlech Liwensgrundlagen, op d'Infrastrukturen - dat hu mer elo am Summer erlieft -, op de Bien-être an op d'Liewensbedingung vum de Mënschen, op d'Gesondheet vu Mënsch an Déier, op d'Landwirtschaft an d'Ernährungssécherheet, op déi sozial Ongläichheeten. An net ze vergiessen, dass dës Phenomeener schonn haut vill vulnerabel Regiounen destabiliséieren a bestoend Konflikter verschlimmern oder awer zu neie Konflikter an zousätzlecher Aarmut op der Welt féieren.

Fir eis ass et glaskloer, dass Lëtzebuerg seng Verantwortung muss iwwerhuelen, net nëmmen am internationale Kontext, mee och zu Lëtzebuerg selwer, wou d'Klimakris riskéiert, eis immens deier ze ginn, souwuel gesondheetlech wéi och gesellschaftlech, sozial an ekonomesch.

Positiv ass, dass mir an de leschte Jore grouss Fortschrëtt a Richtung Nohaltegkeet gemaach hunn. An och déi muss genant ginn. Mir hunn en ambitiösen a kohärenten Kader am Klimagesetz verankert a mir hunn déi eenzelen sektoriell Ziler definéiert. D'1,5-Grad-Zil kann elo net méi a Fro gestallt ginn an d'Politik muss sech an Zukunft duerno rüchten.

An Zukunft kann et a puncto Klimaschutz also nach just an eng Richtung goen, a Richtung méi Tempo a méi Ambitioun. Mat de sektoriellen Ziler, déi laang diskutéiert gi sinn, mee komm sinn, sinn d'Laaschte

kloer verdeelt ginn, well all klimarelevante Secteur an domat och all zoustännege Ministère seng Verantwortung muss iwwerhuelen.

Dem CO<sub>2</sub> hu mer e Präis ginn. Domat ass d'Verschmutzung net méi gratis an d'Käschten, déi aus der Verschmutzung entstinn, ginn net méi op d'Allgemengheet an och net op déi folgend Generatiounen ofgewälzt. Datt den CO<sub>2</sub>-Präis sozial ofgefierdert ginn ass, war fir eis an eis Koalitionspartner eng wichteg Konditioun, well Klimapolitik a Sozialpolitik Hand an Hand musse goen, fir déi Vulnerabel viru Méibelaaschtungen ze schützen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Elo, wou de legale Kader besteet, geet et drëms, d'Aktioun fir de Klima op allen Niveauen ze beschleunegen an derfir ze suergen, dass d'Klimaneutralitéit op allen Eebenen zum Standard gëtt, an de Betriber, der Mobilitéit, der Konstruktioun, de Gebaier, der Agrikultur, dem Energieverbrauch an der Produktioun, dem Of-fall, fir nëmmen déi ze nennen.

Ganz genee aus deene Grënn ënnerstëtzt dës Koalition engersäits d'Ekonomie, anerersäits awer och d'Biergerinnen an d'Bierger mat massiven Investitiounen. Et geet drëms, hinnen ze hëlfelefen, op klimafreundlech Technologien an op e klimafreundlech Verhalen ëmzeklammen.

Konkret heescht dat, dass mir d'Subventiounen fir energieetesche Sanéierungen a Fotovoltaik, mee och fir d'Uschafe vu Véloen am Kader vun der Relance erhéicht hunn, an och d'Subside fir d'Elektromobilitéit an hir Infrastrukture goufe verstärkt.

A puncto Infrastrukturen hu mer schonn haut dat zweetbescht Netz vun Opluedstatiounen an Europa an dëst wäert nach weider ausgebaut ginn, wuel wëssend, dass dës Statiounen exklusiv mat grëngem Strom bedriwwen ginn.

Souguer wann d'Hallschent vum Lëtzebuerger Fuerpark, an dat sinn net weénege Autoen, elektresch wier - et sinn der bal 300.000. Am Ganze sinn et der méi -, da géif deen duerfir gebrauchte Strom net méi wéi 8 % vum gesamte Stromverbrauch ausmaachen.

An och bei der Differenzierung vun de Subventiounen huet d'Regierung hir Hausaufgab gemaach. An der Diskussioun vum leschte Joer war dat eng gréisser Fro. Et war déi, dass Familjen, déi grouss Autoe brauchen, net ënnert de Käschten ze leide kréien. Dat heescht, déi méi spuerson Autoe gi méi staark ënnerstëtzt wéi d'Autoe mat engem héije Verbrauch, mee bei grousser Familien, déi op e groussen Auto ugewise sinn, gëtt eng Ausnam gemaach.

Gëschter huet dann de Premier nach annoncéiert, dass d'Subventiounen fir d'Ëmklammen op eng nohalteg Mobilitéit an nohaltegt Wunnen och no deem Joer verlängert ginn a verbessert ginn, och wat d'Prozeduren ugeet. Dat ass fir eis genee dee richtige Schrëtt, well de Succès vun dëser Politik ass mat Fakte beluecht. Fakte si keng Fakefacts a keng Fakenews, mee et ass eng Tatsaach, dass am Joer 2020 13,2 Milliounen accordéiert goufe fir „Clever wunnen“, dat wëllt soen, fir déi breetgefächert energieetesche Renovatioun vu Wunnengen.

Wat d'Mobilitéit ugeet, esou sinn téscht Februar 2019 a September 2021 iwwer 5.000 Demandé fir Subsidien eragereecht gi fir vollelektresch an Hybridautoen. An donieft sinn iwwer 50.000 Demandé fir Véloen an E-Bikes eragaangen. Domadder konnt all zwoelfte Lëtzebuerger, kann ee soen, sech e Vélo zu engem staark reduziéierte Käschtpunkt leeschten. An alles dat weist dann och, dass ëmmer méi Mënsche bereet sinn, op e klimafreundlech Verhalen ëmzeklammen. A souguer wann eng Rei Leit vun deene Vélo Gebrauch maachen, fir Sport ze driewen an net fir schaffen oder akafen ze fueren, mee einfach fir sech ze beweegen, dann droe se nach ëmmer zu der Bewegung an der frëscher Loft bäi, se erhéien d'Wuelbefanne vun deene Mënschen a reduziéieren d'Käschten, déi bei der CNS duerch Bewegungsmangel an Obesitéit entstinn. Dat nennt sech P wéi Preventioun.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech déi successiv Mobilitéitskonzepter mam Numm MoDu da méi genee ukuckt - Dir kennt se, se si vum François Bausch entwéckelt ginn an zu engem gudden Deel schonn ëmgesat, aner sinn an der Ëmsetzung oder se sinn decidéiert a gi geplangt -, da stellt ee fest, dass et ganz sécher net drëms geet, den Auto ze verdäiwelen oder komplett vun de Stroossen ze verbannen. An enger zäitgemässer Multimodalitéit behält den Auto seng Plaz. D'Zil ass et allerdéngs, dass attraktiv Alternativen zum motoriséierten Individualtransport geschafe ginn. Dës sollen de Mënschen et erméiglechen, nach just e Minimum vun den deeglechen Trajete mam Auto mussen zrëckzeleeën an de Rescht méi nohalteg, méi bequeem, méi sécher a méi séier mat Zuch, Bus, Tram, Vélo oder ze Fouss, wéi et sech da grad ergëtt.

An deem Sënn si mer eis eens, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Primme fir d'Elektromobilitéit d'Iwwersiedegung vum Stroossennetz net aus der Welt



schafen. Den Ersatz vum Motor reduzéiert kee Stau. A grad dowéinst ass et esou wichteg, datt den Ausbau vun der öffentlecher Mobilitéit, mee och den Ausbau vun der aktiver Mobilitéit - an anere Wierder, de séchere Vëlospisten a Vëloexpressweeër „en site propre“, dat heescht, vun der Strooss getrennt - an Zukunft Prioritéit behält an datt weiderhi Rekordzommen doran investéiert ginn.

Lëtzebuerg investéiert esou vill wéi keen anert Land op der Welt an déi öffentlech Mobilitéit mat 2,5 Milliarden bis zum Joer 2025.

Elong an d'Schinn investéiere mer 567 Euro op de Kapp am Joer a stellen domat weltwäit den absolute Spëttereider duer. Tëscht 2021 an 2024 sinn iwwer zwou Milliarden Euro Investitiounen an d'Schinn eleng virgesinn. De Moien huet de Pierre Gramegna dat do betount.

Alles dat weist drop hin, datt d'Alternativen zum Auto sech lues awer sécher weiderentwéckelen a fir jiddweree méi attraktiv ginn, egal wou e wunnt oder schafft.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens: Och wann 20% vun den neien Immatrulationsen am Joer 2020 Elektro- an Hybridautoe waren, esou si se natierlech net d'Léisung géint de Stau op eise Stroossen, ech hunn et gesot, allerdéngs droe se massiv derzou bäi, datt d'Loft propper bleift an datt de Stroossekaméidi ofhëlt. Dat ass och e Gesondheetsfacteur, datt d'Gesondheet vun der Populatioun geschützt gëtt doduerch, datt d'Loft propper bleift an datt mir eis Klimaziler erreechen.

Aus all deene Grënn ass et, datt mir d'Verlängerung vun de Subventiounen op deem Niveau explizit begrëssen, grad ewéi och all aner Investitiounen, déi derzou bäidroen, datt mir eis Klimaziler am Beräich vun der Mobilitéit erreeche kënnen, wuel wëssend, datt d'Mobilitéit fir iwwer 60% vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen verantwortlech ass.

Allerdéngs, an dat wësse mer och, ginn et nach aner klimarelevant Secteuren. An och do gëllt et, Ziler ze erreechen. Eleng fir d'Ëmsetzung vum PNEC stinn am neie Budget 1,8 Milliarden Euro zur Verfügung. Dat ass eng Steigerung vu 700.000 Euro par rapport zum leschte Joer.

Fir d'Ziler um Niveau vun der CO<sub>2</sub>-Reduktioun - 55% -, der Energieeffizienz an der Produktioun vun erneierbaren Energien ze erreechen, spillt dann och d'Zesummenaarbecht mat der Wirtschaft, der Wëssenschaft, der Recherche an de Gemengen eng Schlësselroll. A fir deem Rechnung ze droen, hu mer dëst Joer e verbesserten an nach méi ambitiöse Klimapak fir d'Gemenge gestëmmt, wou och d'Économie circulaire zum Droekënn, grad ewéi och d'Zesummenaarbecht mat de Biergerinnen a Bierger. Eng ganz Rei Gemengen hunn de Pakt schonn ënnerschriwwen.

Zousätzlech gesäit d'Klimagesetz e wëssenschaftlechen Observatoire vun eiser Klimapolitik vir an doriwwer eraus och eng Klimaplattform, déi aus deene verschiddensten Acteuren zesummegeat ass. Ech denken un d'ONGen, déi am Ëmweltberäich aktiv sinn, un de Syvicol, deen d'Gemenge vertritt, u Jugendorganisationen, déi mat agebonne ginn, u Vertrieber vu Gewerkschaften, der Wirtschaft an Zivilgesellschaft.

Béid Gremien hunn d'Zil, engersäits d'Klimapolitik opgrond vu klore Krittären a Parameteren ze kontrolléieren, an anerersäits awer och Weeër opzemaachen, wéi mir zesummen am Klimaschutz besser vum Fleck kommen.

En änlecht Zil verfollegt de Klima-Biergerrot, dee gëschter ugekënnegt ginn ass an dee warscheinlech änlech wäert fonctionéiere wéi de participative Biergerpanel, deen de François Bausch schonn am Joer 2017 am Kader vun der Landesplanung agesat huet an deen op ganz vill Input an Interesse vun der Zivilgesellschaft a vu wirtschaftlechen Acteuren gestouss ass.

Um Niveau vun der Wirtschaft ass et jiddefalls eng grouss Chance, datt et ëmmer méi Betriber gëtt, déi d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn a wëssen, datt se méi effizient mat de Ressourcë mussen ëmgoen. Dat ass net nëmmen aus ëmweltpolitesche Grënn e Virdeel. Et huet och en ekonomeschen Impakt op hir Resultater. D'Klimaneutralitéit ass nämlech zu engem Kompetitivitéitsfacteur ginn.

E Betrib, dee mat manner Stroum fonctionéiert, manner Waasser a manner Material verbraucht, manner Ofwaasser a manner Offall hannerléisst, deen dréit net nëmmen zu enger intelligenter Entwécklung bäi, e steigert och seng eege Konkurrenzfähigkeit an huet d'Nues laangfristeg vir. Fir eis sinn dat d'Betriber vun der Zukunft, wou ee muss soen, datt wichteg Elementer dobäi den Dialog tëscht den öffentlechen Autoritéiten an den Entreprisë sinn, mee och d'Ausbildung an d'Weiterbildung vu Fachkräften am breetgefächerte Beräich vun der Nohaltegkeet.

Wann een an enger Gemeng aktiv ass, dann héiert een oft, datt Klima- an Ëmweltberoder gläich net méi ze fanne sinn. An duerfir ass et och en interes-

santen Ausbildungszweig, op dee Wee ze goen a Klima- an Ëmweltwëssenschaften ze studéieren. Et ass e Beruff mat Zukunft.

Un der Regierung ass et, en adequate Kader ze setzen, an deem d'Betriber sech beweegen an nohalteg entwéckele kënnen. An et ass och d'Aufgab vun der Regierung, d'Betriber ze ënnerstëtzen, wa se dee Wee untrieden. An dat gëtt och gemaach.

Während der Pandemie gouf e Subsideprogramm an d'Liewe geruff, deen d'Entreprisë finanziell ënnerstëtzt, wa se a klimafreundlech Produktioun an an d'Kreeslafwirtschaft investéieren. Bis elo goufen domat wirtschaftlech Investitiounen mat bal 14 Milliarden Euro ënnerstëtzt.

Och scho virun der Pandemie gouf et änlech Hëllefsgemeng, mee leider sinn dës Hëlfe net an deem erwaarte Mooss genotzt ginn. Doraus muss een natierlech Konklusiounen zéien. Eng ass déi, datt de Premier gëschter annoncéiert huet, datt déi Hëlfe méi attraktiv gestalt ginn a gekoppelt ginn un eng Etüd iwwer d'Dekarboniséierung vun der Industrie bis zum Joer 2040.

An och d'EU-Kommissioun huet eng Reform vun den europäesche Reegelen am Beräich vun de Staatshëlfe fir d'Wirtschaft ugestouss a mir si frou, datt Lëtzebuerg sech an dësen Negotiatiounen ganz positiv a proaktiv fir eng nohalteg Moderniséierung vun de Reegelen asetzt. Dozou gehéiert, wat Lëtzebuerg ubelaangt, dann och d'Beschleunigung vun de Prozeduren, mee och d'Mise en place vun engem Nohaltegkeetscheck fir Betriber. Dese soll et erlaben, d'Schwächen a puncto Nohaltegkeet schonn am Virfeld ze identifizéieren a wa méiglech ze behewen.

Wat déi finanziell Planungsécherheet fir Betriber ugeet, esou muss d'Zukunft vun der CO<sub>2</sub>-Steier zum Thema ginn, och am Beräich vun de Betriber. Eng méiglech Pist ass déi, datt d'Héicht vun der CO<sub>2</sub>-Steier un d'Erreeche vun den Tëschenziler gebonne gëtt, esou wéi d'Schwäiz dat gemaach huet. De Budgetrapporteur François Benoy hat et och a sengem Budgetrapport ernimmt.

Dee Moment ass et fir eis awer net manner wichtig, och nach eng Kéier de sozialen Aspekt vun der CO<sub>2</sub>-Steier ënnert d'Lupp ze huelen an anzebeziehen an domat eng weider Entlaaschtung vun akommisschwache Steit.

Well eppes steet fest: Wa mer et net fäerdegbréngen, eng Klimapolitik ze bedreiwen, déi jiddweree mathëlt an déi Vulnerabel virun der Aarmutsfal schützt, dann ass och dee beschte Klimaschutz vu vireran condemnéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir dës Ënnerstëtzung inhezéieren, brauche mer stabil Staatsfinanzen. Ouni déi maache mer net ganz vill. Mee wat ass méi genee mat stabille Staatsfinanze gemengt? Do scheede sech d'Geeschter.

Heescht dat, zu kengem Moment méi auszeginn, wéi erakënn an déi berüümt schwaarz Null helleg ze schwätzen? Ganz sécher net. D'Covidkris huet eis gewisen, datt dat de falsche Wee ass. Et ass souguer kontraproduktiv.

Heescht stabil Staatsfinanzen, keng nei Scholden ze maachen? Och dat net an och dat hu mer an der Kris geléiert.

Oder heescht et, kuerzfristeg budgetär Konsolidéierung virzehuelen an déi iwwer laangfristeg Erausforderungen ze stellen? Och hei ass d'Äntwert nee.

Stabil Staatsfinanzen: Fir eis als Gréng heescht dat, datt mir de Budget zukunftsfaeg opstellen an der Politik déi néideg Mëttele ginn, fir d'Klimakris ze bekämpfen. Dora läit déi gréisst Erausforderung an net an enger Spuerpolitik, déi déi nächst Generatioun vill méi deier ze stoe kënn wéi all Millioune a Milliard, déi mir haut an d'Nohaltegkeet investéieren.

D'Cour des comptes huet an hirem Avis zum leschte Staatsbudget sech follgendermoosse ausgedréckt: « La crise climatique représente incontestablement le plus grand défi pour la pérennité de nos finances publiques. » Jo, d'Klimakris ass eng budgetär Erausforderung. Wa mir also stabil Staatsfinanzen och an Zukunft garantéiere wëllen, därefer mer haut net zécken, déi néideg Suen an de Grapp ze huelen, fir d'Klimakris unzuegoen.

Madamm Presidentin, mir maachen dat mat wäit iwwer eng Milliard Euro, déi all Joer an de Klimaschutz fléisst.

Stabil Staatsfinanze garantéieren, dat heescht awer och, fir stabil Recettë suergen. Am Staatsbudget sinn eng ganz Rei Recetten opgezielt, déi dem Staat all Joer duerch steierlech Virdeeler, Abattemente, steierlech Exemptiounen an esou weider verluer ginn. Et nennt ee se Dépenses fiscales.

Ier een iwwer Kierzunge bei den Dépensë schwätzt, sollte mer eis fir d'ëischt dann emol dese verlorene Recetten unhuelen. Si sinn am Budget, dee mer de Mueren an d'Hand kritt hunn, op Säite 467 opgelëscht a mir froen eis, ob se do all drastinn.

Dat wier emol eng interessant Analys. Op alle Fall muss mer déi Dépenses fiscales méi genau ënnert d'Lupp huelen a kucken, wat fir eng tatsächlech gräifen a wat fir eng reforméiert muss gë respektiv ofgeschafft muss ginn. Hei geet et jo net just ëm e puer Euro.

Elong déijéineg, déi am Budget chiffriert sinn, entspreche verlorene Recettë vun iwwer eng Milliard an et gëtt der eigentlech nach méi. Dat beschet Beispill vun deenen Dépenses fiscales ass den Amortissement accéléré, deen de Staat am Joer 50 Milliarden Euro kascht an deen awer säi politesch Zil, nämlech derzou bäizetroen, genuch Wunnengen op de Marché ze bréngen, verfeelt huet. D'Präisshausse am Logement konnt domat net gebremst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Feststellung féiert mech dann och derzou, e puer Wierder zum héich brisanten Thema vum Logement ze verléieren. De Paradigmewissel, deen dës Koalitioun agelaut huet, dierft mëttlerweil kengem entgaange sinn. Kuerz gesot, geet et jo éischters drëms, der öffentlecher Hand, Staat, Parastaat a Gemenge méi Mëtelen, méi Spillraum a méi Verantwortung ze ginn, mam Zil, datt méi abordable Wunnenge gebaut an erhale ginn.

Zweetens besteet en doran, der Spekulation als enger vun den Haaptursache vun der dramatescher Präsenzwecklung vun Terrain a vun de Wunnengen entgéintzewirken.

Mir wëssen et, de Logement ass mëttlerweil zu engem Facteur ginn, deen d'Gesellschaft spalt, zu sozialer Ausgrenzung féiert a vill Mënschen zur Verzweiflung bréngt, besonnesch déi Jonk, mee net nëmmen. Well nëmmen déi weinegst hunn d'Chance, scho Proprietär ze sinn, wa se op d'Welt kommen. Ech schwätze vun den lerschaften, déi zu Lëtzebuerg schonn zanter Joerzénge de Kinnekswee sinn, fir zu enger Wunneng ze kommen.

Op där anerer Säit stinn dann déi, déi zwar vill schaffen, mee d'Chance net hunn, an de Genoss vun enger lerschaft ze kommen a mam erschaffte Geld net genuch hunn, fir sech eppes ze leeschten, net emol eng Locatiounswunneng.

Dobäi kënn, datt de Fokus zu Lëtzebuerg vill ze vill laang op den Accés zu der Proprietéit geluecht ginn ass an d'Präisser duerch den Drock op d'Proprietéit an d'Luucht gedriwwen gi sinn.

De Minister Kox, grad wéi seng Virgängerin Sam Tanson, zesumme mat de Koalitionspartner natierlech an der Regierung, hunn d'Logementspolitik an eng aner Richtung orientéiert. Geziilt gëtt haut op d'Schafung vun öffentlechem, nohaltegem a bezuelbarem Wunnum gesat, deen net méi als Spekulationsobjekt verdeiert weiderverkaaft därefer ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dëst ënner anem am Kader vum Pacte Logement 2.0, dee scho vun enger ganzer Rei Gemengen ënnerzeecht ginn ass an deen een eigentlech net scho schlecht-riede soll, éier en iwwerhaupt emol d'Chance huet sech ze beweisen.

Mir mussen awer nach un anere Stellschrauwen dréie wéi déi do, fir op déi akut Situatioun um Wunnengsmaart anzewirken, esou zum Beispill och an der Steierpolitik, déi zwar keng Wonner ka wierken, mee trotz allem e gewëssenen Impakt op de Wunnengsmaart huet.

Steierlech Virdeeler fir Investisseuren, wéi zum Beispill den Amortissement accéléré, deen ech virdu genannt hunn, gehéieren zu deene Moosnamen, déi mat responsabel si fir déi klammend Präisser.

Den Amortissement accéléré gouf dowéinst zu Recht am leschte Budget ofgeschwächt, mee nach stellt sech d'Fro, ob mer en iwwerhaupt brauchen, wëssend - ech hunn et virdu gesot - datt en de Staat eigentlech 50 Milliarden Euro kascht.

An dann ass e weidere Knackpunkt deen, datt d'Spekulation op bebaubaren Terrainen am Bauperimeter sech nach ëmmer fir Proprietäre lount an datt dowéinst net genuch Terrainen bebaut ginn.

D'Zuele schwätze fir sech. Aktuell leien iwwer 3.000 Hektar Terrainen am Perimeter, déi direkt fir de Wunnengsmaart kéinte mobiliséiert ginn. Dat ass eng Fläche verglach mat iwwer 4.500 Fußballterrainen a Plaz fir bis zu 300.000 Leit, déi bestëmmt elo net all an eist Land kommen an engem Coup, ouni datt iergendee Bauperimeter muss erweider ginn an zoubetonéiert ginn. An et kann een et och net oft genuch widerhuelen: Wat mir d'Bauperimeter manner erweideren, wat d'Reewaasser besser kann oflafen an d'Iwwerschwemmunge besser verhënnert ginn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - De sprangende Punkt läit ënnerhalb vun de Bauperimeteren, net bausen.

„Eiser Meenung no kann et net sinn, datt Proprietären [...], déi am Häerz vun enger Stad en Terrain besetzen, deen Terrain aus Spekulationsgrënn

broochleien därefer loosse a sech d'Recht därefer eraushuelen, d'Entwécklung vun engem ganze Quartier ze blockéieren.“ D'Stäreplaz léisst gréissten!

„An et kann och net sinn, datt Honnerte vun Hektar, déi am Bauperimeter vun de Gemenge leien a kuerzfristeg bebaubar sinn, joerzéngetlaang broochleie bliewen, an dat eenzeg an eleng, well d'Proprietären op eng ganz legal Manéier, ouni Aarbecht an ouni Fläiss, am Schlof, méi räich wëlle ginn an domat massiv zur Wunnengsnout bäidroen.“

Dee Saz hunn ech 2018 am Kader vun enger Debatte iwwer d'Landesplanung op dëser Plaz gesot. An et mécht mer Freed, en haut am Numm vun der grénger Fraktioun nach eng Kéier ze soen.

D'Zréckhale vu bebaubaren Terrainen därefer sech ganz einfach net méi lounen, emol onofhängeg der-vun, datt de Besëtzer vun Terrainen mat enger gewëssener Verantwortung fir d'Allgemengheet verbonnen ass. Stéchwuert: „bien commun“ oder „communs“, en Term, dee sech an den internationalen Diskussiounen ronderëm den Ëmgang mat den natierleche Ressourcen a mam Territoire ëmmer méi duerchsetzt.

Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Joerzénge hu kloer gewisen, datt sech näscht ännert, wann de Staat net agräift. An duerfir begrësse mir déi ugekënnegt Reform vun der Grondsteuer, enger Steuer, déi jo aus dem Joer 1941 staamt an hirem Zil längst net méi gerecht gëtt. Leider hat bis haut keen eenzegen Innen- oder Finanzminister de Courage, d'Grondsteuer fréckelen ze goen a se un déi reell Wäertentwécklung vum Terrain unzupassen.

A schonn eleng dat do, et ginn nach aner Beispiller, ass e Paradebeispill derfir, wéi zéi an unbeweglech déi Lëtzebuerger Politik während ganzer 80 Joer war, wann et drëms gaangen ass, u verschidene Stellschrauwen ze dréien. Souguer grouss ugekënnegt Pläng wéi deen, deen de fréiere Minister Fernand Boden ënnert dem Numm „Programme d'action logement“ de 16. Dezember 2001 virgestallt huet, hunn näscht bewierkt.

Et muss een also éierlech sinn an dëser Diskussioun. Et ass einfach eng komplex Matière an et soll een net just d'Schold hin- an hierschiben, mee zesummen no vir schaffen.

Wat déi eidel stoend Wunnengen dann ugeet, sou weisen d'Erfahrungen och, datt déi kommunal Taxen net fonctionéieren an zu ville juristesche Problemer féieren, d'Gemenge méi bremse wéi motivéieren, virun allem, wat déi grouss Gemenge betrëfft. Duerfir si mer frou, datt eng national Prozedur ugekënnegt ginn ass mat engem nationale Regëster an enger legaler Basis, déi och wierklech fonctionéiert.

Aus deem Grond begrësse mir dann och, datt d'Regierung zesumme gewëllt ass, hei Neel mat Käpp ze maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach just e Wuert zu de Mietwunnengen, der Locatioun. Wéi déi neisten Zuele vum Observatoire de l'habitat et weisen, sinn et d'Locataires, vun deene manner oft geschwat gëtt. Et sinn awer si, déi ëmmer méi ënnert dem Präisdrock vun Wunnengsmarché leiden. Am Duerchschnëtt fléisst 37% vun hirem Akommes an d'Wunnen. Bei deenen niddregste Revenue sinn et souguer 50%. Et ass dowéinst essenziell, och d'Rechter vun de Locataires ze stärke.

D'Reform vum Loyersgesetz, vum Bail à loyer, ass d'Geleehheit, fir net just nei Wunnforme wéi Wunnengsgesellschaften, déi vill Jonker sech wënschen, gesetzlech ze verankeren, mee och méi Transparenz an de Marché ze bréngen an d'Evolutioun vun de Loyerer an de Grëff ze kréien, respektiv och d'Méiglechkeet vum Afrièreer vu Loyerer anzeféieren. Mee och domat wäert et net duergoen. De Logementsproblem léise mer nämlech net einfach nëmme quantitativ mat méi Wunnengen a méi niddrege Präisser.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mir mussen och d'Chance ergräifen, anescht ze bauen an dat abstrakt Wuert „nohaltegen Urbanismus“ mat konkreten Iddien a Projeten ze fëllen, mat Projeten, déi ëmmer erëm genannt ginn, well se wierklech Virzeigbeispiller sinn. Ech nennen Elmen, Wunne mat der Wooltz, awer och Projete wéi Esch-Schëffleng an de Quartier NeisSchmelz vun Diddeleng, wat ech e bësse besser kennen - de Buergermeeschter, deen e mat begleet, ass net wäit ewech. Iwwerall do gëtt op neien, gréngen an inklusiven Urbanismus gesat, deen och deene soziale Schichten a Familjen zeguttkennt, déi net vill hunn, a keen ausschléisst.

Dee leschten a ganz wichtege Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, deen ech nach wëll uschwätzen, ass dann dee vum steigenden Aarmutsrisiko, verbonne mat de steigenden Energiepräisser aus der leschter Zäit. Déi rasant Steigerung vun de Präisser ass zu engem gudden Deel op geopolitesch Entwécklungen an energiepolitesch Spillereie vu Grouss-



muechte wéi Russland a Saudiarabien zrëckzeféieren. Betraff ass hei virun allem de Präis vum Flësseggas, dee mam Schëff iwwert d'Mier gefouert gëtt a vun deem vill Länner ofhängeg sinn. Mat der CO<sub>2</sub>-Steier huet dës Präisshausse also net dat geréngst ze dinn, och wa verschidden Acteure sech net ze schued sinn, fir dës Fakenews op de soziale Reseauen ze verbreedden.

Et ass berouegend, vun Experte gewuer ze ginn, datt dës rasant Präisentwécklung aller Viraussicht no just temporaire ass, well déi sougenannte „gas futures“, wou Gas op Reserv akaaft gëtt - souzosen akaaft gëtt, fir ze stockéieren an duerno méi spéit ze verbrauchen -, nees amgaang ass sech ze normaliséieren. Viraussichtlech wäert d'Lag sech bis zum nächste Fréijoer berouegt hunn.

Déi erschreckend Entwécklung vun den Energiepräisser um internationale Maart, déi ech elo genannt hunn, och wa se just temporaire ass, weist awer och nees op en Neits, wéi ofhängeg eist Land vu fossillen Energien ass.

Dobäi dierf een net vergiessen, datt net just Lëtzebuerg op Importer ugewisen ass, mee och op EU-Niveau gi 97 % vum Pétrol an 90 % vum Gas aus Drëttstaaten importéiert.

Wéi wichteg et also ass, d'Produktioun vun erneuerbarer Energie weiderzedreiwen an ze ënnerstëtzen, gëtt domat op en Neits ënnerstrach. An duerfir si mir frou, datt Lëtzebuerg hei mat grousser Schrëtt vun der Plaz kënn.

Bis elo léisst de Bilan sech op alle Fall weisen, och wann déi do Zuelen ëmmer erëm klenggeriet ginn.

Mir hunn d'Produktioun vu gréngem Strom zu Lëtzebuerg méi wéi verdreifacht par rapport zu virun 2013.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Virun allem bei der Wandenergie ass d'Evolutioun beandrockend. Hei gouf d'Produktioun bal verféneffacht par rapport zu 2012. Och bei méi staark subventionéiertem Solarstrom gesi mer besonnesch zanter 2018 e ganz staarken Trend no uewen. Natierlech si mer eis bewosst, datt mer an noer Zukunft och wéinst eiem limitéierten Territoire net all eis Energie wäerte kënnen zu Lëtzebuerg produzéieren. A genau dowéinst setzt den Energieminister op internationale Partnerschaften.

Dir hutt et an de Medie gelies: Un der dänescher Küst soll eng Energieinsel mat engem Offshorewindpark entsto, un där Lëtzebuerg sech wäert bedeelegen. Doru gekoppelt ass eng Kooperatioun mat der belscher Regierung, wat ënnersträicht, datt mir eis och grenziwwerschreidend fir d'Energietransitioun asetzen, wuel wëssend, datt de Wand och op där anerer Säit vun der Grenz bléist an datt gemeinsam méi erreecht ka gi wéi eleng. Dat ass dat eent.

Dat anert ass awer déi bedauerlech Tatsaach, datt dës rasant Hausse vun den Energiepräisser kuerzfristeg fir vill Stéit e finanzielle Problem am kommende Wanter wäert ginn. Dowéinst si mer frou, datt d'Regierung eng Erhéijung vun der Allocation de vie chère vun 200 Euro ugekënnegt huet. Domat entlaaschte mer jo grad déi Familijen, déi am stärksten vun de klammende Präisser betraff sinn. Mee och d'Decisioun, datt d'Indextranche vun dem Mount réckwierkend bei der Reindexéierung vum Kannergeld ausbezuelt gëtt, ass e wichtige Schrëtt, dee mer voll a ganz ënnerstëtzen.

De sprangende Punkt ass awer deen, datt eise Steier- a Sozialsystem et generell net méi fäerdegbréngt, déi klammend Inegalitéiten an den Aarmutrisiko ëmmer erëm opzefänken. An duerfir begrësse mer, datt mer eng seriö Dëbatt iwwert d'Steiergerechtheet, iwwert d'Gerechtheet vun eiem Sozialsystem féieren; eng Dëbatt, déi mer am Kader vum Débat d'orientation iwwert d'Moderanisierung vum Steiersystem wäerte féieren an elo amgaange sinn ze preparéieren. An doraus mussen dann awer och déi richteg Konklusioone gezu ginn.

Wann een iwwer Aarmut schwätzt, ass et awer och wichtig, sech mat anere Facteuren auserneezen, déi d'Aarmut ausmaachen. Aarmut ass nämlech net just eng Fro vu Geld a materieller Privatioun.

Aarmut ass och eng Fro vu Stigmatisierung an Exklusioone scho bei deene Jéngsten. Et ass eng Fro vu Liewensbedingungen. Et ass eng Fro vun Ausbildung, Weiderbildung, Qualifikatioun an Aarbechtsplaz. An et ass eng Fro vu mentaler a kierperlecher Gesondheet, wou et ganz oft déi sozial schwach Gruppe sinn, déi am schnellsten duerch d'Netz vun eiem Gesondheits- a Sozialsystem fallen an eréischt en charge geholl ginn, wann et ze spéit ass.

Ech schwätzen net vun enger genereller Reegel, mee et ass dach opfälleg, datt et ëmmer si trefft.

Och de Phenomeen vun där doter Schwiergekeet eeben, de Sozialsystem, deen nach Lächer huet, muss am Plan de santé mentale opgegraff ginn, wou natierlech och dann de Remboursement vun

der Psychotherapie nach eng Kéier muss en Thema ginn, an der Hoffnung, datt mer deen Dossier dann iergendwa kënnen glécklech ofschléissen.

An déi geplangten Dëbatt vum Bien-être bei de Kanner muss natierlech och dësem Volet Rechnung droen. D'Kanneraarmut muss och an déi Dëbatt afléissen an domat och d'Exklusioone vun de Kanner vun Ufank un.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vum État de la nation, vum Zoustand vun der Natioun schwätzen, ass et deemno wichteg, net just e Bléck op datt groust Ganzt ze geheien. Wichtig ass och, datt mer eis eebe grad mat deenen eenzelne mënschlechen a soziale Liewensweeër a Schicksaler auserneezen, déi eis Natioun am Fong all zesammen ausmaachen an net an der Anonymitéit dierfe verschwannen. An anere Wieder: Eng Natioun ass nëmme esou staark wéi hiert schwächstend Element. An nëmme wann et deene Schwächste gutt geet, ass déi gesellschaftlech, wirtschaftlech a politesch Stabilitéit och an Zukunft garantéiert.

Meng Konklusioone ass follgend. Ech maachen et net gradesou laang wéi mäi Virriedner, fir e bëssen Zäit erëm anzespieren.

■ **M. Mars Di Bartolome, Président de séance.** - Très bien!

(Hilarité)

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass richteg, den Ëmweltschutz, vun deem ech laang geschwat hunn, ass en dominant Thema a muss konsequent ugepaakt ginn.

Eng Politik mat sozialem Usproch sollt eng gerecht Verdeelung vum Räichtum awer net zweetrangege behandelen. Eng gutt Politik verbënt Klimaschutz a sozial Gerechtheet. Hei ass déi ganz Regierung gefuerdert, an ech kann lech garantéieren, datt mir Gréng eis Verantwortung iwwerhuelen an der Regierung zur Säit stinn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt ufänken an dem Här Bettel Merci soe fir seng Ried gëschter. Et war eng laang Ried. Et war och eng interessant Ried. Ech muss allerdinge soen, datt et en Ënnerscheid gëtt am Titel. Dir schwätzt ëmmer vun der Lag vum Land, mir schwätze vun der Natioun. Et ass schon en Ënnerscheid, wéi een déi Saach gesäit, a mir wëllen awer betounen, datt fir d'ADR dat heiten d'Ried iwwert d'Lag vun der Natioun ass.

De Gesecht vum Walkampf louch schon e bëssen an der Loft. An trotz allem Zweckoptimismus huet den Här Bettel awer en Androck vun enger Regierung vermëttelt, déi e bësse midd ass, déi och verbräucht ass an oneens. Et war eng Ried ouni Ambitiounen. Awer elo, zwee Joer virun de Walen, waren eng ganz Rei sozial Elementer dran. An déi sozial Elementer, déi kënnen mir och zu engem groussen Deel matdroen, wa se da kommen!

Mir kucken eis déi Projet-de-loie ganz gär un. An do sinn der derbäi, notament fir d'Familijen, déi eventuell och eis Ënnerstëtzung kënnen kréien.

Awer elo, no aacht Joer Gambia, freet ee sech awer trotzdem: Wat ass dann nach an dëser Regierung, wat se zesummenhält? Wéi ee Projet, gemeinsame Projet huet se? Ass eppes dran, wat iwwert de Minimalkonsens vun deenen dräi Parteien erausgeet? An d'Äntwerten op déi Fro ass den Här Bettel eis schëlleg bliwwen.

Et waren eng Rei Kontradiktiounen a senger Ried. A gläich am Ufank huet den Här Bettel eis gesot, et géife keng Steiererhéijung ginn, fir der dann awer eng ganz Rei unzekënnegen, zum Beispill am Logement.

Dat Éischt ass, datt eng Spekulationssteuer soll kommen.

D'Grundsteuer soll reforméiert ginn; a gewéinlech, wann ee seet, eng Steuer gëtt „reforméiert“, ass dat fir ganz vill Leit och eng Erhéijung.

Da gëtt et déi Kuelendioxidsteuer, déi gëtt jo automatesch erhéicht.

A wéi ass et mat den Akzisen? Iwwert d'Akzisen ass bis elo net geschwat ginn, mee déi Entwécklung op de Mäert an deene Produiten, wou eeben Akzisen dropleien, wäert och zu Steierméiakommes féiere respektiv zur Steiererhéijung. Dat wär ganz interessant, och iwwert d'Akzise méi ze héieren.

Dann, eng aner Kontradiktioun war dat, wou den Här Bettel ganz vill iwwert d'Fräiheet geschwat huet a wou en dann awer trotzdem - an dorobber wäert ech nach zrëckkommen - Leit ënner Drock gesat huet an deene leschte Wochen an duerch déi Moosnamen, déi geplangt sinn, nach ëmmer ënner Drock setzt, fir sech impfen ze loossen.

■ **Plusieurs voix.** - Oo!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass schon eng Kontradiktioun, well d'Fräiheet, d'fräiwëlleg Impfen, dat ass schon eppes anescht wéi fräiwëlleg gezwongen! A wann ee seet: „Bei eis ass d'Impfe fräiwëlleg“, dann dierf ee keen Drock maachen. Oder et geet een an eng ganz aner Richtung, wou ee seet: „Mir maachen et obligatoresch.“ Dat ass dann eng aner Dëbatt. Mee wann et fräiwëlleg ass, ass et fräiwëlleg, an da muss een dat respek-  
téieren.

Wann een d'Regierung objektiv beurteelt, op jidde Fall mir probéieren dat, dann ass et net nëmme eng Regierung, déi midd wierkt, déi och widder-  
spréchelech Aussoe gemaach huet wéi gëschter, mee och eng Regierung, wann een op d'lescht Joer zrëckkuckt, déi sech dacks hirer Verantwortung entzitt.

Mir haten Diskussiounen iwwert dem Här Asselborn seng Optrëter am Ausland: keng Konsequenzen. Mir haten d'Madamm Cahen, wou och iwwer e Rapport eng politesch Matverantwortung fir ganz vill Doudesfäll an der Covidkris festgestallt gouf.

(Brouhaha et protestations)

Dach, dach, dach!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Weist mir, wou dat am Rapport steet, Här Kartheiser! Wou steet dat am Rapport? Dir waart jo emol net do!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An och do keng Konsequenzen. A bei der Madamm Dieschbourg hate mer där Skandaleng eng Partie, zënter datt dës Regierung am Amt ass, an och do goufen ni perséinlech Konsequenze gezunn. Et ass also net onbedéngt e favorabelt Bild vun dëser Regierung.

Mee wéi aner Kolleegen och, wéll ech mat der Covidkris ufänken, well d'Regierung hei besonnesch houfreg ass op dat, wat se gemaach huet. An da wéll ech awer och do kucken, datt mir als ADR vun Ufank u Konklusioone gezunn hunn a Konklusioone proposéiert hunn. Mir hunn zum Beispill gesot: Mir mussen d'Widerstandsfäegkeet vun eiem Land a Krisefäll stärken. Mir hunn dat ganz breet opgestallt an eng ganz Rei Initiativen iwwer Resolutiounen an der Chamber geholl.

An dozou gehéiert och, datt mer gesot hunn: Mir brauche Reserven, wann eng Kris kënn, zum Beispill do, wou nach ëmmer näischt ass, och Pétrolreserven. Mir hu gesot: Mir haten Hamsterkeef; wat kënnen mer maachen, fir eist Land besser opzestellen an esou Krisefäll? Mir haten eng Rei komplett Ausnamesituatiounen. A mir wollten eigentlech mat der ADR vun Ufank u proposéieren, datt mer eis besser opstellen, awer mat wéineg Erfolleg, muss ech soen, bis elo, well d'Regierung awer do net kann hir Verantwortung iwwerhuelen.

An dann am Gesondheitssecteur! Do ass jo hei de Spidolssecteur ugeschwat gi vun direkt e puer Leit, an do ass schon e Problem, datt d'Regierung, dat war nach eng CSV/LSAP-Regierung, d'Zuel vun de Better plafonéiert hat. Dat ass e Problem, well mir hate jo och ..., an deene leschten Zäite vun der Covidkris ass ëmmer erëm gesot ginn, een Indicateur soll d'Beleung vun de Spidolsbetter sinn. Dann ass och d'Zuel vun de Spidolsbetter selbstverständlech e Krittär. An eise Plädoyer geet an déi Richtung, datt mer déi Limitatiounen, déi deemools ageféiert goufen, mussen ophiewen. Mir mussen aner Weeër fannen, méi Autonomie fir d'Spideeler, datt se dat selwer kënnen verhandelen. Mee op jidde Fall, mir mussen handelen a Feeler aus der Ver-  
gaangenheet redresséieren.

Mir mussen och kucken, datt eist Land attraktiv bleift fir Dokter, fir medezinnesch a paramedezinnesch Personal. Dat ass eng Schlëselfro fir d'Zukunft vun eiem Gesondheitssecteur! Et ass elo schon eng gewësse Knappheet do, a mir ginn ëmmer méi vun Ausland ofhängeg. Wa mir de Res-  
sort vun der Gesondheet kucken, an dat ass, mengen ech, dee groussen Defi fir d'Madamm Lenert an deenen nächste Joren: Wéi kënnen mir de Gesond-  
heetssystem widerstandsfäeg maachen? Wéi kënnen mer e fir d'Zukunft virbereeden? Wat kënnen mer maachen, fir genuch Dokter an d'Land ze kréien, genuch anert Personal? Wéi kënnen mer an-  
stänneg Karriären offeréieren, fir do ze hëllefen? Wéi kënnen mer d'Delaien an den Urgencé reduzéieren an allgemeng eise medezinnesche Secteur einfach verbesseren? Well en huet Problemer, en huet elo duergehalen an der Kris, awer dat dierf eis net iwwert déi strukturell Problemer am Gesondheitswesen ewechtäuschen.

Mir wëllen, an dat hu mer als ADR vun Ufank un an der Covidkris gemaach, ganz konsequent ..., an ech sinn immens houfreg do op alle Kolleegen an der Partei. Mir hunn eppes gemaach, wat keng aner Partei hei gemaach huet: Mir hu vun Ufank un d'Gefore erkannt, déi mer an der Covidkris hunn, d'Gefore fir d'Fräiheeten, déi do dralouchen, an deene Moosnamen, déi geholl goufen am État de crise.

Den Här Reding hat direkt eng Proposition de révi-  
sion vun der Verfassung proposéiert, fir datt d'Moosnamen, déi an engem État de crise geholl

ginn, kënnen verifizéiert ginn. Mir haten déi Limitatioun vun de Grondrechter, d'Agrëffer an d'Privat-  
liewe vun de Leit vun Ufank u kritiséiert an dat net matgestëmmt. D'Ausgangspär, d'Limitatiounen op d'Liewen doheem, alles dat war fir eis net akzeptabel!

Mir begrëssen, datt d'Impfe fräiwëlleg ass. Mir be-  
kennen eis och dozou. Awer, wéi gesot, fräiwëlleg ass net fräiwëlleg gezwongen.

An da muss mer, och wa mer d'accord sinn, datt vulnerabel Leit geschützt ginn - dat ass eppes, dat géife mir och mat deelen -, mee da muss Léisunge fonnt ginn, déi awer aarbechtsrechtlech kompatibel sinn an och mat der Fräiwëllegkeet vun den Impfungen. Keen dierf entlooss ginn, well e sech net wéllt impfe loossen. An och do leien an deene Moosnamen, déi eis elo presentéiert ginn, nei Geforen.

Wësst Der, mir hunn an där Kris vill Bemierkungen och vum Här Bettel héieren, déi eis grouss Suerge maachen, och wat d'Fräiheet ugeet, de Respekt virun der Fräiheet. A wann ee wéllt e glafwierdegen Demokrat sinn, gëtt et Saachen, déi een net seet. Et seet een zum Beispill net, datt, wann d'Chamber net géif maachen, wat den Här Bettel elo géif wëllen, dann nach eemol den État de crise misst ausgeruff ginn. Do gesäit een och, wat fir eng Geforen esou en Instrument kann hunn, wann dat ass!

(M. Xavier Bettel manifeste sa stupéfaction.)

O, mir kënnen lech dat nosichen, Här Staatsminister, wann Der lech net erënnert!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Jo, da sicht eis dat no, wannechgelift!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dann hutt Der de Solidaritéits...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Entschëllegt, Här Kartheiser, entschëllegt, Här Kartheiser, als Chamberspräsident wéll ech awer do agräifen. An ech wär ganz frou, ech wär ganz frou, wann Dir e Beleg hätt, dass d'Chamber esou ënner Drock gesat ginn ass. Ech weess näischt do der-  
vun! An ech sinn iwwerzeegt, dass mäi Kolleeg, de Chamberspräsident, och näischt do dervu weess. Ech hunn ni esou eppes gespuert. A mir hunn an dëser Kris, an dat wéll ech ënnersträichen, anes-  
chters wéi 99 % vun deenen anere Länner op der Welt, jidderzäit eis Verantwortung hei iwwerholl als Par-  
lament, ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... jiddwereen an deem Parlament, Oppositioun wéi Majoritéit!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - An do kënnen mer wierklech houfreg driwwer sinn. Et deet mer leed, dass ech zu dësem Zäitpunkt muss agräifen, mee ech muss mech hei schützend virun d'Parlament stellen, wat d'Missioone vun engem Chamberspräsident an engem Chambers-  
vizepräsident ass! Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, éischtens ass meng Auer virugelaf. Zweetens ass et net méiglech, datt e President mat senger Stand-  
punkten hei agräift. Ech hunn d'Chamber net uge-  
graff.

■ **Une voix.** - Dach!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn dem Här Premierminister gesot, an ech kann dat nokucken, well mir haten dat wierklech deen Abléck publi-  
zéiert, datt zu engem bestëmmten Abléck den Här Bettel gesot huet, datt en eventuell géif den État de  
crise ausruffen, wann d'Parlament dat net géif ma-  
chen, wat hie wéilt. Dat ass public gewiescht, an  
dat kënnen mer nopréiwen.

An ech géif lech bieden, Här President, d'Setzung ze leeden, ouni den Deputéierten hei ... Dir sidd net  
Deel vun dëser Diskussioun, Dir leet dës Setzung,  
a mir diskutéieren hei. Well soss hu mer eng Confu-  
sioone, soss ass eng demokratesch Dëbatt jo net  
méi méiglech, wann all Kéiers de Chambers-  
präsident agräift, wann een eng Vue hei presen-  
téiert, déi da grad net passt.

Ech géif lech wierklech bieden, dat esou ze respek-  
téieren!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Also ech wéll lech just soen, wann Der dat dote géif  
hätt, da loossen ech mech direkt ersetzen. Da  
schwätzen ech nach ganz aneschters mat lech!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat kënn Der  
maachen!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Sou, dierf ech elo  
virufieren? Den Här Roth huet vläicht eng Fro.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech hunn eng Fro. Ech wier  
frou, wa mer eis alleguerte géife berouegen, den  
Här Kartheiser an och den Här Chamberspräsident,  
deen elo a Fonctioun ass. Ech mengen, nodeem  
ech mat der Madamm Hansen geschwat hunn,



dass dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, wat d'Äusserunge vum Premier sengerzäit waren - ob se an deem Geescht waren, weess ech net -, mee kann ech mech erënnere, dass, mengen ech, dat e bëssen an déi Richtung gaangen ass. Wat de genaue Wuertlaut war, weess ech awer och net.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmoos merci, Här Roth. Sou, ech wollt just bieden, datt déi Inter-ventioun, déi Dir gemaach hat, Här Chambers-president, vu menger Zäit nees ofgerechent gëtt.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Selbstverständlech.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmoos merci.

Sou, dann deen nächste Punkt, deen ech wollt maachen, wou mer och Suergen haten iwwert déi demokratesch Astellung vum Här Premierminister, ass deen, wou en de Solidaritéitsprinzip bei der Krankenversicherung a Fro gestallt huet fir déi net geimpfte Minoritéit. Dat hutt Der an der Chamber gesot. Do souze mer alleguer heibannen. An dat huet och e groussen, groussen Echo an der Éffentlechkeet fonnt.

An dann hutt Der Aussoe gemaach, déi d'Gesellschaft splécken. Dir wëllt Leit, déi sech net wëllen impfe loosse, culpabiliséieren! Dat ass déi Interpretation, déi mir maachen. Dat ass politesch, mënschlech a faktuell falsch. Ech si geimpft, ech kann och de Virus viruginn. Ech wëll dat just soen. Vlächicht ass d'Warscheinlechkeet manner grouss, et ass jo dat de Konsens, mengen ech, an der Medizin, awer ech kann et maachen. Dat heescht, och déi Geimpfte kënnen de Virus viruginn. An ech wär dofir frou, wa mer net géifen higoen an dann iergendwéi probéieren, mat esou Aussoe Lageren ze maachen an der Gesellschaft. Mir sollten an engem Geescht vun Toleranz erëm probéieren, déi Grief, déi elo do sinn, ze iwwerbrécken an openeen zouze-geen. Et ass dat, wat mer brauchen, an net elo higoen an nach ëmmer méi déif Grief an eis Gesellschaft rappen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mir hunn e Feele vun där demokratescher Iwwerzeegung vun der Regierung. Dat gesi mer och an der Referendumsdebat, an zwar am Kader vun der Verfassungsreform. Dat ass e ganz, ganz grave Fait. An d'Regierung hätt kënnen doriwwer schwätzen. D'Verfassungsreform, de Referendum ass Deel vum Koalitionsvertrag. D'Regierung ass bei all Diskussioun an der Institutiounskommissioun present an Deel vun der Diskussioun. Si huet eng aktiv Roll. An, an dat wëll ech awer och soen als Politiker, et ass e Walversprieche gewiescht hei vun der DP, vun der CSV, vun der LSAP, vun deene Gréngen.

Ech erënnere mech - ech wor jo fréier selwer an der DP -, ech erënnere mech un e Kongress ...

(*Hilarité et interruptions*)

Jo, jo! Dat wor nach eng DP, déi mir gefall huet! Haut ass et dat net méi.

(*Hilarité et brouhaha général*)

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech si frou, dass dat besser ginn ass! Haut gefält se eis besser wéi deemools ...

(*Brouhaha général*)

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- An haut ... Wësst Der ...

Ech erënnere mech un e Kongress an der DP, du wor den Här Bettel, mengen ech, nach net Member, do ass den Henri Grethen op d'Bün komm an en huet iwwer Walversprieche geschwat. An en hat e flotte Sproch: „Versprach ass versprach a gëtt net gebrauch.“ Ech erënnere mech nach ganz gutt drun. Ech froe mech, wat den Henri Grethen haut géif iwwer lech soen!

A mir verlaangen als ADR dat! Datt déi Parteien hir Walversprieche anhalen! Dat ass nämlech eng Saach vu politescher Kultur hei am Land. Wat solle mer da soen? Wat sollen d'Leit vun eis denken, wann déi Walprogrammer, déi se schréfflech kréien, esou verrode ginn, wéi dat hei am Abléck de Fall ass? Et ass dat!

An da wëll ech iwwert d'Prozedur schwätzen, well dat weist jo och ... Mir hunn eng Petitioun lafen hei am Parlament am Abléck, 2007. Déi huet elo schonn, ech weess net, 6.000 Ënnerschrëften, ech hunn net méi gekuckt. Mee et ass op jidde Fall esou, datt do eng Petitioun leeft, wou 6.000 Bierger-soe mer 6.000 - hei froen, fir datt eng Diskussioun soll sinn iwwert dee Referendum, dee versprach gouf, dee vun de Parteie versprach gouf! An Dir ignoriert dat an engem Mooss, datt Der sot: „Ma d'nächst Woch maache mer schonn den éischte Vott. Et ass eis egal, déi 6.000 Leit!“

Ma fällt lech dat net op, datt Der sollt higoen an déi 6.000 Leit emol unhéieren, ier Der decidéiert, den éischte Vott ze maache vum Parlament?! Dat wär emol eng elementar Héiflechkeet!

An dann déi Prozedur, wéi se dann hei proposéiert gëtt. Et gëtt jo Leit, déi soen: „Majo, nee, mir maa-

chen dee Referendum net, a wann d'Leit gären een hätten, da kënnen se jo 25.000 Ënnerschrëfte sammelen goen.“ Dat ass jo esou organiséiert ginn, datt d'Leit véiermol mussen dohinnergoen. Et ass eng Absicht, an eisen Aen eng Absicht, fir déi Revisioun a véier Kapitelen ze deelen, fir et de Leit méiglechst schwéier ze maachen, fir kënnen e Referendum ze froen! Dofir och déi negativ Attitüd vun der Regierung, wéi mir proposéiert hunn, eng Onlineprozedur anzeféieren, fir sech do kënnen anzeschreiben.

Mir proposéieren eppes ganz Konkreetes. Wann et lech eescht ass mat der Demokratie, da géif ech soen, mir maachen emol éischtens kee Vott oder keng Debatt iwwer en éischt Kapitel, bis mer déi Petitiounären ugelauschert hunn, déi hei e Recht hunn, ugelauschert ze ginn, fir dee Referendum anzefuerderen, deen Dir hinne versprach hat.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- An dat Zweet ass: Da kommt, mir ginn hin, wann dat éischt Kapitel fäerdeg ass iwwert d'Justiz, a mir kënnen et jo debattéieren hei, awer mir mussen jo net de Vott huelen - mir hu jo schonn dacks Debatte gehat -, an da maache mer de Vott iwwert déi véier Kapitelen zesammen op engem Dag. Dann ass et de Bierger nämlech méiglech, wa se e Referendum froen, nëmmen emol op d'Gemeng ze goen, fir sech anzeschreiben an dann de Vott oder de Referendum ze froen iwwert déi véier Kapitelen. Dat géif weisen, datt Der wierklech probéiert, de Leit entgéintzekommen an datt et net déi verstoppten Intention ass, déi an eisen Ae relativ offensichtlech ass, fir déi ganz Debatt eeben esou opzedeelen, datt et de Leit net méi méiglech ass, e Referendum ze froen.

Wësst Der, d'Demokratie, dat kann een och op déi Manéier afuerderen. An deem Sënn proposéieren ech hei eng Resolutioun am Numm vun der ADR.

**Résolution 1**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

- *d'Aarbechten an der Institutiounen- a Verfassungsrevisiounskommissioun vun der Chamber un der neier Verfassung séier virukommen an den éischten Text ganz geschwënn an d'Plenièr kënn;*

- *den Artikel 114 vun der aktueller Verfassung et de Bierger erlaabt, e Referendum iwwert déi nei Verfassung unzefroen,*

*ass besuergt, datt*

- *déi Opdeelung a véier Kapitelen et de Bierger onnéideg schwéier mécht, de Referendum ze erwierken,*

*decidéiert,*

- *déi eenzel Kapitele vum neie Verfassungstext an der Plenièr ze diskutéieren, awer des eréischt nom Ofschluss vu sämtlechen Aarbechten eng éischte Kéier ze stëmmen, fir de Bierger d'Referendumsprozedur net onnéideg schwéier ze maachen.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

■ **M. Jeff Engelen** (ADR).- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mir sinn iwwerzeegt, datt, wann déi Verfassungsrevisioun net vum Vollek akzeptéiert gëtt iwwert de Wee vun engem Referendum, da gëtt se ni richtig akzeptéiert! Et bleibt ëmmer eng Verfassungsrevisioun vu véier Parteien, vun engem Walbedrug. A wann Dir gär hätt, datt déi Verfassung breet am Vollek akzeptéiert gëtt als déi nei Lëtzeburger Verfassung, jo, da gitt de Leit d'Méiglechkeet, driwwer ze decidéieren. Dat geet net an engem Kompromëss tëschent véier Parteien.

Wësst Der, do stinn och nach ... Ech hat mer hei e puer Saachen opgeschriwwen, well ech net verstinn - a well ech elo d'Chance hunn, hei mat engem DP-Politiker kënnen doriwwer ze diskutéieren, ech hunn déi Verfassung jo gelies a gelies -, ech verstinn net, datt d'Demokratesch Partei se ka matdroen! Den Droit à la propriété, do ass e puermol hei an den Debatte gesot ginn, och mat deenen neie Steieren: „Jo, mir als DP bekennen eis weider zum Droit à la propriété“, an esou weider, esou e Bekenntnis, well se wëssen, datt dat am Abléck héich contestéiert ass. An och an där neier Verfassung ass et jo contestéiert mat deene politesche Staatsziler. Datt do d'DP iwwerhaupt matgeet, ass net nozevollzieren! Mee gutt, et ass méi Äre Problem wéi eisen.

Ech wëll awer och soen, datt ech ganz, ganz déif enttäuscht sinn iwwert d'CSV an där ganzer Debatt, ganz déif enttäuscht!

(*Brouhaha*)

Well wann ech elo kucken ...

(*Brouhaha*)

Ech hunn doheem, wësst Der, am Laf vun engem Liewen, do liest ee jo vill, an ech hunn och Bicher gelies, ech weess net méi genau, wéi eent heescht, „Eine Partei, ihre Geschichte und ihre Verantwortung“ oder wat weess ech, ech weess net méi, wéi all déi Bicher geheescht hunn, och iwwert d'Ge-

schicht vun der CSV, wat se alles gelescht huet, ex-chrëschtlech Partei, ex-staatsdroend Partei, muss ech haut soen. Well wat do net alles drasteet! Attack op d'Souveränitéit vum Land, Attack op d'Monarchie, Attack virun allem op d'Famill. A wierklech, dann, wéi gesot, de Verrot vum Walversprieche! Ech hat dat Gefill, mat där ganzer Verfassungsdebat a mat där Implikatioun vun der CSV zesumme mat Gambia an dëser Geschicht, a mat deene Positionen, déi do vertruede sinn, datt d'CSV hir Geschicht verleegeet an dëser Debatt. An dat deet mir leed! Et ass awer déi gréissten Oppositionspartei an et ass ganz traureg, wat do geschitt. An ech géif si opfuerderen, hir Positionen ze revidéieren an e bëssen zrëckzekommen op hir Traditionen an op hir demokratesch Verantwortung!

(*Interruption*)

Mir hunn eng Diskussioun haut vun e puer Leit kritt iwwert d'Aarmut am Land. Dat ass eng extreem wichteg, well esou vill Leit hei am Land dovunner concernéiert sinn. An et ass net méiglech, an der Politik haut eng Diskussioun ze féieren iwwert d'Lag vun der Natioun, ouni ze kucken, wat mer kënnen maachen, fir déi Äermst an eiser Gesellschaft ze ënnerstëtzen.

An Dir hutt jo ëmmer erëm gesot: „Déi finanziell Situatioun vum Staat ass gesond.“ Majo, da menge mir, och wann et net kann zu där grousser Steierreform kommen, déi ugekënnegt ass, datt et ëmmer muss Plaz ginn, fir Ännerungen, punktuell Verbesserungen, Noutstandsregelungen ze fanne fir déi Leit, déi wierklech eng brauchen. An do hu mir ganz konkret Fuerderungen a Positionen.

Mir hätte gär zum Beispill, an dat ass eis wierklech wichteg, datt déi permanent Steiererhéijungen, well déi gëtt et, et gëtt just net weider driwwer geschwat, duerch déi kal Progressioun endlech ophéiert.

Mir hätte gär, datt endlech eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun nees ageféiert gëtt. Déi gouf 2012 vun enger CSV/LSAP-Regierung ofgeschafft. Déi automatesch Upassung hätte mer erëm gär vum 1. Januar un. Dat heescht, dat ass en Enn vun de verstoppte Steiererhéijungen, déi mer elo am Abléck all Joer hunn.

Mir hätte gär, datt fir d'Wittleit endlech déi Reklaséierung no dräi Joer an eng aner Steierkategorie ophält.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mir hätte gär Verbesserung fir elengerzéiend Pappen a Mammen. An do ass eis Proposition, datt mer déi Abattementer duerch Crédits d'impôt ersetzen.

Mir hätte gär d'Schafung vun engem steierlechen Ausgleichsystem fir Baueren, Wënzer a Sylvicul-teuren, fir datt se kënnen besser Jore mat méi schlechte Jore verrechnen. Dat gëtt deene Betriber méi Méiglechkeeten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

A mir hätte gär, an dat ass ganz wichteg, datt de Mindestloun steierfräi gëtt. Dat ass eng Position, déi d'ADR hält. De Mindestloun soll steierfräi sinn, fir datt et och richtig e Mindestloun ass. Mir wëssen, datt dat Implikatioun fir déi ganz Steierprogressioun huet. Awer mir akzeptéieren dat a mir froen, datt wierklech déi Leit, déi am allermannste verdéngen, vun der Steier kënnen befreit ginn.

■ **M. Jeff Engelen** (ADR).- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Eng lescht Consideratioun, dat ass den Drock op d'Bankgeheimnis hei am Land. Mir halen um Bankgeheimnis fest. Mir sinn als ADR net fir dee glesene Bierger, net fir eng total Transparenz, datt de Staat bis an dee leschten Detail alles soll kënnen kontrolléieren a wëssen, wat de Mënsch mécht.

Mir sinn einfach der Meenung, datt de Mënsch e Recht op seng Privatsphär huet. Datt en alles muss deklaréieren, datt eng Steiererklärung muss kënnen verifizéiert ginn, datt ass alles an der Rei. Mee firwat den transparente glesene Bierger? An dofir wäerte mir och derfir antrieden, datt d'Bankgeheimnis erhale bleibt. Och an deem Sënn hu mer hei zwou Motiounen virbereet. Do si schonn eng Rei vun eise Propositionen, déi ech elo gemaach hunn, schréfflech fixéiert.

**Motion 1**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

- *d'Bierger säit Jore steierlech ëmmer méi staark be-lascht ginn an datt déi automatesch Upassung vum Barème un d'Inflatioun säit 2012 gesetzlech ausser Kraaft gesat ass,*

*fuerdert d'Regierung op,*

- *e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir déi automatesch Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun réckwierkend op den 1. Oktober 2021 nees dauerhaft a Kraaft ze setzen;*

- *den éischte Sockel vum Barème sou opzestellen, datt de Mindestloun fir d'Gesamtheit vun de Bierger steierfräi bleibt;*

- *de Steierfräibetrag fir elengerzéiend Eltere vun engem Abatement an e Steierkredit ëmzewandelen.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

**Motion 2**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

- *d'Bankgeheimnis fir auslännesch Bierger zu Lëtze-buerg scho viru Joren opgehuewe gouf;*

- *d'Ophiewe vum Bankgeheimnis och fir Awwner vum Lëtzebuurger Land ëmmer rëm an d'Gespréich bruecht gëtt,*

*erënnert dorun, datt*

- *den Dateschutz grad an Zäite vun enger ëmmer méi héijer Transparenz vu sämtleche Liewensberä-cher als héicht Gutt muss verdeedegt ginn,*

*fuerdert d'Regierung op,*

- *all néideg Moosnamen ze huelen, fir d'Bankgeheimnis och zukünfteg fir sämtlech Awwner vun eisem Land ze garantéieren.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

E ganz grouse Problem, deen hei ëmmer kleng geschwat gëtt, dat sinn d'Staatsscholden. D'Staatsscholden, do gëtt hei esou gemaach, oder mir feieren dat, datt mir ëmmer 30 % leien, 27 % an esou weider, vum Brut, an do si mer besser wéi aner Länner. Mir si ganz anescht wéi aner Länner. Mir sinn e klengt Land. Mir hunn eng schwaach Economie am Vergläich mat aneren. Déi ass net richtig diversifi-zéiert. Mir hunn eng extreem Offhängegkeet vun engem Secteur: vun de Finanzen, vun der Finanzplaz, vun de Servicer. Wann do iergendeppes bei eis am Land geschitt, dann hu mer wierklech e rísege Problem. Aner Länner si vlächicht méi héich verschélt, hunn awer och eng ganz aner ekonomesch Basis, fir déi Laascht ze droen.

Et ass e grouse Problem an der Nohaltegkeet, datt mir einfach higoen a soen: „Hei, mir maache Scholden, an domadder maache mer Investissementer.“ An déi Scholden, déi ginn einfach virun un déi nächst Generatiounen. Et ass ganz vill Konsumpolitik am Budget. Et ass net alles Investitioun!

Eis Fuerderung ass, datt de Staat d'Kapital vun de Scholden zrëckbezuelt. An do gëtt et keng Intention, fir dat ze maachen. Mir hätte gär eng Réckbe-zuelung vun de Scholden, wéi Privatleit et och maachen. Wann ech e Kredit opheue bei enger Bank, bezuelen ech Zënse an ech bezuele Kapital. An iergendwéini sinn ech déi Schold lass. An de Staat mécht et net esou. De Staat verschélt sech ëmmer nei, refinanzéiert, mee d'Kapital gëtt praktesch ni zrëckbezuelt. Dat ass net haltbar! A Verantwortung an Nohaltegkeet géintiwuer den nächste Generatiounen, dat heescht och, Scholden zrëckbezuelen. De Staat muss seng Finanzen dofir an de Gréff kréien.

Wéi kann en dat maachen? E soll sech op seng Käraufgabe konzentréieren. Dat heescht net onbedéngt e schlanke Staat, mee et heescht, datt e seng Käraufgabe soll erfüllen! An de Rescht, dat kann e roueg aneren iwwerloossen.

An dofir ass et wichteg, datt mer wierklech de Budget ganz genee kucken, ganz genee, Linn fir Linn, an eis bei all Punkt froen: Ass dat do wierklech néideg? Muss et elo gemaach ginn? Kënnen mer dat selwecht net vlächicht méi bëlleg kréien oder méi effikass? Awer bei all Linn. An hei ass et jo esou, datt déi dräi Parteien zesummesetzen. Jiddereen huet seng Wënsch. Jidderee kritt, wat e gär hätt. An déi gesamt Koordinatioun do, déi gesamt Rigueur an där Budgetanalys, déi ass net do. Och fir d'nächst Joer gëtt erëm e Budgetsdefizitt vun iwwer enger Milliard ugekënnegt. Dat ass jo net haltbar op Zäit! Mir sollten a Richtung equilibrierte Budget schaf-fen. An dat heescht eeben och, datt de Staat net alles ka maachen, net alles kann direkt maachen. Mee mir müssen einfach léieren, mat de Suen ëm-zegoen, déi do sinn.

■ **Une voix**.- Ganz richtig!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Eng aner grouss Erausforderung, an dat ass och eng, déi mer ëmmer erëm als ADR kloer an d'Diskussioun bréngen, dat ass, datt mer einfach müssen de Courage hunn, d'Finanzierung vun eise Pensiounssystemer ze iwwerdenken. An dat ass wierklech extreem wichteg.

Virun e puer Joer huet jo schonn d'CSV/LSAP-Regierung eng Pensiounsreform gemaach. Do si Limitatiounen, Reduktiounen vu Leeschtunge virge-sinn ëmmer gewësse Konditiounen. Mee mir wëllen net, datt et esou wäit kënn. Mir wëllen diskutéieren iwwert d'Finanzierung vun de Pensiounen, fir datt déi wierklech laangfristeg ofgeséichert sinn a virun allem och, well mer dann d'Ursach vun onkontrol-léierte Wuesstum kënnen an de Gréff kréien. Sou-laang mir ugewise sinn op eng Croissance vu 4 % am Joer, fir kënnen d'Pensiounen ze finanzéieren, kënnen mer net vu qualitativem Wuesstum schwätzen, well qualitative Wuesstum definéiert sech jo och doduerch, datt e ka gesteiert ginn, datt e ka



kontrolléiert ginn, datt mer net mussen egal wéi wuesse mat egal wéi enge Mëttele, fir kënnen d'Pensiounen ze finanzéieren. Mir brauchen de Courage, fir doriwwer ze diskutéieren. A mir wëllen och de Wuesstum kënnen steieren an en net mussen erliden.

Den onkontrolléierte Wuesstum ass Schold u ganz ville vun eise Problemer. Logement ass ee vun deenen. D'Verkéiersproblematik ass ee vun deenen. Integrationsproblemer ... Mir kommen net mat de Strukturen no. Alles dat si Problemer, déi eeben eise Wirtschafts- a Wuesstumsmodell vum Abléck mat sech bréngt an déi mir net wëllen.

Dofir muss mer einfach higoen an eis endlech zesummesetzen. A jiddereen, dee wëllt mat eis doriwwer diskutéieren, ass méi wéi wëllkomm.

De Logement ass haut natierlech vu ganz ville Leit ugeschwat ginn. Awer et fält op, datt fir de Logement eigentlech vu bal alle Parteien, ech weess et net, et huet nach net jiddereen geschwat, mee ëmmer esou dirigistesch Schwärmereien derbäisinn, soubal vum Logement geschwat gëtt.

D'Steiere sollen an d'Lucht gesat ginn. Mee vum Maart, vun der Kraaft vum fräie Maart, schwätzt eigentlech keen, emol net d'Demokratesch Partei, déi Liberal. Et erkennt ee se wierklech net erëm. Et erkennt ee se net erëm. A wien ausser der ADR schwätzt dann nach vun der Kraaft vum fräie Maart och am Beräich vum Logement?

D'Grondsteuer an d'Spekulationssteuer, déi kënnen jo net d'Léising sinn. Ech wëll hei vläicht e puer ekonomesch Grondprinzipie widderhuelen, e puer einfach Prinzipien. Wann een engem Proprietär Steieren operleet an dee verloungt oder verkeeft, ma da geet déi Steuer jo virun. A schlussendlech treëft d'Steuer déi falsch! Well déi Käschten, déi de Proprietär huet, déi gëtt e virun herno an den Acheteur oder de Locataire, an dann ass dee jo schlussendlech deen, deen déi héich Steuerlaascht dréit, net de Proprietär.

Wann den Amortissement accéléré ofgeschafft gëtt, jo da gëtt manner an de Logement investéiert. Dat ass d'Konsequenz dovunner. Wa manner an de Logement investéiert gëtt, ass d'Offer méi kleng an do duerch wüsst de Präis. Alles elementar ekonomesch Grondprinzipien. Firwat déi net berücksichtegen?

An da gëtt ëmmer esou gemaach, datt, wann elo de Staat oder d'effentlech Hand Terrain kritt an hei an do, datt dat elo d'Léising wär, datt da mol endlech kéint abordabel gebaut ginn. Mee de Staat an och d'Gemenge sinn dacks ganz schlecht Promoteuren. Wat ass dann, wann de Staat oder d'Gemengen dann net hign an dat bebauen, wat se elo eigentlech maachen?

Mir verdeedegen och d'Recht vun de Proprietären op hiert Eigentum. A wësst Der, et gëtt jo ganz vill Attacken elo dergéint. Mee dee Regëster, deen elo do soll gemaach ginn, do kann ee sech emol éischens froen: Wat geet de Staat dat un, déi net besaten oder net bewunnte Wunnengen? Wat geet de Staat dat un, wat ech mat enger Proprietéit maachen, wat e Proprietär mat senger Proprietéit mécht? An da muss ee sech nach froen, wéi dat da géif applizéiert ginn an der Praxis. Ass dat elo eng Foto op den 1. Januar? Ass dann, wann een eppes verloungt huet an dräi Méint drop geet de Locataire eraus, ass et dann eidel oder net? Gëtt de Proprietär fir dat Joer gestrooft oder net? Alles dat si Froen, déi mer eis stellen, wann esou Regëstere opgestallt ginn. Dat ass jo nâischt harmloses. Dat ass en Agréif an d'privat Proprietéit, an et weess een net, wou et higeet.

Mir hunn e ganz aneren Usaz. Mir hu kee sozialisteschen Usaz bei der ADR. Mir hunn e liberalen Usaz. A mir hätt gär, datt mer eng Flexibiliséierung maachen, eng Flexibiliséierung a gläichzäiteg eng massiv Ënnerstëtzung vu jonke Leit oder anere Leit, déi wëllen eng éischt Acquisitioun maache vun enger Wunneng. Mir sollen déi ënnerstëtzen.

A wat huet Gambia gemaach an deene leschte Joren? Gambia huet jo selwer derzou bägedroen, datt d'Wunne vill méi deier ginn ass.

Ech héieren ëmmer erëm, datt d'Promoteure kritiséiert ginn an esou weider. Mee Steiererhéijunge vun 3 % op 17 % TVA, huet dat net zur Verdeierung vum Wunne bägedroen? Wéi ass et mat deene Virschreften, déi d'Leit hunn, wéi se mussen bauen? Passivhaier! Wéi ass et mat schrecklechen, deelweis irrationalen Oploen do bei Ëmweltfuederungen? Wéi ass et mat den Delaien, mat der Bürokratie beim Staat? Sinn dat net alles Elementer, déi d'Baue vill méi komplizéiert a vill méi deier maachen?

A wann elo d'Promoteuren oder anerer kritiséiert ginn, déi hunn all hir Verantwortung, dat ka kee Mënsch leegnen. Awer ass et net emol um Staat an un de Gemengen, selwer ze kucken, fir do, wou si selwer kënnen remediéieren, ze hëllefen, Prozedure méi liicht ze maachen, Steieren erfesetzen? Alles dat, wat an de leschte Jore gemaach gouf an u sech den Effet contraire huet vun deem, wat vläicht bezweckt war.

Mir hunn nach en anere Problem. Deen ass, mengen ech, haut och schon ugeschwat ginn. Et ass jo bal witzeg zum Deel, wann een héiert, an ech mengen, den Här Staatsminister huet gëschter gesot: „Mir wëllen d'Weltklima retten“ an esou weider. Mee gutt. Mee hei am Land bréngt mer et net fäerdeg, Bauschuttdeponien ze maachen.

Ech mengen, mir sollten einfach mat zwee Féiss um Buedem bleiwen. De Problem vun deiere Bauen hânt och mat de Bauschuttdeponien zesummen. An ier een de Weltklima rette geet, wär et emol gutt, fir seng Hausaufgaben ze maachen op engem ganz, ganz einfachen, elementaren Niveau.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wéi eng Liewensqualität hu mir hei am Land? Wéi entwéckelt sech eis Gesellschaft? Och do wëll ech vläicht e puer Saache kuerz uschwätzen, well mir hunn als ADR ganz kloer Virstellungen, wéi mer gär hätt, datt eis Gesellschaft sech entwéckelt. Mir wëllen dat guidéieren. Mir wëllen et wierklech och beaflossen an eng bestëmmte Richtung an net einfach erliden, wéi d'Gesellschaft sech am Laf vun der Zäit entwéckelt.

An ee Bekenntnis, wat mir ganz kloer hunn: Mir hätt gär, datt eist Land seng Identitéit, och seng Lëtzebuurger Identitéit, behält! Dozou gehéiert e Bekenntnis zu eiser Sprooch, zu eiser Kultur, zur Integratioun vun den Ausländer. Dat ass och ganz wichteg. Eis sinn och Ausländer wëllkomm. Awer anescht wéi aner Parteie soe mir: Mir hätt gär eng volontaristesche Integratiounspolitik.

Ech erënnere mech, d'Madamm Cahen kum eng Kéier an d'Chamber a si huet gesot, si wär komplett dergéint als Integratiounsministesch - komplett dergéint -, datt d'Leit sech géifen hei upassen. Awer mir net, mir si komplett derfir! Sou gëtt et eeben Ënnerscheeder an der Politik.

Mir hätt gär eng Gesellschaft, wou d'Leit a Sécherheet kënnen liewen. An dat heescht, datt mer selbstverständlech, jo, all eise Sécherheitsdëngschter, Arméi, Police, Rettungsdëngschter, Douane, Giischercher, SREL, alles wat et esou dorëmmer gëtt, déi Kompetenzen an déi Moyene ginn, déi se brauchen, fir hir Aufgaben effikass ze erleedegen. Dat Ganzt selbstverständlech rechtstaatlech ofgeséichert. Awer dee Wëllen, deen hu mir!

Mir wëllen déi bannenzeg Sécherheet konsequent stäerken. An dofir si mer op dee Moosnamekatalog gespaant, deen den Här Kox eis elo wëllt presentéieren. Mir wäerten dee beurteele mat deene Krittikären, déi mir hunn. Ech wäert lech der e puer nennen. An natierlech begrëisse mer Sozial- a Preventiounsmoosnamen. Jo sécher, dat gehéiert natierlech zu enger intelligenter Politik, datt een och Sozial- a Preventiounsmoosname mécht. Jo, och an der Drogepolitik, och an der Drogepolitik. An et muss een zum Beispill op den Zücherer Modell verweisen, an et muss een elo kucken, wat do proposéiert gëtt.

Awer mir hunn och konkret Revendicatiounen. Vum Policeminister Kox hätt mer gär méi Kompetenze fir d'administrativ Police, och beim Platzverweis, bei den Identitéitskontrollen a bei den Duerchsichungen. Mir hätt gär Bodycams fir d'Police an eng effizient Kameraiwwerwachung vu Risikozonen am effentleche Raum. Mir hätt gär e bessere Rechtsschutz fir d'Polizisten, datt se Affekote kënnen kréien. Mir hätt gär eng Erliichterung vun der Aarbecht vun der Police duerch eng Verlagerung vu verschiddenen Aufgaben an aner Acteuren, wéi zum Beispill un d'Giischercher beim Gefaangentransport, un d'Agents municipaux an duerch d'Schafung vun engem SAMU social.

Vun der Madamm Tanson hätt mer gär e puer Projets de loi: gesetzlech Kloerstellung bei der Thematik vum Eloignement vum Territoire, e Gesetz, fir den illegalen Openthalt am Land zu engem penalen Delikt ze maachen, e Gesetz, dat eis et erlaabt, op eng effikass Manéier géint déi organiséiert Mëndicitéit virzegoen, well dat ass Mënschenhandel, Ausbeutung vu schwaache Leit.

Vum Här Asselborn erwaarde mer e resolutt Virgoe géint all illegal Immigration. Mir hätt gär eng aner Asylpolitik, an zwar eng, déi op der Base vun der Asylrechtskonventioun vun 1951 fonctionéiert, also eng méi restriktiv, datt déi Leit, déi wierklech Schutz brauchen, deen och kréien. Mir hätt gär e Verloscht vum Schutzstatut - och dat ass an der Asylrechtskonventioun - fir Leit, déi mat Schutzstatut kriminell ginn, déi mussen eeben dee Schutzstatut ofgeholl kréien.

A vum Här Gramegna hätt mer gär en Ausbau vun der Douane a méi selektiv a cibléiert Grenzkontrolle bei der Arees op Lëtzebuerg, dëst an Zesummenaarbecht mat der Police.

Mir maachen eis och Suergen iwwert déi e bësse laxistesche Attitud, déi mer bei der Regierung gesinn, wat déi baussenzeg Sécherheet ugeet. Mir hunn zum Beispill gesinn, datt net genuch drop opgepasst gouf, datt vill Technologie aus der Volleksrepublik China hei benotzt gouf, hei an och

an den Nopeschlänner. Et ass awer elo, mengen ech, hoffen ech emol, lues a lues eng Prise de conscience do, fir a Beräicher wéi Informatik oder Kommunikatiounstechnologien dorobber opzepaszen.

A virun allem wonnere mir eis, an dat ass ënnert der Responsabilitéit vun der Madamm Tanson, datt de Parquet wichteg Informatiounen net virugëtt un d'Autorités nationales de sécurité, wann et zum Beispill ëm Sécherheitskontrolle geet. Wann et do legislativ Lacune gëtt, ma da muss se geféllt ginn. Mee et ka jo awer net sinn, datt eng Administratioun net mat där anerer zesummeschafft fir d'Besoinne vun der nationaler Sécherheet, well déi gi jo dann net erfëllt!

A mir hätt gär eng Reflexioun iwwert d'Rekrutementsproblemer an all deene Verwaltungen, déi relevant sinn, Rettungsdëngschter an esou weider. Mir mussen de Rekrutement verbesseren. Mir hunn eng Rei Propositione gemaach. Mir wäerten der och nach maachen als ADR, fir do d'Situatioun ze verbesseren.

Den Här Meisch, an do soen ech vläicht e puer Wuert iwwert d'Schoulpolitik, huet jo eng Rei Moosnamen elo annoncéiert och fir d'Rentree scolaire. De Schoulsystem gëtt doduerch eigentlech ëmmer méi komplizéiert. Et gëtt och méi international Schoulen. Mir hunn dat als ADR ëmmer ganz, ganz kritesch gesinn. Mir wëlle keng parallell Gesellschaften. A mir hunn dacks gesot, datt d'Schoulpolitik vun dëser Regierung derzou féiert, datt mer u sech keng Integratioun maachen, mee eng Segregatioun. Mir trenne Kanner no Sprooch, dat heescht, och dacks no Nationalitéit, amplaz datt se an engem Schoultyp zesummekommen.

Mir géifen dofir déi verschidde Schoultypen ganz kritesch iwwerpräwen an der och eng Partie nees ofschafen, fir datt d'Leit an d'Kanner erëm kënnen zesummekommen.

Dat ass Deel vun enger Integratiounspolitik. A wat eis och ganz staark um Häerz läit, dat ass, fir den Niveau vun den effentleche Schoulen ze garantéieren. Et ass wichteg, datt Diplomer an Ofschlëss, déi ee ka gratis kréien an enger gudder effentlecher Schoul, och e Wäert hunn, datt se unerkannt ginn. An dofir wäerte mer och do Initiativen huelen a Propositione maachen, fir an alle Beräicher, haapt-sächlech elo mol an der Mathematik, an den Naturwëssenschaften, an der Informatik, do, wou de Besoin am gréissten ass, den Niveau ze héijen, awer och bei de Sproochen, och bei der Konscht.

Ee vun de Virriedner hat gesot: „Et muss jiddereen kënnen un de Knäppche kommen“, fir eng Qualifikatioun, fir sech ze qualifizéieren an esou weider. Mir brauchen Chancëgläichheet. Jo, mee fir un de Knäppchen ze kommen, muss awer jiddereen no uewe gräifen an e klengen Effort maachen. D'Léising kann net sinn, datt de Knäppchen erfokéiert, esou déif, datt kee méi brauch en Effort ze maachen. An dat gesi mir awer och als eng Gefor, als en Nivellement vers le bas, dee mer a villen, ville Joerzëngten elo schon hei zu Lëtzebuerg hunn. Mir mussen géigesteieren.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Elo wëll ech och e puer Wuert nach soen iwwert d'Nationalitéit. Mir hunn als ADR ëmmer kritiséiert, datt d'Nationalitéit e bësse, dat hu mer esou genannt, „bradéiert“ gëtt. Et ass och esou, well den Niveau an de Sproochexamen erfogesat gouf, a wann een 20 Joer am Land ass, da muss een iwwerhaapt keng Lëtzebuergesch Kenntniss méi noweisen an där Saache méi. Mir wëllen nach eng Kéier betounen, datt mir domadder net d'accord sinn.

Mir hunn elo eng Entwécklung gehat an de leschte Woche mam Gemengewalrecht, do ass da gesot ginn: „Déi Transititionsperiod do fält ewech.“ Mir hunn direkt gesot: Mir sinn do dergéint! Mir hätten nâischt dergéint gehat, doriwwer ze verhandelen an ze schwätzen. Mee mir hätt gär eng Transititionsperiod, an déi wëlle mer behalen. Mir hätt gär eng Integratioun an datt eng politesch Participatioun ëmmer um Enn vun enger Integratioun steet. A wann dat dann elo einfach esou opgemaach gëtt, huet dat eng Rei Implikatiounen. Dat kann och Geforen hu wéi Manipulatioun an esou weider vun awer relativ signifikante Wielerkresser. Mir hätt scho gär do kloer Limitten a kloer Reegelen. A mir wëllen net op Transititioun an Integratioun verzichten.

A virun allem ass och eppes, wat eis stéiert. Mir haten héieren - dat wësst Dir warscheinlech, dat huet, mengen ech, d'Madamm Bofferding gesot -, datt ee sech do ka fir déi Gemengewale direkt online umellen. An dat huet eis erënnert un déi Diskussioun, déi mer féieren am Kader vun der Referendumsdiskussioun, wou mir proposéiert hunn, datt d'Leit sech solle kënnen online umellen. An do huet dann d'Regierung gesot: „Nee, nee, dat ass vill ze wichteg, do muss ee selwer op d'Gemeng goen, fir do kënnen ze kontrolléieren, ob d'Identitéit stëmmt.“ Jo, an hei kann ee sech fir Walen anscheinend dann online umellen, mee fir eng Referendumsprozedur

geet dat net. Dat ass einfach erëm e Beweis, datt eppes wichteg ass fir dës Regierung: Dat ass, datt d'Leit net kënnen e Referendum froen! Dat ass déi verstoppte politesch Intentioun. Mir akzeptéieren dat net. Mir akzeptéieren dat net!

An eng lescht Consideratioun vläicht am Kapitel vun deene politeschen Iwwerleeungen, wat eis Nationalitéit ugeet, ass d'Asylpolitik. Och hei wëlle mer nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, wat an all internationaler Konventioun esou ass, just hei am Land ni ernimmt gëtt: Dat ass, datt Asylpolitik keng Immigratiounspolitik ass! Dat sinn zwou grondverschidde Saachen. Asyl ass eppes, dat kritt een zäitweis, fir een ze schützen. Dat ass d'Zil, dat ass de Sënn, datt ass d'Logik, datt sinn déi international Konventiounen, dat heescht, wann een hehinner kënt an Asyl kritt. An ech soe kloer: D'ADR bekennt sech dozou. Dat ass schéin, datt mer kënnen Leit Schutz ginn, déi Schutz brauchen.

(**Interruption**)

Jo, dat ass schéin. Dat ass mënscherechtlech nobel. Do bekenne mir eis derzou. Mee mir soe grad esou kloer, datt mer dee Schutzstatut regelméisseg iwwerpräwe mussen. An een, dee kee Schutz méi brauch, dee kann och keen Asyl méi hunn. Asyl ass keng Immigratioun. An deen Ënnerscheid ass fir eis ganz wichteg.

An der Verkéierspolitik, do ass jo och haut vill geschwat ginn iwwer Mobilitéit douce. Den Här Premier huet dat och gëschter e bësse esou gesot, mir géifen d'Verkéiersproblematik mam Tram a mam Vélo léisen. Dat ass natierlech net de Fall. Weeder den Tram nach de Vélo huelen eis d'Staue vun den Autobunnen ewech, wann d'Frontalieren eriwierkommen.

Den Ausbau vum Zuch ass sënnvoll. Mee dann, mee da komme se an der Stad un an dann ass do den Tram, an den Tram, dee mécht viles méi komplizéiert, net méi einfach.

(**Interruption**)

A mir soen als ADR, datt déi eenzeg Léising haut wéi fréier dora besteet, datt mer den Zuch ënnert der Stad duerchféieren. Fir et attraktiv ze maachen, datt d'Leit den Zuch huelen, muss et méiglech sinn, zu Diddenuewen oder zu Arel an den Zuch ze klammen an um Lampertsbiërg oder um Kierchbiërg erauszeklammern, ouni ëmzeklammern.

Dir wäert gesinn, ech sinn iwwerzeegt, datt mer an der Verkéiersdiskussioun dohikommen, wa mer net schon do sinn, datt geschwéigert gëtt: „Jo, mir mussen d'Zich ënnert der Stad duerchféieren!“ Dat ass nämlech déi eenzeg Léising. De Vélo an den Tram léisen déi Problemer net.

(**Interruption**)

Vill Leit hei am Land maachen eis opmierksam op en anere ganz grouse Problem. Si soen eis: „Dëst Land ass net méi fräi! Mir kënnen net méi fräi soen, wat mir denken.“ An da si mer bei engem grouse Sujet, der Meinungsfreiheet. An do gëtt et, do gëtt et eng Legislatioun ...

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Hutt Der déi Damm gesinn, déi um 14.00 Auer doënn stoung?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Déi hutt Der gesinn?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Hutt Der gesinn, wat déi op hirem Panno stoen hat?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn net gelies, wat se um Panno stoen hat.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Et wier awer besser gewiescht, Dir hätt dat gelies. Also ech muss éierlech soen, ech froe mech awer wierklech, wou mer hikommen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, ech weess net, wat do stoung. Et ass elo net den Thema.

(**Brouhaha**)

A, ech weess jo net, wat do drop stoung. Loosst mech mäi Punkt maachen, ech weess jo net, wat op deem Schëld do stoung. Mee bon. Also, de Punkt ass deen hei: Vill Leit soen, datt se net méi fräi am Land kënnen soen, wat se denken. An ech géif soen, dat ass eng Suerg, déi mer elo sollten eescht huelen a wéinstens emol analyséieren.

Mir hunn eng Legislatioun hei iwwert d'Incitation à la haine. An dann ass natierlech d'Fro: Wou fänkt den Haass un? Wou komme mer hin domadder? Wat ass eng Incitatioun? Komme mer zu Lëtzebuerg an eng Situatioun e bësse wéi beim George Orwell, wou mer Gedanken- a Gefillsverbrichen iergendwéini hunn? Wësst Der, fir eis ass dat einfach en zentraalt Mënscherecht, d'Meenungsfreiheet. A mir kënnen net higoen, datt auszehiewelen. A mir kënnen och net higoen, datt elo fir subjektiv Sensibilitéit Leit hign an den Droit pénal a senger Objektivitéit an a senger Präzisioun, déi e muss hunn, auszehiewelen, fir eng Zensur auszeüben. Mir mussen scho ganz gutt oppassen, wat mer maachen.



Entweeder mir bekennen eis zur Meenungsfräiheet ... A Meenungsfräiheet - an ech huelen un, dat war esou e Fall -, dat ka wéidoen, do kann ee jo net d'accord si mat allem, mee et ass awer eng Fräiheet! Wie wëllt dann de Leit soen: „Hei, dat do d'äerfs de soen an dat do net!“ Well mir komme soss an eng Logik, déi eis ganz séier an en Totalitarismus eraféiert. Mir denken, dat esou Gesetzer iwwer Hatespeech an esou weider, Incitation à la haine, mussen ganz prezis sinn, fir eebe kloer ze soen, wat mer denken, wat mer gär hätten a wat mer net wëllen. Awer mir d'äerfen dach net higoen an elo ëmmer méi an eng Inflation kommen! Et ass dach dat, wat mer och international gesinn. Mir gesinn dach iwwerall op der Welt, dat mer elo do eng „cancel culture“ hunn, déi em sech gräift a wou dann op eemol och op den Universitëten d'akademesch Fräiheet fort ass. Datt d'Konscht ageschränkt gëtt, dat Monumenter ofgerappt ginn, dat Stroossen ëmgedeelt ginn, well et iergendengem dann net passt. Et ass dach net dat, wat mer gär hätten!

A mir mussen oppassen hei am Land, ...

#### (Interruption)

... mir mussen oppassen hei am Land, nee, loosst mech. Et ass net nëmme, dat mer déi Legislatioun hunn, wou d'Leit sech Suerge maachen driwwer. Mee mir hunn och aner Tendenzen, wou mer fir d'Fräiheet vun der Konscht hei zum Beispill am Land fäerten.

Kuckt, mir hunn ëmmer gewarnt, dat mer kee staateleche Kulturentwicklungsplang brauchen. Dat ass eng sowjetesch Terminologie: de staateleche Kulturentwicklungsplang. Dee Plang, dat ass eppes, dat héiere mer ganz vill, mee mir brauchen esou eppes net. Mir sollen d'Kultur ënnerstëtzen, awer net plangen. Mir kréien Deontologiereegele fir d'Kënschtler, déi sollen ënnerschriwwen ginn, ...

#### (Interruption)

... Deontologiereegele, déi mer gefrot hunn, déi mer nach net kruten. Wat steet do dran herno? D'Fräiheet vun der Konscht, déi miesst sech net um Konformismus. Déi miesst sech um Widdersproch, um Widdersproch vun der Konscht, um Afrostelle vu gesellschaftleche Faiten, déi vläicht jidderengem gefalen, mee déi awer kënnen iwwer eng Provokatioun a Fro gestallt ginn. An dat ass eng fräi Gesellschaft. An dat solle mer och wëllen.

Wéi gesot, mir brauchen et jo net gutt ze fannen. Awer d'Leit solle kënnen soen an denken a maachen, wat se dann awer fir gutt fannen, natierlech am Kader vun deem, wat mer da vertriebe kënnen.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Wien hat do scho méi eng Klo?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Awer net do eng Zensur aféieren.

#### (Interruption)

An de Familljen, do huet d'Regierung eng ganz Partii Propositionne gemaach. Dat begrësse mer prinzipiell. Wéi gesot, mir kucken eis dat dann un, wann et esou wäit ass. Dir wësst, mir hätte gären d'ADR-Elteregeld, ganzdaags, an d'Leit kënnen wielen: Gi se schaffen oder bleiwe se ganz doheem, fir sech em hir Kanner ze këmmere? Dir hutt do eng Reegelung an de Raum gestallt iwwer Deelzäitmeiglecheeten. Mir kucken eis dat un. Wéi gesot, mir géife gär absolutt de Famillje Souveränitéit ginn, fir kënnen selwer iwwer hire Liewensmodell ze decidéieren. Dat ass d'Absicht vun deem, wat mer wëlle maachen.

#### (Interruption)

A wësst Der, d'Familljen, mir hu jo gesinn, wat Gambia an deene leschte Jore gemaach huet, dat ass zum Deel abstrus, déi Ideologisierung vun der Famill. De Parent 1, de Parent 2, den Autre parent de naissance, Personne qui a accouché de l'enfant, an esou weider an esou virun. Déi Ouverturen, ob-schonn hei keen et wëllt zouginn, Richtung Leihmutterchaft a PMA avec tiers donneur, alles dat si geféierlech Entwécklung fir d'Famill. Alles dat, dat wëlle mir als ADR och an desër Ried kloer soen, droe mir net mat! Mir ënnerstëtzen d'Familljen. Mir maachen d'Famillje gär staark. Mir hätten och gär eng natalistesche Familljepolitik hei am Land, de Contraire vun deem, wat d'Madam Cahen eng Kéier gesot hat.

Mir wëllen eng gesond Alterspyramid hei am Land, eng gesond demografesch Entwécklung, ouni vun der Immigratioun ofhängeg ze sinn. Dat ass, mengen ech, och eppes, wat mer eis mussen virhuele fir eng familijefrëndlech Politik.

Wann ech nach een Abléck kann zrëckkommen, dat schéngt mer och ganz wichteg ze sinn, op d'Kannergelddiskussioun. Mir haten elo e puermol héieren, dat d'Kannergeld indexéiert gëtt. Dat begrësse mer ausdrécklech. Mir hätten awer gär als ADR, dat et och nodréiglech indexéiert gëtt an zwar, dat mer zrëckgi bis 2006. An an deem Sënn wollt ech hei nach eng Kéier eng Motioun hannerleeën. Wannechgelift, Här President.

#### Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- *datt d'Covidpandemie fir vill Familljen, Kanner an och Jugendlecher eng grouss finanziell Erausforderung war an zum Deel nach ëmmer ass;*

- *datt déi automatesch Indexéierung vun de Familljeprestatiounen 2006 ofgeschaaft ginn ass an datt d'Reformen, déi zënterhier ëmgesat goufen, net genuch positiv Suite fir d'Kraaft vun de Famillje bruecht hunn;*

- *datt d'Regierung decidéiert huet, d'Indexéierung vun Kannergeld eréischt vum 1. Januar 2022 un ze applizéieren;*

- *datt d'Regierung eng retroaktiv Indexéierung vun Kannergeld ofleent, déi awer ville Familljen hëllef kéint, déi finanziell Konsequenze vun der Covidpandemie besser ze bewältegen,*

*fuert d'Regierung op,*

- *de Wäertverloscht, deen d'Kannergeld zënter 2006 erfuer huet, vum 1. Januar 2022 u voll auszegläichen.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Eng aner Bemierkung, déi ech och nach wëll maachen, wa mer vun der Gesellschaft schwätzen, dat ass déi leider traureg Entwécklung vun Antisemitismus, déi mer hunn. Dat ass eppes, wat mer net kënnen akzeptéieren. Do gëtt et leider ëmmer erëm Entwécklung vu Verschwörungstheorien, zum Deel och Schmierereien an esou weider an esou virun. Dat ass einfach net ze akzeptéieren.

An do wëlle mer verweisen op d'EU-Parlament. Dat huet recommandéiert - ech mengen, et war d'Parlament -, dat déi eenzel Staate sech sollen en Antisemitismus-Beoptraagte ginn. Dat huet Lëtzebuerg awer bis elo net gemaach. A mir wëllen awer, dat mer déi Iddi vun Europaparlament erfëllen. An an deem Sënn wëllt mer och hei eng Motioun hannerleeën. Wannechgelift, Här President.

#### Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

constatéiert,

- *datt de Phänomeen vun Antisemitismus zu Lëtzebuerg staark verbreet ass an et duerch d'Coronapandemie zu enger Heefung vun antisemitische Verschwörungstheorië komm ass;*

- *datt et inakzeptabel ass, dat Leit, déi sech zum jiddesche Glawe bekennen, hei zu Lëtzebuerg, an dat 76 Joer nom Enn vun Zweete Weltkrich, Affer vun antisemitische Messagen a vu Gewalt ginn;*

- *datt antisemitesch Strofdote bis elo net als solch vun Lëtzeburger Staat registréiert ginn;*

- *datt zu Lëtzebuerg jiddesch Arichtungen net genuch géint potentiell Uschlei geschützt sinn;*

- *datt et zu Lëtzebuerg ganz allgemeng u fiabelen Donnéeë felt, fir den Antisemitismus effektiv bekämpfen ze kënnen,*

*fuert d'Regierung op,*

- *der Recommendation vun Europaparlament nozekommen an d'Funktioun vun engem Antisemitismus-Koordinator ze schafen, deen derfir verantwortlech ass, fir déi ënnerschiddlech Moosname géint Antisemitismus ëmzesetzen;*

- *ee Moosnamekatalog géint Antisemitismus opstellen.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

Dann nach zu engem ganz groussen Deel vun den Diskussiounen. Ech wollt - jo, ech hunn nach e bëssen Zäit -, ech wollt nach soen, dat mir eis och wëlle fir d'Bauern an d'Wënzer asetzen. An do ass eppes ganz Wichteges, wat mer wëllen ënnersträichen. Net nëmme, dat mer hinne steierlech Liichtegkeet wëlle ginn, fir gutt Jore mat schlechte Joren auszegläichen, dat mer do eng gewësse Flexibilität wëllen hunn. Mee mir wëllen och betounen, dat mir net dermat d'accord sinn, dat Drock op déi Leit ausgeübt gëtt, zum Beispill, wat se sollen ubauen.

Et ass ganz wichteg, dat d'Bauern an hirer Qualitéit als Entrepreneur - si hu jo Entrepreneuren, si mussen kënnen dovunner liewen - mussen selwer hir Decisiounen huelle kënnen, wat se wëlle maachen. A mir ginn net an déi Richtung, dat mer hinne elo iergendwéi do wëlle virschreiwen, wat se sollen ubauen, wéi se et sollen ubauen, mat wéi enge Methoden, déi och all hir Nodeeler hunn. Dat ass wierklech eppes, wat mir net guttheeschen. Mir hätte gär manner Bürokratie fir d'Bauern, well dat ass schrecklech belaauschend, wat do ass, an och manner Kontrollen. Wivill Gesetzer hate mer hei an der Chamber, wou mer gestëmmt hunn, dat d'Police de jour et de nuit kann do andréng fir ze kucken, ob iergendeen Dëppchen Dünger do steet? Al-

les dat ass eng Attitüd géintwuer de Baueren, déi mir net approvieren. An dofir denke mer, dat mer do sollten eng nei Approche huelen.

Änlech bei de Fëscher a bei de Jeeër: Wann ech déi Debatten hei kucken an de leschte Joren, do gëtt et dacks esou duergestallt, wéi wann dat Feinde vun der Natur wäeren. Dat ass absolutt net wouer. A mir mussen kucken, dat mer mat deenen zesumme Weeër fannen, natierlech fir d'Juegd an d'Fëscheri schounend ze bedriewen, mee och fir ze valoriséieren, wat se maachen, nämlech och en aktive Bäitrag zum Naturschutz.

Ekonomie an Industriepolitik. Ech si frou, dat den Här Minister Fayot hei ass, well dat ass och eppes, do feelt et eis ganz kloer un Ambitiounen. Mir hunn elo héieren, dat do soll e bësse gekuckt gi mat den Aktivitéitszonen. Mee säit Jore gëtt dat ugekënnegt an et ass ni eppes geschitt. Aktivitéitszone fir eis Kleng- a Mëtzelbetriber, do si mer néierens dru bis elo.

Den Nowuess am Handwerk ass e grouse Problem. D'Qualitéit vun der Formation professionnelle, do huet d'Handwierk selwer missen derfir surgen, aus Nout, well et beim Staat net zefridde war, mat deene staateleche Prestatiounen. Mir hätte gär einfach, soe mer mol, eng volontaristesche Politik fir eis lokal Kleng- a Mëtzelbetriber, mee och, fir Industrie unzesidelen.

Mir hu Léiere gezunn an der Pandemie. Mir hu gesinn, wat feelt an Europa, nämlech cheemesch Industrie, pharmazeutesch Industrie, elektronesch Industrie, wou mer komplett ofhängeg sinn zum Deel vu China oder vun anere Länner. Jo, da kommt, mir entwéckelen als Europäer, wou och Lëtzebuerg en Deel bäidreit, eng Reindustrialisierungspolitik, wou mer kënnen eis aktiv abréngen. Mee dat gesi mer net an. Dat ass wierklech schued, dat mer do einfach ganz, ganz modest optrieden an net higinn a wierklech probéieren, och Industrie hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Et gëtt ëmmer geschwat vun der Diversifizierung vun der Ekonomie. Mee dat kann net nëmme digital sinn. Et kann net nëmme Finanzplaz sinn. Mee mir mussen och an anere Secteure kucken, dat mer eis diversifizéieren.

D'Finanzplaz, do huet den Här Gramegna de Moien nach vill driwwer geschwat. Mee och do gëtt dat schéi gemoolt, méi schéi gemoolt, wéi et ass. D'Lëtzeburger Finanzplaz ass zrëckgefall international. Mir sinn net méi ënner deenen 20 wichtigste Finanzplazen op der Welt. Am Beräich vun der Financial Technology leie mer nach weltwäit op 55. Plaz no engem Ranking, deen elo virun engem Mount erauskomm ass. Dat ass alles anescht wéi gutt a mir mussen einfach och do Efforte maachen, fir eis besser opzustellen.

Mir sinn als ADR och net dermat d'accord, dat permanent probéiert gëtt, de Pensionsfond ze gängele. De Pensionsfond muss och kënnen schaffen. E muss kënnen profitabel schaffen am Interessi vun deene Leit, déi herno vu senger Prestatiounen ofhängeg sinn. An dofir ass et och wichteg, dat mer en net permanent politiséieren, well en awer muss kënnen mat enger gewësser Onofhängegkeet an an der Erfëllung vu sengem Mandat schaffen.

D'Ëmweltpolitik, domadder halen ech dann op, well dat ass nämlech e grouse, grouse Sujet, an dofir hunn ech mer dee fir de Schluss gehalen. An do wëlle mer och e puer Kommentare maachen, wa mer elo kucken, wéi sech déi ganz Zeen entwéckelt. Wéi hu sech an de leschte Joren d'Diskussiounen, d'Ëmweltsujeten entwéckelt, mat wéi enge Methoden, mat wéi engen Ziler? An do mussen mer mol soen, mir stellen eng Radikalisierung vun Discours awer fest. Et ass schon esou, dat Schoulstreiken an aner Forme vun ugekënnegtem zivillem Widerstand an esou weider zouhuelen. Woubäi ech bei de Schoulstreike wëll soen, dat mir net d'accord si mat staatelech gesponserte Schoulstreiken. Et gëtt eng Schoulpflicht hei am Land an déi soll agehale ginn!

Mee et gëtt schon eng Radikalisierung, souwuel beim Klimaschutz wéi bei de Juegdgëigner, bei aneren och. An et gëtt en eesäiteg alarmisteschen Discours. An do derhannert ass schon e bëssen eng virsätzlech Politik vun der Angscht. Et gëtt Angscht verbreet. Dat ass eppes, wat mir net akzeptéieren. Et brauch een an Ëmwelt- wéi an anere Froen eng rational Approche, well Ëmweltfroe sinn, wéi vill anerer, mussen och dacks wëssenschaftlech Kontroversen, a si mussen och kënnen als wëssenschaftlech Kontroversen diskutéiert ginn, mat den Argumenter fir eng Léisung oder fir eng aner Léisung. An net fir ze soen: Et ass eng Léisung, et ass een Szenario, et muss elo dat sinn! Dat ass einfach der Seriositéit vun de Sujeten net ugepasst.

Déi akadeemesch Fräiheet muss erhale bleiwen. Wéi dacks gesi mer, dat Projete finanziert ginn, wa se ideologiekonform sinn, an dat aner Projeten net finanziert ginn? Dat ass eng Fro vun der Wëssenschaftsfräiheet, an och déi muss erhale bleiwen.

Mir brauche keng Afrostellung vun eisem System, vun eisem ekonomesche System. An dat ass

eppes, wat mer ëmmer erëm och bei deene Fridays for Future an aneren héieren. Dat ass, dat do wierklech ëmmer méi u Planwirtschaft geduecht gëtt, un eng Limitation vun eise perséinleche Fräiheeten, e bëssen en eksozialistesche Gesellschaftsmodell. Wou een dann héiert, mir hätte gär „system change, not climate change“. Dat ass de Slogan. Mir wëlle kee „system change“. Mir vertrauen op d'Kraaft vun eisem ekonomeschen a gesellschaftleche System, fir kënnen all d'Ëmweltdefien effikass unzegoen.

Déi radikal Virstellungen, kontrolléiert Limite vun der Bewegungsfreiheet, Konsumverzicht, Verzicht op Hausdéieren, fundamental Ännerunge vun Liewensstil an esou weider, dat gëtt et ëmmer méi. A mir mussen wierklech oppassen, dat mer och an deem Kontext d'Fräiheet behalen.

Mir si fir Ëmweltschutz, engagierten Ëmweltschutz, rationalen Ëmweltschutz, alles, wat Der gär hätt, awer mir halen drop, dat mer eise System en tant que tel preservéieren, mat eise Fräiheeten. Dofir ass et och wichteg, dat mer déi finanziell Consideratiounen net vergiessen.

Ech fänken emol u mat der Kuelendioxidsteier. Dat ass jo eppes, wat extreem deier ass. Et gëtt, an dat ass och gutt, fir déi Ärmst kompenséiert, awer et ass eng riseg Belaaschtung fir d'Leit. An déi Belaaschtung wissst vu Joer zu Joer. An dat ass eppes, wou mir gesot hunn als ADR: Mir wëllen déi Kuelendioxidsteier net. Mir wëllen, dat se ofgeschaaft gëtt. Ech kommen herno och nach op e puer Argumenter dofir.

Alternativ Energien hu vill Problemer. An ech wëll vläicht profitéieren, fir déi Theorie ze widerleeën, déi och opgestallt gouf vun e puer Virriedner. Dat ass, dat déi Flambée vun de Gaspräisser näischt mat der grénger Politik ze dinn hätt. Dat ass falsch!

Firwat? Well alternativ Energië si volatil. Si kënnen net permanent déi néideg Energie liwweren, déi mer brauchen. Also brauch et Backup-Energien. Jo, Backup-Energien kënnen nëmme fossill oder nuklear sinn. Bei fossill, do gëtt et en engagéierte Kampf géint d'Kuel, a bei nuklear gëtt et e genaousou engagéierte Kampf géint d'Atomkraaftwierker. Da bleibt de Gas. De Gas ass de Backup, deen am Abléck och um Här Turmes genannt gouf an der Chamber als déi Alternativ, déi nach akzeptéiert gëtt. Dat heescht, et geet alles an de Gas. An domadder klammen d'Präisser natierlech!

Dat heescht, déi gréng Politik, déi dréit net nëmme iwwer d'Kuelendioxidsteier, mee och strukturell derzou bäi, dat d'Gaspräisser héich ginn an och héich bleiwen. Dofir ass dat net nëmme temporaire. Dat ass scho strukturell an dat bleift och esou.

D'Dekarbonisierung, do wëll ech lech och kloer soen: Jo, mir sinn och do derfir! Et ass och einfach ze schued, fir esou wäertvoll Saache wéi Kuel oder Gas oder wat och ëmmer ze verbrennen.

Mir mussen aus deene fossillen Energië lues a lues erauskommen, awer mir mussen dat vernünfteg maachen. A vernünfteg heescht, dat mer zu all Abléck eng zuverlässeg Versuergung vun Land mussen kënnen garantéieren, dat mer d'Gefor vun Blackout ausschléissen. Dat ass wierklech en Defi u sech. Mir mussen déi Lëtzeburger Kompetitivitéit ..., déi muss erhale bleiwen. Well wa mir elo higinn a mir reduzéieren do eis fossill Energien oder mir erhéien d'Präisser, fir aus de fossillen Energien erauszekommen. Da kann d'Kompetitivitéit um Land natierlech direkt dorënner leider. Mee mir mussen och kucken, dat déi privat Stéit ni a finanziell Problemer kommen. Dowéinst, dat sinn dann déi sozial Moosnamen, d'Energieprekaritéit an esou weider. Dat muss eng grouss Prioritéit sinn.

Mir d'äerfe keng Aschränkung vun den individuelle Fräiheeten akzeptéieren op deem Wee. A mir d'äerfe keng ekonomesch Rezessioun oder sozial Abousen a Kaf huelen, fir eist Zil ze errechen. A Steier-erhéijunge, fir d'Leit ëmzeerzéien, dat kënn fir eis net a Fro. De Staat ass net do, fir d'Leit ëmzeerzéien.

Mir wëllen eng Ëmweltpolitik ouni Ideologie. An dat ass absolutt méiglech mat ganz vernünftigen Iwwerleeungen. Ech hunn e Beispill matbruecht.

Kuckt, wa mer wëlle wierklech d'Emissionen reduzéieren, da kënnen mer dee Wee goen, deen hei d'Regierung seet: Mir setzen all Secteur ënner Drock, d'Bauern a jiddereen, fir do eis Emissionen ze reduzéieren an dann hei an do ze rechnen an da Wandmillen opzustellen. Dat ass ee Wee, jo.

Mir kënnen awer och higoen an e bësse méi wäit denken. Ech wëll elo just hei verweisen op eng rezente Etüd. Déi ass vun der Universitéit vu Colorado an déi huet elo mol gekuckt, wou op der Welt bei der Energieproduktioun, bei der Elektrizitätsproduktioun am meeschte Kuelendioxid produzéiert gëtt. Ma do kënn derbäi eraus, dat 5% - 5%! - vun de Centrales électriques, déi et op der Welt gëtt, 73% vun den Emissionen ausstoussen. 5% vun den Zentralen, 73% vun den Emissionen. Dann ass et jo awer u sech logesch, dat een higeet a kuckt, fir déi ze sanéieren, prioritär! Wann een déi sanéiert,



huet een ee grouse Problem vun de Weltemis-sione scho geléist, op jidde Fall drastesch redu-zéiert!

Eng dovunner ass zum Beispill a Polen. Well wann Der déi Etüd kuckt hei vun der Universitéit vu Colorado, da gesitt Der, datt zéng Entreprises op der Welt eigentlech do haaptverantwortlech sinn. Dat sinn der jo net vill. Da kéint een zum Beispill hi-goen, déi polnesch am Kader vun engem EU-Effort sanéieren, wou mir eis géife finanziell bedeelegen. Dat géif een urrechne loossen an dann hätte mer wäit méi Zäit a méi Flexibilitéit, fir eventuell natio-nal Klimaziler ze erfëllen, a mir hätte scho vill ge-maach, fir Kuelendioxidemissionen op der Welt ze reduzéieren.

Wat de Punkt ass vun dëser Argumentatioun, dat ass, datt mer dach sollten higoen a mat der Wë-senschaft goen; datt mer immens vill kënne maachen, ouni enorm finanziell Mëttele do ze mobili-séieren; datt mer vill méi kënne erreechen, wa mer cibléiert do angräifen, och an internationaler Ko-ordinatioun, wou de Problem am allergreisten ass.

Wësst Der, et ass scho substanzieel. Wa mer elo soen: „Mir ginn iwwer eng Milliard d'Joer fir de Klima aus“, da musse mir eis froen: Wat maache mer mat deene Suen? Setze mer se esou gutt wéi méiglech an oder gi mer se aus fir Saachen? An dat huet ganz den Uschäin, wou mer hei am Land im-mensen Drock ausüben oder Suen an d'Ausland gi mat internationale Klimafongen, wou mer awer op aner Manéieren e vill méi groussen a vill méi séie-ren Impakt kéinten hunn, fir d'Kuelendioxidemis-sionen op dëser Welt ze reduzéieren.

De Kampf géint den Tanktourismus ass eppes, wat mir och an deem Kontext net kënne verstoen. Fir-wat op budgetär Recetté verzichten, just fir datt elo zu Arel oder zu Tréier getankt gëtt? Et ass dem Klima weltwäit jo komplett egal, wou getankt gëtt. Awer et ass eis net egal, ob mer budgetär Recetten dofir hunn oder net. Dofir ass dat en Ierwee.

D'Elektromobilitéit, déi hei esou finanziert gëtt, esou subventionéiert gëtt, déi ass voll Problemer! Voll Problemer! Et fänkt u mat der Kannerarbecht, eppes wat hei ausgeblent gëtt, well et lech poli-tesch net passt. Mee et ass einfach eng Wourecht, datt am Kongo Kanner exploitéiert ginn!

#### (Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, jo, dat ass lech egal, ech weess.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Wannechgelift.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Eis ass et net egal, datt Kanner ausgebeut ginn an de Kobaltmin-nen, datt am Chile de Lithium zu groussen Ëmwelt-problemer féiert. Alles dat schéngt lech an der Dis-kussion net ze interesséieren. Eis interesséiert et! An duerfir soe mer: Mir sollen d'Elektromobilitéit net subventionéieren, soulaang déi Problemer, déi domat verbonne sinn, soulaang déi net geléist sinn. An da kann een eventuell drun denken, wéi mat de Batterien an esou eppes, fir esou eppes ze subven-tionéieren. Mee och da géife mer soen, ... Oder eng Mobilitéitsléisung muss sech och kënne um Maart duerchsetzen. Mir kënne jo net permanent subven-tionéieren!

Alternativ Energië produzéiere ganz wéineg Stroum.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Entschëllegt, Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo?

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Er-laabt Der, dass d'Stéphanie Empain lech ...

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, sécher.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Et gëtt lech och net ugerechent, selbstverständlech.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, dat ass ganz fein. Villmools merci.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Merci, Här Kartheiser. Ech wollt just froen, well dat e Sujet ass, deen Dir ëmmer erëm opbréngt ...

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Wësst Dir, respektiv wat haalt Der vun der Informatioun, dass fir Diesel hierzestellen, Pétrol ze ...

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Fir wat, pardon?

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- ... Diesel hierzestellen, och Kobalt gebraucht gëtt?

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Kuckt, ech ... Also, wësst Der, Energieproduktioun ... Nee, ech komme mer e bësse vir wéi am Cours élémentaire d'écono-mie. Also gutt.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Nee, ech wollt just eng einfach Äntwert op d'Fro, ...

■ **Une voix**.- Penibel!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Firwat stéiert ...? Oder ech formuléiere meng Fro anescht.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Firwat stéiert et lech net, dass Kobalt a groussen Mooss benotzt gëtt, fir Diesel a Bensinn hierzestellen? A fir-wat stéiert et lech bei der Elektromobilitéit? Ech wëll elo net hei e Whataboutism ufänken oder wat och ëmmer, ech wëll just wëssen, firwat et lech bei deem engen Auto esou stéiert a bei deem aneren net.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wie seet dat, datt et mech bei deem enge stéiert a bei deem aneren net? Hunn ech dat gesot?

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci! D'Fro ass gestallt an ech waarden op d'Änt-wert.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, voilà. Also, d'Äntwert ass ganz einfach: All Form vun indus-trieller Produktioun warscheinlech an all Form vun Energieproduktioun huet strukturell Nodeeler. An dat ka si bei Ueleg, bei der Pétrolproduktioun, bei der Gasproduktioun, do sinn iwwerall Problemer och fir d'Ëmwelt.

Mee hei ass eppes, wat mech fundamental stéiert: Mir wëssen, datt bei der Kobaltproduktioun eebe Mënscherechter massiv verletzt ginn. An dann hänkt et dervun of, ob déi verschidden Industrien, déi eis mat Pétrol, mat Diesel oder egal wat beliw-eren, kënne noweisen, a wéi enger Form dat ge-maach ginn ass. Hei, bei der Elektromobilitéit, do hu mer de Problem, datt dat eng Zone grise ass. Mir wëssen et net!

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Dann änt-wert einfach op meng Fro!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat heescht, mir wëssen, datt et ass ...

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Äntwert mer op meng Fro!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Lauschtert, Madamm Empain, ech sinn amgaang lech ze erklä-ren, wou de Problem läit. Dat heescht, ...

#### (Brouhaha)

Nee, nee. Et muss een och kënne nolauschteren!

■ **M. Sven Clement** (Piraten).- E läit bei lech, Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech hunn Är Fro nogelauschtert, da lauschtert Dir d'Äntwert no. Ech mengen, ... Also ...

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Wann dat Är Äntwert op d'Fro ass.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat heescht, dat heescht, mir musse kucken, bei deene verschidde-nen Energiequellen: Wéi - an dat ass jo och an der Liwwerkettendiskussion -, wéi komme mer un déi Saachen?

Dat Zweet ass: Subventionéiere mir dat als Staat oder net? A wat sinn d'Konditiounen fir eis, fir als Staat gewësse Weeër ze subventionéieren, dat heescht, steierlech ze ënnerstëtzen oder net? A wa mir elo hingginn a mir ënnerstëtze steierlech eng Energieform, vun där mer wëssen, datt eebe Mën-scherechtsproblemer domat verbonne sinn, dann hunn ech e Problem als Bierger vum Land. Well ech soe mer: De Staat därer dat net!

Ech weess net, wann ech den Diesel hunn, do hunn ech keng Indicatioun - et ass op jidde Fall net bewi-sen -, datt wann ech mäin Diesel op der Tankstell huelen, datt ech domadder eng Mënscherechtsver-letzung beginn. Wann Dir et kënnt beweisen, fein!

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Ma da maa-che mer dat. Dat ass dann ...

■ **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Mir féieren zënter 100 Joer Krich wéinst dem Pétrol op der ganzer Welt!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Bei der Elektromob-ilitéit wësse mer et, an dat ass den Ënnerscheid! An dofir soe mir: Dat gëtt net subventionéiert, well mir wëssen, datt domadder esou Problemer ver-bonne sinn. Genau esou wéi bei deenen alternati-ven Energien.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Dat war net d'Äntwert op meng Fro!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Madamm Empain, Dir musst lech domadder zefridde ginn.

■ **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng).- Dat war net d'Äntwert op meng Fro an dat halen ech fest!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Wannechgelift!

■ **M. Sven Clement** (Piraten).- Dat war einfach e Mansplaining vum Här Kartheiser!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dann, dat Zweet ... O, Här Clement! Wësst Der, iergendwou misst de politeschen Opportunismus seng Grenze fannen, also och bei lech.

■ **M. Jeff Engelen** (ADR).- Très bien!

■ **M. Sven Clement** (Piraten).- Jo, mee déi hu mer nach net fonnt.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Den nächste Punkt: d'alternativ Energien. D'alternativ Energien,

dei hu jo och kéipweis Problemer. Mir hu mat deene Wandmillen a Fotovoltaikanlagen, déi déi gréng och subventionéieren, e Problem mat raren Äerden - mir hu ganz vill Problemer! -, si sinn net recyclabel ...

#### (Hilarité)

A wann een Ëmweltpolitik bedreift, mengen ech, datt een all déi Aspekter och sollt mat diskutéieren.

Voilà! Ech soen lech op jidde Fall Merci. Et war ganz interessant, op Är Froen a Reaktiounen ze rea-géieren. Villmools merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

#### (Brouhaha général)

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... dat war mer nach ni virkomm. Bonne chance, Madamm Cechetti!

■ **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk).- Merci, Här Bettel!

#### (Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci, Här Kartheiser. Domat huet d'Wuert d'Madamm Myriam Cecchetti fir déi Lénk.

■ **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech muss mech elo e bësse sammelen hei. Ok.

Här President, et gëtt een d'Impressioun net lass, datt, no aacht Joer Regierungsaarbecht, dem Premierminister gëschter fir seng Ried d'Aen oppgaange sinn an hien elo all déi Krise fir sech ent-deckt huet, déi eist Land elo scho joerzengtelaang belaa-schten. Dir hutt jo gesot, Dir géift lech freeën!

#### (Hilarité et interruptions)

Scheinbar ass déi Erkenntnis elo endlech do! Mee d'Léisungsvirschléi si keng esou richteg komm. A wann een de Mueren dem Finanzminister noge-lauschtert huet, dann huet dat eis Unnam bestä-tegt.

D'Regierung sëtzt nämlech am Schaukelstull op der schéiner Musel an de Riewen, genéisst e gudde Patt a bewonnert de bloen Himmel.

Ech erlabe mir, dës Ried elo an dräi Bléck anzedee-len: eng Momentopnam, d'Politik, wéi se elo ass, an envisageabel a batter néideg Léisungen.

Am éischten Deel géif ech ganz gär op den Zou-stand vun eiem Land a vun eiser Gesellschaft agoen. D'Lëtzebuurger Land ass e Land mat grou-sen Eerausforderungen, wéi d'Logementskris an d'Ëmweltkris, fir der mol zwou direkt ze nennen. Donieft gesi mer, éierlech gesot, nach ëmmer keen esou e richtigen Auswee aus där sanitärer Kris an domadder och keng Verhënnung vun eventuell enger neier sanitärer Kris, vläicht net wéinst Covid, mee wéinst iergendenger anerer Epidemie.

Well wat d'Entwécklungen am Gesondheitswiesen ugeet, sti mir haut d'selwecht do, wéi virun der Pan-demie. D'Perspektivlosegkeet bei ville Jonken ouni déi passend Qualifikatioun um Aarbechtsmaart, déi fir vill Schoulofbréch responsables ass, mécht eis och vill Suergen.

D'Lëtzebuurger Land ass e Land mat enger ëmmer méi ongläicher Gesellschaft: Eng Minoritéit gëtt ëmmer méi räich an ëmmer méi grouss Deeler vun der Bevëlkerung rutschen an d'Aarmut. De Premier-minister huet et gëschter selwer gesot am Besuch op de Logement. De Logement ass natierlech e ganz schlëmmen Auswues vum de wuessenden Ongläichheeten, déi sech awer duerch sämtlech Beräicher zéien an eis zur Konkusioun bréngé mussen, datt mir eng sozial Kris hunn.

Besonnenesch déi schaffend Leit mat prekärer Aar-becht a prekäre Léin, déi sougenannte Working Poor, hu wéineg bis guer keng Perspektiven a kom-men absolut net oder knapps iwwert d'Ronnen. Net jiddereen huet Accès zur Gesondheet. Nach ëmmer gëtt et am räiche Lëtzebuerg Leit ouni Couverture sociale. Eng genee Zuel kënne mir leider net nen-nen. Déi meescht Leit, déi hei concernéiert sinn, rut-schen nämlech duerch sämtlech Lächer vum Sozial-netz a gi vun der Zivilgesellschaft opgefaangen.

Médecins du monde, déi sech ëm dës Leit këmme-ren, kruten den Optrag a verstärkt Mëttele vun der Regierung, dëst während der Pandemie och weider-hin ze maachen. Fir si interesséiert sech och keen an der Regierung, soss hätte mir schonn eng Zuel fonnt a vläicht och schonn eng Léisung fir de Pro-blem.

Net jiddereen huet déi selwecht sozial an ekono-mesch Virussetzungen, fir an der Schoul gott virunzokommen. Déi schoulesch Ongläichheete bauen op deene sozialen Ongläichheeten op. De Bagage, fir gutt duerch d'Schoul ze kommen, kënnt bei ville Schüler vun doheem, dat heescht, vun den Elteren, déi d'Zäit an d'Fäegkeeten hunn, fir bei den Aufgabe kënne ze hëllefen. Mee och d'Wunnsituatioun an déi finanziell Moyenen doheem bestëm-men d'Chancen, gutt duerch d'Schoul ze kommen. Wie schlecht wunnt, léiert och éischter schlecht.

D'Pandemie huet dës Ongläichheeten a villen Hisiicht verschäerft, och wann ëmmer erëm d'Mantra vun der

solidarescher Gesellschaft widderholl gëtt. Mir wë-sen och, datt net all Mesurë schlecht waren, mee strukturell huet sech awer näischt verännert. Leit mat klengem Revenu an nach méi spezifesch Leit, déi vu Sozialhëllef liewen, hu sech éischter uge-stach. Déi selwecht Leit sinn och duebel esou vill hospitaliséiert ginn, wéi déi mat den héchste Reve-nuen. Net all Schüler konnt doheem a Rou an auto-nom ouni Hëllef vun den Eltere säin Homeschooling suivéieren. Verschiddener hunn d'Schlappe verluer a si vun der Bildfläch verschwonnen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och ganz kloer eng solidaresch Gesellschaft. Dës Solidaritéit gëtt am Alldag vu ville Leit, déi sech engagéieren, a vu villen Organisatiounen, déi Leit an Nout hëllefen, déi hinnen hëllesbereet zur Säit stinn, gelieft. An d'Stärkte vun dëser Solidaritéit hu sech och besonnesch am Lockdown gewisen. Et huet laang ge-dauert, bis si Zougang zum Large-Scale-Testing an zu Schutzmaske kruten. A si sinn och beim Impfen net onbedéngt als vulnerabel Grupp berücksichtegt ginn.

Ouni d'Matwierke vun deene verschiddenen ONGen an Organisatiounen aus dem soziale Beräich, wier viles onméiglech gewiescht. D'Gesondheitsperso-nal war onermiddlech am Asaz a bereet, Iwwerston-nen ze schaffen. Fir de Personalangel an de Spi-deeler ze combléieren, sinn Infirmiëresschüler/in-nen agetrueden. Am Contacttracing, an de Schou-len an an den Impfzentre gouf zousätzlech Perso-nal agestellt, fir den Eerausforderunge vu sanitäre Moosname gerecht ze ginn. Nei Aarbechtsplaze sinn do souguer entstanen, allerdéngs just tempo-raire.

Deemools hu se geklappt kritt, an haut? Vill Ense-ignanten hu sech beméit, extra Kommunikatiouns-weeër ze fannen, fir un all hir Schüler ze kommen, besonnenesch déi, déi vun doheem aus net konnte gehollef kréien. Mee während dës Solidaritéit geprie-degt gouf an d'Regierung och dauernd u se appe-léiert huet, ass se genee esou séier erëm politesch begreuwe ginn.

D'Ministesesch sot nach, et géif kee während der sani-tärer Kris am Ree stoe gelooss ginn. Wéi mir awer gefrot hunn, ob dann deemnächst d'Aféierung vun der Couverture médicale universelle eng Optioun wier, also en universalen Accès zur Fleeg a Gesond-heet fir jiddereen, sot si och, si hätt näischt der-géint. Mee bis elo huet sech awer näischt méi an deem Dossier gedoen.

Et gëtt einfach net méi dovunner geschwat. De Large-Scale-Testing, e wierklech saudeieren Dispo-sitiv, un deem sech privat Entreprises domm an dämlech verdéngt hunn, war der Regierung och ni ze deier. Et wier noutwendeg, ass betount ginn. Jiddereen, deen do matgemaach huet, war en Deel vun der Léisung, war also solidaresch.

Elo ass et op eemol e Käschtepunkt, deen d'Allge-mengheet fir déi Netgeimpften droe misst, an dat wier hors question. Dat ass e ganz onsolidareschen a geféierlechen Discours an eisen Aen.

D'Situatioun vun haut ass zimmlech ernüchternd: D'Prioritéit vun der Regierung ass, d'Ekonomie erëm un d'Lafen ze kréien, an all aner Problemer - Loge-ment, Gesondheet, Schoul - goufe séier hannendru geréckelt respektiv op d'Ofstellgleis gestallt.

Här President, am Moment féiert d'Regierung ge-nau déi Politik weider wéi virun der Kris - „more of the same“. Dat ass engersäits net verwonnerlech, anersäits ass et awer trotzdem erstaunlech, wéi séier den Discours vum „This changes everything“ während der Pandemie duerch d'Päif war. All Gefill vun Hoffnung a Wandel, all Ufluch vun Ouverture vun enger anerer Entwécklung gouf am Keim er-stéckt.

Wou sinn dann déi oppe Fënsteren an Dieren, déi de Mif erausblose sollten an déi fir e Wiessel suerge sollten? Elo gëtt erëm knallhaart gewirtschaft a gläichzäitig soll versicht ginn, déi sozial Ongläich-heeten ze bekämpfen, Schiflage riichtzebéien a Widerspéich ze léisen, déi de System geschaf huet, mat deem d'Regierung nach ëmmer net wëllt briechen.

Ganz flagrant ass dat bei der Santé. All gréisser Froen, déi sech fir d'Zukunft vum Gesondheits-wiese stellen, sollen um Gesondheitsdësch disku-téiert ginn. Dir mengt elo: Ma dat ass dach eng gutt Saach! Mir hunn domadder awer gréisser Proble-mer. De Gesondheitsdësch ass e pseudodemokra-tischen Apparat, dee vun enger Schwäizer Consul-tingfirma esou entworfen gouf, datt déi selwecht Acteuren, deenen hire privaten Interesse iwwert dem Liewen an der Gesondheet vun de Leit steet, déi selwecht also, déi soss ëmmer d'Fiedem ge-zunn hunn, dat och weiderhi maache kënne. Et ass en Trompe-l'œil. Vun esou engem Gremium kann ee sech keng fundamental Ännerungen erwaarden, op d'mannst keng, déi als Zil hätten, den öffentleche Gesondheitssystem ze stärken.

Iwwregens kann een dat och vum nei gegrenntenen Ernährungsrot soen, well och hei ass de Moment ver-passt ginn, fir de System ze änneren, fir et anescht-ers zu maachen.



D'Pandemie gëtt also an der Realpolitik zu Lëtzebuerg just als eng Klamer gesinn. Déi Klamer huet riseg Schied hannerloos an der Gesellschaft, déi jo elo mat virugeschleeft a weider verstärkt ginn. Et ass en Hon, datt grad elo, wou ganz kloer gewosst ass, datt déi sanitär Kris de Leit hire mentalen Zoustand verschlechtert huet, de Remboursement vun der Psychotherapie de facto nach net ëmgesat gouf.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Zu Lëtzebuerg hu 7,7 % vum de Jugendlechen tëschent 12 an 18 Joer schonn eng Kéier versicht, sech ëmzebréngen, laut den Zuele vun 2014. Et muss ee fäerten, wann déi neisten Zuele bekannt ginn.

Den internationale Rapport vun der Unicef iwwert d'mental Gesondheet vun de Kanner a Jugendleche fir d'Joer 2021 stellt fest, datt zu Lëtzebuerg - dem räiche Lëtzebuerg! - 16,5 % vun de Jonken tëschent 10 an 19 Joer u mentale Gesondheitsproblemer leiden! Dat sinn 10.975 Jonker!

Den nationale Bildungsberäich deckt op, datt ganz kloer ass, datt et bei der schoulescher Orientéierung vun de Schüler vum Fundamental an de Secondaire eng Korrelatioun gëtt tëschent hiren nationalen Originen, dem Bildungsgrad an dem Akommes vun hiren Elteren. Wie kee Lëtzeburgeresch doheem schwätzt an aus engem Aarbechterhaushalt kënn, huet minimal Chancen, an de Classe ze kommen, maximal Chancen an der Formation professionnelle ze landen a gemëschte Chancen op iwwerhaupt iergendeen Diplom aus dem Secondaire.

Eise Schoulsystem ass weeder inklusiv nach effikass, fir de sozialen Ausgleich ze schafen, deen esou eppes wéi eng Chancéglichheit iwwerhaupt emol ka méiglech maachen: Fréizäitig Orientéierung vum Fondamental an d'Filière vum Secondaire an déi sozial Diskriminationsfacturen, déi bei der Orientéierung matspillen, si mat fir déi vill Schoul-ofbréch responsabel - 8,16 %! Dat heescht, 1.670 Schüler hunn am Joer 2019/2020 d'Schoul ofgebrach. Déi meescht brieche op Dixième of a majoritär - 55 % - an der Formation professionnelle am Kader vun engem DAP. Dës schoulesch Ongläichheete spigele sech schlussendlech dann och nach um Aarbechtsmarché erëm. Dee bitt wéineg Méiglechkeete fir onqualifizéiert Jonker.

(**Brouhaha**)

De Jugendchômage an d'Jugendaarmut ginn dat ze erkennen: 2019 hate 36,7 % vun de Jonken tëschent 15 a 24 prekär Aarbechtskontrakter; am Juli 2021 louch de Jugendchômage bei 17,8 %. Deemoos (veuillez lire: Am August 2020) waren 3.945 Jonker tëschent 16 an 29 op der Sich no enger Aarbecht, vun insgesamt 18.525 Chômeuren.

Jonker ënner 25 Joer ouni Revenu hu kee Recht op REVIS a kee Recht op Kannergeld. D'Kannergeld selwer huet, säit der Reform vun 2006, 22 % u Wäert verluer. Hei ass fir vill Familjen en décke Batz Geld verluer gaangen, op deen ëmmer méi Stéit, notament Alengerzéiender, ugewise sinn. Déi gratis Kannerbetrieung a gratis Kantine, déi de Premier gëschter ugekënnegt huet, änneren näischt un deenen 22 % Verloscht fir d'Kafkraaft vun deenen Familjen. Si beräichert just Leit, déi am Crèche-business aktiv sinn, iwwert d'CSA, an an Zukunft och privat Bedreier vu Schoukantinnen, wann den Här Meisch Restopolis da bis privatiséiert huet.

Déi schwierig Lag vun de Jonken um Aarbechtsmarché mat deenen héije Chômagezuelen ass vum Hannergrond vun enger allgemenger Prekariéierung vun der Aarbecht ze gesinn.

De Chômage ass zwar erëm zréckgaangen no engem Peak am Fréijoer 2020, mee den Undeel vu Leit, déi trotz Aarbecht aarm sinn, ass mat 13,5 % stänneg um klammen. An der EU gëtt et just nach ee Land nief Lëtzebuerg mat esou vill Working Poor! De Boom vun de befristete Kontrakter, der Interimsaarbecht a mëttlerweil och déi opkommend Tendenz vun enger Uberiséierung - also enger Schäselbstännegkeet - bei bestëmmte Servicer, loosse e ganz batteren Nogeschaamach.

Et sinn och dës Leit - Jonker, prekär Beschäftegter, Alengerzéiender -, déi bei Immobiliepräisser, wou an engem Joer d'Logementer carrement ëm 16,7 % méi deier ginn, ferm ënnert d'Rieder kommen. Hei ass och eppes ganz Erschreckendes feststellen: 20 % vun de Locataire bezuelen en moyenne 50 % vun hirem Revenu fir de Loyer. Dat sinn déi Locataire mat den déifste Léin. Et ass awer och esou, datt 60 %, also eng Majoritéit vun de Locataire, daitlech iwwer een Drëttel vum Revenu fir de Loyer bezuelen. Mir gesinn also eng allgemeng Veraarmung vu Locataire, och vun deene mat anständeg Léin.

D'Regierungspolitik dréit maassgeblech zu dëser Entwécklung bäi. Well déi grouss historesch Krise sollen duerch den Einzelnen, den Individuum geléist ginn, während de Staat an d'Gemenge sech aus der Verantwortung zéien.

De Premierminister huet gëschter och net duerchblécke gelooss, datt et zu méi déifgräifende Verän-

nerunge soll kommen, fir géint dës Krise virzegoen. Seng Rhetorik ass zwar méi realitéitsno ginn - d'Erkenntnis vun enger auserneendriftender Gesellschaft huet sech him scheinbar och elo erschloss -, mee eng Konsequenz zitt hien dorauer net.

Wourobber baséiert nach ëmmer d'Politik vun der Regierung, fir géint déi akut Krisen am Logement oder an der Ëmwelt virzegoen? An eisichter Linn op Primmen a steierlech Erliichterunge fir Uschafungen an Investissementer.

D'Elektromobilitéit an den Assainissement énergétique gi bezuschusst, ouni sozial Krittikären. Dës huet zur Konsequenz, datt déi wichteg Weichstellungen an der Energie an an der Mobilitéit fir d'Zukunft op privater Responsabilitéit baséieren an domadder och net sozial gerecht kënnen sinn. Well wéi mer jo wëssen: D'Majoritéit vun de Leit huet d'Méiglechkeete fir esou en Invest einfach net. Dës Politik verschäerft also déi Ongläichheeten.

Parallell ginn awer och net genuch ëffentlech Gelder investéiert. Et stinn aktuell nach ëmmer 750 Milliounen Euro am Klimafonds. Jo, Dir hutt richteg héieren: 750 Milliounen an der Mouk! Déi Sue missten elo gebraucht ginn, well mir hunn elo d'Urgence climatique, an net eréischt an 10 oder 20 Joer!

A wann de Staat dann d'Subsidie fléisse léisst, da geet de Gros vun deene Suen, déi investéiert ginn, an d'Elektroprimme fir Leit, déi sech dat souwisou leeschte kënnen, well déi Working Poor hu weeder Suen, fir sech e Prêt kënnen ze leeschte fir eng energeetesche Sanéierung, nach hu si Suen, fir sech en Elektroauto ze kafen, deen zwëschent 25.000 a 50.000 Euro kascht.

Mee dat Schlëmmst ass: Vun deene 35 Milliounen Euro, déi fir national Mesur virgesi ware fir 2020, goufen der just 16 investéiert, dovunner ronn d'Hallschent, also 8 Milliounen, reng fir Elektroautoen.

Vun deem verschwindend kleng Montant vu 35 Milliounen Euro gouf also net emol d'Hallschent iwwerhaupt investéiert! Wéi steet et da mat der Herkulesaufgab „energetesche Renovatioun“, déi ekologesch, déi sozial esou dréngend noutwendeg ass?

Datt de Staat capabel ass, grouss Zommen ze mobiliséieren, dat gesäit een an engem ganz anere Beräich: 2014, wou déi haiteg Koalition ugefaangen huet mat schaffen, huet Lëtzebuerg 210 Milliounen Euro ausgi fir d'Militär. Sechs Joer méi spët, am Joer 2020, huet se dee Montant méi wéi verduebelt an insgesamt 430 Milliounen Euro a Krichsmaterial investéiert. Bis 2024 soll dat dann op iwwer eng Milliard Euro pro Joer uweessen. Sou schnell kann et goen, wann de politesche Wëllen do ass!

Mir géifen eis wënschen, déi 430 Milliounen géifen an d'Energietransitioun investéiert ginn amplaz a Spionagesatellitter an Tankfligeren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Well am Géigesaz zu dem Bedroungszenario vun der NATO, ass d'Klimakris ganz real.

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Wann een dat weess, da kommen eis d'Ukënnegunge vum Premier awer nawell e bësse moer vir. D'Aberuffe vun engem Klimarot duerch de Premier selwer wierkt op eis wéi eng parallell Klimapolitik, niewent där vun de grénge Ministeren, déi jo mat Klimaabseerwatoire a Klimaplattform och schonn eng Partecipatioun institutionaliséiert hunn. déi gréng hu sech och bei de sektorielle Klimaziler net kënnen duerchsetzen.

Probéiert de Premierminister elo d'Klimapolitik ënner seng Hand ze kréien? Ersetzt de Klimarot also elo d'Klimaplattform? Wat soll dës Rot beschléissen? A wéi fléisst dat an? Wie beschléisst déi Zesummesetzung? Mee virun allem: Gëtt hei op Zäit gespilt? Gëtt déi politesch Verantwortung op d'Bierger ofgewälzt an d'Politik hält dann dozou keng Decisiounen?

Well verschidden Organisatiounen vun der Zivillgesellschaft, déi och schonn am United for Climate Justice aktiv sinn, hu schonn 2019 an 2020 Assemblée-climatique-citoyennes organiséiert. Si sinn elo matzen an engem Prozess, fir dës weiderzeféieren an eng méi laangwierig Assemblée opzebauen, baséierend op de villen Experienze aus dem Ausland an zemoos vun der Basis aus mat der Biergerbewegung, also bottom-up.

Ass déi Aarbecht dann elo fir d'Kaz? Well de Premierminister annoncéiert jo elo en änleche Prozess mam Klima-Biergerrot. Fir eis stinn hei nach vill ze vill Fragezeichen.

Déi aner Mesure ass scho bal dreist. D'Regierung wëllt elo den CO<sub>2</sub>-Ausstouss vun hiren Auslandsreese kompenséieren. Mol dovunner ofgesinn, datt déi Kompensatiounen jo erwisenerweis ganz oft guer keng CO<sub>2</sub>-Emissiounen reduzéieren an dës Projeten deelweis och nach desastréis Konsequenzen op d'Bevëlkerungen am globale Süden hunn, géife

mir awer soen, datt d'Regierung sech soll, wa méiglech, mam Zuch déplacéieren - oder d'Auslandsmissiounen einfach emol si loosse.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass schwierig!

► **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Här President, am Logement besteet eng ganz Batterie u steierlechen Erliichterunge fir Privatleit a Betriber, déi Wunnenge bauen. Den Amortissement accéléré suert defir, datt d'Loyerer deelweis komplett defiskaliséiert ginn. D'Besteuerung vun der Plus-value bei engem Verkauf gëtt um hallwen Taux gerecht. Investitiounen an e Logement gi vun de Steieren ofgesat. De Locataire bezillt se awer oft integral mat am Loyer an an den Niewekäschen.

Wat gouf mat dëser Politik erreecht? Tjo, de Premier huet eis et gëschter gesot: eng zolidd Logementskris!

De Finanzminister sot de Moien, datt sech hei awer soubal näischt änneren wäert. Keng nei Steieren heescht et do. Strukturell soll et an der Logementspolitik also keng gréisser Ännerunge ginn. Dat revidéiert an eisen Aen och d'Ukënnegunge vum Premierminister vu gëschter, wat d'Reform vun der Grondsteuer ugeet. Mir erwaarden eis do kee Quantesprung, dat ass sécher, mee mir si gespaant. D'Annonce, datt et elo awer op eemol soll méiglech sinn, eidel Wunnengen ze besteieren, andeem d'Gemeengen déi eidel Wunnengen ermëttele sollen, huet eis bestätegt an awer och zum Schmunzelen bruecht: Virun e puer Méint, wéi déi Lénk eng Motion zu genau deem dote Sujet bruecht hunn, sinn d'Ministeren an d'Majoritéitsvertreieder heibannen nach en iwwert deen anere gefall, fir eis ze soen, datt d'Gemengen dat net kéinte maachen.

Här President, déi Notion vun der Responsabiliséierung vun all Einzelnen, stécht bal iwwerall dran. Jiddereen huet säi Schicksal an der Hand! Wien aarm ass, ass selwer schold! Wien d'Schoul net packt, ass net ertägzig oder kreativ genuch. Wie beim Akafen net op Labelen oppasst, deem sinn d'Ëmwelt an de Klima egal.

Am Ëmweltberäich fanne mir dat dann och esou erëm bei der CO<sub>2</sub>-Steier, beim Käschendeckungsprinzip beim Waasser oder beim Offall. All Mënsch gëtt hei quasi als Minientreprise gesinn, déi hire Budget optimiséiere kann, esou wéi wa jiddereen all Choix hätt. Mee dat ass iwwerhaupt net esou! Dat ass iwwerhaupt net wouer. Déi meeschte Leit hu kee Choix.

D'Politik vun der Regierung privatiséiert a kommerzialiséiert kärstaatlech Aufgaben: D'Leit gi Clienten, de Staat ass wéi e Betriber, dee mat Marketing d'Leit wéi Konsumenten a bestëmmte Keef an Investitiounen dréckt. Mécht een dat als Mënsch net, dann hat ee Pech, och wann ee guer net d'Méiglechkeeten huet, et ze maachen!

Aus der ëffentlecher Bildung gëtt e Marché, aus Schoule ginn Entrepreneuren, aus Schüler ginn Autoentrepreneuren. International Schools bilde mëttlerweil parallell Schoulsystemer un an offrëieren enger spezifescher Clientèle vu Schüler eng moossgeschneidert Schoulausbildung, déi den normale Schoulsystem anscheinend net kann offrëieren.

D'Spideeler ginn zu 100 % subventionéiert vum Staat, mee gefuért wéi Entrepreneuren: ontransparent an out of reach vun der staatlecher Kontroll. Dat ass d'Gouvernance vun de Spideeler hei zu Lëtzebuerg!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - De Virage ambulatoire bitt just nach méi Opportunitéite fir d'Liberaliséierung an d'Auslagerung vun de lukrativste medezinneschen Aktivitéiten, déi och net méi fir jiddereen accessibel sinn.

De Staat organiséiert Elektroauto-Werbedokus op der Télee. Kuckt lech se emol un! An da wësst Dir och, wat fir eng Clientèle hei ugeschwat gëtt - sécherlech net déi Working Poor! Et kritt een d'Gefill vermittelt, en Elektroauto mussen ze kafen, fir Deel vun eppes ze sinn. Keen Auto hunn, ass jo langweilig. Nohaltegkeet spillt hei keng Roll. Parallell dozou wierkt de gratis ëffentlechen Transport ewéi e Werbegimmick am Nationbranding. D'Regierung ass domadder méi an der internationaler Press ze gesi gewiescht wéi zu Lëtzebuerg selwer, wou se d'Gratuitéit als e wichtige Bausteen vun enger nohalteger, inklusiver an ëffentlecher Transportpolitik hätt missen erklären. Iwwregens fënnt een am Budget kee Wuert a kee Montant, fir de Bus ze optimiséieren.

Gesellschaftleche Fortschritt, deen, ausgoend vun engem Kollektiv, nei Rechter an nei Servicer schafft an enger Zäit vu Krisen, schéngt an den Iwwerleeunge vun der Regierung keng Roll ze spillen. Hei ginn ëmmer méi technologesch Gadgets als Incarnatioun vum Fortschritt verkaaft. An et muss ee se hunn. A well dat alles vill Geld kascht an net jiddereen vill Geld huet, gëtt d'Gesellschaft ëmmer méi gedeelt, gespléckt.

All dës féiert zu enger Zersplitterung vun der Gesellschaft. D'Leit hu keng Upak méi, keng Sécher-

heeten. Dat féiert zu ongesonden Ongläichheeten an dat ass keng Grondlag, fir solidaresch géint Krisen, déi et gëtt, unzékämpfen. Mir hunn nämlech just eng Optioun, fir dës grouss Erausforderung, déi op eis duerkënn, ze packen: An dat ass all zesammen, souwuel de soziale wéi den Ëmweltvolet. Géintenee geet et net. Dat féiert zum Echec!

Zu gudder Lescht wéilt ech dann nach ganz gären op de Volet vun de méigleche Léisungen agoen: Eng Gesellschaft brauch Visiounen; si brauch en Narrativ! Déi stiechen awer net an enger oder méi Appen a Gadgets dran, déi artificiel Besoinen erfellen. Dës entstinn awer, wann ee sech mat de grouss Froen, mat deene mir konfrontéiert sinn, auseeruesetzt.

De roude Fuedem fir eis besteet doranner, datt mir déi bestoend Ongläichheete reduzéiere mussen, datt mir méi Zesammenhalt kréie mussen, fir d'Krisen kënnen ze meescheren. Dës ka just mat enger solidarescher Gesellschaft goen, an zwar enger, déi keen am Ree stoe léisst opgrond vu soziale Krittikären. Eis haiteg Regierung steet awer e bessen esou enger Entwécklung am Wee. Et gëllt elo, sech dës reelle Problemer, déi mir am Klima, am Logement, am Enseignement an an der Santé hunn, ze stellen. Et geet elo drëms, sech déi selwecht politesch Prioritéiten ze setze wéi bei der Pandemie. Mee mir fäerten, datt awer elo schonn un déi nächst Wale geduecht gëtt - d'Gerangels ass jo schonn e wéineg amgaangen -; mir fäerten, datt doduerjer déi grouss Reformen einfach ausstoe gelooss ginn an datt esou duerch der Regierung hire Leerlauf wäertvoll zwee Joer - ganz wäertvoll zwee Joer! - verluer ginn am Kampf géint all dës Krisen.

Et ass ganz kloer, datt wa mir aus dës Krisen erauskomme wëllen, datt dat nëmme mat engem kategorieesche Systemwiessle méiglech ass. Wa mir weider esou lieue wéi elo, wa mir weider esou an der Politik fuere wéi elo, dat heescht just kleng Plooschteren op verschidde Wonne pechen, da wäert sech och näischt bis ganz wéineg änneren a mir bludden aus.

Wat sinn dann elo an eisen Aen déi verschidde Léisungen? An der Logementskris muss de Rent-seeking fort; Spekulation op Wunnengen an Terrainen mussen onattraktiv gemaach ginn; d'Mainmise vu privaten Immobiliebesëtzer a Promoteuren op d'Logementspolitik muss zréckgedréckt ginn an de Staat an d'Gemenge mussen dës Plaz anhuelen a vill méi bauen! Mee well d'Situatioun esou dramatesch ass, mussen och dréngend Mesuren ergraff ginn; déi kleng Ouverture bei der Grondsteuer aleng geet net duer!

Mir brauchen eng progressiv Besteuerung vum Immobiliepatrimoine, esou wéi d'CSL et virun engem décke Joer - et ass schonn ee Joer verluergegaangen! - proposéiert huet. Hei geet et net ëm der Bomi hiert eenzegt Haus oder Appartement oder deen eenzege Terrain, deen an der Familj gehale gëtt fir d'Kanner! D'Besteuerung vun eidele Wunnengen oder broochleiden Terrainen dierf also net op déi laang Bänk gedréckt ginn.

Den Amortissement accéléré muss komplett ofgeschafft ginn, deen mat décke Steierkaddoen de Bau vun onbezueltbarem Wunraum finanzéiert. Dës féiert zu enger Lose-lose-Situatioun fir d'Allgemengheet.

Parallell dozou mussen déi staatlech Promoteuren an d'Gemenge méi bauen. Mir striewen 10 % Gemengemietwunnenge bis 2030 un. Eise Berechnungen no missten dofir 2.500 Wunnengen d'Joer gebaut ginn, fir 2030 zirka op 30.000 ze kommen - well et gëtt der jo schonn.

Mir wëllen eng Reform vum Mietgesetz, déi d'Loyerer erëm op e bezuelbaren Niveau erofdréckt. D'Propos vun der Regierung ass alles anescht wéi dat; mir wäerten hei Drock maachen an eis eege Propose versiche weiderzedriewen. Elo direkt muss e Wee fonnt ginn, fir Loyerer ze deckelen, déi a kengem Verhältnis méi stinn zu de Revenu vun de meeschte Leit!

Fir et kuerz ze maachen: Lëtzebuerg gëtt oft als Gibraltar vum Norde bezechent. Ech wëll net am Monaco vum Norde liewen.

An der Klimakris muss mir eng Klimapolitik bedriewen, déi déi sozial Fro an de Mëttelpunkt stellt an déi een ënnert der Iwwerschrëft Klimagerechtegkeet kéint féieren, eng Politik, déi op Solidaritéit a Kooperatioun opbaut, déi d'Ënnerstützung, d'Stärkung vun dës Leit an den Zentrum stellt, an net deen ee Stot, deen sech scho ganz gutt steet an dat dann nach mat engem neien Elektroauto ofronne wëllt.

Dës Solidaritéit brauche mer an eiser ganzer Gesellschaft, mee och mat eisen direkten Noperen an der Groussregioun a weltwäit mat de Länner am globale Süden. An eisen Aen ass et och just déi Politik, déi déi héich Ambitiounen am Klimaschutz aléise kann. Dat ass an eisen Aen awer net méiglech, wa quasi ausschliisslech op e Verantwortungsbesosstsi vun deem Einzelne gesat gëtt an op Privatinvestitiounen vu Stéit a Betriber, déi a ville Fäll net kommen oder zumindest emol net duerginn.



Virun allem schafen dës Investitiounen keng kollektiv Wäerter, déi fir jiddereen e Service leeschte kënnen. Dofir sti mir fir eng Klimapolitik, wou de Staat an d'Gemenge selwer vill méi Suen an de Grapp huelen, fir selwer an erneierbar Energien an an energieatesch Renovatiounen ze investéieren.

Klimapolitik, déi aus dem Staatsbudget bezuelt gëtt, verdeelt d'Laaschte méi gerecht - zumindest emol méi gerecht, wéi wa jiddereen sech selwer iwwerlooss ass a mat ganz ënnerschiddleche Viraussetzunger schwéier Decisiounen iwwert d'Zukunft muss huelen.

Mir hunn e Konzept vun der energieatescher Sanéierung mat öffentleche Mëttele an mat soziale Kritäre presentéiert a géifen et gären diskutéieren. Déi 750 Milliounen Euro am Klimafonds kéinten entre autres doranner fléissen. Zil ass et, Leit mat feelendem Eegekapital a schlecht isoléierte Wunnengen primär ze hëllefen. Hei besteet am meeschte Potenzial fir Aspierungen an eng Chance, fir deene Leit finanziell reell ze hëllefen.

An der Mobilitéit kéinte mer op de Wee goen, Car-sharing landeswäit auszubauen, mat engem Ubidder, mat öffentlechen, interchangeabele Systemer, virun allem mat Elektrogefierer a mat gestaffelte Präisser, dem Revenu ugepasst. Elektromobilitéit an iwwerhaapt Accès zur Automobilitéit - wa se gebraucht gëtt -, an dorobber muss den Accent leien. Et muss fir jiddereen méiglech sinn, och fir Leit ouni Haus mat Garage a Born.

Donieft muss awer och alles gemaach ginn, fir den öffentlechen Transport adequat auszubauen. Nach ëmmer gëtt et vill ze vill blann Flecken hei am Land. Wa mir aus dem Süde scho soen, datt den öffentlechen Transport net gutt fonctionéiert, wat den Takt an d'Linnen ugeet, wat sollen dann d'Leit aus dem Norden, Osten oder Weste vum Land soen, wou den öffentlechen Transport zum Deel inexistéiert ass oder wou en zweemol am Dag fonctionéiert? U Leit, déi Schichten oder weekends schafen, gëtt iwwerhaapt net geduecht. Mee och hei gëtt et Systemer, an déi stinn iwwereng och zum Deel am MoDu, mee se ginn einfach net ëmgesat. Firwat? Dat weess kee Mënsch!

Parallél dozou schéngt et eis awer onauswäichlech, extravagant an onnéideg Verkéiersmëttele esou wäit et geet ze reduzéieren. Mir brauchen onbedéngt eng Reform vun der Besteuerung vun Autoen, déi och dem Gewicht vun de Gefierer an dem ekologesche Foussofdruck bei neien Autoe Rechnung dréit. Weilt d'Regierung op dee Wee goen, sti mir deem konstruktiv géigeniwwer. D'selwecht ass eis Haltung bei der Reduktioun vum Fluchverkéier.

A wa mer grad bei der Besteuerung sinn, wëll ech awer nach e puer Sätz soen zur geplätzter Steierreform: Datt déi budgetär Situatioun no der Pandemie et net zouléisst, déi ursprénglech - ganz deier - Pläng vun der Regierung esou ëmzesetzen, dann ass dat eng Saach; mee datt elo einfach emol näischt gemaach gëtt, datt ass fir eis inakzeptabel! Mir kennen all d'Ongerechtegkeete vun eisem Steiersystem: déi staark Progressioun bei dem mëttleren Akommes an déi vill ze niddreg Spëtze-steiersätz, d'Feele vun enger Rächtingssteuer a virun allem och déi niddreg Besteuerung vun de Kapitalrevenue an de Plus-valuë par rapport zu den Aarbechtsrevenue, net ze schwätze vun deenen deelweis lächerleche Steiersätz, déi grouss Multinationale bei eis bezuelen.

Et muss emol eng Kéier ganz kloer gesot ginn: Fir Ongerechtegkeeten aus dem Steiersystem erauszuhuelen, brauch ee kee budgetäre Spillraum. Et kann een eng Steierreform och akommesneutral gestalten, soudatt déi ënnescht Klassen dat manner bezuelen, wat d'Millionären an d'Multimillionäre méi bezuelen. Déi Narratioun vun der Regierung, datt d'Pandemie eng Steierreform onméiglech gemaach huet, datt ass just eng faul Excuse.

D'Wourecht ass, datt d'Koalitioun net u méi Gerechtegkeet interesséiert ass, oder zumindest d'DP net. Den Här Bettel huet dat erëm ganz geschéckt a senger Ried formuléiert, Zitat: „Mir bleiwen awer der fester Iwwerzeugung, datt den Debat ronderëm méi Steiergerechtegkeet muss weidergefouert ginn.“ Do géif ee jo bal mengen, de Premier wier wierklech drun interesséiert! Mee am Endeffekt ass et awer eng richt an d'Gladder vun der LSAP, well et heescht ganz einfach, datt mer mat him als Premier do näischt méi maache wäerte kënnen.

Wéi am Logementsdeel scho gesot, wëlle mir méi öffentlech abordabel Wunnengen, fir datt och Leit mat klengem oder normalem Revenu an enger Stad liewen an op en Auto verzichten kënnen. Eng engagéiert öffentlech Wunnengspolitik ass fir eis Klimaschutz.

#### (Interruption par la présidence)

Et kann net sinn, datt nëmmen eng Minoritéit vu Leit sech d'Liewen an enger Stad mat gudder Verkéiersinfrastruktur kënnen leeschten. A grad déi Leit, déi et am meeschte brauchen, müssen op d'Land zéien a müssen dann och den Auto huelen, well den öffentlechen Transport net esou fonctionéiert, wéi si et brauchen, a ginn dann och nach

mat Taxen um Sprit dofir bestrooft. Esou kann dat net goen an esou fonctionéiert eng solidaresch Gesellschaft och net!

Den Decrochage scolaire ass och e Problem vun der Orientéierungslosegkeet.

#### (Interruption par la présidence)

D'Schüler/inne misste sech idealerweis selwer kënnen bewosst a fair, mat fräiem Wëlle fir deen een oder anere Parcours entscheiden. Do hëllefe gratis Bicher, gratis Kantine a gratis Hausaufgabenhëllef och net weider. Do hëlleft och keng Schoufflicht bis 18 ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Madamm Cecchetti, Dir hutt Är Zäit schonn iwwerschrott.

■ **Une voix**.- O, dat do ass awer e bëssen ...

■ **Une autre voix**.- Eng Minutt!

#### (Brouhaha)

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, ...

■ **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*).- Ech si gläich fäerdeg.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- ... dass Der Är Zäit schonn iwwerschrott hutt!

■ **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*).- Konzepter wéi d'Gesamtschoul an den Tronc commun kënnen dës Kompetenze bei de Schüler fuerderen a méi eng egalitär an diversifizéiert Kompetenzbasis schafen.

D'Couverture médicale universelle muss prioritär ginn, well et kann net sinn, datt de Patient muss waarden! D'Dokteschrechnunge musse kënnen virbezuelt ginn. Eis Spideeler müssen eng Mission publique erfëllen. Eis Spideeler an Alters- a Fleegeheimer brauchen dréngend Personal.

Mir kënnen och nach iwwer Aarbechtszäitverkierzung schwätzen, awer bei vollem Loun, well mir müssen ëmdenke léieren, wat d'Gesellschaftsformen a -strukturen ugeet. Fir e Bien-être au travail kënnen ze hunn, muss een doriwwee nodenken, fir och hei de Mënsch an d'Gesellschaft an de Mëttelpunkt ze réckelen an net de Profitt vun e puer megaräichen Aktionären.

Voilà! Ech halen dann op an ech hoffen, datt an Zukunft och genau esou pingeleg gehandhaabt gëtt bei aneren. Merci!

■ **Une voix**.- Wann ee seng Riedezäit net anhält ...

#### (Brouhaha)

■ **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*).- Jo, ech hat nach eng ganz Säit!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Also et ass fir d'éischte Kéier, dass de President Géigewand kritt, well en op d'Zäit hält. Ech wäert mer dat da gutt mierken, ech wäert dann d'nächste Kéier ganz grosszügig mat jiddweregem ëmgoen. Mee ech hat alt gemengt, dass déi Zäiten, déi fixéiert sinn, och do sinn, fir sech drun ze halen. Merci!

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Dir musst mir d'Wuert ginn.

#### (Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- O! Här Clement, Dir hutt selbstverständlech d'Wuert fir d'Piraten.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verstinn, firwat déi Lénk net wëllen, datt eis Regierung reest, well wann ee scho Gibraltar mat Monaco verwiesselt, dann huet een an der Geo net opgepasst an et hätt ee vläicht besser, selwer eng Kéier ze reesen, fir ze gesinn, datt déi Welt ...

■ **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*).- Nolauschten!

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- ... dach e bësse méi grouss ass wéi vläicht den Horizont vu muncherengem heibannen.

■ **Mme Myriam Cecchetti** (*déi Lénk*).- Nolauschten!

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- „De „Lëtzebuurger Modell“ ass eng Erfolgsgeschicht“, hu mer gëscht heieren. Mir hunn e „gemeinsamt Zil“ an e „gemeinsame Wee“, an zesumme kënnen mer dat packen.

Dat ass jo esou wonnerschéin an idyllesch, do denkt ee jo direkt un eng Reklamm vu „Visit Luxembourg“ mat vill Gréngs, enger doucer Musek am Hannergrond an enger schéiner Loftopnam vum Palais vum Grand-Duc!

Lëtzebuerg geet et gutt, an déi puer Saachen, déi vläicht awer net ganz esou gutt ginn, déi huet de Premier all am Bléck an déi goufe schonn all an Ugrëff geholl oder ginn deemnächst besäit.

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien, Här Clement!

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Et ass also alles tip-toppi a mir solle méiglechst net driwwer nodenken, datt Lëtzebuerg net nëmmen eng Erfollegsgeschicht ass, wat Wuesstum an Entwécklung vun enger floréierender Finanzplaz ugeet, mee och wat wuessend sozial Ongerechtegkeete betrëfft.

Mee leider ass awer genee dat de Fall, an dat dierfe mer einfach net aus den Ae verléieren. D'Schéier tëscht Aarm a Räich geet zu Lëtzebuerg ëmmer méi wäit auserene, an do ass och eng Reindexéierung vum Kannergeld - déi an éischer Linn jo ni hätt dierfen ofgeschaaft ginn - net méi wéi den absolute Minimum, dee muss gemaach ginn.

Och wat déi aktuell sanitär Kris betrëfft, krute mer gëscht Hoffnungen gemaach: „Mir sinn dem Enn vun der Pandemie ganz no“, huet et geheescht, a keen hätt méi geimpft wéi Europa. Ouni wierklech drop anzegoen, datt d'Impfstoffer weltwäit net gerecht verdeelt goufen an een duerfir net onbedéngt houfreg soll sinn, datt Europa seng Awunner flächendeckend geimpft huet a souguer schonns iwwer Drëttimpfungen nodenkt, während Mënschen an Entwécklungslänner dem Virus schutzlos ausgelievert bleiwen, gëtt also bei eis iwwerluecht, wéi een en éische virsichtige Bilan vun deser Pandemie zéie kéint a wéi d'Gestioun vun der Kris ze evaluéieren ass.

Lues a lues kéint een also d'Enn vun Tunnel erkennen. Dat ass natierlech eng exzellente Nouvelle an ech si mer sécher, datt d'Chamber der Regierung och gären hëlleft bei där Evaluatioun vum Krisemanagement. Et ass schliisslech kloer, datt d'Regierung hir eegen Aarbecht wuel kaum eleng objektiv aschätze kann.

Mee wann d'Pandemie elo anscheinend esou lues dem Enn zougeet an eis Zuele gutt ausgesinn, da stellt sech mer dach awer d'Fro, wéi da gerechtfertegt soll sinn, datt Covidrestriktionen op der Aarbechtsplaz mam Gesetz vun nächster Woch nach verschäerft solle ginn.

Tëscht der Pressekonferenz iwwert d'Covidgesetz vu leschter Woch an der Ried zur Lag vun der Natioun gëscht leie Welten. Gëschter gouf vum noen Enn vun der Pandemie geschwat, vu sozialer Gerechtegkeet, vun engem gemeinsame Wee, dovun, d'Biergerinnen an d'Bierger an d'Politik anzubannen. A gläichzäitig gëtt, ganz ouni d'Gewerkschaften oder d'Patronat, un engem Gesetzesprojet geschafft, deen net geimpften Aarbechter soll forcéieren, en Deel vun hirem Geld scho fir Covidtester auszeginn, éier se et iwwerhaapt verdéngt hunn, just fir iwwerhaapt mol dierfe schaffen ze goen!

Do gehéiert scho vill Courage derzou, sech mat enger Ried, déi den Titel „Eise Wee. Eist Zil.“ dréit, heihinzustellen, während een eigentlech grad angangen ass, Politik ze maachen, déi riicht iwwert d'Käpp vun de Leit ewechgeet. An do ass net nëmmen dat neit Covidgesetz e Beispill derfir, mee natierlech och de Verfassungsreferendum, dee vun alle Parteien an de Walprogrammer ugekënnegt ginn ass an de Biergerinnen a Bierger elo awer vir-enthale soll ginn.

Ech hat ee Moment vir, den Owend eng Resolitioun ze deposéieren, wou d'Chamber sech selwer géif opfuerderen, e Verfassungsreferendum an d'Wéeër ze leeden iwwert déi véier Texter.

■ **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- An Dir sidd dergéint?

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Mir hunn aktuell eng Petitioun lafen, an aus Respekt virun de Petitiounäre wäerte mer déi Resolitioun haut nach net deposéieren. Ech bleiwen awer derbäi, datt mer genau dat wäerte maachen, soubal déi Petitioun ofgeschloss ass.

■ **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Dierf ech eng Fro stellen?

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Jo, selbstverständlech dierft Der.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Ech huelen och dem Här Kartheiser seng Fro un, wa se net vu menger Zäit ofgeet.

■ **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, Här Clement, villmools merci. Ech freeë mech iwwer Är nei Petitioun, wat de Referendum ugeet. D'ADR hat eng Motioun hei oder eng Resolitioun an der Chamber tabléiert, wou mer eebe genau de Referendum gefrot hunn. A wann ech mech gutt erënneren, haten d'Piraten dergéint gestëmmt oder sech enthalen. Duerfir freeën ech mech iwwer Är nei Petitioun.

Ech wollt lech just froen, wéi war dann d'Positioun bis elo iwwert de Referendum? Firwat hutt Der eis deemools net ënnerstëtzt? A firwat hutt Der Är Meenung geännert? Merci.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Also ech kann dat ganz einfach soen, well ech et och deemools begrënn hunn, firwat mer eis enthalen hunn: Et war zu deem Zäitpunkt ze fréi, well mer u sech nach e leschte Fonken Hoffnung haten, datt déi aner Partei sech géifen um Rimm rappen. Mee heiansdo - mir si jo déi, déi gäre Vorschusslorbeere

ginn, mir hu jo och emol schonn eng Kéier eng Regierungserklärung matgestëmmt - weist sech, datt déi Vorschusslorbeeren net ëmmer verdéngt ware vun deenen, déi se kruten.

Bon. Mee fir de Biergerinnen a Bierger awer trotz dem feelende Referendum dann awer zumindest e bëssen d'Gefill ze ginn, dach awer matschwätzen ze kënnen, soll elo op en - ech zitieren de Premier - „aussergeweinlechen“ Outil zréckgegraff ginn: op de Biergerrot. Wéi aussergeweinlech esou e Biergerrot elo tatsächlech ass, stellen ech elo mol einfach an de Raum. Ëmmerhi gëtt et am Ausland schonn där Biergerrot an och mir Piraten hu scho virun iwwer engem Joer eng Gesetzespropos iwwer esou e Biergerrot hei deposéiert. Den Avis vun der Regierung war iwwereng dozou, datt se keen Interêt an esou engem neie participativen Outil géif gesinn. Wéi sech awer och bei der Regierung heiansdo d'Meenung ännere ka mat e bëssen Drock!

Mee egal wéi, mir freeën eis natierlech elo, datt d'Regierung, nodeems se eis Propos am Ufank kategoresch ofgeleent huet, dann elo awer den Notze vun dese participative Foren erkannt huet.

Firwat d'Regierung de Biergerrot awer elo grad am Beräich vun der Klimapolitik wëllt asetzen, dat ass mer net kloer. Wann et ee politescht Feld gëtt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem d'Gesellschaft an de vergaangene Joren hiert Uleies méi wéi dätlich artikuléiert huet, dann ass dat jo awer wuel den Ëmwelt- a Klimaschutz! Ausser an aarbechtsrechtleche Froen ass et dat gesellschaftlecht Feld, wou déi meeschte Leit an deene leschte Joren op d'Strooss gaange sinn, all Generatiounen confondu.

Méi wéi eng Kéier sinn déi Jonk mat hire Fuerderungen op d'Strooss gaangen an d'Ëmweltverbänn an d'ASBlen hu Lëschte voll Punkten, déi drop waarden, zugonschte vu Klima an Natur ëmgesat ze ginn. Ëmmer erëm heescht et da vusäite vun der Regierung a Richtung vun den Aktivisten: „Mir héieren lech! Mir wäerten aktiv ginn!“ Mee amplaz dann elo endlech aktiv ze ginn a wierklech eppes ze maachen, soll elo mol nach e Biergerrot geschafft ginn, fir nach eemol, an aller Rou, genee ze kucken, wat d'Biergerinnen an d'Bierger iwwerhaapt wëllen. Ma hu mer hinnen dann elo déi lescht Joren nogelauschtert oder net?

Ech si sécher dee Leschten, dee sech heibanne géif géint e Biergerrot ausschwätzen. Ech hunn och guer näischt dergéint, esou e Rot, dee sech mat Klimapolitik beschäftegt soll, anzesetzen. Mee do-bäi muss et ëm méi goe wéi Scheinparticipatioun an et muss séier goen.

Mir wëssen et alleguerten: Wat d'Klimapolitik ugeet, ass et net fënneg vir zwielef, mee et ass fënneg op zwielef. D'Ärderwärmung ass net méi réckgäנגig ze maachen, mee just nach, esou gutt et geet, ze limitéieren. Ob et do de richtige Moment ass, e Biergerrot anzesetzen, fir d'Mënschen ze froen, wat si da mengen, datt mer solle maachen, während si eis scho säit Jore richt an d'Gesicht jäizen, wat se wëllen? Ech weess jo net ...

2030 ass net einfach iergendeng Zwëschenetapp um Wee zur Rettung vum Klima, déi dann iergendwann 2050 soll méi reell ginn. Dat ass ze spéit! Wa mer net endlech handelen, ma dann hu mer de Moment verpasst!

Mir kënnen eis gären eis Zuele schéischwätzen an eis eppes drop abilden, datt mer eis erneierbar Energie verduebelen oder verdräifachen. Mee wa mer éierlech sinn, dann ass dat dach och just méiglech, well eis Zuelen esou kleng sinn, datt dat och zimmlech einfach geet. Wann ech just ee vun zéng Punkten an enger Prüfung kréien, muss ech an der nächster jo schliisslech och net wierklech vill besser sinn, fir mech ze verduebelen oder ze verdräifachen. Mee duerchgefall wär ech awer!

De Premier huet a senger Ried gemengt, d'Leit wëllen, datt d'Regierung endlech an den nächste Gang géif schalten, wat d'Klimapolitik ugeet. An duerfir solle jo elo och méi Diecher vun öffentleche Gebaier mat Fotovoltaikanlagen ausgerüst ginn. An dat ass eng Mesure, déi ech voll a ganz ënnerstëtzen an déi och schonns laang vun de Piraten gefuerdert gouf.

Mee eigentlech misst de Premier awer och genee wëssen, datt et beim Klima- an Ëmweltschutz eeben net drëms geet, ëmmer nëmme weider no uewen an den nächste Gang ze schalten, mee ganz am Contraire, datt et drëms geet zréckzeschalten.

Méi gréng Energie ze produzéieren, ass gutt. An d'Piraten hunn duerfir jo och de Sunergy proposéiert an hirem Programm, dee virgesäit, datt de Staat net nëmmen op sengen eegenen Diecher soll Solaranlagen ubréngen, mee och op den Diecher vu Privatleit, déi dëst wëllen.

D'CO<sub>2</sub>-Emissioun ze kompenséieren, ass och gutt. Ech hunn dat schliisslech och selwer schonns hei proposéiert an enger Motioun, wéi et nach geheescht huet, datt dat fir déi heite Regierung net méiglech wär. Bref, et ass méiglech.

Mee op d'Brems ze trëppelen an iwwerhaapt manner Energie ze verbrauchen, wär besser. A jo, och



ech weess, datt Verzicht näischt Attraktives ass. Mee sou ass et nun awer mol. Wa mer d'Äerderwärmung op e Minimum wëlle reduzéieren an d'Aartestierwe wëllen, da muss mer op d'Brems trëppelen. Mir kënnen net weider esou iwwert eise Planéit hierfale wéi bis elo - och net, wa mer fir d'Ausbeutung vun der Äerd just erneierbar Energie géifen notzen.

Mir alleguerte wäerten eise Liewensstil mussen upassen an eng Hand mat upaken, wann et drëms geet, d'Wunnen an den Transport méi klimafreundlech ze maachen.

Selbstverständlech sollen dobäi déi Persounen, deenen et elo schonns un allen Ecken an Enner feelt, awer net nach zousätzlech finanziell beilaascht ginn. Dat huet de Premier jo gëschter och selwer gesot. A jo, et goufen, och iwwert d'Klimapolitik eraus, eng ganz Rei sozial Mesuren ugekënnegt, déi souwuel den Erwuessene wéi och de Kanner zegutt kommen.

Datt de Mindestloun elo schonns véiermol no uewen ugepasst ginn ass an trotzdeem ëmmer nach net un déi héich Liewenskäschten an eisem Land ugepasst ass, ass dobäi a mengen Aen awer näischt, mat deem ee sech ze vill bretze sollt. Wäer et eemol zu enger anstänneger Erhéijung komm, hätt een duerno vläicht net esou heefeg erëm misen nobesseren.

D'Piraten begrëisse selbstverständlech awer all Erhéijung vum Mindestloun, egal wéi kleng se dann ass, genee wéi och d'Erhéijung vum REVIS, der Allocation de vie chère an d'Reindexéierung vum Kannergeld. All Drëps op e gliddege Steen ass besser, wéi keng Drëps op de gliddege Steen an nach Feier drënner ze maachen. Mee trotzdeem geet et net duer.

Duerfir fanne mer och déi nei Measure, déi et de Kanner aus Familljen, deenen et finanziell net esou gutt geet, soll erméiglechen, mëtten an der Schoul fir näischt kënnen ze iessen, exzellent. A mir freeën eis och, datt d'Museksschoulen an de Sport fir all Kand solle méi accessibel ginn. Och gratis Maison-relais kléngen um Pabeier an an dem geschwatenen Wuert hei op der Tribün exzellent!

D'Fro ass just: Wou sinn déi Maison-relais? Wou sinn d'Sportveräiner, déi déi Kapazitéiten hunn, fir all déi motivéiert Kanner elo opzefänken? Well gratis Maison relais dat ass och en Engagement, datt och jiddereen eng Platz an der Maison relais kritt. A souwäit ech dat weess, ech kucken hei eng Kéier esou an déi Gesichter vun de Gemengepapp a Gemengemammen heibannen, an ech hunn dat gëschter och bei der Ried gesinn: Do war e bëssen Entsetzen an den Aen opkomm, wéi se realiséiert hunn, datt gratis Maison relais, an domadder quasi en Urecht an der Maison relais, bedeit, datt vill méi Maison-relais mussen gebaut ginn, Personal muss rekrutéiert ginn, fir deene Kanner eng Platz ze schaffen, fir datt se kënnen dervu profitéieren.

Et ass schéi gesot: „Et ass gratis!“, mee wann een net dervu profitéiere kann, dann ass et schéin, wann et gratis ass, mee et huet een näischt dovunner.

Datt dës punktuell Mesuren also elo awer gebraucht ginn, fir doriwwer ewech ze tréischen, datt et net zu enger grousser Steuerreform komme wäert, ass méi wéi bedauerlech. Mir wësse ganz genee, datt eisen aktuelle Steuersystem net gerecht ass, datt verschidde Liewensmodeller par rapport zu anere ganz offensichtlech benodeelegt ginn. An trotzdeem soll elo einfach esou weidergemaach gi wéi bis elo.

D'Ongerechtheete vis-à-vis vun Elengerzéierenden a Wittleit ginn einfach ignoréiert. Et huet ee bal d'Gefill, datt dës Regierung, déi ugetruede war, fir gesellschaftlech Verännerungen ze huelen, fir deene gesellschaftleche Verännerung Rechnung ze droen an alle Gesetze, déi - an dat ginn ech gären zou - grouss sozial Reforme gemaach huet am Sënn vun Unerkennung vu Minoritéiten, déi Trennung vu Kierch a Staat ugepak huet, dorunner scheidert, d'Trennung vu Kierch a Staat am Steuersystem hinzekréien.

Da kommt, mir vergiessen net, datt den aktuelle Steuersystem dorobber baséiert, wat d'Kierch als ideal Famill gesäit, an net op deem, wat haut gelieft gëtt. An duerfir ass et ëmsou méi schlëmm, datt grad dës Regierung, déi déi historesch Chance hat, elo an acht Joer a warscheinlech och an deenen nächsten zwee Joer et net fäerdegbréngt, mat dësen Ongerechtheeten, déi historesch verschold sinn - net vun der Regierung just virdrun, mee historesch verschold sinn -, mat deenen opzeraumen.

Déi punktuell Saachleschtungen, déi gëschter ugekënnegt goufen, ginn net duer, fir déi aktuell Ongerechtheeten auszegläichen.

Eppes Weideres, wat mech - a warscheinlech och vill aner Familljen zu Lëtzebuerg - gëschter besonnesch frappéiert huet, war dem Minister seng Ausso, datt sech zu Lëtzebuerg kee méi tëscht Famill a Beruff misst entscheiden. A jo, dat stëmmt! Mee net, well dës Regierung esou fantastesch der-

fir gesuergt huet, datt ee Famill a Beruff suergen - a stressfräi ënner een Hutt kritt.

Nee, hei am Land mussen ganz einfach vill Eltere sech net méi entscheiden, ob se léiwer schaffe ginn oder bei de Kanner wëlle sinn, well de Staat mat senger sozialer Logementspolitik dëse Choix scho fir si gemaach huet. Et muss kee sech méi entscheiden, well just nach eng Optioun a Fro kënn: an zwär déi, zu zwee schaffen ze goen. Ob eigentlech ee vun den Eltere gäre wéilt bei senger Kanner bleiwen, spilt guer keng Roll - onofhängeg, ob Mann oder Fra. Wann een hei am Land wëllt iwwert d'Ronne kommen, da muss een zu zwee schaffe goen, wann een net grad e gléckleche Groussverdénger, Rentier oder Ierwen ass.

Mir schwätzen oft dervun, wéi schwéier et fir Elengerzéiender ass, mat hire Kanner iwwert d'Ronnen ze kommen. Ma wéi schwéier wär et dann, zousätzlech zu sengem Kand mat nëmmen engem Salaire och nach fir e Partner opzekommen? Dat ass fir déi ganz grouss Majoritéit vun de Familljen einfach net méi méiglech.

Déi vill Saachleschtungen vun der Regierung ginn ëmmer nëmmen an eng Richtung: Si komme just deenen Elteren zegutt, déi schaffe ginn. D'Kanner mussen ëmmer méi an ëmmer méi laang an d'Crèche an an d'Maison relais, wou de Staat fir hir Prise en charge vill Suen ausgëtt. Mee wie seng Kanner selwer wëllt versuergen an dem Staat jo domat géif Sue spueren, dee kritt näischt oder ganz wéineg. Dat fanne mir Piraten net gerecht an och net am Sënn vum Wuel vum Kand.

Mir fuerdere säit laangem, datt een den Elteren hei e richtege Choix muss loosse: Wie seng Kanner léiwer selwer wëllt versuergen an duerfir net vun der staatlecher gratis Kannerbetreuung wëllt profitéieren, dee misst de Montant, dee mir als Allgemengheet fir déi Kannerbetreuung virgesinn hunn, kënnen ausbezuelen kréien. Dat géif de Staat keen Cent méi kaschten a ville Familljen awer eng Méiglechkeet ginn, fräi kënnen ze entscheiden, ob si zu zwee wëlle schaffe goen oder ob nëmmen ee vun hinne wëllt schaffe goen - oder an engem ganz flexibelen anere Modell. Well dat ass Fräiheet!

#### (Brouhaha)

Datt vill Familljen ouni staatlech Ënnerstëtzung zu Lëtzebuerg just nach iwwert d'Ronne kommen, wann déi zwee Elterendeeler schaffe ginn, läit virun allem och un de Logementspräisser, déi säit Joren duerch de Plaffong ginn, ouni datt de Staat deem eppes entgéintzesetzen hätt.

Ech fille mech ëmmer erëm e bësse wéi an „Und täglich grüßt das Murmeltier“: An all Ried zur Lag vun der Natioun, an all Budgetvirstellung, an all Chamberessiou, all Nationalfeierdag schwätze mer dervun, datt de Logementsproblem seriö wär. Et ass e bësse wéi de Klimawandel: Jiddweree seet, datt et seriö ass, mee maachen di mer näischt.

Mir bräichten all Joer ongeféier 6.000 nei Wunnenen zu abordabele Präisser, fir der enormer Nofro kënnen gerecht ze ginn. A wat hu mer gëschter héieren? Wann et gutt geet, bréinge mer der an den nächste Joren zesummegerechent 8.000 fäerdeg. An dann ass et nach net kloer, wat d'Regierung fir en abordabele Präis hält. Vergaenge Projeten, wéi zum Beispill de Projet Elmen, hu jo gewisen, datt och Sozialwunnenge schonn zu vill ze héije Präisser verkaf ginn.

Niewent der staatlecher Offer u bezuelbarem Wunraum sollen awer och privat Bauträger mat an d'Boot geholl ginn, an den Immobiliemaart als Ganze soll duerch eng Reform vun der Grondsteuer esou verännert ginn, datt Spekulationen op Baustellen an Zukunft hoffentlech der Vergaangeneit ugehéiere wäerten.

Grad dee leschte Punkt ass dach méi wéi begrëssenswäert: Eng Steuer op Bauterrainen, déi bewosst net bebaut ginn a broochleien an enger Zäit, an där Wunraum dréngend gebraucht gëtt, ass ganz dréngend néideg! Do sinn ech mat der Regierung tatsächlech ganz enger Meenung.

#### 4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

An ech hunn duerfir och iwwert de Summer mat de Piraten zesammen un enger konkreter Gesetzespropos geschafft, déi ech dann och haut wéilt ofginn.

Wannechgelift, Här President.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci.

#### Exposé

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*), *auteur*.- Nodeems mir gëschter iwwerraschenderweis vum Premier gewuer goufen, datt d'Regierung déi selwecht Iddi verfollegt, hat ech nach kuerz driwwer nogeduecht, meng Propos net méi anzerechen - well et sollt jo eppes kommen. Mee ech hunn aus der ugekënnegter Steuerreform, dem ugekënnegte Verfassungsreferendum, der ugekënnegter Legaliséierung vun

Cannabis nawell meng Léiere gezunn. Net alles, wat d'Regierung esou seet, gëtt och Realitéit. A fir ze verhënnere, datt dat dann och an dësem wichtige Dossier ka geschéien, hunn ech dann och haut eis Gesetzespropos matbruecht.

Wann den Text vun der Regierung dann iergendwann tatsächlech sollt virleien - man bemerke den Konjunktiv -, sinn d'Piraten natierlech méi wéi gewéilt, och un dësem konstruktiv matzeschaffen. Mee falls et nach laang géif daueren, kéinte mir als Chamber op Basis vun eisem Text jo och eis eege Responsabilitéiten huelen.

Ech wëll elo hei net ze wäit op dës Gesetzespropos agoen, mee loosst mech awer kuerz ëmräissen, wéi d'Piraten sech dës Steuer virstellen.

Mir proposéieren eng Steuer, déi a Fonctioun vun der Gréisst vum Terrain an de Joren, déi den Terrain net bebaut gëtt, no uewen zouhëlt. Esou solle Persounen discouragéiert ginn, Terrainen iwwer länger Zäit broochleien ze loosse. Wuelbemierkt geet et hei nëmmen ëm Terrainen, déi an enger Zon leien, déi geduecht ass, fir bebaut ze ginn. Natierlech soll kee besteiert ginn, deenen en eidelen Terrain an enger Gréngzon besetzt. Dat wär absurd.

Gläichzäiteg wëlle mer Privatleit, déi en Terrain fir hir Kanner kafen an esou laang net bebauen, bis d'Kanner al genuch sinn, fir eleng kënnen ze wunnen, natierlech och net bestrofen. Duerfir gesäit dësen Text och vir, datt all Persoun 8 Ar einfach esou an dann nach eemol 8 Ar zousätzlech pro Kand ka steierfräi besetzen. Dat ass méi wéi grousszüeg. Ech kennen a mengem perséinlechen Ëmfeld keen, deen ënner d'är heiter Steuer misst eppes bezuelen a jiddweree kéint senger Kanner weiderhin en Terrain verierwen, fir drop ze bauen, wann en dann d'Chance hat, dat ze hunn.

Mee alles, wat doriwwer erausgeet, ënnerläit dann der proposéierter Steuer. Méi wäit wëll ech awer elo net op eisen Text agoen. Mir wäerte jo sécher nach genuch Geleeënheiten dozou kréien, wann en an der Kommissioun diskutéiert gëtt.

**7898** - *Proposition de loi visant l'exploitation des terrains à bâtir à des fins d'habitation*

#### 5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

##### Débat (suite)

Ech wëll mam Rescht vu menger Riedezäit nämlech nach op eng Rei aner wichtige Punkten agoen. An dorënner ass och ganz besonnesch den Drëtten Alter.

Eis eeler Matbiergerinnen a Matbierger sinn, wéi mer alleguerte wëssen, vun der Pandemie ganz besonnesch staark getraff ginn. Déi tragesch Ëmstänn aus den Alters- a Fleegeheemer hunn eis alleguerte beweegt a mir hunn och méi wéi eng Kéier hei am héijen Haus, oder deemools nach am Cercle, iwwert dëst Thema geschwat.

Ëmsou méi erstaunlech fannen ech, datt d'Regierung an dësem wichtige Domän net méi opzeweisen huet wéi en Outil fir eng besser Präistransparenz, déi - säit Joren annoncéiert - nach ëmmer net do ass, an eng Augmentatioun vun der Unzuel vun de Better. Do hat ech mer wierklech méi erwaart! Ech hat gehofft, datt dës Pandemie eis zu engem wierklechen Ëmdenken an dësem Beräich géif beweegen.

Mir brauchen dréngend e breeden Discours iwwert d'Dignitéit vum Mënsch am Alter. Déi grouss Majoritéit vu Fleege- a Gesondheetspersonal gëtt all Dag hiert Bescht, fir de Bewunner an den Alters- a Fleegeheemer e confortabel Doheem ze bidden. Mee souguer hir Aarbecht geet net duer, fir géint d'Isolatioun vun deene villen ale Leit virzegoen.

Wann d'Personalschlëssele knapp sinn an d'Minutte vun der Assurance dépendance esou just duerginn, fir eemol duerch d'Zëmmer ze huschen, de Resident séier ze wäuschen, éier ee scho beim nächste muss sinn, dann ass et ganz schwéier, de Mënsche mat hire Besoinen an eventuellen Ängschten wierklech gerecht ze ginn. Do kann een dem Personal awer näischt virwerfen, wuel awer der Regierung, déi hei d'Wirtschaftlechkeet iwwert de Mënsch stellt. Duerfir muss mer vill méi breet un de Sujet vum Drëtten Alter erugeen, wéi just iwwer eng Augmentatioun vun der Unzuel vun de Better ze schwätzen.

#### 6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

##### Exposé

Eng kleng Pist wär iwwregens och, an dat huet och d'CSL proposéiert, de Reajustement weiderhi bei de Pensionen gëllen ze loosse, esou wéi d'CSL dat, mengen ech, och alle Parteien kommunizéiert huet.

Duerfir, Här President, hunn ech hei nach eng Proposition de loi, déi deem géif Rechnung droen.

**7899** - *Proposition de loi modifiant les articles 219bis, 223, 225bis du code de la sécurité sociale*

#### 7. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

##### Débat (suite)

Och wat d'Integratioun vu Persounen mat Handicap ugeet, muss nach viles verbessert ginn. Nach vill ze oft liewen och Mënsche mat engem Handicap a Strukturen, vum Rescht vun der Gesellschaft isoléiert, well hinnen d'Participatioun esou schwéier gemaach gëtt.

Kucke mer nëmmen den Adapto: Aktuell sinn zu Lëtzebuerg nëmmen 13 % vun de Busarrête behënnertegerecht - 13%! Mir si Signataire, mir hunn d'UN-Behënnerterechtskonventioun ratifizéiert, mir hu grouss Campagnë gefouert, datt Lëtzebuerg, elo wou mer déi Konventioun ratifizéiert hätten, eppes géif maache fir Leit mat Behënnertegerecht, datt se inkludéiert wäeren an eisem Liewen. Fakt ass: 13 % vun de Busarrête si behënnertegerecht.

Wie Pech huet a bei deene 87 anere Prozent wunnt - jo, deen huet Pech! Anescht kann een et net soen. Wat maache mer dogéint? Wéineg bis guer näischt!

Den Adapto-Service ass fir vill Persounen mat Handicap also den eenzege Wee, fir sech ze deplacéieren, an trotzdeem limitéiere mir d'Trajeten.

##### (Interruption)

Jo jo, et ass zum Deel Gemengekompetenz, mee de Staat kann awer dann de Gemengen déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen an de Gemenge soen: „Dir musst, wann Der eng Strooss oprappt ...“, an déi meesch sinn op Staatsstroossen, „ma hei, Dir kritt keng Geneemegung, fir déi Staatsstrooss opzerappen, wann dee Busarrët net nei gemaach gëtt.“ Et huet ee Moyenen, wann ee se wëllt notzen. D'Fro ass just, ob een et eng Prioritéit mécht, fir eebe Leit mat Behënnertegerecht ze inkludéieren, oder net.

An trotzdeem limitéiere mir d'Trajeten, déi ee pro Persoun mam Adapto zegutt huet. Firwat a mat wat fir engem Recht? Mir limitéieren den öffentliche Transport fir Persounen ouni Handicap jo och net op eng bestëmmten Unzuel vu Faarten. Wa mer an de Bus oder an den Tram klammen, muss mer jo keen Ticket méi knipsen, wou gezielt gëtt, ob mer eis 360 Trajete vum Joer nach net erof hunn. Wien den Adapto hält, däerf 360-mol d'Joer fueren. Allez-retour heescht dat, datt ech nëmmen all zweeten Dag eppes däerf maachen. De Rescht vun der Zäit - 50 % vum Joer - sinn ech doheem agespaart. Dat ass Inklusioun vun dëser Regierung!

Hei hätt ech mer wierklech eng Adaptatioun erhofft; eng Adaptatioun, déi fir d'Gläichstellung vu Persounen mat an ouni Handicap dréngend noutwendig wär.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss esou lues zum Schluss kommen, mee net ouni nach op en allerlescht Thema wëllen anzegoen, wat eis alleguerten an all Alters- a Gesellschaftsschicht betrifft: d'mental Gesondheet.

Och de Premier ass gëschter op dat wichtige Thema agaangen an och mir an der Chamber hate schonns deen een oder deen aneren Debat zu dësem ganz zentralen Thema. An eigentlech si mer eis iwwer all d'Bänken hei eens gewiescht: Der mentaler Gesondheet muss méi Opmierksamkeet geschenkt ginn a Behandlung bei engem Therapeut mussen vum der Krankeess rembourséiert kënnen ginn. Mir sinn eis eens, an et geschitt awer näischt, well d'CNS an d'Federatioun vun den Associatiounen vun den Therapeuten hei säit Jore keen Accord fannen. Duerfir geet deen Dossier einfach net virun.

Mee dat kann een dach dann net einfach esou am Raum stoe loosse! Do kann d'Regierung sech jo net einfach op de concernéierten Acteuren ausrouen an alles op si schiben. Wann et op deem bis elo gewielte Wee net weidergeet, da muss ee vläicht aner Piste wäelen.

Während der Pandemie si weltwäit d'Zuele vu Persounen, déi sech wéinst Problemer aus dem Beräich vun der Santé mentale a Behandlung beginn hunn, an d'Luucht gaangen.

D'Zäit drängt, mee Lëtzebuerg kënn mat de Remboursementer net vum Fleck. Dat kann einfach net sinn! Hei muss d'Regierung endlech Responsabilitéiten iwwerhuelen.

D'Mënsche brauchen Hëllef, déi bezuelbar ass. An dat zielt net nëmme fir Persounen mat Depressiounen, mat Burnout oder anere mentale Krankheeten, un déi ee bei dësem Sujet vläicht als éischt denkt. Jo, dat zielt och fir Persounen mat Suchterkrankungen. Jo, och Suchterkrankungen zielen zum Domän vun der Santé mentale. Doru soll een och denken, wann een déi nächste Kéier nees vun der Sécherheet op der Gare schwätzt an dovunner, wéi een déi Leit do forttritt.

Heiansdo hunn ech d'Gefill, datt vergiess gëtt, datt dës Leit och Mënsche sinn; Mënschen, déi Hëllef





verdängt hunn, déi Hëllef brauchen. Well kee verbréngt säi Liewen op de Stroosse ronderëm d'Stater Gare, well et do esou schéin ass. Mir hunn eng schéin Haaptstad, verstitt mech net falsch, mee sou schéi sinn d'Stroosse ronderëm d'Stater Gare net, datt een do wëllt säi Liewen ënner fräiem Himmel verbréngen. Och déi Leit brauchen Hëllef.

Eng anstänneg Prise en charge kéint se vun der Strooss erofhuelen an och hir Sucht kéint behandelt ginn. Mat enger fréizäiteger Behandlung vu Suchterkrankungen an anere mentale Krankheeten,

och am Kader vu Komorbiditéiten, kéint een och zum Deel verhéieren, datt d'Liewe vu verschidene Mënschen esou aus de Foue geréit, datt se iwwerhaupt an den Drogen oder op der Strooss landen.

Och dës Mënsche gehéieren zu eiser Natioun, iwwert déi mer gëschter geschwat hunn, an hunn et verdängt, gesinn ze ginn. Si ënnersträiche vläicht just net dat idyllescht Bild vu Lëtzebuerg als Erfolgsmodell, mat villem Gréngs ronderëm, mat doucer Musek am Hannergrond, mat enger Dron, déi

iwwert de Palais flitt, oder engem bloen Himmel an de Wäibierger mat engem roude Fuedem, deen derduerch zitt. Mee och si si Lëtzebuerg.

D'Lag vun enger Natioun bestëmmt sech net just duerch hir grouss Erfolger, mee se bestëmmt sech doduercher, wéi ee mat deene Schwächsten an enger Gesellschaft ëmgeet. An do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, hu mer nach ganz vill opzehuelen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen fir haut ukomm. Ech ginn lech Rendez-vous fir muer de Moien um 9.00 Auer fir d'Fortsetzung vun eisen Diskussiounen.

An domat ass d'Sézung eriwwer.

**(La séance publique est levée à 20.24 heures.)**

## SÉANCE 03

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Jeudi 14 octobre 2021

### Sommaire

#### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

#### 2. Débat sur l'état de la nation (suite)

- Débat (suite) : M. Fernand Kartheiser (fait personnel) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance - M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre François Bausch et M. François Benoy) - M. André Bauler - M. Yves Cruchten - Mme Viviane Reding (interventions de M. Guy Arendt, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Marc Hansen et M. Gilles Roth) - M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre François Bausch, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et Gilles Baum) - M. Félix Eischen - M. Aly Kaes - M. Paul Galles (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, M. Georges Engel, M. le Premier Ministre Xavier Bettel)

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Résolution 1 : M. Georges Engel - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la résolution 1 (rejetée)

- Motions : M. Gilles Baum - M. Gilles Roth - M. André Bauler - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) - M. Marc Spautz - Mme Nathalie Oberweis - M. Claude Wiseler - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. André Bauler et M. Laurent Mosar) - M. Gilles Roth (intervention de M. Gilles Baum)

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

- Vote sur la motion 3 (rejetée)

- Vote sur la motion 4 (rejetée)

#### 3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Marc Hansen et M. Lex Delles, Ministres.**

**(La séance publique est ouverte à 09.03 heures.)**

#### 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - D'Sézung ass op.

An ech froen d'Regierung... De Staatsminister wénkt mat „nee“. D'Matdeelunge kommen herno.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Genau! Herno.

#### 2. Débat sur l'état de la nation (suite)

##### Débat (suite)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser. Wéinst?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fait personnel, Här President.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Selbstverständlech hutt Der dann d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här President huet mech gëschter ënnerbrach, well ech drop ugespillt hat, datt den Här Staatsminister gesot hat, an enger bestëmmter Situatioun, wann d'Parlament Texter net géif stëmmen, datt da kéint en État de crise ausgeruff ginn.

Den Här President hat dat gëschter an Zweifel gezunn an huet mech gefrot, ob ech dat kéint dokumentéieren. Natierlech bréngen ech net fir eng Chambersdebatt eng breet Dokumentatioun mat zu all Punkt. Awer et ass gefrot ginn. Also wëllt ech awer kucken, fir him Satisfaktioun ze ginn.

Ech beruffe mech hei op en Interview, deen den Här Staatsminister de Weekend vum 31. Oktober/1. November dem Radio 100,7 ginn hat. Also ech schwätzen hei vun 2020. Deen ass och herno an der Press erëmgeholl ginn, och op RTL. An do zitieren ech elo einfach, wat den Här Staatsminister gesot huet, der Press no: « Si nous validons un texte mercredi, j'aimerais qu'il soit voté samedi ». A weider am Artikel: « Si le gouvernement décide d'instaurer de nouvelles mesures mercredi, la proclamation de l'état de crise ne sera pas nécessaire si les changements des textes de lois pouvaient être votés rapidement, selon le Premier Ministre dans une interview accordée à nos confrères de radio 100,7 ». An dat ass och deemools breet diskutiert ginn.

Ech wëll also hei betonen, dass ech dat kann dokumentéieren, wat ech hei gesot hunn, an datt dat och deemools an der Press an och an de soziale Medie staark kritiséiert gouf a vill beluecht gouf. Dofir wëll ech dat hei nach eng Kéier soen, well eeben den Här President gëschter déi Prezisioun wollt. Hei ass se! Merci.

**(Interruption par M. Xavier Bettel)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo. Selbstverständlech, Här Premierminister.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Just, wéi gesot, hei bezeit et, wat ech ëmmer gesot hunn: Wann d'Chamber - an dat ass och dës le départ gewiescht -, fonctionéiere kann, da brauche mer keen État de crise. Ech wëll och just nach den honorabelen Här Kartheiser informéieren, dass den État de crise net unilateralement decidéiert gëtt, mee duerch eng Chamber geet an net d'Regierung deen aleng dekretéiert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Zéng Deeg, no zéng Deeg! D'Regierung kann dat maachen, Grand-Duc ..., an dann no zéng Deeg stëmme mir eréischt of. Dir hätt d'Méiglechkeet gehat, hei zéng Deeg den État de crise auszeruffen, fir d'Parlament ënner Drock ze setzen. An dat ass eeben dat, wat mer lech reprochéieren!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech si frou, Här President, dass d'Chamber net e Cluster war an dass Der ëmmer zu 31 Deputéierten hei souzt, fir dass mer dat konnte schaffen. Mee tatsächlech: Wann d'Chamber net hätt kënne fonctionéieren, wann d'Leit net hätte kënnen an d'Chamber kommen, wann d'Texter net hätte kënne gestëmmt ginn, hätt ech et schlëm fonnt, wann d'Land immobiliséiert gi wier an näischt hätt kënne geschéien. Ech si frou, dass et, op jidde Fall an dëser Chamber, gesondheetlech och jiddwerengem gutt gaangen ass an dass mer haut och nees kënnen hei sätzen. Mee wann dat net de Fall gewiescht wier, dann hätt ee misse mat allen Optiounen schaffen. An ech si frou, dass déi Chamber déi lescht 18 Méint konstruktiv a wierklech och vollzieleg konnt schaffen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, Här President, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... Här President, dat do, Här President, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Nee, ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... dat do stoung net zur Ried! Et ass ni drëm gaangen, datt d'Deputéierte solle krank oder gesond sinn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... Dir ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et geet ëm Texter ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Kartheiser, ...

**(Brouhaha)**

... Här Kartheiser, Dir hutt en Zeitungsartikel virgueluecht, ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... wou Der sot, dass, wann d'Chamber net kéint oder net dat selwecht gemaach hätt, jo, oder aus iergendengem Grund dat net méiglech gewiescht wär, dass een dann aner Gedanke misst féieren.

Ech muss awer soen, an da widderhuelen ech, wat ech gëschter gesot hunn, Här Kartheiser: Déi Chamber hei, an Iwwerteneestëmmung mat der Regierung - an do schwätzen ech dann als Chamberspräsident oder als Vizepräsident vun der Chamber -, huet an deem leschten annerhallwe Joer bewisen, dass no dem État de crise, deen vun der Regierung ausgeruff ginn ass fir zéng Deeg, no der Verlängerung, déi d'Chamber decidéiert huet, an nodeem mer an de Régime normal erakomm sinn, déi Chamber jiddwer Zäit hir Roll konnt spillen an dass déi Chamber, déi hir Roll gespilt huet, sech zu kengem Zäitpunkt ënner Drock gespiert huet!

Wann en Drock komm wär, dann hätt d'Chamber selbstverständlech dorun erënnert, dass si hir Responsabilitéit iwwerhëlt. Dofir, ech géif mengen, dass domat, dass Dir Är Source op den Dësch geluecht hutt, déi en Zeitungsartikel ass, no den Erklärungen vum Staatsminister an no de Fakten, déi dës Chamber geschaf huet, doduerch dass se jidderzäit hir Responsabilitéit konnt iwwerhuelen, déi doten Diskussioun, mengen ech, erleedegt ass.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ech soen lech Merci, och fir d'Prezisiounen.

Ech géif dann direkt - ech mengen, net zu deem dote Sujet, mee zu der Lag vun der Natioun oder vum Land, fir dass da jiddwereen erëm dermat d'accord ass - dem Gilles Roth fir d'CSV d'Wuert ginn. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Staatsminister, léif Membere vun der Regierung, erlaabt mer awer am Ufank, eist Matgefill auszedrécke vis-à-vis vun deenen Affer, déi Norwegen erëm kannt huet mat deem Amokattentat. Ech mengen, déi si wierklech net verschount! Déi haten dat zu Utøya, op der Insel, an elo nach eng Kéier en Amokattentat, wat een awer nodenklech mécht.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Roth ...

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Roth, just ee Wuert: Ech mengen, am Numm vun der Chamber kënnen ze schwätzen, dass mir eis deem alleguer uschlëissen. Merci och fir déi dote Gedanken.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Nun, zur Lag vun eiser Natioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Als CSV, mengen ech, si mer mat der Regierung averstanen, dass de Staatsminister an der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun eigentlech déi Problemer genannt huet, deenen eist Land sech an deenen nächste Méint stelle muss.

Jo, dat ass de Problem vun dem Klima. An ech soen och als CSV ganz kloer: Mir sinn net der Meinung, dass mer op engem Territoire vun 2.600 km<sup>2</sup> aleng de Planéit retten. Mee mir soen awer grad esou kloer, dass et an engem moderne Staat sécher ass, dass mer déi Verantwortung hunn, dass mer déi Solidaritéit hunn an dass d'Klimaziler och Partie intégrante vun eiser Politik sinn. Bei enger Vollekspartei passt och d'Klimapolitik an hir DNA.

Fir d'CSV als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei ass et kloer, dass mer duerfir musse mat Solidaritéit kucken, e gréisstméiglechen Deel vun eise Bierger mat an dat Klimaboot ze huelen. Anerersäits si mer awer och der Meinung, dass ee muss déi, déi am meeschte kënnen maachen, fir d'Klimaziler ze erreechen - dat sinn nun och emol d'Entreprises -, mat deenen néidege Moosnamen ënnerstëtzen, fir hiren Optrag - a wou se och, mengen ech, hei am Land an enger grousser Responsabilitéit gesot hunn, dass se wëlle mat der Regierung a mat der Politik op dee Wee goen - ze erfüllen, an dass mer och da vun dëser Säit aus d'Entreprises dofir ënnerstëtzen.

Mir soen och ganz kloer Jo als CSV zu deem Problem vun dem Logement, vun der Wunnengsnout. Ech mengen, wann iwwert déi lescht aacht Joer d'Wunnengsbaupräisser hei am Land ëm 59 % an d'Luucht gaange sinn, dann ass dat e reelle Problem. Net all Mënsch méi hei am Land ka sech, wéi dat viru 40, 50 Joer war, nach iwwerhaupt eng Wunneng leeschten!

Mir soen och Jo, dass de Problem vun der Aarmut e Problem ass, deem sech d'Politik ze stellen huet. Mir fannen et éierlech gesot net normal, dass an deem räiche Lëtzebuerg awer mëttlerweil 41 % vun de Monoparentallen, dat heescht vun den Alengergéier, ënnert der Aarmutsgrenz liewen.

A mir soen och ganz kloer Jo, dass ee sech muss dem Problem vun der sozialer Gerechtegkeet mat all hire Facettë stellen. Dat zielt fir déi Leit, deenen et net gutt am Land geet, mee sozial Gerechtegkeet zielt och fir déi Leit, déi mer nennen déi berüümt Mëttschicht, well déi drécke sech net ëmmer mat hirem Sproochouer - aus diversen Ursachen, do zielt och heiansdo d'Schimmt derzou - aus. An och d'Politik muss op deem Plang fir sozial Gerechtegkeet suergen.

An dee leschte Punkt - d'Madamm Reding als fréier Vizepräsidentin vun der EU-Kommissioun wäert länger dorobber agoen -, dat ass d'Digitalisatioun. An ech géif soen, d'Digitalisatioun, dat ass en Deel vun engem moderne Staat, dee vill Facetten huet a wou-riwwer mer eis och mussen, vun Zäit zu Zäit, déifgräifend Gedanke maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Eise Wee, eist Zil“, esou ass d'Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun vun der Regierung iwwerschwriwen.

Déi Ziler sinn ënner ënnerschiddleche Facetten zënter 2013 ugefëiert ginn. Déi Ziler hunn och emol geännert. Mee dat, wat mer awer vermësst hunn, an erlaabt déi Kritik, dat ass, dass mer net déi néideg konkret Weeër opgezeecht gesinn hunn, fir déi Ziler ze erreechen, dat souwuel an der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun vun eiser Staatsminister wéi och gëschter bei deem zwar schéi presentéierte Budget - ech gesinn do gréng Wäibierger, bloen Himmel - vun dem Finanzminister Pierre Gramegna. Ech muss ganz éierlech soen, ech hat gemengt, wéi de Staatsminister déi grouss Ziler, déi grouss Moosnamen am Generellen ugekënnegt huet, dass de Finanzminister do méi prezis a méi déifgräifend noféiere géif. Dat hu mer vermësst an dat fanne mer net gutt!

Dat, wat mer doraus schlëissen, ass eigentlech, dass mer am Land e gewësse politesche Stëllstand hunn. Mir sinn éierlech gesot der Meinung, dass ee grad no der Pandemie méi ambitiéis Moosnamen misst ergräifen fir déi grouss Erausforderungen, deenen eist Land sech an den nächste Méint, an deenen nächste Joren ze stellen huet, dass do net genuch komm ass, fir déi Weichen ze stellen. An, dat mag vläicht net esou sinn, erlaabt mer awer zumindest, déi Impressioun ze soen, dass dee politesche Stëllstand fir eis dorobber zréckzeféieren ass, dass mer an deenen dräi Regierungsparteien nach just den Dénominateur commun minimum, dat heescht dee minimalste gemeinsamen Nenner, fannen.

Dat ass awer och gëschter duerch déi Interventiounen, déi mir selbstverständlech vu jiddwerengem respektéieren, vun dem Fraktiounssprecher vun der DP, vun dem Fraktiounssprecher vun der LSAP ewéi och der Fraktiounssprecherin vun deene Gréngen, also vun deenen dräi Regierungsparteien, erauskomm, dass si eigentlech bei Punkte gesot hunn: „Mir stinn dofir“. Deen aneren huet gesot: „Mir stinn dofir“. An ech hunn net fir näischt, muss ech soen, ... ech sinn awer e bësse verwonnert, wa mer



déi Moosnamen huelen, déi d'Madamm Lorsché zu Recht ugeschwat huet.

Kuckt emol d'Subvention fiscale, den Abatement iwwert den Amortissement accéléré, dat heescht, dass een eigentlech de Wäertverloscht op Immobilie kann ofschreiwen, dass deen de Staat all Joer - dat heescht d'Bierger, d'Allgemengheet, jiddwereen - 50 Milliounen kascht. Mir ware viru 14 Deeg bei RTL, do hunn déi dräi, souguer de Gilles Baum, mengen ech, ganz kohärent Propose gemaach an dunn hunn ech gesot: „Majo wann dat do Är Meenung ass, dann hutt Der d'CSV am Boot.“ A mir bedauern eigentlech, éierlech gesot, dass een op deem Punkt net hätt kënnen, wéi den Här Halsdorf ëmmer seet, Neel mat Käpp maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech soen, mir hunn net déi richteg Weeër erkannt, da muss ech awer soen, souguer bei den Ziler hu mer awer verschidde Propositionen héieren a wou ech ganz éierlech soen: Mir leie vläicht - d'Madamm Hansen gëscher an ech haut - op deene Punkten derniewent, niewent dem Dill, am iwwerdroene Sënn, mee eppes hu mer awer net verstanen an dat ass bei engem Sujet, deen awer, mengen ech, ganz vill Erausforderunge verlaangt, dat ass beim Logement.

Also, wann ech do kucken, wat alles gesot gouf vum dem Staatsminister an der Regierungserklärung vum 2013, dat sinn awer schonn aacht Joer hier, do sot de Staatsminister 2013, vëlleg zu Recht: „De Logement dreift eis Gesellschaft ausserneen. En trennt d'Leit an déi, déi sech et leeschte kënnen, an déi, déi sech et net oder nëmme schwéier oder net méi leeschte kënnen. En trennt d'Leit an déi, déi hunn, an déi, déi net kënnen hunn.“ Do hat e Recht!

Mee e kënn eigentlech zu deem selwechte Constat sechs Joer méi spéit. Am Neijerschtinterview, no der blo-rout-grénger Koalition II, sot den Här Bettel: „Ech kann lech haut soen, dass ech alles wäert maachen, fir datt mir a fénnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vum all Bierger, wou d'Wunnensproblematik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot a wou d'Schéier téschent Aarm a Räich net méi grouss ginn ass.“ Hu mer dann elo an deenen aacht Joer an deene Punkten eppes Neies erfuer?

Ech mengen, de Constat, deen Check op deenen dräi Punkten, ergëtt sech eigentlech aus den Deklaratioun vum Staatsminister selwer, well e virun zwee Deeg hei op der Chambertribün gesot huet: „Während ëmmer méi Mënsche sech d'Wunnen zu Lëtzebuerg net méi leeschte kënnen, ginn anerer ëmmer méi räich, well si hiren Terrain bewosst broochleie loossen an hir Wunnenge bewosst eidel stoe loosenn.“ Dräimol hat de Staatsminister Recht! Mee wann ech dat kucken: Iwwert déi aacht Joer huet sech un deem System näischt verännert!

Wa mer e bësse bei d'Zuele kommen - ech wëll dat nach eng kéier soen, well een trotzdeem als Oppositionspartei muss dee kritesche Geescht hunn, fir verschidden Zuelen, déi besonnesch um Niveau vum enger Deklaratioun iwwert d'Lag vum der Natioun avancéiert ginn, an dat net nëmme am Numm vum engem Minister, mee am Numm vum der gesamter Regierung an, ech ginn dervun aus, gedroe vum 31 Deputéierten zumindest -, muss ech soen: Dat ass awer e bësse e Regéiere mat Annoncen an ouni Kompass.

Hei, kommt, mir kucke mol eng kéier déi Zuelen, déi hei am Wunnensbau annoncéiert goufen. 2014 sot d'Madamm Nagel, déi war Vir-, Vir-, ech weess net, wéini, Logementsminister: „10.000 Wunnenge baut de Staat an den nächste Joren.“ An e bësse méi spéit huet si dann eng kéier eng Zilvirgab fir 2025 ginn: „10.000 Wunnenge baut de Staat bis 2025!“

Zuelen! An d'Madamm Hansen huet se genannt. An ech soe se nach eng kéier, well een, muss ech soen, och am Sënn vum der Kredibilitéit vun enger ganzer Deklaratioun iwwert d'Lag vum der Natioun, awer net einfach esou ka mat Schlagwierder a Schlagzuele ronderëm sech schmässen.

De Fonds du Logement huet an der Moyenne iwwert déi lescht aacht Joer 92 Wunnenge gebaut, insgesamt 733. D'SNHBM huet iwwert déi lescht aacht Joer am Ganzen 1.048 Wunnenge gebaut, an der Moyenne 131. Am ganze Land, Dir Dammen an Dir Hären, sinn iwwert déi lescht Joren am Duerchschnitt - quitte dass iwwert déi lescht zwee Joer besonnesch d'Privatinitiativ méi grouss war - 3.500 Wunnenge gebaut ginn. Gebraucht ginn der iwwer 6.000!

Da muss ech awer soen, wann ech am Hannergrond mat deenen dote Chifferen dann de Staatsminister héieren, dee seet: „Bis 2025“, also dat sinn nach geschloen - 22, 23, 24, 25 -, loosse mer soen, dräi an en halleft Joer, „baut de Staat 8.200 Wunnengen“, 8.200 Wunnengen, wou en der bis elo 1.700 an aacht Joer gebaut huet, mee da soen ech lech: Dat kann ech net novollzéien!

Duerfir stellen ech lech och konkret d'Fro, Här Staatsminister, am Numm vum der ganzer Regierung: Wou ginn, bis 2025, déi 8.200 Wunnenge gebaut? Wat fir eng Projekte sinn dat? Wéini ass den

Echeancier? Well et weess een, dass ee fir eng Residenz - et si jo vill Buergermeeschteren heibannen - minimum 18 Méint braucht, bis dass se fäerdeg-gestallt ass.

Wivill Wunnenge gi pro Joer vum dem Staat, vum der SNHBM a vum dem Fonds du Logement gebaut? A wéi soll dat finanziert ginn? Well déi eenzeg Zuel, déi op deem flott opgemaachte Piktogramm hei ass, dat sinn 211 Milliounen pro Joer. Abee, ech weess net, wéi ee mat 211 Milliounen pro Joer dat do alles soll bewerkstelligen.

Duerfir muss ech lech ganz éierlech soen: Mir hätte gären déi konkret Zuelen! A wann dat do e Bling-Bling-Chiffer ass, einfach, fir en Effet d'annonce ze hunn, wou d'Leit soen: „O, an engem Joer hu se dat souwisou alles vergiess“, da froe mir dat systemschesch no. A mir froen och all Joer de Bilan. Well d'Land an d'Leit hunn e Recht ze wëssen, ob dat, wat Dir, Här Staatsminister, an esou engem sensibelen Domän wéi dem Logement, dem Land a senger Leit sot, richteg ass oder net. Ass dat net richteg, ...

#### (Interruptions)

... ass och d'Kredibilitéit an anere Punkte vum Ärer Deklaratioun, fir eis zumindest, a Fro gestallt!

Här President, niewent där Kakophonie do mat deenen Zuele wëll ech awer ee Wuert zur Grondsteuer soen, well dat sinn déi zwou Steieren, d'Grondsteuer an eng Spekulationssteuer - ech kommen herno nach dorobber zrëck -, déi ugefouert gi sinn, zumindest an der Deklaratioun iwwert d'Lag vum der Natioun, fir de Wunnensbauproblem ze lösen.

Also, ech soen et riichter aus - ech hunn d'Chance, 21 Joer Buergermeeschter vum enger mëttelgrousser Gemeng ze sinn -: Mat der Grondsteuer eleng, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, och den Här Kersch als fréieren Innenminister selwer, léise mir de Problem vum der Wunneng hei am Land net!

D'Grondsteuer ass, fir eis als CSV zumindest, en Instrument, fir eng gewësse sozial Gerechtegkeet ze schafen, eng Gerechtegkeet um Niveau vum der Besteuerung vum der Leit, eng Gerechtegkeet um Niveau vum dem Kapital engersäits, an do ziele fir eis Immobilien derbäi, an anerersäits der Besteuerung um Niveau vum de Léin a Gehälter. An ech gesinn, dass den Här Kersch eis do zoustëmmt.

Deen zweete Punkt ass deen, dass mer soen: D'Spekulationssteuer, do sti mir derhannert. Well mir gesinn, dass a puncto Spekulationssteuer an eenzele Gemengen, vum eenzelne Buergermeeschteren, seet een, luewenswäert Efforte gemaach ginn. Mee dat ass um Niveau local. Am Sënn vum der Gläichstellung vu sämtleche Bierger am Land sollt een dee Punkt do op nationalem Niveau lösen.

An ech mengen, dat, wat gewollt ass, an d'Wuert ..., de Moie war ech op dem 100,7 an de Journalist huet gesot - ech sinn herno net méi richteg nokomm -: Déi Spekulationssteuer, wéi mer ëmmer soen, ass jo eigentlech, sou wéi mir et alleguerte verstinn, eng Aart Leerstandstax. Dat heescht, engersäits applizéiert se sech op Logementer, déi net occupéiert sinn an déi net bewunnt sinn, an anerersäits op, ech soen, Terrainen, déi ausgewise sinn als Bauland oder als Bauterrain an net occupéiert sinn. Ech mengen, do muss mer eis eng kéier, och an dem Verständnis vum eise Matbierger, politesch eens ginn iwwert de Wuertgebrauch.

Well wa mer iwwer Spekulationsbesteuerung schwätzen, an Dir sot jo ëmmer: „Wat sinn dann Är konkret Proposen?“. Ma, mir hunn do eng konkret Propos, dat ass ganz einfach déi, dass, wann een e Logement huet, en Appartement, wann een dat zwee Joer hält an et verkeeft een et a mat de steigenden Immobilienpräisser, mécht een do an der Reegel eng relativ fett Plus-value, da bezilt een, Stand haut vum eiser Steuerlegislatioun, dorobber, op där Plus-value, 20 % Steieren, d'Hallschent vum deem Normalen.

Mir fannen et als CSV, soen ech riichter aus, net normal, dass een, dee sech dat ka leeschten, och nach iwwert d'Schold matfinanzéiert, well en dann aner Immobilien huet, fir déi Schold ze garantéieren, eigentlech do eng Plus-value krit, an déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffen an déi net emol un déi Plus-value do erukommen, an net nëmme mat deene klengsten, mee och souguer mat mëttle Revenuen, déi bezuele scho relativ stramm séier 40 % Spätzesteiersaz op deem, wat se méi verdéngen.

Mir fannen, dass dat net richteg ass! Mir fannen, dass dat net gerecht ass an engem System vum engem sozial ausgewogene Steiersystem. A mir sinn der Meenung, dass een do muss usetzen, fir dat ze änneren.

Do kéint een natierlech soen: „Mee vu wem kënn dat?“ Jo, dat kënn vum 1967 an dat ass adaptéiert ginn. Jo, d'CSV huet och emol derfir plädéiert, dass deen Taux sollt op e Véierel erofgoen. Dat huet jo den Effet gehat, dass dunn e bësse méi Leit hir Wunnenge bewunnt gemaach hunn. Wann dat awer

näischt bréngt, da muss een och eng kéier iwwer säi Schiet sprangen an et muss een do eng Adaptatioun oder eng Readaptatioun vum deem System maachen.

Dat selwecht gëllt, an ech hunn et virun ugeschwat, beim Amortissement accéléré. Dat heescht, fir dat einfach ze erklären: Wann Der eng Wunneng, sief dat en Appartement oder en Haus, verlount, da kënn Der e Wäertverloscht steierlech geltend maachen. Bei engem Appartement sinn dat 5 %. Dat heescht also, wann een en Appartement huet, loosse mer soen, vum engem Wäert vum enger Millioune - elo sot Der: „Dat sinn héich Appartementer“, mee kuckt emol eng kéier d'Präisser an den Zeitungen, dat si keng riseg Appartementer, dat si gerai-meg Appartementer -, da kann deejéinegen niewent de Scholdzëns 50.000 Euro ofzielen. Wann en also zwee oder dräi oder véier Appartementer huet, da setzt dee 4 Mol 50.000 Euro vum senger besteierbarer Basis of. Dat geet also bis 200.000 Euro a méi.

Dir sidd mat mer eens: Déi Leit, déi keng Suen hunn, kënnen sech dat do net leeschten! Mir sinn awer als CSV der Meenung, dass et sozialsteierlech onge-recht ass, dass d'Allgemengheet bei engem Spätzesteiersaz vu 40 % dann do 80.000 Euro, nämlech 40 % vum 200.000 Euro, déi ee kann ofschreiwen, netto bäisteiert. Mir sinn der Meenung, dass dee System do net méi adaptéiert ass un d'Zäit. Et ass och schwéier, de Leit ze erklären, dass Der u sech e Wäertverloscht hutt vum enger Immobilie, wann den Immobilienwäert, wéi dat déi lescht Jore war, allgemeng em 16 % zougehall huet.

Et ass kloer, dass, wann eng Immobilie méi al gëtt, se natierlech, ech soen, eng gewëssen Usure huet. Mee déi läit net bei 5 %. An ech kucken hei de Kol-leeg Georges Engel, dee gesot huet, d'Sozialiste kéinte sech och virstellen, fir deen Taux vu 5 % erf-zefueren oder ganz ofzeschaffen. Bon, mir sinn do fir vill Alternativen op. Mir kéinten och mat enger Alternativ liewen, déi seet: Et kann een dat bis op e gewësse Plaffong - ob dat 50- oder 75.000 Euro sinn - limitéieren. Mee op jidde Fall, dem Prinzip, fir dat ofzënnereen, steet d'CSV net am Wee!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat ech och wëll soen, dat ass, dass mer appreciéiert hunn, dass Adaptatiounen komm sinn un der Legis-latioun vum de sougenannte Fonds d'investissements spécialisés, de FISen. Mir wiere frou, wann de Staatsminister respektiv de Finanzminister deemnächst eng kéier der Chamber géif e Rapport maachen, ob déi Moosnamen, déi do geholl goufe bei dem leschte Budget 2020 fir 2021, och hiren néidegen Néierschlag fonnt hunn oder ob nach ëm-mer Strukture genotzt ginn, fir laanscht déi Adap-tatiounen, déi d'Legislatur gemaach huet, ze kommen.

Da wëll ech awer e Wuert soen: Mir léise mat der Grondsteuer, mat Steieren de Problem nëmme deelweis. Wat ass de reelle Problem bei den Immo-bilien? A mir sollen deen och éierlech, riichter aus uschwätzen. Hei si jo eng ganz Rei vu Leit, déi lokal Verantwortung droen oder matdroen. Och wann dat vläicht batter kléngt, mee mat Noverdichtung aleng ...

Et ass gesot gi vum de Kolleeginnen a Kolleeg vum deene Gréngen: Mir hunn 2.800 Hektar am Perime-ter leien. Jo, wann déi sollte bebaut ginn, dann hätt dat jo scho laang kënnen gemaach ginn. Dat ge-schitt awer net! An Dir kënn och net mam Hummer op ee schoen, wann dee seet: „Jo, déi Wiss läit fir mech gutt. Firwat soll ech elo nach een Haus do-robber bauen? Firwat soll ech dat verkafen? Dat ass fir mech eng Wiss. An dat hunn ech.“ Dat ass och een Deel vum dem Privatrecht vum enger einzelner Persoun. An da kënn een, och wann dat net ëmmer gär gesi gëtt, net laanscht d'Perimetererweiderung.

Do wëll ech awer vum eiser Säit eppes kloer soen: Den Här Kersch huet jo matgeholl mat dem Här Halsdorf, fir dat Gesetz iwwert den Aménagement communal méi einfach ze gestalten. An ech muss ganz éierlech soen: Déi Gemengen, déi mat deene PAG-Instrumenter a PAP-Instrumenter eens ginn, déi kréien och e PAP a sechs bis néng Méint duerch.

Also et soll kee soen: „Dat dauert Joren a Joren a Joren.“ Wann Der en anstännege Urbanist hutt an Dir kuckt dat zesumme mat de Servicer vum dem In-terieur, déi sech do weesentlech verbessert hunn, an Dir sicht e Konsens an Ärem Gemengerot, da krit Der esou Lotissementer an, ech soen, aacht bis néng Méint duerch, ouni dass do Honnerte Leit op de Barrikade stinn. Dat, wat awer e Problem ass, an dat kann ee léisen ouni Suen, dat ass dat Inner-Service-Verständnis zwëschen den eenzelne Minis-tèren.

Et kann net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, dass, wann en Terrain lotisséiert ass, deen déi gesamt Prozedur duerchlaf huet, dann op eemol ee kënn aus iergendengem Service, aus iergendengem Ministère: „Ech hunn awer mäi Pfefferkär nach net bäiginn. Elo gëtt nach déi hei Etüd gemaach. Et gëtt nach gekuckt, ob an där Scheier do Fliedermais sinn. An dat kënn Der awer nëmme maachen, wann d'Fliedermais fléien, ier déi Scheier ofgerappt gëtt.“

Da kënn deen nächsten, da seet deen: „A, do ass nach Patrimoine architectural.“ Den Drëtte kënn, da seet deen: „A, elo kommen och nach d'Réimer hei.“ Jo.

Ech wëll ganz kloer soen - an ech weess, dass d'Madamm Modert mech hei schaarf kuckt -: D'CSV steet mat Recht zu den Äusserunge vum der fréierer Kulturministesch, dass mir virum Patrimoine archi-tectural Respekt hunn a virum de Fouille-historiquen.

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, dat muss awer ge-schéien am allgemengen Interessi. A jiddweree soll do seng Roll spillen. Mee e muss se spillen, le mo-ment venu. An dat ass dee Moment, wou, jo, e PAP an d'Prozedur geet. Well do sëtzen déi Leit och am Ministère de l'Intérieur. An da kann et net sinn, wann de Bagger bis rullt, dass da grouss Panik ass a ge-sot gëtt: „Jo, dat do misst klasséiert ginn.“ Neen!

Et gëtt zwou Méiglechkeeten, fir eppes ze klasséie-ren. Dat muss een och éierlech soen. Dat ass eng kéier de Patrimoine communal, wou d'Gemeng hir Verantwortung huet, déi se an der Reegel zesumme mat Sites et monuments hält. An déi zweete kéier ass et, wann doriwwer eppes sollt vergiess gi sinn, do sinn net d'Buergermeeschteren, och net d'Schäf-fen an och net d'Gemengeconseillere Experten dran. Ech soen dat riichter aus fir mech, an ech mengen, eng ganz Rei vu Leit, déi gesonde Mën-scheverstand hunn, a mir hunn där op där enger Säit a mir hunn där op där anerer Säit sëtzen, si mat mir do eens.

Dann ass et awer um Staat, fir d'Verantwortung ze iwwerhuelen an dee Wee ze goen, deen d'Gesetz virgesäit, nämlech eppes national ze klasséieren. Da muss een dat maachen. An da muss een och do d'Verantwortung iwwerhuelen. Da kann een net soen: „Jo, d'Gemeng, déi huet dat do verpasst. An dat si Kulturbanausen. An déi hunn näischt fir déi Saach iwwreg.“ Dat ass eng einfach Saach! An dat ass eng Saach, wou jiddweree beim Staat och seng Verant-wortung muss iwwerhuelen. Wa mer do eng besser Koordinatioun hunn, dann daueren déi Prozeduren net esou laang.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Entlaaschtung vum de Bierger. Ech hu fonnt, dass dat eng Dis-kussioun ass, déi vill am Ausland gefouert gëtt, besonnesch am Hannergrond vum deene steigenden Energiepräisser. Ech soen et kloer an däitlech: D'CO<sub>2</sub>-Steier hei am Land, sou éierlech muss ee sinn, ass net aleng Schold un deene steigenden Energiepräisser, déi mer elo hunn.

Mir hunn awer nun emol de Phenomeen, an dat gesäit jiddweree vum eis, wann en dann nach tanke geet - déi, déi Elektro fueren, déi kréien dat dann net esou all Dag op der Pompel oder an der Woch op der Pompel mat -, dass Der mat engem Auto vu 50 Liter, dat ass net dee risegsten Tank, 47 % méi Sprit bezuele muss. Dat ass wierklech vill! 47 % méi Sprit zënter dem Oktober 2021. Op ee Joer mécht dat, wann een nëmme dräimol de Mount tanke geet mat 50 Liter, an dat ass keen, deen zu Clierf oder am Norde wunnt oder soss am ländle-che Raum, well dee geet weesentlech méi oft tan-ken, fir op seng Aarbecht oder soss ze fueren, schonn eleng direkt 100 Euro. Jo!

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Mir mussen de President froen, ob ech lech dierf eng Fro stellen.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

#### (Approbation de la présidence)

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Här Roth, Dir hutt jo elo villes gesot, muss ech ganz éierlech soen, wat mer ganz sympathesch ass, mee bei deem Beispill, dat Der elo amgaange sidd ze deve-loppéieren a wat ech schonn eng kéier héieren hunn: Dir sot ëmmer, d'Leit mussen 47 % ... Jo, Här President, ech froen dann ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Jo.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Kann een d'Zäit unhalen? Jo, da sot elo séier.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Dir sot elo, déi 47 %, kuckt een et op ee Joer, déi d'Leit mussen méi bezuelen. Ech bestreiden dat net. Ech mengen, déi Zuel läit do. Doriwwer kann een net diskutéieren. Et wär awer vläicht, wéinst der intellektueller Éierlech-keet, net schlecht, wann ee géif soen, wéi et virum der Kris war, a wann ee géif de Präis vum der Ener-gie am Joer 2019 par rapport zu deem, wéi et haut ass, vergläichen. Da kënn ee vläicht net op déi 47 %. Et ass nach ëmmer vill, dat weess ech. Mee et sinn awer net déi 47 %, déi Der elo ugeschwat hutt!

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Also, Här Kersch, ech muss lech dat elo soen, ech sinn hei net nëmme intellektuell éierlech, mee ech kann dat och nach mat Chifferen appuyéieren. Op Base vun deenen Dokumentatiounen, déi d'Fraktioun mir preparéiert huet, hunn ech hei zum Beispill fir de Gasoil de chauffage, also fir de Mazout, well dat ass nämlech dat Zweet, wat ech, ...



**(Interruption)**

... den Heizungsmazout, ech kann et awer och op den Diesel huelen. Also 2016, den 13.10., war den Diesel 0,97 Euro, 2017, och Oktober: 1 Euro, 2018: 1,18 Euro, 2019: 1,12 Euro, 2020: 0,93 Euro, an 2021: 1,37 Euro. Also dee war ...

**(Interruption)**

Jo ...

**(Interruption)**

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- ... wat ech soen. Dat wëll awer net ...

**(Interruption)**

Mee d'Beispill misst ee vläicht relativéiere mat deene Präisser, déi ee virun der Kris hat. Méi wollt ech net soen.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo. Et muss een dat an der Globalitéit kucken, well et ass net nëmmen de Spritt, deen een an den Auto mécht, mee et kënn och nach zousätzlech de Mazout.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- De Mazout: Wann Der en Tank hutt, ech soen, e Mazoutstank, 2.500 Liter d'Joer, dat sinn 1.000 Euro - dat sinn 1.000 Euro! Dat ass 90 % méi! Dat ass enorm! Ech war selwer erfier, wéi ech dat do gesinn hunn. An elo sot Dir natierlech: „Brauch jiddwereen 2.500 Liter Mazout?“ Ben, wann Der eeler Haiser hutt ... An net all Mënsch oder all eeler Persoun fänkt mat 75 oder 80 Joer un, säin Haus nei ze isoléieren, wann dat iwwerhaupt geet, ech weess et net, Wärmepumpen dranzeklagen an esou weider, well déi Sue muss ee jo och emol eng Kéier hunn, fir dat kënnen ze maachen.

An duerfir, mengen ech, virun deem Hannergrond, soen ech ganz éierlech, ass et luewenswäert, dass Der d'Allocatioun de vie chère, déi awer 22.000 Bierger am Land concernéiert, an d'Luucht setzt op 200 Euro. Mir sinn awer nodréiglech der Meenung, an do kommen ech bei déi berühmte Mëttelschicht: Déi betrëfft och déi heiten Augmentatiounen, Leit, déi méi verdéngen, Leit, déi Kanner hunn, Leit, déi aner Zorte vun Ausgaben hunn, déi allgemeng Präisdeierecht, sief dat och Restaurantsbesich - ech wëll net jiddwerengem d'Restaurantsbesich ofschwätzen. D'Leit bezuelen och méi fir d'Kleedung, well d'Wuere méi deier gi vun der Kleedung; alles gëtt méi deier!

An duerfir si mir nodréiglech der Meenung, dass d'Regierung et verpasst huet, hei och steierlech Entlaaschtungen ze maachen, besonnesch um Niveau vun der Mëttelschicht. Well ganz éierlech: Zënter 2013, mat Ausnam vun der Aféierung vun dem Kredit, ass d'Inflatioun net méi ausgeglach ginn. Dat soen lech d'Gewerkschaften alleguerten. Déi hunn do och Rechebeispiller parat.

A mir waren der Meenung, dass een an der Issue vun der Kris, et ass nämlech dat, wat ënnert dem Staatsminister Juncker/Asselborn deemools gemaach gouf, och, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze steigere, eng gewëssen Entlaaschtung um Niveau vun der Mëttelschicht hätt misse maachen.

An ech kommen dorobber, dass och mir 2017 schonns eng Propos gemaach hunn, dass mer als CSV gesot hunn: „Mir wëllen, dass dee Montant, ab deem Der Steiere bezuelt, an d'Luucht gesat gëtt.“ Dat heescht, dass een de Montant, ab deem ee Steiere bezilt - well dee läit de Moment bei 11.265 Euro - no uewe gesat hätt. An ech soen och grad esou daitlech, dass et eis net gestéiert hätt, wann ee fir Spëtzeverdänger deen een oder anere Prozent derbäigesat hätt als Spëtzeziertranche.

An ech erkläre mech do: Ech si fundamental der Meenung, dass eng Persoun, déi 500.000 Euro versteiert, där Leit ginn et, jo - well wa se 500.000 Euro d'Joer versteiert, dann huet déi jo Méiglechkeeten, fir Investissemter ze maachen, zum Beispill Apartementer, zum Beispill aner Investissemter, déi se steierlech ka geltend maachen -, der Allgemengheet och eppes soll zréckginn. An déi profitéiert jo da mat am ënneschte Beräich, dass se mat entlaascht gëtt. Dat ass eng Symbolik.

Ech soen awer gradesou daitlech, dass ee sech muss bewusst sinn, dass et net nëmmen de Spëtzezierter ass, sou wéi en an der Tabell steet. Mee Dir wësst och, Här Kersch, do si mir ënnerschiddlecher Meenung, dass eng Solidaritätssteier nach dropkënn. An d'Leit bezuelen och nach eng Assurance dépendance, dat heescht eng Fléegeversicherung, déi bei Spëtzeverdänger awer hefteg ass an déi néierens kann ofgesat ginn. Dat ass also och eng kloer Propos vun der CSV.

An eng véiert Propos, déi ech an deem Kontext wëll maachen - well mir mussen och nach mat der Riedzeit eens ginn -, dat ass déi, dass mir bedauern, dass dat Walversprieche vun der Gambia-2-Regierung ... Ech erlabe mer, dat ze soen, och wann den Här Bausch net frou ass. An Däitschland nenne se dat ...

**(Interruption)**

An Däitschland nenne se dat och „Ampel“. Ech hu geduecht, wéi ech de Kierchberg erfokomm sinn, wann ee bei enger Luucht steet: „Du bass dach net méi wäert wéi e Luuchtpotto.“ Mee si schwätzen och iwwer „Jamaika“ an Däitschland. Ech mengen, wann dat an der „Bild“ ka stoen, dann erlaabt mer, mee ech ...

■ **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech si mat lech d'accord, Här Roth, Jamaika ass mer méi sympathesch als Land wéi Gambia.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Mee da schwätzen ech lech ...

**(Exclamations)**

Här Bausch, dann huelen ech mech zréck an da soen ech „Blo-Rout-Gréng-2“ oder „Här-Bettel-Regierung-2“ ..., dass mer eigentlech bedauern, dass déi Entlaaschtung fir d'Steierklass 1A net komm ass. Dat war eent vun den Haaptwalversprieche vun dëser Regierung.

**(Brouhaha)**

Amplaz de Leit ze soen: „Ob bestuet, gepacst, gekummert, aleng liewend, Jiddwereen ass an där selwechter Steierklass a kee verléiert“ ... Den Här Finanzminister hu mer à itératives reprises gefrot: „Wat hätt dat da kascht?“ Dat huet en eis ni op den Dësch geluecht. Ech weess och net, ob en iwwerhaupt e System huet fir dat virzeleeën. Also mir hätten et besser fonnt, et wär een déi Saach e bësse méi bescheiden ugaangen. Mir hätten nämlech direkt emol ëngesat, dass een amplaz no dräi Joer eréischt no fénnef Joer nees an d'Steierklass 1A fält an dass ee virun allem d'Tariffgestaltung vun der Steierklass 1A esou ugepasst hätt, dass déi Leit manner staark besteiert gi wäeren.

Gratis Museksunterrecht, gratis Maison relais, jo, dat klängt alles gutt. Bei eis um Land soe se ëmmer: „Wie bestellt, dee bezilt.“ An hei ass et net de Staat, dee bezilt. Dat ass en Effet d'annonce, Bling-Bling-Annonce. Mee déi, déi musse bezuelen, sinn d'Gemengen!

An ech hat eise fréiere Kolleg, de Roger Negri, de Moien um Telefon, dee mer gesot huet: „Mir bauen eng nei Maison relais am Holz, well mer kuerzfristeg nei Capacitéite gebraucht hunn, well d'Leit d'Kanner no der Pandemie vill méi an d'Maison relais schécken“, wat ech och gutt fannen am Sënn vun soziale Gefüge. Ech wëll lech awer just soen, dass Der eenzeg an aleng mam Holz esou eppes schnell - dat ass wéi an Eisträich, wou se op eemol e ganzen Hotel an enger Saison bauen - kënn an néng Méint oder engem Joer hikiréien.

Ech hunn do gefrot: „Wou leie mer elo?“ Bei iwwer sechs an eng hallef Milliounen Euro. An 30 % ass eleng de Präis vun dem Gros œuvre fermé. Dat heescht, de Gerüstbau ass an d'Luucht gaangen eleng duerch de Präis vun Holz. Wat ech domadder wëll soen: Ech mengen net ... Mir hunn elo eng Gemeng aus dem Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg, där et da vläicht dann awer nach net esou schlecht geet, mee wéi sollen d'Gemengen, nee, wéi sollen d'Gemengen dat do maachen, bannent engem Joer?

An ech fäerten, soen ech ganz éierlech, dass dann eng aner sozial Differenz kënn, nämlech déi Gemengen, déi de Kanner kënnen ubidden, dass se e Recht hunn op Maison relais, an déi Gemengen, déi dann de Schwaarze Péiter kréien an déi gesot kréien: „De Staat seet, mir hu gratis Maison-relais, mee Dir, Buergermeeschteren an ech weess net Gott wien, Dir sidd net à même, fir dat do ze maachen.“

Meng Zäit leeft séier fort. Duerfir wëll ech awer nach op zwee ...

■ **Une voix**.- Awer all déi aner hunn iech nozelauschteren!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, mee wann dat agreabel ass, fénnef Minutte kréie mer herno, well mir hunn nach e puer Riedner hei ...

**(Hilarité)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Jo, also ech mengen, Här Roth ...

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, ech ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Ech mengen, Här Roth, do musst Dir ënnerteneen eens ginn.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, jo, jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Dir hat ...

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech maachen ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- ... insgesamt 186 ...

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Äre Kommentar ass erëm eng Minutt bäl!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- ... Minutten.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech wëll och kloer soen, vu dass ech och gären d'alternativ Propose vun der

CSV hätt, dass d'CSV kloer zum Bankgeheimnis fir Residenté steet.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat ass jo eng Diskussioun, déi opkomm ass. Mir respektéieren aner Meenungen. Mee mir stinn zu eiser! An eis Meenung ass déi, dass mir och fir d'Fräiheet antriede vun de Leit an de Schutz vun der Privatsphär, besonnesch an engem klengen Land, wou awer, loosse mer soen, bei 650.000 Leit, een deen anere kennt. Jo, ech weess, et gëtt en Amtsgeheimnis vu Steierbeamten. Ech weess och: Wann eppes bis an engem Computer ass, ass dat natierlech méi einfach asiichtbar, wéi wann alles a Pabeierform ass an den Dossier ass zou, en ass an engem zouene Schaf. Mir wëlle kee glieserne Bierger zu Lëtzebuerg!

Mir sinn awer der Meenung, dass déi Instrumenter, déi agefouert goufen an déi mer matgestëmmt hunn 2019, nämlech déi vun der Fraude fiscale a vun der Fraude fiscale aggravée - dat sinn nämlech Strofmooosnamen, wann ee vis-à-vis vun de Steiere Saachen net deklaréiert oder falsch deklaréiert -, mussen duergoen, fir deene Leit hir Verméigensverhältnissen ze klären oder wat och ëmmer. Dat soll da punktuell gefrot ginn an net ee Rundumschlag gemaach ginn: „Hei, ech hunn elo Accès iwwert den S-Net vun deem an deem“, „ech hunn dee bei der Raiffeisekeess“ oder „ech hunn Accès zu der Post“.

Well, wat Der jo och wësst, dat ass, dass dat net nëmmen d'Recetté sinn, mee dat sinn och d'Depensen. E Visa-Kont, zum Beispill, dat ass e Kont. Wann eng Persoun e Visa-Kont op enger Bank huet, wat net hir normal Bank ass, dann huet se e Kont. Dann huet se e Kont!

Ech sinn awer der Meenung, dass et net onbedéngt de Staat oder de Beamte vum Staat eppes ueget, wou een akeeft, wou een an d'Vakanz geet, wou een ésst a wou ee soss nach privat Depensé mécht. Dat ass eis Meenung. Ech weess, dass déi net ëmmer vu jiddwerengem gedeelt gëtt. Mir soen dat als Volleksparlei. Et steet an eisem Walprogramm. An dozou sti mer, gradewéi mer awer kloer soen, dass et fir eis keen Tabu ass, dass, wann een d'Quellesteier, déi jo deemools agefouert gouf ...

An dunn hu mer zesumme mat der LSAP - hire Sprieger war de Ben Fayot - gesot: „Wa mer d'Quellesteier hunn, da kënnen mer d'Verméigenssteuer ofschafen.“ Mir hu kee Problem, wann een eng Kéier driwwer nodenkt, well dat jo an ursprüngeleche Projeten och ugeduecht war, dass een d'Basis vun der Quellesteier zum Beispill géif ausdeenen, dass een net seet: „Déi applizéiert sech eleng op Spuerprodukter“, mee do kéint een d'Basis jo och méi gläich maachen. Dann hätt een eigentlech dee selwechten Effekt an d'Privatsphär vun de Leit wier och respektéiert.

Ech hunn elo 34 Minutte geschwat, minus déi, déi Der mer ofzitt, Här President.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Haha!

**(Hilarité)**

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech kommen zum Schluss a wéilt soen: Der Regierung hire Slogan war dës Kéier: „Eise Wee, eist Zil.“ Mir hu keen erkennbare Wee fonnt. Dofir hätt ech eigentlech gär der Regierung e Kompass geschenkt. Mee et ware vill Bling-Bling-Ziler, déi ugekënnegt goufen. An dat waren net nëmmen déi vun de Chiffere vum Logement. Fir d'CSV: Mir halen et do méi bescheiden - mir mussen dat och maachen. Mir sinn an der Opposition, mee mir sinn no bei de Leit. Dem Bierger hir Suerge, dat gesi mir als eisen Opdrag. An dofir eis alternativ Proposen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Däerf ech dem Här Roth eng Fro stellen?

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Jo, wann den Här Roth domat d'accord ass. Hien ass jo nach hei.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo.

■ **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Villmoos merci, Här President. Merci, Här Roth. Ech hunn lech genau nogelauschert. Ech hunn och gëschter der Madamm Hansen genau nogelauschert. Dir hutt kuerz iwwert d'CO<sub>2</sub>-Steier geschwat, d'Madamm Hansen och. An d'Madamm Hansen huet gesot: „Wéi entwéckelt sech dee Präis weider?“ Si huet iwwert d'Previsibilitéit geschwat. Dat ass och eppes, wat effektiv wichtig ass, well mir mussen do der Economie an och de Bierger soen, a wat fir eng Richtung et geet, fir eben a Richtung Klimaneutralitéit déi richtig Investissemter ze férdere.

Wat Der awer net gesot hutt, ass, dass mer en CO<sub>2</sub>-Präis agefouert hunn. Dëst Joer ...

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Entschëllegt, Dir kënn nach eng Véierelstonn schwätzen, mee eis Zäit leeft weider.

■ **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Ech schwätze keng Véierelstonn!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Nee, nee, nee, mee eis Zäit leeft weider.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Et ass fir mech evident, dass dat net op Är Zäit geet. Jo, déi gëtt ofgerechent.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- 5 Minutten, he.

**(Hilarité)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Dat gëtt ofgerechent an ech géif den Här Benoy bidden, zum Punkt ze kommen.

**(Brouhaha)**

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Ech kommen zum Punkt.

20 Euro d'Tonn dëst Joer, 25 d'nächst Joer, 30 dat Joer drop, dat Ganzt sozial gerecht.

Meng Fraktioun huet sech och kloer positionéiert, wéi et da soll weidergoen déi Joren duerno, well dat ass grad wichtig, wann ee wëllt der Economie an och de Stéit Previsibilitéit ginn.

Wéi gesitt Dir dat? Wéi gesäit Är Fraktioun dat? Well Dir hutt eis dat haut net gesot. An d'Madamm Hansen huet dat och net gesot.

Merci.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Majo, ech hunn lech ganz kloer gesot oder da soen ech et elo am Numm vun der CSV: Mir stinn zu där CO<sub>2</sub>-Steier an deenen Héichten, wéi Der se elo gesot hutt. Duerno kënn eng nei Regierung. Ob mir dobäi sinn oder net, weess ech net. Ech hoffen, dass dann och eng Kéier, wéi an Däitschland, déi vläicht dann nach stärkste Fraktioun awer emol nach eng Kéier däerf matregéieren. Dat soen ech awer och kloer.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- An da leeë mer dat au vu du moment fest. Mee fir eis ass et ganz kloer: Et wäert mat eis net zu weideren Erhéijung vun enger CO<sub>2</sub>-Steier kommen ouni e sozialen Ausgläich.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- An duerfir fuerdere mir mat Nohalt, dass d'CO<sub>2</sub>-Steier an den Index-Wuerkuerf kënn.

Merci.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci dem Här Roth. Ech gi jo dervun aus, dass den Här Roth dann déi Partei mengt, déi no de Walen déi stärkste Partei ass.

**(Hilarité)**

■ **Une voix**.- Net esou wéi no de leschte Walen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci gesot. Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. André Bauler** (DP).- Här President, léif alleguer, wéi mer de leschte Freideg hei am Parlament zesumme waren an iwwert d'Déierentransporter queesch duerch Europa geschwat hunn, du si mer eis alleguer hei, jo, ech ka soen iwwerparteilich, bewusst ginn, datt et op dësem Plang nëmmen eng Léisung gëtt: harmoniséiert europäesch Reegelen, fir „Trittbrettfahrer“ ze vermeiden, op där enger Säit an op där anerer Säit méi effikass, méi streng Kontrollen.

Billen, déi ee vu gewëssenen Déierentransporter op der Tëlee gesäit, schockéieren eis a si verlaangen eng séier a wierksam Reaktioun vun der öffentlicher Hand. Dës Billen stinn, denken ech, dacks symbolesch fir d'Manéier, wéi mer zanter Joerzénge mat eiser Ëmwelt a mat eisen Déieren am Besonneschen ëmginn.

Dës Billen interpelléieren eis, well si stellen déi fundamental Fro vun der Aart a Weis, wéi mer produzéieren a wéi mer konsuméieren. Si riichte sech also un d'Betriber an un eis selwer, un eis als Konsument. Mir selwer awer kënnen ganz viles veränneren, fir datt munches besser ka ginn. Déi sozial Maartwirtschaft muss dofir ëm déi nohalteg Komponent erweidert ginn.

D'Maartwirtschaft u sech ass net de Problem, mee et ass d'Manéier, wéi mer an där fräier Wirtschaft agéieren. Et geet also ëm Responsabilitéiten. An do ass sécherlech déi öffentlech Hand gefuerdert, fir mat Reegelen an diversen Hëlfelefen derfir ze suerge, datt sech eppes zum Gudder verännert.

Ma iwwert de Staat eraus si mer, wéi gesot, och selwer gefuerdert. Mir mussen eis als Konsument froen: Wou kafen ech? Wat kafen ech? Wéi ginn ech also meng Suen aus? A wou investéieren ech dat, wat ech gespuert hunn?

Wa mer eis dës Fro stellen a verantwortlech handelen, da si mer um Wee an eng méi gerecht a méi resilient Wirtschaft. Als Konsument hu mer effektiv vill Muecht, wa mer wëllen. Mir mussen just dovun



ner Gebrauch maachen. An ech denken, datt mëttlerweil vill Decideuren an der Wirtschaft an an der Gesellschaft insgesamt fir nei a méi nohalteg Weeër bereet sinn.

Léif alleguer, Lëtzebuerg ass en dynamesch Land, e Land, an deem Innovatioun a Kreativitéit grouss-geschriwwen ginn. Dat dréit dozou bäi, datt mir hei zu Lëtzebuerg eng widerstandsfäeg Ekonomie hunn, méi widerstandsfäeg jiddefalls wéi aner Länner! Zënter Joerzénge passe sech eis Entschéidungsträger un. Si passe sech un d'Entwécklungen an un d'Erausforderunge vun eiser Zäit un.

Dës flexibel Approche garantéiert eise Wuelstand, e Wuelstand, dee mat der Hëllef vu ville Mënschen erschafft gëtt. Dat si Leit aus eisem Land, awer och Leit, déi aus der Groussregion an aus aller Häre Länner bei eis schaffen kommen an zum Räich-tum vum Land bäidroen, well eis Ekonomie an der Viruskris zu engem groussen Deel huet kënne weiderfunktionéieren. An Dank eiser diversifizierter Finanzplaz hu mir d'Pandemie, zumindest bis elo, gutt iwwerstanen, trotz alle Schwieeregkeeten, trotz alle Réckschléi, trotz alle Schrummen a Schrëpsen, déi esou eng sanitär Kris als Konsequenz mat sech zitt. Et ass also d'Widerstandsfäegkeet vun eiser Ekonomie, déi eis staark mécht. Ouni dës Resilienz gëtt et kee Wuelstand an och kee Wuelsinn.

### (M. Marc Spautz prend la présidence.)

Resilienz reimt mat Diversifizierung, mat Innovatioun a Kreativitéit. Si sinn, denken ech, déi beschte Viraussetzung fir eng gesond Wirtschaft, Recettë fir de Staat an domat fir e méi developpéierte Sozialstaat. Si erméiglechen, datt um Enn dee Kuch gebak gëtt, deen herno esou gerecht wéi méiglech verdeelt muss kënne ginn.

Gëtt keen esou ee Kuch gebak, oder manner dären Kuch, an et bleiwe just déck Grimmelen, da schuet dat dem Wuelsinn vun eis alleguer. A wien dat net gleewe wéilt, dee bräicht nëmme a verschidden aner Länner kucken ze goen. Et muss een emol net bis a Venezuela - e Land, wat d'ailleurs developpéiert Pétrolreserven huet - oder bis op Kuba fueren.

Do, wou déi mënschlech Kreativitéit net méi Tromp ass, do, wou een d'Leit aus reng ideologesche Grënn net méi innovéiere léisst, se steierlech ze staark belaauscht, do, wou se discouragéiert ginn an ee se aus der eegener Verantwortung entléisst, do entsteet näischt Neies. Do ass wirtschaftlechen Néiergang ugesot. Well schliisslech baut ee kee staark entwéckelte Sozialstaat op eng wirtschaftlech Deponie!

Gesond Staatsfinanze berouen op der innovativer Kraaft vun de schaffende Leit. Gesond d'Staatsfinanze falen net vum Himmel. Et muss ee se sech verdéngen, mat Wäitsicht, mat engem effiziente Steiersystem, mat Kreativitéit, mat Virsicht an -kommt, mir sinn éierlech! - och mat enger gudder Portioun Gléck.

Eis Staatsfinanze hu sech bis 2019 gutt entwéckelt. Mir waren, kann ee soen, op enger positiver Trajectoire. An dat war de Fall, ier mer an d'Kris erageruscht sinn. Dat huet et erméiglecht, fir während der Kris d'Leit esou staark wéi méiglech ze ënnerstëtzen. Am Joer virun der Pandemie waren d'Recetten an d'Depensen am Zentralstaat am Equiliber.

Dat huet eis e gewëssene Sputt ginn, fir d'lescht Joer, awer och d'Joer, mat där néideger Schnelligkeet a mat deem néidegen Ausmooss ze handeln. Fir d'national Ekonomie ze schützen, huet de Staat e Stabiliséierungs- a Relanceplang opgestallt, wéi mir nach ni een an eiser Geschicht virdu kann hunn. Iwwer 2,6 Milliarden Euro goufen an dëser Kris mobiliséiert. De Chômage partiel huet eleng zirka 1,2 Milliarde brutto kascht. A letztlech goufen 791 Milliounen Euro netto ausbezuel.

D'Zil ass a war et, fir net just déi néideg Stäip ze bidden an an d'Relance ze investéieren, mee och d'Ekonomie méi widerstandsfäeg wéi virun der Kris opzestellen.

D'Kris huet effektiv en déift Lach an eis Keese gerappt - an déi vum Staat, an déi vun de Gemengen an an déi vum Sozialstaat, der sozialer Sécherheet. An d'Pandemie ass nach net ganz eriwuer. Eis Ekonomie ze ënnerstëtzen, dat war awer déi richteg, déi eenzeg richteg Äntwert, fir duerch de Bësch ze kommen.

Et heescht also, dass mir den Defizit op laang Dauer nees meeschtere mussen. Dat bedeit, datt mir net kënne maachen, wéi wann näischt geschitt wier. Eventuell nei Dépensé mussen ëmmer am Liicht vun deem gekuckt ginn, wat déi lescht 20 Méint geschitt ass.

Eng Austeritéitspolitik, an ech denken, do si mer eis all eens, war vun Ufank u sécherlech keng Optioun. Och wann Austeritéit eis géif erlaben, fir den Defizit ze drécken, esou hätt dës Politik e seriösen Afloss, en negativen Afloss op eis Wirtschaft gehat. D'Regierung queesch duerch Europa hunn aus de Fehler vun der Finanz- an Eurokris geléiert. Austeritéit kënnt also net a Fro. An d'Ekonomie dierf net ausgebremst ginn. An dach muss mer eis Staats-

finanze nees lues a lues, schrëttweis op Prepanemie-Niveau bréngen.

Fir de Staat ass dat natierlech méi ustrengend, wéi einfach kuerzerhand d'Steieren ze erhéien an d'Depensen ze drécken. Effektiv wiere Steiererhéijunge Géif fir déi schaffend Leit. Si géifen d'Vetrauen an de Staat, an d'Zouverlässigkeet vun der Politik ënnergruuen. Deen eenzege Wee, deen eiser Meinung no dee richtegen ass, dat ass de Wee vun der wirtschaftlecher Erhuelung. Well nëmme si schafft Aarbechtsplazen, nëmme si stabiliséiert de Sozialstaat!

Et wier also net verantwortlech, fir méi Scholden ze maachen, wéi d'Situatioun et verlaangt, Scholden op Käschte vun deenen zukünftege Generatiounen. An dofir ass et weiderhi wichteg, an eise mëttelfristege budgetären Ziler festzhalen. Eis Staatsschold, mir hunn et gëschter vum Finanzminister Pierre Gramegna héieren, wäert sech an deenen nächste Jore ronderëm 27 % par rapport zum PIB beweegen, soudatt d'Staatsschold wuelgemierkt ënner der Mark vun 30 % vum PIB bleift, esou wéi dat de Koalitionsaccord virgesäit, an dat trotz der Kris!

An deem Kontext erlaben ech mer, den Här Paul Zimmer vun der CGFP ze zitieren, dee sech fir eng Politik vun der roueger Hand ausschwätzt an dee rezent prezisiéiert huet, ech zitieren: „Wir brauchen keine unsinnigen Staatsschulden- sowie Steuererhöhungsdebatten und kein wahlmedagogisches Herumstreiten im Zeichen von Sparfanatismus und Steuerhysterie.“ Wou de Finanzexpert vun der CGFP Recht huet, do huet e Recht! Mat deem Saz ass eigentlech alles gesot.

Léif alleguer, erlaabt mer, eng kuerz Visitt dann op eis Finanzplaz ze maachen. Jo, eis Finanzplaz ass gutt duerch d'Kris komm. D'Zomm vun den Avoiren an de Fonge läit bei iwwer 5.600 Milliarden. Zum Verglach: Um Ufank vun der Kris waren et 4.600 Milliarden. Am Mee 2020 goung et du schätzeg biergof op 4.100 Milliarden. Elo si mer natierlech e ganz gutt Stéck dovunner ewech. Wien hätt dat eigentlech geduecht? Jiddefalls net am Mee 2020, wann een dann e Bléck op d'Bourse gehäit huet.

Der Fongenindustrie geet et am Moment besser wéi virun der Kris. An duerch dës Entwécklung sinn iwwer d'Taxe d'abonnement rezent och méi Steieren iwwer d'Fongen erakomm.

Eis Finanzplaz huet sech also gutt geschloen a konnt den initialen ekonomeschen Impakt deelweis kompenséieren. Dank dem Teletravail huet si weider gutt fonctionéiert. Et ass also nach eemol gutt gaangen. Mir mussen eis dann och ëmmer nees der kontributiver Capacitéit vun eisem Finanzsecteur bewusst sinn. A mir kruten dat deslescht, am Kader vun eise Reunionen zum Débat fiscal, als Virbereedung zu dem Débat fiscal, deen nach ze féieren ass, illustréiert.

Ech géif gär den dorun erënneren: Am Zentralstaat komme bal 25 % vun de Steierrecetten aus dem Finanzsecteur, dräi Véierel vun der kommunaler Gewerbesteier verdanke mer der Finanzplaz, 75 % vun dem IRC, also Gewerbesteier, kommen aus deem Secteur, 85 % vun der Verméigenssteuer an 100 % vun der Taxe d'abonnement, wat eigentlech eng Evidenz ass, eng Binsenwahrheit. Déi mécht 2022 bal 1,4 Milliarden Euro aus. Déi lescht Jore, zur Erënnerung, ass déi ronderëm 1 Milliard gependelt, also e Plus hei vun zirka 300 Milliounen Euro am Verglach mam Joer virun.

Déi aktuell Staatsrecettë sinn also direkt vum Fonctionnement vun der Fongenindustrie ofhängeg. Géifen dës Recetten ewechfalen, wier dat sécherlech an onweigerlech en haarde Schlag fir eis Staatsfinanze. A vergiesse mer net, datt Lëtzebuerg dat eenzeg Land ass, dat esou eng Steuer wéi eeben d'Taxe d'abonnement ophiift, eng Steuer, an doru wéll ech och nach eng kéier hei erënneren, déi ganz fragill ass, déi ganz volatil ass. Dës Recettë sinn also net selbstverständlech a si weiderhin un d'Unzéiungskraaft, an d'Performance vun eisem Finanzstanduert gebonnen. Et ass also Wäitsicht, awer och Virsicht gebueden.

De Finanzsecteur representéiert 53.000 direkt Aarbechtsplazen a souguer 77.000 Aarbechtsplazen, wann een déi indirekt Aarbechtsplazen drunhänkt. Ech denken do un all d'Beroderservicer, vum juristesche Service bis hin zu de Services comptables, fir déi ze nennen. A mir komme souguer op 100.000 Aarbechtsplazen, wa mer all Zorte vu Fournisseuren a Prestataire vum Déngschtleeschungen hei a Betruecht zéien.

Eis Finanzplaz ass attraktiv, virun allem duerch déi politesch Stabilitéit, den Triple-A-Rating vun all den Agencen, d'Fachwëssen a -kënnen, spréich d'Talenter vun de Mataarbechter etc. D'Steiere sinn een Deel vun der Rechnung, jo, ma si sinn awer net alles. De Guy Heintz, de fréieren Direkter vun der Steierverwaltung, huet rezent déi Lëtzebuergere Erforte gelueft an de Beräicher Informatiouns-austausch, Antiblanchiment, Deklaratioun vun de Bénéficiaires effectifs. An deene Beräicher, seet hien, huet Lëtzebuerg, Zitat, „ganz vill gemaach, méi wéi aner Länner“.

Och den Nicolas Mackel vu Luxembourg for Finance huet déi lescht Woch erkläert: „Keng Gesetzgebung ass perfekt [...], mee eis Gesetzgebung ass esou gutt, wéi se ka sinn.“ Enn vum Zitat.

Nieft de geschriwwene Reegele brauche mer awer och Instanzen, déi se kontrolléieren an, wann néideg, Strofen ausschwätzen. Déi verschidde Kontrollinstanzen wuessen zesumme mat der Gréisst vun der Finanzplaz. Eleng d'CSSF huet iwwer 1.000 Employéen. An deenen nächste Jore wäert nach weider Personal agestellt ginn, fir eng wierksam Kontroll vum Finanzsecteur a sengen Acteuren ze erméiglechen.

De Lëtzebuergere Ökosystem, an deem verschidden erfueren Acteur effikass zesummeschaffen, mécht Lëtzebuerg zu deem, wat et ass: en innovativen an héich kompetitive Standuert, dee sech ëmmer nees weiterentwickelt a kontinuéierlech upasst, fir beschtméiglech den europäesche Bannemaart ze zerwéieren. Ganz uewen op der Dagesuerdnung sinn de Moment och Ännerungen am internationale Steieremfeld.

Et ass eng grouss Ambitioun, fir Steiergerechtheet op internationalem Plang ze suergen. Wéi besteiert ee grouss Firmen, déi quasi an all Land op deem Planéit aktiv sinn a grenzüberschreitend Aktivitéiten hunn? Wéi gëtt e Produkt besteiert, deen an den USA konzipéiert, a China oder an Asien hiergestallt ginn ass, dee mat enger däitscher Firma oder mat eiser Cargolux - well ech grad hei de Mobilitätsminister gesinn - transportéiert gëtt, wou d'Büroen an engem EU-Land sinn, de Keefer nach an engem aneren, an d'Transaktioun iwwer Serveuren ofgewéckelt gëtt, déi verstreut duerch d'ganz Welt sinn? Op dës Fro kann een eigentlech nëmme eng koordinéiert Äntwert ginn.

Jo, et wäerten an deenen nächste Jore en Rëtsch Ännerunge kommen, fir international d'Fiskaliteit ze reforméieren. Op G7-, G20- an natierlech op OECD-Niveau ass een elo op de Wee gaangen, fir d'Besteuerung bei de Konsument ze verleeën an eng Mindestbesteuerung vu 15 % anzeféieren. Lëtzebuerg begleet dës Entwécklung proaktiv an hat souguer op ministeriellem Niveau d'Coivepresidence vun deem respektiven Aarbechtsgrupp.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt also konkret d'Pilier I an II, déi vun der OCDE elaboréiert goufen. D'EU schafft des Weideren, mir wëssen et alleguer, un enger Digitalsteuer. Dës Ambitioun konkretiséiere sech den Ament an et sti vill oppe Froen am Raum.

Trotz eisem ganz diversifizéierten Finanzsystem mussen mir eis awer bewusst sinn, wann et e puer relevante Gesellschafte manner gutt geet, respektiv/oder déi d'Dieren hei zoumaachen, datt dat net ouni Konsequenze fir aner wirtschaftlech Beräicher/Aktivitéite bleift, déi zu eisem Ökosystem nun eemol gehéieren oder déi dovunner liewen. Ech denken un d'Restauratioun, un d'Botzfirmen, un d'Informatikzouliwwerer oder -dénngschtleeschter am informatesche Beräich an esou virun an esou weider.

Lëtzebuerg huet sech och nei positionéiert, wéi d'Bankgeheimnis ofgeschafft gouf, och wéi d'TVA um E-Commerce an d'Land vum Konsument verlagert gouf. Dunn hu mer vill Recettë verluer. An trotzdeem hu mer eis duerch d'Innovatioun ëmmer erëm nei erfondt.

Och am Kontext vun neie Steierregele mussen mer elo schon d'Weihe stellen, fir eis beschtméiglechst op déi verschidden Zenarie virzereeden, fir datt déi kommend Changementer, déi op eis waarden, eng Chance fir Lëtzebuerg ginn an net zur Fal ginn. Ech sinn zouversichtlech, datt mer, wéi an der Vergaangenheet, och hei e Wee wäerte fannen, fir gestärker aus dëser Situatioun erauszekommen.

Léif alleguer, wat bedeit dat do dann elo alles fir eis Zukunft? Abee, wéi ëmmer: Mir mussen anticipéieren, ëmsichteg a virsichteg sinn a bleiwen. Mir mussen eis an allen Iwwerleeunge bewusst sinn, datt extern Schocken, wéi mer eréischt viru Kuerzem een erlieft hunn, ëmmer nees méiglech sinn. Sécherlech ass et schwéier, hei an haut ze soen, wéi sech d'Steierrecettë vu Lëtzebuerg an deem Joerzénge entwéckele wäerten.

Villes hänkt natierlech net nëmme vun eis, mee och vun deenen anere Länner of. Wat geschitt - et ass elo schued, datt de Kolleg Laurent Mosar net kann hei sinn, dat ass säi Liblingstheema - längerfristeg nom Brexit a Groussbritannien? Wéi aggressiv gëtt de Britten hir Steierpolitik? Wat geschitt och a Länner, déi an der EU verankert, spréich Member sinn? Denke mer u Griichenland, dat sech a puncto ekologesch Transitioun méi attraktiv positionéiere wéllt, oder un Irland, dat bekanntlech en direkte Konkurrent vun eiser Fongenindustrie zanter Laangem ass.

An eisem Staatsbudget hu mer eng ganz Rei Dépensé mat strukturellem Charakter. Och dorunner wéll ech erënneren. Et sinn Ausgaben, déi ëmmer nees erëmkommen, déi sech all Joer an de Budget aschreiwene, also ekonomesch geschwat „rekurrent“ Ausgaben, déi rigid sinn. D'Recetten awer, dat solle mer eis ëmmer nees an Erënnerung ruffen, si par

conter fragill, jo, volatil. An et ka ganz séier zu engem Abroch vun dëse kommen. Denke mer nëmme un d'Erfahrungen, déi mer virun e puer Joer um Plang vun Commerce électronique gemaach hunn.

An alle Fäll mussen mer eis also ëmmer nees froen: Wéi erhale mer d'Kompetitivitéit? A wat ech perséinlech léier hunn als Wuert, dat ass: Wéi erhale mer d'Unzéiungskraaft, déi ekonomesch Unzéiungskraaft vun eisem Land, also d'Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft?

Wéi kënnen mer zum Beispill nei Talenter unzéien an och behalen, déi eis Ekonomie, a virun allem eis Finanzplaz, ëmmer nees nei beliewen an dozou bäidroen, datt mer se nees kënnen aktiv gestalten? Wéi kënnen mer d'Steierpolitik esou justéieren, datt mer se an enen ëmfaassenden, ee ganzheetleche Kontext setzen, mat Bléck natierlech am Besonneschen op déi nohalteg Entwécklung?

A wéi kënnen mer an Zukunft derfir suergen, datt kleng a mëttelgrouss Betriber en Ökosystem virfannen, deen hir Entwécklung méi favorabel begünstegt, besonnesch wann et ëm d'Transmissioun vu Betriber geet a wann et natierlech och ëm déi administrativ Entlaaschtung, Vereinfachung geet?

Och bei der Dekarboniséierung mussen eis Betriber begleet ginn. Déi nei Ëmweltziler, déi mer eis gesat hunn, sinn natierlech wichteg. Se si kruzial. D'Ëmsetzung vun dësen Ziler kann awer just geléngen, wa mer jiddere mat u Bord huelen, dat heescht, wa jiddere bei där Transitioun ënnerstëtzt/begleet gëtt.

Mir mussen och weiderhin Talenter hei zu Lëtzebuerg féieren, Talenter op Lëtzebuerg och unzéien. D'Finanzplaz, reng mënschlech gesinn, dat si vill ënnerschiddlech Aarbechtsplazen, vill ënnerschiddlech Profiller, al Profiller och, déi verschwannen, an nei Profiller, déi kommen oder schon do sinn. Dat sinn och net lauter Leit, wéi déi Däitsch géife soen, am „Nadelstreifenkostüm“.

D'Finanzplaz ass qualitativ a quantitativ gutt gewuess, och a besonnesch duerch exzellente Mataarbechter, duerch Finanztalenter, muss ee soen. Ouni deenen hiren Knowhow, ouni deenen hiert Wësse géif dës Finanzplaz net esou dosto, wéi se do steet.

Et ginn awer och nei Profiller gefrot am Beräich vun den nohaltege Finanzen, am Beräich vun der digitaler Evolutioun. An an deem Beräich wëlle mer als Finanzplaz exzelléieren an eis och qualitativ weiterentwickelen, besser opstellen, well, wéi gesot: Eis Finanzplaz ass vill méi wéi eebe just Steieren. Talenter, dat ass also e grouse Volet, an dee weder muss investéiert ginn.

E puer Wuert dann zu der Green Finance, zu de gréng Finanzen also. Viru fënnef Joer huet d'Lëtzebuergere Bourse de Luxembourg Green Exchange lancéiert. Lëtzebuerg huet zejoert och nohalteg Obligatiounen erausginn. Effektiv sinn iwwer d'Hallschent vun den nohaltegen Obligatiounen weltwäit um Luxembourg Green Exchange registriert. 370 Milliarden Euro sinn a lëtzebuergeschen nohaltege Fongen domiciliéiert. Dat ass e Plus vun 117 % am Verglach zum leschte Joer. Domat ass Lëtzebuerg europawäit op der éischter Plaz a weltwäit op der zweeter Plaz.

Green Finance ass e wichtege Aspekt vun der Lëtzebuergere Finanzpolitik. Nohalteg Investissementer net nëmme ze begleeden, ze encadréieren, mee och ze promovéieren, dat ass e ganz wichtege Bestanddeel vun der aktueller Transitioun hin zur Klimaneutralitéit. Mat sengem Knowhow, sengen Ambitiounen an dem Usproch, gutt Produiten als Virreider ze proposéieren, spillt Lëtzebuerg also hei eng Schlësselroll an der Entwécklung vun de gréng Finanzen. Green Finance erlaabt et dann och dem Land, an do kommen ech dann op dat villzitéiert Wuert zrëck, méi resilient, also méi widerstandsfäeg ze sinn, well et en zousätzlechen Deel vun eiser schon diversifizierter Finanzplaz ass. Dat ass sécherlech e grouse Virdeel, zemol dann, wa verschidden aner Sparten, op déi mer laang konnte bauen, op eemol riskéieren, manner attraktiv ze ginn.

Et gëtt dann trotzdeem ëmmer nees Kritiker, déi den Däiwel un d'Wand molen an d'Tendenz hunn, fir alles schlecht ze rieden, wéi wann d'Finanzplaz en Zentrum vu Leit wier, déi fuddele géifen oder den Investisseure Sand an d'Ae streeën. Besonnesch am gréng Beräich gëtt ënnerstallt, de Finanzzentrum géif op enger Wollek liewen, während awer um Buedem vun den Tatsaachen d'Nohaltegkeet äusserst klenggeschriwwen géif ginn.

Jo, et kann ee mat den aktuelle Green-Finance-Krittären onzefridde sinn. Et kann een der Meinung sinn, datt gewisse Krittären net ambitiéis genuch sinn. Wann een awer dobäi de ganze Modell a Fro stellt, da mécht een d'Vetraue vun de Leit futti.

Et gëtt weiderhin un de Krittäre geschafft, heiheem an an der Europäescher Unioun, a mir ënnerhalen eis ganz dacks an der Finanzkommissioun mat deenen zoustännegen Acteuren doriwuer, net nëmme wolwollend, mee och ganz kritesch. A si stelle



sech deene Froen. Mir sinn hei am Ufank vun engem laange Prozess, fir datt d'Green Finance deen Erfolleg gëtt, dee mer eis och dovunner versprochen.

Et ass, well et och en Émdenke bei de Leit gëtt, eng grouss Demande do fir dës Finanzproduiten. An et ass elo un der Zäit, fir dës Neierunge proaktiv ze begleeden.

Den Investisseure gréng Finanzproduiten unzbediden, dat ass letztlech eng Chance fir jiddereen. Et ass eng Chance fir déi, déi wëlle wëssen, wou si hir Suen investéieren. An et erlaabt engem, eethesch a legal besser dozestoen, eethesch a gesetzlechen Ufuerderunge gerecht ze ginn. Et ass also elo net de Moment, fir de Projet an de Startlächer schlecht ze maachen, mee mir mussen d'Reglementatiounen - well ech sot, mir sinn an engem Prozess - progressiv an offensiv upassen.

Mir sinn de Moment an enger grénger Transition, besonnesch d'Industrie an d'Energieproduktioun sinn direkt dovunner betraff, an och all déi Secteuren, déi dovunner direkt ofhängeg sinn. An dat geet net vun haut op muer. Do kann een net den Zauerstaf eraushuelen an da verlaangen, datt een do einfach den Hiewel kann ëmleeën. Nee, mir sinn an engem Prozess. Dee brauch Zäit. An dat ass e risege kollektiven Effort.

D'europäesch Taxonomie gëtt, wa mer vun de Finanzproduite schwätzen, de Moment nach ugepasst. Dat ass eng Entwécklung, déi sech mécht. An d'Investisseuren, duerch a mat der Finanzindustrie, finanzéieren dës Transition. Si finanzéieren d'Ëmstellung vun der Economie, d'Ëmstellung hin zu méi Nohaltegkeet, zu méi Klimaneutralitéit.

Esou wéi déi industriell Revolution, ech géif gären dorun erënneren, am 19. Joerhonnert net vom Himmel gefall, esou sinn natierlech och bei där grénger do Imagination, Wëllen zur Verännerung an deen néidege Courage verlaangt.

Leif alleguer, mir gesinn och d'Auswierkung vu weltwäite Liwwerenkpäss. A meng Virriedner hu schon dorop higewisen. Op verschiddenen Niveaue si gewësse Produiten net direkt ze kréien. Et muss ee laang drop waarden. Et gëtt net genuch Vaccinen a Mikrochippe virun allem, an och Baumaterialien. Dëst dreift d'Inflation. Natierlech gëtt et fir déi divers Enkpäss verschidden, ganz ënnerschiddlech Erklärungen. An awer muss déi aktuell Situatioun eis derzou bréngen, fir no Léisungen ze sichen.

Déi éischt Äntwert, déi Verschiddener preconiséieren: Majo, da muss mer d'Produktioun op Lëtzebuerg oder an Europa verlagere! Dat kléngt vläicht evident an och novollzéibar, berechtigt. Mee et ass awer leider deelweis illusoresch. Mir mussen hei der Realitéit, spréich de sozialen an ekologesche Facteuren, an d'A kucken. Mir liewen nun emol an enger globalisierter Welt, an där d'Weltökonomie op den Echangeën téschent de Länner baséiert. Mir sinn hei ee vun deem aneren ofhängeg. Dat ass och eng Situatioun, déi een net vun haut op muer kann änneren, och wann ee gäre méi Sécherheet beim Zougrëff op gewësse Produkter hätt.

Gewësse Produktiounen sinn immens opwändig. Op där anerer Säit mécht et och net ëmmer Sënn, eng bestëmmt, spezifesch Produktioun an Europa ze huelen, déi soss anescht vill méi effizient verwiirlecht ka ginn.

An der Pandemie huet sech gewisen, datt d'Lëtzebuerger Industrie - ech denken do zum Beispill un d'medezinesch Frigoen, déi hiergestallt ginn - en Deel vun der Covidbekämpfung ka sinn. An d'Lëtzebuerger Industrie huet do konkret Bäitrag geleescht. Zousätzlech hunn europäesch Firme kuerzerhand hir gewéinlech Produktioun ënnerbrach, fir Desinfektionsmëttel oder Masken hierzestellen.

Och d'Kreeslafwirtschaft ass, am Géigendeel zu enger Werf-et-eweck-Gesellschaft - ech hunn emol versicht, et eng Kéier op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen: Werf-et-eweck-Gesellschaft -, e wichtege Bestanddeel, well Europa esou eppes manner ofhängeg vu Ressourcenimporter gëtt. Wat méi lokal gefléckt gëtt, reparéiert gëtt, wat manner muss importéiert ginn. Dat ënnerstëtzt eist Handwierk a wierkt géint d'Klimakris, an där mer scho matzendra sinn.

D'Handwierk vu Lëtzebuerg produzéiert nohalteg a qualitativ héichwäerteg Produiten. Europa huet an deem Beräich Expertis. An dës Stärkten, déi mer lues a lues entwéckelen, muss mer ausbauen. Oder, fir mam Direkter vun der Handwierkerkummer ze schwätzen, mam Tom Wirion: „Deen neie Wirtschaftsmodell“, seet hien, „vun der Zirkularitéit, deen achséiert ass op dem Vermeide vun Offall, der Weiderbenotzung vu Produiten an dem Asaz vu sekundäre Rostoffer, kann zu enger Opwärtung vum Handwierk féieren.“ Zitatenn.

Iwwert d'Handwierk eraus, Här President - ech gesinn, en huet mëttlerweil gewiesselt -, dierf een awer net vergiessen, wéi eng wichteg Roll eis Landwirtschaft spillt. Virun, während a besonnesch och no der Kris hunn d'Bauern eis - also, ech denken,

wann ech soen „no der Kris“, ass et no der strammer Phas oder der staarker Phas vun der Kris - mat gesonde regionale Liewensmëttel versuergt. Och hinne sief op dëser Plaz nach eemol Merci gesot. An der Landwirtschaft besteet sécherlech Spott no uewen, zum Beispill an der Uebst- an an der Geméisproduktioun. Hei lount et sech wierklech, den Hiewel unzesetzen, och wann dat d'Effentlechkeet eppes kascht. Mir mussen deene Baueren, déi sech nach méi an d'lokal, regional Produktioun lancéieren, hëllef, finanziell an och op anere Pläng.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. André Bauler (DP).** - Här President, leif alleguer: Jo, Lëtzebuerg, kann ee soen, ass trotz alle Schrumme gutt duerch d'Kris komm. D'Zil ass et elo, fir Léieren aus dem leschte Joer ze zéien an derfir ze suergen, datt mer an Zukunft besser opgestallt si wéi nach virun der Pandemie. Fir widderstandsfäeg ze bleiwen, muss mer weider op d'Diversifizéiere vun eiser Economie setzen, awer och op d'Kreativitéit vun de Mënschen, op d'Innovation. Mir muss Leeschtungen an deem Sënn begleeden an eisem Handwierk, eiser Industrie, an anere Beräicher vun eiser Economie weiderhëllef, fir Schrëtt fir Schrëtt vun de fossillen Energien ewechzokommen.

Widderstandsfäeg ze sinn, heescht och, datt mer den Erausforderung vun der Klimakris begéien. Dobäi spillt d'Finanzindustrie hei zu Lëtzebuerg, well si en ausgeprägte Secteur ass, jo, en dominante Secteur, eng entscheidend Roll, well si jo grad hëllef, dës Transition ze finanzéieren, dës Transition zu enger méi resilienter a soutenabler Economie ze finanzéieren. Si ass e bedeitenden Hiewel, dee mer usetze kënnen an dee viles bewierke kann.

Datt mer un de Kritäre schaffe mussen an derfir suerge mussen, datt „nohalteg“ dran ass, wou „nohalteg“ dropsteet, datt schéngt mer evident. Och hei, kommt, mir sinn éierlech, si mer an engem Léierprozess, an enger Transition, déi esou kuerz wéi méiglech muss sinn!

Well em wat geet et leschten Enns? Et geet em d'Zukunft vun eiser Äerd. Et geet em d'Zukunft vun deene Jonken. Et geet em d'Zukunft vun de Kanner a Kandskanner. An déi Zukunft därer eis eeben net egal sinn. Déi huet hire Präis. An dofir muss mer eis haut asetzen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Spautz, Président de séance.** - Merci dem honorabelen Här Bauler. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Leif Kolleeg/innen, Här Premierminister, Här Vizepremierminister, ech géif gären hei kuerz d'Wuert huelen, net als direkt Äntwert op dat, wat de Staatsminister a sengem État de la nation gesot huet, ech mengen, mäi Kolleeg Georges Engel war ganz ausféierlech a senger Ried, deem ass näischt bäizéflecken. Vlächicht kann ech awer ee Saz nach soen iwwert de Budget, dee mer gëschter Moie presentéiert kritt hunn an dee jo eigentlech d'Exekutioun ass vun där Politik, déi d'Regierung eis virun zwee Deeg annoncéiert huet: Abee, ech sinn der fester Iwwerzeugung, dass all Finanzminister op der Welt frou wär an all Regierung frou gewiescht wier, fir dëst Joer hirem Parlament esou e Budget kënnen virzeleeën, e Budget mat Optimismus an awer och e Budget mat Zouversicht.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Mee et ass net dofir, firwat ech d'Wuert gefrot hunn. Ech huelen d'Wuert, fir op eppes ze reagéieren, wat gëschter hei gesot gouf a wou ech mengen, dass mir als Demokraten heibannen alleguer dat net einfach esou kënnen am Raum stoe loossen.

Gëschter huet de Verrieder vun der ADR d'Wuert ergraff an en huet gesot - an ech probéieren, lech esou korrekt wéi méiglech ze zitieren, dat ass net ëmmer einfach -, Dir hutt et ganz subtil gemaach, Dir hutt gesot, vill Leit hätten d'Impressioun oder géife fannen, hei zu Lëtzebuerg, dass hir Meenungsfräiheet net méi garantéiert wär.

■ **Une voix.** - Richtig.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - An dat, muss ech lech soen, dat fannen ech geféierlech, wa mer esou Discoursen halen. Ech wëll gären dofir haut dervu profitéieren, fir feststellen, dass d'Meenungsfräiheet hei zu Lëtzebuerg garantéiert ass an dass jiddwereen dat ka soen, wat em um Häerz läit. An dat gëtt och bewisen. Zum Beispill ginn all Joer vun alle Länner déi perséinlech Fräiheete gemooss. A Lëtzebuerg lant do reegelméisseg an den Top Ten vun all deene Länner weltwäit. Et ass also faktesch falsch, ze behaupten, d'Meenungsfräiheet wär net garantéiert. Si mer iwwerall perfekt? Bestëmmt net. Kann een nach dat eent oder dat anert verbesseren? Sécher. Kommt, mir maachen dat!

Ech wëll gären eng Kéier hei kloer soen: Zu Lëtzebuerg ka jiddweree sech fräi ausdrécken, heibannen

an der Chamber, dobaussen op de soziale Re-seauen! Et därer ee manifestéieren. Et därer een also hei zu Lëtzebuerg viles, wat een op anere Pläng an der Welt net dierf.

Mir kruten an deene leschten Deeg, ech huelen un, mir alleguerten, Dosenden E-Maile vu Leit, déi onze-fridde sinn, déi hiren Onmutt ausdrécken iwwer e Gesetz, wat mer e Méindeg wäerte stëmmen. Zäit-gläich kréie mer awer och Maile vu Leit, déi soen: „Nee, maacht dat! Dat fanne mer richtig.“

Ech wëll gäre soen: Dat ass jo awer den Ausdrock dervun, dass hei zu Lëtzebuerg d'Meenungsfräiheet garantéiert ass! An déi Meenunge ginn all eescht geholl, och wa mir Deputéierten alleguerten déi Meenunge mussen an d'Wo geheien an herno fir eis, jiddwereen, eis Decisioun huelen, wa mer de Knäppchen drécken, wa mer iwwer e Gesetz ofstëmmen, da muss mer alleguerten déi Meenunge consideréieren. An dat wëll ech de Leit och soen, dass dat alles net fir d'Kaz ass, wa se sech ausdrécken, och wann ech mat där enger oder anerer Saach net averstane sinn.

An da wëll ech nach eng Kéier soen: Mir hunn - an déi ass fest verbonne mat der Meenungsfräiheet - d'Pressefräiheet! Déi loosse mer eis hei zu Lëtzebuerg ganz vill Sue kaschten. An dat ass och gutt esou! Well mir wëllen net eng Zeitung mat enger Meenung oder e Radio mat enger Meenung. Mir hätte gäre vill Meenungen, vill Zeitungen, vill Radio, vill Medien, wou déi verschidde Meenunge zu verschiddene politesche Sujete kënnen zum Ausdrock kommen.

An ech wëll och nach eng Kéier soen, dass engem seng Meenungsfräiheet net doduerch ageschränkt gëtt, well een aneren eng aner Meenung huet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Mee bei der Meenungsfräiheet ass et wéi bei alle perséinleche Fräiheeten: Engem seng Fräiheet, déi hält bekanntlech do op, wou engem anere seng Fräiheet ufänkt. An d'Limitt vun der Meenungsfräiheet, déi gëtt erreecht, wann een Haass verspreecht oder wann een anerer diskriminéiert. An dat ass och richtig esou.

Ech wëll och drun erënneren, dass déi Meenungsfräiheet, déi mir hei zu Lëtzebuerg schätzen an déi ganz vill Leit hei zu Lëtzebuerg schätzen, viru gutt 20 Joer net iwwerall an Europa garantéiert war. An et lount sech nach ëmmer, derfir ze kämpfen, se ze erhalen an och weltwäit fir d'Meenungsfräiheet anzetrieden.

Ech wëll gären zum Schluss soen: Zu Lëtzebuerg, do gëtt d'Meenungsfräiheet héichgehalen! An ech sinn och iwwerzeugt, dass se heibanne vu 60 Deputéierten héichgehale gouf an och an Zukunft wäert ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Une voix.** - Ganz gutt!

■ **M. Marc Spautz, Président de séance.** - Merci dem Här Cruchten. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Merci, Här President. Ech schwätzen hei als fräi Biergerin, fräi gewielt an engem fräie Land. Ech brauch net doriwwer ze schwätzen, well ech hunn dat ni a Fro gestallt, an dat ass och net a Fro ze stellen.

Zur Ried vum Premier. E groussen Deel vum Här Bettel sengen Interventiounen ass iwwert d'Digitaliséierung vun eisem Land gaangen. Déi ass nouwendeg fir d'Liewensqualität vun de Leit a si ass onersetzlech fir d'Iwwerliewe vun eiser Industrie.

Mee d'Digitaliséierung ass kee politesch Zil. Si ass en Instrument, eng Basis, fir kënnen e politesch Zil ze errechen, ënner aneren och, an dat ass e puermol ugeschwat ginn, a Saachen Ëmweltschutz a Klimaziler. Esou wäit, esou gutt, wat am Premier senger Rieden d'Opziele vun de Besoinen ubelaangt.

Wat elo d'Erreeche vun den Ziler betrëfft, do hapt et zolid.

Ech wäert emol fir d'éischt op d'Infrastruktur an d'digital Technologie agoen. Zu engem aneren Zäitpunkt wäert meng Kolleegin Diane Adehm iwwert d'Digitaliséierung am effentlechen Dëngscht diskutéieren.

Deen éischte Punkt, de superschnellen Internet: Zu deem Theema krute mer iwwert d'Joren ëmmer erëm an ëmmer erëm nei Strategie virgeluecht. An elo soll souguer nees eng nei Strategie kommen.

Mee wéi gesäit et da jenseits vun der Strategie um Terrain aus? Déi Leit, déi um Land wunnen, kënnen net ugeschloss ginn - déi faméis wäiss Flecken! - an déi Leit, déi an de Stied wunnen, déi kënnen et net bezuelen. Well et ass jo net nëmmen esou, datt een, dee wëllt de superschnellen Internet kréien, nëmmen en Abonnement bezilt, o neen! Souguer wann en am Zentrum an engem Wunngebitt läit, da komme ganz deier Uschlosskäschten derbäi. An dee Raccordement kann, esouguer wann et schonn

eng Basiskäsch am Appartementsgebai gëtt, e Stot iwwer 1.000 Euro kaschten. An och wann dee Stot vun engem Appartement an dat anert Appartement an deem selwechte Gebai plënnert, kascht dat esou deier.

Dat ass e gutt Geschäft fir d'Operateuren an eng Zoomuddung fir eis Bierger. Jorelaang krute mer ëmmer nees gesot, d'Leit zu Lëtzebuerg géifen ugebonne ginn a bis 2025 wär all Stot ugeschloss. Haut, an dëser Woch, hu mer dann endlich héieren, datt dat anescht ausgesäit. An ech zitieren dem Här Premier seng Ausso: Et dierf keng geografesch an och keng sozial Fro sinn, ob ee vu séierem Internet ka profitéieren. Voilà. Do hu mer et dann. Well dat ass nämlech genau de Problem! Endlech ass d'Asiicht do: Mir hunn e Problem!

Mee wat fir eng Hëllef dann elo fir déi Residenze mat ville Stéit, fir d'Familljen, déi Homeschooling mussen maachen a wou ee vun den Eltere Bürosaar-becht doheem leescht? Erméigleche mer deenen an Zukunft Zougang zu engem akzeptabele soziale Präis? Wat fir eng Hëllef fir d'Gemengen, déi elo versichen, e Kabel duerch d'Réier ze zéien?

Am Budget 2022 si 7,7 Milliounen virgesinn. Wann d'Operateure bei hiren horrenden Präisser bleiwen, dann ass dat doten eng Dréps op e waarme Steen. Dat geet net duer, d'autant plus wou jo an deem neien Telekomgesetz, dat mer och nach ëmmer net gestëmmt hunn, obschonn et scho fäerdeg diskutiert ginn ass an der Kommissioun, drasteet, datt den Internetuschloss a Biergerrecht gëtt an Zukunft. Also, gëtt dat e Biergerrecht och gëtt et keent? Gëtt et Bierger, déi et kënnen bezuelen, an anerer net? Op jidde Fall, fir den Ament brauche mir net eng nei Strategie, mir brauchen eng staatlech Aktioun a mir brauchen och Uerdnung bei den Operateuren.

An dat bréngt mech dann zum zweete Punkt, zu dem 5G. Anscheinend ass Lëtzebuerg, an esou gëtt et gesot, Virreider. Den Här Premierminister nennt eist Land „en digitale Frontrunner“. Ben, dat héiert sech jo wonnerbar un. Leider ass et awer net eso! Well déi laang Prozeduren nämlech, déi et gebraucht huet fir d'Versteigerung vun de verschiddene Frequenzen, dat huet gedauert bis den Hierscht 2020, wéi déi éischt 5G da komm ass, an zwar nëmme fir d'Privatpersounen. Lëtzebuerg Frontrunner? Wéi mir ugefaangen hunn am Hierscht 2020, an nëmme fir d'Privatleit, du hate scho siwen aner Staaten an Europa de 5G applizéiert. Also, mir sinn net Virreider, Här Staatsminister, mir lafen hannendrun!

An dobäi ass jo 5G u sech iwwerhaupt keng Revolution, et ass just eng Evolution vu 4G. An et nützt jo eigentlech och net de Privatpersounen. Do, wou et asetzbar ass, an do, wou eppes ka geschéien, dat ass op wirtschaftlech Gebitt. An um wirtschaftleche Gebitt, nu haalt lech un, do hu mer nach iwwerhaupt keng Frequenzen! D'Frequenz 26 Gigahertz ass iwwerhaupt nach net ausgeschriwwen ginn. Also, mir si weeder „Front“, nach si mer „Runner“, mee mir stinn do mam Fanger am Mond!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - 2018 hate mer déi éischt Strategie, 2019 dann e „call for projects“. Do sollen der 29 selektionéiert gi sinn. Wou si se drun? Wat hu se geleescht? Wat ass dobäi erauskomm? Elo, 2021, kënn dann en neie „call for projects“. Här Staatsminister, mir brauche kee Call! Mir brauche Projeten, a Projeten, déi realiséiert ginn!

E puer konkret Froen: De Corridor transnational Metz-Merzig-Lëtzebuerg fir autonomt Fueren, 2021, also dëst Joer, soll dee Projet auslafen. A wou ass en dann drun? Wat ass geschitt? Wat ass realiséiert ginn? Huet een eppes dovun héieren? Nee. En ass 20-mol ugeknéngt ginn, Pressekonferenzen hei an do an iwwer an iwwer an iwwer. An op eemol: Funkstille.

5G ass do asetzbar, an der Wirtschaft, am Transport, an eiser Industrie, wou mer kënnen privat delimitéiert lokal Netzwerker opbauen. Dofir brauche mer jo och déi nei Frequenzen, an der Agrikultur, zum Beispill, wou mer duerch esou e privat 5G-Netzwerk kënnen mat manner Pestiziden a manner Waasser méi biologesch Landwirtschaft maachen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - D'5G-Smart-Farming-Plattform: Wéini gi mer vum Studéieren op d'Aktioun? Ech ka jo verstoen, datt ee mer do seet: „Jo, mir sinn e bësse kleng zu Lëtzebuerg, fir dat ze maachen“. Jo, dat mag sinn. Mee da loosse mer e Virreider ginn! Loosse mer een oder zwee jonk Baueren huelen an dat mat hinne probéieren, fir datt déi aner gesinn, wéi et funktionéiert, an et dann applizéieren! Loosse mer deen een oder deen anere Supermarché huelen, fir iwwer 5G den Offall ze organiséieren, an dann deenen anere Supermarchéen oder groussen Restaurante weisen, wéi een dat mécht! Loosse mer eng Stad huelen an do den intelligenten Trafficmanagement aféieren, mat Hëllef vum Staat! Loosse mer zu Beetebuerg, beim Eurohub multimodal, d'Gerance vun de Casieren, vun den Autoen a vun de Camionen iwwer e lokale 5G maachen!



**(Interruption)**

D'Technologie existéiert. Mir brauchen net weider ze studéieren. Et gétt héich Zäit, datt mer agéieren!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - An an der Aktioun, do happert et. An ech mengen, am plaz vill ze schwätzen, solle mer eppes maachen, konkreet. An iwwregens: Do, wou d'grouss Revolutioun kënn, 6G, dat gétt déi ganz grouss Revolutioun, do sinn d'Recherchen amgang. An am plaz Recherche ze maachen iwwert dat, wat scho besteet a wat schon op anere Plazen uredentlech gemaach ginn ass, wat mer nëmme brauchen ze iwwerhuelen, wär et gutt, wa mer eis Chercheure géifen op 6G setzen. Da kéinte mer vläicht an e puer Joer zu de Frontrunner ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - A wa mer scho bei dem Konkreete sinn, da wollt ech nach op d'Zukunftstechnologien am Allgemengen agoen. Et ass gutt a richteg, Här Premierminister, datt mer bei vilen europäesche Projete matmaachen: MeluXina, Cloudcomputing, Quantumcomputing, artifizuell Intelligenz, Development. Wat och opfällt, dat ass, datt mer aussergewöhnlech vill Konferenzen zu all deenen Theemen hei zu Lëtzebuerg organiséieren. Dat ass interessant. Dat bréngt eis interessant Riedner op Lëtzebuerg. Mee bréngt et och Resultater fir eist Land, fir eis Wirtschaft, fir eis Industrie, fir déi digital Instrumenter, als Chance, fir Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg anzeféieren? Mir brauchen en État des résultats vun deene Konferenzen, fir iwwerhaupt ze wëssen: Wat kënn dann dobäi eraus? Lount dat sech? Oder ass et just „jobs for the boys?“

An da kommen ech zum zweeten Element. Lëtzebuerg ass kleng a kann net alles maachen. Mir däreifen also net mat der Strenz ronderëmfuere. Mir si bis ewell als Lëtzebuerg gutt mat enger Nischepolitik gefuer an ech mengen, dat soll och an Zukunft esou sinn.

Elo zitieren ech awer, fir datt Der wësst, datt et net vun der CSV kënn, d'Fédération luxembourgeoise des startups: „Das Hauptproblem besteht nicht darin, Firmen anzuziehen, sondern erfolgreiche Unternehmen im Land zu halten. Das Problem, das schon seit Jahren bekannt ist: fehlende Finanzierung. Es gibt nach wie vor keinen Fonds, der in Luxemburger Startups investiert, und es gibt keine steuerlichen Anreize für Investoren. Solange wir die Frage der Finanzierung nicht geklärt haben, werden wir hier zu Lande kein wirklich dynamisches Ökosystem haben.“ Dat huet den Här Jérôme Grandidier gesot, dee Mann, deen eréischt kuerz elo vun eis gaangen ass. Dat solle mer respektéieren, well hien huet eppes dovun verstanen! An hien huet absolutt Recht mat deem, wat e gesot huet.

Haut, an Zäite vun Data Analytics, AI, IoT, Space Industry, solle mer eis dorobber konzentréieren, wat mer zu Lëtzebuerg an deene leschte Joerzénge scho fäerdegbruecht hunn a wat ee ka weiderentwéckelen: SES zum Beispill, well mir si jo e Satelliteland, den NewSpace an de Clean growth, Breetband iwwer Satelliten, en Nischeproduit, de Weltall botzen, wou an deem Nischeproduit och nach Cybersecurity dranhängt, a mer wëssen, wéi schwaach mer sinn a Saache Cybersecurity a wou mer kéinten eng Avancée maachen. Mir sollen déi Saachen, déi e bëssen aschlofen, erwächen a se stimuléieren, fir sech weiderentwéckelen.

Meng Kolleegen hunn och laang iwwert d'Fongenindustrie zu Lëtzebuerg geriet. Mir si jo eng Backoffice-Fongenindustrie. An dofir brauche mer immens vill Leit aus dem Ausland, fir dee Backoffice do ze bedriewen.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Et wär awer héich Zäit, datt mer géifen déi Migration si loosson an eis konzentréieren op FinTech, op Business Evolution, Effikassitéit, Rapiditéit an den administrative Ballast ewechzekeréieren. Et sinn nämlech aner Länner ronderëm eis, déi ufänken, dat seriö ze maachen. A wa mer net oppassen, zéien déi dat, wat mer hunn, vun eis ewech. Dat wëllt keen. Mir mussen eis weider developpéieren. An dofir brauche mer déi topp Leit, déi mer net kréieren!

Also, am plaz déi fir de Backoffice anzeféieren, solle mer kucken, duerch spezifesche Moosnamen déi Leit eranzekréien, déi an der Cybersecurity eppes ze soen hunn, déi héich Technologie verstinn. Do brauch een natierlech topp Performer an dofir brauch een „tax incentives“, fir déi eranzezéien. Anescht geet et net, well soss komme se net bei eis. Mir brauche se awer. Déi dote brauche mer! Wa mer FinTech hunn, brauche mer vläicht anerer net méi. Mee déi heite mussen mer erabrénge, fir FinTech kënnen ze entwéckelen.

An Investissement unzéien, dat geet jo och net einfach esou, andeem een et seet. Privat Investissementer, Seed Enterprise Investment Schemes gétt et an anere Länner. Firwat gétt et dat net bei eis? An ech erënneren nach eng Kéier drun, wat gesot ginn ass iwwert de Manktum vu privatem Investissement

a Startuppen: Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng falsch Politik, Startuppe wëllen opzebaue mat Subsidien. Dat geet net! Dat funktionéiert net! Et huet nëierens funktionéiert, et funktionéiert och bei eis net. Startuppe brauche Privatgeld. Si brauche Business Angels. Si brauche Leit, déi u se gleewen an déi hëllefen, se opzebauen an ze finanzéieren. An dofir gétt et héich Zäit, datt mer dat maachen!

A wa mer scho bei der Zukunft sinn, da wëll ech nach kuerz op de Marché unique des données agoen, besonnesch fir d'Entreprises. Dir wësst, an der Kommissioun ass elo en Digital Governance Act virgeluecht ginn. An ech wëll den Här Premierminister zitieren, wat en den 21. März 2018 gesot huet. Här Premierminister, lauscht et emol, wat Dir alles gesot hutt 2018: « Non seulement les données elles-mêmes gagneront en valeur, mais la valeur ajoutée que représente votre réutilisation créative est également mise à la disposition de l'ensemble de la communauté luxembourgeoise ». Also dat, wat Der do gesot hutt, kann ee jo nëmme mat zwou Hänn ënnerschreiw.

A wat ass awer d'Realitéit? Wat mécht Lëtzebuerg? Net: Wat seet Lëtzebuerg? Mir maachen déi Strategie gouvernementale iwwert den Open Data. Mee déi europäesche Texter, déi doriwuer ginn an déi schonn dräi Joer um Dësch leien, déi si mer net kapabel hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, soudatt d'Kommissioun elo muss eng Infraktioun géint Lëtzebuerg maachen. Also dat ass d'Realitéit um Terrain. Grouss Pressekonferenz gi gemaach. A wat geschitt dann? Glat guer näischt! Esouguer d'europäesch Direktive bréngt mer net fäerdeg, an d'Lëtzebuurger Gesetzter anzesetzen. Also, Dir verstitt: Dat geet guer net! Et mengt ee wierklech, et kéint net sinn. „Zwëschchen ‚hätten‘ an ‚haben‘“, géif ech där heiter Regierung soen, „do leie Welten!“

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, ech hätt de Guy Arendt an dann de Marc Hansen. Här Arendt.

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Jo. Merci, Här President. Däerf ech der Madamm Reding eng Fro stellen? Si huet virdu geschwat vum Text vun dem Telekommunikationsgesetz. Ech huele jo un, dass Der lech do berufft op d'Communication électronique. Dir hutt gesot: „Den Text ass fäerdeg. En ass nach net an d'Plenièr.“ Ech wollt lech just soen: Den 1. Juli hu mer eng Lettre d'amendement un de Conseil d'État geschéckt an do hu mer nach keng Äntwert kritt.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Also, Här Staatsminister, Dir hutt et elo héieren: Et ass de Conseil d'État, deen net funktionéiert! Da solle mer soen, dee soll endlech seng Aarbecht maachen, well mir waarden op dat Gesetz! Et hätt scho missen d'lescht Joer applizéiert sinn.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Grav Accusatiounen.

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Dat do ass de Clou!

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Jo. Gutt. Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech fannen dat grav Accusatiounen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - De Marc Hansen nach.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Jo. Villmools merci. Ech wollt wierklech soen, ech hunn et ganz interessant fonnt, déi Aussoen, déi d'Madamm Reding gemaach huet iwwert de 5G a besonnesch och am Kader vun der Notzung an der Industrie.

Ech wollt awer drop hiweisen, dass am Kader vun der Industrie besonnesch déi 26-Gigahertz-Frequenze benotzt ginn an dass mer momentan eigentlech nach net genau den Impakt op d'Gesondheet vun deene Frequenze kennen. Déi Frequenzen, déi beim Telefon benotzt ginn, déi leie vill méi niddreg. Déi leien am Beräich vu 4G. Do, mengen ech, sinn d'Erkenntnisser relativ grouss. Mee et ass e grouss Problem, dass mer bei der industrieller Notzung nach keng wëssenschaftlech Erkenntnisser hunn, wat eeben d'Gesondheet betrëfft.

An ech wollt d'Madamm Reding froen, ob et dann net awer méi sännvoll wär, och emol ofzawaarden, bis mer déi Erkenntnisser hunn, ier mer elo probéieren ze forcéieren, dass d'Industrien dat géifen notzen? Well et muss een och wëssen, et ware Frequenzen, déi waren ausgeschriwwen - dat hu mer och an der Kommissioun gesot -, an et waren eigentlech keng Betriber do, déi déi Frequenze wollten notzen. Duerfir, wëllt Der an deem Kader d'Industrie forcéieren, op dee Wee ze goen? Well apparentment schéngt jo kee Besoin do ze sinn. Si hu vläicht aner Solutiounen. Ech sinn eigentlech och der Meinung, dass et méi sännvoll ass, an enger Industrie Solutiounen ze fannen, déi ouni Stralunge kënnen funktionéieren, notamment iwwer Kabel, oder mëttlerweil gétt et och Méiglechkeeten iwwert d'Luucht.

Voilà. Kënn Der vläicht just zu deenen zwou Froen Är Positioun ginn? Merci.

■ **Mme Viviane Reding (CSV).** - Also, zu där zweeter Fro: Ech mengen, ech si während fënnf Minutten dorobber agaangen, datt mer nach keng Frequenze vu 26 hunn an datt bei eis d'Industriepolitik 5G eeben nach iwwerhaupt net funktionéiert. Dofir hunn ech jo gesot, datt sollen déi Aktiounen gestart gi mat de Baueren, ech hunn déi genannt, mam Transport an esou weider an esou virun. Ech sinn intensiv dorobber agaangen.

Wat elo d'Gesondheitsfroen ubelaangt vun de Strahlen, do wësst Der jo genau wéi ech och, datt do Maximum virgeluecht si vun der Europäescher Kommissioun, ënnert dem Schlagwuert an ënnert dem Prinzipium vun Principe de précaution, an datt mir traditionell hei zu Lëtzebuerg nach méi virsiichteg si wéi d'Europäesch Kommissioun an nach dodrënner leien.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci der Madamm Reding.

Ouni elo op iergendeppes wëllen anzegoen, wëll ech just soen, dass déi Zesummenaarbecht tëschent Chamber a Conseil d'État awer exzellent funktionéiert a besonnesch an deene Krisenzäiten hei fantastesch funktionéiert huet. D'Madamm Reding huet net de Contraire gesot, mee si huet d'Fro gestallt. Ech wëll awer hei prezisieren, dass déi institutionell Zesummenaarbecht, besonnesch a Krisenzäiten, wonnerbar geklappt huet an de Conseil d'État heiansdo och d'Rad geschloen huet.

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Merci fir dës Prezisiounen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo. Här Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Madamm Reding huet dat mat hirem eegenen Humor och net a Fro gestallt.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Nee. Ech hunn dat jo och ...

■ **Une voix.** - Mir jo och net.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Roth, ech hunn dat jo och esou ausgedréckt, dass keng Equivoque no bausse sollt opkommen, wat kee vun eis wëllt. Net dass op eemol eng Institution déi aner Institution géif accuséieren, si géif hir Aarbecht net maachen. De Conseil d'État huet an deene leschten zwéi Joer seng Aarbecht exemplaresch gemaach, an engem Rhythmus, dee gradesou, jo, schwéier war fir si wéi fir eis. Merci, dass Der mer et net iwwerhuel, dass ech déi Prezisioun maachen. An dat war och net aneschters geduecht, géif ech mengen.

Voilà, dat gesot, géif ech deem nächste Riedner d'Wuert ginn, dem Här Marc Spautz.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Kolleegen a Kolleegen, den Débat sur l'état de la nation war a menger Erënnerung ëmmer am Fréijoer. An där laanger Geschicht vum Débat sur l'état de la nation ass dat am Fréijoer domat ugaangen an et huet een duerno all déi Initiativen an déi Projeten erëmfonnt am Hierscht am Budget.

Dës Kéier ass et anescht. Mir hu gëschter, nee, virgëschter, den État de la nation virgestallt kritt a gëschter Moien huet den Här Gramegna eis de Budget virgestallt an haut de Mëtten debattéiere mer iwwert den État de la nation.

Ech kritiséieren net den Débat sur l'état de la nation, ech kritiséieren net de Budget, mee ech weess awer net méi, ob déi Zesummenaarbecht, wéi den Débat sur l'état de la nation a wéi de Budget matenee fonctionéieren, ob dat elo nach deem entsprécht, wat den Erfinder vun deemools, deen déi éischt Déclaration sur l'état de la nation gemaach huet, deen dem Här Bettel jo och ganz bekannt misst sinn, dee Premierminister vun deemools, domadder bezweckt hat.

Ech wollt dat just soen, dass et e bësse komplizéiert ass, nach eng Kéier, den Enjeu ze verstoen. Fir déi Leit, déi et net wëssen: Et war den Här Thorn, deen déi éischt Déclaration sur l'état de la nation deemools gemaach huet, déi duerno an de Budget agefloss ass.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, virun 18 Méint stoung vill Leit do, kollektiv owes ze klappen. Si hunn dem Santéspersonal geklappt a Merci gesot fir dat, wat dat geschaff huet. Vill Aktiounen si gemaach gi virun de Spideeler a virun den Altersheimer, fir dem Personal aus dem Gesondheitsberäich Merci ze soen, Merci ze soe fir deen Asaz, dee se bruecht hunn, fir sech géint déi Pandemie, déi deemools um Héichpunkt war, anzesetzen. Mir hunn d'Aarbechtsgesetz geännert, mir hunn hinnen d'Méiglechkeet ginn, zwielef Stonnen ze schaffen, well der net genuch do waren - net aus Fräiwëllegkeet an Nettegkeet, mee well der net genuch do waren, fir déi Aarbecht ze maachen!

Mir hunn driwwer diskutéiert, mir haten en Débat d'actualité an der Chamber iwwert d'Professions de santé, wou mer och mat hinnen doriwuer geschwat

hunn. Et war duerno nach eng Petitionskommissioun, wou se an der Chamber d'Geleeënheet haten, hiert Uleies virzedroen.

Mee et ass awer um Terrain, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fir déi Leit aus dem Santésberäich nach ëmmer näischt geschitt! De Gros vun hinnen ass am Dezember, am Januar an am Februar, also 2019 am Dezember oder 2020 ..., nee, 2021 am Januar an am Februar hu se hir Impfung kritt. An net méi spët wéi den 20. September 2021 huet eng vun de Responsabele vum Centre hospitalier, d'Dokter Thérèse Staub, an enger Emissioun op RTL beim Dany Rasqué gesot, dass, wann een elo iwwert déi drëtt Impfung schwätze géif, een dann awer och net déi Leit dierft aus den Ae verléieren a vergiesse, nämlech déi vun der Santé, mat deenen et ugaangen ass, déi viru bal engem Joer am Dezember, Januar oder Februar hir Impfung kruten. Well wann déi eis géifen ëmfalen a krank ginn, da wier d'Situatioun nach méi enk, wéi se bis elo schonn ass.

An dofir géif et mech interesséieren: D'Regierung huet gëschter der Santé an dem Santéspersonal extra Merci gesot fir dat, wat se gemaach hunn. Mir haten och emol eng Kéier eng Motioun, fir hinnen dat och aneschtens unzekerken. Mee dofir nach eng Kéier meng Fro: Hunn déi Leit elo eng Chance, eng drëtt Impfung ze kréien, wa se all Dag fir eis, fir eis Gesondheet, fir d'Gesondheet vun eisem Land am Asaz sinn, oder net? Dat just als allgemeng Fro iwwer alles dat, wat och, ënner anerem, gëschter gesot ginn ass.

Ech wëll och elo net op all Detail nach eng Kéier agoen, meng Kofraktiounspresidenten, den Här Roth an d'Madamm Hansen, hunn dat op eng exzellente Aart a Weis gemaach, mee ech géif awer nach gär verschidde Saachen ënnersträchen.

An ech wëll soen, dass mer ausdrécklech begrëissen, dass eng Tripartite stattfënt. A mir soen am Fong: enfin! A mir si frou ... An elo kucken ech manner op d'Regierung, mee op meng lénks Säit: Zwou Motiounen hu mer an der Chamber deposéiert, déi hutt Der ofgebaatscht an Dir hutt gesot, et wier elo net noutwendeg, eng Tripartite ze halen. Dat war de 5.5.2021 an dat war de 16.6.2021. Ech sinn elo frou, dass d'Tripartite do ass - soss hätt Der haut erëm d'Geleeënheet gehat, eng drëtt Motioun dann ofzeleeren oder vläicht unzuhuelen -, dass Der och elo averstane sidd, dass eng Tripartite misst stattfannen, an dat am Interêt vun alleguerten deene Leit an alleguerten deene Betriber hei am Land.

An dofir sinn ech och wierklech frou, dass d'Tripartite zesumme kënn. Ech si just iwwerrascht elo iwwert den Zesammenhang, well ech hunn elo nach eng Kéier gesot, am Mee an am Juni hat Der et nach als iwwerflësseg ugesinn an elo op eemol sidd Der awer och där Meenung, dat misst geschéien.

Ech wëll och soen iwwer all déi Aktiounen am Sozialdialog, iwwert dee geschwat ginn ass ... - de Premierminister huet en Dënschdeg driwwer geschwat, den Aarbechtsminister hat och e puermol an der Kommissioun an och hei, net hei, mee déi aner Säit am Plenum, wéi mer nach am Cercel waren, iwwert déi gutt Zesummenaarbecht geschwat, déi gewiescht wier tëschent de Gewerkschaften, de Patronen an der Regierung betreffend den Teletravail, betreffend déi Accorden, déi do fonnt gi sinn am Kader vum Conseil économique et social.

Ech stelle mer dann awer d'Fro, wann ech haut de Moien erëm e gemeinsame Communiqué liese vun deenen dräi Gewerkschaften, wou se dat kritiséieren, wat zwar net haut um Ordre du jour ass, mee den nächste Méindeg, wou se do nach eng Kéier soen, si wieren net consultéiert ginn an et wier net mat hinne geschwat gi betreffend d'Covidmesuren, net d'Covidmesuren u sech, mee am Fong déi Mesure vun dem 3G an de Betriber ...

**(Interruption par M. Dan Kersch)**

Jo, Här Kersch, direkt! Mee ech liese just dat, wat haut de Moien an engem gemeinsame Communiqué vun der CGFP, dem OGB-L an dem LCGB virbruecht ginn ass.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci, Här Spautz, dass Der direkt d'accord sidd. Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Jo, ech sinn och frou, Här Spautz, dass Der mer d'Wuert ..., dass Der dem President erlaabt, mir d'Wuert ze ginn.

**(Hilarité)**

Ech sinn och frou, dass Der dat doten hei abruecht hutt. An ech dementéiere formell, wat do an deem Communiqué steet! De Premier huet mat mir a mam Kolleeg François Bausch d'Gewerkschaften gesinn. Do war souwuel den OGB-L wéi den LCGB wéi och d'CGFP dobäi. An do war eent vun den Haapttheemen d'Aféierung vun engem CovidCheck op den Aarbechtsplazen. An do hu mer dat och genaous diskutéiert, esou wéi et och elo schlussendlech an deem Gesetzesprojet drasteet, wéi mer et dann e Méindeg hei op der Dagesuerdnung hunn.



Duerfir sinn ech fou, dass Der mer d'Geleeënheet ginn hut, dat richtegstellen.

■ **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*. - Ech kann dat bezeien!

■ **M. Marc Spautz** (CSV). - Merci. Also, ech ka just dat soen - ech war net beim Gespréich dobäi -, ...

(*Interruption*)

... wat ech an der Zeitung gelies hunn. Dann ass et dräi géint dräi.

(*Hilarité et interruptions*)

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*. - Wann Der en Arbitter braucht, Här Spautz, Dir wësst, ech sinn ëmmer bereet.

■ **M. Marc Spautz** (CSV). - Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, gläichzäiteg schwätze mer dovun, an et ass och nach ënnerstrach gi vu gläich e puer Riedner: Wa mer de Chômage partiel net gehat hätten, wou och d'sozial Partnerschaft ëmmer mat-consultéiert gëtt iwwert de Comité de conjoncture, dee vum Wirtschaftsminister presidéiert gëtt a vum Aarbechtsminister kopsidéiert gëtt, an dat wëlle mer och ënnersträchen, well wa mer dee Modell Chômage partiel net gehat hätten, hätten Lëtzebuerg an där Kris net esou dogestanen, wéi Lëtzebuerg elo doosteet!

An ech hoffe just - et ass gesot ginn, dass méi ausbezuelt ginn ass wéi dat, wat zegutt war -, dass mer et do och fäerdegréngen, nach en Deel erëmkéieren. Mee ech wëll awer och soen, et soll een elo net déi, déi et seriö gemaaht hunn, strofe fir déi puer, déi e bëssen iwwerdreien - net nëmme e bëssen iwwerdreien, mee déi d'Leit, d'Land beklauen.

Mee et muss een awer ganz kloer an däitlech soen, dass et eng gutt Initiativ war an dass et och wichtig ass, dass mer esou e Modell hunn, well ech soss net weess, ob mer déi Chômagezuele géife schreiwen, déi mer de Moment kennen, mee dass et gutt ass, dass mer an deem Volet och de Chômage partiel esou haten, d'autant plus well mer e Fachkräftemangel hunn, e Fachkräftemangel a ville Secteuren: Mir hu Fachkräftemangel an der Restauratioun, mir hu Fachkräftemangel am Handwierk.

Do feelt eis engersäits de Moment d'Matière première. Dat fänkt lues awer sécher un, op verschiddene Plaze besser ze goen, mee d'Präisser ginn terribel an d'Luucht. Ech mengen, do kann den Här Bausch e Liddchen dovun sängen a senge Projeten an och d'Buergermeeschteren an d'Gemegevertreider heibannen, déi wëssen dat och, wat fir Soumissiounen virgesi sinn a wéi se un de Plaffong ginn, wat kënn.

An heiansdo hut Der souguer Pech, dass emol kee méi eng Soumissioun siche kënn, wat och dann en Zeechen ass, dass et dem Secteur u sech net schlecht geet. Wann Der da mam Secteur schwätzt, da soe si: „Jo, mir géife jo gär méi maachen, mee eis feelt et net nëmme un der Matière première an u Material, mee eis feelt et och u Leit, déi mer net fannen, fir an eise Betriber ze schaffen.“

An ech mengen, dass et do och wichtig ass, net wéi och elo an der Santé, wou de Minister gesot huet: „Elo maache mer einfach eng nei Formation“ ..., mee et misst ee sech do mat de Leit zesummesetzen. Et ass och menger Meinung no keng Léisung, einfach ze soen: „Mir maachen d'Schoufflicht op 18 Joer“, an domadder ass de Problem geléist, mee dass ee kuckt: Wou ass den Usatz? A wat kënnen mer maachen, fir och déi Berufler méi attraktiv ze maachen?

Méi attraktiv ze maachen, dat ass emol eemol an der Pai. Dat ass ëmmer eng Diskussioun. Et ass eng Diskussioun, déi mer scho säit éiweg, bon, net säit éiweg, mee déi lescht 40 Joer ëmmer erëm gefouert hunn, wou dann ëmmer de Staat an d'Gemege vun de Patronen de béise Fanger gemaaht kritt hunn: „Mir bilden aus an Dir huet eis dann déi Besch ewech!“

Mee do muss mer dann och d'Fro stellen: Wat kënnen mer maache fir d'Attraktivitéit vum Handwierk? Wann Der an en anert Land gitt, wat hei niwendru läit, wat déi schappeng Zuel vun 90 Milliounen Awunner huet, wann Der do en Handwierker sidd, da sidd Der quelqu'un. Wann Der hei zu Lëtzebuerg en Handwierker sidd, da gitt Der an d'lescht Rei gesat an dann heescht et: „Dat ass esou.“ Well mir net méi dee Staat sinn, wou d'Aarbecht mat den zwou Hänn, fir et elo emol esou auszedrücken, dee Stellewärt huet, dee se misst hunn!

An ech mengen, dass mer do och als Politik gefuerdert sinn, fir do och eng Offensiv ze maachen, zesumme mat der Regierung, zesumme mat de Beruffschamberen, déi zoustänneg si fir d'Beruffsausbildung, fir och do ze weisen, wéi wichtig et ass, dass mer Handwierker hunn, dass et wichtig ass, Handwierker ze fannen. Well och dat ass ee Volet, dee mer brauchen, fir dass Lëtzebuerg prett bleift a prett ass, fir all déi Aarbechten ze maachen.

Mir kënnen esou eng schéin Déngschtleeschtungs-gesellschaft sinn, wéi mer wëllen - dat huet och e ganz groussen Undeel un eisem PIB an um Erfolleg

vun deene leschte 50 Joer -, mee mir brauchen och nach ëmmer Leit, déi mat zwou Hänn eppes kënnen maachen. Well wa keen do ass, deen de Stecker astécht, wa keen do ass, deen de Stroum bréngt, wa keen do ass, deen nom Motor kuckt, dann dréit en net an da geet en net. An dofir ass et och wichtig, dass mer do Initiativen huelen, fir dat och méi grouss no vir ze bréngen.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Très bien!

■ **M. Roy Reding** (ADR). - Très bien!

■ **M. Marc Spautz** (CSV). - Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, 634.000 Leit - den Här Staatsminister huet gëschter gesot, e krit elo nei Chiffere vum Stater -, mee 634.000 Leit aus 170 Nationalitéiten hu sech all Dag hei zu Lëtzebuerg afonnt, fir hei ze wunnen an ze liewen. Do sinn der nach eng Kéier 200.000 derbäikomm, dat waren eis Grenz-gänger, déi all Dag iwwert d'Grenz komm sinn, fir hei matzeschaffen, fir hei matzehliefen, dass eis Economie dréit.

An dat huet och an anere Länner zu Schwieeregkeete gefouert! Well Dir wësst et alleguer an ech soen lech näischt Neies: Eis franséisch, eis belsch an eis däitsch Kollege sinn net frou, dass mer hinne verschidde Leit, verschidde Qualifikatiounen ofwerben. An déi meescht Kritik kréien ech op alle Fall, wann ech emol heiansdo déi Kollege begéinen, an ech huelen un, Dir och, virun allem och aus dem Santéberäich, well am Santéberäich, wa se op Lëtzebuerg kommen, ass et bal du simple au double, wat an der Pai ass.

Mee wann Der da mat deene Leit schwätzt iwwert dat, wat lass ass, da soe se: „An Däitschland, a Frankräich, an der Belsch hu mer awer méi Zäit a méi Chance, bei de Patient ze goen, wéi hei zu Lëtzebuerg.“ An och do, mengen ech, ass et wichtig, dass mer driwwer diskutéieren, ob dat nach gutt ass, dass mer déi Leit, déi solle beim Bett stoen, an Tëschenzäit gläich méi laang beim Computer stoen hu wéi beim Bett.

A wann Der mat hinne schwätzt - et ware jo vill Kollege vun lech heibannen, wéi mer déi Petitionskommissioun hate respektiv wéi mer déi Unhéierung haten am Kader vum Gesondheidsdësch -, dann hu si dat och selwer ënnerstrach, dass mer do op nei Weeër musse kommen. An dofir solle mer och déi Diskussioun féieren an net blann einfach soen: „Mir maachen en neien Diplom“, an domadder ass alles geléist, mee och mat deene Leit vum Terrain schwätzen, fir hinnen och do d'Geleeënheet ze ginn.

Et ass jo awer scho komesch, wann Der zu Berlin héiert, do huet d'Infirmière esou laang Zäit an der Charité, fir sech ëm de Patient ze bekëmmen, an zu Lëtzebuerg brauch se déi Zäit bal, fir am Computer alles anzeginn, wat do gefrot gëtt. Och dat kann een, änlech wéi an anere Wirtschaftsberäicher, vläicht un aner Kräften ofdrécken. Wann Der an Däitschland kuckt, do gëtt et eng Stationssekretärin, déi déi Aarbechten iwwerhëlt, déi hei och oft vun Infirmière an Infirmiere gemaaht ginn. Dann hätten déi och méi laang Zäit, do beim Bett ze sinn.

An dat wier zwar sécherlech nëmme eng Drëps op de waarme Steen, mee et géif eis och schonn hëllefen, an och wieren déi Leit aus dem Santéberäich ganz frou a géife sech och méi wäertgeschätzt fillen, wa se emol dat erëm kéinte maachen, woufir se hir Formatioun gemaaht hunn, firwat se hir Iwwerzeegungen hunn: fir sech kënnen an den Déngsch vum deenen anere Leit ze stellen.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **M. Marc Spautz** (CSV). - Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass och geschwat ginn am Kader vun der Tripartite an och am Premier senger Ried iwwert d'Recht op Deelzäitarbecht, iwwert de Work-Life-Balance-Pak, wat och alles gutt ass, wat och alles richteg ass, mee wou et wichtig ass, dass mer do gläichzäiteg iwwer Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen, Aarbechtszäitorganisatioun wéchentlech, monatlech, järelech.

An ech bleiwen dobäi, dass mir sollen e Kader setzen, mee dass et nach ëmmer de Sozialpartner muss iwwerlooss sinn, fir do genau d'Detailer auszehandelen, wéi si dat gesinn, well do ass all Wirtschaftsbereich anescht, do huet all Wirtschaftsberäich aner Besoinen. Mee et ass un der Chamber, un der Politik, de Kader ze setzen, an duerno ass et un de Sozialpartner, dat ëmzesetzen. Ech géif et net gutt fannen, wa mir vun uewen erof géifen decidéieren, wéi an deenen eenzelne Betriber, an deenen eenzelne Verwaltung miss geschafft ginn an op wat fir eng Aart a Weis dat géif goen.

Recht op Deelzäit ass eng ganz wichtig Saach! Mee awer och de Retour muss garantéiert si bei der Deelzäit. Wann déi Leit op eemol erëm wëllen hunn, méi schaffen ze goen, dann heescht et oft, net iwwerall: „Mir hunn de Moment keng Plaz fräi. Mir hunn de Moment déi Stonnen net do, déi mer brauchen, fir dass du erëm kanns e volle Kader oder en Dräivéierelskader kréien.“

Ech mengen, dass et och do wichtig ass, dass mer net nëmme schwätze vun engem Recht op Deelzäit,

mee och vun engem Recht op de Retour, fir och duerno erëm méi kënnen ze schaffen. Opgrond vun der familiärer Situatioun, opgrond dovun, dass et eeben net geklappt huet bei engem vun zwee Mariagen, déi gescheet ginn, ass dat heiansdo e Problem. An dofir mengen ech, dass mer gläichzäiteg net nëmme d'äerfe schwätzen iwwert d'Recht op Deelzäit, mee och gläichzäiteg iwwert d'Recht op de Retour.

Mat der Beloung fir Elteren, déi zu zwee Congé parental huelen: De Premier huet et gesot, ech hunn awer keng Detailer esou richteg matkritt, wat déi Beloung soll sinn. Kréie se Congé bäi? Kréie se soss iergendepes bäi? Do wäerte mer da waarden, bis de Projet de loi um Dësch ass, fir dann och de Detailer kënnen ze kréien. A wann ech mech net verkuckt hunn, hunn ech och näischt am Budget fonnt. Mee ech muss lech soen, vu gëschter op haut hunn ech net alles am Detail kënnen kucken, mee ech hunn op alle Fall och dozou näischt am Budget fonnt.

Beim Teletravail, ech hat et scho gesot, do ass jo en Accord fonnt ginn am Kader och vum Conseil économique et social an där Zesummesetzung, wou d'Sozialpartner sech eens gi sinn. An ech mengen, dass et och do wichtig ass, dass an der Fonction publique Arrangementen fonnt ginn. Do ware schonn attraktiv Teletravailmodeller do, mee do gëtt et awer Diskussionsbedarf a verschiddene Verwaltungen a Ministären, dass et och do méiglech wäert sinn, fir doriwier ze diskutéieren.

En anere Punkt, dat ass dee vun der Dezentraliséierung vun eisen Aarbechtsplazen. Och dat ass vum Premier ënnerstrach ginn. Ech wëll drun erënneren, mäi Kollege, de Léon Gloden, hat scho virun annerhallwem Joer eng Kéier gesot, dass et wichtig ass, dass mer där Pôle-d'attractione géife maachen. Ech soen elo Gréiwemaacher, ech kann och nach soen, an anere Grenzuertschaften, dass et do méiglech ass.

Och wann d'Regierung villes beweegt kritt huet mat hiren Nopeschlänner, fir den Teletravail méi attraktiv ze maachen, esou wäert et awer nach ëmmer schwierig gi fir déi 200.000 Grenzgänger, mee net nëmme fir si, och fir déi Lëtzebuurger, déi an de Grenzregione wunnen, fir allkéiers an d'Stad ze kommen, dass dat och soll ënnerstëtzt ginn. Ech mengen, mir si ganz kloer als CSV, mir soen: Dat soll esou sinn, dat ass och gutt esou, dass dat soll kommen. Mir si just gespaant, wéi laang et elo nach dauert, bis mer do den Ufank fannen.

Ech weess op staatlecher Säit eng Verwaltung, déi der Familjeminstesch méi no steet, déi ass jo schonn amgaangen, esou dezentraliséiert ze schaffen, mee dass et och wichtig ass, dat ze maachen. Dat hëlleft och am Verkéier moies fir an d'Stad respektiv och owes fir heem.

Déi selwecht Diskussioun, déi muss een awer och do féiere mat de Betriber vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, well si och de Besoin hunn - net nëmme d'Fonction publique -, fir do eppes kënnen ze erreechen.

An e leschte Punkt am Kader, wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, dat ass d>Weiderbildung. Ech mengen, dass an d>Weiderbildung nach ëmmer méi muss investéiert ginn, well all Su, dee mer ausginn an d>Weiderbildung, domadder kënnen mer, wann alles gutt geet, Chômage verhënnen. A mir hunn déi Leit prett, fir um Aarbechtsmaart an deene Betriber anzusetzen, déi mer och derfir brauchen.

Eppes, wat ech vermësst hunn, Här Staatsminister, an Är Ried an deem dote Volet, am Kader vun der Sécurité sociale, dat ass den Tiers payant généralisé. Wéini gi mer dann elo konkret? Wéini kënn et? Dat ass eppes, wat scho virun annerhallwem Joer versprach gi war, dass et géif kommen, dass en Accord do wier. Elo ass 2021 och gläich eriwier an ech fäerten, och 2022 mussen d'Leit nach ëmmer d'Sue virstrecken. Do wollt ech just wëssen, wat do d'Weeër an d'Iwwerleeunge vun der Regierung sinn.

An dat selwecht, et ass heibanne vill geschwat ginn iwwert d'mental Gesondheet, ech ginn dofir elo net méi an den Detail, meng Kollegen hunn dat scho gemaaht respektiv ee wäert et nach maachen, wéi ass et do mat der Nomenclature? Wéi ass et do mat de Remboursement? Wat nach ëmmer eppes ass, wat aussteet, an dat ass och elo net geléist, dass mer soen: „Elo ass den Index erfall.“ Mee déi Leit brauchen déi Suen! An déi Leit, déi do Traitement hunn, mussen d'Méiglechkeet kréien, déi och rembourséiert ze kréien, soudass et do och ganz wichtig ass, dass mer do eppes ënnerhuelen.

Ech wëll och dorun erënneren, mir haten och als CSV, net eréischt elo, wéi de Rapport vun der Unicef komm ass an déi aner Rapporte virlouchen, mir hate schonn am Mee eng Diskussioun gefouert iwwert d'mental Gesondheet. An ech wëll och do hopen, dass mer do eng Kéier d'Méiglechkeet kréien, och hei an dësem héijen Haus mat doriwier ze schwätzen.

Esouwäit zu deem Volet Sécurité sociale an och Travail. Da wollt ech awer och nach eppes soen zum Volet vun der Famill a vun der Integratioun.

Ech hunn et scho gesot: Mir hunn 200.000 Frontalieren. Mir hunn och ganz vill Leit aus Drëtlänner, déi op Lëtzebuerg kommen. Et sinn och do ganz gutt Initiativen ënnerwee, de Plan communal intégration, fir nëmme deen ze nennen, wou jo och de Syvicol ganz staark mat agebonnen ass.

Mee et ass awer och wichtig, dass mer déi Leit siche ginn, och déi Leit, déi vu vill méi wäit hierkommen, eis Flüchtlingen, wou ech dovun ausginn, wou mäi Kollege, de Paul Galles, nach eng Kéier wäert herno dozou schwätzen, dass mer och do kucken, wéi mer déi Leit kënnen op den Aarbechtsmaart integréieren. Do ass d'Sprooch e Problem, well et ass net méi, wéi mer et kann hunn. Wéi mir kleng waren, war d'Sprooch vun der Integratioun franséisch. Haut ass d'Sprooch vun der Integratioun normalerweis d'Englescht an net méi onbedéngt franséisch.

Dass mer et do fäerdegréngen, och déi Leit mat eranzehuelen an och deene Leit Perspektiven ze ginn. Well wa mer se alleguerte sätze loosson an hire Foyeren a mir huele se net mat der Hand a mir kréie se net iergendwéi mat eppes beschäftigt, da gi se alleguerte mierf an da kréie se alleguerten d'Flemm. An da kommen och Saache vir, déi net solle virkommen. Mee wa mer d'Méiglechkeet schafen, dass mer déi Leit och kënnen abannen, da geet dat.

Et ass fir mech onverständlech, wann ech gesinn, dass eng Firma fir si akafe geet respektiv eng Camionnette virun d'Dier kënn, wou se kënnen akafen; et ass fir mech onverständlech, dass en aneren hinnen d'Dreckschécht eraussetze kënn, dass en aneren hinne botze kënn! Ech muss soen, och bei lech, huelen ech un: Doheem gitt Der selwer akafen, Dir musst och selwer derfir suergen, dass gebotzt gëtt, an Dir musst och selwer derfir suergen, dass den Entretien gemaaht gëtt.

An ech mengen, mir ginn och do heiansdo e falscht Bild of! Wann d'Leit alleguerte mengen, dat wier all inclusive hei zu Lëtzebuerg, da stelle si sech och vir, dat wier iwwerall all inclusive! An dofir ass et och wichtig, dass mer mat hinnen diskutéieren, dass mer hinnen eng Chance ginn um Aarbechtsmaart an dass mer hinnen och d'Méiglechkeet ginn, sech esou op déi Aart a Weis ze integréieren.

Ech kann lech soen, an enger Uertschaft, déi dem Här Mischo ganz gutt bekannt ass, wann Der do an d'Neiduerf gitt, d'Epicerie ass op 50 m vum Foyer ewech, do verstinn d'Leit am ganzen Neiduerf net, firwat do d'Camionnette virun de Foyer kënn, fir d'Liewensmittel ze verkafen, an et ass net méiglech, dass se 50 m méi wäit selwer kënnen akafe goen an déi Epicerie, déi do ass. Ech weess, dass et do och heiansdo technesch Problemer gëtt. Mee ech mengen, dass et wichtig ass, dat zesummen - d'Gemengen, de Staat, d'Regierung an déi Organisatiounen - ze iwwerwannen. Well et ass nëmme esou, wéi mer et fäerdegréngen, eng richteg Integratioun ze maachen. An dann hätte mer och aner Problemer net, déi sech soss vill stellen.

■ **Plusieurs voix**. - Très bien!

■ **M. Marc Spautz** (CSV). - Ech wëll drun erënneren, et ass ënnerstrach ginn hei, iwwer Prestations en nature, et ass gesot ginn: „Elo kënn eng flächendeckend gratis Hausaufgabenhëllef.“ Felicitatioun un d'Regierung, dass Der endlech eis Motioun vun Mee 2019 ëmsetzt, ...

■ **M. Laurent Mosar** (CSV). - Très bien!

■ **M. Marc Spautz** (CSV). - ... well 2019 hate mer hei an der Chamber déi Motioun eraginn. An elo kënn et! Mee et ass méi séier gaangen, Här Engel, bei der Tripartite wéi hei. Mee ...

An dann ass et drëm gaangen och bei de Musekcoursen. Ech wëll och just soen, dass dat bei de Musekcoursen an all deem mat Kanner a Famillje gutt ass, mee mir verstinn net, dass dat zwee Joer gedauert huet, fir dat dohinnerzékriegen!

Et ass déi selwecht Diskussioun, dass elo jiddweree ka mam Chèque-service an d'Crèche goen. Ech wollt just wësse vun de Buergermeeschteren heibannen, wéi se dat elo maache muer de Moien, wann elo alleguerten déi Maison-relais déi Kanner mussen an Empfang huelen, well elo kënn jo jiddwereen! Elo ass et jo net méi no engem Schlëssel, dat ass jo elo eriwier.

Dofir wier et och do wichtig ze wësse vum zoustännege Minister - ech verstinn, dass de Premier do keng Detailer ka soen -, a wat fir engen Etappen dat geet, a wat fir enge Steppen dat geet, wéi mer dat fäerdegréngen, dass déi Kichen, déi Kichelwieranten et och fäerdegréngen, elo praktesch eng Verduebelung vun de Molzechten ze maachen.

Net iwwerall, mee a verschiddene Regionen ass dat ganz staark. Eng Gemeng, déi mir méi no läit, do ass et eng Verduebelung vun den lessen, déi elo misst gemaaht ginn. Wéi maache mer dat? Op wat fir eng Aart a Weis maache mer dat? Ass dat de Staat? Ass dat d'Gemeng? Wann et d'Gemeng ass, bezilt de Staat oder ass et d'Gemeng, déi muss bezuelen, an et gëtt en aneren Ausgläich gemaaht am Kader vun enger kommunaler Finanzreform? Ech



weess et net. Ech mengen, dass et do wichteg ass, dass mer dat och do solle wëssen!

Awer dat, wat mer net gefält, dat soen ech awer direkt hannendrun: Ech hätt léiwer gehat, dat wier sozial gestaffelt, well ech awer nach ëmmer net agesinn, dass engem seng Kanner, dee fënnemol de Mindestloun verdéngt, muss gratis an enger Schoul mat z'iesse kréien. Hie ka sech et och leeschten, fir dat selwer ze bezuelen. Dass een do hätt misse sozial Krittären ...

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Véiermol de Mindestloun!

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Véiermol de Mindestloun?

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Véiermol ...

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Véiermol.

(*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Fënnemol ass schonn ... Okay. Véiermol de Mindestloun.

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Gitt eis méi wéi Recht. Ech fannen dat och gutt!

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Och bei véiermol de Mindestloun, Här Staatsminister, ech mengen, déi hätten et och fäerdegbruecht, hire Kanner all Dag z'iesse ze ginn.

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir sollen och Saache fir d'Mittelschicht maachen, Här Spautz.

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat ass ...

■ **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et soll een d'Mittelschichten och net vergrissen an dëse Méint!

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo. Dat ass deen ee Volet.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Da wëll ech soen, op de Punkt vun dem REVIS wäert de Paul nach agoen. D'Allocation de vie chère, do geet de Paul och nach méi drop an. Mee ech wëll lech just soen, fir 200 Euro méi ze kréien, wann Der eng Avance geschéckt kritt vun engem grouse Gasliwwerant, dee seet, dass Är Avance elo net méi 150 Euro ass, mee 300, wann ech dat da richtig rechnen, da bleiwen nach 50 Euro iwwreg. Mee dat eent ass de Mount an dat anert ass d'Joer. Dofir misst ee vläicht eng kéier eng Diskussioun féieren, dass dat awer net duergeet. Op alle Fall, e grouse Gasfournisseur, mat engem kompakten Netz an engem ganz grouse Ballungsgebitt, huet senge Clienten ...

■ **Une voix**.- Aus dem Süde vum Land.

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- ... aus dem Süde vum Land, jo, elo matgedeelt, dass d'Avance verduebelt gëtt, zwëschen 43 % a 57 %. 43 % ass net verduebelt, richtig.

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Wien huet ..., wéi geréiert deen dat dann?

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Gelift?

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Wie geréiert dann dee Syndikat?

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Ma anscheinend ass dat de Staat, zesumme mat de Gemengen. Mee et muss een awer doriwwer diskutéieren. Dann hätt de Staat jo och d'Méiglechkeet, vläicht méi ze maache wéi déi 200, well et ass jo net nëmme fir déi Leit, déi d'Allocation de vie chère kréien, mee et ass och fir déi aner Leit, wou dat relativ schwierig gëtt.

Op d'Allocation d'inclusion d'emploi kënn mäi Kolleeg, de Paul, nach zrëck.

Da wëll ech eppes soen zu de Better. Et ass hei ëmmer gesot ginn, et wier net genuch investéiert ginn an d'Alters- an an d'Fleegheimer. An der Zäit vun 2013 bis 2017 si 480 Better gemaach ginn. Ech wëll just soen, do ware 600 Better. Et waren der 480 2013-2014, well do sinn dräi Altersheimer opgaangen. Duerno sinn nach 116 Better bäikomm, ech wëll just soen, zu Déifferdeng, Käerjeng a Rëmeleng.

Rëmeleng, do soen ech léiwer näischt dozou, well dat ass schonn 2004 ugaangen, an ech mengen, dat ass jo elo endlech um Wee, well do war ëmmer e Sträit tëschent dem Architekt an dem Bureau d'ingénieurs an dem Familjeministère. An och do eppes, wat ëmmer erëm ënnerstrach ginn ass, och vun der Kultur, well do och Diskussiounen ware mat Sites et monuments. Déifferdeng ass virun der Fäerdegstellung. Zu Käerjeng ass 2013 en Accord fonnt ginn tëschent der Gemeng Käerjeng an dem Familjeministère.

Mee ech wëll lech awer drun erënneren, an Dir kënn dat noliesen: Dir hutt an Ärer Regierungserklärung vun 2013 gesot, et wier fir lech d'Prioritéit, fir d'Leit doheem ze loosse. Dat kënn Der noliesen. Ech hat mech gëschter Owend nach dohin-

nergesat. An dofir sinn ech frou, dass Der elo sot, dass zousätzlech nei Better géife geschafe ginn, well et ass wichteg, dass mer Better hunn. Mee da muss een awer och net nëmme hei soen: „Virun ass näischt geschitt“, mee et muss een och soen, wat virdu geschitt ass. An et ass just dat, wat ech wollt do nach eng kéier an de Mëttelpunkt stellen.

Ech wollt eppes soen zum Kannergeld: Mir si frou, dass eppes am Kannergeld geschitt. Ech wëll just soen, dass d'CSV beim Kannergeld eng Proposition de loi gemaach huet, e puer Proposition-de-loien, 2019 an nach eng kéier eng frësch Proposition de loi, wou ech elo net nach eng kéier wëll poleemesch op de Wee dozou agoen, well déi Geleeënheet kréien ech beim Projet, wou mer gesot hunn: „Mir hätte gär, dass eppes geschitt beim Kannergeld!“, dass mer gären eng Reindexéierung hätten op den 1.1.2019. Do hu mer Motiounen heibanne gehat, do war et meeschtens 31:29.

Bei der Proposition de loi, géif ech bal duerch d'Kugel soen, wäert et och erëm 31:29 ginn. Mee mir sinn awer frou, dass Der och elo déi Tranche vum 1. Oktober mat berücksichtegt. Mee ech wëll lech soen: Do feelen awer nach zwou Tranchen am Kader vun dëser Legislaturperiode! An et wär awer och wichteg, dass déi Leit déi zwou Tranchen vum Index géife bäikréien.

Da wëll ech och soen ...

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Spautz, wie war dat, deen dat ofgeschaaft huet, déi Indexéierung?

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Gelift?

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Wie war dat, deen dat ofgeschaaft huet?

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- 2006 ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Kënn Der wgl. d'Wuert froen?

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Här Kersch, 2006 - ech kann lech dat direkt soen - ass dat ofgeschaaft ginn an enger CSV/LSAP-Koalitioun. Do ass e Spuerpak gemaach ginn. Do ware mer an enger anerer Situatioun. Ech mengen, dass Är Partei - Dir net perséinlech, mee Är Partei - do mat an der Regierung war an dass dat deemools decidéiert ginn ass als eng vun de Mesuren, well mer an enger finanzieller Schwierigkeet waren. Do huet et awer net geheescht: „Mir schafen et definitiv of!“ Just, fir och dorun eng kéier ze erënneren. Mee ech kommen awer gären ...

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- An elo si mer och an esou enger Situatioun, an enger Kris, a mir féieren et erëm an.

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Mir kucken, 2006 ...

■ **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Genau dat wollt ech héieren!

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Wann den Debat an der Chamber ass, kommen ech nach eng kéier mat de Chifferen a mat den Detailler dorop zrëck.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Här Spautz, erlaabt Der, dass den ...

■ **M. Gilles Baum** (DP).- Erlaabt mer just ganz kuerz, Här Spautz, lech ze soen, dass mer am Koalitionsaccord virgesinn haten, um Enn vun der Legislaturperiode d'Kannergeld ze indexéieren. Mir maachen et elo quasi an der Mëtt. An ech mengen, dat ass e gudd Gest fir alleguerten déi Leit, déi et brauchen.

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Also, an der Mëtt, doriwwer léisst sech diskutéieren, wat d'Mëtt ass, Här Baum, mee dat maache mer eng aner kéier. Mee ech wëll och just soen: Dat, wat mer awer nach ëmmer vermëssen, ass dat fir d'Familles nombreuses ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Här Spautz, et ass ewéi mat den honnert Prozent!

■ **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo. Et ass wéi mat de Familles nombreuses, och dat hu mer gefuerdert gehat, och dat steet an eiser Proposition de loi. An dovun si mer elo nach wäit ewech.

Ech géif elo nach gäre weiderfuere, mee da kréien ech vun dräi Kolleegen de Kapp erfroeschloen, well da geet et mat der Riedezäit net duer.

(*Hilarité*)

Ech wëll just soen, dass mer an der Familjepolitik bei all deene Projeten awer nach eng kéier wäerten dorop zrëckkommen an dass mer dann och ... Ech si gäre bereet, de ganzen Historique ze maachen an de ganzen Historique op den Dësch ze leeën. Ech kann net akzeptéieren, wann een ëmmer seet: „Deen ee war et“, well e war ni eleng an der Regierung - wat ech heiansdo gutt fannen, heiansdo och vläicht bedauern. Mee hei zu Lëtzebuerg war nach ni eng Partei ganz eleng an der Regierung. An et kann een net ëmmer nëmme soen: „Et waren déi, et

waren déi an et waren déi“, a vun deenen anere wëllt een näischt wëssen.

Villmoos merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och dem Här Spautz.

Ech mengen, et ass nach net esou dramatesch mat der Zäit a mat deene Kompensationen, déi versprach gi sinn. Well do Minute geholl gi sinn, misst dat esou just opgoen, wa jiddweree sech u seng Riedezäit hält.

An deen nächste Riedner ass prett, dat ass de Félix Eischen.

■ **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi däitsch Nach-Kanzlerin Angela Merkel huet den 18. Juni an hirer Ried bei der nationaler Luftfahrtkonferenz de Jules Verne zitéiert.

■ **Une voix**.- Ganz gutt!

■ **M. Félix Eischen** (CSV).- De Jules Verne, de Schrëftsteller, deen eis haaptsächlech duerch säi Wierk vun den „80 Deeg ronderëm d'Welt“ bekannt ass, sot viru bal 150 Joer, ech zitéieren: „D'Waasser ass d'Kuel vun der Zukunft. Waasserstoff a Sauerstoff wäerten d'Energieversuergung vun der Äerd sécherstellen.“ De Jules Verne war e Visionär! A seng Visioun ass amgaangen, 150 Joer méi spéit, Realitéit ze ginn. A mir sollten déi onwarscheinlech Méiglechkeeten, déi de Waasserstoff eis bitt, am Bléck hunn.

Mir hunn ons all zesummen d'Klimaneutralitéit als Zil gesat. Fir dëst Zil ze erreechen, brauche mer och de Waasserstoff. Sou géilt en als Energieträger vun der Zukunft a kann e wichteg Piliere bei der Transformatioun zu enger méi nohalteger Gesellschaft duerstellen. Dofir ass et schued, dass am Premier senger Ried d'Wuert „Waasserstoff“ am Ganzen nëmme zweemol virkënn. Dat ass ze bedauern, well mir schwätzen hei vun engem extreem nohaltegen Energieträger. Dofir erlaabt mir, an deenen nächste Minutten eng kleng Lanz ze brieche.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Félix Eischen** (CSV).- D'Nohaltegkeet vum Waasserstoff hânt virun allem vun dräi Facteuren of: senger Produktioun, sengem Stockage a senger Uwendung. De Waasserstoff ass näischt Neies, e gëtt schonn zanter Joerzénge produzéiert. Mee leider gëtt e quasi exklusiv mat fossillen Energieträger produzéiert - sougenannte „groe Waasserstoff“. An de groe Waasserstoff ass net wierklech eng Alternativ zu de fossillen Energiequellen, mee éischer eng „Mogelpackung“, wéi de Mouvéco festgehale huet. Déi eenzeg nohalteger Form vum Waasserstoff ass grénge Waasserstoff, deen ënner anerem op Basis vun erneierbarem Stroum hiergestallt gëtt.

Mir fannen et als CSV wichteg a richtig, dass Lëtzebuerg sech endlech eng Waasserstoffstrategie gëtt, déi virun allem prioritär op grénge Waasserstoff, also aus erneierbaren Energiequellen, setzt.

Deen zweete Punkt, dee beim Waasserstoff entscheedend ass, ass seng Uwendung. Den Asaz vum Waasserstoff ass nëmme an bestëmmte Beräicher sënnavoll, dat heescht virun allem do, wou keng direkt Notzung vum Stroum méiglech ass. Do, wou eng direkt Stroumnotzung méiglech ass, wéi zum Beispill am Individualverkéier, ass et awer bis elo méi effizient, dëse Stroum och direkt ze notzen, zum Beispill a Form vun klengen a manner schwéieren E-Autoen.

Bei méi schwéiere Gefierer, vu SUV, Camionnetten, Camione bis bei d'Busser, mécht och eng Brennstoffzell Sënn, well mer jo déi vill Tonne Batterien, déi hei néideg wieren, net spadséiere fuere wëllen. Hei gëtt et och scho Konzepter mat manner schwéiere Batterien, permanent geluede vun enger Brennstoffzell, also sougenannten Hybride mat engem Elektromotor. Esou wéi och momentan beim E-Auto, wou jo och geméischte Stroum geluede gëtt, mécht et och eventuell Sënn, geméischte Waasserstoff ze tanken, esou wéi an Däitschland bei H2 Mobility, wou de Waasserstoff aus gréngem H2, aus Nieweprodukten vun der cheemescher Industrie an aus groem Waasserstoff besteet.

Spéider eréischt, mee an hoffentlech net allze wäiter Zukunft, wann een da bis genuch erneierbar Energien zur Verfügung huet, fir och en E-Auto zu 100 % mat gréngem Stroum ze lueden a fir wierklech grénge Waasserstoff ze produzéieren, da kann een och iwwer eng Notzung vun 100 %eg gréngem Waasserstoff an der Mobilitéit schwätzen.

De François Bausch huet an engem „Tageblatt“-Artikel vum 3. März 2020 dem Waasserstoff an der Mobilitéit ganz grouss Chancen ageraumt. Den Här Bausch sot deemools: „Waasserstoffautos werden in Zukunft eine große Rolle spielen. Meiner Meinung nach wird sich in den nächsten 20 bis 30 Jahren ein Mix aus Elektroautos, Brennstoffzellenfahrzeugen und Hybriden entwickeln - also Fahrzeuge, bei denen die Brennstoffzelle Strom für die

Batterie des Elektroautos produziert. Deswegen ist es wichtig, technologieoffen zu bleiben.“

Hei sinn ons däitsch Noperen, a besonnesch d'Saarland, scho vill méi wäit an hu mat Partner vu Bus, Camionen an Automobileng eng Strategie entworf mam Numm „Das Saarland 2030: Auf dem Weg zum Wasserstoffland.“ Hei fënn een ënner anerem am Dokument vun de Chancé fir H2 an der Automobilindustrie Argumenter, wéini wat fir eng Technologie soll ugewannt ginn. Ouni Zweifel, bei klengen a méttleren Autoen hutt Der e Batterieauto, ab zwou Tonne mat enger Autonomie vun iwwer 250 km d'Batterie an d'Brennstoffzell, bei Bus, Camion an Zuch op net elektrifizéierte Strecken ausschliesslech d'Brennstoffzell a bei Schëff a Fliger den E-Fuel.

An de Käpp vun de Leit ass dëse Wandel och, wéi et schéngt, schonn amgaangen. Laut enger „Spiegel“-Studie wiere méi Leit bereet, vun engem Verbrenner op e Waasserstoffauto ëmzeklamm wéi op e Batterieauto. Also logescherweis kéime mer méi séier vum Verbrenner fort, wa mer béid Technologien an der Mobilitéit géife féieren, a besonnesch eebe beim Auto. D'Studie seet: 61 % wëllen, dass méi an den ëffentlechen Transport investéiert gëtt, 41 % wëllen, dass méi an den Zuch fir wäit Strecken investéiert gëtt, 39 % wëllen, dass an de Brennstoffzellenauto investéiert gëtt, 15 % an d'E-Bikes, 14 % an de Batterieauto an 9 % an de Carsharing. Also follglech wëlle bal dräimol méi Leit op en H2-Auto ëmklamm wéi op e Batterieauto.

E puer Kritikpunkte, wann Der erlaabt. De Minister Turmes huet jo elo viru Kuerzem ons Lëtzebuerg Waasserstoffstrategie virgestallt. An ech géif dozou gär e puer Kriticken äusseren.

Éischtens: besser spéit wéi ni! Mir als CSV hu scho säit Laangem eng Waasserstoffstrategie gefuerdert. Laang huet sech de Minister Turmes dergéint gewiert an elo eréischt rezent huet en den Émschwong gemaach an hie wëllt och endlech eng Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg entwéckelen.

Elo muss mer hoffen, dass dat net fir e puer Acteuren, wéi Paul Wurth zum Beispill an och anerer, ze spéit ass, well déi hir Pilotprojete schonn am Ausland realiséieren oder realiséiert hunn. Et deet sech nämlech ganz vill um Marché, Dir Dammen an Dir Hären, an d'Entreprisé sinn Demandeur an si waarden op e politescht Zeechen, si waarden op eng Signalwirkung!

Zweetens ass d'Virgoensweis a Fro ze stellen. Wéi ech ugangs scho gesot hunn, ass et richtig, dass een nëmme wëllt de gréngen H2 international féieren a virun allem déi Beräicher, wou d'Elektrifikatioun problematesch oder manner sënnavoll ass. Dëst ass awer eng aner Approche wéi bei de Batterien! Meng Kolleegin Martine Hansen hat dat gëschter och scho gesot.

Hei ass ëmmer argumentéiert ginn: „Mir müssen Zeechen a Richtung Elektromobilitéit setzen, fir dass sech eppes beweegt. An au fur et à mesure wäerte jo och dann de Stroummix méi gréng ginn an d'Batterieproduktioun méi nohalteger an d'Technik besser.“

Beim H2 gëtt argumentéiert: „Fir d'éischt sollen d'Infrastrukturen an d'Nohaltegkeet assuréiert ginn, eier mer d'konkret Ëmsetzung um Terrain wëlle gesinn.“ Mir soen also: „D'Batterie gëtt ëmmer méi gréng a mir schaffen äifreg an dës Richtung.“ A beim Waasserstoff hätte mer gäre fir d'éischt alles gréng an da setze mer et ëm!

Elo kéint et awer sinn, dass mer domadder den Uschloss géife verléieren an erëm nokucken, wéi op anere Plazen innovativ Projete kommen. Okay, soulaang mir net ganz gréngen H2 hunn, si mer net bei enger total dekarboniséierter Léisung. Mee do si mer bei eise Stroummix jo och net. Wann H2 aus enger Pipeline gezaapt gëtt, ass et jo och egal, oder eis dacks egal. Mir këne jo dofir awer eventuell op engem Marché gréng H2-Produktiounen ënnerstëtzen.

Wat ass do anescht wéi beim Stroum? Den Elektron, dee mir zapen, kënn jo och net aus der Offshorewindturbinn, wou mir e kaaft hunn! De Problem wäert awer hei sinn, dass momentan net genuch grénge Waasserstoff um Marché ass, deen ee ka kafen. Och do muss sech eppes änneren. Do si mer eis alleguerten eens.

E Wuert iwwert d'Kooperatioun: Wäer et net eng Méiglechkeet, d'Produktioun vum Waasserstoff an Drëtlänner mat der Kooperatiounshëllef ze kombinéieren, zum Beispill, dass een a Marokko en nohaltegen Energiesystem opbaut. Et gëtt zum Beispill de Projet mam Cap-Vert an der Waasserstoffstrategie ernimmt! Do wär et interessant, eppes méi Konkrees gewuer ze ginn.

An deem Kontext kann een och froen, wéi een da wëllt e produzéierten H2 aus Drëtlänner op Lëtzebuerg oder op d'Festland bréngen. Den Haaptzweck ass also: d'Produktioun vum gréngem Waasserstoff, säi Stockage an da säin Transport.

Mee an deenen nächste fënnef Joer wäerte staark Verbesserunge komme bei Hierstellung an Trans-



port. Laut Siemens Energy kascht de grénge Waasserstoff a fénnef Joer genesou deier wéi de groen, mat 1,5 Euro de Kilo.

A wou ass dann de Courage, an dat froen ech den Här Minister Turmes, wou ass de Courage, fir ze soen, dass mer 10 % bis 20 % vum Waasserstoff bei den Äerdgas bäimésche kënnen, fir dann 10 % bis 20 % manner CO<sub>2</sub>-Ausstouss am Haushalt ze hunn, an dat oui ze vill Opwand? An der Kommissioun sot den Energieminister, dass dat ni wäert kënnen de Fall sinn, dass en Haushalt mat Waasserstoff wäert kënnen gehézt ginn. Et gëtt Analysen an Etüden am Ausland, déi genee dorunner schafen! Et sollt een ni „ni“ soen. Den Opruff gëllt, fir méi open-minded ze sinn a sech hei wannechgelift dach keen Denkverbuert ze ginn!

E puer Zukunftsiddien, wannechgelift. An Zukunft ass et wichteg, dass mir an dräi Theemfelder nach méi aktiv ginn, éischtens d'Späicherung vum der Energie. An Zukunft wäert H<sub>2</sub>, hoffen ech, virun allem eng Roll spillen, fir ons erneierbar Energie ze späicheren. Wann en Iwwerschoss un erneierbaren Energien do ass, kann een domadder Waasserstoff produzéieren, deen een dann erëm kann notzen, wa manner erneierbar Energien zur Verfügung stinn. Hei kënt dem Waasserstoff an Zukunft wuel eng ganz kruzial Roll zou. An et wär dofir wichteg, wann een d'Roll als Späichermidium méi detailléiert a besser an där Lëtzebuurger Waasserstoffstrategie géif duerstellen.

An dësem Kontext wär et zum Beispill sënnavoll, eng Pilotanlag bei e Wandpark zu Lëtzebuerg ze bauen, wou dann H<sub>2</sub> ka produzéiert ginn, wann Energie do ass, fir esou ze evitéieren, dass d'Wandrieder am Leerlauf lafen, wann da keen Abnehmer do ass. Wann d'ëst opgrond vun ze klengen Capacitéiten net méiglech wier, da kéint een och esou Electrolyseuren am Ausland férdere. Do kéint ee jo dann och Synergie bilden.

Zweetens nach e Wuert iwwert d'Fuerschung: D'Ém-wandlung vu Solarenergie a Waasserstoff ass elo nach ze energieintensiv. Wann een et awer fäerdeg-bréngt, Solarenergie direkt a Waasserstoff énz-wandelen, oui iwwert d'Phas vun der Stromproduktioun ze goen, da kann et sënnavoll sinn, de Waasserstoff als Energiequell ze benotzen.

An hei kënnen mir mam Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg eng entscheidend Roll spillen! Sou ass de LIST d'lescht Joer eng Kooperatioun mat enger franséischer Firma agaangen, déi justament dorunner fuerscht. Och kéint een eng Pilotanlag am Findel installéieren, fir d'Produktioun a virun allem d'Fuerschung vu synthetesch Kraaftstoff esou ze férdere.

Laut Informatiounen vu Paul Wurth hu si mat der Firma Sunfire vun Dresden esou e Pilotprojet lafen, wou mat Hëllef vu Waasserdamp iwwer en Electrolyseur Waasserstoff soll hiergestallt ginn an dann an E-Fuel émgewandelt gëtt fir d'Fliegen. D'Fro: Firwat net och hei eng Tankstell fir Autoe fir den E-Fuel?

Dréttens nach e Wuert iwwert d'Kooperatioun. Mir brauchen d'Kooperatioun mat onsen Nopeschlänner a virun allem d'Belsch, Holland an Däitschland, wou an den Offshorewändpärke wuel déi éischt Waasserstoffhubs entstinn. Och hei kéinte mir d'Chance ergreifen, fir de Logistikstanduert Lëtzebuerg ze stäerken, zum Beispill duerch de Bau vun honnertprozenteger Waasserstoffleitung vum der Küst bis op Lëtzebuerg oder iwwert d'Promouvierung vu Waasserstoff an der Schëffahrt iwwer onse Pavillon maritime. Mir sollten och mam Saarland kooperéieren an zesumme mat hinnen un enger Strategie schaffen fir Industrie, Haushalt a Mobilitéit. Déi si schonn hei vill méi wäit wéi mir.

Dir Dammen an Hären, ech kommen zur Konklusioun.

Mir brauchen also Waasserstoff, fir dass mer d'Klimaneutralitéit esou séier wéi méiglech errechen. Technologieoppenheet ass wichteg, an et ass um Staat, derfir ze suergen. Grouss Automobillfirmen hu sech vill Gedanken gemaach a puncto Pkw, Lkw a Bus a verweifelen e bëssen um Hong-Ee-Prinzip. Dofir brauche mer eng Infrastruktur fir de Waasserstoff. Souwuel Frankräich, d'Belsch, Holland an Däitschland bauen elo grad schonn en Tankstellennetz op. An op der Europakaart ass Lëtzebuerg eent vun deenen eenzege Länner, wou nach keng Tankstell ass, obscho scho laang driwwer geschwat gëtt, scho méi wéi fénnef Joer.

Vergiesse mer net den usprochsvolle Projet an der Schwäiz, wou bis 2025 iwwer dausend Camion mat Waasserstoff fuere wäerten, an dat mat engem Leasingssystem. Firwat net och esou zu Lëtzebuerg? Et gëtt Firmen, déi waarden dodrop! Ech kéint lech der opzielen; oui awer elo hei wëlle Reklamme ze maachen.

Also, et ass Courage gefrot.

D'Zil vun enger nohalteger Zukunft ass wichteg. Mir müssen de Gap tëschent dem Energiebesoin an den erneierbaren Alternative fëllen, fort vu fossilen Energieträger bei klimaschonend Energieträger

wéi d'Future Fuels. Waasserstoff kann een dovunner sinn. Gi mer him eng Chance!

Merci fir d'Nolascchteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles, wann ech mech net ieren.

■ **Plusieurs voix.** - Den Här Kaes.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - A. Ech hunn den Här Kaes ...

■ **M. Aly Kaes (CSV).** - Mir hu gewiesselt.

■ **Une voix.** - Si hu gewiesselt.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - A, Dir hutt gewiesselt. Dir sidd awer net ze verwiesselelen.

■ **M. Aly Kaes (CSV).** - Nee. Dat ganz sécher.

(**Hilarité**)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Dir hutt d'Wuert, Här Kaes.

■ **M. Aly Kaes (CSV).** - Merci, Här President. Voilà, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn haut a menger Interventioun haaptsächlech op d'Problemer vun deene méi „klenge“ Gemengen am ländleche Raum an. Ben, dat versteet sech jo e bëssen.

Wéi all d'Gemengen hunn och si vill énnert der aktueller Kris an deem domadder verbonnene Réckgang vun de Bätträg aus dem Fonds de dotation globale vun de Gemenge gelidden. Mir bedauern och extreem, datt den Innenministère op dësem Punkt de Gemengen einfach net méi entgéintkomm ass, well d'Gemenge jo awer schlussendlech, jo, déi ekonomesch, lokal awer och sozial Acteuren an eise Land sinn, déi ganz einfach vum Staat méi finanziell, nach méi finanziell missten ënnerstëtzt ginn.

Dir Dammen, Dir Hären, de Problem geet scho méi wäit zréck an ass effektiv méi komplex. D'CSV, dat heescht meng Fraktioun, hat scho bei den Debatten zu der Gemengefinanzreform an an de jeeweilege Kommissiounssätzunge kritiséiert, datt duerch dës Reform virun allem d'ländlech Gemengen, déi net dicht besidelt sinn a grouss Fläche virweisen, benodelegt géife ginn. Aus dësem Grund hat d'CSV schonn 2017 e Modell virgeschloen, deen dës Ongerechtegkeete fir kleng a ländlech Gemenge géif réckgängig maachen.

Mir bleiven dofir bei dëser Propos a fuerderen e Krittär fir d'Surface verte, dee virun allem de flächenintensive Gemenge géif zeguttkommen. Dëse Modell hätt deemno vill manner Verléierer a géif zu enger méi fairer Verdeelung vun de Gelder féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Gemengen, a virun allem déi finanziell net esou staark Gemengen, gëtt et nach weider vill Problemer, an dat zum Beispill um Niveau vun de Subsiden. Et ass allgemeng, och duerch d'Kris, ze gesinn, dass d'Präisser um Bau, a jidderee weess et, eis fortlafen, jo, konstant enorm an d'Luucht ginn. Ech denken, jo, déi Erfahrung mécht de Moment jidder-een, dee Gemengevertrieeder ass an deen an enger Gemeng tätég ass.

Eis Fuerderungen no méi Hëllef gëllen deemno fir eigentlech all d'Beräicher op Gemengenniveau. De Staat muss ganz einfach an der Zukunft de Gemenge finanziell méi énnert d'Äerm gräifen a si besser ënnerstëtzen a ganz besonnesch och déi méi kleng an déi ländlech Gemengen.

D'Gemenge spille ganz einfach e ganz wichtege Rôle an eiser Gesellschaft - ech hunn et scho gesot - a si responsabel, jo, fir d'Bereitstellung vu ganz villen-ganz villen! - Infrastrukturen, fir nëmme dat ze nennen. Et ass enorm, Dir Dammen an Dir Hären, wéi vill méi Aufgaben d'Gemengen an deene leschte Jore kritt hunn!

An net méi spéit wéi virgëschter huet de Premierminister weider Moosnamen ugekënnegt, déi risquéieren, zousätzlech finanziell Belaaschtunge fir d'Gemengen ze bedeuten: dat um Niveau vum Museksunterrecht, dat um Niveau vum gratis lessen an de Schoulen an an de Maison-relais, dat an der Kannerbetreierung. Net falsch verstoen, mir si ganz sécher positiv gestëmmt fir dës Moosnamen, stellen eis awer d'Fro, wien déi zousätzlech Käschten, och um Niveau vun den Infrastrukturen, da wäert ze droen hunn. Mir kritiséieren an dësem Kontext ganz einfach, dass eppes an d'Welt gesat gëtt, oui konkret ze wëssen, wéi dann dat Ganzt soll émgesat ginn.

Dës Täch gi ganz speziell fir déi méi kleng Gemengen ëmmer méi schwierig ze leeschten, wann déi finanziell Hëlfelefen net considerabel an d'Luucht gesat ginn. Insgesamt gesinn - an ech hunn et schonn e puermol gesot an ech widderhuelen et erëm eng Kéier -, insgesamt gesi misst de Staat, wéi gesot, de Gemenge vill méi énnert d'Äerm gräifen.

Sou si mer zum Beispill der Meenung, an d'Kolleegin Fraktiounspräsidentin, oder d'Kopresidentin Martine Hansen, huet et scho gesot, dass de Staat dat ganz Informatiounsmaterial an och d'Schoulbicher vun alle Schüler misst integral iwwerhuelen. D'Gemengen hunn hei eigentlech guer keng Kompetenz méi, ausser der Zurverfügungstellung vun de Gebaier, an deemno soll et och net un hinne sinn, fir fir dës Käschten opzokommen.

E weidere Problem stellt sech och beim CGDIS. Wéi de Michel Wolter a senger Proposition de loi duer-geluecht huet, koumen d'Gemenge beim Finanzement vum CGDIS ganz schlecht ewech ...

■ **Une voix.** - Richtig!

■ **M. Aly Kaes (CSV).** - ... an et kënt net zu der festgehalener 50:50-Prozent-Finanzéierung tëschent Staat a Gemeng.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, och wann de CGDIS, an dat zweifelt keen un, eng ganz gutt Aarbecht mécht, sou stellen ech als laangjä-rege Pompjee, fräiwëllege Pompjee, awer fest, dass eng ganz Rei Saachen, déi fréier vun de fräiwëllege Pompjee geleescht gi sinn a wat eng Selbstver-ständlechkeet war, wéi zum Beispill d'Raumen no engem Brand, d'Ewechmaache vun de Beem, awer och d'provisoresch Zoumaache vun engem Daach, jee, einfach eng quasi Éischt Hëllef no enger Katastroph - ech kéint elo viles méi nach opzielen -, haut ganz einfach net méi vum CGDIS gemaach gëtt, well et net zum Aufgabebéitt - dat kritiséiert och keen! - vum CGDIS gehéiert. Mee, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung ass da gefuerdert, well de Bierger awer déi Problemer nach ëmmer huet a sech net ze hëllef weess, d'Regierung ass also gefuerdert, sou wéi bei der Finanzéierung Léisungen ze sichen an ze fannen.

Här President, niewent de Gemengefinanzen an dem CGDIS gëtt et nach e weidere Punkt, deen ech wëll uschwätzen, nämlech dee vum Ofwaasser. Mat der Reform vun 2017 huet d'Regierung den Taux vun den Hëllef fir de Bau oder den Ausbau vun Ofwaasserinfrastrukture vu maximal 90 % op maximal 50 % erfogesat. Reell heescht dat awer, vu dass dat jo e Forfait ass, dass nëmme 30 % bis 40 % vun de reellen Ausgabe vun de Gemengen iwwert d'Subside gedeckt ginn. Fir méi kleng ländlech Gemenge sinn esou Projete ganz einfach net méi ze schëlleren. Si hu méi kleng Anlagen, an dat oft a besonnesch sensibelen Deeler vun der Natur, ze bauen engersäits, ze ënnerhalen anerersäits, an d'Käschten dofir explodéieren reegelrecht.

Mir begréissen an deem Kontext, dass déi zoustän-neg Ministesch bereet ass, eppes um Forfait fir kleng Anlagen ze maachen. Leider ass dat ganz dacks awer emol net genuch fir den Ausgleich vun de Präishaussen, soudass am Endeffekt awer keng finanziell Erlichterung fir d'Gemengen derbäi erausspréngt. Vusäite vum Ministère müssen also Efforte gemaach ginn, fir deem entgéintzewierken.

Dofir froen ech am Numm vun der CSV nach eng Kéier, fir dës Subsiden endlech unzepasse respektiv ze erhéien, esou wéi ech dat schonn 2017 bei der Reform vum Waassergesetz gemaach hunn. De Problem gëtt fir d'Gemengen, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi schwierig, ëmmer méi schlëmm!

Mir fuerderen also weider, op d'mannst 65 % - net 50 %, mee 65 %! - vun de „reelle“ Käschten, net vun engem Forfait, mee vun de reelle Käschten, vum Staat subventionéiert ze kréien an dass dës Subsiden och amortisabel am Kontext vum Waasserpräis sinn. Nëmme esou kënnen mer derfir suergen, dass mer och an Zukunft e gutt funktionéierend Ofwaas-ernetz hunn, respektiv dass mer dat nach kënnen weider ausbauen, sou wéi d'EU dat an der Waasser-direktiv virschreift.

Här President, och am Kader vum Pacte Logement 2.0 géifen natierlech vill Gemengen - mir wëlle jo all eppes maachen am Logement an och d'Gemenge wëlle wierklech do mathëlfelefen -, géifen also gäre vill Gemenge matschaffen. Mee kleng ländlech Gemengen hunn, bei all deene Problemer, déi se haut schonn hunn, einfach net déi finanziell Mëttelen, fir och nach am Beräich vum Wunnengsbau eppes kënnen ze maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo kënt ee vun, jo, mengen „Daddaen“: Wat d'Waasser betrëfft, widderhuelen ech déi laangjäreg Fuerderung no engem landeswäit eenheetlechen Ofwaasser- an Drénk-waasserpräis. Hei steet, an ech betounen dat, meng Partei, d'CSV, voll a ganz derhannert, an et géife ganz sécher domadder vill Ongerechtegkeeten aus dem Wee geschaf ginn. Ländlech Gemengen hunn nun emol mat hire grouse Fläche méi e groust Waassernetz, vill méi e groust, an en deiert Kläring-strastrukturnetz oder ganz einfach méi Kläring-strastrukturen ze ënnerhalen an deemno och vill méi grouss Käschten ze droen.

A besonnesch muss een dann och nach derbäi-soen, dass an deene Gemengen an der Relatioun zu där Infrastruktur relativ wéineg Bierger wunnen. Bei engem käschtedeckende Waasserpräis sinn d'Taxen domadder also a ländleche Gemenge vill méi héich. An trotzdem müssen d'Gemengen nach

Deeler vun deene Käschten iwwerhuelen, well soss deen Énnerscheid zu urbane Gemengen nach méi grouss wär. Dofir wär en eenheetlechen Drénk- an Ofwaasserpräis eiser Meenung no fir all Gemengen, awer virun allem fir all Bierger méi gerecht a géif och, jo, dem Solidaritéitsgedanken tëschent all de Gemenge ganz sécher gerecht ginn.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn soen ech lech villmools Merci fir Är Opmierksam-keet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Kaes. A souwäit ech dat kann iwwerblécken, ass de leschten ageschriwwene Riedner de Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, als leschte Riedner vun haut de Moien, ier de Premierminister dann erëm d'Wuert kritt, nach e puer Gedanken an d'Ronn ze werfen.

Wann ee sech Gedanke mécht ëm den État de la nation, den Zoustand vun eise Land, dann hält ee jo ëmmer iergendwéi e gewëssene Bléckwénkel an. An de Premier huet de Bléckwénkel ageholt, deen en zum Resultat bruecht huet, dass Lëtzebuerg en Erfollegmodell ass. An ech wëll hei e puer Gedan-ken an d'Ronn werfen, déi mech awer dozou brén-gen, e Bléckwénkel anzehuelen, vun deem ech men-gen, dass en eis dozou verleet ze soen: „Et ass keen Erfollegmodell.“

Well wa mer kucken, wéi mer Politik eigentlech maachen, wou mer alleguerte jo iergendwéi probéieren, de Mënsch an de Mëttelpunkt vun eiser Poli-tik ze setzen, dann ass virun allem bei eis an der CSV kloer: De Mënsch ass ëmmer Deel vun enger Gesellschaft, déi opbaut op Solidaritéit. A wann een dat Theema kuckt, d'Theema vum dem Zesummen-halt vun der Gesellschaft, vun der Cohésion sociale, vun der sozialer Gerechtegkeet, oder eeben émge-kéiert vun de sozialen Ongerechtegkeeten zu Lëtze-buerg, da mengen ech, dass ee vu Lëtzebuerg net därerf als en Erfollegmodell schwätzen.

Mir sinn am Moment konfrontéiert mat enger gan-zer Rei vu Krisen. Ech nennen einfach emol déi dräi Krisen, vun deenen ech mengen, dass se d'Covid-kris nach wäerten iwwerdauern. Déi éischt ass d'Klimakris. A wann ech mer do därerf erlaben, dem Premierminister einfach eng ganz konkret Fro ze stellen, well ech mech domat beschäftegen: näm-lech déi vum Klima-Biergerrot, wéi deen dann herno zesummegeesat ass, bezéiungsweis ob do och déi Mouvementer, d'Transition-Mouvementer, déi schonn doru schaffen, agebonne ginn, fir deen dann herno ze definéieren. D'Klimakris also engersäits, eng zweet Kris ass d'Wunnungskris an eng drëtt Kris ganz kloer d'Kris vun de sozialen Ongerechtegke-eten zu Lëtzebuerg.

An déi Krise si matenaner verbonnen, well et heescht an et ass ganz kloer: Mir brennen am Mo-ment eise Planéit aus, well mer en enormen Trip hu vu Konsum a vun Zwang zu Wuesstum. Mir brennen och d'Mënschen aus, well mer alleguerten an engem Hamsterrad dréinen a mer iwwerhaupt nëm-men nach kënnen matkommen, wa mer an deem Hamsterrad bleiwen, an et trotzdem ëmmer nach Mënsche gëtt, déi, obwuel se schaffe ginn, énnert dem Aarmutsrisiko bleiwen. A mir brennen och de sozialen Zesummenhalt aus, an ech schwätze guer net vun deem, jo, vun deem „clivage“, dee mer elo risquéieren ze kréien opgrond vun eise Froe ron-de-rëm Froe wéi dann Impfung, mee ech schwätze vun där Schéier tëschent Aarm a Räich, dass mer ëm-mer nach nei Instrumenter musse fannen, fir dass eng ganz Rei Leit zu Lëtzebuerg iwwerhaupt nach kënnen matkommen. An déi sozial Ongerechtegke-eten, déi Schéier ass immens grouss!

An all déi Mesuren an Éieren, déi mer elo nei héie-ren hunn an déi mer schonn zu Lëtzebuerg alleguer-ten hunn - a mir si jo alleguerten och d'accord mat deene Mesuren, a mäi Kolleg Marc Spautz huet et och scho virduer erwänt: Mir brauche Mesuren, mat deene mer kënnen ad hoc de Leit elo hëlfelefen -, bei all deem an Éieren, musse mer eis trotzdem froen, fannen ech, wéi wäit mer am Gesamtzou-stand vun eise Land komm sinn, wa mer elo mus-sen higoen an als Staat eis drëms këmmere, dass d'Kanner nach mëttes eppes Waarmes z'iesse kréien. An den Educatiounsminister huet derbäige-sot: „Dat huet och finanziell Ursachen.“ Wéi wäit si mer zu Lëtzebuerg komm, dass dat elo néideg gëtt?

A wéi wäit si mer zu Lëtzebuerg komm, dass mer eise Kanner an Enkelkanner net méi verspriche kënnen, dass se iwwerhaupt hei zu Lëtzebuerg wäerte wunne kënnen? A wéi wäit si mer zu Lëtze-buerg komm, dass d'Klimakris eis alleguerte be-trëfft, a besonnesch natierlech ëmmer nach eng Kéier méi déi Schwächst, an dass mer d'Zukunft vun eise Kanner a Kandskanner op d'Spill setzen?

An de Premierminister seet hei, Lëtzebuerg wär en Erfollegmodell. Ech kann dat, wann ech dat dote kucken, déi dote Constate kucken, net ënnerschrei-ven! Lëtzebuerg ass keen Erfollegmodell, well déi Krisen eis alleguerten do ëm d'Ouere geschloe



ginn. Mir sinn nämlech an engem Zoustand, wou mer eis zwar wënschen, mir wäeren iergendwéi erëm esou wéi virun der Kris, mee virun der Kris war et fir vill Mënschen hei zu Lëtzebuerg och scho schrecklech fir ze liewen, well se net matkomm sinn an engem Land, wou se ëmmer méi riskéieren, defavoriséiert ze ginn.

Et ass schéin a gutt, 200 Euro elo fir d'Allocation de vie chère derbäizeleen. Et ass schéin a gutt och de Crédit d'impôt fir d'Monoparentaux. Et ass schéin a gutt och d'Evolution vum REVIS. Dat ass alles schéin a gutt, mee souguer wa mer eis musse froen, ob dat iwwerhaapt duergeet, musse mer eng Saach awer kloer soen: De Grondproblem, nämlech dee vun de sozialen Ongerechtegkeeten, deen handendrusteet, kënne mer mat deenen dote Mesuren am Moment net bekämpfen.

An deem Dag vun haut, de 14. Oktober 2021, ass e wichtegen Dag, well grad haut ass de Rapport travail et cohésion sociale vum Statec erauskomm. An et ass ëmmer en vue vun der Journée de la lutte contre la pauvreté, de 17. Oktober weltwäit, wou dee gemaach gëtt. Haut ass dee Rapport erauskomm. An dee Rapport, dee seet, dass den Aarmutrisiko zu Lëtzebuerg fir d'Joer 2020 - mir schwätze vun 2020 - stagnéiert huet. Dat ass kee Wonner. Ech hu schonn am Virfeld iwwerhaapt dofir ëmmer gemengt, mussen ze soen, dass héchstwahrscheinlech duerch d'Joer 2020 den Aarmutrisiko net explodéiere wäert, souguer wann een dat hätt kënne instinktiv mengen.

An de Grond ass ganz einfach: well mer am Joer 2020 duerch déi Mesur wéi zum Beispill de Chômage partiel oder déi 100 % Mindestloun oder och déi ganz Loyermesuren deenen, deenen et net esou gutt gaangen ass, staark ënner d'Äerm gegräff hunn. Déi krute gehollef an dat war ganz richtig a ganz gutt esou. An natierlech déi, déi op där anerer Säit vun der Skala stinn an déi ganz vill verdéngen, déi hu vun deene Mesuren entweder net kënne profitéieren oder déi Mesuren hunn net kënne kompenséieren, wat se soss alles nach hätte kënne während deem Joer maachen.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Dat alles hu mer gemaach, ouni dass eng Motioun vun der CSV do war.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - An ech fannen dat och ganz gutt, dass Der et gemaach hutt!

Dofir, wat ech wollt soen, Här Kersch a léif Kolleginnen a Kollegen: Et war eigentlech fir mech kloer, dass den Aarmutrisiko am Joer 2020 net wäert explodéieren. Mee wat mer awer hunn, dat ass awer eng Pauvreté de la santé. An déi huet de Statec a sengem Rapport thematiséiert. A wat mer wäerten héchstwahrscheinlech kréien, an dat soen international Etüden: Den Homeschooling an den Homeoffice wäerten och derzou féieren, dass déi sozial Ongerechtegkeete spéiderhi riskéieren ausenanzergoen. A mir riskéieren, dass duerno och eng kéier e Retour an e Schlag kënnt.

An erlaabt mer ganz kuerz, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, trotzdeem déi Zuele vun der sozialer Ongerechtegkeet zu Lëtzebuerg, och wa se elo d'Joer stagnéieren, an Erinnerung ze ruffen, well si sinn a bleiwen immens héich. Den Gini-Koeffizient ass iwwer 30! Dat läit iwwer der europäescher Moyenne. Den Aarmutrisiko läit fir déi ganz Bevëlkerung bei 17 % bis 18 %, ass iwwer der europäescher Moyenne. An: Den Aarmutrisiko fir déi, wann een d'Transferts sociaux an d'Pensioun ewechhëlt, läit bei 46 %! Dat ass wäit iwwer der europäescher Moyenne. An da muss een och derbäisoen: De Ratio S80/S20, nämlech de Verglach tëschent deem Fënneftel vun deenen, déi am schlechtesten dru sinn, an deem Fënneftel vun deenen, déi am beschten dru sinn, läit zu Lëtzebuerg bei iwwer fënnef. An och dat läit iwwer der europäescher Moyenne. An ech fannen, dass dat fir e Lëtzeburger Land, wat mer als Erfollegmodell verkaufen a wou mer eigentlech ganz vill Moyenen hunn, dass dat fir dat Lëtzeburger Land net duergeet, fir ze soen, dass mer en Erfollegmodell wäeren.

Mir däreifen, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, déi aarm Mënschen hei zu Lëtzebuerg net vergiessen: déi, déi sech keen Elektroauto leeschte kënne; déi, déi net iwwer e gewëssene Seuil kommen, fir iwwerhaapt vun eppes ze profitéieren; déi, déi net méi heihem kënne wunne bleiwen. Mir däreifen net vergiessen, dass mer déi Mënschen hunn. A mir mussen als Politik ganz kloer an d'äitlech dofir astoen! Well mir riskéieren, dass den Zwang zum Wuesstum alles ausbrennt an déi sozial Ongerechtegkeeten ëmmer nach méi grouss mécht.

A mir fannen an dem Taux vum Aarmutrisiko - an dat wësst Der allegueren nach besser wéi ech - do ganz gutt eraus, wat fir eng Mënschen déi sinn, wou mer elo ad hoc direkt eppes musse maachen. Et ass kloer, dass et déi Jonk sinn, besonnesch tëschent 18 a 24 Joer. Et ass kloer, dass et d'Monoparentaux sinn. Et ass kloer, dass et d'Ausländer sinn. Et ass kloer, dass et déi sinn, déi manner ausgebildet sinn. An et ass leider och kloer, dass mer zu Lëtzebuerg vill ze vill Working-Poor-Leit hunn. Dat

si Mënschen, fir déi mer eis politesch mussen engagéieren. An dat sinn déi Mënschen, déi riskéieren, ewechzefueren ënner engem Zwang zum Wuesstum.

An dofir, Här Staatsminister, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, hunn ech et net verantwortlech fonnt, dass an Är Ried zum État de la nation, zum Zoustand vun eiser Natioun, kee Wuert driwwer verluer gaangen ass, wéi mer eis dann déi dote sozial Gerechtegkeet an d'Bekämpfung vun de sozialen Ongerechtegkeeten an Zukunft virstellen, wat mer dann och maachen, fir eise Wuesstum esou ze gestalten, dass allegueren d'Bevëlkerschichten zu Lëtzebuerg matkommen.

Mir hu kee Wuert héieren an där Ried zum État de la nation iwwer de Wuesstum. Mir hu kee Wuert an där Ried héieren iwwer eng Visioun an eng Initiativ, wéi ee sech zum Beispill eng kéier kéint virstellen ze kucken, de Sozialsystem esou ofzesécheren, dass mer net ofhänke vun engem verréckte quantitative Wuesstum, zu deem mer gezwonge ginn, well mer soss eise Sozialsystem net méi hunn. Kee Wuert a keng Initiativ, keng Visioun dozou, wéi mer eist Land nei kënne opstellen, soudass déi sozial Ongerechtegkeete bekämpft ginn!

An ech wëll nach ee Wuert derzou soen, well Dir kënnt mech jo elo froen: „Jo, majo hänkt dat iwwerhaapt zesummen, Wuesstum a sozial Ongerechtegkeeten?“ Ech wëll e puer Wuert dozou soen, fir dass awer kloer ass, dass déi heite Reflexioun stringent a kohärent ass.

Virun zwee Joer, 2019, war am „Tageblatt“ en Artikel, deen huet sech iwwerschrifft mat „Das Reichtumsparadoxon: Luxemburg wird reicher, während die Ungleichheit wächst“. De Wuesstum féiert dozou, dass Lëtzebuerg méi räich gëtt, an d'Ongläichheet geet weider ausenaner. An an deem Artikel ass et kloer: Den Hauptfaktor ass natierlech de Logement. Dat wäert elo kee vun eis heibannen iergendwéi verwonneren. Dat bedeit awer: Et gëtt duerchaus Facteurs, déi eng Korrelatioun hierstellen tëschent Wuesstum a sozialen Ongerechtegkeeten.

Dat Zweet, wat ee muss soen, ass, dass aus Etüden iwwer d'Aarmut, aus deene meeschten Etüden iwwer d'Aarmut, ervirgeet: De Wuesstum kënnt op eng ënnerschiddlech Aart a Weis bei de Mënschen un. Déi héich Revenue profitéieren vum Wuesstum. An hir Revenue gi relativ séier an d'Luucht. Déi mëttel an déi kleng Revenue stagnéieren oder gi lues an d'Luucht.

An dat muss ee sech an engem Beispill eng kéier vergéigewäertegen: Wann den X duebel esou vill huet wéi den Y an den X kritt duerch de Wuesstum op dat nächst Joer duebel esou vill wéi den Y, dann ass d'sozial Ongerechtegkeet gläich bliwwen, well en huet ëmmer nach zweemol sou vill wéi deen aneren. Mee d'sozial Ongerechtegkeete ginn an d'Luucht. Dat heescht, dat, wat hie kritt - den X - geet par rapport zu deem, wat den Y vu senger Méiglechkeeten hier kritt, nach ëmmer disproportionell an d'Luucht. Dat heescht: Do ass iergendwou ee Clivage dran, deen net bekämpft gëtt. Dat si sozial Ongerechtegkeeten an de Wuesstum kënnt op eng ënnerschiddlech Aart a Weis bei der Bevëlkerung un.

An dat Drëtt, wat ech wëll soen: Et gëtt also eng Korrelatioun. Wann een nämlech da freet: „Jo, bass du dann elo e Verfechter vun der Décroissance?“. Ma guer net, well et gëtt nämlech ganz interessant Recherchen. Déi soen nämlech: Wa mer sozial Gerechtegkeet zu Lëtzebuerg hierstellen, iwwerhaapt sozial Gerechtegkeet am grouss Ganzen, ass dat ëmmer zum Virdeel vum Wuesstum vun enger Gesamtnatioun, vun enger sozialer Gesamtbevëlkerung. Méi sozial Gläichheet ass ëmmer e Katalysator vum Wuesstum. An dat nennen ech da qualitative Wuesstum.

Dat heescht: Wa mir net vun engem quantitative Wuesstum, zu deem mer gezwonge ginn, ofhängeg wäeren, da géife mer jo viles maache fir de Klima a fir eise Wunnengsmarché. Wa mer dovun net ofhängeg wäeren, wa mer zugläch eis sozial Ongläichheete besser géife bekämpfen an zu enger sozialer Gläichheet géife fannen, kéinte mer tatsächlech Wuesstum hunn, deen ech da „qualitativ“ nennen an net „quantitativ“. Wa mer dat géifen hikeréien an déi Recherchen hu Recht, dass sozial Gläichheet dozou féiert, dass de Wuesstum weidert, da kann ee jo eigentlech soen, dann hätte mer e qualitative Wuesstum ouni groussaarteg quantitative Wuesstum. An dat nennen ech da qualitative Wuesstum.

Ech wëll dee Gedanken einfach just an d'Ronn werfen, well ech mengen, dat wäere Gedanken, déi an nächster Zäit missten diskutéiert ginn. An ech fannen et wierklech enttäuschend, dass zu deenen dote Saachen näischt an der Ried vum État de la nation war. Dass keng Visioun derbäi war, wéi eist Land soll ausgesinn, Här Staatsminister, soudass all Mensch hei ka liewen, soudass d'Gesellschaft

solidaresch bleibt an déi sozial Ongerechtegkeeten net nach weider an d'Luucht ginn. Also, dass mer e Liewensstil zu Lëtzebuerg kréien, wou och d'Klima kann opootmen. Dat enttäuscht mech. Ech fannen dat onverantwortlech. Ech fannen et schwaach. An ech fannen et och net staatsmännesch.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Exclamations)**

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - ... wann ee sech mell, fir eng Fro ze stellen. Däerf ech dat nach? Ass dat nach erlaabt?

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, wann den Här Galles nach do ass.

■ **Une voix.** - En ass nach do, jo.

**(Hilarité)**

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Bon, ech wollt just zwou Saache bemerken. Fir d'éischt emol merci fir allegueren déi Problematiken, déi Der opgeworf hutt. Ech mengen, dass ech elo hei während Stonnen nogelauschert hunn, wat déi eenzel Deputéiert hei gesot hunn. An dat, wat Dir elo hei zum Schluss gesot hutt an lech praktesch den Alleinvertragsanspruch geholl huet, hunn ech elo während zwee Deeg nogelauschert, dass mer probéiert hunn, eng konstruktiv Diskussioun driwwer ze féieren, fir allegueren déi Problematiken, déi Dir elo ugeschwat hutt, zesummen ze léisen. Dat emol op d'Säit gesat.

An och de Staatsminister huet a senger Ried ganz wuel d'Aarmut fro ugeschwat. En huet souguer konkret Mesurë virgestallt, wéi mer do wëlte virgoen.

Mee wat mech am meeschte gestéiert huet bei Ärem Bäitrag, dat ass, dass Der sot, dass Lëtzebuerg keen Erfollegmodell wär. Dir hutt dat jo hei ganz kloer niéiert. Ech deelen Är Meinung do absolut net! Ech hunn awer eng Fro an deem dote Kontext: Wann eist Land keen Erfollegmodell ass, da sot mer mol, wéi ee Land op der Welt dann en Erfollegmodell ass. Dat ass emol déi éischt Fro.

**(Interruptions)**

An déi zweet Fro, déi ech wëll stellen, ass: Déi Problemer, déi Der hei elo ausgebreit hutt a wou ech ganz, ganz no bei lech sinn, dass mer verschidder och ganz gutt mussen ugoen, da sot mer emol, wéi mer dat da solle konkret maachen. Dat ass déi zweet Fro.

An déi drëtt Fro ass déi: Mengt Der net, déi Entwécklungen do wäeren an deenen anere Länner ronderëm vill méi dramatesch wéi hei zu Lëtzebuerg, eebe well mer hei ganz konkret géigesteieren? Dat ass jiddefalls meng Iwwerzeegung!

**(Interruptions)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Den Här Galles.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Jo. Ech kommen nach eng kéier bei lech.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - A, kommt Der nach eng kéier?

**(M. Paul Galles rejoint le pupitre.)**

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État.** - Net meng Ried virliesen!

**(Hilarité)**

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Nee. Et ass wouer, ech halen elo net dem Här Staatsminister seng Ried, déi hei läit.

Ech soen lech Merci fir déi Fro. Ech sinn och ganz frou, dass mer eis eens sinn, dass mer déi Problematiken hei identifzéieren. Ech hu gesot, dass een, wann een en État de la nation beschreift, verschidde Bléckwénkele kann hunn. An dee Bléckwénkel, deen ech hei elo thematiséiert hunn, ass e Bléckwénkel, vun deem ech der Meinung sinn, dass en tatsächlech keen Erfollegmodell ass. An et ass och net, dass een elo géif soen: „Aner Länner hunn et net besser gemaach.“ Ech denke schon, dass et an der Europäescher Unioun Länner gëtt, an deenen den Aarmutrisiko méi kleng ass an an deenen déi sozial Ongerechtegkeete méi kleng sinn, dass een ...

**(Interruptions)**

... géif soen: „Mir leien, ...“

**(Interruptions)**

... mir leien ...

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Sot eis, wou!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - ... ënner dem ...

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Sot eis, wéi e Land Der mengt!

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Ech hunn ... Also mir hu jo eng ganz Rei vun ... Ech misst elo ... Also, ech

weess net, ob de Rapport travail et cohésion sociale ... Ech kann elo direkt dodra kucken, da kucke mer d'Statistiken. Ech nennen lech all déi Länner, déi virun eis leien, wat d'Moyenne ueget.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Sot mir, wéi e Land en Erfollegmodell ass par rapport zu Lëtzebuerg. Dat war d'Fro.

**(Interruptions et brouhaha)**

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Ech soen lech dat elo direkt.

■ **M. Dan Kersch, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Et war eng kloer Fro.

**(Brouhaha)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Vizepremier ...

■ **Une voix.** - Alles aus dem Kontext.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Vizepremier an Här Galles, ech géif lech bieden, elo Ären Dialog ofzeschleissen, fir dass mer och nach de Premierminister sinne lauschten. A wann nach Saachen ze kläre sinn, da kënnt Der déi vläicht op enger anerer Plaz klären. De leschte Saz vun lech, Här Galles, ...

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... an da gi mer dem Premierminister d'Wuert.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Ech stellen d'Géigefro, Här Kersch: Ass et wierklech esou, dass mir heibannen der Meinung sinn, dass et zu Lëtzebuerg keng sozial Ongerechtegkeete gëtt?

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Exclamations et brouhaha)**

■ **Une voix.** - Dat do huet guer kee gesot!

**(Brouhaha)**

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - A mir schaffen drun, datt et der manner gëtt.

■ **Plusieurs voix.** - Ganz gutt.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Sou, d'Fro ass gestallt.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État.** - Här President ...

**(Brouhaha)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - An de Staatsminister huet ...

**(Brouhaha)**

... d'Wuert. Wannechgelift, ...

**(Brouhaha)**

... wannechgelift, berouegt lech!

**Prise de position du Gouvernement**

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État.** - Här President, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Berouegt lech, dass mer dat ...

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État.** - ... ech soen lech Merci, dass ech och elo kann drop äntweren. Ech wëll och de Riederinnen a Rieder allegueren Merci soe fir hir Interventiounen an och verschiddene vun hinne fir hir konstruktiv Proposen. Dir wësst jo, dass d'Regierung op den Dialog setzt, den Dialog eis wichtig ass, den Dialog een ass, fir deen ech dofir hei och keng „leçon de démocratie“ wëll vun deem engen a vun deem anere kréien.

Ech weess nämlech net, a wéi enge vun onsen Nopeschlänner, wann ech zum Beispill de Comité de concertation an der Belsch kucken oder d'Bundeskanzlerin mat de Ministerpresidenten, wéi eng vu menge Regierungskolleegen hir Chamber direkt informéiert hunn, ier se an d'Effentlechkeet gaange sinn, en Echange mat hirem Parlament haten. Ech weess et net. Ech krut et net mat. Weeder an Däitschland nach an der Belsch nach a Frankräich. An et war eis wichtig, dès le départ, och mat lech den Echange ze hunn, ier mer Saachen an d'Effentlechkeet bruecht hunn, wat ganz oft zwar och scho parallel geschitt ass, wéi mer lech informéiert hunn, dass dann och de Grand public mat informéiert ginn ass.

Et war eis wichtig. An ech mengen, ech hunn en hannert mer sätzen, de Rapporteur perpétuel vum Covidgesetz, 17 oder 18 Texter, déi ...

■ **Une voix.** - 23.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État.** - ... den Här Di Bartolomeo ... Wéi vill?

■ **Une voix.** - 23.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État.** - 23 Texter, bei deenen den Här Di Bartolomeo Rapporteur war! Dat ass e Beweis, dass d'Chamber fonctionéiert huet. Dat ass de Beweis, dass d'Chamber och ganz enk mat agebonne ginn ass.



Ech wëll och der Chamber Merci soen, well mer ganz vill Punkten och an de Chamberskommission geännert hunn. Texter sinn déi eng Saach. Mee wat duerno erauskéint an an der Chamber och gestëmmt gëtt, ass eng aner Saach. An do sinn, vu Majoritéits- wéi vun Oppositionsparteien, och konstruktiv Propositione komm.

Ech soen och der Fraktiounspräsidentin vun der gréisster Oppositionspartei Merci, déi gesot huet, an ech zitieren, datt déi allerméistes Leit zefridde ware mat der Coronapolitik vun der Regierung. An ech mengen, dat hu mer awer och fäerdegbruecht, well mer awer fäerdegbruecht hunn, meeschtens, en sa grande quantité, hei an der Chamber zesummenzehalen.

Mir dierfen awer net op d'Approbatoung oder d'Netapprobatoung, dass deen een oder aneren et gesäit ... Mir wëlle jo awer och déi Etüd maachen. An do si Leit, déi behaupt hunn, mir géife jo selwer eis Etüde maachen. Nee! D'OCDE mécht keng „étude de plaisir“ oder „de complaisance“. D'OCDE ass en Ausseesteeënden, deen eebe soll och déi Etüd maachen, fir eis ze soen, wat gutt fonctionéiert huet a wat net fonctionéiert huet, fir am Fong och Léieren aus dëser Kris ze kréien an och Recommandatiounen ze hunn. An ech mengen, dass dat doten och ganz wichteg ass.

Da kréie mer de Reproche gemaach: „Dir hutt net dës le départ d'Leit alleguerten iwwerzeegt, geimpft ze ginn!“ Här President, wa mer dat gemaach hätten, wou mer am Ufank net genuch Impfstoff hatten, wou mer just Impfstoff hatten, mat deem mer wierklech cibléiert konnten an den Altersheimer, Leit mat Spezifitéiten, mat Vulnerabilitéiten impfen, wa mer de Leit alleguerte gesot hätten: „Gitt lech elo impfe loosson!“, hätte mer e Problem gehat, well mer souwisou net genuch Impfstoff gehat hätten, fir de Leit kënnen ze ginn. An dës le départ stoungen awer wierklech Spezialisten, d'Dokteren, d'Santé de Bierger Ried an Äntwert, wa se Froen hatten.

Ech hunn déi lescht Zuelen elo net kritt, mee ech weess, dass gëschter oder virgëschter zum Beispill bal zweemol méi Leit geimpft gi si wéi d'lescht Woch - gëschter a virgëschter! Ech gesinn och ... an ech hunn elo just mat eise Zuelespezialist am Covid, dee bei eis an der Regierung ass, net mam Här Gramegna, mee mam Här Bausch, och nees eng Kéier d'Comparaison gemaach, mam Här Bausch, dee Vergläicher gemaach huet mat de Länner.

Ech wëll lech just soen: Am Moment a Rumänien, a Bulgarien, an Estland, a Lettland, an ech kéint se nach weider zitieren, wou en Taux de vaccination ënner 50 % a just bei 50 % vun der Gesamtbevölkerung ass, explodieren d'Zuele vun den Infektiounen an explodieren d'Zuelen och an de Spideeler. Dat heescht, déi Leit, déi wierklech mengen, dass mer net alles muss maachen, fir déi preventiv Messuren, déi vun der Vaccinatioun, déi och gratis ass, och wierklech ze encouragéieren, déi, mengen ech, hunn d'Realitéit awer ... A jiddweree kann do op Google goen. Gitt einfach „Covid“ an d'Land an an da kuckt Der, wéi d'Situatioun an deene Länner ass.

Ech akzeptieren och net, dass verschidde Leit engem d'Gefill ginn, wéi wann hei zu Lëtzebuerg d'Impfflicht elo géif komme wéinst dem Covid-Check. Een, deen net wëllt geimpft ginn, muss net geimpft ginn! En huet nach ëmmer d'Méiglechkeet vum Test. D'Impfen ass gratis! Dat ass e Fakt.

■ **Une voix.** - E muss just bezuelen, ...

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mee e kann ...

■ **Une voix.** - ... fir schaffen ze goen.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ... nach ëmmer getest ginn. An Testméiglechkeete bestinn.

Mir wäerten och weider an deene Gemengen, dat hunn ech jo och scho gesot, intervenéieren, fir ze kucken, do cibléiert ... Ech krut jo e Reproche gemaach, ech hätt jo op der Pressekonferenz net gesot, wéi eng Gemengen et wieren. Ech wëll keng Stigmatisatioun an dëser Vaccinatioun! Ech wëll net soen, wéi eng Nationalitéit méi geimpft gëtt. Ech wëll net soen, wéi eng Gemeng méi oder manner geimpft ginn ass wéi déi aner. Eis geet et dréms, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat den ONGen, ze kucken, dass mer deen Taux och an d'Luucht kréien.

An ech muss lech soen, dass, wa verschidde Leit mer soen, mir hätten net genuch Informatiounen ginn ... Dat, wat mer d'lescht Woch proposéiert hunn, c'est pas de gaieté de cœur, an ech wënsche kengem et an ech sinn iwwerzeegt, dass och vill vun lech déi lescht Deeg Messagë kritt hunn, déi eis net vill Guddes wënschen. Dowéinst, wann ee vu Libertéit schwätzt: Ech sinn total fir Libertéit, mee et muss een och just oppassen, wéi een Toun ee kritt.

Wann ech Doudesmenacë kréien an dass ech muss d'Police renforcéiert kréien, well ee mer seet, e géif mech ëmbréngen oder nach eng Kugel an eng Waff

sichen - je vous passe les plus désagréables vun deene Saachen, déi ech déi lescht Deeg kritt hunn -, da soll ee just wëssen, dass déi Leit mir soen: „Haalt dach op mat deenen Impfungen! Mir hunn es genuch héieren. Mir wëllen näischt méi doriwwer héieren!“

Fir eis ass et wichteg, dass mer awer déi Leit, déi wëllen informéiert ginn, och weider informéieren, dass mer an de Schoulen elo zum Beispill mat den Impfbusser weiderginn, dass mer mat de Gemengen zesumme kucken, Lokalitéiten ze fannen, fir d'Leit ze impfen. Mee d'Limitten am Respekt vun deem anere mussen och sinn, dass ech deem anere seng Positioun respektéieren an net direkt och an d'Demagogie, an d'Inakzeptanz, an d'Intoleranz, souguer heiansdo an den Antisemitismus a souguer an d'Diskriminatioun fannen, wierklech total ënner der Gürtellinn.

Dat akzeptieren ech net! Fir mech ass dat net Liberté de parole. D'Liberté de parole ass, dass ech mat Argumenter deem engen an deem anere seng Positioun akzeptéieren, awer net Argumenter ënner der Gürtellinn huelen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Une voix.** - Ass jo eng gutt Nouvelle.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech ass och den Debat iwwert d'Lag vun der Natioun e wichtige Debat, an deem mer och eng déifgräifend Diskussioun mussen hunn iwwert déi verschidde Sujeten, an deem mer eeben och op d'Erausfuhrerunge vun der Pandemie mussen kommen.

Hei si jo verschidde Leit, déi mer positiv ..., an ech fannen dat och gutt, well d'Oppositoung huet och positiv Punkte fonnt. Ech mengen, dat sollt een och ervirhiewen. Et sinn och konstruktiv Propose komm vun deem engen a vun deem anere Riedner. Woubäi Punkten och gesot gi sinn: „Hei, do musst Der vläicht nach elaboréieren.“ Dat ass esou, wéi e Land, mengen ech, och wierklech an enger Kris muss zesummestoen.

Ech hunn der e puer notéiert, wou hei zum Beispill virun allem iwwert d'sozial Mesurë vill Luef komm ass, ob dat d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère ass, ob dat d'Reindexéierung vum Kannergeld, d'gratis lessen an de Schoulen, d'gratis Maisons relais oder de gratis Museksunterrecht ass. An et soll een net vergiessen, dass dat schonn op top kënn vu Messuren, déi déi lescht Joren och geholl gi sinn, ob dat elo d'Erhéijung vum Mindestloun ass, d'Steierreform fir déi kleng a mëttel Revenuën, d'Afëiere vu gratis Schoulbicher an d'gratis Kannerbetreuer, de gratisen Transport, an ech kéint esou weiderfuere.

Fir dem Här Spautz ze äntweren, deen dat jo gesot huet bei de Kantinnen: Jo, mir hu Limitte gesinn, well mer och der Meenung sinn, dass a verschidde Fäll och dat Soziaalt muss Limitten hunn. Mee et soll een d'Mëttelschichten net vergiessen. An ech insistéieren dorop, well den Här Spautz huet du gesot, fënnemol, mee mir si bei véiermol bliwwen. Mee den Här Roth huet et och gesot: „Mir sollen an dësem Land och d'Mëttelschicht net vergiessen.“ Mir hunn eng grouss Mëttelschicht, déi ze vill huet, fir Saachen ze kréien, déi awer net genuch huet, fir sech Saache kënnen ze leeschten. An déi dierfe mer an der Politik net vergiessen. Mir dierfen net zuloossen, dass eng Mëttelschicht zukünfteg op eng Kéier eng schwach Schicht gëtt, well si vergiess ginn ass.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat solle mer net vergiessen.

Dës Regierung brauch sech net de Reproche maachen ze loosson, dass se an der Sozialpolitik näischt gemaach huet. Ech mengen, mir hunn an deene leschten aacht Joer och ganz vill gemaach. Ech ginn elo net op de Rapport an, well de Moien erkläert eis den Här Galles, dass de Rapport ze interpretéieren ass an déi Richtung. Ech weess, wann elo de Stateg gesot hätt, dass et sech verschlechtert hätt, dann hätt ech de Reproche gemaach kritt: „Gesitt Der, dat ass d'Resultat vun Ärer Politik.“ Ech ginn elo net drop an. 2020 war nämlech eng extra Situatioun. An dat ass eeben och eng Réalitéit. Mee fir mech ass et wichteg, dass mer weider zesumme fäerdegbréngen, fir déi Schéier och esou kleng wéi méiglech ze kréien.

Mir brauchen och eng Steierreform. Déi Leit, déi behaupten, mir hätten d'Steierreform op d'Calendes grecques repousséiert: Ech muss lech soen, Här President, et ass e grouse Prinzip. An ech muss lech soen, dass ech déi Leit net rasonabel fannen, déi soen, mir hätten elo sollen eng Steierreform maachen. Eng Steierreform maachen, andeem mer e Prêt mussen opheue goen, dat heescht Sue léine goen, fir eng Steierreform ze maachen, déi jo net nohalteg ass, well eng Steierreform muss jo kënnen bleiwen, dat ass jo net eng Steierreform fir e One Shot, dat heescht, dass een emol net weess, wéi d'Evolutioun déi nächst Jore geet, an doduerch

dann e Prêt muss maachen, well een eng Steierreform soll maachen. Dat ass fir mech net dat, wat ech „eng rasonabel Politik maachen“ nennen.

Wann de Sputt do ass, soll eng Steierreform kommen. Si ass néideg! A mir sinn eis do alleguerten eens a mir verschléissen eis och net dem Debat iwwer Steiermesuren, der Steierdiskussioun. Souguer hei an der Chamber soll déi jo och stattfannen. Do wäert d'Regierung och present sinn. Mee am Fong: Eng Steierreform ze maachen op Kreditt ass eng Hypothék op déi nächst Generatiounen!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo. An ech muss lech och soen, dass d'Pandemie ... Ech kréie gesot, d'Steierreform hätt net am Koalitionsaccord gestanen. Jo, d'Pandemie stoung net am Koalitionsaccord!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll lech just dorun erënneren. An ech si frou, dass mer déi néideg Investe gemaach hunn an dëser Zäit, fir déi Situatioun, déi mer elo hunn, och ze hunn.

Bei der d'Klimapolitik sinn - an do si mer eis eens an dat fannen ech och wichteg - wéineg Leit, déi soen: „Jo, Klimapolitik, c'est superfétatoire. Et ass net néideg, et ass d'Securitéit.“ Ech mengen, iwwerall duerch d'Bänk si mer eis hei eens, dass d'Klimapolitik ganz wichteg ass.

An dee Biergerrot: Hei ass och eng konkret Fro gestallt ginn, ech mengen, och vum Här Galles. Et sollen net déi organiséiert Leit sinn. Dee Biergerrot ass net do, fir dass do all Associatioun, déi ... Ech wëll net, fir elo spontan ze sinn, Greenpeace an de Mouvement écologique op där enger Säit hunn an d'Fedil op där anerer Säit hunn. Dat ass net de But vun deem Biergerrot!

De Biergerrot ass, dass honnert Leit erausgesicht ginn, déi representativ si fir eis Bevëlkerung. Dat heescht: tous les âges; schaffen, net schaffen; pensionéiert, net pensionéiert; Beamten, Privatbeamten; all Alter an all Situatioun; bestuet, net bestuet; mat Kanner, ouni Kanner. An déi sollen zesummen déi Diskussione féieren, mat au départ, dem PNEC. Wou si mir bereet weiderzegoen, wann d'Resultat duerno ass: „Et gëtt net méi, dann ass et dat“?

Mee wann awer d'Leit soen: „Hei, kommt, mir hu méi Ambitiounen. Kommt, mir ginn do nach weider“, solle mer heiriwwer kënnen diskutéieren. An dat ass eeben de Wonsch, dee mer hunn, dass et net vun uewen erof kënn a gesot gëtt: „Et ass esou“, mee dass vun ënnen erop liddie kommen, och vun de Bierger, déi soen: „Kommt, mir paken nach eng Hand mat un a mir ginn och nach weider. A mir sinn der Iwwerzeugung, dass dat heiten och ganz wichteg ass.“

Beim Logement sinn ech wierklech der Meenung, dass mer do een deem anere keng Scholdzouweisung solle maache fir ze soen: „Dat ass déi viereg Regierung, dat ass déi nächst Regierung, et ass dës Regierung, et ass déi Regierung virdrun.“ Mir sollen och virun allem evitéieren, elo an eng Situatioun ze kommen, wou mer soen: „Et sinn d'Gemengen an et ass de Staat an et ass d'SNHBM etc.“, etc.“

Also ech wëll fir d'éischt op déi Zuel vun 8.200 Wunnengen zrëckkommen, déi ech annoncéiert hunn a op déi den Här Roth och insistéiert huet. Et ass richtig, dass déi och wäerte gebaut ginn. Mee méi richtig ass et, och ze preziséieren a menger Ausso, dass mer hei bis 2025 och nei Konventionne mat Promoteuren ënnerschreien. Wann eng Konventioun bis ënnerschreien ass, kréie mer d'Garantie, dass och séier gebaut gëtt.

Ech krut hei zum Beispill och d'Fro gestallt: „Wéi ass dat mat der Grundsteuer? Wat kënn Der eis soen?“ Mir hunn elo den Här Gramegna, den Här Kox an d'Madamm Bofferding gefrot, fir dat zesummen auszeschaffen. Mir ginn lech d'Garantie, dass bannent deenen zwielef Méint mat där Diskussioun, déi jo heibanne soll stattfannen, en Text soll deposéiert ginn.

Ech krut gëschter d'Fro gestallt: „Mee wéini gëtt et da gestëmmt?“ Dir wësst, et gëtt Prozeduren. An ech soen och - well mir luewe ganz vill d'Chamber fir d'Aarbecht, de Conseil d'État, deen déi lescht Wochen a Méint och an engem TGVs-Tempo huet mussen schaffen -, dass mer déi Punkten och hei hunn. Dat heescht, fir mir haut ze soen: „Wéi gesäit dat aus mat der Grundsteuer? Wéi gesäit dat aus mat der Spekulationssteuer?“. Mir wëllen do fir d'éischt och mat den Acteuren diskutéieren, fir dass een och do déi richtig Decisiounen kann duerno proposéieren.

Et sinn nach zwee, dräi Punkten, op déi ech wollt agoen, Här President. Deen éischten ass dee vum 5G, well als Digitalisatiounsminister ass dee mer selbstverständlech net onwichtig. Mee ech wëll lech awer soen, dass mer, dës le départ, hei net eng Course haben, fir dat éischt Land ze sinn, dat 5G hat.

Jo, ech stinn dozou als 5G-Minister, Telekommunikatiounsminister, dass mer zesumme wollt mat der Santé, zesumme mat der Émwelt déi néideg Krittären hunn, fir och déi Garantie ze hunn, déi wichteg sinn, fir dass d'Leit och rassuréiert sinn. Et gouf nach ze vill Froen vun de Leit, déi op waren, fir einfach ze soen: „Et ass eis egal.“ Mir wollten do Informatiounscampagnen, mir hunn do och Prozedure gemaach, mir souze souguer an der Chamber, nach am Cercel, zesumme mat Petitionären.

Ob et elo richtig oder falsch war, fir eis war et wichteg, dass een déi Messuren hëlt, bei deenen net nëmmen e Wirtschafts- oder en Telekommunikatiounsminister do sëtzen, fir ze soen: „5G ass virun allem e Wirtschaftsfacteur“, mee dass och en Émweltministère do sëtzt an och e Santéministère do sëtzt, fir de Leit ze soen: „Wa mer dat dote maachen, maache mir et mat lech.“ Et geet hei net nëmmen ëm d'Wirtschaft oder d'Digitalisatioun, et geet och ëm d'Émwelt an d'Gesondheet. An et kann een net d'Gefill ginn, wéi wann op eng Kéier Wirtschaft an Ekonomie op där enger Säit an Émwelt a Santé net géife beieenepassen.

Da wier, mengen ech, d'Akzeptanz bei de Bierger vill méi kleng gewiescht. An dowéinst huet et vläicht och méi laang gedauert bei deem engen oder deem anere Punkt, mee ech si frou - an ech soen dat, wéi ech et virdu gesot hunn -, dass konstruktiv Saache vun der Oppositoung komm sinn. Ech kéint haut net op deem sëtzen, wat ech hunn am Digitalen an am 5G, wann och e gewësse Loulou Schiltz net eng Zäitchen déi Efforte gemaach hätt, fir och an déi Infrastrukturen deemools ze investéieren, déi och net jiddweree verstanen huet. Jo, dat muss ee wëssen!

Also dowéinst, et ass e Fait, ech hunn och déi Metapher gebraucht, wou verschidde Leit mer d'Fro gestallt hunn: „Wéi ass dat?“: Jo, wa mer déi Lächer wëllen zoumaachen, wou kee Reseau ass - dat sinn déi White Spots -, da muss mer nei Lächer opmaachen, eebe fir de Kabel duerchzeféieren. Lächer zoumaachen, andeem mer nei Lächer opmaachen. Deen een oder deen aneren huet mer nach d'Fro gestallt: „Wéi mengs de dat mat de Lächer?“ Dowéinst soll dat och kloer sinn.

Iwwert den Dialog an d'Tripartite: Ech wëll, an ech insistéieren, net falsch verstane ginn. Ech si mer bewosst, wéi wichteg eng Tripartite ass, wéi wichteg eng Dialogue social ass. A mir haben nach gëschter eng Reunion zesumme mat de Gewerkschaften, an där de Finanzminister hinnen de Budget presentéiert huet. Fir mech dierf een awer och net d'Tripartite denaturéieren. D'Tripartite ass e Kriseninstrument, wann eng Situatioun um Aarbechtsmaart oder an der Wirtschaft entsteet, déi wierklech eng gemeinsam Äntwert brauch.

Mir hunn e Conseil économique et social, dee wichteg ass. Mir hunn där bilateral Reunionen, mir hunn de CPE, an ech kéint der nach opzielen. Ech hunn lech gesot: Iwwer 100 Reunionen hate mer. De Fait ass, wann ech muer zum Beispill gesot kréien, d'Gewerkschaften wëilten zum Beispill iwwert d'Klimapolitik mat eis schwätzen, mee wéi soen ech dann engem Mouvement écologique oder enger Greenpeace oder iergendenger anerer Associatioun: „Nee, ech negociéieren dat mat de Gewerkschaften an net mat lech?“ Mir hu Plattformen, op deene mer zesummen driwwer diskutéieren. Ech mengen, souguer dës Woch hunn d'Gewerkschaften sech geiergert, dass se net genuch géife mat agonne ginn an enger Plattform, déi och um Niveau vum Émweltministère lancéiert ginn ass.

Dowéinst soll een net d'Tripartite als Ronn ..., an där een zesummekënn an iwwer Allméiglechens zesummen diskutéiert. Dat wier dat Schlechtst, wat mer kéinten hunn. Mee mäi Büro ass ëmmer op, an ech mengen, de Kontakt mat de Gewerkschaften ...

A wann ech d'Kollegen hei iwwer kucken, ob dat den Dan Kersch ass, dee mat de Gewerkschaften a permanentem Kontakt ass, ob dat den Här Delles ass, dee mat senger Gewerkschaften, mat der Handwerkerfederatioun oder mat der Horesca déi lescht Méint méi wéi diskutéiert huet, oder den Här Bausch, deen, ob dat op där enger Säit mat der Arméi oder op där anerer Säit mat der Gewerkschaft oder och mat de Representanté vun den Interéte vun den ..., alles, wat gebaut gëtt, a wéi et soll gebaut ginn, an der Luxair méi wéi genuch, also och am Transportwesen, mat de Sozialpartner diskutéiert huet ...

Dowéinst gleewen ech kaum, dass een engem e Reproche ka maachen, dass dës Koalitioun keng Loscht hat ze dialogéieren. Mee et soll een net Alibiversammlunge maachen, just fir der ze maachen an dann ze soen: „Elo maache mer eng Tripartite. Firwat? Ma well wa mer eng Tripartite maachen, dann ass jiddweree zefridden.“ Nee! Et muss och preparéiert ginn a mir hu jo och wëllens, awer eng nach ze maachen d'ici la fin de l'année. Obwuel ech legal keng Obligatioun hunn, wëll ech se einfach maachen, fir och en Topo ze maachen iwwert dat, wat déi lescht Méint war.

An da muss ech deen een oder deen aneren heibanen enttäuschen, Här President. Verschidde Leit mengen, mir hätte keng Loscht méi. Verschidde Leit mengen, no aacht Joer wier ...



**(Interruption)**

... d'Energie fort an d'Loscht eraus. Ech kann lech just soen, wa mer de Budget kucken, dee mer gëschter presentéiert hunn, an déi Ried zur Lag vun der Natioun, déi ech virgëschter gehalen hunn, kann ech just soen: Do ass nach fir déi nächst 24 Méint esou vill Aarbecht, déi mer hunn. Do ass nach esou eng Motivatioun. Do ass nach esou eng Loscht fir zesummeschaffen. An ech kann iech soen, mir schaffe weider all Dag dofir, datt jiddwereen hei am Land gutt lieue kann. An dat ass déi Maxim, déi mir eis déi lescht aacht Joer ginn hunn.

An zu der Pandemie: Mir wëssen, dass d'Pandemie eng Situatioun war, an där déi mënschlech Kontakter, och bei eis, muss ech lech zouginn, gefeelt hunn, dass mer kee Regierungsrot méi haten, an deem mer eis konnte gesinn, an eis och esou gefreet hunn, wéi Dir hei déi éischt Sitzung hat a wou mer nees konnten zesummekommen.

Op jidde Fall kënn Dir probéieren, wat Der wëllt - fir déi, déi mengen, mir hätte Problemer ee mat deem aneren -, mir loossen eis net ausereendriewen! D'Motivatioun, d'Energie an d'Loscht, dëst Land weider no vir ze bréngen, déi sozial Ongerechtekeiten ze minimiséieren, ze probéieren, d'Leit weider kompetitiv ze halen, ass déi Motivatioun, déi mer all Dag hunn, wa mer moies opstinn. An et wäert keen heibannen et fäerdegbréngen, dat opzehalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Brouhaha général)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Staatsminister.

**(Brouhaha)**

Domat wäere mer um virleefegen Enn vun eisem Débat sur l'état de la nation oder zur Lag vun der Natioun ukomm. A mir sinn nach saiséiert mat enger Rei vu Motiounen an enger Resolutioun. An esou, wéi ech dat gesinn, géife mer mat der Resolutioun ufänken. Ass dat esou och de Wonsch vun der Chamber?

**(Assentiment)****Résolution 1**

Et ass déi Resolutioun, déi vun der ADR, vum Här Fernand Kartheiser, abruecht ginn ass. Sinn dozou Wuertmeldungen? Ech mengen, den Här Kartheiser huet se erkläert. Wie wëllt d'Wuert dozou? Den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir hunn eis eng Prozedur ginn, wéi mer déi Verfassung hei wëllen adaptéieren un d'Aktualitéit. Mir hunn do véier Kapitelen an där Gesetzgebung. An do ass festgehal ginn, dass mer déi Kapitelen dann och separat an der Chamber debattéieren an allkéiers duerno en éischte Vott maachen.

Deen éischte Vott, dee mécht natierlech net, dass verschidden Aktiounen duerno net méi méiglech sinn. Dee mécht u sech, dass verschidden Aktiounen duerno kënnen geschéien. An dofir géife mir och déi heite Prozedur bäibehalen, déi mer zesummen hei festgehalen hunn.

Merçi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci dem Här Engel. Den Här Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Ech muss soen, datt dat, wat den Här Engel seet, engersäits richtig ass, op där anerer Säit awer eppes omettéiert, nämlech datt duerch d'Splécken a véier eenzel Votten, déi zu véier ënnerschiddlechen Datumer stattfannen, domadder och de Compte à rebours, fir Ënnerschrëften ze sammelen, véiermol gestart gëtt an och véiermol d'Demande un d'Citoyenen da wär, fir op d'Gemeng ze goen. Vergiesse mer net: Fir e Referendum zur Verfassung ze froen, ass et net wéi fir eng Petitioun an der Chamber, wat ee kann online maachen. Et muss een tatsächlech op d'Gemeng goe während den Öffnungszäite vun där Gemeng, wat also an all Gemeng ënnerschiddlech gehandhaabt gëtt. D'Leit muss sech dohinner deplacéieren. Si hunn net onbedéngt ëmmer Zäit, fir dat ze maachen. An deementsprechend wär et schon eng immens Erliichterung fir eng Campagne, déi et géif probéieren, fir e Referendum ze froen.

Mir sinn als Piraten e Fan vun enger Biergercampagne, déi sech géif fir e Referendum setzen, fir ze soen: Ma mir regruppéieren déi véier Votten, fir et esou ze erméiglechen, nëmmen eemol mussen ze mobiliséieren, anstatt véiermol. Dat wär am Intérêt vun enger Biergerbedeelegung, amplaz hei mat artificielle Hürden, andeem een et da véiermol opdeelt, ze soen: „U sech kënn Dir, u sech d'äerft Dir.“ Reng rechtlech, de jure, ass et méiglech, mee in fine ass et quasi onméiglech, fir véiermol 25.000 Leit während den Öffnungszäiten op d'Gemengen ze kréien. Dofir wäerte mir dat heite matdroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Clement. Weider Wuertmeldungen zu der Resolutioun? Den Här Kartheiser, dee sech d'Wuert freet an deen et kritt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools merci. Wa lo keng weider Wuertmeldungen sinn, wéilt ech just zwee oder dräi kleng Kommentare maachen.

Deen éischten ass - den Här Clement huet dat jo elo exposéiert an dat war eng vun zwou Ursachen, firwat mer proposéiert hunn, datt déi véier Votte sollten op engem Dag gemaach ginn - ganz einfach, well dat eng Form vu Respekt virun de Wieler ass a vun deene Prozeduren, déi am Artikel 114 vun der Verfassung virgesi waren.

Dat zweet Argument, wat mer bruecht haten, ass jo, datt grad eng Petitioun leeft, déi elo scho vun iwwer 6.000 Leit ënnerschriwwen ginn ass. An hei gëtt u sech eng Prozedur geholl, ouni iwwerhaapt déi aner unzelauschteren. Dat sinn awer méi wéi 6.000 Leit, déi hei ënnerschriwwen hunn an déi awer elo hei e Signal gesat kréie vun deene véier responsabele Parteien fir déi Reform hei, datt eigentlech hir Meeung, an dat ass jo och en Ausdrock vun demokratischer Kultur, déi se hei an der Chamber vertrieben, emol net gelauschtert gëtt, bis déi Parteien hei déi Prozedur aleeeden.

Ech mengen, et hätt näischt kascht, fir fir d'éischt déi Auditioun ze maachen an duerno dann, wann dat nach gewünscht gewiescht wär vun deene véier Parteien, deen éischte Vott ze huele vum éischte Kapitel vun der Verfassungsreform. Et ass en Zeeche vun Desintéret. Et ass fir déi 6.000 Leit, mengen ech, en direkten Affront.

Mee, wat elo, mengen ech, awer och sollt gesot ginn, dat ass, datt ech u sech eng Fro un déi véier Parteien hunn, wéi si sech da virstellen, wéi d'Vetraue vun der Effentlechkeet sech entwéckelt iwwer déi nächst Méint, wann dat do ëmmer erëm virkënn, wann et ëmmer erëm weidergeet, wann ëmmer erëm déi selwecht Situatioun opkënn. Also, fir all déi Leit, déi hei vun demokratischer Kultur schwätzen, vu Respekt virun der Demokratie, vu wierklech allméiglechem Luef, dee se fir déi Lëtzebuerger politesch Kultur hunn, ech mengen, datt een dann awer misst eng ganz aner Approche hu vis-à-vis vun de Wieler wéi dat, wat mer hei gesinn.

Hei gëtt einfach op stuer geschalt. Et ass eemol esou festgeluecht ginn. Et ass eemol ënnert deene véier Parteien eng Prozedur festgeluecht ginn. Elo gëtt déi duerchgezunn, egal wéi d'Entwécklung an der breeder Gesellschaft ass, egal wéi d'Diskusioun leeft. Ech mengen, datt dat eiser Demokratie net gutdeet. An dat ass wierklech méi wéi bedauerlech.

Merçi.

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer zu der Ofstëmmung iwwergoen.

**Vote sur la résolution 1**

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Dann d'Procuratiounen. Sidd Der mat de perséinleche Stëmmen duerch? D'Procuratiounen.

Ech hunn alle 60 registréiert. D'Ofstëmmung ass elo eriwuer. A mir hunn: 8 Jo-Stëmmen an 52 Neestëmmen. Domat ass d'Resolutioun ofgeleent.

*Ont voté oui :* MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non :* Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knäff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

**Motions**

Da géife mer zu der éischter Motioun iwwergoen, déi och vun der ADR abruecht ginn ass. Wie wëllt dozou Stellung bezéien? Den Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann et lech esou geet wéi mir - de Bauch fänkt un ze grommelen - a wann den Här President domat averstane wär, géif ech direkt zu deene véier Motiounen schwätzen.

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ass dat ok?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Gutt. Merci.

Zu der éischter Motioun: Ech muss bei där e bëssen aushuelen. Mir sinn an enger finanzpolitescher Situatioun, an där mer Defiziter maachen. Steiererhéijunge wäere kontraproduktiv a Steiererlicherunge kënnen mer eis am Moment och net leeschten a mir wëllen och keng Steierreform maachen, bei där mer Sue misste léine goen. Also, wéi gesot: Am Moment ass kee Sutt do.

Wat d'ADR hei proposéiert, ass wierklech net sozial selektiv. Et ass awer grad dat, wat mer brauchen, eng selektiv Sozialpolitik, déi och wierklech bei de Leit ukënn. Mir hunn an de leschte Jore grouss Eforten gemaach, fir grad déi Leit, déi an den Invitten 2 an 3 viséiert sinn, ze entlaaschten.

Mir si selektiv virgaangen, och an der Steierreform 2017 iwwer de Crédit d'impôt, fir déi kleng a mëttel Akommesse considerablement ze entlaaschten. Allegueren déi Saachen an der Sozialpolitik, déi mer gemaach hunn iwwer déi lescht Jore, wéi ech net nach eng Kéier opléischten, well de Premierminister dat elo just gemaach huet, an och déi Mesuren, déi elo kommen: d'Reindexéierung vum Kannergeld, fir nëmmen dat ze nennen, d'lessen an de Schoukamtinnen, dat elo bis zu engem gewësse Seuil fir d'Leit gratis gëtt. Wat ech ganz gutt fanne: dass d'Kanner och da wierklech mëttes kënnen eng waarm Molzecht zou sech huelen.

Alles dat si Mesuren, déi d'Leit wäerten entlaaschten, ouni dass mer awer un de Steierbarème ginn. An d'Leit hunn awer de facto méi Suen an der Täsch, well et Saachleeschtungen sinn. Wat wichtig ass an der Sozialpolitik, ass e gewëssen Equiliber tëschent de Geldleeschtungen, wéi hei d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, an awer och de Saachleeschtungen, op déi ech net méi wéi zréckkommen.

Voilà, all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, an all déi Mesuren, déi elo ab dem 1. Januar och wäerte spillen, komme grad do un, wou et am meeschte gebraucht gëtt. Dat soziaalt Netz gëtt also méi staark gemaach, gëtt ausgebaut. An dofir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, d'Motioun Nummer 1 net ze stëmmen.

Zu der Motioun Nummer 2 muss ech soen, dass ech relativ iwwerrascht sinn iwwer déi Motioun, well mir hunn e Bankgeheimnis hei zu Lëtzebuerg fir d'Residenten a fir eis stellt sech iwwerhaapt d'Fro emol net, fir dorunner fréckelen ze goen. Et steet och näischt am Koalitiounsaccord, dat och nëmmen eng Undeutung an déi dote Richtung kéint sinn. Eis Legislatioun gesäit all déi néideg Moosnamen, déi hei gefuerdert ginn, vir. An dofir géif ech och hei menger Fraktioun virschloen, déi Motioun net matzedroen.

An der Motioun Nummer 3, do geet et ëm d'Kannergeld. Dir hutt matkritt, dass mer d'Kannergeld den 1. Januar erëm reindexéieren. Dat ass eppes, wat mer am Koalitiounsaccord stoen hate fir d'Enn vun der Legislaturperiode. Mir kënnen dat elo quasi zwee Joer no vir zéien. Déi dräi Méint Oktober, November, Dezember ginn den 1. Januar mat an d'Kannergeld agerechent. Dat heescht, d'Eltere verléieren näischt. Dofir géif ech och proposéieren, dass mer déi heite Motioun, déi awer, mengen ech, ganz staark iwwerzunn ass, net unhuele sollten. Ech wäert op alle Fall menger Fraktioun proposéieren, do dergéintzestëmmen.

An der Motioun Nummer 4 geet et ëm d'Recommandatioun fir en Antisemitismus-Coordinateur. Do gëtt et eng Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Fernand Kartheiser vum 23. Abrëll. Mir sinn hei an engem Prozess. Ech géif soen, et ass „work in progress“, dat, wat Der hei frot. Dat ass och an der Äntwert den 23. erauskomm, ass amgaangen, gekuckt a gemaach ze ginn. Dofir géif ech och hei proposéieren, déi Motioun net ze stëmmen.

Eng ganz kleng lescht Informatioun wéilt ech awer dem Här Kartheiser mat op de Wee ginn. Den Här Kartheiser huet gëschter e Bild gemoolt vun eiser Finanzplaz, déi amgaange wär, zréckzegoen. Ben, ech muss soen, Här Kartheiser, am „Lëtzebuurger Wort“ stoung, „Finanzplaz Luxemburg auf Rang 14“. Ech liesen lech just eng Zeil vir: „Luxemburg belegt Platz 14 der internationalen Rangliste und konnte sich damit im Vergleich zum Vorjahr um vier Plätze verbessern.“ Et ass also net esou, wéi Dir et

gëschter gesot hutt. Ech wéll dat hei kloerstellen. Et ass och mengem Fraktiounskolleeg André Bauler ganz, ganz wichtig, dass ech dat hei soen. Also, mir hunn eis net verschlechtert. Mir hunn eis ëm véier Plaze verbessert. Och wa mer Punkte verluer hunn. Awer vun deene 25 wichtigste Bankeplazen hunn 23 Bankeplaze Punkte verluer.

An, fir ofzeschleissen, huet den Här Bauler mer mat op de Wee ginn, ech sollt lech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer an der Green Finance déi éischt Finanzplaz an Europa an déi zweet Finanzplaz op der Welt sinn (veuillez lire: déi zweet Finanzplaz an Europa an déi fënneft Finanzplaz op der Welt sinn).

Merçi, dass Der lech Zäit geholl hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Baum. A vun engem Gilles zum aneren, dës Kéier de Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen der ADR-Fraktioun Merci fir déi zwou Motiounen, déi se agereecht huet. Déi éischt ass déi iwwer d'automatesch Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun. Do gëtt nach dra gefuerdert, fir den éische Sockel vum Barème esou opzestellen, dass de Mindestloun - doriwwer hate mer gëschter jo d'Diskussioun - sollt steierbefreit sinn. An den drëtte Punkt ass deen, dass de Steier-Fräibetrag fir alengerzéit Elteren - et geet also ëm d'Steierklasse 1A - vun engem Abatement an e Steierkredit ëmgewandelt géif ginn.

Zu deem éischte Punkt - automatesch Upassung vun der Steiertabell un den Index: Also, mir späizen eis net op de Kënn, wéi mer dat um Duerf géife soen, well ech war selwer Rapporteur ënner enger Schwarz-Rouder Koalitioun, 2012, mengen ech, wéi den Artikel 125 aus dem Steiergesetz erausgeholl ginn ass. Ech wéll awer soen, dass et ënner successive Regierungen - ech hunn dat de Moien och a mengem Riedebäitrag gesot -, souwuel Juncker/Asselborn wéi Juncker/Polfer, ëmmer esou war, dass ee gekuckt huet, wéi grouss d'Inflatioun war, an dass een dann, a reegelméissegem Ofstänn, loosse mer soen, dräi oder véier Joer, an enger Steierreform, déi komm ass, de Leit dat zréckginn huet, an oft souguer weider. D'Madamm Polfer weess dat.

2001 an 2002 war dat, wou mer de Steierspëtzesaaz souguer erofgefueert hate bis 38 %. An et ass och sengerzäit gesot ginn, no der Bankekris: „Mir huelen dat eraus.“ Mee et sinn Entlaaschtungen komm 2011 vu praktesch 9 %. Dat heescht, déi Inflatioun, déi d'Revenuen opgefriess huet, déi ass ëmmer duerch eng Steierreform ausgeglaach ginn.

Deen zweete Punkt ass deen, de Sockel vum Barème esou opzestellen, dass de Mindestloun fir d'Gesamtheit vun de Bierger steierfräi bleift. Ech mengen, dass Leit, déi wierklech op dem Mindestloun sinn, ech ginn dervun aus, dass et en onqualifizéierte Mindestloun ass, déi eng Famill hunn, déi an der Steierklasse 2 sinn, dass déi duerch verschidden Ofzéibarkeeten, déi souwisou direkt sinn, zum Beispill bei den - wéi heescht dat op Däitsch, Frais d'obtention? -, ...

► **Une voix.** - Werbungskosten.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... bei de Werbungskosten, dass déi dann ënner e Montant falen, wou een iwwerhaapt Steiere bezitt.

Et ass awer eng Fro, déi een och eethesch muss beliichten: Ass et gerecht, dass de Staat Leit, déi op deem Seuil schaffen, seet: „Ënnert deem kann een net lounbréngend schaffen, well ee soss villes net bewerkstellige kann?“ Och déi Leit, déi liicht iwwer dem Mindestloun sinn, hunn et jo net einfach bei eis am Land.

Ech géif proposéieren, als Kompromëss, dass ee géif déi heite Motioun an d'Finanzkommissioun verweisen, well et och mol eng Kéier wichtig wier ze wëssen, fir d'ganz Chamber an och fir d'Land: Wat ass iwwerhaapt de Steierdechet, dee géif ufalen, wann een de Mindestloun och fir Jonggesellen oder Celibatairé géif steierbefreit maachen? Ech mengen, dat ass e Chiffer, ech weess en net, ech weess och net, ob en esou duerchgerechent ginn ass ...

**(Brouhaha)**

... vun der Regierung, dat weess ech net, mee et ass awer eng interessant Fro, dass jiddwereen, en connaissance de cause, eng Kéier do kéint driwwer ofstëmmen. Dat wier op jidde Fall an där Hisiicht eis Propos.

Wann d'ADR net domadder d'accord wier a géif drop halen, fir se ofgestëmmt ze kréien, da géif d'CSV-Fraktioun sech hei enthalen. Well et wier och net korrekt, wann ech de Moie gefrot hunn, dass ee géif de steierbefreite Montant, also dee Montant, ab deem een iwwerhaapt Steiere bezitt, wou mir gefuerdert hunn, en an d'Luucht setzen, wa mir da géife soen: „Géint dat hei stëmme mer dergéint!“ Duerfir géif ech d'Chamber a virun allem d'ADR froen, ob se domat d'accord sinn, fir déi heite Mo-



tion an d'Chamberskommissioun vun de Finanzen ze verweisen.

An Dir wësst, et ass de Moien och vun dem Premier drop higewisen ginn, dass jo déi Debatt nach usteet, déi Orientéierungsdebatt iwwert d'Ausgesi vun der Steierlandschaft, wou den Här Bauler, President vun der Finanzkommissioun, a meng Wéinegkeet Korapportere sinn, an da kéint een déi dote Fro zesumme mat der Steierverwaltung beliichten.

An dann ...

■ **Une voix.** - Vun eis aus gär.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Ma dann hätte mer dat. Also, mir géifen d'ADR an deem Sënn ënnerstëtzen. Wann dat och vun de Majoritéitsparteien esou gewünscht wier, dann hätte mer déi dote Positioun festgehalten.

An dann deen zweete Punkt ass déi Motioun zu dem Bankgeheimnis. Do soen ech awer ganz kloer, do sti mir derhannert! Mir hunn dat de Moie gesot: „Mir wëllen net de glieserne Bierger!“ Ech hat lech och de Moie gesot, dass et net dorëm geet, nëmmen d'Avoire vun de Leit ze kennen, mee wann ee bis Accès zu de Konten huet, dann huet een och indirekt den Accès zu den Depensen. An do soen ech lech ganz kloer: Dat wëlle mir net! An ech ginn och dervun aus, dass mat allen eetheschen a Sozialgerechtegkeetsdiskussiounen de Gros vun de Lëtzebuerger an de Leit, déi hei wunnen, dat och net wëllen.

Mir sinn e klengt Land, ech soen et nach eng Kéier, an do huet een och e Recht op eng Privatsphär. A mir géifen duerfir soen: Wann déi heite Motioun zur Ofstëmmung kéint, an ech gesinn, dass dat soll de Fall sinn, stëmmt d'CSV déi mat.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci gesot. Dann hunn ech, jo, ech wiesselen dann e bëssen of, ech huelen den Här Bauler an dann den Här Clement.

■ **M. André Bauler (DP).** - Jo. Merci, Här President. De Gilles Roth huet et elo just gesot: Ech mengen, datt et richtig a wichteg wier, fir am Kader vun eise Débat fiscal déi hei Fro, notament, wat den Déchet fiscal ugeet, concernant d'Besteuerung vun Mindestloun, an deem Kontext ze diskutéieren. Da géife mer och eng Kéier mat der Direktesch vun de Contributions directes - déi souwisou nach eng Kéier kéint, well mir hate jo ofgemaach, si nach eng Kéier ze invitéieren, well gesot gi war, d'Kolleginnen an d'Kollege sollen eng Rei Froe sammeln, déi si spezifesch nach hätten zu der direkter Besteuerung - dann déi hei Fro matbehandelen, dat ass dann e gudder Wee.

Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. Dann den Här Clement. An hei ass en.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Ech schwätzen och direkt zu deene véier Motiounen, fir et e bëssen ze beschleunegen.

Déi éischt Motioun, mengen ech, ass eis ganz sympathesch, wat déi dräi Fuerderunge sinn, well déi dräi Fuerderunge stinn an där enger oder anerer Form an eise Walprogramm. Just fir eng Kéier ze soen: Ech mengen, d'Upassung vun Steierbarème, d'automatiséiert Upassung vun Steierbarème, ass eppes, wat u sech eng kal Progressioun soll verhënnere. An dat ass einfach an der Vergaangenheet net gemaach ginn, soudatt all Indextranche derzou féiert, datt d'Leit potenziell an e méi héije Barème falen. Dat gehéiert gestoppt, well grad déi niddregst Salairé sinn déi, déi am stärksten dovunner betraff sinn.

Dann, deen éischte Sockel vum Barème esou opzestellen, datt e steierfräi wär fir de Mindestloun, do muss ech ganz éierlech soen: Ech kann den Déchet fiscal dovunner net aschätzen! Dofir sinn ech frou, wa mer dat an der Kommissioun diskutéiere kënnen. Mir Piraten plädéieren iwwregens do fir eng, fir de Staat zumindest, akommesneutral Léiung. Nämlech, wa mer dat bei deenen niddrege Salairé steierfräi maachen, wat absolut sollt sinn, fir datt mer endlech d'Leit, déi de Mindestloun verdéngen, och aus dem Aarmutrisiko erauskréien, da muss een déi Suen eebe bei déi siche goen, déi als Celibataire méi wéi 200.050 Euro verdéngen, déi haut nämlech um héchste Seuil sinn, oder als Koppel méi wéi 400.050 Euro d'Joer verdéngen. Ech mengen, déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen, verdéngen et, entlaascht ze ginn, an déi, déi ech elo grad genannt hunn, do kann ee roueg nach e kleng Prozentpinkelche méi siche goen. Mee vu datt de Montant net ofzeschätzen ass, freeën ech mech op en Debat an der Kommissioun.

De Steierfräibetrag fir alengerzéiend Elteren als Steierkredit anstatt Abatement féint eis ënnerstëtzung.

Zur Motioun 2, jo, do kréie mer elo erëm gesot: „Dat ass net geplangt.“ „Dës Regierung steet fir Date-

schutz.“ „Dës Regierung steet fir d'Bankgeheimnis.“ Ma wou hunn ech dat iwwerall schonn héieren?! Et ass deen zweete Koalitionsaccord, wou drasteet: „Mir schafen déi Vorratsdatenspeicherung of oder mir evaluéiere se.“

Fakt ass: D'Cour de justice européenne huet lech zweemol, dräimol gesot: „Déi Vorratsdatenspeicherung ass géint d'europäesch Texter.“ Dir maacht et weider! Dir tracéiert weiderhi jiddwereen, deen telefonéiert. D'Justiz huet kee Problem domadder, fir a politesch geluedene Fäll bei Leit, déi nëmmen indirekt bei de Fäll als Zeie betraff sinn, ganz E-Mail-Postfächer confiscéieren ze goen, fir do eng Confirmatioun vun enger Zeienausso dran ze siche. Ech traue lech net méi dobäi, esou einfach ass et!

(Brouhaha)

Dofir stëmme mer déi Motioun hei mat.

An, ganz éierlech, eng Motioun hei ze stëmme, ...

(Brouhaha)

... huet souwisou, ...

■ **Une voix.** - Mäi léiwe Sven!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - ... huet souwisou ...

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Mir traue lech ...

(Brouhaha)

Mir traue lech, am Géigendeel, ganz vill zou. Dat ass dat, wat elo hei, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, ech traue lech ...

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - ... dat mierkt een elo hei an Ären Aussoen, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Et ass gutt, datt Dir scho quasi Är Demissioun ginn hutt.

(Brouhaha)

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - ... zu wéi engen Aussoen Dir hei op der Tribün fäeg sidd.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Sou, wannechgelift, ...

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Dat seet alles!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... mir kommen erëm vun alle Säiten zu engem normalen Toun hei zrëck.

■ **Une voix.** - O!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Dës Regierung ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Well soss muss ech den Toun och hiewen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Dës Regierung huet recent confirméiert, eng Motioun vun dëser Chamber net wëllen ëmzesetzen, eng Motioun, déi hei unanime, wann ech mech richtig erënnere, gestëmmt gouf. De Minister sëtzt heibannen. Den Här Bausch kann eis jo soen, wat e vu Motioune vun dësem héijer Haus hält. Manifestement traue ech souguer mëttlerweil der Regierung zou, datt se Motiounen, déi hir eege Majoritéitspartei gestëmmt hunn, net méi ëmsetze wëllt. Bref, dofir wäerte mir déi Motioun hei stëmme, well ech traue dëser Regierung zou, datt se dat do abuséiere géif.

Bei der drëtter Motioun sinn d'Käschten net ze iwwerblécken. Dofir wäerte mer eis do enthalen, ausser mir géifen et och an der Kommissioun nach eng Kéier am Detail diskutéieren. Ech sinn éierlech, ech kann dat finanziell net ofschätzen. An da kann ech et och net stëmme. Et ass eis ganz sympathesch, mee mir kënnen dat esou net stëmme.

An déi véiert Motioun kënnen mer stëmme. Dat ass erëm esou eppes, wou d'Regierung da seet: „Et ass superferatoire, well et kéint jo souwisou schlussendlech.“ Ech hunn et elo grad exposéiert: Dës Regierung versprécht viles, hält dovu ganz wéineg. Dofir stëmme mer dat.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Dann hunn ech d'Wuertmeldung ...

■ **Une voix.** - Net déck!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... vum Här Spautz.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Ech wollt just eppes soen zu der Motioun Nummer 3. Bei der Motioun Nummer 3 - eise Projet de loi hat gesot, mir hätten et gär op den 1. Januar 2019 - steet elo dran: zanter 2006. Do ass och eng grouss Fro: Wat ass dat finanziell? Dat misst een am Detail rechnen. Ech wier der Meenung, et wier gutt - mee den Här Baum huet scho virdrun Nee gewonk -, wann een déi Motioun géif an d'Kommissioun huelen.

Wann dat souwisou diskutéiert gëtt, kéint ee kucken, ob een net seet: 290. Mee da muss een awer finanziell genau kucken, wat dat bedeit, dass een

dann d'Kannergeld géif op 290 Euro setzen. Wéi kommen ech op 290? Ma dat sinn dräi Indextranchen. Dat gëtt 291,5. Do kommen ech drop. Dofir ass meng Propos, dass ee se soll an d'Kommissioun huelen, an da kann een dat do matkucken.

Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Spautz. An dann hunn ech d'Madamm Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, dann och vläicht e puer Wieder zu de Motioune vu menger Säit. Déi éischt Motioun, déi géife mer matstëmme. Dat kënnen mer matdroen, och wa mir zwar net onbedéngt der Meenung sinn, dass d'Steierbefreiung vun Mindestloun dee richtige Wee ass. Mir mengen, dass een de Mindestloun misst erhéijen. Mee mir kënnen dat doten awer grosso modo esou matdroen.

Déi zweet Motioun, dat wäert lech net wonnere, wäerte mer net matstëmme, well mer der Meenung sinn, dass dat Bankgeheimnis muss opgehuewe ginn, fir och kënnen eng Verméigenssteuer ze berechnen.

Déi drëtt Motioun kënnen mer natierlech matstëmme. Dat ass och dat, wat mir revendiquéieren.

An déi véiert Motioun kënnen mer leider net matstëmme, well mer der Meenung sinn, dass een net soll e separate Coordinateur schafen, mee en allgemenge Coordinateur fir all Forme vu Rassismus an net do soll separat ufänken, dat ze analyséieren.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci der Madamm Oberweis. Den Här Wiseler.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Just zwee Wuert zu der véierter Motioun fir ze soen, datt mer déi kënnen matdroen. An ech verstinn net d'Argumentatioun vun de Majoritéitsparteien, well et och ëmmer déi selwecht Argumentatioun ass, fir effektiv ze soen: „Hei ass eppes, woumat mer d'accord sinn. Hei ass eppes, wat mer matmaachen, wat mer richtig fannen, mir maachen et souwisou.“ A wann dann d'Oppositioun iergendepes seet, stëmme se awer dergéint. Well et ass jo eis Iddi.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat fannen ech net logesch, fannen ech och net ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Entweder, et ass ee mat eppes d'accord, da stëmmt ee „jo“. Oder et ass een dergéint, da stëmmt een „nee“. Esou verstinn ech, wéi mer hei missten a sech eist Ofstëmmungsverhalten ofsécheren. An dofir ass et fir eis kloer: Mir si mat deem do Text d'accord, mir stëmme dat mat!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Dann den Auteur vun de Motiounen, de Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo. Villmools merci, Här President, wa soss kee méi d'Wuert hélt. Dofir just e puer séier Reaktiounen. Dem Här Baum an indirekt dem Här Bauler merci fir déi Erklärungen zur Finanzplaz. Ech wollt just soen: Et gëtt vill Rankingen, et ass do wéi bei anere Saachen, et gëtt där Rankinge méi, da muss een dat méi genau kucken.

Mee elo zu de Motiounen. Zu där éischer Motioun, do freeën ech mech, wann dat dann an déi Richtung geet, déi och den Här Roth op eng ganz konstruktiv Manéier hei proposéiert huet, an datt mer déi wichteg Froen, déi awer hei ugeschwat ginn, eventuell da kënnen an der zoustänneger Kommissioun analyséieren. Ech mengen, hei geet et jo wierklech ëm sozial Erliichterungen. Mir hunn zum Beispill vill iwwer den Aarmutrisiko geschwat déi lescht zwee Deeg, iwwert déi elengerzéiend Elteren. Jo, da muss mer kucken, datt mer och Neel mat Käpp maachen a kucken, wéi mer hinne kënnen hëllefen. Also, wann dat de Wee ass, da géife mer eis freeën. An ech mengen, den Här Bauler huet dat jo och schonn esou ugedeit. Da kënnen mer déi heiten an d'Kommissioun verweisen.

■ **M. André Bauler (DP).** - Nee, ech ..., nee, nee, nee.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Entschëllegt. Nee?

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, Här Bauler, Dir sidd direkt ugeschwat, ...

■ **M. André Bauler (DP).** - Pardon, Här President ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... prezisiéiert.

■ **M. André Bauler (DP).** - Jo, pardon, Här President. Ech wollt just soen, datt mer eis an der Kommissioun deene Froen, déi d'Kolleginnen an d'Kollegen hunn, stellen an, well d'Steierdirektesch souwisou nach eng Kéier bei eis wäert kommen, dass

mer eis deene Froen, déi do gestallt ginn, net verschléissen. Ben, déi Fro, virun allem vum Mindestloun, déi den Här Roth opgeworf huet, déi kënnen mer och an der Kommissioun traitéieren.

■ **Une voix.** - Awer net, awer net ...

■ **Une autre voix.** - Nee.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, ...

■ **M. André Bauler (DP).** - Mir hunn net gesot, mir géifen d'Motioun stëmme.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... wësst Der, ech mengen, ...

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Renvoyéieren, net stëmme. Renvoyéieren.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also ...

(Brouhaha)

Gutt. Ech mengen, wësst Der, ech wëll lech hei elo net beroden, wéi Der lech am beschte virun enger Opinion publique situéiert, déi awer seet: „Déi do Punkten, ...

(Interruption)

... déi sinn awer vläicht derwäert, datt mer se an eng Kommissioun verweisen.“ Wou also d'Rigueur vun enger Koalitionslogik ufänkt an net d'Flexibilitéit, fir de Problemer vun de Leit awer Rechnung ze droen, fannen ech Är Positioun do net novollzéibar. Mee gutt. Dat Wichtigst ass, datt déi Froen hei an der Finanzkommissioun diskutéiert ginn. Ech mengen, datt ass dat Wichtigst. Et ass dat, wat eis um Häerz läit. An Dir kuckt da mat Ärem Gewëssen, wéi Dir dat maacht.

Dat Zweet ass dann ...

(Brouhaha)

Dat Zweet ass dat mam Kannergeld.

(Brouhaha)

Do muss ech soen, datt natierlech et elo esou ass, datt vu gewerkschaftlecher Säit, ech mengen, vun der Chambre des Salariés, wann ech mech net ieren, och schonn do Rechnungen ugestallt ginn.

Mee mir sollten et einfach kucken, well et sinn nämlech och déi Familjen, déi an der Covidkris dacks déi gréisste Belaaschtungen haten, an dat waren d'Familje mat Kanner, zemoos déi méi aarm Familje mat Kanner op klengem Wunnraum. Si hunn immens schwéier Zäiten hanner sech, och materiell schwéier Zäiten hanner sech, wa se elo och nach de Chômage partiel haten. An ech mengen, mir sollten dat einfach an engem ganz oppene Geescht ugoen, fir ze kucken, wéi mer deene Leit kënnen hëllefen.

An ech wär wierklech frou, wann do awer kéint an der Familjekommissioun - quitte datt Der se hei vläicht net stëmmt - driwwer diskutéiert ginn, wat dat hei géif bedeuten a wéi mer deene Leit kënnen finanziell méi ënnert d'Äerm gräifen.

Bei dem Antisemitismus, do muss ech lech soen, do ass et gradesou wéi beim Bankgeheimnis, do géif ech och mech an déi areien, déi hei gesot hunn: „D'Vertrauen an d'Regierung feelt.“ Ech mengen, den Här Bettel hat selwer a senger Ried virdu gesot - wou e sech opgereegt huet iwwert déi Droungen, déi e kritt an esou weider -, datt do och heiansdo antisemitesch Kommentaren derbäi wäeren, wann ech gutt nogelasschert hunn. Et ass e reelle Problem an der Gesellschaft. A mir hunn dat scho virun engem Joer gefrot, mir hunn et haut erëm gefrot, mir haten eng Question parlementaire gemaach.

Ech hunn den Androck, datt d'Regierungskoalitioun sech einfach net eens gëtt an dëser Fro, soss wär et jo scho laang geschitt. Awer Länner hunn dat scho laang gemaach. An déi Tatsaach, datt ausge-rechent zu Lëtzebuerg, wou jo awer ëmmer gesot gëtt: „Et gëtt e Problem!“, wou mer Schmierereien haten, och a Walkämpf, Hakekräizer an esou weider, keen Antisemitismus-Beoptraagte geschafe gëtt, datt kann dach nëmmen drop hiweisen, datt et an der Regierungskoalitioun Opposition dergéint gëtt. An dat ass net zu der Eier vun dëser Koalitioun. Kuckt, datt Der lech eens gitt! Mir loosse datt Thema hei net rouen. Mir kommen drop zrëck!

Mam Bankgeheimnis ass et och esou, datt einfach en Drock entsteet an der Gesellschaft an datt mer hei kéinten en Zeeche setze géint e glieserner Bierger. Mir kommen ënner Drock vu bausse, vu bannen, vu verschiddene Kreesser, déi gären de glieserne Bierger hätten.

Eng Kolleegein huet virdu gesot: „Mir hätten dat gär, fir eng Verméigenssteuer kënnen ze errechnen“. Natierlech ass dat e reelle Problem. An natierlech ass dat eppes, wou mer mussen e Signal setzen als Parlament.

Wëlle mer den transparenten, de glieserne Bierger oder wëlle mer de Leit hir Privatsphär preservéieren? Mir als ADR soe kloer: Mir mussen de Leit hir Privatsphär preservéieren. A selbstverständlech mussen d'Leit géintiwier der Steiererklärung fir



d'Éierlechkeet vun hiren Deklaratiounen awer och riichtstoen.

Ech soen op jidde Fall Merci. Et wor eng fir d'Standardde vun der Chamber awer relativ oppen Debatt iwwert déi Motiounen. Gewéinlech geet et 31:29, dann ass et eriwwer. An heiansdo huet d'Koalitioun iwwerhaupt net reagiert. Dat hei war scho vergläichsweis besser - awer nach net gutt! Op jidde Fall sinn ech frou, datt weinstens e puer vun dese Propositionen op deem engen oder anere Wee hir Plaz an enger Kommissiounsdiskussioun wäerte fannen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Merci och. Den Här Roth huet sech d'Wuert nach gefrot.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo. Ganz kuerz dann, well ech mengen, jiddweree fänkt awer un, e bësse midd ze ginn.

■ **M. Gilles Baum** (DP).- An hongereg.

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech hunn awer verspuert, dass den Här Kartheiser, an dat soll een ennerstëtzend kucken, sech d'accord erkläert, fir dass déi Motioun esou, wéi hie se deposiert huet, iwwert d'Steierbarëmen, iwwert d'Besteuerung vum Mindestloun, an d'Kommissioun sollt verweise ginn.

An do soen ech ganz kloer: D'CSV stëmmt dat mat. An ech wier frou, wann dat e gesamte Vott vun der Chamber wier. All Fraktioun ass natierlech fräi fir ze decidieren, wat se mécht. Mee ech muss lech awer ganz éierlech soen, wann de Staatsminister virdu gesot huet: „Ech hunn déi Debatten hei konstruktiv fonnt“, da géif ech et och konstruktiv fannen, zumindest aus eiser Sicht, wann eng Motioun kënn, wou ee mam Inhalt d'accord ass, dass ee muss driwwer diskutieren, vun der ADR, a wou een d'accord ass, fir se an d'Kommissioun ze verweisen, dass ee sech och deem ralliëiert.

Sollt dat net akzeptiert ginn, dee Renvoi an d'Kommissioun, da soen ech: Wat den Inhalt selwer ubelaangt, wäerte mer eis enthalen. Et ass elo u sech un de Kolleege vun der Majoritéit fir ze decidieren, ob se dem Renvoi zoustëmmen oder net.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Merci gesot. Ech mengen, d'Positione si kloer. Den Här Baum huet erkläert, dass enzel Punkte vun der Motioun kéinten an der Chamberskommissioun diskutiert ginn. Si sinn awer net d'accord, fir déi ganz Motioun an d'Chamberskommissioun ze huelen. Da stellen ech fest, dass hei keen Accord ass an dass mer mussen iwwert d'Motioun ofstëmmen.

(**Brouhaha**)

Also, sot mer de Contraire! Sot mer de Contraire!

■ **Une voix.**- Dat ass egal wat.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Sot mer de Contraire! Ech kréien hei gesot, dass d'Bereitschaft net do ass, fir déi gesamt Motioun an d'Kommissioun ze huelen. Da muss ech driwwer ofstëmmen loossen. Et bleift mer näischt aneres iwwreg.

(**Brouhaha**)

**Vote sur la motion 1**

Also, de Vott iwwert déi éischt Motioun fänkt un, mat der Verflüchtung, fir enzel Punkten an der Kommissioun ze diskutieren.

Début du vote.

(**Brouhaha**)

Also, wie fir de Renvoi un d'Kommissioun ass, stëmmt ...

■ **Plusieurs voix.**- Ma neen!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Jo, dann, ...

(**Brouhaha**)

... da stëmme mer iwwert d'Motioun of.

Wie fir déi Motioun an hirem Ensembl ass, stëmmt da mat Jo. A wien net domat d'accord ass, stëmmt mat Nee.

Sou, dann ass elo de Vott definitiv.

Duerno d'Procuratiounen.

Mir hunn 59 Stëmmen. Dann ass de Vott eriwwer. Mir hunn 31-mol Nee, ...

■ **Plusieurs voix.**- A!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- ... 22 Abstentiounen, ...

■ **Plusieurs voix.**- O!

■ **Une voix.**- Immens.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- ... a 6-mol Jo. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui :* MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.*

*Se sont abstenus :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Gilles Roth), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

Dat gesot komme mer zum Vott iwwert déi zweet Motioun.

**Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hu 27-mol Jo, 33-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar),

*Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Da komme mer zu der Motioun Nummer 3.

**Vote sur la motion 3**

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

31-mol Neen, 23 Abstentiounen a 6-mol Jo. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui :* MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.*

*Se sont abstenus :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

An da komme mer zu der leschter Motioun.

**Vote sur la motion 4**

An do fänkt d'Ofstëmmung elo direkt un.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Duerno d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

27-mol Jo an 33-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Merci.

### 3. Ordre du jour

Bleift wannechgelift nach eng Sekonn, well ech gär eppes gekläert hätt vun der Conférence des Présidents respektiv de Verrieder vun der Conférence des Présidents.

Et ass esou, dass et ee Moment geheescht huet, dass mer nach géifen deen nächste Projet huelen, an duerno hunn ech awer gesot kritt, dass och d'Regierung de Mëtteg direkt disponibel ass, fir deen dote Projet ze huelen. Da géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass, ...

■ **Une voix.**- Jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- ... fir elo opzehalen an dann eis um 14.30 Auer ...

■ **Plusieurs voix.**- Um dräi.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- 15.00 Auer?

■ **Une voix.**- Jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Ok dann. Ass domat jiddwereen d'accord? Hei zu menger Rietser? An hei zu menger Lénker?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert.

Rendez-vous um 15.00 Auer. Villmools merci.

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(**La séance publique est levée à 13.07 heures.**)

## Le saviez-vous ?

### ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE

L'administration de la Chambre des Députés se compose du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints ainsi que des fonctionnaires et employés de la Chambre. Le Secrétaire général, qui est le chef de l'administration parlementaire, est élu par la Chambre alors que les deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions sont nommés par le Bureau. L'administration parlementaire comprend actuellement quelque 100 agents.

### BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

### BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

### COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des trois principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.



**Sommaire**

- 1. Ouverture de la séance publique**  
- M. Fernand Etgen, Président
- 2. 7728 - Projet de loi portant approbation des modifications :**  
**1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999, y compris l'adoption du nouvel appendice H, et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de sa 26<sup>ème</sup> session, tenue à Berne, les 27 et 28 février 2018 ;**  
**2° aux appendices E et G de la convention précitée, apportées lors de la 13<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, les 25 et 26 septembre 2018**  
- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back (interventions de M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo)  
- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti  
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 3. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État**  
- M. Fernand Etgen, Président  
- Vote
- 4. Renouvellement des mandats de deux conseillers de la Cour des comptes**  
- M. Fernand Etgen, Président  
- Vote
- 5. 7456 - Projet de loi portant modification :**  
**1° du Code de la consommation ;**  
**2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;**  
**3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;**  
**4° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;**  
**5° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;**

- 6° de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence ;**  
**7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;**  
**en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 sur la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs et abrogeant le règlement (CE) n° 2006/2004**  
- Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen  
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Stéphanie Empain) - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement  
- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar**  
- Exposé : M. Laurent Mosar (interventions de M. Sven Clement)  
- M. Claude Haagen  
- Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
- 7. 7478 - Projet de loi relatif à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions**  
- Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch  
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement  
- Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Paulette Lenert et M. Franz Fayot, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 15.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. D'Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

**2. 7728 - Projet de loi portant approbation des modifications :**

**1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999, y compris l'adoption du nouvel appendice H, et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de sa 26<sup>ème</sup> session, tenue à Berne, les 27 et 28 février 2018 ;**

**2° aux appendices E et G de la convention précitée, apportées lors de la 13<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, les 25 et 26 septembre 2018**

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7728, eng Rei Accorden am internationalen Zuchverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen an den Här Jeff Engelen.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, a wie kéint dat anescht si wéi den honorabelen Här Carlo Back? Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Jo, merci villmools, Här President, fir déi schéi Wieder. Ech sinn och frou, erëm hei ze sinn, an der aler Chamber, fir hei eis Projete virzedroen. Et ass schonn eppes aneres, mengen ech awer, wéi dat, wou mer auswäerts gespilt hunn, wann een dat ka soen.

Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7728, beim virleiende Gesetzesprojet, geet et em d'Zoustëmmung zu den Ännerunge vun der sougenannter „COTIF-Konventioun“ an hiren Annexen. Dës Ofkierzung COTIF steet fir „Convention relative aux transports internationaux ferroviaires“. D'COTIF ass eng Konventioun, déi éischter technescher Natur ass an déi awer fir d'Entwécklung vum Eisebunns wiesen an Europa an doriwwer eraus vu grousser Bedeitung ass. Si gouf den 9. Mee 1980 ënnerschriwwen an ass 1985 a Kraaft getrueden.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Ech versti guer näischt.

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Et héiert keen eppes, Här President.

■ **Une voix.**- Dach ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Also ech hu bis elo alles héieren an ech hoffen, datt déi aner Leit et och héieren.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Et ass gutt.

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Ok. Ech hu gemengt, et wieren der, déi ... Ok.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Et ass vill Geggommels hei am Sall.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Fir datt jiddereen alles héiert, ass déi éischt Viraussetzung, datt eng gewëssen Intimitéit hei am Sall ass.

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- U, ok. Merci, Merci.

(Hilarité)

D'COTIF stellt eigentlech e Kadergesetz duer, wat zum Zil huet, eenheetlech Rechtsstrukturen am internationalen Eisebunns transport ze schafen, also d'Spillreegelen ze definéieren, no deenen d'Transporteur iwwert d'Schinn um internationale Plang ofgewéckelt ginn.

Mat dem Akraafttriede vun dëser Konventioun ass och d'OTIF, dat heescht d'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, gegrënnt ginn. A fir mäi schréfftleche Rapport hei vläicht nach duerch en historeschen Detail ze ergänzen, wëll ech erwänen, datt d'COTIF 1980 awer net aus dem Näischt eraus geschaf gouf, mee op dem Fundament vun hirem Virgänger opgebaut huet: dem éischten Ofkommes vu Bern iwwert den internationale Wuerentransport per Schinn, dat schonns 1893 - also virun 128 Joer - a Kraaft getruede war, inklusiv dem OTIF-Virgänger Office central des transports internationaux par chemins de fer.

D'Zil vun der COTIF an hirer Organisatioun ass et deemno, d'Gesetz an de Memberstaaten, déi den internationale Schinneverkéier betreffen, ze harmoniséieren a gemeinsam Reegelen administrativer, rechtlicher oder technescher Natur anzeféieren, déi den internationalen Transport iwwert d'Schinn erliichter. Dës Reegele betreffen souwuel de Voyagers- wéi och de Fretberäich.

Zu de mëttlerweil 50 Membere vun der Organisatioun gehéieren, niewent den EU-Staaten, Länner aus Nordafrika an aus Asie respektiv aus dem Noen Osten. Déi ursprénglech Membere vun der OTIF waren dofir zu Recht der Meenung, dass een d'Originalkonventioun vun 1980 misst deenen neie Gegebenheeten upassen. Dat ass 1999 iwwert de Wee vum Protokoll vu Vilnius geschitt, dee mir am Joer 2006 zu Lëtzebuerg ratifizéiert hunn.

Viru bal genee zwee Joer, den 23. Oktober 2019, hunn ech op dëser selwechter Plaz de mëndleche Rapport zum Projet de loi 7321 gemaach. Mam Vott vum 7321 hu mir deemools eestëmmeg d'Zoustëmmung zu den Ännerungen un der Konventioun an an hiren Annexe ginn, déi während der 25. a 26. Sessioun vun der Commission de Révision a während der 12. Assemblée générale vun der OTIF am Joer 2015 ugeholl goufen.

Haut, mam Projet de loi 7728, geet et elo drëms, d'COTIF-Konventioun an der Versioun vum Protokoll vu Vilnius, dacks einfach als „COTIF 1999“ betitelt, weider ze moderniséieren.

Et geet em eis Zoustëmmung zu den Ännerungen un der Konventioun an an hiren Annexen, déi während der 27. Sessioun vun der Commission de Révision a während der 13. Assemblée générale vun der OTIF am Februar an am September 2018 ugeholl goufen.

Dës Ännerunge betreffen souwuel, éischtens, d'Konventioun selwer, wéi och, zweetens, déi besteeënd technesch Annexen E a G. Huele mer d'Beispill vun der Annex G, déi heescht: Règles uniformes concernant l'admission technique de matériel ferroviaire utilisé en trafic international.

An drëttens kënnst dës Kéier och nach eng nei Annex derbäi, déi elo de Buschtaf H dréit an als Titel huet: Règles uniformes concernant l'exploitation en sécurité des trains en trafic international.

A mengem schréfftleche Rapport sinn ech am Detail op déi Ännerungen agaangen. Ech erspueren lech déi elo.

De Projet de loi ass den 3. Dezember 2020 deposéiert ginn. De Staatsrot huet den 2. Februar 2021 säi favorabelen Avis dozou ginn. An der Sëtzung vum 30. September 2021 huet eis Kommissioun dunn de Rapport vum Projet de loi, esou wéi en hei virläit, ugeholl.

Ech ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech soen dem honorabele Rapporteur Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Serge Wilmes.

Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

■ **M. Serge Wilmes (CSV).**- Villmools merci, Här President. Ech wëll dem Här Back Merci soe fir säi mëndleche Rapport, an da ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wilmes. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn.

■ **M. Max Hahn (DP).**- Jo, ech géif mech de Wieder vum Serge Wilmes uschléissen an dem Rapporteur villmools Merci soe fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schréfftleche wéi säi mëndlechen. An ech ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Här President, ech wëilt och dem Här Back Merci soen. Et war wéi ëmmer ganz detailléiert. An alles, wat a puncto Sécherheet gemaach gëtt fir de Schinneverkéier op internationalem Niveau, do kënnen mir natierlech nëmmen zoustëmmen. Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport. An et ass jo eng Harmoniséierung vun internationale Virschreften am Eisebunns wiesen. A mir bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo, ech schlësse mech de Wieder vu menge Virriedner a riednerinnen un. Mir appreciéieren natierlech, wann um internationale Plang den Zuch erëm méi Wichtigkeet kritt a wann alles do gereegelt gëtt. Mir hoffe just, datt dat net zu enger weiderer Privatiséierung am internationale Beräich féiert. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Cecchetti.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här François Bausch.

**Prise de position du Gouvernement**

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Här President, ech sinn immens frou, datt esou en héichpoliteschen, sensiblen, kontroverséierte Projet wéi deen hei unanime ugeholl gëtt.

(Hilarité générale)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7728. Den Text steet am Document parlementaire 7728<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7728 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un.

Well mer erëm an eise gewinnte Sëtzungssall sinn, kënnen mer de Vote par procuration erëm elektronesch ofginn. Duerfir dréckt op deen entsprechende Knäppchen.

De Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme ugeholl. Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Ech war ze lues mat mengem Knäppchen, entschëllegt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Di Bartolomeo, wéi kënnst Dir ze lues sinn?

(Hilarité générale)

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Den Här Di Bartolomeo wollt d'Harmonie stéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmeg ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole*



Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 3. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

Sou, wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Staatsrot an d'Artikelen 116 bis 127 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut e Kandidat fir e Poste vum Conseiller beim Staatsrot.

No den Dispositiounen vum den Artikelen 119 an 120 vum eise Reglement huet d'Präsidentkonferenz an hirer Reunion vum 7. Oktober d'Kandidatur vum der Madamm Josiane Pauly fir recevabel erkläert.

Well mer ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et esou vill Kandidate gëtt wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif d'Kandidatin vum Conseiller vum Staatsrot proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

#### Vote

Ech géif déi vun lech, déi domadder averstane sinn, bidden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

D'Madamm Josiane Pauly ass domadder zum Conseiller vum Staatsrot proklaméiert a mir wënschen hir vill Satisfaktioun a vill Succès an hirem neien Amt.

### 4. Renouvellement des mandats de deux conseillers de la Cour des comptes

Da kënnen mer zum nächste Punkt kommen. D'Demandé fir d'Mandatserneuerung vum Här Georges Ramos an der Madamm Marie-Jeanne Conter fir Conseiller vum Conseil d'État si verdeelt ginn.

Wann ee Conseiller säi Mandat erneiere wëllt, gesäit d'Reglement vir, datt den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement applizéiert ka ginn. D'Chamber kann deemno op eng Ofstëmmung verzichten.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

#### Vote

Ech géif déi vun lech, déi domadder averstane sinn, bidden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Domat sinn der Madamm Marie-Jeanne Conter an dem Här Georges Ramos hir Mandat als Conseiller vun der Cour des comptes verlängert ginn.

Da kéinte mer dee Punkt ofschléissen a mat eiselem Ordre du jour weiderfueren.

### 5. 7456 - Projet de loi portant modification :

1° du Code de la consommation ;

2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;

3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;

4° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;

5° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;

6° de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence ;

7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;

en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 sur la coopération

### entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs et abrogeant le règlement (CE) n° 2006/2004

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7456: d'Ëmsetzung vum engem EU-Reglement am Beräich vum Konsumenteschutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Gusty Graas, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement.

An d'Wuert vun deemem Projet de loi ass fir den honorabelen Här Claude Haagen, an dee steet schonn hei prett. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

■ **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. De Projet de loi 7456, wéi Der gesot hutt, behandelt d'Ëmsetzung vum europäesche Reglement 2017/2394 iwwert d'Kooperatioun tëschent den nationalen Autoritéiten, déi op d'Applikatioun vum der Legislatioun am Beräich vum Konsumenteschutz hei am Land oppassen. Dese Projet de loi ass den 11. Juli 2019 vun der Madamm Ministesch fir de Konsumenteschutz an der Chamber deposéiert ginn.

Annexéiert un de Projet de loi war en Exposé des motifs, e Commentaire des articles, d'Fiche-financière, eng Evaluatioun vum Impakt souwéi eng koordinéiert Versioun vum drëtten Buch vum Code de la consommation an natierlech d'Reglement selwer.

No der Presentatioun an der Analys vun de verschiddenen Avisen ass de Rapport vun deemem Projet de loi den 30. September vun deemem Joer an der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace adoptéiert ginn.

D'europäescht Reglement, wat hei ëmgesat gëtt, gesäit d'Modalitéite fir d'Kooperatioun vum de betroffenen Autoritéiten am Kader vum transfrontaliären Infraktiounen am Konsumenteschutz vir. Dofir preziséiert d'EU-Reglement och d'Pouvoiren, déi d'Autoritéiten an deem Fall hei hunn.

Dese nationale Projet modifizéiert virun allem de lëtzebuergesche Code de la consommation, fir datt déi betreffen Autoritéiten déi néideg Pouvoiren hunn, fir déi ëmgesate Legislatioun och effektiv kënnen ëmsetzen. D'Manéier vun der Ausübung vum de jeeweilige Prozedure gëtt och esou wäit wéi méiglech am Projet preziséiert, ouni datt dobäi awer den Text vum EU-Reglement tel quel iwwerholl gëtt. Déi Pouvoiren, vun deenen rieds ass, ginn am EU-Reglement opgezielt. Dobäi gëtt den Ënnerschied gemaach tëschent deenen, déi néideg sinn, fir d'Reglement op nationalem Niveau ëmsetzen, an deenen, bei deenen all europäesche Memberstaat kann decidéieren, ob e se sengen nationalen Autoritéiten attribuéiert oder net. D'EU-Reglement gëtt also an deem Fall eng gewësse Marge.

Et ass awer esou, datt d'Ëmsetze vum Reglement den zoustännegen Autoritéiten all d'Pouvoir conféréiert. An der Praxis heescht dat, datt des Autoritéiten all Pouvoiren ausüben kënnen, déi hinnen hir eegle Loi organique an och d'Gesetzestexten ginn, nieft deenen neie Pouvoiren aus dem aktualiséierte Code de la consommation.

Heibäi bitt d'europäescht Reglement den Autoritéite véier Méiglechkeete fir d'Ausübung vum hire Pouvoiren. Éischtens kënnen si se direkt an enner hirer eegener Autoritéit ausüben. Si kënnen zweetens awer och iwwer aner kompetent oder öffentlech Autoritéite fueren. Déi drëtt Méiglechkeet wier, fir iwwert designéiert Organismen ze fueren. An déi lescht, déi véiert, ass déi, datt si och bei de kompetente Juridiktione kënnen ufroen, fir déi néideg Decisionen ëmsetzen an op deem Wee indirekt hire Pouvoir ze exzeréieren.

Dese Projet de loi gesäit awer och spezifesch Prozedure fir all eenzelne Pouvoir vir. Dorënner falen déi speziell Enquêtépouvoiren an d'Exekutiounspouvoiren.

Zu deene speziellen Enquêtépouvoiren kann ee soen, datt et déi nammlecht si wéi déi, déi am Moment als Acquisitiounspouvoir am Code de la consommation virgesi sinn. Konkreet erméiglechen des Pouvoiren den Autoritéiten, Test-achate vu Bienen a Servicer ze maachen, souguer enner falscher Autoritéit, wann et néideg wier. Hei kënnen d'Autoritéite se also selwer ausüben.

Wat elo d'Exekutiounspouvoiren ueget, do gesäit de Projet vir, datt déi müssen duerch provisoersch Messuren ausgeübt ginn. Konkreet géifen d'Autoritéiten den Tribunal d'arrondissement par voie d'assignation en référé saisieren, fir datt dee se an hirer Plaz ausüben.

D'Pouvoiren, déi vum Reglement virgesi sinn, sinn esou wéi déi aktuell Action en cessation, déi am Code de la consommation festgehalten ass. Wat als Konsequenz huet, datt déi nei Pouvoiren ënnert der nammlechter Form wéi des Aktiounen kënnen ausgeübt ginn, wat et den Autoritéiten natierlech er-

méiglecht, se selwer ze exekutieren an net duerch eng Saisie vum Geriicht ze fueren.

Wa mir awer scho bei der Action en cessation sinn, esou gëtt des modifizéiert: Et wäert ab der Ëmsetzung vun deemem europäesche Reglement méiglech sinn, duerch déi Aktioun explizitt eng illegal Praktik am Konsumenteschutz ze verbidden, wat bis elo nach net de Fall war. Esou vermeit een dann och all Widerhuelung vun enger illegaler Praxis. Et geet een also direkt géint d'Recidive vir. Och um Niveau vum Appell vun deser Aktioun hunn d'Modifikatiounen alles méi kloer gemaach.

Komme mer kuerz zu deene verschiddenen Avisen.

Am Avis vun der Union luxembourgeoise des consommateurs vum 4. Juli 2019 ass d'ULC gréissendeels mat der Ëmsetzung vum Reglement averstanen a begréisst déi sëlleg Neierungen.

Besonnenesch, wat d'Reform vun der Action en cessation ueget, huet d'ULC sech awer Froe gestallt. Si ass der Meinung, datt déi aktuell Jurisprudenz virgesäit, datt des Aktiounen e puere preventive Charakter huet, wat awer net méi konform zum ëmgesate Reglement wier.

E weidere Kritikpunkt ass, datt d'ULC gären als Autoritéit nominéiert géif ginn, wat d'Alerte-externen ueget.

D'Unioin bereit och, datt dese Projet kee Recht op d'Informatioun vun der Suite vun enger Soumissioun fir de Plaignant virgesäit. D'ULC wëllt dëscht Recht am Projet unerkannt kréien.

Am Avis vum 14. Oktober 2019 ass d'Staatsbeamtechamber mam Fong vum Projet de loi averstanen a ralliéiert sech deelweis och un den Avis vun der ULC.

D'Chambre de Commerce ass an hirem éischten Avis vum 7. Oktober 2019 mat der Richtung vun der Ëmsetzung vum europäesche Reglement averstanen a formuléiert keng spezifesch Kommentaren.

An hirem zweeten Avis vum 10. März 2021 deelt si d'Observation, déi am Avis vum Conseil de la concurrence opgeworf gëtt: An zwar handelt et sech ëm d'Feele vun enger Definitioun vun der Notioun vun de kollektiven Interéte vun den Entreprises.

D'siwent Chamber vun der Cour d'appel geet an hirem Avis vum 11. Juli 2019 just op d'Prozedur vun der Cour d'appel an a proposéiert hei eng Reformulatioun vun der Prozedur an der Appellinstanz.

Duerno hu mir an der Kommissioun den Avis vum Tribunal d'arrondissement, deen och den 11. Juli 2019 un d'parlamentaresch Kommissioun gaangen ass, analyséiert.

Den Tribunal proposéiert haaptsächlech d'Reformulatioun vu klengen Präzisiounen an Ajoutten, mee geet op e spezifesch Punkt méi genee an. An zwar bemierkt d'Geriicht, datt et eng Ambiguitéit gëtt an engem Artikel, deen an de Code de la consommation komme soll: Et wier hei net kloer, ob eng Assignation fir d'Exekutioun vu verschiddene Pouvoiren vun de betroffenen Autoritéiten elo virun de President vum Arrondissementsgeriicht kënn oder virun de Riichter-Président vun der Chamber vum Arrondissementsgeriicht.

D'Chambre des Métiers huet och en Avis formuléiert, an zwar de 6. Dezember 2019. An hiren Observatione begréisst d'Chambre des Métiers déi legislativ Ajustementen, déi de Projet mécht, a formuléiert verschidde Verbesserungsvorschläge, besonnenesch an engem Sënn vu Simplification an Transparenz.

Si proposéiert, datt ee misst an engem eegene Gesetz alleguer déi obligatoresch Mentionen an der Diffusioun vum Internetsite versammelen, well déi soss iwwer verschidden national an europäesch Texter verstreekt sinn.

Ausserdeem suggeréiert se och en eegent Gesetz fir déi verschidden Obligatiounen, un déi sech all Professionellen hale muss, dee seng Servicer a Produiten iwwer Internet ubitt. Hei wieren d'Dispositiounen och ze vill verstreekt.

Zu gudder Lescht befënt d'Chamber et an deem Fall als néideg, déi verschidden Actions en cessation an engem eenzege Gesetz ze versammelen. Zum Beispill kéint esou ee Gesetz all d'Aktiounen géint d'Akte vun deloyaler Konkurrenz beinhalten. Fir de Rescht approuvéiert d'Chambre des Métiers dee Projet de loi.

D'Autoritéit luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, d'ALIA, huet an hirem Avis vum 23. März 2020 keng speziell Observatione formuléiert, ausser datt si rappéléiert, datt hir Kompetenze sech nëmmen op d'Fournisseurs de services vun audiovisuelle Medien - an och Plattformen, déi Videoen, mee keng Radioprogrammer diffuséieren - erstreckt.

De Conseil de la concurrence huet a sengem Avis vum 30. September 2020 verschidden Observatione formuléiert.

Fir d'éischt emol ennersträicht de Conseil nach eng Kéier, datt en der Meinung ass, datt d'Regierung misst d'Kompetenzen an der Konkurrenz an an der

Consommation enner enger eenzege Institution vereenegen. Virun allem war en och op déi feelend Definitioun vum Intérêt collectif vun den Entreprises gaang, an de Conseil fuerdert hei, déi néideg Präzisiounen ze ginn. An deem Kontext ass en der Meinung, datt ee misst parallel eng Definitioun fir d'Interéte vun de Konsumenten virgesinn. Esou eng Definitioun wier bestëmmt och praktesch fir dese Projet de loi.

A sengem zweeten Avis - datéiert op den 11. Februar 2021 - invitéiert de Conseil de la concurrence de l'Legislateur, nach eng Kéier d'Notioun vun den Intérêts collectifs de l'entreprise ze preziséieren. Duerno markéiert hien awer och säin Accord mam Projet de loi.

Schlussendlech komme mer zu den Avisen vum Staatsrot: deen éischte vum 13. November 2020 an deem zweete vum 6. Juli vun deemem Joer. De Staatsrot proposéiert eng Omissioun am Artikel iwwert den direkten Exercice vun den Enquêtépouvoiren, well et jo evident wier, datt déi Pouvoiren direkt ausgeübt ginn. An deem nammlechten Artikel bemierkt de Staatsrot, datt d'Pouvoir-d'enquêter net preziséiert wieren.

No all deenen Diskussiounen an Avisen vum deene verschiddene Kommissiounen hu mer dat alles an der parlamentarescher Wirtschaftskommissioun finaliséiert, an de Staatsrot huet säin Accord a sengem zweeten Avis zu deemem Projet de loi ginn.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, datt eis no eisen Aarbechten an der Kommissioun opgefall ass, datt den Artikel 4 den Artikel L311/5.5 vum Code de la consommation ëmännert. Dese Punkt 5 ass awer duerch d'Gesetz vum 5. Februar vun deemem Joer iwwert d'Transports publics abrogéiert ginn. Doropshin ass ee Courier un de Staatsrot gaangen, fir dëscht als Erreur matérielle ze behandle, wat de Staatsrot och a sengem Courier esou unerkannt huet.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Här President, d'Ëmsetzung vun deser europäescher Direktiv ass wichteg fir de Schutz vun de Konsumenten an eiselem Land. An déi nei Pouvoiren hëllefen de kompetenten Autoritéite beim Garantéieren vun deemem Schutz an der Bekämpfung vun illegale Praktiken.

Fir weider Detailler an aner Avisen verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Claude Haagen villmoools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar.

#### Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (GSV).**- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte e ganz grouse Merci un eise Rapporteur, de President vun eiser Kommissioun, deen eis de Mëtteg eng ganz interessant Matière op eng ganz verstänleche Aart a Weis méi nobruecht huet. En huet dat am Detail erkläert, wat an Zukunft wäert änneren, och am Interessi vum Verbraucherschutz, sou datt ech mech ganz kuerz wäert kënnen halen.

Ech wollt awer just nach eng Kéier widerhuelen, datt mer effektiv an enger Gesellschaft liewen, wou déi numeresch Servicer ëmmer méi wichteg ginn. Et gëtt haut ëmmer méi iwwer Internet kaaft. An duerfir huet och dat Gesetz missen ugepasst ginn.

Wéi de Rapporteur dat och richtegeerweis ennerstrach huet, gi mer hei deenen zoustännegen nationalen Autoritéite weesentlech méi Kompetenzen, dat souwuel, wat de Pouvoir d'enquête wéi och, wat de Pouvoir d'exécution betrëfft. Mir fannen, datt dat an déi richteg Richtung geet. Ech wäert mech duerfir och net méi müssen domadder beschäftegen.

Ech wëllt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir trotzdem zwou Observationen ze maachen: eng Observation zu deemem Text an dann nach eng méi generell, wat de Verbraucherschutz betrëfft.

Déi éischt ass och, déi aus deem engen oder aneren Avis erausgaangen ass. Mir hunn am Moment e Code de la consommation, dee relativ vill Kompetenzen huet. A mir hunn haaptsächlech verschidden Autoritéiten, déi déi Kompetenze sollen ëmsetzen. Dar mécht fir d'alleréischte d'Verständlechkeet vun där Legislatioun net onbedéngt méi einfach, mee et bréngt haaptsächlech och Problemer um Niveau vun deene verschiddenen Autoritéiten.

Duerfir mengen ech, wär et wichteg, datt ee wirklech géif versichen, déi Kompetenzen ze regroupéieren an och déi Autoritéite wirklech ze limitéieren, well dat soss awer herno ka relativ vill duerchernee maachen. Duerfir wär och eise Wunsch - net elo an deemem Text, mee vläicht an zukünftigen Texten -, datt een einfach och géif e bësselche méi eng harmoniséiert a regroupéiert Legislatioun adoptéieren.



Dann eng zweet Remark: De Verbraucherschutz läit der CSV-Fraktioun a mir selwer ganz staark um Häerz. Ech wëll do nach eng Kéier op ee Punkt insistéieren, wou mer leider Gottes an deene leschte Méint a Joren net virukomm sinn: dat ass dee ganze Volet vum Geoblocking. Ech wëll lech elo hei net nach eng Kéier soen, wat de Geoblocking ass, mee just soen, dass nach ëmmer ganz vill Lëtzebuerger Geschäfte duerch dee Geoblocking musse Produiten iwwert d'Belsch oder iwwer aner Länner kafen. Dat féiert dozou, dass déi Produite fir déi Entrepreneuren natierlech weesentlech méi deier ginn an déi Entrepreneuren repercutéieren dann natierlech och dee Präis op d'Konsumenten, wat dann derzou féiert, dass och fir den Endkonsument zum Schluss de Präis, deen e fir e Produit bezilt, vill méi héich gëtt.

Dee Geoblocking mécht eigentlech an enger Europäescher Unioun wéineg, fir net ze soe guer kee Sënn méi. Ech weess - ech begrëissen den Här Wirtschaftsminister -, och den Här Wirtschaftsminister a säi Virgänger hate sech e puermol staark-gemaach zu Bréssel, fir dee Geoblocking do ewechzekeréieren. Ech weess net, wat entre-temps geschitt ass. Ech géif op jidde Fall nach eng Kéier e feierlechen Appell maachen, fir vläicht deen Dossier nach eng Kéier ze relancéieren, well e wéi gesot och am Interessi vum Verbraucherschutz ass.

Dat gesot, bréngen ech heimadder den Accord vun menger Fraktioun an ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Laurent Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, dass hei ass awer e ganz wichtegt Gesetz. Et dierf een net vergiessen, dass de Commerce sech jo awer an deene leschte Jorzéngte respektiv virun allem an deene leschte Joren e bëssen aneschters entwéckelt huet: Et ass net méi dee classesche Verkaaf, deen eis u sech all Dag beschäftegt, mee et ass oft online, wou natierlech ganz vill Akeef gemaach ginn. An dann ass et och wichteg, dass dat awer méi kontrolléiert gëtt, dass och do déi einzel Autoritéiten u sech méi Méiglechkeete kréien, déi ganz Saach ze iwwerwaachen.

Dowéinst sinn eng Rei Saachen an deem Gesetz, déi mir ouni Zweifel kënnen approvouéieren. Ech wëll virun allem op ee Punkt hiweisen: Dass deen, dass déi national Autoritéiten elo am Fong ënner engem falschen Numm praktesch kënnen d'Kontroll maache vun einzelnen Artikelen. Dass ass en Novum! Dass ass eppes, wou ee sech natierlech den éischte Moment vläicht e bëssleche Gedanke mécht, mee wat awer verständlech ass, well haut eeben dach leider ëmmer méi verschidden Ubidder sech dozou hiräisse loosse, fir eeben op eng net grad korrekt Aart a Weis Saachen ze verkafen. An deem Sënn, wéi gesot, ass dat fir eis awer ganz wichteg.

Ech mengen, et ass och wichteg, dass déi Prozedur, fir en Tribunal ze saiséieren, och elo vereinfacht gëtt. Insgesamt muss een also soen, dass dat hei am Interêt ass vun dem Konsument. An duerfir kënnen mir dat och nëmme begrëissen.

Ech wëll och ofschléissend awer dem Rapporteur, dem Claude Haagen, e Merci soen, souwuel fir säi mëndleche wéi och fir säi schrëftleche Rapport. An an deem Sënn ginn ech natierlech dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gusty Graas. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'alleréischte e grouse Merci natierlech un de Rapporteur, den Här Haagen, fir de schrëftlechen awer och fir de mëndleche Rapport, dee ganz detailléiert an ausféierlech war.

Ech wëll fir d'éischt e puer Wuert iwwer Europa soen. Europa ass villfältig, Europa ass bunt an Europa ass multikulturell.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).** - Mee virun allem ass Europa awer Synonym fir Zesammenhalt a fir Fräiheet an och fir Kooperatioun zwëschent den einzelnen Memberlänner. Fräiheet a Sécherheet, dass sinn déi wichteg Stéchwierder. An d'Sécherheet definéiert sech ënner anerem duerch en Ofgläiche vun de Prozeduren, Legislatiounen a Kompetenze vun den Autoritéiten vun den einzelnen Memberlänner.

(**Brouhaha**)

Et ass vill Kaméidi hei.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

(**Interruptions**)

Dat sinn déi gréng gewéinlech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Ahmedova, et géif een lech besser verstoen, wann all déi aner 59 e bësse méi roueg wieren. An den Appell geet un déi 59. Merci villmools.

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).** - Merci, Här President.

Mir liewen haut an enger Welt, an där d'Informatiounen iwwerall a wierklech zu all Moment ze fanne sinn, awer och disponibel sinn. Den Zougang zu den Informatiounen ass ganz einfach. Mee fanne mir ëmmer wierklech dat, wat mer sichen? Fanne mir wierklech ëmmer déi néideg Informatiounen, déi mer zu deem Zäitpunkt och brauchen? Ech fanne net.

Déi ganz Mass un Informatiounen ass am Fong esou vill, dass mer vu lauter Beem u sech de Bësch net méi kënnen gesinn. Also op jidde Fall geet et mir esou. Et kann een elo soen: „Fraen an Technik, wa si eppes un Internet sichen“, mee, ech mengen, technesch sinn ech awer och relativ begaabt an ech ... Wéi gesot, zemoos wann een heiansdo am Geschäft ass an den Handy auspeekt, kënn een net ëmmer onbedéngt zu deene richtegen Informatiounen, déi ee braucht.

Dofir muss ee sech och déi Fro stellen, ob déi ganz Mass un Informatiounen och wierklech dozou féieren, dass mer besser informéiert sinn an u sech wéi fréier ... Ass et elo besser oder war et fréier besser, wou mer elo Internet hunn a fréier keen Internet hatten? Wéi gesot, ech fannen déi ganz Mass ass vill ze vill, fir dass mer de richtegen Tri maachen.

De Schutz vu Konsumentinnen a Konsumenten ass och dofir grad an der haiteger Zäit immens wichteg, sief et bei engem Bankekrët, wou ee sech muss informéieren, sief et beim Kaf vun engem einfache Vélo oder bei engem Haushaltsgerät, am Ausland, hei zu Lëtzebuerg oder un Internet. Et muss een ëmmer richteg informéiert ginn. Dofir brauche mir eng Legislatioun, déi et dem Verbraucher u sech erméiglecht, seng Kafentscheidung onkomplizéiert, awer och transparent kënnen ze treffen.

Ech kann lech en anert Beispill erzielen. Wéi ech fréier emol en Appartement gesicht hunn, hat ech der e puer besicht. An ech hat ee ganz flott fonnt. Et war eng nei Residenz, et war nëmme nach een Appartement iwwreg. Ech hat och e Rendez-vous, glécklecherweis, et war nach net ausverkaaft. An ech ginn eran an ech kucken an no 15 Minuten an no der drëtter Kéier, wou de Verkeefer mer gesot huet, dass ech Sonn am Appartement hätt, wierklech, vu moies bis owes, dass heescht de ganzen Dag, hunn ech him awer misse soen, dass dat Appartement ganz nördlech ausgeriicht war an dass ech am Fong dee ganzen Dag guer keng Sonn gehat hätt. Dunn huet e sech u sech entschëllegt a mech gefrot, ob e weider am Fong gelunn hätt, wou ech him och gesot hat, dass ech vu Beruff hier ... Just fir lech ze soen, dass d'Leit oft iwwert den Dësch gezu ginn.

Oder weider: Wann een an engem Geschäft ass, kritt een oft vu verschiddene Saachen d'Meritten erklärt a wann ee sech dann déi Zäit doheem hält, fir emol richteg duerch déi ganz Mass un Informatiounen ze sichen, mierkt een, dass d'Hallschent vun deem, wat gezielt gouf, och nëmme Brach war.

Grad wéinst esou Situatiounen ass et wichteg, dass d'Konsumentinnen an d'Konsumenten a voller Transparenz informéiert ginn. Gläichzäitig musse mer awer och derfir suergen, dass falsch Informatiounen duerch déi ekonomesch Acteure kënnen vermeit ginn an net onbestrooft bliewen.

Vläicht en anert Beispill, wat méi flagrant ass, aus der rezenter Vergaangenheet: Dass ass den Dieselskandal. Ech mengen, do wësse mer alleguerten, dass eng ronn 11 Milliounen Autoe ronderëm déi ganz Welt verkaaft goufe mat falschen Zuele vun CO<sub>2</sub>-Emissiounen.

Mat deem Projet de loi gëtt e Reglement ëmgesat, dass de Konsumenteschutz stäerkt. Et gëtt en EU-wäiten harmoniséierte Kader geschaaft, deen den Autoritéiten hire Pouvoir stäerkt, wouduerjer u sech d'Konsumenten an Zukunft besser viru Verstéiss géint d'Verbraucherrecht geschützt ginn. An dat begréisse mir ausdrécklech.

Niewent de verstärkte Pouvoir fir d'Autoritéiten ass u sech ee besonnesch positive Changement ervirzehiewen, nämlech déi Procédure de l'action en cessation. Et ass esou, dass een an Zukunft wäert kënnen och déi Prozedur weiderféieren, och wann déi Infraction, em déi et geet, schon ofgeschloss ass.

D'Reegelen a puncto Konsumenteschutz erfüllen en duebeln Zweck: engersäits, wéi ech scho gesot hunn, dass d'Autoritéiten méi kompetent ginn an een doduerjer ka méi konsequent a méi séier handeln, fir dass d'Leit och geschützt ginn, an op där anerer Säit geet et awer och drëm, mat enger effikasser Legislatioun, zum Beispill mat Sanktiounen, Ofschreckung ze bedriewen.

E weidere wichtege Projet an deem Kontext ass de Gesetzesprojet zum Recours collectif. Deen hu mer

nach ëmmer an der Ekonomieskommissioun an der Chamber. An ech hoffe wierklech ganz staark, dass mer deen deemnächst wäerte kënnen hei an der Chamber ofstëmme.

Dat alles gesot, mengen ech, bleift mir nëmme nach iwwreg, den Accord fir déi gréng Fraktioun fir dese Gesetzesprojet ze ginn an lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Ahmedova. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. An duerfir ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

(**Hilarité**)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Datt Dir dat direkt erkannt hutt, Här President. Villmools merci.

Jo, ech wollt eigentlech elo net vill schwätzen - well ech mengen, d'Virriedner hunn alles gesot -, awer dem Rapporteur villmools Merci soen. Awer elo, wéi d'Madamm Ahmedova esou interessant iwwer hir Erfahrung geschwat huet, wéi se eng Wunneng siche gaangen ass, an iwwert d'Geforen, iwwert den Dësch gezunn ze ginn als Konsument, wollt ech awer soen, dass et de Wieler heiansdo net anescht geet.

Well wann en Elektroauto als emissionsaarm vun der Politik duergestallt gëtt, wann ee kuckt, wou d'Batterien hierkommen, wann ee kuckt, wou de Strom hierkëmt, deen och nëmme zu engem Deel aus sougenannte „gréng“ Quelle kënn, fir dass ze soen: „Et ass eng emissionsaarm Mobilitéit“, dass ass och vläicht net ëmmer esou, wéi dat soll sinn.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - D'ADR seet och, se wier déierefrëndlech.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Leider gëtt et do kee Konsumenteschutz, mee Portaler, fir méi no bei d'Wourecht ze kommen.

An domadder ginn ech den Accord vun der ADR. Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Villmools merci, Här President. Also villmools merci dem Rapporteur. Mir begrëissen natierlech och dese Projet de loi, deen d'Konsumente vill méi schützt. E kleng Wehrmutstropfen ass och schon, wéi de Konsumenteschutz et a sengem Avis bemierkt huet, dass eebe leider keng Sanction-administrativ kënnen vun den Autoritéiten promovéiert gi bei Infractionen, mee dass direkt de Juge muss saiséiert ginn. Mee op alle Fall stëmme mir awer och mat.

Merci.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cecchetti. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - O pardon, Här Clement!

■ **Plusieurs voix.** - O!

(**Brouhaha**)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Clement, ech entschëllege mech. Wou konnt ech lech vergiessen?! D'Wuert huet den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Ech verzeien lech et. Ech sinn heiansdo liicht ze iwwersinn dohannen am Eck. Ech huelen et awer kengem béis an Dir musst de kee Matleed mat mer hunn, keng Angscht.

Mee et passt jo e bësse bei d'Theema, wat mer haut hunn. Wa mer iwwert de Konsumenteschutz schwätzen, da geet et jo drëm, d'Konsumenten ze schützen. Dass ass emol dat Éischt. An duerfir, et freet mech och ëmmer, d'Madamm Lenert net nëmme als Gesondheetsministesch ëmmer erëm bei de Covidgesetzter ze gesinn, mee och zur Ofwiesung emol nees erëm eng Kéier als Konsumenteschutzministesch. Dass si vläicht déi méi einfach, déi méi konsensuell Dossier an den aktuellen Deeg.

Mat deem Gesetz wäert also Lëtzebuerg d'EU-Reglement fir méi Konsumenteschutz encadréieren. Wéi d'ULC sinn awer och mir grondsätzlech zefridde mam Text. Duerfir, erwaart lech elo keng laang Ried, wou ech den Text am Detail zerplécke wäert!

■ **Plusieurs voix.** - D'Avisen!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech kéint och d'Avisen nach zitieren, mee dass huet de Rapporteur Claude Haagen, deen dat exzellent hei gemaach huet, schon duergeluecht. Dass heescht, dass dat erspueren ech lech a mir.

Wat mir awer vläicht wichteg ass, ass, dass mer eis nei Moyene ginn, dass mer eis Moyene ginn, fir wierklech dat ze kontrolléieren, wat d'Semiray Ahmedova virdu gezielt huet, nämlech do ze kontrolléieren, wou d'Leit wierklech beduckt ginn. Dass ass duerch anonym Achat-Testen an Zukunft méiglech. Well ganz vill Saachen ... An ech mengen, jiddwereen, deen eng Kéier en Auto kaaft huet, dee krut dat Blot vum Himmel versprach, deen Auto géif esou spuersam fueren. Ech weess net, ob jee schon eng Kéier ee vun lech déi Reechwäit erreicht huet, déi en Auto uginn huet. Ob et e Bensiner ass, en Diesel oder en Elektro - dass, wat am Katalog steet, ass meeschtens eng schéin Zuel, huet awer mat der Realitéit net vill gemeng.

Dat nämmlech, wann ee Vente-en-l'état-futur-d'achèvement-Appartementer keeft, wou de Legislatateur jo da komescherweis eng kleng Marge de manoeuvre fir d'Promoteur ginn huet: Dass sinn déi Appartementer op eemol 3 % méi kleng ... Also net genau 3 %, mee 2,99 % méi kleng, well ab 3 % haft de Promoteur! Bis 2,99 % kann de Promoteur soen: „Dass ass an der Marge d'erreur.“ Bei engem 100-Meterkaree-Appartement sinn dat 3 Meterkaree, déi verluerginn. Dass ass nawell Platz an et muss ee se awer matbezuelen, ob se gebaut ginn oder net.

Dat sinn natierlech nëmme e puer Beispiller fir ze illustréieren, dass net esou en parlant ... wéi en Appartement, wat nördlech ausgeriicht ass a wou een dann op eemol verkaaft kritt, do géif dee ganzen Dag d'Sonn eraschéngen. Also, deen hat och an der Schoul net opgepasst, wéi et drëm gong, vu wou d'Sonn schéngt.

(**Hilarité**)

Wat awer och vläicht deen een an eenzege Bemoll ass, dee mer mam Reglement hunn - net mat der Transpositioun, net mat der Applikatioun hei zu Lëtzebuerg -, dass ass, dass mer eis u sech gewünscht hätten, dass all Persoun, déi eng Reklamatioun areecht, och iwwert de Stand vun hirer Reklamatioun misst informéiert ginn.

Dat gouf leider zu Bréssel net zréckbehalen an dass ass de Bemoll, dee mer bei där heiter Transpositioun, bei där heiter Thematik generell gesinn. Mir hätten eis gewünscht, dass een hei vläicht e bësse méi wäit goen a wierklech och d'Leit, déi sech beschwéieren, géif weider abannen, informéieren.

Dat gesot, et geet haut net em de Reglement per se. Et geet drëm, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg applizéieren. Do hunn ech näischt Kritesches drun auszesetzen an duerfir ginn ech den Accord vun de Piraten.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet elo d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

■ **Une voix.** - Nee, nee, d'Konsumenteschutzministesch.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Wéi hat ech gesot?

■ **Plusieurs voix.** - Gesondheetsministesch.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - O pardon! Déi zoustänneg Ministesch ...

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs.** - Et ass jo och net falsch.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - ... fir de Konsumenteschutz, d'Madamm Paulette Lenert.

(**Prise de position du Gouvernement**)

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs.** - Merci, Här President. Ech sinn och ganz fro fir déi aner Émstänn, ënnert deenen och eng Kéier hei schwätzen, a virun allem iwwert dee grouse Konsens, deen hei ass. Ech mengen, mir sinn eis alleguerte queesch duerch de Gaart bewosst, wéi schwierig et fir de Konsument ass, sech ermëzefannen an engem Marché, deen ëmmer méi komplex gëtt, dee virtuell gëtt.

An deem Sënn sinn déi Efforten hei wierklech drop ausgeriicht, d'Prozedur méi schnell ze maachen, méi effikass ze maachen, d'Kontrolle virun allem unzepassen un de virtuelle Maart. Dass ass absolut net dat selwecht, wéi wann een an e Buttek Präis-kontrolle maache geet. An do brauche mer déi Moyenen, fir wierklech kënnen ënner enger falscher Identitéit déi selwecht Kontrollen ze maachen, déi mer am Analoge säit Jore fir eis Leit dobausse maachen.

Ech deelen och den Ureiz vum Här Mosar fir ze kucken, ob een net kann nach e bëssleche méi zesummebréngen. Konsumenteschutz geet queesch duerch de Gaart an dass ganz gutt illustréiert, wann een hei déi Opzielung vun deenen ënnerschiddlechsten Autoritéiten gesäit, déi zoustänneg sinn. Allerdéngs sinn och d'Themeberäicher extrem ënnerschiddlech: Dass geet vu Finanzaktivitéiten, iwwer Liewensmittelsécherheet, iwwer Produktsécherheet. Et ass extrem breet gefächert. Historesch ass dass natierlech alles besat vun deels grouse Verwaltungen, déi do hir Routine dran hunn.



Mee et ass op alle Fall eng Suerg, déi mer och am Ministère deelen. Et war schonn eng Erausfuering, e Mapping ze hunn, fir emol eng Kéier eng Vue ze hunn op all d'Autoritéiten, déi concernéiert sinn. An dat ass eng vun eise Prioritéiten, och do derfir ze suergen, dass dat éischtens méi duerchsichteg, méi transparent gëtt an idealerweis och méi effikass.

Ech soen dem Rapporteur och Merci fir dee ganz ausféierleche Rapport, dee gemaach ginn ass vun deenen eenzelnen Avisen. Ech ginn deemno och net méi do am Detail drop an. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7456. Den Text steet an den Documents parlementaires 7456<sup>14</sup> a 7456<sup>15</sup>.

Wéi eis de Rapporteur virdrun drop higewisen huet, hu sech Erreurs matérielles an den Text vum Projet de loi ageschlach. De Punkt 4 vum Artikel 4 ass gestrach ginn an de Rescht vun der Numerotatioun ass adaptéiert ginn. Beim Punkt 3 vum selwechten Artikel ass eng vergiesse Klammer derbäigesat ginn. De Staatsrot ass vun dësen Ännerungen a Kenntnis gesat ginn.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7456 et dispense du second vote constitutionnel**

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of. D'Ofstëmmung fänkt un.

Mir kommen elo zum Vote par procuration. Et feelt nach een. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gustav Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knäff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**6. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar**

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7478, d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Reglementatioun vu verschiddene Beruffer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

Ech géif awer virdrun nach dem honorabelen Här Laurent Mosar d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

**Exposé**

■ **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.**- Här President, ech entschëllege mech och bei der Madamm Rapportrice. Ech sinn och direkt fäerdeg. Ech wollt just hei eng Motioun deposéieren, déi och matgedroe gëtt vun de Kollege vun der ADR an de Kollege vun de Privaten.

**(Hilarité)**

Piraten! Entschëllegt!

**(Brouhaha général)**

Piraten!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Op Englesch ginn et Privateers.

■ **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.**- Den Här Clement an den Här Goergen hu verstan.

**(Hilarité)**

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- A Privateers sinn och Piraten. Vun dohier passt et dann awer e bëssen.

■ **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.**- An zwar, Här President, geet et a sech ëm déi negativ Zësen, déi sech vun der POST vum 1. Januar vum nächste Joer u sollen applizéieren op Privatpersounen, mee awer och op d'Collectivité publique.

Vläicht ee Wuert Explikatioun. Dir wësst dat alleguerten: Et gëtt eng laangjäreg Traditioun, datt d'Pai vu de Staats- an de Gemengebeamten iwwer Joren ëmmer op de Postscheck bezuelt ginn ass. Et gëtt eng änlech Dispositioun, datt och iwwer Joren d'Dotation-budgétaires, déi d'Gemenge vum Staat kritt hunn, och ëmmer op dee Postscheck abezuelt gi sinn.

Déi Traditioun ass awer säit enger Rei vu Méint oder Joren ëmgeännert ginn. Déi kënnen entremps och elo op en anere Bankekant verséiert ginn. Et bleift awer, datt ganz vill Gemengen- a Staatsbeamten, iwwregens och Gemengen, weider e Kont op der POST hunn. An duerfir ware se ëmsou méi erstaunt, wéi se elo virun e puer Deeg e Courier fonnt hunn, wou gesot ginn ass, datt se elo missten op hiren Depoten, déi iwwer 250.000 Euro sinn, an Zukunft 0,5 % Zënse bezuelen.

Wann ech elo just eng Kéier d'Stad Lëtzebuerg hei als Beispill huelen: Dat géif eis also eleng 350.000 Euro negativ Zënse kaschten.

**(Interruptions)**

Ech mengen, aner Gemenge kascht dat vläicht gradesou vill oder nach méi.

Mir mengen allerdéngs: Hei geet et ëm en Établissement public, wou de Staat ganz eleng, Här Minister - ganz eleng! -, Aktionär ass, dat dann elo déi Adaptatioun do vun deenen negativen Zënse virhält. Mir mengen, op där anerer Säit kritt de Staat Dividende vun der POST. A mir fannen et eigentlech net ganz normal, datt net nëmme Privatleit, mee

awer och ganz besonnesch d'effentlech Hand, d'Gemengen, elo an Zukunft also mussen negativ Zënse bezuelen.

Duerfir hu mer hei eng Motioun deposéiert, wou mer gär hätten, datt dat nach eng Kéier diskutéiert gëtt, datt d'Regierung eventuell och do nach eng Kéier bei der POST intervenéiert. Mir hunn och, wëll ech just soen, mengen ech, a 14 Deeg e Punkt um Ordre du jour vun der zoustänneger Kommissioun, wou dat och soll thematiséiert ginn. Mir mengen op jidde Fall, datt dat doten net glécklech wier. An duerfir géife mer hei nach eng Kéier e waarmen Appell un d'Regierung maachen, trotzdeem ze kucken, ob een do net kéint eng aner Léisung fannen.

Ech soen lech Merci.

**Motion**

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que POST Luxembourg est un établissement public dont l'actionnaire unique est l'État luxembourgeois ;*

*- rappelant que lors de la présentation début octobre de sa nouvelle offre de services bancaires avec une nouvelle grille tarifaire des services financiers, POST Luxembourg a annoncé vouloir appliquer à partir du 10 janvier 2022 des taux d'intérêts négatifs de -0,5 % pour les dépôts supérieurs à 250.000 euros pour les clients particuliers et professionnels ;*

*- bien consciente que cette adaptation de la nouvelle grille tarifaire des services financiers s'explique par un environnement persistant des taux d'intérêts négatifs ;*

*- rappelant que pendant de longues années, les fonctionnaires ont toujours dû disposer d'un compte courant chez POST Luxembourg (CCP) pour recevoir leur rémunération et que les communes y ont reçu leur dotation budgétaire ;*

*- considérant que même si ce dispositif a été aboli entre-temps, les clients particuliers et professionnels ne devraient pas devoir payer de taux d'intérêts négatifs sur leur épargne,*

*invite le Gouvernement*

*- à inviter POST Luxembourg à suspendre la décision d'introduire des taux d'intérêts négatifs pour les dépôts supérieurs à 250.000 euros.*

*(s.) Laurent Mosar, Sven Clement, Fernand Kartheiser, Gilles Roth, Michel Wolter.*

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. Da kéime mer elo ...

**(Interruption par M. Claude Haagen)**

Den Här Claude Haagen.

■ **M. Claude Haagen (LSAP).**- Jo, merci, Här President, a merci och fir d'Motioun. Den Här Mosar huet scho gesot, datt mer Enn des Mounts, mengen ech, eng Reunioun hunn, déi souwisou virgesinn ass, mat de Verantwortleche vun der POST an och mam Wirtschaftsminister an eiser Wirtschaftskommissioun.

Ech géif proposéieren, Här Mosar, vu datt et e sensibelt Thema ass, déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Da setzen ech se do op den Ordre du jour an da kënne mer se och do debattéieren.

■ **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.**- Très bien!

■ **M. Claude Haagen (LSAP).**- Wann dat fir lech an der Rei ass, da soe mir Merci an da maache mir dat.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

**Vote sur le renvoi de la motion en commission**

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**(La motion est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)**

**7. 7478 - Projet de loi relatif à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions**

Da kënne mer elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, dem Projet de loi 7478, wat eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Reglementatioun vu verschiddene Beruffer ass. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

A prett steet elo schonn d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace**

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.**- Majo merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, mat dësem Gesetzesprojet wärte mer d'EU-Direktiv zum Contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions an eis national Gesetzgebung transposéieren. D'Direktiv schreift sech an an d'Prinzipie vun der Liberté professionnelle an der Liberté d'entreprise, déi an der Charta vun de fundamentale Rechter vun der Europäescher Unioun esou festgehale sinn.

Déi iwwergeuerdent Zilsetzung vun der Direktiv ass et, e gudd Fonctionnement vun eisem europäesche Marché unique sécherzestellen a gläichzäitig eng héich Protektioun vun de Konsumenten ze behalen. Deen Equiliber oprechtzeerhalen, war natierlech vun Ufank un eng schwiereng Gradwanderung, wat mer och bei den Diskussiounen an der Kommissioun gemierkt hunn.

Fir d'éischt awer e puer Wieder zum politesche Kontext.

D'Direktiv, déi mer haut wärte kënnen transposéieren - ech hoffen et op alle Fall -, ass eigentlech de Suivi vun enger fréierer Direktiv vun 2013, déi hirersäits d'Direktiv zur Reconnaissance des qualifications professionnelles modifizéiert hat. An d'Direktiv 2013/55/UE huet e Mechanismus en place gesat, deen eng géigesäitig Evaluatioun vun den nationale Règlementatiounen tëscht de Memberstaaten erméiglecht huet. Dësen Exercice huet zu enger exhaustiver Datebank zu de Professions réglementées gefouert, déi vun der EU-Kommissioun geréiert gëtt.

No engem prezise Kalenner hunn d'Memberstaate missen der EU-Kommissioun bis 2016 - bis zum 18. Januar, fir prezis ze sinn - eng detailléiert Lëscht mat deenen an hirer Gesetzgebung reglementéierte Beruffer eraginn.

Déi Lëscht huet och misse beschreiwen, wéi eng Aktivitéite genau déi jeeeweileg reglementéiert Beruffer ofdecke kënnen. A sämtlech Beruffer, fir déi eng Verifikatioun vun de Qualifikatioune gesetzlech verankert ass, hu missen op enger zweeter Lëscht vermerkt sinn.

# De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun oder ënnerstëtzt aner Petitioune mat Ärer Ënnerschrëft op [www.petitions.lu](http://www.petitions.lu).

Et ginn zwou Zorte vu Petitiounen: d'Pétitions publiques an d'Pétitions ordinaires.





## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens :**  
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

**Contenu rédactionnel :**  
Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**Saisie de texte :**  
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Conception et mise en page :**  
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Concept et coordination générale :**  
brain&more, agence en communication, Luxembourg

**Imprimeries :**  
Mediahuis Luxembourg SA  
60, rue des Bruyères  
L-1274 Howald

Editpress SA  
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette

Doriwwer eraus hunn d'Memberstaaten och missen analyséieren, ob hir national Exigenzen, déi den Accès op reglementéiert Beruffer limitéiert hunn, op allen Niveauen d'Prinzipie vun der Netdiskriminatioon a vun der Verhältnisméissegkeet géife respektéieren.

Nei Exigenzen hunn der EU-Kommissioun net nëmme musse matgedeelt ginn, mee zousätzlech dozou och musse justifiéiert ginn. Op där anerer Säit hunn d'Memberstaaten och iwwer Lackerunge vun nationale limitativen Dispositiounen mussen informéieren.

D'Auswärtung vun deem breeden Evaluatiounsprozess huet erginn, dass engersäits de Volume vu Reglementatiounen an der Europäescher Unioun nach zimmlech héich ass. An andersäits huet sech och erausgestallt, dass et signifikant Ennerscheeder gëtt tëscht den europäesche Memberstaaten an der Appreciatioun vun der Verhältnisméissegkeet vun der Reglementatioun zu de betraffene Beruffer.

Esou kënn et also, dass déi nammlecht Profession reglementéiert am Numm vun deem nammlechten Intérêt national ganz ennerschiddlech reglementéiert ass vun engem Memberstaat zum aneren. Aus deem Grond hunn de Conseil an d'EU-Parlament decidéiert, eng harmoniséiert Evaluatioun vun der Verhältnisméissegkeet vu legislativen, reglementairen oder reng administrativen Dispositiounen an der ganzer EU anzeféieren, iert dës Dispositiounen iwwerhaupt adoptéiert sinn.

Här President, déi Dispositiounen, ëm déi et hei geet, kënnen ganz ennerschiddlech Formen unhuelen: d'Fro vun der Form juridique, d'Obligatioun vun engem gewéssene Mindestkapital, fir sech ze lancéieren, oder zum Beispill ganz prezis definéiert Reegelen, wéi een däréif Publicitéit fir seng Aktivitéit maachen.

Elo awer zur Direktiv. Si stellt also d'Reegelen op fir den obligatoreschen Examen de proportionnalité, deen an de Memberstaate muss gemaach gi virun der Adoptioun vun all neier Reglementatioun oder der Modifikatioun vun engem bestoender Reglementatioun. Fir d'Duerchféierung vum Examen de proportionnalité gëtt et deemno en harmoniséierte Kader, dee muss applizéiert ginn, egal ob déi Dispositioun, déi op hir Verhältnisméissegkeet gepréift gëtt, administrativer, reglementairen oder legislativer Natur ass.

D'Direktiv stellt kloer, dass déi restriktiv Dispositiounen zu de Professions régleméntées net duerfen diskriminatoresch si par rapport zur Nationalitéit oder par rapport zum Lieu de résidence. Doriwwer eraus muss se e generellen Intérêt vertrieben. Schlisslech muss se och wierklech dozou déngen, dat deklaréiert Zil ze erreechen, wat hei definéiert ass. A si duerfen net iwwer deem Degré de réglementation erausgoen, dee wierklech néideg

ass, fir dat Zil och ze erreechen. Reng wirtschaftlech Consideratiounen gi vun der Direktiv als Begrënnung fir nei oder erweidert Restriktiounen net unerkannt.

De Gesetzesprojet iwwerhëlt an den Artikel 4, 5 a 6 déi dräi grouss Prinzipie vun der Netdiskriminatioon, vum Intérêt général a vun der Verhältnisméissegkeet. Fir den Intérêt général, dee bei enger neier restriktiver Dispositioun bestoe muss, gëtt et eng net exaustiv Lëscht vu Modifikatiounen: d'effentlech Sécherheet, d'effentlech Gesondheet, d'Protektioun vun de Konsumenten, d'Loyautéit vu kommerziellen Transaktiounen, d'Sécherheet vum Transport, d'Propriété intellectuelle oder och nach den Émweltschutz.

De Gesetzesprojet definéiert och déi wichtegst Modalitéit par rapport zum Examen de proportionnalité. All restriktiv Dispositioun zu de Professions régleméntées, onofhängeg vun hirer Natur an hirem Auteur, muss un de Point de contact national goen, esou wéi et am Artikel 8 vum Gesetzesprojet virgesinn ass. De Point de contact national ënnerläit der Tutelle vum Wirtschaftsministère.

D'Missioun vum Point de contact national besteet an éischter Linn doran, den Echange vun den Informatiounen ze assuréieren an deene Matière, déi vun deem Gesetzesprojet betraff sinn.

Derniewent kontrolléiert de Point de contact national awer och den Examen de proportionnalité vun Akten, déi vun den Organismes professionnels a vun Établissements publics duerchgefouert gi sinn. Hei huet de Point de contact national ee Mount Zäit, fir säin Avis zum Examen de proportionnalité ofzeginn. D'Viraussetzung ass et natierlech, dass all déi relevant Piécen och bruecht gi sinn.

Wat den Examen de proportionnalité vun administrativen Dispositiounen, déi vun engem Minister kommen, ubelaangt, gëtt d'Veriffikatioun vun enger onofhängeger Kommissioun assuréiert. Dëst ass en cours de route esou decidéiert ginn, fir dass mer kënnen d'Onofhängegkeet vun der Verriffikatioun vum Examen de proportionnalité garantéieren.

Dës Kommissioun wäert och d'Conformitéit vum Examen de proportionnalité iwwerpréiwe par rapport zu groussherzogleche Reglementer, déi am Kader vun enger Procédure d'urgence geholl ginn. D'Kommissioun huet da fënnf Deeg Zäit, fir hiren Avis zum Examen de proportionnalité ofzeginn. Och wann d'Zréckgräifen op d'Procédure d'urgence éischter rar ass, esou huet eis d'Pandemie gewisen, dass et awer ka Situatiounen ginn, wou groussherzogleche Reglementer en urgence mussen ëmgeännert ginn. Also huet ee missen dorobber preparéiert sinn.

De Staatsrot assuréiert sengersäits d'Veriffikatioun vum Examen de proportionnalité zu engem Projet de loi, zu enger Proposition de loi an och zu engem reguläre Projet de réglemént grand-ducal. De Gesetzesprojet hält par ailleurs a sengem Artikel 7 fest, dass am Fall, wou et pertinent an ubruecht ass, eng effentlech Consultatioun kann organiséiert ginn, iert déi nei restriktiv Dispositioun agefouert gëtt.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis fënnf Opposition-formellen zum Ausdrock bruecht. Esou hat en ënner anere monéiert, dass am Artikel 3 zur Obligatioun vum Examen de proportionnalité de Fall vun enger Proposition de loi duerch en Deputéierte respektiv duerch eng Deputéiert net virgesi war. Dat nammlecht gëllt fir administrativ Decisiounen.

Gläichzäitg huet de Staatsrot sech berechtigterweis och dru gestéiert, dass bei der Oplëschtung vum Intérêt général um Niveau vum Artikel 5 d'Formulatioun esou war, dass ee konnt dovunner ausgoen, dass just déi schwaarz op wäiss genannte Kritären als Intérêt général géife gëllen.

Beim Artikel 8 Paragraf 3 war de Moment vun der Transmissioun vun neier restriktiven Dispositiounen vun engem Organisme professionnel un de Point de contact dem Staatsrot net kloer genuch definéiert, fir de Contrôle ex ante vum Examen de proportionnalité kënnen ze garantéieren.

An alle Fäll konnte mir awer den Text verbesseren. Mir hunn och laang dorunner geschafft a konnten esou eng méiglechst exakt Transpositioun vun der Direktiv sécherstellen.

A sengem éischten Avis complémentaire huet de Staatsrot d'Necessitéit vun enger Prozedur fir e Règlement grand-ducal am Kader vun enger Procédure d'urgence virun Ae gefouert. Och dëst hu mir ëmgesat.

A sengem zweeten Avis complémentaire hat de Staatsrot nach gemengt, et dierft een de Contrôle vun engem Examen de proportionnalité am Fall vun engem Règlement grand-ducal am Kader vun enger Procédure d'urgence net dem Point de contact national iwwerloossen, well an deem Fall d'Indépendance net ëmmer garantéiert wier. Och dëst hu mer nogebessert an déi Responsabilitéit der Commission indépendante zougewisen.

Mam drëtten Avis complémentaire sinn all d'Froen zum Fong vum Gesetzesprojet gekläert gewiescht, wat eis natierlech vill Freed gemaach huet.

Ech wéilt zum Schluss nach bemierken - well de Staatsrot, genee wéi och d'Chambre de Commerce an aner Beruffskummeren dëst a regelméissegen Ofstänn kommentéiert hunn -, dass et zwar effektiv esou ass, dass dräi verschidden Entitéiten en charge si vun engem Contrôle vum Examen de proportionnalité, mee dass dëst seng Berechtigung huet, well déi restriktiv Dispositiounen jo eng ganz ennerschiddlech institutionell Natur an och en ënnerschiddlechen institutionellen Ursprung hunn. Dëst muss och kënnen um Niveau vum Contrôle vun der Proportionalitéit berücksichtegt ginn. An dofir ass et zu deem komm, wat och elo am Gesetz steet.

No all dësen dach awer relativ techneschen Explikatiounen hoffen ech, dass dës Gesetzesprojet am Sënn vun engem gesonden Equiliber tëscht der Liberté professionnelle an de Qualitätsstandarde bei der Ausübung vu bestëmmte Beruffer eng breet Majoritéit fënn. Ech soen dann och Merci an ech ginn och gläichzäitg den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Une voix.** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch.

An ech géif direkt d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Laurent Mosar, ginn.

### Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci, Här President. Och merci der Rapportrice. An ech mengen, si verdéngt wierklech e ganz grouse Merci de Mëten, well déi Diskussiounen waren extrem komplizéiert. Et ass eng Matière, déi wierklech schwéier verdaulech ass, well sech hei zwee wichteg Prinzipien, nämlech dee vun der Proportionalitéit an dee vun der Subsidiaritéit, zum Deel kräizen.

Ech muss och einfach soen, dass deen éischte Projet de loi oder déi éischt Mouture vum Projet de loi wierklech net perfekt war, an déi huet eng ganz Rei vu Problemer opgeworf - duerfir jo och eng ganz Rei vun Opposition-formellé vum Staatsrot, déi do komm sinn. An, wéi gesot, et war net ganz einfach, do wierklech e Wee ze fannen, deen eis laanscht all déi Obstakelen do gefouert huet. Dofir, wéi gesot, e ganz, ganz grouse Merci fir d'Madamm Mutsch, déi wierklech hei eng exzeptionell gutt Aarbecht geleescht huet.

Ech brauch och elo net weider nach eng Kéier op de Projet anzegoen. Si huet dat, mengen ech, hei ganz gutt resuméiert. Ech hu just fonnt - an dat hu mer och an den Diskussiounen gemierkt -: Et war relativ vill Panik ee Moment bei alle Profession-régleméntéien, déi e bëssen d'Gefill hunn oder haten, dass dat heiten fir si awer eng ganz schwierig Émssetzung kéint ginn. Ech hoffen, dass dat net wäert de Fall sinn. Ech hoffen och do op eng pragmatesch Uwendung vun deene Gesetzestexter, och par rapport zu deene Profession-régleméntéien.

Fir eis ass dat heiten awer en extrem wichteg Gesetz, well et hei virun allem, an dat ass gesot ginn, géint Diskriminatioon op der Aarbechtsplaz geet. Duerfir wäerte mir och deem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar. Da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, et ass net méi vill bäizefügen. D'Madamm Mutsch huet en exzellente Rapport gemaach, schréfflech wéi mëndlech. Ech soen hir och dofir villmools Merci. Wéi gesot, et ass alles gesot. Den Här Mosar huet nach e puer Wuert derbäigefléckt, deenen ech och nëmme kann zoustëmmen. An ech géif och do den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Guy Arendt. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

■ **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. E ganz grouse Merci un d'Rapportrice, fir an deem komplizéierten Dossier endlech Kloeersicht ze schafen, well mir hu bal vu lauter Beem de Bësch net méi gesi vun deem, wat do sollt erauskommen. An all deene Sitzungen huet ee sech dann drageknéit an dann ass et awer erëm, wéi de Laurent Mosar sot, immens schwéier gewiescht dranbleiwen.

Duerfir sinn ech frou, dass mer elo en bon port sinn. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an ech hoffen, dass all déi Beruffsstänn, déi eis esou vill sollicitéiert hunn - dat muss een och soen -, elo zefridde sinn!

### (Hilarité)

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Charles Margue. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, merci, Här President. An och merci der Madamm Mutsch fir hire Rapport.

Also, et ass esou, dass jo elo net nëmme d'Professioune selwer, déi viséiert sinn, hei ganz kritesch Rapporten geschriwwen haten, mee och d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés hu sech zu Wuert gemellt. D'ULC och, also d'Union luxembourgeoise des consommateurs. An déi Kriticke si wuel fondéiert a konnten och net all während den Aarbechten ausgeraumt ginn.

Et muss ee scho gesinn, dass dat hei e Gesetz ass, wat u sech géint de Subsidiaritéitsprinzip an der Europäescher Unioun verstéisst. Et ass ganz intrusiv par rapport zu der Souveränitéit vun de Memberstaaten. Et ass och intrusiv, wat d'Matière selwer ugeet, well et net nëmme legal ..., also Gesetze heien och enger europäescher Kontrol ënnerworfen sinn, mee och Reglementer a souguer administrativ Akten. Et geet also extrem wäit an der Intrusivitéit, souguer an déi national Legislativ- an Exekutivakten. Dat ass dat Éischt, wat ee muss gesinn.

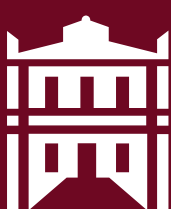
Dat Zweet ass, dass et och esou ass, dass mer eng extrem bürokratesch Prozedur hei schafen. Ech mengen, d'Madamm Mutsch huet erkläert, wéi vill verschidden Instanzen do intervenéieren. Dat ass wierklech eng grouss Bürokratie, wou et och no deenen Echoen, déi mer kréien, nach guer net kloer ass, wat da geschitt, wann e Refus kënn an esou weider. Also, do sinn nach ganz vill Onsécherheeten an et misst ee wierklech kucken, fir iwwerhaupt esou Prozeduren esou einfach, esou transparent wéi méiglech ze maachen. Dat hei ass éischter net de Fall.

Dann ass et och nach net kloer, wéi eng Beruffer iwwerhaupt viséiert sinn. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vun der Chambre des Métiers. Och do gëtt et Onsécherheeten, déi vläicht nach musse gekläert ginn.

Dann ass et jo esou, dass wat Lëtzebuerg ugeet, hei iwwerhaupt keng dissuasiv Reegelunge bestinn. Mir hu jo och ganz vill auslännesch Entrepreneuren, och an deene Professiounen, déi hei viséiert sinn, déi sech hei niderloossen. Et ass einfach: Lëtzebuerg ass oppen. Et ass, sproochlech gesinn, ganz einfach, sech hei niderzeloossen - net wéi an anere Memberländer vun der Europäescher Unioun, wou dat effektiv ka méi komplizéiert sinn. Hei ass dat guer net de Fall, soudatt mer, mengen ech, hei e ganz oppent Émfeld hu fir auslännesch Professions régleméntées, déi sech och wëllen hei niderloossen.

De Risiko bei deem Ganzen ass, dass mer den héije Standard einfach diluieren. Dat ass och déi Angscht, déi eng Rei vu Beruffgruppen eis matgedeelt hunn duerch déi verschidden Avisen oder duerch Kontakter, déi mer eeben haten: Dat ass, dass mer deen héije Standard, also d'Protektioun vum Consommateur duerch eng gutt Qualitéit an deene verschiddene Beruffer, net méi esou kënnen assuréieren, wann en Drang zur Liberaliséierung besteet, deen dann op Käschte vun der Qualitéit geet. Dat kann et natierlech och net sinn.

Am Prinzip denke mir, dass et gutt ass, op esou Saachen ..., dass mer och keng Konkurrenzverzerrungen an der Europäescher Unioun wëllen - dat ass alles an der Rei -, dass eng Nidderlassungsfräiheet an all Beruff soll garantéiert ginn; och domadder si mer





d'accord. Mee déi Intrusioun hei an awer national - oder och vun de Beruffsstänn - Kompetenzen schéngt eis esou disproportionéiert ze sinn, datt mir als ADR hei dëse Projet net wäerte matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Dës Kéier vergiessen ech den honorebelen Här Sven Clement net. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet war alles anescht wéi eng liicht Gebuert. Et war eng schwéier Gebuert! Dat muss een an aller Éierlecheeet zouginn, wéi d'Madamm Rapportrice, déi mat där schwéierer Gebuert betraut war, dat awer ganz gutt hei accouchéiert huet - zumindest de Rapport accouchéiert huet.

#### (Interruptions et hilarité)

D'Chamber krut eng Hellewull un Avisé vun Interesseverbanen an och vum Staatsrot. Schlussendlech huet d'Kommissioun sech op en Text gëeent, iwwert dee mer haut dann ofstëmme mussen.

Fir d'éischt emol zu de Punkten, déi d'Piraten begréissen, well där gëtt et.

Mir Piraten fannen et gutt, datt net aus reng ekonomeschen oder administrative Grënn dierfe Limitatioun fir e Beruffsstand agefouert ginn. Ech denken hei zum Beispill un e Beispill aus der Belsch, wou d'Medezinstudenten net konnten als Dokter praktizéieren, well de belsche Staat net méi INAMI-Nummere wollt erausginn. Dëst schuet engem Land nëmmen an dat dierf eis hei net geschéien.

Mir fannen et och gutt, datt nieft der onofhängeger Kommissioun, déi den Examen de proportionnalité mécht, och Beruffservbanen fir hiren Avis gefrot ginn, wann dann eng Ännerung usteet.

Leider gëtt et awer och Dispositiounen an dësem Gesetz, déi mer méi kritesch gesinn.

Här President, d'Zil vun dëser EU-Direktiv ass et, méi eenheetlech Reegelen fir all Beruffer a ganz Europa ze schafen. Eist Zil zu Lëtzebuerg muss sinn, datt d'Prozeduren net laangwiereg, ontransparent an onnéideg komplizéiert ginn. Wéi kënne mer dëst erreechen?

An den Ae vun de Piraten mussen Experten, also Juristen, gradewéi Persounen, déi scho Joerzéngten an engem Beruffsstand aktiv sinn, d'Analys vum Examen de proportionnalité kënne maachen a se mussen dës esou fréi wéi méiglech maachen. Esou, wéi den Text elo virläit, gëtt d'Kommissioun nëmme saiséiert, wann d'Regierung eng Proposition virleet. A si ka sech leider net selwer saiséieren. Dat fanne mer schued.

Och schued ass, datt et nëmmen eng Ënnersichung virum Aféiere vun den neie Reegelen an eng duerno gëtt, an net, wéi de Staatsrot et och virgeschloen hat, e kontinuierleche Contrôle duerno. Well wéi

mer all wëssen, ännert sech d'Welt ronderëm eis konstant a gefillt och an engem méi séieren Tempo. Duerfir misst och reegelméisseg analyséiert ginn, ob d'Konditiounen, déi haut fir e Beruffsstand gëllen, och muer nach Sënn maachen.

Ee Beruff kann duerch d'Digitaliséierung an Zukunft eng méi héich oder eng manner héich oder einfach nëmmen eng aner Aart vun Ausbildung erfuerderen. Hei muss Lëtzebuerg duerch e Contrôle continu séchergeen, datt mer mat der Zäit ginn an net stoebleiwen.

Fir dëst Zil ze erreechen, muss awer nach op engem anere Punkt geschafft ginn: D'Leit - an dat be- treëft virun allem déi Jonk, déi nach virun der Ent- scheidung stinn, wat se spéider am Beruffsliewe maache wëllen - muss kloer informéiert ginn, wat fir Krittäre fir wat fir e Beruffsstand gëllen. A se mussen och informéiert ginn, wann eppes un de Krittäre fir hire Beruffsstand ännert. Hei si konstant Informationscampagnen also eng absolutt Noutwendegkeet.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, un dësem Gesetzestext huet vill a laang misse geschafft ginn. An ech muss hei soen, datt mir Piraten net do- vun iwwerzeegt sinn, datt dësen Text spéiderhin um Terrain d'Spuer wäert halen an am Interêt vun de Biergerinnen a Bierger ëngesat ka ginn.

Duerfir kënne mir Piraten dësen Text haut net mat- stëmmen. Mir wäerten eis enthalen. Et ass eng Transpositioun, do ass e groussen Deel vum Problem schonn an eise Schouss getässelt ginn, ouni datt mer vill Afloss drop haten.

Fir eis ass et net kloer, ob dëse Projet net awer d'Prozedur méi laangwiereg mécht, méi onduerch- sichtig oder méi komplizéiert. Mir hoffen op de Géigendeel. Mee ouni déi praktesch Konsequenzen ze kennen an haut scho virussoen ze kennen, kënne mir dëst Gesetz net matdroen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschafts- minister Franz Fayot.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Virop e grouse Merci un d'Lydia Mutsch, d'Rapportrice, wat dëse ganz technesche Projet ganz gutt an am Detail resuméiert huet. Dat erlaabt mir dann, mech ganz kuerz heizou ze faas- sen.

Och merci den aneren Deputéierten, déi sech heizou elo am Plenum geäussert hunn, och kritesch geäussert hunn, an och merci fir déi gutt Zesum- menaarbecht an der Kommissioun. Et war effektiv en Text, den net einfach war, well eng Partie Avis- complémentaires do ware vum Staatsrot, déi net ëmmer en ligne ware mat de Positioun vum Wirt- schaftsministère.

Ech mengen awer trotzdeem, dass mer et fäerdeg- bruecht hunn, hei en equilibrierten Text fäerdeg- zekréien, den eppes mécht, wat mer u sech scho ganz laang hunn am europäesche Recht: nämlech e Proportionalitéitscontrôle, dee schonn am Traité vu Roum vun 1957 verankert war. Et ass en Text, dee Suerg dréit, dass d'Barriären, déi et gëtt bei regle- mentéierte Beruffer, kënnen ofgeschafft ginn.

Et ass och en Text, dee viséiert, dass mer e bessere Fonctionnement vum Marché intérieur kréien. A mir hunn, mengen ech, alleguete gesi während der Pan- demie, dass et eng Rei Länner gouf, déi de Marché intérieur net méi respektéiert hunn an dass et Entravé gouf zum Marché intérieur. Duerfir mengen ech, dass dat heiten eppes ass, wat - wéi gesot - der Suerg, en effikasse Bannemaart ze hunn, dee mer ëmmer verteidegt hunn als Lëtzebuenger Regie- rung, wierklech och ganz kloer Rechnung dréit.

Mir haten - an dat ass ugeschwat ginn - eng Partie Kriticken, Suerge bei reglementéierte Beruffer, dass dat heite géif hir Independance touchéieren, tan- géieren an dass hei géif en fait eng Immixtioun era- kommen an hir fräi Organisatioun, hir Autoregule- mentatioun.

Ech mengen, et muss een nach eng Kéier betounen, dass dee Contrôle, den hei stattfënn, dee Contrôle de proportionnalité, e reng formelle Contrôle ass. D'Affekoten, alleguerten déi aner reglementéiert Be- ruffer behale selwer den Examen de proportionnalité quant au fond. Dat heescht, si maachen Avisen an déi gi reng formell kontrolléiert vun deem nation- ale Kontaktpunkt. Do gëtt kee Contrôle gemaach, keen neie Contrôle, quant au fond. Dat gëtt eng reng formell Verifikatioun. An dat ass dat - ni plus, ni moins -, wat d'Direktiv virgesäit. Mir sinn do also dorunner gebonnen.

Ech mengen net, dass dat heiten dozou féiert, dass mer elo nach méi Längten an eis Prozedur kréien. Wéi gesot, dat hei ass elo eng pragmatesch Aart a Weis, un den Exercice do erunzegoen, den eis vun enger Direktiv imposéiert gëtt.

De Staatsrot hätt léiwergesinn, wa mer hei eng eenzeg Autoritéit genannt hätten, fir den Exercice ze maachen. Abee, ech mengen, et ass besser, et mécht een dat um Niveau vun all deene verschidde- nen Autoritéiten, déi och scho virdru mat där Ma- tière befaasst waren. Déi hunn den Knowhow, déi maachen dat méi effikass. An ech mengen, dat ass nach wie vor eng méi effikass a pragmatesch Léi- sung wéi déi, déi de Staatsrot proposéiert huet. Ech mengen deemno net, dass dat heiten elo zu enger Méilaascht féiert, mee au contraire am Fong eng re- lativ pragmatesch Aart a Weis ass, fir den Text hei ëmzesetzen. Ech mengen och, dass d'Zukunft dat wäert weisen. Dir hutt Recht: Et muss een natier- lech ëmmer vigilant bleiwen a kucken, wéi sech dat duerno an der Praxis auswierkt, a gegebenefalls nobesseren. Dat wäerte mer och ganz kloer maachen.

Merci op alle Fall trotzdeem fir déi breet Zoustëm- mung zu dësem Gesetz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskus- sioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7478. Den Text steet am Document parle- mentaire 7478<sup>28</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7478 et dis- pense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

De Quorum ass erreecht. Mir kommen elo zum Vote par procuration.

De Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei 6 Nee- Stëmme an 2 Abstentiounen ueghe.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean- Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 18., 19., 20. an 21. Oktober virgesinn. D'Sitzung ass opge- hewen.

(La séance publique est levée à 16.17 heures.)

## Sommaire des séances publiques n°s 1, 2, 3 et 4

### 1<sup>re</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 1
Clôture de la session ordinaire 2020-2021 et ouverture de la session ordinaire 2021-2022 .....	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés .....	p. 1
Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale .....	p. 1
Discours de M. le Président .....	p. 1
Communications .....	p. 1-2
Ordre du jour .....	p. 2
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.....	p. 2-8

### 2<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 8
Hommage à la mémoire de M. Jup Weber, Député honoraire.....	p. 8
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation.....	p. 8-28
Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement.....	p. 28
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) .....	p. 28
Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement.....	p. 28
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) .....	p. 28-29

### 3<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 29
Débat sur l'état de la nation (suite).....	p. 29-42
Ordre du jour .....	p. 42

### 4<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 43
7728 - Projet de loi portant approbation des modifications :	
1° à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires	

du 9 mai 1980 dans la teneur du Protocole du 3 juin 1999, y compris l'adoption du nouvel appendice H, et des modifications adoptées par la Commission de révision lors de sa 26 <sup>ème</sup> session, tenue à Berne, les 27 et 28 février 2018 ;	
2° aux appendices E et G de la convention précitée, apportées lors de la 13 <sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires, tenue à Berne, les 25 et 26 septembre 2018 .....	p. 43-44
Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État .....	p. 44
Renouvellement des mandats de deux conseillers de la Cour des comptes .....	p. 44
7456 - Projet de loi portant modification :	
1° du Code de la consommation ;	
2° de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments ;	
3° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ;	
4° de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique ;	
5° de la loi modifiée du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur ;	
6° de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence ;	
7° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ;	
en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 sur la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs et abrogeant le règlement (CE) n° 2006/2004 .....	p. 44-46
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar .....	p. 46
7478 - Projet de loi relatif à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions .....	p. 46-48



Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
5337	Carole Hartmann	Avancement du classement comme monument national du site de la « Petite Marquise » à Echternach
5350	Josée Lorsché, Djuna Bernard	Installation de distributeurs de produits hygiéniques dans les établissements scolaires publics
5393	André Bauler	Villa de Schieren « Op der Wieschen »
5425	Jeff Engelen	Augmentation du temps de travail dans le secteur de la santé durant la crise sanitaire
5435	Jeff Engelen	Surplus de décès
5436	Jeff Engelen	Nombre de tests Covid-19 positifs des professionnels de la santé
5490	Gusty Graas, Max Hahn	Transformation de certains lampadaires en bornes de recharge pour véhicules électriques
5525	Marc Goergen	Déchets radioactifs
5537	Djuna Bernard, Marc Hansen	Recensement statistique de vaccinations à l'étranger des étudiants luxembourgeois
5538	Gilles Baum, André Bauler	Camion du type « Eco combi »
5550	Martine Hansen	Sécurité routière
5551	Sven Clement	Commission spéciale de réexamen de l'ADEM
5558	Fred Keup	Annulation de classes de neige
5561	Jeff Engelen	Protection des données dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19
5562	Marc Lies	Langues utilisées pendant les vols Luxair
5568	Mars Di Bartolomeo	Prix des produits pétroliers
5574	Francine Closener	Abus sexuels au sein de l'Église catholique
5579	Laurent Mosar	Imposition des cryptomonnaies
5594	Fred Keup	Piste cyclable le long de l'A3
5604	Sven Clement	Attaques informatiques du type « phishing »
5630	Nancy Arendt épouse Kemp	Plan national de lutte contre le tabagisme
5632	André Bauler	Commission payée aux agences immobilières
5640	Gusty Graas	Situation humanitaire en Afghanistan
5643	Roy Reding	Recensement national 2021
5648	Jeff Engelen	Augmentation des tarifs du parking Gernsback
5649	Nathalie Oberweis	Ventes publiques de biens immobiliers
5651	Paul Galles	Recettes de la taxe sur le CO <sub>2</sub>
5655	Marc Spautz, Michel Wolter	Concepts sanitaires des maisons de retraite et de soins
5656	Mars Di Bartolomeo	Application de taux de TVA réduits aux produits nécessaires à la lutte contre la pandémie du virus Covid-19
5660	Nancy Arendt épouse Kemp	Maladie de Lyme
5663	Roy Reding	Bureaux de poste
5680	Semiray Ahmedova	Approvisionnement et sécurité énergétique
5682	Sven Clement	Enquête sur le bénévolat au Luxembourg
5684	Fernand Kartheiser	Récents incidents à Differdange
5692	Fernand Kartheiser	Situation humanitaire en Syrie
5693	Gilles Roth, Diane Adehm, Serge Wilmes, Laurent Mosar	Congé syndical
5698	Sven Clement	Rencontre entre le Grand-Duc Henri et le Président de la Chine
5699	Sven Clement	Contrats zéro heure dans le secteur communal
5701	Jeff Engelen	Formation des chauffeurs professionnels au Centre de formation pour conducteurs à Sanem
5704	Jeff Engelen	Vaccins contre la Covid-19
5706	Claude Wiseler	Certificats de vaccination en provenance de l'Inde
5708	André Bauler	Commission des sites et monuments nationaux
5716	Octavie Modert	Promotion de la littérature dans l'enseignement secondaire
5738	Max Hengel	Statistiques sur le tourisme
5743	Fred Keup	Tours de la Brasserie de Diekirch
5750	Marc Goergen	Policiers à vélo
5764	Martine Hansen	Suivi « renard »
5851	Fernand Kartheiser	Propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes envers le Président de la fédération de Russie
6253 urgente	Nathalie Oberweis	Participation d'athlètes africains à l'édition 2022 du ING Night Marathon

**Question 5337** (02.12.2021) de **Mme Carole Hartmann (DP)** concernant l'avancement du classement comme monument national du site de la « Petite Marquise » à Echternach :

No den historeschen archeologeschen Entdeckungen, déi zu lechternach bei der fréierer „Petite Marquise“ gemaach goufen, huet d'Madamm Kulturministesch an engem Bréif vum 30. Abrëll 2021 proposéiert, dëse Site als Monument national ze klasséieren.

Souwuel am lechternacher Gemengerot vum 8. November 2021, wéi an engem Presseartikel vum 22. November 2021, hunn de Buergermeeschter an éischte Schäfte vum Stad lechternach sech doriwwer geiergert, dass déi archeologesch Aarbechten um Site ëmmer nach net ofgeschloss sinn an dass d'Stad lechternach vum Kulturministère géif higehele ginn. Et léichen dem Schafferot och nach keng Rapporten vum den Archeologen an Experte vir. Déi verluere Méint géifen d'Stad lechternach a senger Entwécklung bremsen an hätte fir d'Gemeng och en immens héije Käschtepunkt.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch folgend Froe stellen:

1. Wéi wäit ass d'Prozedur vum Klassemment vum Site vum der fréierer „Petite Marquise“ fortgeschratt? Sinn entre-temps d'Avise vum der Commission des Sites et Monuments (COSIMO) an der Stad lechternach erakomm? Wat sinn déi nächst Schrëtt an dëser Prozedur? Wéini ass mat enger definitiver Decisioun, a puncto Klassemment ze rechnen?
2. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass d'Aarbechte vum den Archeologen déi um Site schaffen nach net ofgeschloss sinn? Falls jo, wat ass de Grond dofir? Wéi laang wäerten déi archeologesch Aarbechten nach daueren?
3. Kann, esou laang wéi keng Decisioun a puncto Klassemment vum Site virläit an déi archeologesch Aarbechten nach lafen, keng Initiativ vum der Stad lechternach geholl ginn, fir en zukünftege Projet auszeschaffen? Ass de Kulturministère respektiv d'COSIMO an d'Kontakter vum der Stad lechternach mat engem éisträichesche Planungsbüro agebonne ginn?
4. Ass et richtig, dass den lechternacher Schafferot bis ewell keng Rapporten vum den Archeologen an Experte kritt huet? Falls jo, wat sinn d'Grënn dofir?

5. Weess d'Madamm Kulturministesch souwuel vum den héijen Zommen, déi d'Stad lechternach all Mount muss opbréngen, soulaang wéi keng Appartemenen op dësem Site fäerdeggestallt sinn, wéi vum den Entschiedungen, déi un eenzel Firme musse bezuelt ginn, well den initiale Projet net ka realiséiert ginn? Kann de Kulturministère d'Stad lechternach op dëse Punkten ënnerstëtzen?

6. Ass d'Madamm Kulturministesch gewëllt, fir der Stad lechternach bei der Entwécklung an der Realisatioun vum engem neie Projet „Petite Marquise“ ze hëllefen? Wa jo, mat wéi engen Hëllef, administrativer a finanzieller Natur, kann de Kulturministère der Stad lechternach, souwuel während der Klassementsprozedur wéi och duerno, ënner d'Äerm gräifen?

**Réponse** (14.12.2021) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :**

Am Kader vum der Klassementsprozedur, déi déi archeologesch Vestigen um Site vum der „Petite Marquise“ betrëfft, gouf de Gemengerot vum der Stad lechternach ëm eng Stellungnam gefrot. Den Delai fir dësen Avis ofzeginn, deen normalerweis dräi Méint ass, gouf op Demande vum der lechternacher Gemeng schonn zwee mol verlängert.

D'Gesetz vum 1983 gesäit fir, datt, nodeems d'Gemeng sech zu engem méigleche Klassement geäussert huet, de Staatsrot mam Dossier saiséiert gëtt a sâin Avis muss ofgewart ginn. Duerno réischt kann de Regierungsrat eng definitiv Entschëdung a puncto Klassement huelen.

Den Avis vum der Denkmalschutzkommissioun (COSIMO) läit vir a gouf der Stad lechternach, zesumme mat zwee Rapporten d'expertise matgedeelt. Dozou sief ze bemerken, datt d'Persoun, déi beim CNRA responsabel fir d'Fouillen ass, eng Visite guidée vum Site mam lechternacher Schafferot am Dezember geplangt huet, an och scho Visite fir interesséiert Matbierger organiséiert huet.

D'Gemeng lechternach gouf schrëftlech informéiert, datt d'Ausgruevungen am Beräich vum der „curtis“ viraussichtlech Enn Januar wäerten ofgeschloss sinn, an datt am Beräich vum der „basse-cour“ (der deemoleger Petite Marquise) nach muss gegruewe ginn. D'Vitesse vum de Fouillen hänkt zum Deel vum de Wiederkonditiounen of, an zum Deel dovunner wéi accessibel den Terrain fir d'Archeolog/innen ass. Am Moment gëtt dëse Beräich nämlech nach

vun anere Chantieren a Baustellenariichtunge genotzt an ass domadder net zougänglech.

D'Stad lechternach kann d'Initiativ ergräifen, fir e Projet op dem Site auszeschaffen. Dëse Projet muss allerding, wann et zu enger Protektioun kënn, vum Kulturministère autoriséiert ginn. Vu datt déi archeologesch Fouillen awer nach net ofgeschloss sinn, ass et am Moment sécherlech schwéier, e konkrete Projet auszeschaffen. Eis Fachleit vum CNRA a SSMN stinn an enkem Kontakt mat der Gemeng an och mam Planungsbüro.

De Kulturministère ass gewëllt der Gemeng lechternach finanziell ënner d'Äerm ze gräifen, sollt si sech dozou entscheeden, an de Site ze investéieren mam Zil, d'Vestigen ze valoriséieren an dem Publikum accessibel ze maachen.

**Question 5350** (06.12.2021) de **Mmes Josée Lorsché et Djuna Bernard (déi gréng)** concernant l'installation de distributeurs de produits hygiéniques dans les établissements scolaires publics :

Selon nos informations, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a récemment envoyé un courrier aux directeurs et directrices des établissements scolaires publics concernant l'achat et l'installation de distributeurs de produits hygiéniques dans les espaces sanitaires féminins et/ou mixtes. Toujours selon nos informations, ce courrier fait état d'un nombre élevé de demandes concernant l'installation de tels distributeurs, mais informe que le MENJE, pour des raisons budgétaires, ne sera pas en mesure de procéder à une commande généralisée pour cette année scolaire. Par conséquent, le MENJE invite les établissements scolaires à mettre de tels distributeurs à disposition et cela à leurs propres frais, annonçant néanmoins un équipement complet au cours l'année scolaire 2022-2023.

Le MENJE a participé à l'élaboration du Plan d'action national pluriannuel pour la promotion de la santé sexuelle et affective qui fut publié en 2019 et qui définit la promotion de la santé affective et sexuelle dans tous les établissements scolaires, éducatifs et d'accueil comme une des grandes priorités. Dans cet ordre d'idées, le principe de l'accès pour tous et l'assurance de la viabilité et durabilité des initiatives par

des ressources financières et humaines adéquates y sont explicitement mis en exergue.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Vu les engagements du MENJE pour la promotion de la santé sexuelle et affective ainsi que pour l'égalité des genres et l'équité sociale, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'installation de distributeurs de produits hygiéniques dans les établissements scolaires publics revêt une importance particulière ?
- 2) Dans l'affirmative, les moyens financiers nécessaires ne devraient-ils pas être mis à disposition des établissements scolaires dans les plus brefs délais, sachant que le premier trimestre de l'année scolaire 2021-2022 n'est même pas encore achevé ?
- 3) Combien d'établissements scolaires publics disposent d'ores et déjà de tels distributeurs et quel est leur nombre ? Le MENJE a-t-il participé aux frais d'installation et/ou d'entretien ?
- 4) En moyenne, quel est le prix d'achat et d'installation d'un tel distributeur, et à quelle hauteur se situent les frais de fonctionnement et d'entretien pour une année scolaire ?
- 5) À quelle hauteur le MENJE estime-t-il l'enveloppe budgétaire totale nécessaire à un équipement généralisé des établissements scolaires en distributeurs de produits hygiéniques ?
- 6) Les établissements scolaires procédant dès maintenant à une installation de distributeurs à leurs propres frais, pourront-ils compter sur un remboursement de la part du MENJE dans le cadre d'un équipement généralisé futur ?

**Réponse** (11.01.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

ad 1) Le Plan d'action national pour la promotion de la santé affective et sexuelle pluriannuel (PAN SAS), mis en place en 2019, s'appuie sur le principe que la santé affective et sexuelle fait partie intégrante de la santé, du bien-être et de la qualité de vie de toutes et tous.

Faisant partie des ministères qui se sont engagés à cet égard, tous les projets et toutes les actions fa-



vorisant l'accès à l'information, la formation et à l'éducation en matière de santé affective et sexuelle des enfants et des jeunes sont soutenues par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE).

Plus spécifiquement, l'objectif 2 concernant « Information, sensibilisation et éducation » du PAN SAS, visant l'action « Promouvoir la SAS dans tous les établissements scolaires, d'éducation et d'accueil des enfants et des jeunes », ainsi que l'action « Promouvoir l'égalité de tous en vue de combattre les discriminations et les violences sexuelles » souligne justement de manière précise cet engagement visant les établissements scolaires.

La thématique générale de la sexualité comprend un large éventail de concepts et de sujets dont les mécanismes physiologiques et psychologiques en lien avec le comportement sexuel et de reproduction, mais aussi et surtout les droits sexuels, notamment le droit à l'éducation et à l'information.

Le mécanisme de reproduction étant indissociable à la menstruation, sujet encore largement taboué dans notre société, l'un des objectifs du PAN SAS, consiste à aborder ce sujet pertinent de manière scientifiquement précise et surtout en s'abstenant de tout jugement et de toute croyance.

Le MENJE s'est engagé à ce que tous les enfants et jeunes aient un accès à l'information quant à ce sujet. Au cours de l'année 2021, environ 1.500 exemplaires du guide « Let's talk about sex »<sup>1</sup> ont été expédiés à tous les établissements scolaires de l'enseignement secondaire et structures pour jeunes. De plus, cet outil pédagogique est mis à disposition sur demande aux les établissements scolaires de l'enseignement fondamental, maisons relais, foyers scolaires, centres d'accueil et crèche.

Dans une optique similaire, les élèves de la mini-entreprise Struggirls du Lycée du Nord de Wiltz, ont contacté le MENJE pour présenter un projet favorisant l'accès aux produits hygiéniques. Le concept repose sur le principe d'équité pour les jeunes femmes d'accéder à des produits hygiéniques au début ou pendant leur menstruation, en mettant à disposition ces produits de manière gratuite dans les espaces sanitaires féminins et/ou mixtes.

Ce projet correspondant aux objectifs retenus dans le PAN SAS actuel, le MENJE s'est engagé à encourager et à appuyer l'installation de ces distributeurs pour garantir une équité et égalité au sein de l'ensemble des écoles secondaires luxembourgeoises.

ad 2) Le MENJE encourage la mise en place dudit projet et l'équipement des établissements scolaires au moyen de distributeurs de produits hygiéniques. Il est prévu de mettre à disposition cinq distributeurs par établissement scolaire public.

Les démarches ayant été entamées seulement en 2021, une ligne budgétaire spécifique ou le cas échéant une augmentation de la dotation financière s'adressant aux lycées sera prévue à partir de l'année 2023.

En juin 2021, un courrier a été envoyé aux directions des lycées afin de présenter le projet et de les sensibiliser à l'importance de l'installation de ces distributeurs. Les directions ont été informées sur l'importance du projet ainsi que les échéances budgétaires, sans pour autant les priver à entamer de propres démarches pour l'acquisition de distributeurs avant l'année 2023.

ad 3) Actuellement, un seul lycée dispose d'un tel équipement financé par ses propres moyens.

La plupart des lycées ne disposent pas de distributeurs mécaniques, mais l'ensemble des élèves concernées ont la possibilité de se rendre au Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) du lycée, qui met gratuitement à disposition des produits hygiéniques.

ad 4) En moyenne, un appareil coûte 380 € avec un premier équipement matériel de 580 € (100 tampons et 100 serviettes).

Les recharges coûtent 200 € par recharge complète et il incombe aux lycées de les commander et de les installer dans les distributeurs. Le nombre de recharges par année varie en fonction des besoins, ce chiffre ne peut être analysé qu'après plusieurs années d'utilisation.

Les appareils sont mécaniques et simples en entretien. Il suffit de quelques vis pour les fixer aux murs des espaces sanitaires et l'installation peut donc se faire par un technicien au sein de la structure.

Les distributeurs fonctionnent avec un système de chip, acquis en retour d'un euro (consigne), remboursable à chaque moment. En insérant le chip, les élèves peuvent donc obtenir un produit ainsi que leur chip en retour.

ad 5) Le recensement a mis en évidence 29 lycées et centres de formation qui ont commandé dans un premier appel à participation 125 appareils et 16.500 chips avec un montant s'élevant à 77.000 €. Ces structures ont souhaité commander entre un et cinq appareils.

Si tous les lycées et centres de formation seraient équipés de cinq distributeurs, le nombre s'élèverait à environ 250 pièces pour un montant d'environ 154.000 €, sachant que toutes les structures ne nécessitent pas cinq distributeurs, étant donné que le nombre varie en fonction de l'infrastructure et de l'agencement des bâtiments scolaires.

ad 6) Les établissements scolaires pourront se faire rembourser, sous réserve du vote d'un budget spécifique prévu à cet effet à partir de l'année 2023.

**Question 5393** (15.12.2021) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **villa de Schieren « Op der Wieschen »** :

Dat ganz Joer 2021 ass um Hauptsite vun der Schiere Villa „Op der Wieschen“ guer keng Aktivitéit gewiescht. Op fënnf anere Plazen zu Schieren ass während dësem Joer awer normal weider gegruewe ginn.

Effektiv, läit de Site ënnert dem Zelt um Hauptsite vun der Réimervilla nach genee d'selwecht do, wéi bei der leschter Ministeschvisitt.

Bei der Visitt vun de Ministesche fir Kultur an Ëmwelt haten déi zwou Dammen den Optrag ginn, e Konzept fir um Site vun der Wieschen eng nohalteg Valorisation no de Richtlinie vu Kultur an Ëmwelt auszeschaffen. Dëst, fir éischtens de Musée ze entlaaschten, well do net méi vill Plaz ass, an zweetens, fir och dem Norden, a speziell enger zukünfteger Nordstad, eng kulturell Attraktioun ze verschafen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch folgend Froe stellen:

1. Gëtt e e bestëmmte Grond, firwat ausgerechnet op där archeologesch wäertvollster Plaz während engem ganze Joer näischt geschitt ass?

2. Ass vum CNRA e konkrete Projet proposéiert oder virgeluecht ginn, fir eng nohalteg Valorisation no de Richtlinie vu Kultur an Ëmwelt auszeschaffen?

3. Wat ass de Status vun der zweeter Sendung vu Stécker vun der Wandmalerei, déi op Soissons geschéck gi war.

4. Gëtt e schon éischt Konklusionen zu der Analys vun den Iwwerreschter vu Fresken, déi 2017 op Soissons transferéiert gi waren?

**Réponse** (15.03.2022) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture** :

De Site vun der Réimervilla zu Schieren ass, wéi den honorabelen Deputéierte richteg undeit, eng vun den archeologesch wäertvollste Plazen am Land, déi onbedéngt während den Ausgruewung fachgerecht an intensiv betreit soll ginn. No personelle Wiessel am INRA (fréier CNRA), huet de Chantier am Hauptgebai eng Zäit gerout, déi aner eenzel Gruewungen an der pars rustica, op private Grondstécker, sinn awer weidergelaan an ofgeschloss ginn.

Et läit den Ament nach kee konkrete Projet um Dësch fir eng nohalteg Valorisation vum Site.

De Centre d'étude des peintures murales romaines zu Soissons huet e Rapport technique an dräi Bänn virgeluecht, deen esouwuel déi éischt wéi och déi zweet Sendung Wandmalerei betrëfft. Doraus geet ervir, dass d'Dekoratioun vun de Säitewänn konnt rekonstruéiert ginn, souwéi déi véier Lunetten an den architektoneschen Opbau vum Kräizverwëllef vum Raum 10.

Des Weidere si Resultater vun der cheemescher Zesummesetzung an dem Opbau vun der Speis vun de Wandmalerei vum Raum 10 virgeluecht ginn. D'Analyse vun de benotzte Faarfpigmenter erlabe Réckschlëss iwwert d'Handelsbeziéung vum deemools.

Donieft si natierlech Berichter iwwert d'Restaurationaarbechten entstanen, déi wichteg sinn, fir och an Zukunft ze wëssen, wéi ee mat deene restauréierte Fresken ëmgoe kann a muss.

Aktuell si mir an der Phase 2 vun der Stabiliséierung vun de Wandmalereien aus dem Raum 10 vu Schier.

Mëttlerweil sinn och Wandmalereifragmenter aus dem Raum 25 an dem Raum 17 op Soissons gaange fir zesummesat ze ginn.

Am Verglach mat de Wandmalereifragmenter, déi bis elo aus de Raim 25 an 17 gebuerge goufen, schéngt de Raum 10 deen ze sinn, dee verhältnisméisseg am prächtegsten ausgemoolt war.

**Question 5425** (23.12.2021) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant l'**augmentation du temps de travail dans le secteur de la santé durant la crise sanitaire** :

Säit dem Ufank vun der Covidkris ass d'Iwwerlaaschtung vum Gesondheets- a Fleegepersonal zu engem vun den entscheidende Krittere fir politesch Agréffer an d'Ekonomie an an d'Privatlieue vun de Leit an engem nach ni gekannt Ausmooss avancéiert, ouni awer, datt fir dës Iwwerlaaschtung jee e konkrete, statisteschen Indicateur definéiert a matgedeelt gi wier.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi hu sech déi absolutt Zuele vun de fräiberufflechen Dokterinnen, den ugestallten Dokterinnen souwéi den Infirmièren am Gesondheets- a Fleegepersonal zu Lëtzebuerg während de Joren 1990 bis 2020 entwéckelt?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi sech d'Zuel vun den Awunner, d'Zuel vun de Leit mat enger lëtzebuergerischer Matricule, d'Zuele vun de fräiberufflechen Dokterinnen, den ugestallten Dokterinnen souwéi den Infirmièren am Gesondheets- a Fleegepersonal während de Joren 1990 bis 2020 entwéckelt hunn, a wéi vill Awunner a Leit mat enger lëtzebuergerischer Matricule sech jeeeweils op een Dokter (cumuléiert) an eng Infirmière aus dem Gesondheetsberäich verdeelt hunn?

3. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi sech d'Gesamtzuel vun den Awunner vun Alters- a Fleegeheemer souwéi Leit, déi en allgemenge Fleegeedéngscht an Usproch huelen, während de Joren 1990 bis 2020 entwéckelt huet, a wéi vill vun deene genannte Persounen sech jeeeweils op eng Infirmière verdeelt hunn? Kann d'Madamm Minister fir dee genannten Zäitraum wgl. de järelechen Duerchschnittsalter vun der Bevëlkerung prezisieren?

4. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Iwwerstonnen déi ugestallt Dokterinnen an d'Infirmièren aus dem Gesondheets- a Fleegegesecteur während de Joren 1990 bis 2020 jeeeweils insgesamt gelescht hunn a wéi dës Iwwerstonne sech zum engen op déi eenzel Personalgruppe verdeelen a wéi vill Iwwerstonnen domat jeeeweils duerchschnittlech op ee Verrieder vun deenen eenzele Personalgruppen entfall sinn? Kann d'Regierung prezisieren, op wéi eng dräi Méint de Pic vun de geleschten Iwwerstonne während deene genannte Jore jeeeweils entfall ass an op wéi eng dräi Méint de Pic vun der Kompensation vun de geleschten Iwwerstonne während deene genannte Jore jeeeweils entfall ass?

5. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Stonne Krankeschäin während de Joren 1990 bis 2020 jeeeweils op d'Personal aus dem Gesondheets- a Fleegegesecteur entfall sinn a wéi vill Stonne Krankeschäin dëst jeeeweils am Duerchschnitt pro Persoun pro genannter Berufsgrupp entsprach huet?

6. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Aarbechtsstonnen un zweckgebonnenem Congé (zum Beispill den Eltercongé) während de Joren 1990 bis 2020 jeeeweils op d'Personal aus dem Gesondheets- a Fleegegesecteur entfall sinn a wéi vill Stonne Congé dëst jeeeweils am Duerchschnitt pro Persoun pro genannter Berufsgrupp entsprach huet?

7. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Aarbechtsstonnen am Gesondheets- a Fleegegesecteur am Joer 2020 spezifesch op d'Ëmsetzung vu Covidveruerdnunge vun der Regierung entfall sinn, dëst souwuel „um Terrain“ wéi och um Niveau vun der administrativer Kontroll?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1. Fräiberufflechen ugestallt Dokterinnen

De Rapport „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg - Rapport final et recommandations“, dee vun der Mme Marie-Lise Lair am Oktober 2019 finaliséiert gouf an um Site [www.sante.lu](http://www.sante.lu) veröffentlecht ass, weist d'Zuele vun de Generalisten, de Spezialisten an den Zännokteren, déi tëschent 2007 an 2017 aktiv waren, ouni en Ënnerschied ze maachen tëschent de liberalen Dokterinnen an den ugestallten Dokterinnen. Dës sinn déi eenzeg Zuelen, iwwert déi de Gesondheitsministère verfüügt.

De Rapport kënn zur Conclusioun, datt tëschent 2007 an 2017 d'Unzuel vun praktizéierenden Dokterinnen, wou Honorairen un d'CNS facturéiert gi sinn an déi dem Critère de sélection entsprechen, all Joer a fir all Kategorie vun Dokter an d'Luucht gaangen ass. De globale Wuesstem bedréit 597 Dokterinnen fir dës Zäitspan; dorënner sinn 150 Generalisten, 286 Spezialisten an 161 Zännokteren. De Wuesstem

tëscht 2007 an 2017, wat d'Dokteren betrëfft, war manner grouss bei de Spezialisten (35 %) wéi bei de Generalisten (44 %) oder den Zännokteren (48 %).

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabell 1 weist, wéi sech d'Unzuel vun den Dokterinnen no Statut am Laf vun de Jore weiterentwéckelt huet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Vun 2007 bis 2017 ass d'Unzuel vun den Dokterinnen ëm 40,0 % geklommen. D'Zuel vun de fräiberufflechen Dokterinnen evoluéiert ëm 37,4 % an déi vun den ugestallten Dokterinnen ëm 55,1 %.

Am Joer 2007 ware 87,6 % vun den Dokterinnen fräiberufflech, 2017 sinn et der 85,9 %. Déi ugestallt Dokterinnen hunn 2007 9,9 % vun de gesamten Dokterinnen ausgemaach, 2017 waren et der 10,9 %.

Infirmièren am Gesondheets- a Fleegegesecteur

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Vun 2009 bis 2017 ass d'Unzuel vun den Infirmièren(ièren) am Gesondheetssecteur ëm 32,5 % geklommen.

Am Joer 2009 waren 72,5 % vun den Infirmièren(ièren) am Gesondheetssecteur fräiberufflech, 2017 sinn et der 75,5 %. Déi ugestallt Infirmièren(ièren) am Gesondheetssecteur hunn 2007 33,3 % vun de gesamten Infirmièren(ièren) am Gesondheetssecteur ausgemaach, 2017 waren et der 9,4 %.

Zousätzlech zu dëser Unzuel vun Infirmièren(ièren), déi der Gesondheetskeess Rechnungen ausgestellt hunn an déi am Gesondheetssecteur schaffen, weist d'Tabell 3 d'Entwécklung vun den aktiven Infirmièren(ièren) (practising nurses), esou wéi se an der Methodologie vun der OCDE definéiert goufen.<sup>2</sup> Eng Opdeelung no Statut ass leider net méiglech.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den Ënnerschied tëschent den Zuelen aus der Tabell 2 an der Tabell 3 kënn doduerch, datt ee groussen Deel vun den Infirmièren(ièren) am Gesondheets- a Fleegegesecteur bei de Spideeler oder Altersheemer ugestallt sinn an deemno net der CNS Rechnungen ausstellt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Fräiberufflechen ugestallt Dokterinnen

Och hei verfüügt de Gesondheitsministère just iwwert déi Zuelen, déi fir d'Zäitspan vun 2007 an 2017 am Rapport Lair<sup>3</sup> publizéiert goufen.

Doriwwer eraus ass et sou, datt d'Dokterinnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi assuréiert Frontaliere behandelten. 2017 louch de Prozentsaz vun der Consumption de soins médicaux vun de Frontaliere bei 5,9 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Obwuel d'Populatioun tëschent 2007 an 2017 ëm 24,04 % gewuess ass, louch den Taux d'accroissement vun de Generalisten während där selwechter Zäitspan bei 41,17 %.

De Ratio vun de Generalisten pro 1.000 Awunner tëschent 2007 an 2017 ass vun 0,71 op 0,83 (+0,12) geklommen, wat bedeit, dass d'Unzuel vun Generalisten, déi sech zu Lëtzebuerg installéiert hunn, an d'Luucht gaangen ass.

Mee de Ratio ass louch verfälscht, well d'Dokterinnen aus der Geriatrie bei der CNS an der selwechter Grupp opgefouert si wéi d'Generalisten. Dat selwecht gëllt fir d'Generalisten, déi an enger Institution als Salarié schaffe wéi zum Beispill an den Urgencë beim CHL.

Am Fall, wou een déi zéng ugestallt Dokterinnen eraushëlt, fir d'reell Unzuel vun liberalen Generalisten erauszefannen, da sinn et 480 Generalisten am Joer 2017, an esou klëmmt de Ratio vun Generalisten vun 0,81 op 0,83 pro 1.000 Awunner.

De Ratio vun Generalisten pro 1.000 Persounen ass vill méi niddereg wéi pro 1.000 Awunner, mee

<sup>1</sup> Éditeurs : Ministère de la Santé / Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse / Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes / Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région / Centre national de la promotion de la santé affective et sexuelle (Cesas) / Planning familial / HIV Berodung - Croix-Rouge luxembourgeoise / APEMH / Centre LGBTIQ+ CIGALE

<sup>2</sup> Et handelt sech ëm Dokterinnen/Infirmièren(ièren), déi eng Autorisation d'exercice hunn an aktiv um Patient schaffen. Déi administrativ Dokterinnen, Dokterinnen/Infirmièren(ièren), déi am Ausland schaffen, Dokterinnen/Infirmièren(ièren), déi an der Pensioun sinn etc., ginn hei net matgezéit.

<sup>3</sup> idem



klëmmt awer vun 0,53 op 0,59 (+0,06) tëschent 2007 an 2017.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De Ratio vun de Spezialisten, déi dem Critère de sélection entspréchen, huet sech positiv entwéckelt vun 2007 bis 2017 a klëmmt vun 1,71 op 1,86 (+0,15) pro 1.000 Awunner a vun 1,27 op 1,32 (0,05) pro 1.000 Persounen.

Dobäi muss gesot ginn, dass zanter 2012 de Ratio sech stabiliséiert huet. D'Unzuel vu Spezialiste bleift konstant, obschonn d'Bevëlkerung zougeholl huet.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De Ratio vun den Zänndokteren, déi dem Critère de sélection entspréchen, huet sech positiv entwéckelt vun 2007 bis 2017 a klëmmt vun 0,71 op 0,84 (+0,13) pro 1.000 Awunner a vun 0,52 op 0,60 (+0,08) pro 1.000 personnes protégées.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dobäi muss gesot ginn, dass zanter 2012 de Ratio sech stabiliséiert huet. D'Unzuel vu Spezialiste bleift konstant, obschonn d'Bevëlkerung zougeholl huet.

Vu dass am Calcul vum Ratio all Spezialisatiounen a Betruecht gezu ginn, geet dës primär Analys awer net duer. Dësse Ratio kann dofir méi niddereg a verschiddene Beräicher sinn an dofir méi héich an aneren.

De globale Ratio vu praktizéierenden Dokteren, déi dem Critère de sélection pro 1.000 Awunner entspréchen, ass vun 3,13 am Joer 2007 op 3,53 am Joer 2017 geklomm, wat enger Hausse vun 0,40 pro 1.000 Awunner op 11 Joer entsprécht.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De globale Ratio vu praktizéierenden Dokteren, déi dem Critère de sélection pro 1.000 personnes protégées entspréchen, ass vun 2,32 am Joer 2007 op 2,51 am Joer 2017 geklomm, wat enger Hausse vun 0,19 pro 1.000 personnes protégées op 11 Joer entsprécht.

Infirmièren am Gesondheets- a Flegesecteur

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An dem „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg“ fënnt een eng Rei Tabellen, déi d'Entwécklung vum Gesondheets- a Fleegepersonal no Statut vun 2007 bis 2017 duerstellen (Tabellen 1 an 2).

An der Tabell 2 fënnt een d'Unzuel vun den Infirmièren(ièren), déi der Gesondheetskeess Rechnungen ausgestallt hunn an déi am Gesondheetssektor schaffen.

Vun 2001 bis 2020 (2007-2017) ass d'Unzuel vun den ugestallten Infirmièren(ièren) am Flegesecteur ëm 206,5 % (49,6 %) geklommen. Déi staark Evolution vun den ugestallten Infirmièren(ièren) am Flegesecteur an de Joren 2001-2006 ass op d'Entwécklung vun der Fleegeversicherung zeréckzuféieren, déi am Januar 1999 zu Lëtzebuerg agefouert gouf. D'Tabelle 5 a 6 weisen, wéi sech op der enger Säit d'Bevëlkerung vu Lëtzebuerg an op der anerer Säit d'Versécherung (am Kader vun der Krankeversicherung) iwwert déi lescht 20 Joer entwéckelt huet.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabelle 7 an 8 weisen, wéi sech op der enger Säit d'Unzuel vun den aktiven Doktere pro 1.000 Awunner an op der anerer d'Unzuel vun den aktiven Infirmièren(ièren) pro 1.000 Awunner entwéckelt huet.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Resultater, déi an den Tabellen 7 an 8 gewise ginn, baséiere sech op d'Unzuel vun aktiven Doktere respektiv Infirmièren(ièren) (practising physicians/nurses), esou wéi se an der Methodologie vun der OCDE definéiert goufen<sup>4</sup>. Dëst ass eng aner Definitiou wéi déi, déi an den Tabellen 1 an 2 gewise gëtt.

<sup>4</sup> Et handelt sech ëm Dokteren/Infirmièren(ièren), déi eng Autorisation d'exercice hunn an aktiv um Patient schaffen. Déi administrativ Dokteren, Dokteren/Infirmièren(ièren), déi am Ausland schaffen, Dokteren/Infirmièren(ièren), déi an der Pensioun sinn, ginn hei net matgezelt.

ad 3. De Familjen- an Integrationsministère huet Donnéeën iwwert déi Better an den Alters- a Fleegeheemer, déi laut dem modifizéierte Gesetz vum 8. September 1998 (loi ASFT) a laut dem groussherzogleche Reglement vum 8. Dezember 1999 en Agreement hunn.

Am Joer 2000 sinn d'Fleegeheemer (maisons de soins) ënnert d'Tutelle vum deemolege Familjenministère kumm a vun 2002 un ass dunn e systematesch Relevé vun den agreéierte Better gemaach ginn.

Hei drënner ass d'Entwécklung vun den agreéierte Better an den Altersheemer (CIPA) an an de Fleegeheemer (maisons de soins) zënter 2002:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De Familjen- an Integrationsministère huet keng Informatiounen iwwert d'Zuel vun de Leit, déi en allgemenge Fleegegedéngscht an Usproch huelen, well et sech hei ëm eng Relatioun tëschent engem Client an engem Prestataire handelt.

Am Moment hu 16 Hëllef- a Fleegegedéngschter en Agreement vum Familjen- an Integrationsministère.

De Familjen- an Integrationsministère huet keng Donnéeën zum Duerchschnittsalter vun der Bevëlkerung. Dem Statec no ass den Duerchschnittsalter vun der Bevëlkerung vun 37,52 Joer am Joer 2001 op 39,54 Joer am Joer 2020 eropgangen.

Bei den Zuelen, déi hei drënner presentéiert sinn, handelt et sech ëm fleegebedierfteg<sup>5</sup> Leit, déi um 31. Dezember vum Joer en aktive Fleegeplang hunn. Et sinn also Leit, déi méi wéi 3,5 Stonne Fleege d'Woch brauchen, an dat fir warscheinlech méi wéi sechs Méint, souwéi Leit mat Palliativfleege a verschiddene spezifeschen Erkrankungen, déi per Gesetz festgehale sinn<sup>6</sup>. Et handelt sech och just ëm déi Leit, déi bei der Lëtzeburger Krankeversicherung (assurance maladie-maternité) affiliéiert sinn.

D'Personal, dat an den Tabellen 9 an 10 ugin ass, ass dat Personal, wat am Kontakt mat der fleegebedierfteger Persoun steet, also „personnel d'assistance et de soins“ souwéi „personnel socioéducatif“. D'Personal bei de Reseauen (RAES) beinhalt och Personal, wat Aktivitéiten ausüübt, déi net spezifesch an de Kader vun der Fleegeversicherung falen (z. B. Fleege, déi eng Persoun no engem Spidolospenthal während e puer Woche vun der Krankeversicherung bezuelt kritt). D'Personal ass an Equivalent temps plein (ETP) ugin.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Déi véier Akutspideeler si privatrechtlech gefouert an et besteet deemno eng Autonomie an der Gestiou vun de jeeweiligen Haiser. De Gesondheetsministère huet deemno keen Afloss dorop, wéi déi verschidde Spideeler hir Aktivitéiten organiséieren an huet keng Informatiounen dozou, wéi vill Iwwerstonnen an deene verschiddene Spideeler vum Fleegepersonal gelescht gi sinn.

ad 5. D'Unzuel vu Stonne Krankeschäi gëtt op Basis vun de Stonnen, déi monatlech beim Centre commun de la sécurité sociale vun de Patronen deklaréiert goufen, gerechent. An dësen Zuele sinn d'Stonne vun den ugestallte Leit, déi am Krankheitsfall hiert Gehalt iwwert déi gesetzlech fixéiert 77 Deeg („Lohnfortzahlung“) weider bezuelt kréien, net mat dran, an an deem Fall och kee Krankengeld vun der Gesondheetskeess ausbezult kréien (Staatsbeamten a Staatsugestallten, Gemeindebeamten a Gemengengestallten). Zousätzlech ass et och esou, datt am Gesondheets- a Flegesecteur esou en Typ vu Leit éischter eng Minoritéit duerstellen (manner wéi 2 % am Joer 2020).

D'Tabell 12 weist d'Entwécklung vun de Stonne Krankeschäi fir déi ugestallt a fräiberufflech Leit, déi am Gesondheets- a Flegesecteur schaffen, vun 2010 bis 2020<sup>7</sup>.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabell 13 stellt d'Entwécklung vun de Stonne Krankeschäi fir déi ugestallt a fräiberufflech Leit, déi am Gesondheets- a Flegesecteur schaffen, pro Ugestallt vun 2010 bis 2020 duer.

<sup>5</sup> D'Fleegeversicherung ass duerch d'Gesetz vum 19. Juni 1998 den 1. Januar 1999 a Kraaft getrueden zu Lëtzebuerg.

<sup>6</sup> <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/1998/12/18/n9/jo>

<sup>7</sup> Gemäss dem Artikel 169 Alinea 1 vun den Statuten vun der CNS: « Par période d'incapacité de travail, on entend les jours civils consécutifs pendant lesquels l'assuré est de façon ininterrompue incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident ainsi que ceux pour lesquels il bénéficie d'un congé pour raisons familiales, d'un congé de maternité, d'une dispense de travail pour femmes enceintes ou allaitantes, d'un congé d'accueil ou d'un congé d'accompagnement. »

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. D'Tabell 14 weist d'Entwécklung vun d'Gesamtzuel vun de Stonnen, déi fir Elterecongé benotzt gi si vun de Leit, déi am Gesondheets- a Flegesecteur schaffen, vun 2010 bis 2020<sup>8</sup>.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabell 15 stellt d'Entwécklung vu Stonnen, déi fir Elterecongé benotzt gi si vun de Leit, déi am Gesondheets- a Flegesecteur schaffe pro Persoun vun 2010 bis 2020 duer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7. D'Unzuel vun Aarbechtsstonnen, déi wéinst enger Quarantän oder engem Isolement ausgefall sinn, gëtt op där enger Säit op Basis vun de Stonnen, déi monatlech beim Centre commun de la sécurité sociale vun de Patronen deklaréiert goufen, an op där anerer Säit op Basis vun der medezinescher Diagnos, déi um Krankeschäin steet an deen de Versécherter der Gesondheetskeess (CNS) erareecht, gerechent.

An dësen Zuele sinn d'Stonne vun den ugestallte Leit, déi am Krankheitsfall hiert Gehalt iwwert déi gesetzlech fixéiert 77 Deeg („Lohnfortzahlung“) weiderbezult kréien an an deem Fall och kee Krankengeld vun der Gesondheetskeess ausbezult kréien (Staatsbeamten a Staatsugestallten, Gemeindebeamten a Gemengengestallten) net mat dran. Zousätzlech ass et och esou, datt am Gesondheets- a Flegesecteur dës Persounen éischter eng Minoritéit duerstellen (manner wéi 2 % am Joer 2020).

Am Allgemenge gëtt et keng exploitabel Donnéeën iwwert d'Ursaach, firwat e Grenzgänger krank ass, well de Code vun der Diagnos just bei enger Minoritéit vu Leit reseignéiert ass. Tatsächlech ass dës Informatioun meeschtens ënner der Form vun Texte libre um Krankeschäin erëmzefannen. Donieft ass et awer elo sou, datt, zënter dem Ufank vun der Pandemie, d'CNS, an engem Souci vun Suivi vun der Entwécklung vun de Krankeschäiner, en extra Code fir Covid-19 definéiert huet, an deen och elo eenheetlech op all Krankeschäin (Residents ewéi Grenzgänger) ze fannen ass. Et ass also méiglech, d'Absencé wéinst enger Quarantän oder engem Isolement fir jiddereen exhaustiv festzustellen.

Am Joer 2020 gëtt et 314.000 Stonnen, déi déi ugestallt a fräiberufflech Leit, déi am Gesondheets- a Flegesecteur schaffen, wéinst Quarantän oder Isolement gefeelt hunn. Dëst stellt 0,7 % vun all den deklaréierte Stonnen am Gesondheets- a Flegesecteur duer. 2021 fällt des Unzuel ëm 20 % a läit bei 251.000 Stonnen (Tabell 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Tabell 2 weist, wéi vill Stonnen déi ugestallt a fräiberufflech Leit, déi am Gesondheets- a Flegesecteur schaffen, 2020 an 2021 wéinst Quarantän oder Isolement gefeelt hunn, opgedeelt no Impfstatus um Moment vun der Absence.

Wichtig ass et och ze wëssen, datt d'Informatioun iwwert den Impfstatus vun de Grenzgänger net komplett ass. Dëst bréngt mat sech, datt d'Unzuel vun de Stonne fir déi net geimpfte Leit aus dem Grenzgebitt mat grousser Warscheinlechkeet iwwerschat ass.

#### Question 5435 (27.12.2021) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le surplus de décès :

Verschidden EU-Länner wéi Däitschland an Éisträich hunn am November eng däitlech Iwwerstierflechkeet opgewisen. Eng wëssenschaftlech gesécherert Erkenntnis zu den Ursaache läit nach net vir. E Phänomeen, deen zu Lëtzebuerg zum Beispill am Wanter 2016/2017 ze beobachte war, deen déi deemoleg Regierung op déi saisonal Gripp zeréckgefouert hat. An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 2697 vum 25. Januar 2017 ass dozou ënner anerem dat hei ze liesen: « L'inspection sanitaire de la Direction de la santé suit le nombre hebdomadaire de décès, et a constaté que ce nombre est passé d'une moyenne hebdomadaire d'environ 80 décès, à environ 120 décès par semaine à la mi-janvier 2017. Ce phénomène est constaté tous les ans lors de l'épisode grippal. Le surplus de décès survient principalement auprès de personnes ayant des problèmes de santé graves et qui se trouvent en fin de vie. »

<sup>8</sup> Am Géigendeel zu den Tabellen 11 an 12 si Staatsbeamten, Staatsugestallten, Gemeindebeamten a Gemengengestallte matgerechent ginn an den Tabellen 13 a 14.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Fro stellen:

1. Huet Lëtzebuerg an de Méint September bis November 2021 och eng allgemeng Iwwerstierflechkeet opgewisen? Wa jo, wéi eng potenziell Erklärunge leie bis lo vir?

2. Kann d'Madamm Minister déi absolutt Zuele vun de Stierffäll vun de Joren 1990 bis 2020 matdeelen a wéi engem Prozentsaz a Relatioun zu der Zuel vun den Awunner déi jeeweileg Donnéeën entspréchen? Kann d'Madamm Minister preziséieren, op wéi eng dräi Méint de Pic vun de Stierfzuelen alljoers entfallt ass a während wéi enger dräi Méint dës Zuelen am niddregste louchen?

3. Kann d'Madamm Minister fir all Joer déi fënnf heefegst Doudesursaache preziséieren?

4. Kann d'Madamm Minister fir all Joer den Duerchschnittsalter vun der Bevëlkerung an den Duerchschnittsalter vun de verstuerwene Leit preziséieren?

5. Kann d'Madamm Minister, onofhängeg vun de Resultater vun der Fro 3, fir all Joer matdeelen, wéi vill Leit un der Gripp, wéi vill un enger Erkrankung vun den Otemweeër a wéi vill un enger Erkrankung vun de Longen oder engem Zesummespill vun dëse Fakte gestuerwe sinn?

**Réponse (21.01.2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1. D'Iwwerstierflechkeet, déi am Kader vum europäesche Projet EuroMOMO gemooss gëtt, läit aktuell fir Lëtzebuerg an der sougenannter „normal range“. Deemo ass aktuell keng signifikant Iwwerstierflechkeet fir Lëtzebuerg ze verzechnen. Allerdéngs war dës Referenzwäert während der 43. Woch (25. bis 31. Oktober 2021) (z-Score: 2,21) liicht iwwert der „normal range“.

Grafik vun der Iwwerstierflechkeet gemooss tëschent der 35. Woch (vum 30. August 2021 bis 05. September 2021) an der 52. Woch vun 2021 (vum 27. Dezember 2021 bis 02. Januar 2022)<sup>9</sup>:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. De Register vun den Doudesursaachen (Registre des causes de décès) ass zënter 1998 digitaliséiert; d'Microdonnéeën vun de Jore virun 1998 sinn net verfügbar.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De folgenden Tableau stellt grafesch folgend Evolutione vun 1990 bis 2020 duer:

- d'absolutt Doudesrate pro 100.000 Awunner,

- den Duerchschnittsalter vun der Awunnerbevëlkerung,

- den Duerchschnittsalter vu Leit, déi um nationalen Territoire gestuerwen sinn.<sup>10</sup>

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. De Registre des causes de décès pour l'année NNNN<sup>11</sup> presentéiert all Joer a senger Tabell 11 d'Unzuel un Doudesfäll no Ursaach a Geschlecht opgeschlüsselt jee no Heefegkeet.

Tabell 2: Zuel vun den Doudesfäll no heefegsten Doudesursaache vun 1990 bis 2020<sup>12</sup>

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

#### Question 5436 (27.12.2021) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le nombre de tests Covid-19 positifs des professionnels de la santé :

Besonnenesch am Kader vun der Verbreedung vun der neier Omikron-Variant gëtt d'Iwwerlaaschtung vum

<sup>9</sup> <https://www.euromomo.eu/graphs-and-maps/>

<sup>10</sup> Register vun den Doudesursaachen (Registre des causes de décès) Statec: Duerchschnittsalter vun der Awunnerzuel

<sup>11</sup> <https://sante.public.lu/fr/statistiques/statistiques-causes-deces/index.html>

<sup>12</sup> Register vun den Doudesursaachen (Registre des causes de décès)



Gesondheets- a Fleegepersonal duerch déi allgemeng Covidsituatioun nees ganz staark diskutéiert.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit aus dem Beräich vum Gesondheets- a Fleegepersonal goufen 2020 an 2021 jeeeweils noweislech positiv op de Covid-19 getest?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill vun dese Leit deelweis respektiv vollstänneg géint de Covid-19 geimpft a wéi vill vun hinnen der zousätzlech geboostert waren?

3. Kann d'Madamm Minister soen, wéi vill vun dese Leit zum entspreichenden Ablack de Status vum „Geheelt“ haten oder virdu während enger Period vu sechs Méint iwwert dese Status verfüügt haten? Kann d'Madamm Minister preziséieren, mat wéi engen ënnerschiddleche Varianten si sech jeeeweils ugestach haten?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill Aarbechtsstonnen 2020 an 2021 jeeeweils insgesamt am Gesondheets- a Fleegepersonal ausgefall sinn, well entweeder Membere vum Personal positiv op de Virus getest goufen oder well si mat enger Persoun Kontakt haten, déi positiv op de Virus getest war an sech duerfir provisoresch hu missen isoléieren?

5. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob d'Leit aus dem Gesondheets- a Fleegepersonal am Fall vun engem positiven Test ofhängeg vun hirem Impfstatus mussen ënnerschiddlech Prozeduren anhalen, a wa jo, wéi eng? Gëtt des Weideren tëschent geheelten an ongeheelte Persounen differenziert? Wéi wieren dës Decisiounen am Eenzele motivéiert?

6. Falls d'Äntwert op den éischten Deel vun der Fro virdu „jo“ ass, kann d'Madamm Minister da preziséieren, wéi déi ausgefallene Stonnen sech op déi eenzel Kategorië vum Personal (hei opgedeelt nom Impfstatus) verdeelen?

7. Kann d'Madamm Minister am Sënn vun der Fro 5 matdeelen, ob sou eng Differenz och beim administrative Personal virgesinn ass a kann d'Madamm Minister och hei preziséieren, wéi déi ausgefallene Stonnen sech op déi eenzel Kategorië vum Personal (opgedeelt nom Impfstatus) verdeelen?

**Réponse commune** (08.02.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

De Gesondheetssektor zielt d'Personal a Gesondheetsberuffer aus de Spideeler, de Cabineten vun den Dokterinnen, den Apdikten an de liberale Gesondheetsberuffer.

De Fleegepersonal (AES) zielt d'Personal a Gesondheetsberuffer aus den Altersheemer (Maisons de soins a Centres intégrés pour personnes âgées) an de Réseaux d'aides et de soins.

Den Tableau hei drënner resuméiert d'Gréisst vun de jeeeweilege Secteure fir d'Joer 2020 (op den 30. September 2020) an d'Joer 2021 (op den 30. September 2021).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Virop ass et wichteg dorop hinzewiesen, datt d'Zuele vun Covidimpfungen an Tester bei Frontaliere warscheinlech méi héich leien, wéi déi Zuelen, déi zu Lëtzebuerg disponibel sinn, well dës Leit sech oft an hirem Heemechtsland impfen an/oder teste gelooss hunn, a Lëtzebuerg net iwwert dës Donnéeë verfüügt.

ad 1. Déi folgend Tableaux 2 an 3 weisen d'Covid-19-Infektiounen aus de jeeeweilege Secteure fir d'Joer 2020 an 2021. Zousätzlech, op Basis vun der Fro 2, ginn dës Infektiounen nach eemol opgespléckt op den Impfstatus um Moment vun der Infektioun (Tableau 3).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. De Stéchdatum fir d'Statistiken, fir den Impfstatus ze determinéieren, ass um Dag vum positive PCR-Test.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Als Rappel, d'Impfung géint de Covid-19 huet eréischt um Schluss vun 2020 ugefaang an d'Boosterimpfungen eréischt am zweete Semester vum Joer 2021.

ad 3. Am folgendem Tableau 4 sinn d'Covid-19-Infektiounen opgedeelt op de potenzielle „Geheelt“-Status, deen d'Persounen aus dem Secteur konnten hunn. Eng Persoun, déi een zweete positiven Test huet, deen awer bannent den dräi éischte Méint nom éischte positiven Test gemaach ginn ass, gëtt als

Re-Test gezielt, dat heescht net als Réinfektioun. Vu Réinfektioun schwätzt een eréischt, wann zwee positiv Tester virleien, déi méi wéi 90 Deeg ausernee-leien. Deemo ass et wichteg ze bedenken, datt bei de Re-Tester bannent den éischten dräi Méint no der éischter Infektioun, Tester dobäi sinn, déi positiv ausgefall sinn, bedéngt duerch déi éischt Infektioun.

Am Géigendeel zu den Tableaux 2 an 3, sinn am Tableau 4 all positiv Tester gezielt an net just déi éischt Infektiounen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Op Grond vun der Motioun iwwer d'Impfflicht vum honorabelen Deputéierte Gilles Baum, déi den 19. Januar 2022 mat 31 Stëmme géint 29 Stëmmen an der Chamber uegouf, wäert d'Regierung zäitno en Dokument zur Verfügung steellen, an deem dës Donnéeën opgeschlüsselt sinn.

D'Ministèren erlabe sech deemo, den honorabelen Deputéierten op dës Dokument ze verweisen, dat zäitno den Deputéierte wäert zur Verfügung gestallt ginn.

ad 5. Am Fall vun engem positiven Test, mussen d'Leit aus dem Gesondheets- a Fleegepersonal onofhängeg vun hirem Impfstatus déi selwecht Prozeduren anhalen.

Fir Leit aus dem Gesondheets- a Fleegepersonal gëllen, wéi fir d'Gesamtbevölkerung, d'Dispositiounen aus dem modifizéierte Gesetz vum 17. Juli 2020 „portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19“. Onofhängeg vum Impfstatus gëtt bei Leit aus dem Gesondheets- a Fleegepersonal, déi positiv getest ginn, den Art.7.(1)2° applizéiert, an dës Persounen ginn isoléiert. Dës Isolatioun dauert am Prinzip zéng Deeg.

Sou wéi fir d'Gesamtbevölkerung, kann och beim Gesondheets- a Fleegepersonal, wat déi néideg Konditiounen erfëllt, sou wéi se an deem Artikel festgehale sinn, d'Isolatioun schonn no sechs Deeg opgehuewe ginn, wann si um Dag 5 an um Dag 6 een negative Schnelltest nowise kënnen.

ad 6. Mir verweisen op d'Äntwert 4.

ad 7. Mir verweisen op d'Äntwert 4.

**Question 5490** (11.01.2022) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** (DP) concernant la **transformation de certains lampadaires en bornes de recharge pour véhicules électriques** :

Dans le cadre de l'électrification de la mobilité, la ville de Dortmund a choisi d'implémenter un concept particulier en transformant certains lampadaires en bornes de recharge pour véhicules électriques. L'avantage qu'offrirait cette approche, consisterait notamment dans le fait qu'elle n'occupe pas d'espace supplémentaire par rapport aux bornes traditionnelles.

À travers un portail sur Internet, les citoyens ont même la possibilité de proposer des emplacements pour des nouvelles bornes et de suivre l'extension du réseau.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de ce concept innovateur ?

- Cette idée serait-elle applicable également au Luxembourg ?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

- Dans l'affirmative, à quels endroits, sous quelle forme et dans quel délai cette idée pourrait être réalisée ?

**Réponse commune** (02.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

L'implantation d'une borne de charge sur un lampadaire peut à première vue être considérée comme une option intéressante, compte tenu du fait que la combinaison de deux types de mobilier urbain, à savoir l'éclairage public et les bornes de charge, permet de réduire des coûts et réduire l'impact sur l'espace public. Les ministères connaissent déjà le principe de ces installations et étaient aussi en contact avec des constructeurs afin de mieux en connaître les spécificités techniques.

D'abord, il faut qu'un certain nombre de préconditions soient remplies pour que des lampadaires puissent être équipés de points de charge. D'une part, il est primordial que le lampadaire soit implanté suffisamment proche du bord du trottoir du côté de l'emplacement de stationnement afin qu'une fois un véhicule branché au point de charge, le câble n'encombre pas la circulation sur le trottoir. D'autre part, il faut que la circonférence des

mâts des lampadaires soit compatible avec la greffe d'un chargeur. Finalement, même si une tranche supplémentaire pour alimenter la borne n'est pas nécessaire et que l'utilisation du câblage existant permet d'épargner ces coûts de travaux de voirie, la puissance délivrée est en général calculée pour les besoins de l'éclairage public et n'est en général pas adaptée aux besoins de l'électromobilité. La puissance de charge maximale serait probablement limitée, tandis que l'infrastructure de recharge publique « Chargy » permet des vitesses de charge allant jusqu'à 22 kW. En conclusion, il s'agit d'un projet intéressant, mais ambitieux et il faudrait dans certains cas remplacer le système d'alimentation électrique et mettre en œuvre des lampadaires spéciaux et adaptés.

Néanmoins, si toutes ces conditions sont remplies, des bornes de charge sur lampadaires peuvent être un ajout intéressant pour l'infrastructure de charge accessible au public. Ceci vaut surtout pour les quartiers résidentiels urbains, où une grande partie des titulaires de véhicules ne dispose pas d'un point de charge privé. De telles installations permettent aux résidents de charger par exemple leurs voitures électriques pendant la nuit. Dans ce cas, la puissance de charge est moins critique. Cette approche peut donc être particulièrement intéressante dans des rues où il est prévu de refaire l'éclairage public, et à condition que les conditions susmentionnées soient considérées, et pourrait être un élément intéressant dans la stratégie de mobilité électrique de certaines communes. À noter que les entreprises installant et opérant ces solutions seront en principe éligibles pour le régime d'aide prévu par le projet de loi n° 7925, et pourront donc profiter d'une aide à l'investissement allant jusqu'à 50 % pour l'installation de telles bornes.

**Question 5525** (20.01.2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **déchets radioactifs** :

De 15. Mee 2018 huet d'Chamber de Gesetze-projet n° 7177 eestëmmeg uegouf, dee zum Gesetz vum 6. Juni 2018 gouf. Mat deem Gesetz gouf den Accord tëscht dem Grand-Duché an der Belsch betreffend d'Gestioun an den definitive Stockage vu radioaktivem Offall vu Lëtzebuerg um Territoire vun der Belsch. D'Artikelen 2 a 7 vum bilateralen Ofkommen mat der Belsch hale Follgendes fest :

« Les déchets radioactifs luxembourgeois conditionnés seront entreposés en Belgique jusqu'à leur stockage définitif dans les respects de la réglementation belge en vigueur. »

« Le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à couvrir tous les coûts occasionnés sur le territoire belge en exécution de l'article 2. [...] Le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à s'acquitter de toutes les redevances présentes et futures pour la gestion à long terme sur le territoire belge des déchets radioactifs luxembourgeois qui font objet de cet accord, conformément au cadre réglementaire en vigueur en Belgique. »

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro n° 2197 hat Madamm Ëmweltministesch deemoools erkläert, dass d'Regierung alles ënnerhuele wäert, fir dass keen Atommüll-Endlager op d'belsch-lëtzebuerger Grenz wäert kommen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Gouf et zënter dem leschte Joer weider Gesprécher mat de belschen Autoritéiten iwwert d'Ariichte vun engem Atommüll-Endlager op der belsch-lëtzebuerger Grenz?

2. Wéi eng weider Schrëtt huet d'Regierung zanterdeem ënnerholl, fir keen Atommüll-Endlager op d'Grenz ze kréien? Hunn dës Moosnamen iergendwellech nennenswäert Fortschrëtt mat sech bruecht?

3. Rechent d'Regierung domadder, dass d'Belsch am Endeffekt manner oder keen Atommüll laansch d'Grenz deponéiere wäert?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Et ass wichteg beim radioaktiven Offall, tëschent folgendem zwou Sorten ze ënnerscheeden:

1. schwaach a mëttelstaark radioaktiven Offall mat kuerzer Hallefwäertszeit an

2. héich radioaktiven a laanglieweg radioaktiven Offall.

Dës ass d'Differenzierung, wéi se an der Belsch gemaach gëtt. Den Accord tëscht dem Grand-Duché an der Belsch betreffend d'Gestioun an den definitive Stockage vu radioaktivem Offall vu Lëtzebuerg um Territoire vun der Belsch betrëfft déi éischt Kategorie (schwaach a mëttelstaark radioaktiv Offall mat kuerzer Hallefwäertszeit). Wat den

Accord betrëfft, ass et effektiv sou, datt Lëtzebuerg d'Käschten oundeelmeesseg fir all Etapp vun der Offallgestioun dréit a sou de Prinzip „pollueur-payeur“ respektéiert. Et handelt sech heibäi ëm verschidden Type vu radioaktiven Offall, déi an der Belsch genau esou behandelt ginn, wéi wa se an der Belsch ugefall wieren. De Volume un Offall, deen aus Lëtzebuerg kënn, ass allerdéngs nëmmen ee ganz kleng Brochdeel vun deem, wat et an der Belsch gëtt. Lëtzebuerg gëllt dowéinst als kleng Produzent vu radioaktiven Offall an ënnerläit domadder änleche Flichten a Rechter wéi beispillsweis eng belsch Universitéit. Wat elo d'Sécherheet vun dem Émgang mat dese Materialien ueger, ass selbsterständlech déi belsch Legislatioun applikabel vun deem Moment un, wou d'Material um Territoire vun dem Land ukënn. Aus deene Grënn ergëtt sech aus dem Accord och keen direkt Matsproochrecht iwwert méiglech Sitten op dem belschen Territoire, wou dës Material dann an Zukunft wäert gelagert ginn.

Fir déi éischt Kategorie preparéiert d'ONDRAF (belschen Organismus fir d'Gestioun vu radioaktivem Offall) de Bau vun enger Deponie zu Dessel.

Bei der Äntwert op d'parlamentaresch Fro n° 2197 goung et ëm d'Sich no engem Standuert fir eng Entsuerungsanlag fir déi zweet Kategorie Offall (héich radioaktiven a laanglieweg radioaktiven Offall).

Fir dës Kategorie ass d'Belsch nach ganz an der Ufanksphas vum Entsueungsprozess. D'Servicer vun Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung sinn am Abrëll 2020 vun der ONDRAF iwwer E-mail, zesumme mat deenen aneren EU-Staaten, iwwert de Lancement vun der SUP-Prozedur an der Belsch informéiert ginn. An der selwechter E-mail ass och matgedeelt ginn, datt keng grenziwwerschreidend Effekter am Kader vun der SUP (Strategische Umweltpflicht) analyséiert ginn.

Dës ass och d'Haaptkritik zu deem Moment vun der Prozedur. Eng éischter Analys no kënn grenziwwerschreidend Impakter net ausgeschloss ginn an hätte missen analyséiert ginn. Och hätte Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger Bierger missen „en bonne et due forme“ consultéiert ginn an net nëmmen informéiert. Sou gesinn et souwuel de Protokoll vu Kiew zur Espoo-Konventioun wéi och d'SUP-Direktiv (directive 2001/42/CE) vir.

An der Dokumentatioun goufe verschidde Regione genannt, déi eventuell a Fro kéinte kommen. D'Diskussioun fir e méigleche Standuert vun esou enger Entsueungsanlag wäert een zentrale Bestanddeel vun enger nächster Phas vun Entsueungsprogramm ginn, no enger politescher Decisioun fir d'geologesch Entsueung. Proposéiert Entsueungsanlage fir dës Zort vun Offall sinn de Moment nach an engem R&D-Stadium. Aktuell ass een an der Belsch nach net an der Phas, wou et konkret ëm Standuert geet.

Der Madamm Ministesch fir Ëmwelt op belscher Säit an der ONDRAF goufen de Standpunkt an och d'Kritik zur Aart a Weis an dem Contenu matgedeelt. Soubal et nei Elementer gëtt, wäerte mir eis natierlech abréngen, wa signifikant Impakter op de lëtzebuerger Territoire net ausgeschloss kënn ginn.

**Question 5537** (21.01.2022) de **Mme Djuna Bernard** et **M. Marc Hansen** (déi gréng) concernant le **recensement statistique de vaccinations à l'étranger des étudiants luxembourgeois** :

À l'heure qu'il est, le taux de vaccination contre la Covid-19 est l'un des sujets d'actualité les plus discutés. Lorsque l'on passe en revue les taux de vaccination selon les tranches d'âge, force est de constater que les jeunes adultes affichent un taux de vaccination plus bas que les personnes plus âgées. Or, notamment dans le cas des nombreux étudiants luxembourgeois effectuant leurs études à l'étranger, il paraît qu'un nombre important de résidents légaux luxembourgeois aient été vaccinés dans leurs pays d'études. Selon l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL), le nombre d'étudiants luxembourgeois à l'étranger s'élève à environ 16.000. Il en résulte la possibilité d'une distorsion importante des statistiques vaccinales luxembourgeoises, qui risquent de conférer ainsi une image fautive de l'acceptation de la vaccination parmi la tranche d'âge principalement concernée par les études universitaires.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Existe-t-il la possibilité d'un recensement au Luxembourg d'une vaccination contre la Covid-19 à l'étranger, ceci dans le but d'améliorer l'exactitude des données statistiques sur le taux de vaccination ? Dans l'affirmative et dans l'intérêt d'une solution rapide, existe-t-il une procédure numérique de recensement ?



2) Toujours dans l'affirmative, quelles démarches ont eu lieu ou sont prévues afin d'informer les étudiant-e-s sur la possibilité de faire recenser leur vaccination au Luxembourg ?

3) Une campagne d'information ou une collaboration avec les organisations représentant les étudiant-e-s luxembourgeois-es à l'étranger sont-elles prévues à ce sujet ?

4) En cas de reconnaissance de la vaccination à l'étranger, une dose vaccinale additionnelle (« booster ») peut-elle être administrée et certifiée au Luxembourg ?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

Le Luxembourg est un pays ouvert et comporte une population hautement mobile, et il est certainement vrai que de nombreux ressortissants, notamment les étudiants, ont pu bénéficier d'une ou de plusieurs vaccinations à l'étranger. Ce phénomène ne se limite cependant pas exclusivement aux étudiants, mais concerne aussi d'autres tranches d'âge, par exemple des personnes qui ont séjourné pour des raisons professionnelles à l'étranger ou bien des retraités qui passent une grande partie de l'année à l'étranger. D'un autre côté, nous avons sur notre territoire des étrangers qui viennent régulièrement au Luxembourg pour des raisons professionnelles, qui se sont possiblement fait vacciner dans leur pays d'origine.

Les ministères concernés sont donc bien conscients que les taux de vaccination indiqués dans les statistiques officielles comportent une certaine marge d'erreur. D'ailleurs, le taux de vaccination exprimé par population résidente ne reflète qu'imparfaitement la situation d'un point de vue santé publique dans un pays qui accueille chaque jour environ 200.000 frontaliers, sur une population résidente dépassant à peine les 600.000 habitants.

Pendant l'année écoulée, la priorité du Ministère de la Santé consistait en la gestion générale de la pandémie (contact tracing, mesures d'isolement et de quarantaine) et de celle du programme de vaccination. L'enregistrement systématique - même numérisé - de tous les certificats étrangers dans le but primaire d'avoir de meilleures statistiques aurait consommé des ressources humaines qui étaient indispensables par ailleurs pour la gestion de crise. En effet, même en cas de soumission numérique, un contrôle manuel des certificats est indispensable et prend beaucoup de temps. En effet, les certificats de pays tiers ne sont souvent pas compatibles avec le format européen et même pour les pays membres de l'Union européenne, force est de constater que de nombreux centres de vaccination ou de médecins vaccinateurs étrangers ne délivrent pas de certificats conformes à la réglementation européenne, voire délivrent encore parfois des certificats manuscrits.

En application de l'article 3 bis (2) de la loi Covid-19, la Direction de la santé a cependant toujours enregistré des certificats de pays tiers pour les résidents luxembourgeois ou les personnes de nationalité luxembourgeoise, afin de délivrer des certificats européens numériques Covid conformes au règlement européen (UE)2021/953.

Un grand nombre des personnes vaccinées à l'étranger ont par la suite reçu une vaccination de rappel au Luxembourg, notamment les étudiants qui ont souvent profité des vacances de fin d'année ou des vacances de Carnaval et d'un retour au pays pour se faire administrer une dose de rappel. Ces personnes ont donc été de facto enregistrées lors de ce passage dans les centres de vaccination au Luxembourg, et sont donc comprises dans les statistiques.

Il est important de préciser à cet égard que tout résident luxembourgeois et toute personne de nationalité luxembourgeoise peut se présenter dans un centre de vaccination sans rendez-vous, munis de ses certificats étrangers de primovaccination, afin d'obtenir une dose de rappel de vaccination.

Finalement, dès que la situation épidémiologique se sera calmée et que la Direction de la santé pourra transférer des ressources humaines vers un enregistrement plus systématique des vaccinations faites à l'étranger, le Ministère de la Santé est tout à fait disposé à élargir l'enregistrement des certificats de vaccination pour les personnes qui le demanderont.

**Question 5538** (21.01.2022) de **MM. Gilles Baum et André Bauler (DP)** concernant le **camion du type « Eco combi »** :

Le développement du secteur de la logistique, dont l'importance va croissant dans un monde globalisé, représente une des pistes définies par le Gouvernement pour diversifier l'économie nationale. Dans ce contexte, la décarbonisation constitue un défi majeur pour le secteur, notamment en ce qui concerne le transport routier et aérien et surtout en l'absence, à ce stade, de technologies neutres en carbone prêtes à être commercialisées à grande échelle.

Ainsi, en attendant, et vu que la totalité du transport de marchandises ne saurait être transférée au transport par rail, de nombreux pays, tels que la Belgique ou l'Allemagne, ont choisi d'autoriser l'utilisation d'éco-combis sous certaines conditions, c.-à-d. des camions pouvant atteindre une longueur de 25 m, dont l'empreinte carbone est d'environ 20 % inférieure aux camions conventionnels, ce qui en revanche se traduit également par des économies pour les entreprises.

À noter que ces camions peuvent circuler uniquement sur des trajets bien définis, autorisés au préalable, selon différents critères, comme p. ex. qu'il n'y ait pas de possibilité de transporter les marchandises par rail.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il informer combien d'entreprises au Luxembourg, notamment dans l'industrie, seraient intéressées à utiliser des éco-combis pour transporter des marchandises qui sont déjà aujourd'hui transportées par des camions conventionnels (et non par rail) ? Y a-t-il eu des échanges avec des entreprises à ce sujet ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le fait de ne pas autoriser l'utilisation d'éco-combis, tandis que les pays limitrophes le font, pourrait constituer un désavantage compétitif pour le Luxembourg, du moins à moyen terme ?

**Réponse commune** (08.03.2022) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**, et de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Les honorables Députés s'interrogent sur la possibilité d'autoriser la mise en circulation de camions plus longs sur les voies publiques nationales, dans un objectif de réduire l'empreinte carbone dans le secteur du transport de marchandises.

Tout d'abord, il y a lieu de se référer aux réponses du ministre de la Mobilité et des Travaux publics aux récentes questions parlementaires n° 4356, n° 4369, n° 5167 et n° 5438, qui expliquent en détail les tenants et aboutissants de l'utilisation des véhicules de type « Eco-combi » également appelés « Gigaliner » et les raisons s'opposant à l'autorisation d'utilisation de ces véhicules aux très grandes dimensions.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4356, l'introduction des « Gigaliner » avait été promue à l'époque par un certain nombre d'entreprises du secteur de la logistique, car ces véhicules apportent notamment une réduction non négligeable des coûts pour le transport routier des biens. En effet, il peut être estimé que les coûts de transport pourraient être réduits d'environ 30 % du fait de l'exploitation de tels véhicules. Néanmoins, pour évaluer concrètement l'utilité économique, écologique ainsi que les aspects de sécurité routière relatifs à ce mode de transport, une analyse plus holistique est essentielle. Dans la réponse à la question parlementaire n° 5167, de nombreux détails ont été exposés au sujet des différents aspects et des études sur lesquelles la position du Gouvernement repose. Ces considérations constituent le fondement pour ne pas admettre le déploiement de ces véhicules plus longs et plus lourds sur les voies publiques nationales. Finalement, la question n° 5438 donne des estimations quant aux coûts indirects, c'est-à-dire de l'ordre environnemental et liés à des accidents, en relation avec l'utilisation des éco-combis par rapport au transport de marchandises par rail.

Au cours des années, certains échanges ont eu lieu avec les acteurs impliqués et le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Toutefois, le Ministère de l'Économie n'a pas été contacté directement par des entreprises du secteur de la logistique qui auraient envisagé l'utilisation de ce type de camions pour le transport de marchandises.

D'ailleurs il n'y a actuellement pas d'indication que le positionnement exposé ci-avant représenterait un désavantage compétitif pour le Luxembourg qui se spécialise dans des activités logistiques à haute valeur ajoutée et dispose d'autres atouts pour les entreprises.

**Question 5550** (24.01.2022) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant la **sécurité routière** :

D'Diskussioun iwwert d'Beem um Stroosserand an déi domat verbonne Froen zur Verkéierssécherheet sinn net nei. Émmer nees geschéien Accidenter, bei deene Gefierer an e Bam rennen, dacks mat trageschem Ausgang.

Den 29. Januar 2019 - virum zimmlech genau zwee Joer - hat ech an der Chamber eng Question élargie zu genau deem Thema un den Här Mobilitéitsminister gericht. A senger Äntwert hat hien deemools eng Partie Moosnamen an Aussicht gestallt.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un d'Madamm Émweltministesch stellen:

1. Wou ass dee vum Mobilitéitsminister den 29. Januar 2019 ugekënnegte Projet drun, fir Beem, déi laut Sécherheetsaudit ze no bei der Strooss stinn, méi wäit vun der Strooss ewech an d'Felder ëmzeplanzen?

2. Wéi vill Beem sinn zanterhier ëmgeplant ginn a wou gouf dat gemaach?

3. Wéi vill Beem sollen nach ewechgeholl ginn? Wou a wéini ass dat geplangt?

4. Wéi vill Beem sinn zanterhier op nevragesche Punkte vum Stroossereseau ewechgeholl an duerch Hecken ersat ginn?

5. Op wéi engen nevragesche Punkte vum Stroossereseau sinn zanterhier Leitplanke virun de Beem installéiert ginn, fir dass se keng Gefor méi fir de Verkéier duerstellen?

6. Gëtt et e konkreeten Zäitplang zum Opstellen (mat konkreete Critèrë fir d'Opstellen) vu Leitplanke viru Beem? Wa jo, wéi gesäit deen am Detail aus?

7. Wéi gëtt d'Kompensatioun vu Beem an der Praxis ëmgesat, déi laanscht Strooss ewechgeholl ginn?

8. Wéi vill Prozent dovun ginn erëm mat Beem laanscht d'Strooss kompenséiert, wéi vill Prozent mat Hecken a wéi vill Prozent mat Beem op enger anerer Plaz?

9. Kann den Här Minister eng Lëscht virleeën, wou an op wéi eng Aart a Weis an de leschten zwee Joer Beem kompenséiert goufen?

10. Wann e Bam an enger Natura-2000-Zon soll ewechgeholl ginn, muss dat bekanntlech vum zoustännegem Ministère autoriséiert ginn. Kann d'Madamm Émweltministesch mir eng Lëscht mat alle Beem zoukomme loosse, déi op hiren Uerder hin hu misse stoe gelooss ginn?

11. Wa Beem hu misse stoe gelooss ginn, wat waren an deene respektive Fäll d'Argumenter vun der Madamm Émweltministesch?

**Réponse commune** (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, et de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

ad 1. De Pilotprojet um CR132 a der Gemeng Jonglënster tëschent Gonnereng an Eschweiler gesäit vir, d'Stroossebeem an déi ugrenzend Felder ëmzeplanzen. Et handelt sech dobäi ëm e gemeinsame Projet mat der Naturverwaltung, wou d'Exploitante vu de Felder duerch Subside sollen incitéiert ginn, der Émplanzung vu de Stroossebeem zouzestëmme.

ad 2. Fir d'Beem am Kader vun der Verkéierssécherheet ëmzeplanzen, gouf et bis elo nëmmen de Pilotprojet zu Jonglënster. D'Stroossebauverwaltung protegéiert an éischter Linn d'Stroossebeem duerch Leitplanken, a wann dat net méiglech ass, ginn se ëmgehaen an op enger anerer Plaz kompenséiert. D'Kompenséierung vun de Stroossebeem leeft net iwwert de Pool compensatoire respektiv de System vun den Ekopunkten. Stroossebeem ginn 1 zu 1 ersat. De Plang fir d'Kompensatiounsplanung ass normalerweis Deel vun der „demande d'Autorisation“.

ad 3. Enn 2020 huet d'Stroossebauverwaltung eng Analys lancéiert, fir geféierlech Stroossebeem ze identifiziéieren. Et si säitdeem 141 isoléiert Beem an 20 geféierlech Strecken mat Bamaccidenter identifiziéiert ginn. An enger éischter Phas ass fir 2022 geplangt, fir landeswäit 52 vun dese Beem ëmzehaen an op enger anerer Plaz ze kompenséieren.

ad 4. Et sinn nach net vill Beem duerch Hecken ersat ginn, well do, wou Plaz feelt, fir de Bam méi wäit vun der Strooss ewech ëmzeplanzen, ass och oft net genuch Plaz, fir Hecken ze planzen. Wann d'Beem net an enger Allee stinn oder op der Plaz mussen ersat ginn, ginn d'Beem ausserhalb vum Geforeberäich geplangt.

ad 5. D'Stroossebauverwaltung beméit sech, all Joer esou vill Beem wéi méiglech duerch Leitplanken ze schützen. An deene leschten dräi Joer goufen iwwert 25 Kilometer Leitplanken als Schutz virun de Beem installéiert.

An der Analys, déi 2020 lancéiert gouf, sinn och 20 Strecken identifiziéiert ginn, wou vill Accidenter mat Beem geschéien. Op 15 vun dësen 20 nevragesche Punkte goufen an deene leschte Jore scho Sécherheetsmesurë geholl. 2021 goufen ënner anerem déi accidentogène Kéieren um CR108 fir op Äische mat Leitplanken equipéiert an 2022 gëtt d'N17B tëschent Bettel a Fouhre mat Leitplanke securiséiert.

ad 6. Am Kader vun der Analys vun 2020 goufe konkreet Critèren opgestallt, fir engersäits déi geféierlech isoléiert Beem an anerersäits déi geféierlech Strecken mat vill Bamaccidenter ze identifiziéieren. Fir Leitplanke kënnen opstellen, musse mindestens 1,5 Meter Ofstand tëschent dem Bam an der

Strooss verfügbar sinn. D'Stroossebauverwaltung erstelt all Joer, ëmmer do wou Verbesserungen um Stroossereseau kënnen virgeholl ginn, e Programm fir d'Opstelle vu Leitplanken op geféierleche Plazen, déi ënnerläit awer kengem festgesaten Zäitplang, wéi dat vun der honorabeler Deputéierter gefrot gëtt.

ad 7. Fir all Bam, dee laanscht d'Strooss ewechgeholl gëtt, muss eng „demande d'abattage“ beim Ministère fir Émwelt, Klima an nohaltege Entwécklung gestallt ginn. Am Kader vun dëser Demande leet d'Naturverwaltung fest, wéi dese Bam kompenséiert muss ginn. D'Beem ginn entweder op der nämmlecher oder op enger anerer Plaz kompenséiert.

ad 8. Vun 2019 bis 2020 goufe vun deenen ëmgehaene Beem ronn 20 % op enger anerer Plaz kompenséiert, déi aner 80 % goufen op der Plaz selwer kompenséiert. Betreffend d'Unzuel vun de geplanzten Hecke verweisen ech hei op d'Äntwert vun der véierter Fro.

ad 9. Et gëtt keng Lëscht, déi d'Plaz souwéi d'Aart vun der Kompensatioun vun all den ëmgehaene Beem beinhalt.

ad 10. + 11. Den aktuelle System fir d'Gestioun vun de Geneemegungsprozedure gëtt et technesch net hier, fir esou Detailrecherchen ze maachen. Et sief awer bemierkt, dass et geplangt ass, en neie System fir d'Gestioun vun de Geneemegungsprozeduren ze entwéckelen, wou dës Funktioune verbessert ginn.

**Question 5551** (24.01.2022) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant la **commission spéciale de réexamen de l'ADEM** :

An der Äntwert op d'Fro N° 5415 huet de Minister mir verschidden Zuelen zu den Delaie bei der ADEM genannt. 6 bis 6,5 Méint muss eng Persoun, déi eng Recoursprozedur bei der ADEM lancéiert, momentan waarden, bis d'Kommissioun en Urteel hëlt. Esou heescht et an der Äntwert vum Minister :

„D'ADEM ass sech bewosst, dass d'Delaie momentan laang sinn. Am Joer 2021 si Moosname geholl ginn, fir d'Delaie ze kieren, ënner anerem ass d'Sekretariat vun der CSR personell opgestockt ginn. D'ADEM ass och amgaangen ze kucken, wou d'Beaarbechtungsprozedure weider kënnen vereinfacht ginn an dreift donieft och d'Digitalisatioun vun der CSR virun, woubäi ee wësse muss, dass d'Analys vum Dossier selwer net kann digitaliséiert ginn.“

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Aarbecht dës Fro stellen:

1. Déi réaliséiert personell Opstockunge schéngé laut Minister net duerzegoen, fir d'Prozeduren ze beschleunegen. Wäerten also weider Persounen fir d'Sekretariat an d'CSR rekrutéiert ginn? Wa jo, wéini a wéi vill?

2. Wéini sollen d'Analysen iwwert méiglech Léisungen ofgeschloss ginn?

3. De Moment, wou Persounen op eng Decisioun vun engem Recours waarden, gëtt d'Ausbezuule vum Chômage ausgesat. Am Fall, wou dem Recours vum Demandeur zougestëmmt gëtt, ginn dës Méint nogeholl. Gesäit de Minister hei kee Risiko, dass Leit, déi op eng Decisioun waarden, an eng schwéier Prekaritéit falen, wa si méintelaang kee Recht op Chômage a REVIS méi hunn? Wat fir aner Méiglechkeeten hunn dës Persounen, fir dës Zäit ze iwwerbrécken?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

ad 1. D'Sekretariat vun der CSR ass 2021 personell opgestockt ginn duerch eng administrativ Persoun an eng Sekretärin, déi elo no enger kuerzer Phas vun Uléiere ganz operationell ass, allerdéngs ass awer och nach eng Sekretärin am Congé parental, soudass d'Verstäerkerung zueleméisseg nach net voll zur Geltung kënn.

D'CSR krut awer och elo nach am Numerus Clausus 2022 e weidere Posten accordéiert.

ad 2. D'ADEM huet e Projet lancéiert, fir hir digital Struktur ze verännere, fir hir Clienten nach besser kënnen ze bedéngen an hir Missiounen beschleunéiglech ze erfëllen. An deem Kader gëtt och d'Digitalisatioun vun der CSR virugedriwwen.

De Projet e-ADEM, dee vum CTIE geleet gëtt, ass elo op europäeschem Niveau ausgeschriwwen ginn.

D'ADEM betount awer nach eemol, dass d'Analys vum eenzelen Dossier vun der CSR net kann digitaliséiert ginn.

ad 3. D'Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert de REVIS gesäit vir, dass de REVIS net geschëllt ass, wann eng Persoun de Benefiss vum Chômage verléiert. D'Gesetz preziséiert och d'Dauer vun der Sanktioun,



déi während dem Mount, wou de Fait générateur geschitt ass, an deenen dräi Méint duerno spillt. De Recours bei der ADEM ass net suspensiv. Am Fall, wou de Recours bei der ADEM als fondéiert erkläert gëtt, ginn déi Sanktiounen natierlech dann och erëm opgehewen.

Déi bescht Léisung, an doru schafft d'ADEM aktuell, ass, fir d'Délais de traitement erfzesetzen.

D'Alternativ wier, d'Leit weider ze bezuelen, par contre wa si awer vun der CSR Onrecht kréien, mussen d'Sue vun der ADEM recuperéiert ginn, entweeder iwwert eng fräiwëlleg Restitutioon oder iwwert de Rôle de restitution, wat och nees zu Prekaritéit féiere kann.

Des Weidere wier dat och nëmme méiglech bei Leit, déi de Chômage gestoppt kritt hunn, an net bei Leit, déi e Refus à l'octroi haten, also nach iwwerhaapt guer keng Sue kritt hunn.

**Question 5558** (24.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant l'annulation de classes de neige :

A Lycéien a Primärschoule goufe wéinst der aktueller sanitärer Situatioun all d'Ausflich a Reesen, besonnesch och d'„classes de neige“, ofgesot. Well dës Ofso duerch den Här Minister awer fir vill Schüler an hir Eltere ganz kuerzfristeg an iwwerrasschend kouw, bleiwe Famillen, déi zum Deel vill Geld an dës Ausflich oder Studiereesen investéiert haten (zum Beispill Schi-Ausrüstung, Hotel, Fluchticket), elo op de Käschte setzen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass Elteren, déi am Virfeld vun esou Ausflich a Studiereesen Onkäschen op sech gelueden hunn, bei de betreffende Schoulen nogefrot hunn, ob si fir dës Onkäschen entschiedegt ginn? Ass an deem Zesammenhang eng Uweisung vum Ministère un d'Schoulen erausgaangen?

2. Hunn déi betreffend Elteren d'Méiglechkeet, beim Ministère eng Entschiedegung unzefroen? Wann net, wat réit den Här Minister an deem Fall den Elteren?

**Réponse** (24.02.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Opgrond vun den héijen Infektionszuelen esouwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland gouf de Schoule scho während dem 1. Trimester vum aktuelle Schouljoer geroden, Sejouren am Ausland ze annulléieren. Eng sëllege Schoule sinn dës Recommandatioun nokomm an haten domat d'Méiglechkeet, d'Eltere matzäiten iwwert d'Annulatioun vun enger Vakanzkolonie ze informéieren, soudatt keng Onkäschen entstane sinn.

Enn Dezember 2021 respektiv Ufank Januar 2022 sinn d'Direktiounen dunn an engem offizielle Schreiwes vum Educatiounsministère doriwwer a Kenntnis gesat ginn, dass d'Sejouren am Ausland ze annulléieren wieren, an dass d'Situatioun an deem Kontext ronderëm d'Fuesvakanz géif reevaluéiert ginn. Opgrond vun deem Schreiwes konnten d'Schoulen hir geplangt Openthalter am Ausland annulléieren oder reportéieren, soudatt eventuell scho bezuelt Acompten net verluer sinn.

Am Fall vun Annulatiounen ass esou en offiziell Schreiwes vun der nationaler Autoritéit, mat deem d'Sejouren am Ausland ze ënnerloosse sinn, d'Konditioun, fir datt auslännesch Ubidder déi scho bezuelt Sue rembourséieren. Dofir huet den Educatiounsministère op esou eng offiziell Kommunikatioun zeréckgegraff, soss hätt e Risiko bestanen, dass Elteren hir Suen net rembourséiert kritt hätten.

**Question 5561** (24.01.2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la protection des données dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19 :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5405 zum CovidCheck am Spidolsweise schreift d'Madamm Minister, dass si iwwer kengerlee Donnéeë verfüügt, wéi vill Leit vum Personal geimpft an net geimpft respektiv geheelt sinn. Et ass also dovun auszegoen, dass dëst och fir de Rescht vun der Populatioun gëllt. Trotzdeem krute Bierger aus all Altersgruppen, déi net geimpft sinn, kee Bréif, fir sech booster ze loossen. Anerersäits krute Bierger, déi net geimpft sinn, rezent Aluedungen, fir sech déi éischte Keier impfen ze loossen. Des Weidere kommunizéiert d'Regierung reegelméisseg de Prozentsaz vun de Leit, déi geboostert, geimpft respektiv net geimpft sinn.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng Impfregëster ginn am Kader vun der Covidsituatioun gefouert? Wéi eng Donnéeën enthalte se, no wéi enge Modalitéite ginn dës anony-

miséiert a wéi laang gi se gespäichert? Wien huet ënner wéi enge Konditiounen Zougrëff op dës Regëstere?

2. Ginn d'Leit, déi sech géint de Covid-19 impfe loossen, iwwert déi an der Fro virdu genannte Modalitéiten informéiert? Wann net, firwat net? Wéi eng Widdersprochsméiglechkeete si virgesinn?

3. Ginn déi Donnéeë mat anere Regëstere, zum Beispill deem vun den natierleche Persounen, ofgeglaach an am Kader vun der Iwwerwaachung vum CovidCheck fir geziilt Kontrolle vun net geimpfte Leit agesat? Falls jo, wéi ginn dës Moosnamen dateschutzrechtlech begrënnt?

4. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi et méiglech war, geziilt individuell Impfaluedungen ze verschécken, ouni d'Donnéeë vun de Leit ze kennen? Firwat goufen déi eenzel Invitatiounen net als anonymen Toutes-boîtes verschéckt?

**Réponse commune** (01.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. D'Donnéeën, déi am Kader vun der Impfcampagne vun der Gesondheitsdirektioun gesammelt ginn, ginn esou traitéiert, wéi et am Covidgesetz vum 17. Juli 2020 virgesinn ass<sup>13</sup>. D'Natur vun de gesammelten Donnéeë souwéi d'Konservatiounsdauer vun dësen ass am Artikel 10 Paragraf 2 vun deem selwechte Gesetz festgehalen.

Duerch den Artikel 10 Paragraf 1bis vum Covidgesetz vum 17. Juli 2020 gëtt der Generalinspektioun (IGSS) d'Responsabilitéit fir d'Traitement vun der « [...] l'identification des catégories de personnes à inviter dans le cadre des programmes de dépistage à grande échelle et de vaccination » uvertraut. Fir dëser Missioun kënnen gerecht ze ginn, kann d'IGSS Empfänger vun deenen am Artikel 10 Paragraf 2 opgelëschten Donnéeë sinn.

Des Weideren ass duerch den Artikel 10 Paragrafen 3bis a 6 « [...] l'Inspection générale de la sécurité sociale est destinataire des données traitées afin de les utiliser [...] à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques dans les conditions prévues par le règlement (UE) 2016/679 précité et par la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, sous réserve d'être pseudonymisées au sens de l'article 4, paragraphe 5, du règlement (UE) 2016/679 précité ».

Déi traitéiert Donnéeë kënnen, ënner der Konditioun, dass se anonymiséiert ginn, fir wëssenschaftlech Recherchë verschiddenen öffentlechen Organismen zur Verfügung gestallt ginn. Méi genau ass et den Artikel 5.1.b vum GDPR, dee virgesäit, dass ënner anerem d'Traitement, dat zu engem spéideren Zäitpunkt a fir wëssenschaftlech Recherchen oder Statistike gemaach gëtt, net als inkompatibel mat den initiale Finalitéiten ugesi gëtt. Dëst ass och konform mam Artikel 89, dee virgesäit, dass d'Traitement fir déi virdu genannten Zwecker esou gehandhaabt gëtt, dass d'Rechter an d'Fräiheete vun der betroffener Persoun respektéiert ginn. Et gëllt, technesch an organisatoresch Mesuren en place ze setzen, fir de Prinzip vun der Minimisatioun vun den Donnéeën ze assuréieren, wouzou och d'Anonymisatioun gehéiert.

All Demande vun Donnéeën, déi vun engem Recherche-Institut aus Lëtzebuerg ausgegangen ass, gëtt op d'Prinzipie vun der Legitimitéit, der Noutwendegkeet an der Proportionalitéit mat der genannten Finalitéit analyséiert. Eng Dateschutzveruerdung gëtt vun de verschiddene Parteien ënnerschriwwen, fir dass de strikte Respekt vun de legalen Dispositiounen a vum Privatlieve vun de betroffene Persoune garantéiert ass. D'Bereetstellung vun de gebrauchten Donnéeë gëtt iwwer eng passend technesch ofgeséichert Infrastruktur realiséiert. D'Dauer, während där d'Donnéeën accessibel sinn, souwéi och d'Informatiounen iwwer d'Persounen, déi en Accès op déi Donnéeën hunn, ass zäitlech begrenzt an duerch d'Dateschutzveruerdung am Virus festgeluecht. Keng individuell Donnée kann aus der securiséierter Infrastruktur erausgeholl ginn an d'IGSS këmmert sech ëm en „output checking“ vun de gesammelte Resultater, déi d'Benotzer wëllen aus dem securiséierten Ëmfeld exportéieren.

Am Respekt vun de virdu genannte legalen Dispositiounen an a Konformitéit mat den Artikelen 423 a 424 vum Code vun der sozialer Sécherheet si verschidden Donnéeën, notament déi an Zesammenhang mat der Impfung, mat enger Partie disponiblen Informatiounen vun der Base de données vun der sozialer Sécherheet duerch d'IGSS vernetzt. Heibäi handelt et sech haaptsächlech ëm sozioekonomesch an demografesch Donnéeë vun den Affiliéierten.

Déi domat zesammenhängend Traitementer gi mat striktem Respekt vun de Prinzipie vun der Propor-

<sup>13</sup> Loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

tionalitéit an esou, dass de Risiko vun enger Reidentifikatioun vun enger Persoun op e Maximum limitéiert ass, gehandhaabt. Den Zougrëff op dës Donnéeën huet just eng ganz streng a limitéiert Unzuel vu Persounen, déi sech ëm déi geziilt Traitementer këmmert. D'Traitement gëtt ënnert anonym Form gemaach an op d'Matricule gëtt eréischt no der Erstellung vun Echantillon, a wann et drëms geet, déi betraffe Persounen am Kader vum Large-Scale-Testing a vun den Impfungen ze invitéieren, zeréckgegraff.

ad 2. Persounen, déi sech impfe loossen, ginn iwwert den Traitement vun hiren Donnéeën informéiert. Dëst geschitt engersäits iwwer eng Notiz zum Dateschutz, déi um Site <https://covid19.public.lu/fr/support/protection-donnees.html> nozeliesen ass. Doriwwer eraus mussen d'Leit, wa si e Rendez-vous fir eng Impfung iwwert [myguichet.lu](http://myguichet.lu) fixéieren, och hiren Accord zum Traitement vun hiren Donnéeë ginn.

Schlussendlech ass et och jidderengem méiglech, seng Rechter zum Dateschutz op Basis vum Reglement (EU) 2016/679<sup>14</sup> (Reglement iwwert den Dateschutz) geltend ze maachen, andeems e Kontakt mat der Gesondheitsdirektioun oder mam Délégué à la protection des données ophëlt.

ad 3. De Gesondheitsministère feiert keng geziilt Kontrolle vun net geimpfte Persounen duerch.

D'Verbinding vun den Donnéeën, déi am Artikel 10 Paragraf 2 vum Covidgesetz vum 17. Juli 2020, dat eng Rei Moosname fir d'Bekämpfung vun der Pandemie festleet, mat den Donnéeë vum nationale Register (RNPP) ka fir d'Erfüllung vun de Missiounen, déi am Kader vum Artikel 10 Paragraf 1bis vum selwechte Gesetz, néideg sinn. Dozou zielt virun allem d'Zil, kënnen d'Persounen, déi nach mussen eng Invitatioun fir d'Impfung kréien, ze identifzéieren.

D'Invitatioun selwer gëtt vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) verschéckt an d'Adress vun de Persoune gëtt nëmme de Moment selwer vum Envoi consultéiert an ass doduerch net siichtbar fir d'IGSS beim Auswiele vun de Leit, déi ze invitéiere sinn. Dofir gëtt nëmme d'Matricule tëscht de Verwaltungen iwwerdroen, an net d'Donnéeën, déi fir den Auswielprozess néideg sinn.

Ausserdeem ass fir d'Preparatioun vu verschiddene statisteschen Analysen, déi duerch den Artikel 10 Paragraf 6 vum Covidgesetz vum 17. Juli 2020 zu de Missiounen vun der IGSS gehéieren, en Traitement an d'Zréckgräifen op déi aktuell Adress vun de Leit, wéi se am Nationalregëster festgehalen ass, néideg.

D'IGSS benotzt d'Verbinding vun den uewe beschriwwenen Donnéeën net fir den Zweck vun enger Kontroll, well hinnen esou eng Missioun och net zougewise gouf.

ad 4. Virop gëllt et ze bemierken datt et bei dëser Fro ëm zwee verschidde Cas de figure geet. Am éischte Fall a wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5405 ugin, ass et esou, dass am Spidolssecteur och eng grouss Unzuel u Frontaliere schafft, fir déi d'Gesondheitsdirektioun keng Impfdonnéeën huet. Dobäi kommen nach d'Sous-traitanten, déi am Spidolssecteur aktiv sinn, déi awer net ëmmer un de Spidolssecteur kënnen rattachéiert ginn an esou net ëmmer mat an dës Calcul affléissen.

Ewéi am Covidgesetz vum 17. Juli 2020 festgehalen, huet d'Generalinspektioun vun der Sécurité sociale Accès zu den Impfdonnéeë vun de Residenten, fir déi néideg Kategorien ze identifzéieren a soumat eng individuell a geziilt Invitatioun schécken ze kënnen.

Wéi schonn an den Äntwerten op déi iewescht Froe beschriwwen, gëtt den Artikel 10 Paragraf 1bis der IGSS d'Missioun « [...] l'identification des catégories de personnes à inviter dans le cadre des programmes de dépistage à grande échelle et de vaccination ». Fir dës Zwecker kann d'IGSS d'Leit prezis fir d'Impfung invitéieren, andeems se strikt d'Prioritéite verfolgegen, déi d'Gesondheitsdirektioun am Kader vun der Impfcampagne a vum grouse Screening définéiert huet.

Wéi schonn an der Äntwert op déi drëtt Fro preziséiert gouf, identifzéiert d'IGSS d'Matricule vun de Léit, déi nach ze invitéiere sinn, fir dass de CTIE d'Invitatiounen erausschécke kann. Esou eng Prozedur war am Ufank vun der Impfcampagne noutwendeg, fir déi verfügbar Impfungen effektiv ze benotzen, andeems international an national Recommandatiounen vu medezineschen a wëssenschaftlechen Experte berücksichtegt ginn.

Et ass awer och méiglech, dass am Kader vun der Kommunikatioucampagne vun der Gesondheitsdirektioun e puer Bréiwer un Awunner geschéckt goufen, ouni Kenntnis iwwer hiren Impfstatus ze hunn.

<sup>14</sup> Règlement (EU) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

**Question 5562** (24.01.2022) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les langues utilisées pendant les vols Luxair :

Mir ass zu Ouere komm, datt während dem Fluchbetrieb vu Luxair-Fligere d'Usoen net méi a Lëtzebuerg Sprooch gemaach ginn, ma just nach op Franséisch an Englesch. Dëst wier eng nei Direktiv vu Säite vun der Direktioun vun der Airline, heescht et.

Et ass kloer, datt den Equipage op de Luxair-Flich net a véier Sproochen, also an den dräi offizielle Sproochen zu Lëtzebuerg an dem Engleschen, brauch ze kommunizéieren. Et sollt een awer och bedenken, dass déi international Sprooch d'Englesch ass.

Am Kader vun dësen Iwwerleeungen, wéilt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass eis national Fluchgesellschaft Luxair déi mëndlech Usoe während dem Fluch a folgendem zwou Sproochen sollt maachen: op Lëtzebuergesch als Landessprooch an op Englesch als international Sprooch?

- Sollt de Minister anerer Meenung sinn, wat sinn d'Grënn, fir d'Lëtzebuergesch net méi als Sprooch fir d'Usoen am Fliger ze benotzen?

- Ass de Minister net och der Meenung, dass bei all geschriwwener Informatioun, déi während dem Fluch op de Bildschiermer ze gesinn ass, och d'Lëtzebuerg Sprooch zur Uwendung misst kommen?

- Sollt de Minister anerer Meenung sinn, wat sinn d'Grënn fir dës Aschätzung?

**Réponse** (02.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Usoen an de Fligere vun der Luxair orientéieren sech generell net no der Meenung vum Minister fir Mobilitéit, mee no de Reegelen a Virgabe vun der internationaler Aviatioun.

Prinzipiell muss hei tëscht sécherheetsrelevanten Informatiounen a kommerziellen Informatiounen ënnerscheet ginn.

An deem staark reglementéierten Ëmfeld fir international Fluchbetreiber, also och fir d'Luxair, gëllt ënner anerem d'EU-Reglement 965/2012 vum 5. Oktober 2012 „déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes“ a seng verschidden Amendementer vun der Kommissioun.

D'Kompanië sinn doduerch ugehalen, d'Sécherheetsinformatiounen un d'Passagéier an enger Form ze maachen, déi fir d'Majoritéit vun de Passagéier verstänlech ass. Deemo mussen d'Sécherheetsusoen am Fliger bei der Luxair ëmmer op Englesch a minimum op enger zweeter internationaler Sprooch gemaach ginn, fir se engem Maximum vu Clienten zougänglech ze maachen. Jee no Destination an der Nationalitéit vun der Majoritéit vun den Clienten, kann dat entweeder op Däitsch, Franséisch, Italieesch oder Portugisesch sinn. Dës Usoe goufen nach ni op Lëtzebuergesch gemaach. Dëst ass och d'Verständnis vun der Autorité de supervision (DAC) an der IATA. De Resumé vun deem Contenu ass a Form vu Pictogrammen op engem Informatiounsblatt erëmfannen.

Et ass selbstverständlech wichteg, datt déi kommerziell Usoe weiderhin op Lëtzebuergesch gemaach solle ginn. Zousätzlech dozou gëtt d'Begegrëssung duerch de Pilot an och de Message no der Landung ëmmer op Lëtzebuergesch duerchgefouert. Allerdéngs gëtt et ëmmer méi schwierig bei de Piloten an der Crew genuch Leit ze fannen, déi och Lëtzebuergesch schwätzen.

Och bei alle geschriwwenen Informatiounen sollt ee kloer tëscht sécherheetsrelevanten Informatiounen a kommerziellen Informatiounen ënnerscheeden. Déi sécherheetsrelevant Informatiounen solle weiderhin ëmmer drun orientéiert sinn, fir engem Maximum vun der Clientèle verstänlech ze sinn, woubäi bei de kommerziellen Informatiounen Lëtzebuergesch duerchaus benotzt gëtt.

**Question 5568** (25.01.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le prix des produits pétroliers :

Les prix à la pompe des produits pétroliers s'envolent et sont en train de battre les records de tous les temps. Il en est de même des factures de gaz et d'électricité. Cette évolution exerce une influence très forte sur l'inflation et touche surtout les ménages à revenus faibles.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir des membres du Gouvernement quelle a été l'évolution des prix au consommateur de l'essence, du diesel (gasoil), du mazout chauffage, du gaz naturel et de l'électricité depuis 2019.

- Quelle est l'évolution respective de la part TVA et accises revenant à l'État et quelle est la part prix au producteur, marge distributeur comprise dans ces prix ?



- Quel pourcentage cela représente-t-il dans les prix au consommateur ?

- Comme dans certains pays voisins le débat sur une réduction éventuelle des taux de TVA, voire des accises est lancé, j'aimerais, tout en saluant les mesures déjà engagées par le Gouvernement, savoir si celui-ci mène actuellement des réflexions similaires respectivement quelles aides supplémentaires il envisage le cas échéant en faveur des ménages à revenus faibles ?

- Quelle est actuellement la part de l'envol des prix de l'énergie dans le taux d'inflation du Luxembourg ?

**Réponse commune** (01.03.2022) de **Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**, de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert, en premier lieu, sur l'évolution du prix de l'énergie depuis 2019. Les données fournies par le Statec et reprises dans le graphique ci-après montrent que tous les prix de l'énergie ont progressé par rapport à 2019, mais à des degrés variables.

Ainsi, en janvier 2022, le prix du gaz dépasse son niveau du début de 2019 de 66 %. Après avoir temporairement baissé, il s'inscrit en nette hausse depuis l'automne dernier suite à l'envolée des prix de gros du gaz.

Quant aux prix du mazout, de l'essence et du diesel, ils suivent essentiellement l'évolution du prix du Brent et sont en janvier 2022 entre 32 % et 42 % supérieurs à leurs niveaux de janvier 2019.

Le prix de l'électricité a connu une hausse substantielle de 10 % en 2020.

Il y a lieu de rappeler que l'approvisionnement en électricité des clients résidentiels se fait exclusivement sous forme de fourniture intégrée, c'est-à-dire en plus de la fourniture de l'énergie électrique proprement dite, toutes les autres prestations nécessaires à l'acheminement de l'électricité jusqu'au point de fourniture du client final sont facturées par le fournisseur au client final.

Pour mieux élucider l'évolution du prix total de l'électricité (appelé « prix intégré »), il est indiqué de rappeler que le prix global de l'électricité est composé des éléments suivants :

- l'énergie électrique véritablement consommée,
- les frais d'utilisation de réseau,
- la taxe électricité et
- la contribution au mécanisme de compensation.

Le mécanisme de compensation, un mécanisme qui est destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau les charges en relation avec les coûts d'achat supplémentaires dans le cadre des rémunérations de l'électricité basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération, est géré par l'Institut luxembourgeois de régulation. Il calcule tous les ans les coûts liés aux rémunérations prémentionnées ainsi que la somme des contributions au mécanisme facturées aux utilisateurs de réseau tout en considérant la contribution directe de l'État pour fixer et publier, pour chaque année à venir, les nouveaux taux de contribution.

Fin 2021 et en janvier 2022 la plupart des fournisseurs d'électricité avaient augmenté les prix de l'énergie électrique, notamment en raison de l'augmentation spectaculaire des prix de l'électricité sur les marchés.

Dans ce contexte et dans un souci de soutenir les mesures de décarbonisation par la promotion de l'énergie électrique, il a été décidé en décembre 2021 par le Gouvernement avec la contribution étatique au mécanisme de compensation, qu'avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022 la baisse des contributions des clients de la catégorie A du mécanisme de compensation (incluant les consommateurs privés) était de l'ordre de 1,5 cts/kWh (passant de 3 c€ à 1,5c€ par kWh). Avec cette baisse, chez la majorité des consommateurs l'augmentation du prix intégré de l'électricité peut être tenue en échec.

Ainsi, après une nouvelle légère hausse des prix intégrés en février, il est important de souligner que les prévisions en début d'année laissent présager un niveau constant des prix de l'électricité pour le restant de 2022.

Pour mémoire : Selon les dernières données d'Eurostat pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021, l'électricité pour le client domestique au Luxembourg était de 60,6 % inférieur au prix en Allemagne, de 35,9 % à celui en Belgique et de 2,7 % supérieur à celui en France.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Statec précise qu'en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution du revenu disponible des ménages, les prix de l'énergie restaient en 2021 nettement inférieurs à leurs niveaux du début de la décennie écoulée. En d'autres mots, le revenu disponible (en gros : salaires + prestations sociales - impôts) a progressé plus rapidement que les prix

de l'énergie sur cette période, ce qui représente donc une augmentation du pouvoir d'achat. Selon les prévisions du Statec, le prix réel du gaz pourrait cependant, en 2022, dépasser substantiellement ses niveaux antérieurs.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau suivant montre l'évolution des prix de l'énergie pour des clients résidentiels avec une consommation annuelle de 2.500 m<sup>3</sup> :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les prix intégrés d'électricité pour les clients résidentiels au Luxembourg avec une consommation annuelle de 5.000 kWh se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les marges des fournisseurs sont incluses dans la partie « énergie » des prix intégrés facturés aux clients finals.

Pour ce qui concerne les prix du gaz naturel, la partie énergie représentait en 2019 environ 60 % du prix total intégré pour les ménages alors qu'en début de l'année 2022 cette partie représente environ 67 % du prix total du gaz naturel. Pour le prix de l'électricité, la partie énergie représentait environ 34 % du prix total intégré pour les clients résidentiels alors qu'en 2022 cette partie représente à peu près 46 % du prix intégré de l'électricité.

En ce qui concerne la part des taxes dans les prix des carburants, le tableau ci-dessous reprend, à titre d'exemple, la part TVA, accises et produit (y compris frais de distribution) du diesel au 24 avril 2020 et au 1<sup>er</sup> février 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il ressort de ce tableau que la hausse du prix consommateur du diesel depuis avril 2020 s'explique majoritairement par l'augmentation du coût produit. Ainsi la part produit dans le prix consommateur du diesel était de 43 % au 24 avril 2020, alors qu'au 1<sup>er</sup> février 2020, elle était de 57 %. La part des taxes dans le prix consommateur du diesel a diminué sur la même période de 57 % à 43 %.

Le tableau suivant reprend l'évolution des prix TTC du diesel et la structure des prix du diesel en comparaison avec les pays voisins :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne les discussions autour d'une éventuelle réduction des taux de TVA, il convient de souligner, en premier lieu, que la législation communautaire interdit une application d'un taux réduit à l'essence et au diesel. Le Luxembourg applique déjà aujourd'hui le taux réduit de 8 % de TVA à la fourniture de gaz naturel ainsi qu'à la fourniture d'électricité. Le taux intermédiaire de 14 % de TVA est applicable aux livraisons de mazout.

Le Gouvernement n'a par ailleurs pas l'intention de baisser les taux applicables en matière de droits d'accise.

Lors de l'introduction de la taxe « CO<sub>2</sub> », il a été veillé à ce que la perte en pouvoir d'achat pour les ménages à faible revenu soit compensée d'un côté par un crédit d'impôt et de l'autre par une augmentation de l'allocation de vie chère. Le montant de cette allocation a d'ailleurs encore été revu à la hausse pour l'année 2022.

Un paquet de mesures pour amoindrir l'effet de la hausse des prix d'énergie a été présenté le 28 février 2022 par le Gouvernement. Les nouvelles mesures s'adressent aux ménages, très impactés par la hausse des prix de l'énergie. Le Gouvernement a notamment décidé d'introduire une prime énergie pour ménages à faible revenu. Le prix de l'électricité sera, par ailleurs, stabilisé, voire légèrement réduit, pour les clients résidentiels en augmentant la contribution de l'État à la part « contribution au mécanisme de compensation renouvelable/cogénération ». Le Gouvernement compte également réduire le prix du gaz naturel pour les clients résidentiels par la prise en charge temporaire par l'État des frais de réseaux. Par ailleurs, il est important de signaler que des mesures supplémentaires sont actuellement en discussion au niveau européen et international pour stabiliser les prix du pétrole. Enfin, des mesures d'aides financières sont prises en vue d'accélérer la transition énergétique.

Pour répondre à la dernière question, il faut souligner que d'après le Statec l'énergie a nettement sti-

mulé l'inflation l'an dernier, après y avoir contribué de manière négative en 2020. En novembre dernier, l'énergie a participé très largement, à hauteur de 2,4 point de %, au pic d'inflation à 4,5 %. En janvier 2022, la contribution de l'énergie à l'inflation générale s'élève à 2,1 points de %, dont près de la moitié est imputable au gaz.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 5574** (25.01.2022) de **Mme Francine Closener (LSAP)** concernant les **abus sexuels au sein de l'Église catholique** :

Déi national Press huet a leschter Zäit nees op jorelaang Mëssbrauchsfäll u Kanner duerch d'Lëtzebuerger Kathoulesch Kierch opmierksam gemaach. Dës Kanner waren iwwert Jore sexueller, kierperlecher a mentaler Gewalt ausgesat a leiden dacks nach haut als Erwuessener un de Suitten vun dësem Mëssbrauch. 2010 ass ënnert der Responsabilitéit vum Bistum d'Hotline cathol.lu agefouert ginn, wou d'Victimme sech konnte mellen. Am Rapport vu 2010 heescht et, 138 Gespréicher wiere gefouert ginn. Fir 2019 geet nach rieds vu 6 Affer vu sexueller Gewalt duerch kierchlech Vetrieder, déi sech op der Hotline gemellt hätten.

An dësem Zesummenhang wëll ech folgend Froen un den Här Kultusminister an un d'Madamm Justizministeresch stellen:

1. Gëtt et aktuell Zuele vun der Hotline cathol.lu fir d'Joren 2020 an 2021?

2. Ass et fir d'Regierung nozevollzéien, datt esou eng Hotline fir Mëssbrauchsfäll duerch d'Representant vum der kathoulescher Kierch ënnert der Responsabilitéit vum Bistum gefouert gëtt? Gëtt et do keng envisageabel Alternativ?

3. Et soll an den nächste Wochen eng nei Association gegrënnt ginn, déi sech fir Affer vu sexuellem Mëssbrauch asetzt. Ass et virgesinn, dat dës Association staatlech Hëllef kritt, zum Beispill a Form vu Subsiden an/oder spezialiséiertem an ausgebiltem Personal?

4. Den Äerzbistum huet „lignes directrices“ fir den Émgang mat gemellte Fäll vu sexuellem Mëssbrauch vu Mannerjärege virgesinn. Deemno géif dem Affer recommandéiert ginn, eng Plainte beim Parquet ze deposieren, falls dat nach net gemaach gi wier. Ass et net envisageabel, datt de Bistum de Parquet automatesch ze saisieren huet, soubal de Verdacht op Mëssbrauch besteet?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes**, et de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

ad 1. De Joresbericht fir 2020 vun der Kontaktstell fir Mëssbrauchsoffer ass an engem Communiqué vum 13. Februar 2021 vum Bistum verëffentlecht ginn.

<https://cathol.lu/aerzdiozees-archidiocese/kontaktstelle-fur-missbrauchsoffer/kommunique-der-kontaktstelle-fur-missbrauchsoffer.html>

De Joresbericht fir 2021 soll geschwë verëffentlecht ginn. Op Nofro huet de Bistum awer scho matgedeelt, datt sech am Joer 2021 11 Persounen bei der Kontaktstell fir Mëssbrauchsoffer gemellt hunn.

ad 2. Op staatlecher Säit gëtt et de Service d'aide aux victimes vum Parquet général, dee Victimmen, déi eng Atteinte un hir physesch an/oder psychesch Integritéit erlieft hunn, betreit, beréit a gegebenefalls och bei eventuelle judiciaire Prozeduren ënnerstëtzt.

ad 3. D'Regierung ka sech zu dësem Zäitpunkt dozou nach net äusseren, well nach keng konkret Demande virläit.

ad 4. Den Artikel 140 vum Code pénal gesäit elo scho vir, datt all Persoun, déi Kenntnis vun engem Crime huet, bei deem et nach méiglech wier, d'Konsequenzen dovun ze verhënnern oder bei deem den Täter riskéiert, en neie Crime ze begoen, d'Justizautoritéiten doriwwer informéiere muss.

Wann d'Affer e Mannerjärege ass, muss d'Persoun dës Informatioun weiderleeden, och wa se engem Berufsgeheimnis ënnerläit.

**Question 5579** (26.01.2022) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'imposition des cryptomonnaies :

Kryptowärung suergen ëmmer nees fir Schlagzeilen. Déi steierlech Behandlung am Fall vun Transaktiounen mat dëse Wäringungen ass dem normale Steierzueler net onbedéngt bekannt.

Duerfir wëllt ech folgend Froen un d'Madamm Finanzminister weiderleeden:

1. Wéi gesäit déi steierlech Behandlung vu Geschäfte mat Kryptowäringungen aus?

2. Wéi eng Deklarationspflichten ergi sech doduerch fir de Steierzueler?

3. Wéi eng Strofe riskéiert de Steierzueler, deen dëse Pflicht net nokënn?

4. Wéi kontrolléiert d'Steieramt d'Anhale vun de Gesetzer an dëse Fäll?

**Réponse** (24.02.2022) de **Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances** :

ad 1. D'Steiergesetzgebung gesäit keng spezifesch Dispositiounen fir Kryptowäringungen vir. Fir steierlech Zwecker stellt d'Kryptowäring e „bien incorporel“ duer a fir d'Besteuerung applizéiere sech déi allgemeng gültig Reegelen vun der Akkommessteier, der Gewerbesteier an der Verméigenssteier.

Nom ofgeännerten Akkommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 (LIR) ass e Revenu just besteierbar, wann en ënner eng vun de Revenuskategorië vum Artikel 10 LIR fällt.

Wat de Revenu ugeet, deen duerch Kryptowäringungen generéiert gëtt, kann dëse Revenu entweder an d'Revenuskategorie „bénéfice commercial“ (Artikel 14 LIR) oder an déi vun de „revenus nets divers“ (Artikel 99 LIR) falen.

Wann d'Kryptowäring an d'Betriebsverméige vun engem Gewerbebetrieb oder vun enger Kierperschaft integréiert gëtt, da gëtt de Revenu, deen duerch d'Kryptowäring generéiert gëtt, am Kader vun der Revenuskategorie „bénéfice commercial“ besteiert. An dësem Fall applizéiere sech déi allgemeng gültig Reegelen, déi d'Bestëmmen vum „bénéfice commercial“ betreffen.

De Mining vu Kryptowäring kann och e „bénéfice commercial“ generéieren, wann déi Aktivitéit d'Critère vum der Onofhängegkeet, Gewinnerzielungsabsicht, Nohaltegkeet a Bedeelegung um allgemenge wirtschaftleche Verkéier aus dem Artikel 14 LIR erfüllt oder dës Aktivitéit vun enger Kierperschaft ausgeübt gëtt.

De Mining vu Kryptowäring kann des Weideren och als e „revenu divers“ am Sënn vum Artikel 99, Nummer 3 LIR besteiert ginn, wann d'Activitéit net d'Critère vum „bénéfice commercial“ erfüllt.

Esou wéi beim Tosch vun enger virtueller Wäring géint eng aner virtuell Wäring, géint Euro oder géint eng Wäring, fir déi d'Europäesch Zentralbank e Wiesselkurs fir den Euro festsetzt a publizéiert, kënnst et och beim Bezuele vu Wueren oder Servicern mat enger virtueller Wäring, steierrechtlech gesinn, zu engem Verkauf vun der virtueller Wäring, déi fir dës Tosch bezuelt ginn ass, an engem Akaf vun der Wäring, der Wuer oder dem Service, deen ee bei dësem Tosch kritt huet.

All Benefiss oder Perte, déi duerch esou en Tosch realiséiert gëtt, stellt e Spekulationsbenefiss oder eng Spekulationsperte am Sënn vum Artikel 99bis LIR duer, wann tëscht Kaf a Verkauf vun der Kryptowäring sechs Méint oder manner leien.

D'Bezuele vun engem Service oder enger Wuer mat Kryptowäring ännert näischt un der steierrechtlecher Natur vun engem Revenu. E Loyer, onofhängeg dovunner, ob en an Euro oder an enger Kryptowäring bezuelt gëtt, fällt an d'Revenuskategorie vum Locationsrevenu.

Nieft der Akkommessteier kann de Benefiss, deen duerch Kryptowäring generéiert gëtt, nach der Gewerbesteier an der Verméigenssteier ënnerleien. Nom Paragraph 2 Alinea 1 an dem Paragraph 7 vum ofgeännerten Gewerbesteiergesetz vum 1. Dezember 1936, fällt um „bénéfice commercial“ vun engem Gewerbebetrieb zu Lëtzebuerg och eng Gewerbesteier un.

Wat d'Festsetzung vum Eenheitswäert vum Betriebsverméigen a vun der Verméigenssteier vun enger Kierperschaft ugeet, gëtt d'Kryptowäring nom ofgeännerten Bewäertungsgesetz vum 16. Oktober 1934 bewäert.

Et sief an deem heite Kontext och op d'Präzisionen an der Circulaire vum Steierdirekter vum 26. Juli 2018 higewisen.

ad 2. D'Deklarationspflicht couvriert de Revenu an de Benefiss, deen duerch Kryptowäring generéiert gëtt, wann dës ënner eng vun den Revenuskategorië vum Artikel 10 LIR falen. Dëse Revenu an dëse Benefiss sinn unhand vun der Akkommessteiererklärung ze deklaréieren.

ad 3. Wann e Steierpflichtige seng Deklarationspflicht a Besuch mat engem Revenu oder engem Benefiss, deen duerch Kryptowäring generéiert gëtt, net erfüllt, dann applizéiere sech déi allgemeng gültig Reegelen vun der ofgeännerten Abgabenordnung vum 22. Mee 1931 (AO). Dëst kënnen administrativ Geldstrofen am Sënn vun de Paragraphen 166, 168 (2), 396 (1) a 402 (1) AO wéi och souguer penal Strofen am Sënn vun de Paragraphen 396 (5) oder 396 (6) AO sinn.

ad 4. D'Anhale vun der Deklarationspflicht vun engem Revenu oder engem Benefiss, deen duerch Kryptowäring generéiert gëtt, gëtt mat den allgemenge Mëttele vun der Steierverwaltung kontrolléiert. Bei der Steierverwaltung präiwen d'Beamten d'Steiererklärungen am Kader vun der Instruktiionsprozedur.



Dës Steierkontrolle kënnen ënner anerem Réckfroen un de Steierpflichtegen declenchéieren. International Initiativen an och Initiativen um EU-Niveau, wéi déi 8. Versioun vun der „Directive on Administrative Cooperation“ (DAC 8), wäerten an Zukunft d'Kontrollmoyenen am Beräich vun der Kryptowärung weider ausdeenen, andeems relevant Intermediären an dësen Transaktiounen verflucht ginn, de Steierverwaltung bestëmmt Informatiounen matzedeelen, déi dann tëscht de Staate kënnen echagéiert ginn.

**Question 5594** (27.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant la piste cyclable le long de l'A3 :

An engem Interview mam „Lëtzebuurger Land“ vum 21. Januar 2022 gëtt den Här Verkéiersminister folgendermoossen zitéiert: „Wenn es mir gelingt, noch ein kleines Problem mit dem Umweltministerium zu lösen, könnte der Expressradweg entlang der A3 in zwei Jahren betriebsbereit sein.“

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, ëm wéi e „klenge Problem“ et sech hei handelt?

2. Kann d'Regierung matzedeelen, wéi eng zousätzlech Delaïen an Zousatzkäschte géifen entstoen, falls et dem Här Verkéiersminister net sollt geléngen, dës „klenge Problem“ ze léisen? Kéint et zu Verzögerunge bei aneren effentleche Bauprojekte féieren?

**Réponse commune** (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Am Kader vun dëser parlamentarescher Fro ergëtt sech mir an éischter Linn d'Geleeënheet, de Projet a sengen eenzele Segmenter kuerz ze presentéieren, dëst an der Reiefolleg vun der Stad Richtung Beetebuerg, spréich vun Norden no Süden.

Vun der Cloche d'Or kommend, beweegt sech de Véloexpresswee PC103 laanscht d'Autobunn A3 an de besteende Schéissstand. Uschléissend verleeft dës Verbindung op engem scho besteende Wee laanscht d'Neibaustreck vun der CFL. Op dësem Segment deelt sech fir de Moment de Vélosfuere nach de Wee deels mam Chantierstrafic vun dem virdrunner erwäanten CFL-Projet. Wat de Chantierstrafic oder eventuell kuerzzäitig Spärung betrëfft, hält d'CFL natierlech all déi néideg Virkéierungen.

Op dem selwechte Wee féiert de Véloexpresswee weider Richtung Süde bis op d'Héicht vun der „Aire de Berchem“. De momentanen Tronçon géif dann iwwer eng bestoend Bréck op déi ëstlech Säit vun der A3 féieren, wou et da weider iwwer bestoend Weeër duerch Bierchem Richtung Beetebuerg geet. Spéider, wann den Deel Neibaustreck laanscht den Echangeur Léiweng realiséiert ass, géif dann och op dësem Tronçon de PC103 weider westlech vun der A3 Richtung Beetebuerg verlafen.

Bierchem verloossend steiert de Vélosfuere weider a Richtung Süden op Héicht vum Saut-de-Mouton vun der Neibaustreck. Beim vum honorabelen Deputéierten erwäante klenge Problem handelt et sech ëm de Projet vun enger Passerell, déi spéider dem Vélosfuere erméiglecht, d'Uelzecht beim Saut-de-Mouton zu Beetebuerg ze queren. Dës Passerell stellt e Schlüsselement vun der séierer Verbindung tëscht der Stad a Beetebuerg duer.

Wéi awer dem honorabelen Deputéierte verséichert ka ginn, gëtt et fir all klenge Problem och eng Léisung, déi momentan vun den zoustännegen Autoritéiten vun der CFL an der Waasserverwaltung AGE am Dialog analyséiert an ausgeschafft gëtt.

**Question 5604** (28.01.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les **attaques informatiques du type « phishing »** :

An de leschte Méint hunn eng ganz Partie Firme mat Sätz zu Lëtzebuerg viru Phishing-Attacke gewarnt. Eng Phishing-Attack ass e grouss ugelechte Versuch, fir u privat Donnéeën vu Persounen ze kommen, andeems ee sech als eng Firma oder eng Autoritéit ausgëtt an de Leit Norrichten an där hirem Numm zoukomme léisst.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Phishing-Attacke goufen den zoustännegen Autoritéiten an deene leschten dräi Joer gemellt (opgeschlësselt no Joer)?

2. Op wéi vill chiffrierten d'Ministerei de monetäre Schued, deen duerch esou Attacken entstanen ass?

3. Wéi vill Plaintë goufen an deem Kontext an deene leschten dräi Joer vu Firmen deposéiert? Wéi vill vu Privatpersounen?

4. A wéi ville Fäll konnten d'Täter bestëmmt ginn?

5. Wat fir Schrëtt wäert d'Regierung ënnerhuelen, fir esou Phishing-Attacken an Zukunft besser an de Grëff ze kréien? Wéi gëtt hei mat den nationalen Telekommunikationsentreprisen zesummegeschafft?

6. Gëtt et hei um europäesche respektiv um internationalen Niveau Kollaboratiounen, un deene Lëtzebuerg sech bedeelegt? Wann net, ass geplangt, dëst an noer Zukunft ze maachen?

**Réponse commune** (01.03.2022) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Déi dräi lescht Joer goufe folgend Unzuele vu Plaintë wéinst Phishing-Attacke gemaach:

2019: 5  
2020: 26  
2021: 41

De Service de police judiciaire ass vum Parquet mat folgendem Unzuele vun Enquêtë chargéiert ginn:

2019: 4  
2020: 7  
2021: 0

Beim GOVCERT, also dem CSIRT (Computer Security Incident Response Team) vun der Lëtzebuurger Regierung goufe folgend Unzuele vu Phishing-E-Maile an de leschte Jore behandelt:

2019: 1.265  
2020: 3.214  
2021: 5.157

Beim CIRCL, dem CERT (Computer Emergency Response Team) fir de Privatsecteur, d'Gemengen an d'net-Regierungs-Organisatiounen zu Lëtzebuerg, si folgend Unzuele vu Meldunge vu Phishing erakomm:

2019: 1.304  
2020: 1.589  
2021: 1.080

ad 2. De monetäre Schued vun dësen Attacken ass schwéier ze chiffriieren an et ass net méiglech, heizou zouverléisseg Chifferen ze nennen.

Direkt Käschten am Sënn vu Bezuele vun Erpressungsgelder oder opgrond vu Strofen duerch Verletzung vun der GDPR als Suite vun enger Phishing-Attack, déi beim Staat ugefoll wieren, goufen dem GOVCERT keng gemellt.

ad 3. An deene leschten dräi Joer goufen, wéi ënner dem Punkt 1) opgeléicht, 72 Plainten deposéiert. Vun deenen 72 Plaintë goufen der 7 vu Firmen deposéiert a 65 vu Privatpersounen.

ad 4. An zéng vun den Affären, déi ënner dem Punkt 3) detailléiert goufen, gëtt momentan nach ermëttelt. 62 Affäre si klasséiert ginn, well den Täter net konnt ermëttelt ginn. D'Oplärungsquote bei Phishing ass also relativ geréng, 2021 konnten awer an enger internationaler Operatioun an Zesummenaarbecht mat Europa a Rumänien dräi Täter verhaft ginn, déi och fir Phishing zu Lëtzebuerg verantwortlech waren.

ad 5. D'Utilisateure gi reegelméisseg a weiderhi vum CIRCL an vum GOVCERT iwwer d'Gefore vu Phishing-E-maile sensibiliséiert, a gi forméiert, fir net all Link an all E-mail unzeklicken, ouni sech ze froen, ob den E-mail authentesch a plausibel ass.

Wann ee Mataarbechter vum Staat generell Zweifel huet, ob en E-mail authentesch (oder infizéiert) ass, kann déi betraffe Persoun den E-mail ganz einfach, mat engem Klick, duerch dem GOVCERT säi Service „GC NOTIFY“ („Report Mail“-Funktioon an der E-Mail-Applikatioun vum Staat) analyséiere loosse. An Zukunft gëtt dës Service nach méi promovéiert. An dësem Sënn huet de GOVCERT d'lescht Joer sophistiquéiert Anti-Phishing-Campagnë bei verschiddenen Administratiounen gemaach. Hei goufe Phishing-Attacke simuléiert an da gemooss, wéi vill Prozent vun den Agenten op en (simuléierten) Phishing E-mail erafalen, an ergo nach net genuch sensibiliséiert sinn. Dono huet de GOVCERT déi betraffe Persoun kontaktéiert an erkläert, wat si an Zukunft besser kënnen maachen.

Op der Säit vun der Infrastruktur, fir den Impakt vu Phishing-Campagnen ze limitéieren, instruéiert de GOVCERT de CTIE, déi staatlech Cyber Defense Systemer esou ze konfiguréieren, a gefälschten E-Maile esou ze traitéieren, datt et an der Folleg net zu enger Infektioun vu staatlechen IT-Systemer kënn, wat jo oft dat eigentlech Zil vun enger Phishing-Attack ass.

Wann de GOVCERT gesäit, datt déi national Telekommunikationsentreprisen betraff sinn oder si an hirem Rôle als Operateur eppes géint déi spezifesch Phishing-Attacke kënnen ënnerhuelen, kontaktéiert de GOVCERT dës Operateuren entsprechend de Prozeduren, déi festgehalen sinn.

De CIRCL op senger Säit kommunizéiert iwwer automatiséiert Kanäl mat de groussen nationalen an auslänneschen Operateuren, fir se iwwer d'Usurpa-

tioun vun Domännimm ze informéieren, op déi d'Utilisateuren dirigéiert ginn. D'Zil ass hei, déi béisaarteg Websäiten ze stoppen, ier en Affer vum Phishing seng Benotzerdaten a säi Passwuert konnt aginn. Déi vu Phishing-Campagnë betraffe Servicer (Banken, LuxTrust...) ginn ëmmer schnellstméiglech informéiert.

ad 6. Am Kader vun den Ermëttlungen an de Fäll vu Phishing gëtt esouwuel um europäeschen ewéi och um internationalen Niveau déi traditionell „coopération judiciaire“ benotzt. Phishing fällt des Weidere ënnert déi allgemeng international Kooperations vun der Police am Beräich Cybercrime.

De CIRCL tauscht och international mat Partneren Informatiounen aus, fir dass Phishing-Aktiounen, déi rapportéiert gi sinn, och kënnen a Lëscht vu blockéierten Internetsäite vun de Browseren opgeholl ginn, soudass eventuell Affer vun Phishing net méi op dës béisaarteg Säite kënnen goen.

Lëtzebuerg ass och am Reseau vun de weltwäite CERTe gutt connectéiert. De GOVCERT an de CIRCL sinn um internationalen Niveau a verschiddene Gremien an Organisatiounen aktiv, wou d'Experte kucken, wéi eng Mechanisme kënnen agesat ginn, fir datt mir um internationalen Niveau eng E-Mail-Infrastruktur kréien, déi et erlaabt, d'Problematik vu Phishing-E-Maile besser unzuegoen an esou den Utilisateur besser ze schützen.

Am konkretste sinn do d'Initiativen um Niveau vun der EU, méi spezifesch d'Initiativ „Modern Email Security Standards for EU (MESSEU)“, déi aktiv den DKIM-Standard („DomainKeys Identified Mail“) an den DMARC-Protokoll („Domain-based Message Authentication, Reporting & Conformance“) promovéiert.

D'Mise en place vun dësen Mesuren awer ass eng komplex an technesch Matière. Staark vereinfacht ausgedréckt, leeft et dorobber eraus, datt all E-Mail-Server an E-Mail-Utilisateur muss authentifizéiert ginn, an dann nëmmen nach E-Maile ugeholl ginn, wou et vun der Infrastruktur hier bekannt ass, datt den E-Mail vun engem authentesch E-Mail-Server/Utilisateur kënn. Dat ass schon eng immens Verbesserung zu den aktuellen E-Mail-Protokollen, mee wäert awer trotzdem net all Phishing-Attacke kënnen ënnerbannen. An et wäert och nach daueren, bis international eng kritesch Mass un E-mail-Service-Bedriever deem konform wäert sinn; eng kritesch Mass gëtt awer gebraucht, fir Phishing-Attacke kënnen effizient ze bekämpfen.

De GOVCERT an de CTIE sinn zesummen, am Kader vun der Ëmsetzung vun der SNCS (Strategie nationale en matière de cybersécurité), drun ze evaluéieren, ënner wéi enge Constraints DKIM an DMARC op der staatlecher Säit kënnen implementéiert ginn, fir an Zukunft zumindest beim Staat ee bessere Schutz géint dës Phishing-Attacken ze hunn.

Um Terrain ass de GOVCERT am direkten Echange mat anere Länner, wéi zum Beispill mat den Homologe vum NUKIB an Tschechien.

**Question 5630** (31.01.2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le **Plan national de lutte contre le tabagisme** :

Mam „Plan national de lutte contre le tabagisme 2016-2020“ huet d'Regierung sech engagéiert, den nationalen Tabakspang ëmzesetzen a wëll d'Ëmsetzung vun neien Antitabakgesetz mat positive Moosnamen ënnerstëtzen.

An deem Kontext gesäit de Koalitionsaccord 2018-2023 eng Evaluatioun vun de verschiddene sektorielle Pläng an nationalen Depistageprogrammer vir, och déi vum Antitabakprogramm, fir d'Effizienz vun den ëmgesate Moosnamen ze beurteilen.

An deem Kontext wëll ech der Gesondheitsministesch folgend Froe stellen:

- Madamm Ministesch, huet d'Evaluatioun vum nationalen Tabakspang scho stattfont?

- Wa jo, gëtt dës Evaluatioun an d'Conclusiounen, déi gezu gi sinn, presentéiert a publizéiert?

- Wann net, wéini evaluéiert d'Regierung de Plang?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

De „Plan national de lutte contre le tabagisme“ (PNLT) fir d'Joren 2016-2020 gouf am Joer 2018 eng éischte Kéier evaluéiert an huet deemools gewisen, datt 31 vun insgesamt 52 Aktiounen, déi am PNLT geplangt waren, duerchgefouert goufen. Dësen intermédiaire Rapport gouf dem Gesondheitsministère an der Gesondheitsdirektioun presentéiert an am Kader vum Comité de pilotage vum PNLT och diskutéiert. Ënnert deenen 31 ëmgesaten Aktiounen goufen ënner anerem folgend Aktiounen ervirgehuewen:

- d'Transpositioun vun der Direktiv 2014/40/UE an d'Tabaksgesetz vum 13. Juni 2017 (loi du 13 juin 2017 modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac) mat zousätzleche Mesuren, fir d'Bild vun der Persoun, déi fëmmt, zumools bei deene Jonken ze „entnormaliséieren“ an si virum passiv Fëmme besser ze schützen (Verbuet vun Fëmmen op de Spillplazen, an den Autoen, wa Kanner derbäi sinn an op de Sportmanifestatiounen, wou Kanner drun deelhuefen);

- d'Mise en place vun engem Kontrollsystem vun Tabaksprodukter, esou wéi et am Artikel 15 & 16 vun der Direktiv 2014/40/UE virgesinn ass, fir d'Schmugglerwuere kënnen ze identifzéieren an esou dem illegale Commerce entgéintzewierken;

- d'Ausschaffe vu cibléierten Aktiounen fir d'Preventioun vun Fëmmen an de Betriber;

- d'Publikatioun an d'Mise à jour vun den Informatiounen um Site [www.sante.public.lu](http://www.sante.public.lu);

- d'Éditioen an d'Distributioun vu Brochuren iwwer d'Gefore vum Tabak;

- d'Kommunikatioun fir de Welttag ouni Tabak den 31. Mee;

- d'Mise en place vun enger gratis Hotline „8002 6767“ souwéi vun enger E-Mailadress, fir de concernéierte Persounen kënnen ze hëllefen an hinnen zousätzlech Informatiounen iwwer d'Ophale mam Fëmme kënnen ze ginn;

- d'Opstelle vun nationalen Antitabakcampagnen.

D'Evaluatioun vum PNLT, déi fir Enn 2020 geplangt war, konnt duerch d'Constrainten, déi d'Pandemie mat sech gezunn huet an déi temporaire Reaffectatioun vun de Membere vum Comité de pilotage net wéi geplangt fäerdeggestallt ginn.

D'Evaluatioun vum PNLT ass essentiell, fir kënnen e méi kloert Bild iwwer déi generell Tabakconsumatioun am Land ze hunn a fir ze identifzéieren, a wat fir Beräicher d'Lutte géint den Tabak ze verstärken ass. Soubal d'Ressourcë fir dës Evaluatioun nees disponibel sinn, wäert d'Evaluatioun gemaach ginn, sou datt se am Laf vum Joer 2022 disponibel wäert sinn.

Lëtzebuerg hält de Kampf géint den Tabagisme ganz eescht an huet doraus eng national Prioritéit gemaach. De politesche Wëllen, fir d'Fëmmen ze bekämpfen, ass souwuel am Regierungsprogramm vun 2018 wéi och am nationale Kriibspang formuléiert an de PNLT stellt eng effektiv Méiglechkeet duer, fir dës politesche Wëlle konsequent ëmzesetzen an den Tabakskonsum an der Bevëlkerung ze reduzéieren, respektiv ze verhënneren.

Aktuell sinn 11 weider Aktiounen vum PNLT amgaangen, ëmgesat ze ginn. De Gesondheitsministère versteet d'Wichtigkeet vun der Weiderféierung vun der Tabakpreventioun. Aktiounen betreffend d'Ophale mam Fëmme, d'Aktualiséierung vun der Informatioun iwwer Tabaksprodukter fir d'Bevëlkerung oder d'Upassung vun der Reguléierung en vue vum Entstoe vun neien Tabaksprodukter gi vum Gesondheitsministère an der Gesondheitsdirektioun weiderhin ënnerstëtzt a vu ganz no suivéiert.

**Question 5632** (31.01.2022) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **commission payée aux agences immobilières** :

Monsieur le Ministre de l'Économie a récemment annoncé dans une interview que la commission payée aux agences immobilières serait l'une des sources de hausses de prix sur le marché de l'immobilier et qu'il procéderait donc à une limitation de ces commissions par voie de règlement grand-ducal.

Cette affirmation me semble pourtant osée. En effet, si le marché de l'immobilier est concurrentiel (absence de monopole et d'oligopoles), ce qui est bien le cas au Luxembourg, le prix du marché est déterminé (pour une offre quasiment inélastique) par la demande du marché. Le prix qui est fixé comprend bien entendu les taxes, droits d'enregistrement, frais de notaire et commissions, car c'est ce prix que l'acheteur est prêt à payer (en tenant aussi compte des conditions d'obtention de crédits bancaires), c'est-à-dire son prix de réservation.

Vu qu'il vend un bien dont l'offre est quasiment inélastique, le vendeur demandera un prix (augmenté de la commission) égal à ce prix de réservation. Donc, si la commission baisse, le prix hors commission augmente. Il est en effet incorrect de supposer que les prix hors commission (et hors taxes) sont invariants par rapport aux variations de taxes et de commissions. Un cas similaire est de penser qu'en subventionnant l'achat d'un bien dont l'offre est inélastique (comme le logement) on fait baisser le prix d'acquisition. Bien au contraire, les subventions alimentent les poches des vendeurs.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :



1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le marché de l'immobilier est concurrentiel au Luxembourg ? Autrement dit, partage-t-il le constat que, vu la structure de l'offre, les agences se livrent, à l'heure qu'il est, assez de concurrence au niveau de la fixation des commissions ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que si l'on baisse ou plafonne la commission, on fera seulement les beaux jours des vendeurs, puisqu'ils devront payer moins de commissions à l'intermédiaire ? Autrement dit, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'acheteur potentiel ne profite aucunement d'un plafonnement ou d'un abaissement des commissions ?

**Réponse** (02.03.2022) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

Tel qu'il a été précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 5494 du 13 janvier 2022, le Ministère de l'Économie étudie actuellement la faisabilité juridique de l'une ou de l'autre intervention, c.-à-d. par voie législative ou par voie réglementaire, pour freiner le cas échéant les commissions facturées par les agents et intermédiaires, l'application d'un taux forfaitaire sur le prix de vente d'un bien étant, de par son caractère incitatif, l'un des facteurs qui contribue à la hausse des prix de l'immobilier.

**Question 5640** (01.02.2022) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant la **situation humanitaire en Afghanistan** :

Depuis le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan, une crise économique et sociale s'abat sur le pays et la situation de vie pour la population ne cesse de se détériorer. Face à un régime oppressif, et face à une sécheresse qui force les habitants à quitter leurs villages, l'Afghanistan connaît, selon l'ONU, « la pire crise humanitaire de son histoire contemporaine ».

Face à leur situation désespérée, d'après des nouvelles récentes, de plus en plus d'Afghans auraient recours à la vente d'un de leur reins, faute de pouvoir se nourrir ou assurer la survie de leur famille. Les reins, à leur tour, sont alors vendus vers l'Iran ou dans la région où la demande serait élevée.

En outre, et alors que ce phénomène existait déjà avant le retour des talibans, plus en plus d'Afghans vendraient également leurs enfants. À mesure que la crise économique s'aggrave, beaucoup d'Afghans ne verraient plus d'autres moyens, face au risque de voir leurs enfants et leur famille affamés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant de la vente de reins actuellement pratiquée en Afghanistan et due à la situation économique dans le pays ?

2) Messieurs les Ministres sont-ils au courant de la vente des fils et fillettes des parents afghans, ventes exercées dans le seul but d'assurer la survie de membres de famille ?

3) Dans l'affirmative, les ministres peuvent-ils confirmer si des interventions au niveau de la politique étrangère, européenne et humanitaire sont prévues sur les lieux pour remédier la situation et lesquelles ?

4) Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire peut-il aviser combien d'aides ont déjà été déployées pour soutenir les concernés de la situation humanitaire en Afghanistan ? Des aides supplémentaires sont-elles prévues ?

**Réponse commune** (01.03.2022) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire** :

ad 1) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes est au courant de rapports officieux mentionnant cette pratique.

ad 2) Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, soumis au Conseil de sécurité le 28 janvier 2022, documente diverses formes d'exploitation ou d'infractions à l'encontre d'enfants afghans, telles que la traite, la vente d'enfants, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les forces armées ainsi que le travail des enfants. Selon la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO), le recours à des stratégies d'adaptation extrêmes, y compris la vente d'enfants, n'est malheureusement pas nouveau en Afghanistan ; ce phénomène ayant déjà été observé pendant la sécheresse de 2018. Or, des rapports du terrain indiquent que la pratique a atteint un ampleur sans précédent.

ad 3) En vue de lutter contre la vente d'enfants en Afghanistan, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), un des partenaires principaux de l'Action humanitaire luxembourgeoise, travaille, en étroite collaboration avec les autres acteurs internationaux actifs dans les domaines de la

protection des mineurs et de la lutte contre les violences basées sur le genre, en vue de coordonner ses interventions en matière de protection des mineurs et de mariages forcés. Des stratégies au niveau national sont mises en œuvre pour lutter entre autres contre les mariages forcés, notamment par le biais de campagnes de sensibilisation et d'éducation destinées aux communautés et dirigeants religieux ou encore à travers le soutien des femmes et enfants à besoins spécifiques. En outre, l'UNHCR soutient le Child Protection Action Network qui vise la mise en place de mécanismes communautaires de lutte contre les mariages forcés.

Au niveau de l'Union européenne, le portefeuille de protection d'ECHO en Afghanistan couvre un large éventail d'interventions de protection y inclus la prévention de, et la réponse à, la violence basée sur le genre et aux violations de la protection des enfants, la prévention de la torture et de violations du droit international humanitaire. Ces interventions visent à lutter contre des pratiques liées à des stratégies d'adaptation extrêmes, telles que la vente d'enfants.

Étant donné que ces stratégies de survie sont intimement liées au manque d'accès aux besoins fondamentaux, il s'agit de les intégrer dans une approche visant à réduire la nécessité pour les personnes de recourir à ces stratégies. La crise actuelle en Afghanistan est aggravée par la rupture du système de paiement formel et le manque de liquidités dans le pays. Pour y remédier, le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a annoncé la création d'une facilité humanitaire d'échange de devises « Humanitarian Exchange Facility » qui vise à injecter des dollars dans l'économie afghane et de garder en vie un système bancaire limité. Il est prévu que le mécanisme soit opérationnel à partir de la fin du mois de février 2022. À côté des problèmes de liquidités dans le pays, à peu près 9,5 milliards USD restent actuellement gelés en raison de contraintes légales, notamment dans le contexte des attaques du 11 septembre 2001 à New York. OCHA étudie des moyens de débloquer ces avoirs afin de pouvoir financer des services sociaux de base, notamment pour ce qui est du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF).

Le Luxembourg salue l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 22 décembre 2021, d'une résolution en vertu de laquelle l'aide humanitaire apportée à l'Afghanistan n'est pas considérée comme une violation du régime de sanctions visant des entités liées aux Talibans. Le Luxembourg s'est engagé dans les enceintes du Conseil de l'Union européenne en faveur d'une transposition rapide de cette résolution, qui s'est matérialisée en début d'année. Il s'agit d'une étape importante pour éviter tout impact négatif des sanctions sur la population afghane.

La Coopération luxembourgeoise soutient ses partenaires dans ces efforts en contribuant à l'amélioration des moyens de subsistance durables et résilients en faveur des familles les plus pauvres et démunies, en vue de remédier à la situation économique désastreuse qui pourrait, entre autres, pousser des familles à avoir recours à des pratiques telles que visées par les questions 1 et 2.

ad 4) Lors de la conférence internationale sur l'Afghanistan en novembre 2020, le Luxembourg s'est engagé à soutenir les programmes humanitaires et de développement à hauteur de 2.500.000 EUR en 2021. Compte tenu des événements survenus dans le pays en août 2021, le Luxembourg a augmenté son engagement en faveur de l'Afghanistan pour fournir un total d'à peu près 8.110.000 EUR en matière d'aide d'urgence et de coopération au développement en 2021, éléments repris dans la réponse à la question parlementaire n° 5145 du 25 octobre 2021.

Sur le plan humanitaire, les contributions de 2021 ont été mises à disposition pour des opérations de fourniture de nourriture du Programme alimentaire mondial (PAM) à hauteur de 500.000 EUR ; les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) au profit des personnes déplacées en Afghanistan et dans ses pays voisins à hauteur de 1.000.000 EUR ; et les opérations du Comité International de la Croix-Rouge (CICR), notamment en matière de santé de base et de protection, à hauteur de 1.000.000 EUR. En outre, la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) s'est vue accorder un apport de 500.000 EUR pour ses opérations en Afghanistan. Le Fonds humanitaire commun pour l'Afghanistan, géré par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), a été soutenu avec 350.000 EUR, et la Fondation Caritas Luxembourg a été soutenue avec 232.000 EUR pour ses programmes de lutte contre la tuberculose et d'aide d'urgence pour les personnes déplacées par le conflit.

En matière de relèvement précoce, une enveloppe de 1.000.000 EUR a été accordée à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de promouvoir et améliorer les moyens de subsistance durables et résilients parmi les ménages les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Un soutien financier à hauteur de 1.000.000 EUR a été accordé pour des activités en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène mises en œuvre par le Fonds des Nations Unies pour l'en-

fance (UNICEF). En outre, un programme d'amélioration des services de santé de base et de nutrition, mis en œuvre par la fondation Aga Khan/PATRIIP, a été financé à hauteur de plus de 530.000 EUR en fin d'année 2021.

Dans le but de prévenir toute dégradation supplémentaire de la situation humanitaire en Afghanistan, une contribution à hauteur de 2.000.000 EUR a été accordée au Fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan (ABADEI) géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP), visant entre autres la fourniture de services essentiels et le renforcement des moyens de subsistance communautaires.

Pour l'année 2022, une enveloppe indicative de 4.000.000 EUR à des fins d'aide d'urgence en Afghanistan est envisagée. S'y ajoutent les engagements pris avec la FAO pour 2022 à hauteur de 1.000.000 EUR. Des engagements supplémentaires en matière d'aide humanitaire d'urgence et de relèvement précoce sont également envisagés pour 2022.

**Question 5643** (01.02.2022) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant le **recensement national 2021** :

Un der Vollekszielung, déi d'lescht Joer vum Statec an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère organiséiert gi war, hu 77 % vun den 280.000 Stéit hei am Land deelgeholl, also ronn 215.000 Stéit (Quell: „L'essentiel“ vum 24. Januar 2022, S.7). Verschidde Grënn si fir dës relativ niddreg Bedeeling an d'Spill bruecht ginn, an éischter Linn d'Pandemie, awer och d'Aart vun de Froen. Ronn 65.000 Stéit hunn also net un dëser Vollekszielung deelgeholl.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Geet den Här Minister dervun aus, datt d'Vollekszielung vun 2021, mat enger Bedeeling vu 77 % vun de Stéit (eng Zuel, déi nach, no uewe korrigeiert kéint ginn, wéi et am genannten Artikel steet: „certaines communes sont toujours en train d'actualiser les questions réceptionnées“), nach een zuverlässigen a representative Charakter huet?

2. Kann den Här Minister prezisierien, wat mat deene Leit geschitt, déi net un der Vollekszielung deelgeholl hunn?

3. Wéi deele sech déi 65.000 Stéit, déi net un der Vollekszielung deelgeholl hunn, no Nationalitéiten op?

**Réponse** (02.03.2022) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

De Statec informéiert op Nofro hin, dass d'Bedeeling um Recensement 2021 de Moment bei iwwer dräi Véierels vun der Gesamtbevölkerung läit. D'Ziele an Auswäerte vun de Pabeier- an elektronische Questionnairen ass awer nach net ganz fäerdeg, de Participatiounstaux wäert also nach liicht klammern, well d'Questionnairen, déi direkt un de Statec geschéckt goufen, nach net all gezielt sinn.

De Statec wäert an der zweeter Hallschent vum Joer 2022, wann all d'Questionnaire veraarbecht sinn, Informatiounen iwwer d'Bedeeling um Recensement publizéieren.

Allerdéings gëtt, wéi fir fréier Vollekszielungen, iwwer de Registre national des personnes physiques (RNPP) déi ganz Bevölkerung gezielt. Et ass esou, dass déi ganz Bevölkerung aus dem RNPP op dem Datum vum 8. November 2021 vum Statec berécksiichtegt gëtt. De Statec wäert esou fir all Awunner déi demografesch Charakteristiken hunn (Adress, Geschlecht, Gebuertsdatum, Nationalitéit, Gebuertsland a Familljestand). Well de Statec zousätzlech och IGSS-Date benotzt, wäert en och d'Informatiounen hunn, ob eng Persoun, déi bei der CNS ageschriwwen ass schafft oder net. Zousätzlech kann de Statec iwwer de Registre des bâtiments et des logements verschidde Charakteristiken iwwer d'Wunnengen erëmfannen.

D'Daten, déi bei der Vollekszielung 2021 gesammelt goufen, wäerten also tatsächlech representativ fir d'Lëtzebuurger Gesellschaft sinn. Fir Variablen, wou dat net de Fall wier, went de Statec statistesch Techniken un, fir déi Representativitéit ze garantéieren.

Fir Persounen, déi net op d'Vollekszielung geäntwert hunn, huet de Statec d'Méiglechkeet, fir eventuell d'Moosnamen ze huelen, déi am Artikel 15 vum Statec-Gesetz virgeschriwwen sinn: « Le refus de fournir les renseignements demandés, le refus de fournir dans le délai prescrit ainsi que le fait de fournir intentionnellement des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une amende de 251 euros à 2.500 euros. Le paiement de l'amende ne dispense pas de la fourniture de l'information demandée. » Zu dësem Zäitpunkt ass nach keng Decisioun geholl ginn zu der Uwendung vun dëser Moosnamen.

Eréischt wa géint Enn 2022 all d'Donnéeë veraarbecht sinn an déi administrativ Donnéeë mat den Donnéeën, déi iwwer d'Questionnaire gesammelt goufen, fusionéiert sinn, kann de Statec den demografesche Profil vun deene Leit opstellen, déi net

geäntwert hunn (Alter, Geschlecht, Nationalitéit a Gebuertsland).

**Question 5648** (01.02.2022) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant l'**augmentation des tarifs du parking Gernsback** :

Sou wéi et am Artikel « Le tarif à la journée va tripler dans un parking au Kirchberg », deen de 27. Januar am „l'essentiel“ publizéiert gouf, heescht, sollen d'Maximalpräisser, fir den Auto daagsiwwer (d. h. méi wéi véier Stonnen) am Parkhaus vun der Gare um Kierchberg ofzestellen, sech vum 1. Februar un vu 5 op 15 Euro verdräifachen. Vun dëser Moosnam sinn och vill Leit betraff, déi bis elo mam Auto aus dem Norden an dem Osten op de Kierchberg a vun do aus mam Tram op hir Aarbechtsplaz gefuer sinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkäiersminister gär dës Froen stellen:

1. Den uewe genannte Parking gëtt vun engem Etablissement public geréiert. Iwwer wéi eng Méiglechkeet verfüügt den Här Minister, fir hei op d'Präispolitik anzewierken, respektiv wéi gouf den Aspekt vun enger sozialer Präispolitik an de Kontrakter mat der Regierung berücksichtegt?

2. Gesäit den Här Minister net de Risiko, datt vill betraffe Leit den Trajet op een e bësse méi wäite P&R, wou se net mussen bezuelen, a Kaf wäerten huelen an deemtsprechend méi CO<sub>2</sub>-Emissionen ausstoussen, während den Tram parallel un Attraktivitéit verléiert? Falls jo, wéi begrënnt den Här Minister dës Decisioun am Hibleck op eng sougenannt „klimafrëndlech“ Politik? Falls net, firwat net?

3. Gesäit den Här Minister an dëser Moosnam eng iwwerproportional Zousatzbelaaschtung vu Leit aus ländleche Géigenden, déi scho vun der CO<sub>2</sub>-Steier besonnesch staark betraff sinn? Falls net, firwat net?

4. Hei handelt et sech ëm eng de facto „Penalisierung“ vu Leit, déi mam Auto fueren“, sou wéi den Här Minister se an engem Interview, deen de 26. Januar am „Paperjam“ publizéiert gouf, ugeschwat huet. Kann den Här Minister elaboréieren, ob et sech hei an deem Sënn bewosst ëm en éischte Fall vu Penalisierung vun Autoschauffeuren handelt, well no Opfaassung vum Minister och fir den Trajet bis an d'Stad genuch Alternativen am öffentlechen Transport zur Verfügung stinn? Gesäit den Här Minister d'Roll vum Staat doriwwer eraus allgemeng doran, d'Bierger zu bestëmmte Formen vun der Mobilitéit ze erzielen?

**Réponse** (24.02.2022) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

De Fonds Kierchberg ass Propriétaire vum Pôle d'échange Luxexpo, deemno och vum Parking Gernsback. De Fonds Kierchberg muss sech laut dem Gesetz (loi du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg) selwer finanzéieren. De Budget fir de Bau vum Parking ass 15 Milliounen Euro. De Staat war um Bau vum Parking finanziell net bedeelegt an de Fonds kritt och keng Subside vum Staat fir d'Exploitation. De Parking Gernsback gëtt dowéinst och net als gratis P&R bedriwwen. Dës Roll soll spéiderhin den Héienhaff iwwerhuelen.

Zesumme mat dem Exploitant leet de Fonds d'Präisser am Parking Gernsback fest. Den Ufankspräis war immens niddreg. Den Exploitant hätt et laangfristeg schwéier gehat, mat deem Tarif finanziell iwwer d'Ronnen ze kommen. Mat senger neier Präisgestaltung läit de Parking Gernsback awer nach ëmmer ënnert der Moyenne vun de Stater Parkingen (vgl. Tableau). Seng Integratioun an eng multimodal Plattform erlaabt dem Automobilist, zu engem vergläichswies gënschtege Präis den Auto dréchen a sécher ze parken a mam Tram ënnerhalb vun 18 Minutten matten an der Stad um Royal Hamilius ze sinn. Et kann een also net vun enger besonnescher Penalisierung vun Autoschauffeuren schwätzen, wann et ëm de Parking Gernsback geet.

Doriwwer eraus ass grad de Kierchberg duerch seng zwee Pôle-d'échangen gutt un den öffentlechen Transport uegebonden. D'Busser aus dem Oste vum Land halen an der Busergare vum Pôle d'échange Luxexpo an den Tramsarrêt Rout Bréck-Pafendall ass duerch de Funiculaire direkt mat der CFL-Gare am Pafendall verbonden.

Präis fir zéng Stonnen parken

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - recherche n° de la question.)



**Question 5649** (01.02.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) concernant les **ventes publiques de biens immobiliers** :

Lors de la vente immobilière sous ministère d'un notaire, l'adjudicataire d'un bien doit payer le prix annoncé augmenté de frais. Ces dépenses couvrent les frais d'organisation de l'enchère et les honoraires des professionnels qui interviennent ainsi que les frais d'enregistrement (6 %) et de transcription au profit de l'État (1 %). Les frais d'enregistrement peuvent augmenter si l'adjudicataire fait insérer une clause de revente (+ 1,2 %) ou encore si l'immeuble est situé en ville de Luxembourg et que l'adjudicataire stipule acquérir pour revendre (surtaxe communale de 3 %).

Si l'acquéreur du bien déclare acheter pour revendre, les droits d'enregistrement passent donc de 6 à 7,2 %. Mais l'acquéreur obtiendra un remboursement de 6 % en cas de revente dans les deux ans et de 4,8 % en cas de revente dans les quatre ans.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame le Ministre des Finances :

- 1) Quelle est la base légale du dispositif en question ?
- 2) Combien de ventes publiques de biens immobiliers sous ministère d'un notaire sont réalisées annuellement ? Comment ce chiffre a-t-il évolué au cours des années passées ?
- 3) Quel est le taux des ventes réalisées par des personnes morales parmi le total des ventes immobilières sous ministère d'un notaire ? Comment ce taux a-t-il évolué au cours des années passées ?
- 4) Dans combien de cas des biens immobiliers ont été acquis lors de ventes publiques pour être revendus par la suite ? Combien de fois cette revente a-t-elle été réalisée endéans les deux ans et combien de fois endéans les quatre ans ? Comment la part des acquisitions aux enchères revendues endéans les deux respectivement quatre ans a-t-elle évolué au cours des années passées ?

5) Quelle est la somme totale annuelle des remboursements des droits d'enregistrement suite aux ventes de biens immobiliers acquis lors de ventes publiques et comment ce montant a-t-il évolué au cours des années ?

6) Quelle est la justification de cette disposition ? Monsieur et Madame les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le remboursement susmentionné incite les acquéreurs de biens immobiliers à la revente contribuant ainsi à la surchauffe des prix sur le marché immobilier ?

7) La surtaxe communale mentionnée ci-dessus est-elle prélevée directement par l'administration communale de la Ville de Luxembourg ou est-elle prélevée par l'administration centrale pour ensuite être reversée à la Ville de Luxembourg ? Dans le second cas, quel est le produit de cette taxe et pour combien d'acquisitions a-t-elle été versée au cours des années passées ?

**Réponse commune** (01.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

La base légale permettant le remboursement des droits d'enregistrement dans les cas de figure spécifiques décrits par l'honorable Députée est l'article XII de la loi du 28 décembre 1976 relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison de vices de construction qui dispose que : « Lorsque l'acheteur déclarera dans l'acte de vente qu'il achète l'immeuble en vue de la revendre, le droit d'enregistrement sera porté de 5 à 6 %, mais dans ce cas il sera restitué à l'acheteur 5 % si l'acte de revente est enregistré dans un délai de deux ans et 4 % s'il est enregistré dans un délai supérieur à deux ans mais inférieur à quatre ans de la première vente. Toute majoration des droits d'enregistrement prévue à l'alinéa qui précède entraînera une majoration proportionnelle des taux prévus pour la restitution ».

Sur les cinq dernières années, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA a enregistré un total de 324 ventes publiques de biens immobiliers, réparties comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre de ventes publiques réalisées par des personnes morales, vendeurs est de 45 sur le total de 324. Le détail se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre de cas de biens immobiliers acquis en vue de la revente est de 178 pour les cinq dernières années, réparties comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre de ventes réalisées endéans les deux ans, et endéans les quatre ans se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La somme totale annuelle des remboursements des droits d'enregistrement suite aux ventes de biens immobiliers acquis lors de ventes publiques sur les cinq dernières années, se répartit comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La disposition a initialement été introduite par l'article 17 de la loi du 17 août 1935 concernant l'assainissement de certaines créances privilégiées et hypothécaires. Par cette disposition, le législateur a tenté de mettre un terme à la fraude consistant dans le temps à dissimuler, notamment à l'aide d'une procuration, l'acquisition d'immeubles destinés à être revendus. Le régime vise notamment à favoriser l'acquisition d'un immeuble par un professionnel en vue de sa mise en valeur, pour être revendu par la suite à un client final. Au vu de la situation actuelle du marché de logement et à défaut d'un tel régime, l'acquéreur final risquerait de supporter la charge économique de deux droits de vente perçus en cas de revente.

La surtaxe communale est actuellement encore prélevée par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA pour être reversée à la Ville de Luxembourg. Un transfert de compétence à la Ville est prévu dans les années à venir. Le produit brut de cette taxe pour les cinq dernières années était de 1.434.373,58 EUR pour 36 ventes publiques.

**Question 5651** (01.02.2022) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant les **recettes de la taxe sur le CO<sub>2</sub>** :

Den CO<sub>2</sub>-Präis ass dat wichtegst Instrument am Kampf géint d'Klimakris. Säit ugang vum leschte Joer gëtt et och zu Lëtzebuerg en CO<sub>2</sub>-Präis mat engem relativ niddregen Aganksmontant.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Umweltministeresch an de Minister fir Energie stellen:

- Wéi vill Sue goufen 2021 duerch d'CO<sub>2</sub>-Steier vum Staat agehollt ?

- Wéi goufen dës Suen detailléiert verdeelt, dat heescht engersäits a wéi eng Klimaschutzmoosnamen oder Programmer, an anersäits a wéi eng konkret sozial Mesuren ?

- Wéi konnten déi sozial schwach gestallten Haushälter vum dëse Gelder profitéieren ? Ginn et heizou Statistiken ? Zum Beispill zur Verännerung vun der Kafkraaft duerch d'Allocation de vie chère am Kontext vun der CO<sub>2</sub>-Steier ?

- Huet se eng Lenkungswirkung gewisen ? Wéi vill manner ass un CO<sub>2</sub>-behaftete Produkte kaf ginn am Verglach mat deene leschten dräi Joer ?

**Réponse commune** (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

2021 sinn 198 Milliounen Euro duerch d'CO<sub>2</sub>-Steier agehollt ginn, dovunner entspréchen 71 Milliounen Euro der laang bestoender „contribution climatique“ (dem sougenannte „Kyoto-Cent“) an 127 Milliounen Euro der „neier“ CO<sub>2</sub>-Steier bei engem Präis vun 20 Euro pro Tonn CO<sub>2</sub>.

Stand haut kann ee feststellen, dass d'Afëierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier definitiv hir Lenkungswirkung gewisen huert. D'Präisser op der Pompel zu Lëtzebuerg si manner attraktiv ginn, sou dass Réckgang vum minus 21 % bei de Venté vum Diesel respektiv minus 10 % beim Bensinn 2021 enregistréert goufen am Verglach mam Vir-Pandemie-Joer 2019. Domat sinn och d'Recetten insgesamt méi niddreg aus den Akzisen (accises UEBL, accises autonomes, contribution sociale, taxe CO<sub>2</sub>) a fale vun 993 Milliounen Euro fir d'Joer 2019 op elo 954 Milliounen Euro fir 2021, wat engem Réckgang vum minus 4 % entsprécht.

Gläichzäiteg ass och d'Nofro no net fossile Verkëiersmëttelen eropgaangen: d'Subsidie vun der effentlecher Hand hunn e grouse Succès an den Undeel vun Elektroautoen (100 %) bei den neien Immatriculatione vun Autoe klëmmt däitlech. Och den Interessi un erneierbare Léisungen an energiegeschechter Renovatioun am Beräich vum Wunnen hëlt konsequent zou.

Wat d'Veerdeelung vun der Recetten aus der CO<sub>2</sub>-Steier ugeet, sief als Éischt ze bemierken, dass deen Deel, deen dem Kyoto-Cent entsprécht, integral also ronn 71 Milliounen Euro, an de Fonds climat et énergie agespeist ginn ass.

Zweetens, esou wéi am Budget pluriannuel virgesinn, gëtt de Fonds climat et énergie ab 2022 zousätzlech gespeist mat de Recetten aus der CO<sub>2</sub>-Steier, ugefaange mat 40 Milliounen am Joer 2022 an enger linearer Erhéijung fir déi Joren drop.

Drëtens huert d'Regierung gläichzäiteg mat der Afëierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier sozial Kompensationsmesuren decidéiert. Mat der Hausse vum Steierkredit vu 600 op 696 Euro an der Erhéijung vun 10 % vun der Allocation de vie chère op den 1. Januar 2021 huert d'Regierung e strukturelle Pak vu schätzungsweise 60 Milliounen Euro emgesat, deen - laut Statec - de Kafkraaftverloscht kompenséiert huert fir déi sozial méi schwach opgestallte Stéit.

Doriwwer erass huert d'Regierung am Kader vun der rezente geopolitischen Energiehaussen decidéiert, en „Energiegeld“ anzefëieren, dat net nëmme d'Beneficiär vum der Allocation de vie chère (AVC), mee och déi Stéit kréien, déi 25 % iwwert dem Revenu éligible fir d'AVC leien. Dës Hëllef wäert och zu enger sozialer Kompensatioun féieren.

**Question 5655** (02.02.2022) de **MM. Marc Spautz** et **Michel Wolter** (CSV) concernant les **concepts sanitaires des maisons de retraite et de soins** :

D'Omikron-Well huert och Lëtzebuerg mëttlerweil voll am Grëff an déi eenzel Secteuren hunn sech entsprechend Mesuren sanitaires ginn. De CHEM huert elo rezent an engem Communiqué annoncéiert, d'Visiteuren/d'Visitten ze suspendéieren, dëst op Grond vum engem Omikron-Cluster am Etablissement.

Zu ënnerschiddleche Momenter während der Pandemie hunn sech och d'Alters- a Fleegehauser sanitär Konzept ginn, fir op eng Hausse vu positive Fäll resp. op Clusteren ze reagéieren.

An deem Kontext wëlle mir follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch an d'Madamm Gesondheitsministeresch stellen:

- Hunn sech déi verschidden Haiser aus dem Alters- a Fleegeheimsektor an Ofspréchung mat der Inspection sanitaire eenzel sanitär Konzept ginn ?

- Wa jo, wéini goufen dës Konzepter en place gesat ?

- Wéi gesäit déi aktuell Situatioun an den eenzelen Haiser aus ?

- Wéi ass de genauen Timing, fir zukünfteg Konzepter en place ze setzen, an dat am Interêt vun de Bewunner an dem Personal ?

**Réponse commune** (03.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Alters- a Fleegeheemer halen sech un d'Recommandatiounen, déi vun der „Commission permanente pour le secteur des personnes âgées“ ausgeschafft a validéiert ginn. Dës Recommendatiounen gesi verschidden Zenarie vir, fir de Fall wou:

- eenzel Fäll u Covid-19 an enger Struktur optrieden, - méi wéi dräi Fäll an enger selwechter Wunnunitéit optrieden,

- méi wéi dräi Fäll a verschiddene Wunnunitéite géifen optrieden.

Déi eenzel Schrëtt si jeeweils opgeléicht an d'Inspection sanitaire ass als éischte Kontakt ugi beim Optriede vu positive Fäll, awer och bei allgemenge Froen.

Jee no Haus a Situatioun huert d'Inspection sanitaire ganz individuell op déi jeeweileg Situatioun zesumme mam eenzele Gestionnaire reagéiert an ad hoc supplementar individualiséiert Konzepter opgesat, ëmmer mam Zil, d'Balance tëscht Schutz a Fräiheet vun all Eenzelem ze garantéieren an d'Gemeinschaft net onnéideg engem Risiko aussetzen. Et gouf e permanenten Austausch tëscht de Gestionnairen, der Inspection sanitaire an de Servicer vum Familljeministère, fir esou de Bewunner e Maximum u Liewensqualität, och an dëser Phas vun der Covidpandemie kënnen ze garantéieren.

Op den 22. Februar 2022 goufen nach 86 Bewunner vun Alters- a Fleegeheemer positiv op Covid-19 getest. Um Héichpunkt vun der Omikron-Well waren et der 244 (1. Januar 2022).

16 Bewunner aus 52 Alters- a Fleegeheemer sinn am Zäitraum vun der Omikron-Well vum 22. Dezember bis den 22. Februar mat/ou Covid-19 verstuerven.

Well déi meescht Bewunner vun den Alters- a Fleegeheemer geimpft a geboostert sinn, ass och bei méi Fäll an engem Haus, de groussen Deel u Bewunner, déi positiv getest gi sinn, net weider krank ginn.

De Projet de loi N° 7524 iwwer d'Qualitéit an de Servicer fir eeler Leit gesäit vir, dass all Gestionnaire vun enger Wunnstruktur ee Qualitéitssystem

en place setze muss an dass de Règlement général vun der Wunnstruktur, ënner anerem, Hygiène a sanitär Reegele festhale muss.

**Question 5656** (02.02.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'**application de taux de TVA réduits aux produits nécessaires à la lutte contre la pandémie du virus Covid-19** :

Le Gouvernement a pris, à juste titre, la décision d'appliquer un taux de TVA zéro respectivement super-réduit aux produits nécessaires à la lutte contre la pandémie du virus Covid-19. Ceci a facilité tant aux personnes privées qu'aux établissements et collectivités d'acquérir les moyens de protection ou de détection contre le virus qui sont nécessaires.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances quels produits ont bénéficié des réductions en matière de TVA et quels taux sont appliqués aux différents produits.

- Cette mesure est-elle limitée dans le temps ou sera-t-elle pérennisée pour certains moyens de protection ?

**Réponse** (02.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

La loi du 22 janvier 2021 portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée transpose en droit national la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie en réaction à la pandémie de Covid-19.

Cette directive permet aux États membres soit d'appliquer un taux de TVA réduit, soit une exonération de la TVA aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie jusqu'au 31 décembre 2022.

Le Luxembourg a choisi d'appliquer l'exonération de la TVA à ces livraisons et prestations de services.

Dans la circulaire 806-1 datant du 30 juin 2021 (ci-jointe), l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA donne des explications détaillées sur l'application de cette exonération temporaire.

Comme la directive européenne 2020/2020 prévoit une durée d'application limitée jusqu'au 31 décembre 2022, il n'est pas possible de pérenniser l'application de l'exonération au-delà de cette date sans modification du cadre légal communautaire en la matière.

**Question 5660** (02.02.2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant la **maladie de Lyme** :

D'Maladie de Lyme oder och Borréiose genannt, eng Krankheet, déi duerch eng Zeckepiqüre iwwerdre gëtt, an Symptomer wéi Féiwer, Kappwéi, Middegkeet a Muskelwéi ausléist, gëtt bis haut oft net oder eréischt relativ spéit diagnostizéiert a behandelt. Dëst aus deem Grond well et relativ schwéier ass, d'Ursaach vun den Symptomer ze nennen, vum datt dës och mat anere Krankheete kënnen zesummenhänken. D'Leit ginn oft ze spéit oder net richteg traitéiert, well oft d'Wësse feelt.

Den Här Minister fir sozial Sécherheet hat 2016 an engem Courrier nom Débat publique, deen op Grond vun der Petitioun N° 567 « Pour une meilleure prise en charge de la maladie de Lyme (Borréiose) » ausgeléist gi war, gefrot: « de bien vouloir analyser si le Collège médical pourrait éventuellement organiser des formations continues sur le diagnostic et le traitement des patients atteints de la maladie de Lyme pour les médecins concernés, alors qu'un diagnostic plus précoce et plus sûr de la maladie de Lyme semble être un des soucis majeurs des patients atteints de cette maladie... ».

De Collège médical huert doropshin a engem Schreiwes (Info-Point N° 21) vum Januar 2017 bemiekt: « L'organisation de la formation continue médicale est de la compétence de la Direction de la santé comme il ressort de la loi du 24 novembre 2015 portant organisation de la Direction de la santé (Art.1<sup>er</sup> 2° 9.) [...] Nonobstant le Collège médical soutient évidemment tout effort de formation des médecins dans toute discipline de la médecine, de campagnes d'information et de prévention de la maladie telles que déjà en cours, de rappel aux médecins de leur obligation de déclarer la maladie de borréiose, absolument nécessaire pour des études épidémiologiques servant de base à la prévention. »

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob a wéi eng Formatiounen an deem Kader organiséiert gi sinn ?



- Konnt d'Regierung feststellen, datt hir Informatiouns- a Preventiounscampagne e positivt d'Resultat hat?

- Wa jo, wat war d'Resultat a gesäit d'Regierung vir, weider iwwert d'Maladie de Lyme ze sensibiliséieren?

**Réponse** (03.03.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

D'Fro iwwert d'Formatioun am Kader vun der Maladie de Lyme werft déi méi generell Fro iwwert d'Formation médicale continue (FMC) hei zu Lëtzebuerg op. An de meeschte Länner ass esou eng FMC obligatoresch, an et kann a verschidde Länner dem Dokter souguer d'Autorisation d'exercer wechgeholl ginn, wann e keng FMC nowise kann.

Zu Lëtzebuerg gesäit d'Gesetz vun der Gesondheitsdirektioun effektiv vir, dass d'Missioun vun der Organisatioun vun der FMC bei der Santé läit an datt si och d'Inhalter vun der FMC matbestëmmt. Et lafen allerdéngs am Moment Iwwerleeungen, fir datt d'Organisatioun vun der FMC beim Collège médical ugesidelt gëtt, sou wéi den Accord de coalition vun 2018 dat och virgesäit « La formation médicale continue des médecins sera rendue obligatoire et les options de participation à son financement seront analysées. Son organisation sera dévolue au Collège médical ». D'Definition vun den Inhalter vun der FMC soll awer weiderhin am Kompetenzberäich vun der Gesondheitsdirektioun bleiwen.

Wat elo méi spezifesch d'Lyme/Borréiose betrëfft, huet d'Gesondheitsdirektioun bis elo keng Méiglechkeet gehat, eng Formatiou fir d'Dokteren ze organiséieren.

Nom Débat public vun der Petitioun 567 huet d'Gesondheitsdirektioun effektiv eng Sensibilisatiounscampagne gemaach mat ë. a. Affichen an de betreffende Gebidder an engem Depliant mat Informatioun fir de Grand public.

Den 1. August 2018 ass d'Gesetz iwwert d'obligatoresch Deklaratioun vu verschidde Krankheeten a Kraaft getrueden, an den 19. Februar 2019 gouf iwwert e Règlement grand-ducal d'Lescht vun de Krankheeten, déi ze deklaréieren sinn, festgehalen. D'Maladie de Lyme gehéiert och dozou. Dëst wäert eis elo erméiglechen, fir d'Éischte Kéier genau Statistiken iwwert dës Krankheet ze kréien an dono den eventuelle Effekt vun Informatiouns- a Preventiounscampagnen objektiv ze moossen. Leider konnten dës Statistiken fir d'Joren 2019-2021 op Grond vun der Covid-19-Pandemie nach net ausgewäert ginn, dëst wäert allerdéngs elo am Laf vun Joer nogeholl ginn. Soubal d'Gesondheitsdirektioun dëst statistesch Instrument ausgewäert huet, kann dann och d'Evolution iwwert d'Joren analyséiert ginn an eventuell Konklusione betreffend Interventiounen geholl ginn.

**Question 5663** (02.02.2022) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les bureaux de poste :

D'ADR kritiséiert scho méi laang den Ofbau vu lokale Postbüroen am Land. Zënter dem Ufank vun der Covidkris huet d'Lëtzebuerger POST net manner wéi 18 Filialen zougemaach. D'Decisioun, fir de Reseau vu Postagencen zolidd erfrozeschrauwen, ass 2015 gefall, deemools huet et geheescht, datt POST am Kader vu Spuermesurë 35 vun den deemools nach am ganze 97 POST-Filialen am Land zou misst maachen. Dobäi ass et awer net bliwwen a vill weider Postbüroen si verschwonne. Och aktuell geet den Ofbau virun, zu Esch/Uelzecht sinn déi zwee Postbüroen Esch-Nord an Esch-Lalleng zougemaach ginn, esou datt an der ganzer Stad Esch nach just een eenzege Postbüro an der Rue Zénon Bernard ass. Eng nei Filial entsteet iwwerdeems just zu Belval. Et sollen och nach zwou weider Postagencen zu Bieles an zu Déiferdeng hir Diere fir ëmmer zoumaachen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Ass d'Regierung net der Meenung, datt lokal Filiale vu POST wichtige Bestanddeel vun der Liewensqualität vu ville Leit sinn, besonnesch eeler oder vulnerabel Matbierger si jo dacks, aus verschidde Ursachen, dorobber ugewisen?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt och déi zwee Postbüroen zu Bieles an zu Déiferdeng zougoe sollen?

3. Firwat intervenéiert d'Regierung net bei POST, wou de Staat jo e groussen Afloss huet, fir datt keng weider Filiale méi zougemaach ginn, respektiv anerer nees opgemaach ginn?

4. Wéi vill Postfiliale sollen um Enn nach bestoe bleiwen uechtert Land?

**Réponse** (02.03.2022) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

POST Lëtzebuerg erkläert op Nofro hin, dass se hir Präsenz am Land permanent un d'Besoin vu de Clienten upasst. POST Lëtzebuerg weist op eng

holistesche Approche hin, déi sech net an der Zuel vu Postfilialen ausdréckt, mee déi flexibel no de Besoin vun de Clienten ausgeriicht an ugepasst ass. Zu dëser Demarche, déi virgesäit, den Zerwiss um Client, den Zougang zu de Büroen an d'Éffnungszäiten ze erweideren, gehéiert och, dass eventuell Postbüroen zougemaach ginn.

POST Lëtzebuerg ënnersträicht, dass wann dat de Fall ass, de Clienten alternativ Léisungen ugebuede ginn, fir dass se ënner bessere Konditiounen vu POST hiren Zerwiss profitéieren kënnen, dëst no Ofsprooch mat de Gemengen an de lokale Commercen.

E wichtige Bestanddeel vun den Zerwiss vu POST sinn och d'Bréifdréier, déi déi gängeg Produite vu POST Lëtzebuerg bis bei d'Leit heembréngen kënnen, an esou zur Verbesserung vun der Liewensqualität vun enger eelerer a vulnerabler Clientèle bäidroen.

Am Abrëll geet um Site Belval, op der Grenz tëscht de Gemengen Esch/Uelzecht a Suessem, en Espace POST op. D'Clienten, souwuel vun Esch wéi och vu Bieles, kréien do an engem moderne Kader sämtlech Zerwiss vu POST Lëtzebuerg, sief et am Beräich Courier, Finanzen oder Telekommunikatiounen ugebuede. Parallell dozou huet POST Lëtzebuerg virgesinn, de Bielester Postbüro Enn Mäerz zougemaachen an en duerch e Point POST mat erweiderten Éffnungszäiten ze ersetzen.

Et ass de Moment net virgesinn, fir de Postbüro zu Déiferdeng zougemaachen.

POST Lëtzebuerg ass eng onafhängeg Entreprise no éffentlechem Recht, déi vun hirem Verwaltungsrot geleet gëtt. De Minister kann net an operationelle Froen intervenéieren a POST decidéiert eegestänneg wéi se hire Reseau vu Filialen de Besoin vun de Clienten upasst.

**Question 5680** (03.02.2022) de **Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) concernant l'approvisionnement et la sécurité énergétique :

L'escalade des tensions entre l'Ukraine et la Russie met actuellement en exergue l'envergure de la dépendance énergétique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie et soulève la question de l'approvisionnement et de la sécurité énergétique en cas d'une suspension des livraisons de gaz russe vers l'Union européenne. La question de la diversification des voies et des sources d'approvisionnement en gaz a récemment fait l'objet de discussions entre la Commission européenne et le Gouvernement des États-Unis.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'impact d'une éventuelle diminution voire d'une rupture des livraisons de gaz russe sur la sécurité énergétique de l'Union européenne et du Luxembourg ?

2) Quelles sont les principales stratégies qui permettraient de minimiser l'impact sur l'UE d'une éventuelle diminution des livraisons de gaz provenant de la Russie et de sécuriser l'approvisionnement énergétique de l'UE et du Luxembourg à court et moyen terme ?

3) Comment Monsieur le Ministre est-il intervenu auprès de ses homologues européens à cet égard et quelles mesures ont d'ores et déjà été mises en place ?

**Réponse** (03.03.2022) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** :

ad 1) Selon les chiffres publiés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), 8.028 GWh ou 730 millions de m<sup>3</sup> de gaz naturel ont été importés en 2020, correspondant à l'entièreté de la consommation en gaz naturel. 78 % de gaz naturel ont été importés depuis la Belgique (6.255 GWh ou 569 millions de m<sup>3</sup>) et 22 % depuis l'Allemagne (1.773 GWh ou 161 millions de m<sup>3</sup>) en 2020. Selon les dernières statistiques disponibles, les importations de gaz naturel en Belgique en 2019 provenaient pour moins de 10 % de la Russie. En Allemagne, environ 55 % du gaz naturel importé provient de la Russie. Pour l'Union européenne, et selon les données d'Eurostat, le pourcentage de gaz provenant de la Russie était de 41,1 % en 2019.

En Belgique, depuis 2021, les volumes de gaz naturel provenant de la Russie ont diminué en raison de sources alternatives, notamment la Norvège et les importations de plus en plus nombreuses de cargos de gaz naturel liquéfié au terminal de Zeebrugge.

L'ENTSOG, l'organisation des gestionnaires de réseaux de transport gaziers en Europe, a récemment montré dans son analyse lors d'un Gas Coordination Group, organisé par la Commission européenne, que grâce à la diversification des importations de gaz naturel en Europe, entre autres des livraisons de gaz naturel liquéfié par cargos, le niveau des stocks de gaz naturel en Europe et un hiver plus clément que la moyenne, l'approvisionnement

de gaz naturel sera assuré pour cet hiver. De même, l'Agence internationale de l'énergie, en réalisant ses propres analyses sur le même sujet, a conclu au même résultat. Cette analyse comprenait également différents scénarios de défaillance de l'approvisionnement en gaz russe, y compris le risque d'une interruption complète.

La situation continue d'être suivie de près à différents niveaux et diverses mesures sont prises pour continuer à garantir la sécurité de l'approvisionnement.

ad 2) + 3) Dans le contexte d'une situation géopolitique tendue et des niveaux de prix du gaz naturel très élevés, j'ai mis en avant lors d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'Énergie de l'UE en octobre dernier au Luxembourg, qu'il y a lieu de prendre des mesures à court et à moyen terme afin d'éviter une plus forte indépendance énergétique de l'Europe face à des pays tiers.

J'ai notamment initié un débat entre mes homologues concernant une évaluation du fonctionnement du système de stockage de gaz naturel en Europe et les stratégies d'achat de gaz, mais aussi pour une évaluation d'un éventuel abus de position dominante de certains acteurs du marché du gaz.

Donnant suite à cette discussion, j'ai mis en place un groupe de travail au niveau du Forum pentalatéral de l'énergie, regroupant les représentants des ministères des trois pays du BeNeLux, ainsi que de l'Allemagne, la France, l'Autriche et la Suisse, afin d'organiser un échange de meilleures pratiques et possibles adaptations réglementaires et légales pour assurer que les stocks de gaz naturel souterrains soient toujours bien remplis au début des périodes hivernales. Cette approche a été appréciée et soutenue par tous les participants, et est devenu également un sujet important discuté au niveau européen. Une communication de la Commission européenne a été annoncée pour tenir compte de ces aspects avec des mesures concrètes.

Au vu de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, il semble probable que le prix du gaz naturel et les risques liés aux sources d'approvisionnement restent à des niveaux élevés. Néanmoins, les mesures nécessaires sont prises afin d'assurer l'approvisionnement de gaz naturel en Europe pour les mois et années à venir en diversifiant les origines d'importation et en poursuivant les efforts dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. En effet, afin de réduire de façon considérable la dépendance européenne des énergies fossiles, une mise en œuvre accélérée du paquet « Fit for 55 », qui vise la réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, est plus que jamais indiquée. Pour atteindre cet objectif, il y a lieu de développer de façon massive les énergies renouvelables, d'octroyer des aides dans le domaine de l'efficacité énergétique et d'augmenter les interconnexions entre les marchés énergétiques. L'énergie nucléaire ne fait d'ailleurs pas partie des solutions durables à la situation actuelle, car entre autres, elle ne fournira pas de réponses concrètes avant 2035, 2038, 2040, la mise en service de nouveaux réacteurs prenant des laps de temps très importants.

**Question 5682** (03.02.2022) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant l'enquête sur le bénévolat au Luxembourg :

Den 28. September 2021 gouf an der Familljekommissioun meng Motioun vum 9. Juli 2020 iwwert ee Screening vun de bestoend Congée behandelt. D'Familljeministesch huet erkläert, dass eng Enquête zum Bénévolat zu Lëtzebuerg um Lefe wier, an dass dës viraussiichtlech Enn des Joers soll ofgeschloss sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

- Ass dës Enquête méttlerweil ofgeschloss?  
• Wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Enquête?  
• Wann nee, kann d'Ministesch mir een Zäitplang nennen, an deem d'Enquête wäert ofgeschloss ginn?

**Réponse** (03.03.2022) de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration** :

De Sondage ass méttlerweil ofgeschloss.

D'Resultater vum Sondage ginn den honorabelen Deputéierten den 21. Mäerz 2022, moies ëm 9.00 Auer an enger dofir aberuffener Sëtzung vun der Familljen- an Integratiounskommissioun virgestallt.

**Question 5684** (03.02.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les récents incidents à Differdange :

Verschidde grouss Gemenge stinn ëmmer méi dacks an der Press, well et daitlech Sécherheetsprobleemer gëtt. An der Lescht hat - no Esch, Ettelbréck an der Stad Lëtzebuerg - och Déif-

ferdeng dës zweifelhaft Eier. D'Police huet et ëmmer méi schwéier, a bestëmmte Quartieren oder Uertschaften d'Recht an hir Autoritéit duerchzusetzen.

An deem Kontext hätt ech dës Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un d'Madamm Justizminister:

1. Et schéngt, wéi wann déi gréisser Uertschaften hei am Land all mat Sécherheetsproblemer konfrontéiert wäeren. Stellen dës Entwécklungen an deen ze erwaardenden, weidere Bevëlkerungswuesstem, dee sech och an dëse Brennpunkte wäert iwwerdurchschnëttlech néierschloen, déi aktuell Rekrutierungspläng bei der Police a Fro? Ginn net a Wierklechkeet nach méi Poliziste gebraucht wéi aktuell virgesinn?

2. Wéi wierkt sech d'Zoumaache vun engem Kommissariat op d'Sécherheet an engem Gemeng aus? Gëtt et do scho konkret Erfahrungswäerter aus betroffenen Gemengen? Wäer bei Virkommissher wéi elo ronderëm de Park Gerlache zu Déifferdeng eng grouss Reaktivitéit duerch d'Proximitéit vun engem gréisser Kommissariat net vu grousser Wichtigkeet?

3. Ginn d'Police-Befugnisser duer, fir Leit Meeschter ze ginn, déi a Gruppen optrieden a sech quasi een Etablissement als „Hauptquartier“ ausgesicht hunn?

4. Sinn ënnert deenen aktuelle Gesetzer eis Poliziste genuch geschützt, fir géint aggressiv Gruppe vu Leit decidéiert virzegoen a sech ze wieren, wa si beleedegt, bespaut oder physisch ugegraff ginn? Oder musse si an der permanenter Angscht virun disziplinareschen a juristesche Konsequenze liewen, wa si sech wieren?

5. An eisen Nopeschlänner an a ganz Europa gëtt et „zones de non-droit“ a groussen Uertschaften. Ass Lëtzebuerg och um Wee, fir Quartieren ze kréien, an deenen d'Police net méi déi néideg Mëttelen an net déi néideg politesch Ënnerstützung huet, fir eise Rechtsstaat wierksam ze verdeedegen?

6. Wäer d'Regierung d'accord, fir et der Police ze erlaben eng transparent, éierlech a komplett Kommunikatiounspolitik ze hunn, ouni missen op politesch Virgabe Récksiicht ze huelen? Huet d'Éffentlechkeet net e Recht drop, alles gewuer ze ginn, wat hei am Land am Beräich vun der éffentlecher Sécherheet geschitt?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**, et de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

ad 1. Den aktuelle Rekrutierungsplang vun der Police baut op verschidde Facteuren op, wéi zum Beispill d'Auswärtung vun de Kriminalitätsstatistiken, déi aktuell Charge de travail vun den Unitéiten, de Bevëlkerungswuesstem an esou weider.

D'Unitéite ginn doropshin dann och net no engem rigide Schema verstärkt, mee opgrond vun de reelle Besoinen, déi sech aus der ablécklecher Analys vun deene verschidde Facteure bilden. D'Police rekrutéiert massiv an huet och vill Stagiairen an der Ausbildung. Well d'Besoinen um Terrain vun engem Dag op deen anere wiessele kënnen, wéi zum Beispill déi aktuell Evenementer am Kader vun den Anti-Covid-Manifestatiounen bewisen hunn, muss een dat flexibel kënnen adaptéieren.

ad 2. Eng vun den Prerogative vun der Policereform vun 2018 ass et, méi reaktiv op d'Evolution vun der Gesellschaft an der Kriminalitéit am Allgemengen ze reagéieren an d'Effektiver méi effizient de jeeweilige Besoinen um Terrain entsprechend anzusetzen.

Fir dëst Zil ze erreechen, huet d'Police Kommissariater fusionéiert, respektiv kleng Unitéiten a grouss regional Unitéiten integréiert. Et kann een also net vun engem Zoumaache vu Kommissariater schwätzen, mee éischerter vun engem Regrupéieren vu Ressourcen.

Duerch dës méi grouss Unitéite verfügen d'Policerengionen elo iwwer méi Kapazitéiten, fir, de spontane Besoinen entsprechend, Patrullen um Terrain ze hunn. Dat Ganz gëtt duerch den nationalen „Einsatzleitsystem“ (ELS) gesteiert, deen ënner anerem all national disponibel Equippe geréiert. Dëst erlaabt et der Police dann och, reaktiv op Situatiounen ze reagéieren, wéi zum Beispill am Kader vun de Virkommissher ronderëm de Park Gerlache zu Déifferdeng, wou bannent kierzester Zäit 12 Patrullen mat jeeweils 2 Mann op der Plaz waren.

ad 3. + 4. Wéi an alle moderne westlechen Demokratien sinn d'Policebefugnisser och hei zu Lëtzebuerg vun der Legislatioun op déi aktuell gesellschaftlech Lag ofgestëmmt a bidde genuch Schutz fir Beamten.

Dat verhënnert awer net, punktuell eis Legislatioun ze adaptéieren a se den neie Realitéiten um Terrain unzepassen, dofir ass notament ugeduecht, Strofen a Fäll vu Rebellioun eropzesetzen.

Plainté géint Poliziste wéinst Gewalt ginn objektiv vun enger onafhängeger Verwaltung, der Inspection générale de la police, ënnersicht. D'Poliziste



mussen deemno net fäerten, zu Onrecht penale Suitten ausgesetzt ze ginn.

ad 5. Sou eng Entwécklung hei zu Lëtzebuerg ass de Ministeren net bekannt.

ad 6. D'Regierung bestëmmt net, wouriwwer d'Police kommunizéiert.

De Ministère fir bannenzeg Sécherheet ass aktuell amgaangen ze analyséieren, wéi een d'Statistike ka verbesseren, an ze kucken, wéi eis Nopeschlänner mat Statistiken ëmginn a wéi si dës publizéieren.

**Question 5692** (04.02.2022) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **situation humanitaire en Syrie** :

Duerch de Krich an déi politesch Onrouen a Syrien ass elo och nach déi humanitär Situatioun fir d'Zivilbevölkerung immens ugespaant.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Ënnerstëtzt d'Lëtzebuerg Regierung aktuell nach Sanktioune géint Syrien? Wa jo, kann den Här Minister oplëschen, ëm wéi eng Sanktioune et sech handelt?

2. Wéi eng vun deene Sanktioune hunn en negativen Impakt op d'Versuergungslag vun der Populatioun? Sollt et esou Sanktioune ginn, déi vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn, gedenkt d'Regierung, hir Sanktiounspolitik géintwuer Syrien ze änneren?

3. Misst de Westen seng Isolatiounspolitik géintwuer dem syresche Regime net änneren, fir op d'mannst eng Verbesserung vun der humanitärer Lag an eng Rapatriéierung vu méiglechst ville syresche Refugiéén a séchere Konditioune ze erméiglechen?

4. Wär et net un der Zäit, fir e realistesch Konzept fir eng ekonomesch Stabiliséierung vu Syrien ze entwéckelen?

5. Hält d'Regierung et fir realistesch, weider op e Regimmwiesel a Syrien ze tabléieren oder sollt si sech net besser mat de Realitéiten an deem Land ofginn?

**Réponse** (11.02.2022) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes** :

Am Kontext vum Krich a Syrien bestinn zanter dem 9. Mee 2011 Sanktioune op EU-Niveau. Eng Oplëschtung vun dese Sanktioune ass ënnerstëtzt follgendem Link ze fannen: <https://eurlex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013D02-55-20211213&from=EN>

Bei den EU-Sanktioune handelt et sech ëm cibléiert individuell a sektoriell Restriktioune, déi esou konzipéiert sinn, fir en negativen Impakt op d'Versuergungslag an op d'humanitär Hëllef a Syrien ze vermeiden.

Den unhalende Krich a Syrien an déi unhalende Repressioun vum syresche Regime géint d'Zivilbevölkerung erlabe kee séchere Retour vu syresche Refugiéén an hiert Heemechtsland. Dëst ass onofhängeg vun der Politik vun der EU oder vun aneren Drëttstaate vis-à-vis vum syresche Regime.

Eng Stabiliséierung an en dauerhafte Fridde an Syrien kënnen nëmmen erreicht ginn duerch e politesche Prozess, am Aklang mam Communiqué vu Genève a mat der Resoloutioun 2254 vum UNO-Sécherheitsrot. Heifir wäert d'Regierung sech weiderhin asetzen.

**Question 5693** (04.02.2022) de **M. Gilles Roth, Mme Diane Aehm, MM. Serge Wilmes et Laurent Mosar (CSV)** concernant le **congé syndical** :

Il nous revient que certains délégués se sont vus refuser le conseil syndical pour la participation à l'assemblée générale du Syndicat professionnel de la force publique (SPFP).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité intérieure et de la Fonction publique :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir la base légale de ce refus ?

- À défaut de base légale, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'un tel refus constitue une entrave arbitraire à l'exercice de la liberté syndicale ?

**Réponse commune** (03.03.2022) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**, et de **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique** :

Le Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) a organisé son assemblée générale en date du 4 février 2022 à 17.00 heures. Dans ce contexte, le SPFP a souhaité obtenir l'autorisation d'une dispense de service pour ses membres, afin que ces derniers puissent participer à cette assemblée générale.

Le refus de la demande de dispense de service était motivé sur base d'une non-application de l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'Etat qui dispose que : « 1. La représentation du personnel se compose au minimum de trois et au maximum de onze membres. Elle est autorisée à se réunir douze fois par an, sur convocation de son président, pour délibérer des affaires pendantes. Pour ces réunions, la direction met un local approprié à sa disposition. La durée de ces réunions ne peut dépasser quatre heures. Les membres bénéficient d'une dispense de service pour ces réunions. En outre, ils bénéficient d'une dispense de service pour tous les déplacements liés à la participation à des entrevues avec les responsables politiques ou administratifs.

2. Les règles régissant ces réunions sont celles fixées par les statuts de l'association pour les délibérations de son comité. »

Le Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) ne constitue pas une représentation du personnel. Il s'agit d'une ASBL ayant le rôle d'un syndicat et non d'une représentation du personnel. De ce fait, l'article 5 cité ci-dessus ne s'applique pas non plus dans le cas d'une demande de dispense de service. À noter d'ailleurs que la dispense de service en question ne s'applique qu'aux membres de la représentation du personnel et non pas à tous les membres d'une association professionnelle.

Les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 et plus précisément celles relatives à une dispense de service ne sont pas applicables aux membres du SPFP.

Aucune autre disposition légale n'a d'ailleurs pu être appliquée à la demande du SPFP :

- Le congé syndical est réglé par l'article 28-8 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ainsi que par l'article 33 du règlement grand-ducal du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État. Cependant, la demande du SPFP ne tombe ni sous l'application de l'article 28-8 du statut des fonctionnaires, ni sous l'article 33 du règlement grand-ducal cité ci-dessus.

- L'article 19quater de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, concernant les dispenses de service ne s'applique pas non plus dans ce cas précis.

Il en découle donc qu'une dispense non prévue par la loi ne peut être accordée.

Cependant, tout agent est libre d'assister à ces réunions en dehors de son temps de travail normal.

**Question 5698** (07.02.2022) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant la **rencontre entre le Grand-Duc Henri et le Président de la Chine** :

De lëtzebuergesche Groussherzog ass de Sonndeg a China vum chinesesche President offiziell empfaange ginn. De Premierminister hat nach um Freideg gesot, de Grand-Duc wier a senger Funktioun als Member vum IOC zu Peking an net a Funktioun vu sengem Titel als Staatsoberhaupt. Dës feinspëtzig Differenzéierung schéngt an der internationaler Press awer net esou verstane ginn ze sinn. Verschidde Plattformen ënnersträchen dem Groussherzog seng Funktioun als Staatsoberhaupt vu Lëtzebuerg. Op enger Foto, déi an engem Artikel vum „Tageblatt“ vun der Plattform Xinhua genotzt gouf, erkennt een de Grand-Duc zesumme mam chinesesche President virun de lëtzebuergesche Fändelen. Weider heescht et, dass de Grand-Duc mat sengem chinesesche Pendant iwwer Inhalter diskutéiert soll hunn, déi „durchaus politische Züge“ gehat sollen hunn an deemno iwwert de Kader vu senger Funktioun als IOC-Member erausgaange sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister a dem Minister fir Aussenugeleeënheiten an Europa dës Froen stellen:

1. Wëssend, dass de Groussherzog a privater Missioun als Member vum IOC a China gereest ass, wien huet autoriséiert, dass beim Empfang tëschent dem Groussherzog an dem chinesesche President lëtzebuergesch Fändele géife benotzt ginn?

2. Ass de Premierminister iwwert den Empfangsprotokoll a China informéiert ginn?

3. Wéi bewäert de Premierminister d'Situatioun, dass de Grand-Duc mam chinesesche President iwwer Inhalter diskutéiert huet, déi iwwert de Kader vu senger Missioun als IOC-Member erausgaange sinn an, wéi d'„Tageblatt“ schreift, „durchaus politische Züge“ haten?

4. Am haitege Mëttesjournal op RTL huet den Ausseminister kloergestallt, dass hien, am Virfeld vun der Entrevue tëschent dem Grand-Duc an dem chinesesche President, mat him iwwer aussepolitisch Inhalter geschwat huet, déi de Grand-Duc während dem Gespréich sollt evoquéieren.

Inwiefern sinn dës Gespréichstheemen am Kader vun enger IOC-Missioun vu Relevanz? Wëssend, dass de Groussherzog Lëtzebuerg net offiziell zu Peking vertritt, wat war Sënn an Zweck vun dëser Entrevue?

**Réponse commune** (24.02.2022) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**, et de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes** :

Den Zeremoniell beim Empfang vun auslännesche Gäschter ënnerläit dem diplomatesche Protokoll, dee China an deem Kontext applizéiert.

Et steet dem Groussherzog selbstverständlech zou, sech mat Membere vu senger Regierung iwwer Aktualitéitsthemen ze echangeieren, och am Virfeld vu Reesen an d'Ausland a senger Funktioun als Member vum IOC.

**Question 5699** (07.02.2022) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **contrats zéro heure dans le secteur communal** :

Mengen Informatiounen no gëtt a mindestens enger Maison relais am Land d'Praxis ugewannt, dass Remplaçanten zu sougenannten „Null-Stonne-Kontrakter“ agefallt ginn. Dat Besonnescht bei dese Kontrakter ass, dass d'Mindestbeschäftigungsdauer bei null Stonne läit. Esou muss den Employé just aktiv ginn, falls den Employeur e Besoin artikuléiert. Dat féiert dozou, dass dës Remplaçanten nëmmen op d'Stonn remuneréiert ginn. Falls si also am Krankeschäi sinn oder a Quarantän/Isolatioun mussen, gi si also net bezuelt an de Patron cotiséiert och net weider fir si.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froen stellen:

1. Wéi vill esou „Null-Stonne-Kontrakter“ gëtt et am kommunale Sektor?

2. Ass d'Ministesche der Meenung, dass de legale Kader hei misst adaptéiert ginn?

3. Fënn d'Ministesche et sozial gerecht, d'Employéë gläichzäitig ze bannen, hinnen awer keng Garantie fir ee feste Kontrakt an eng sozial Ofsécherung ze ginn?

**Réponse** (23.02.2022) de **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur** :

Eng Gemeng kann d'Gestioun vun hirer Maison relais un en externe Prestataire delegéieren oder mat eegenem Personal bedriewen.

Am éischte Fall gëtt d'Personal vum Prestataire agefallt, an den Inneministère huet keng Kenntnis vun deenen Aarbechtskontrakter. Wann d'Gemeng d'Maison relais selwer bedriewt, ginn déi betraffe Salariéë vum Schäfferot agefallt. Déi Decisioune gi vun der Inneministesch approvéiert.

De Servicer vum Inneministère ass weeder den Term „Null-Stonne-Kontrakter“ bekannt, nach d'Tat-saach, dass Gemengen eegent Personal ënner Konditioune, wéi den Deputéierte se beschreift, agefallt hätten.

**Question 5701** (07.02.2022) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant la **formation des chauffeurs professionnels au Centre de formation pour conducteurs à Sanem** :

Berufsschaufferen, sief dat Camions- oder Buschaufferen, mussen all fënnf Joer véier Deeg Formatioun um Centre de formation pour conducteurs zu Suessem absolvéieren. De Centre de formation pour conducteurs zu Suessem besteet aus Containeren an et gëtt keen Accueilsraum. Dëst bréngt leider mat sech, dass d'Chauffeuren, zum Beispill während de Pausen, sech dobaussen ophalen, an dat och am Fall vu schlechte Wiederverhältnissen, ewéi zum Beispill Schnéi, Keelt an/oder Reen. Doriwwer eraus ass net emol eng Méiglechkeet virgesinn, fir datt d'Chauffeuren an de Pausen zum Beispill eng Taass Kaffi oder eng Fläsch Waasser zur Verfügung gestallt kréien.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Wat gedenkt den Här Mobilitéitsminister ze ënnerhuelen, fir de Berufsschaufferen entgéintzekommen, datt dës während hirer Formatioun besser encadréiert ginn an deemno net eventuelle schlechte Wiederverhältnissen ausgesat sinn?

2. Gesäit den Här Minister d'Ënnerbréngung vum Centre de formation pour conducteurs zu Suessem a Containeren als provisoersch un? Wa jo, a wéi engem zäitliche Kader kann domat gerechert ginn, datt sech heifir aner Gebailechkeete fannen, déi d'Berufsschauffere besser encadréieren?

3. Firwat gëtt déi genannte Formatioun fir d'Berufsschaufferen net einfach zu Colmer-Bierg ofgehale, vu datt dese Site méi zentral läit a jo och déi néideg Ausrüstung an dat néidegt Personal huet, fir dës Formatioun unzabidden?

**Réponse** (24.02.2022) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

An deem Zesummenhang ass ze soen, datt dës Formatioun, déi vum Centre de formation pour conducteurs SA (CFC) ugebuede gëtt, net och nach zousätzlech zu den Autos- a Motocourse zu Colmer organiséiert konnt ginn, well fir esou vill Kandidate keng Plaz gewiescht ass. Ausserdeem waren d'Pisten, déi zu Colmer sinn, net fir Camions- oder Busformatiounen ausgeluecht, an et sollt aus Sécherheetsgrënn verhënnert ginn, datt Camionen a Busser sech zur selwechter Zäit op enger Pist befanne zesumme mat Motoen oder Autoen. Hei ass awer an der Tëschenzäit eng nei Pist fir dës Formatioun gebaut ginn, déi 2020 konnt a Betrib geholl ginn, soudatt aktuell bei der Formation continue een Dag zu Colmer gemaach gëtt, an déi aner véier Deeg um Site zu Suessem, wou speziell Pist fir dës Formatioun gebaut goufen.

Wat elo d'Schulungsraum betrëfft, sou gëtt d'Formatioun zu Suessem am Moment effektiv nach ëmmer a Containeren (hei sëtzt och nach d'Administratioun vum CFC) organiséiert, déi 2013 vum vireleschte Exploitant vum Site mat iwwerhol gi sinn. 2021 goufen dunn am Kader vun der Pandemie nach zwee zousätzlech Containeren vum jee 120 m<sup>2</sup> opgericht, déi de modernste Standarden entsprechen, wat Confort, Isolatioun an och Equipement entsprechen (taktill LED-Ecranen, WiFi). Doriwwer eraus steet de Kandidaten e Raum zur Verfügung mat Kaffis- a Gedrénksautomaten, engem Waasser-spender an engem Snackautomat. Schlussendlech gëtt et virun de Containeren e Reenënnerstand, wou d'Kandidaten sech bei schlechtem Wieder kënnen ënnerstellen, an eng Rei vun de Formatioune (z. B. den Arrimage) ginn an enger Hal gemaach, wou d'Kandidate virun der Witterung geschützt sinn.

Et ass awer geplangt, fir an noer Zukunft dës Containeren opzeginn. Dofir huet den CFC mam Bau vun engem modernen administrative Gebai mat adequate Schulungsraum an engem Restaurant ugefaangen, wat am Laf vun 2023 fäerdeg soll ginn.

**Question 5704** (08.02.2022) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant les **vaccins contre la Covid-19** :

No de Coronaimpfstoffen vu BioNTech/Pfizer, Astrazeneca, Moderna an Johnson & Johnson ass säit Dezember 2021 ee weideren Impfstoff an Europa zougelooos: Novavax. Well sech vill Mënschen net gär mat engem mRNA-Impfstoff, wéi deem vu Moderna, impfe loosse wëllen, verbanne verschidde Gesondheetsexperten a Politiker an Europa mat deem neien Impfstoff d'Hoffnung, datt sech dës Leit elo awer nach vläicht wëllen impfe loosse. Aner Experten argumentéieren, Novavax wäert kee groussen Afloss op d'Impfbereitschaft hunn, esoulaang d'Mënschen net selwer entscheede kënnen, mat wat fir engem Impfstoff si geimpft ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Geet d'Madamm Ministesch dervun aus, datt den neien Impfstoff fir verschidden „Impfskeptiker“ eng Aart Alternativ zu de bisheeregen Impfstoffen duerstelle wäert a si sech dofir mat Novavax impfe loosse wäerten?

2. Wéi gesäit am Moment d'Reserv un „alen“ Impfstoffen aus? Wéi vill Impfdose si bestallt?

3. Wéi gesäit et mat de Verfallsdatume vun den Impfdosen aus, déi Lëtzebuerg am Ablack nach huet? Wat geschitt mat deenen iwwerschëssegen Impfdosen?

4. Ass dru geduecht, fir de Leit an Zukunft d'Méiglechkeet ze ginn, den Impfstoff selwer ze wäelen, bzw. hinnen de Choix ze ginn tëscht engem „alen“ an deem neien Impfstoff?

**Réponse** (03.03.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1. Verschidde Leit refuséieren effektiv, sech mat engem mRNA-Impfstoff impfen ze loosse an waarden dorop, datt den Impfstoff vun Novavax disponibel gëtt, well si mengen, datt si et do mat engem sougenannten „Totimpfstoff“ ze dinn hunn.

Wéi schonn an der Äntwert op déi urgent parlamentaresch Fro Nr. 5417 erkläert, ass déi Notioun vun „Totimpfstoff“, déi allgemeng bei ville Leit gëllt, awer net ganz korrekt.

Et gi generell zwou grouss Kategorien un Impfstoffen: déi lieweg ofgeschwächten Impfstoffen („vaccins vivants atténués“) an déi inaktivéiert Impfstoffen, déi oft och als „Totimpfstoff“ bezeechent ginn.

E liewegen ofgeschwächten Impfstoff enthält eng lieweg Versioun, mee staark ofgeschwächte Versioun vum Virus oder eng ganz änlech Versioun. Dëst ass z. B. de Fall vun dem ROR-Impfstoff (rougeole-oreillons-rubéole), dem Impfstoff géint Waasserpouken an dem Impfstoff géint Zona. Dës Impfstoffen eegenen sech net fir Leit mat engem ofgeschwächten Immunsystem.



Déi inaktivéiert Impfstoffe beinhalten iwwerdeems entwéeder:

- en Undeel un infektiösem Agent: dëst ass de Fall vun den Impfstoffe géint Hepatite B, Tetanos an dem Impfstoff vun Nuvaxovid vun Novavax;

- entwéeder den ganzen infektiösem Agent, deen inaktivéiert ginn ass: dëst ass de Fall vun Impfstoff géint de bloen Houscht oder den Impfstoff VLA2001 vu Valneva;

- e ganz kléngen Undeel vum Virus ënnert der Form vu Protein oder Nukleinsäuer: dëst ass de Fall vun dem Impfstoff vu BioNTech/Pfizer, Moderna, Vaxzevria a Janssen. Dës Impfstoffe géint de Covid-19 enthalen also kee Virus, dee sech reproduzéieren kéint an kënnen soumat allegueren als „Totimpfstoff“ consideréiert ginn.

Eng Partie Leit rassuréiert et effektiv, mat engem „inaktivéierten Impfstoff“ geimpft ze ginn, dee just en Undeel un infektiösem Agent beinhalten. Deemo bleift ze hoffen, datt dës Leit, déi sech bis elo nach net impfen gelooss hunn, effektiv elo op d'Impfung zeréckgräife wäerten.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. D'Verfallsdatum vum den aktuelle Reserve gesi folgendermoossen aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Fall vun iwwerschëssegem Impfdosen, ass et méiglech, dës un Drëttstaaten ze spenden. Wa kee Land interesséiert ass, mussen d'Impfdosen zerstéiert ginn.

ad 4. Aktuell, kënnen déi Leit, déi fir eng Primovaccination an en Impfzenter kommen, effektiv wien, ob si mat engem mRNA-Impfstoff wëlle geimpft ginn oder mam Nuvaxovid vun Novavax. Dëst ass allerdéngs just méiglech fir Leit, déi bis elo nach net geimpft sinn. Et ass nëmme méiglech den Nuvaxovid als Boosterimpfung ze kréien oder als zweet Dosis, wann ee schwéier Niewewirkungen op eng éischt Impfung mat engem aneren Impfstoff hat. Den Nuvaxovid ass aktuell och just an den Impfzentren disponibel.

**Question 5706** (08.02.2022) de **M. Claude Wiseler (CSV)** concernant les **certificats de vaccination en provenance de l'Inde** :

Les certificats de vaccination en provenance de l'Inde sont reconnus par règlement grand-ducal.

Cependant seul les vaccins Covishield sont acceptés. Or, beaucoup de personnes ont un schéma vaccinal complet avec le vaccin Covaxin que les autorités luxembourgeoises ne reconnaissent pas. Ces personnes sont considérées au Luxembourg comme non vaccinées et sont, par conséquent, partiellement exclues de la vie sociale.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que le vaccin Covaxin est en cours de reconnaissance et ces personnes peuvent-elles espérer être reconnues comme vaccinées dans un avenir rapproché ?

- Ces personnes se voient parfois suggérées de refaire une vaccination complète avec un vaccin reconnu au Luxembourg. Est-ce un conseil que les autorités luxembourgeoises donnent ? Une telle double vaccination pour des raisons administratives ne peut-elle avoir des risques pour la santé des personnes concernées ?

- Quelles sont les suggestions du Ministère de la Santé aux personnes concernées ?

**Réponse** (15.02.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

Le vaccin Covaxin est un vaccin anti-Covid sur base d'un virus inactivé, produit par la firme Bharat Biotech en Inde. En dehors de l'Inde, le vaccin possède une autorisation conditionnelle de mise sur le marché dans un certain nombre de pays comme l'Iran, le Zimbabwe, le Népal, le Mexique, les Philippines, le Guatemala, le Nicaragua, la Guyane, le Venezuela et le Botswana. Le Brésil a suspendu son autorisation de mise sur le marché en évoquant entre autres des données de sécurité insuffisantes. Le 3 novembre 2021, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'a cependant inclus sur sa liste d'urgence de vaccins anti-Covid. Le nombre d'études cliniques sur l'efficacité et la sécurité du vaccin reste limité.

L'Agence européenne des médicaments (EMA) ne reconnaît pas ce vaccin et aucune demande d'autorisation de mise sur le marché européen n'a été introduite à ce jour.

La reconnaissance des certificats de vaccination avec Covaxin a été discutée au niveau européen, et

notamment en date du 8 décembre 2021 au Health Security Committee. À ce moment, dix pays de l'Union européenne qui avaient répondu à un questionnaire sur la reconnaissance des vaccins non EMA acceptaient des certificats de vaccination sur base du vaccin Covaxin, 16 pays ne les acceptaient pas.

Tout comme une majorité de pays européens, le Luxembourg accepte actuellement que des certificats de vaccination avec des vaccins approuvés par l'EMA et avec certains bio équivalents (c.-à-d. des vaccins qui sont identiques au vaccin Vaxzevria d'AstraZeneca et qui sont produits sous licence de cette firme par des producteurs dans des pays tiers).

Le Luxembourg favorise pour la reconnaissance des certificats de vaccination une approche harmonisée au niveau de l'Union européenne et ne souhaite pas prendre de décisions unilatérales.

En pratique, le Luxembourg recommande comme d'autres pays (p. ex. l'Allemagne sur avis de la STIKO) de refaire une vaccination complète avec un vaccin approuvé par l'EMA pour les personnes qui séjournent pendant un temps prolongé sur le territoire national. Ceci ne génère pas de risque de santé pour les personnes concernées.

Alternativement, pour les courts séjours, les tests PCR ou TAR certifiés donnent accès aux établissements et événements sous régime CovidCheck.

**Question 5708** (08.02.2022) de **M. André Bauler (DP)** concernant la **Commission des sites et monuments nationaux** :

Et schéngt en oppent Geheimnis ze sinn, datt am Beräich Denkmalschutz de Moment e puer Honnert Dossieren am Kulturministère leien, déi positiv aviséiert goufen, awer wou nach ëmmer keng Entscheedung geholl gi wier, fir déi respektiv Objeten ze klasséieren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch folgend Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt den Ament eng grouss Zuel un Dossieren am Ministère leien, wou déi national Commission vun de Sites et monuments (COSIMO) e positiven Avis ginn huet, mee wou awer nach guer keng ministeriell Entscheedung geholl ginn ass?

2. Ass et wouer, datt d'Sekretariat vun der COSIMO am Moment personell ënnerbesat ass, an dofir einfach net mat den Aarbechten nokéint? Wéi vill Leit schaffen zurzäit am Sekretariat?

3. Wéi vill Leit wäerten an Zukunft am Service vum Inventar agestellt ginn? Ass et méiglech, fir gutt ausgebildete Experten ze fannen?

**Réponse** (24.02.2022) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture** :

D'Zuel vun den Dossieren, déi vun der Denkmalschutzkommission (COSIMO) aviséiert goufen an déi nach fir eng Proposition de classement opstinn, beleef sech op 119, an net op „e puer Honnert“. 95 vun dësen Dossiere betreffen d'Gemeng Helperknapp. De wëssenschaftlechen Inventaire ass an dëser Gemeng ofgeschloss an déi lescht Dossiere sinn Enn Abrëll 2021 vun der Kommission aviséiert ginn.

Effektiv gouf ugestriefft, déi 95 Dossiere vum Helperknapp mateneen ënner dem Denkmalschutzgesetz vun 1983 ze evaküieren. Vu datt mer awer am Hierscht 2021 dovunner ausgaange sinn, datt dat neit Denkmalschutzgesetz kéint am Mäerz 2022 a Kraaft treden, gouf keng Klassementsprozedure fir den Helperknapp méi ugefaangen, virun allem, well tëscht dem Ufank an dem Enn vun der 1983er Prozedur d'Propriétaire minimal sechs Méint Zäit hunn, fir op en „arrêté proposant le classement“ ze reagieren. Eréischt nom Oflafe vun dësem Delai kann de Kulturminister Dossieren an der Regierungsrout ginn, fir de Klassement konfirméieren ze loossen. D'Chamber huet dës Prozedur awer den 10. Februar mam Vot vum neien Denkmalschutzgesetz ofgeschafft.

An enger Rei vun den Dossiere vum Helperknapp hat de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) am September 2021 nach net all d'Informatiounen beieneen, fir all d'Propriétaire vun de betroffenen Haiser mateneen uerdentlech ze saisieren. Dat ass net op e Personalmangel zréckzeféieren, mee huet mat enger ganz normaler Recherche ze dinn, déi eeben net konnt a véier Méint (vu Mee bis Enn August) fir 95 Dossieren ofgeschloss ginn. Och aner Verwaltungen, déi hir Zäit brauchen, fir dem SSMN ze äntweren, sinn do matagebonnen.

An den nächste Woche wäerten déi 95 Dossiere vum Helperknapp vun zukünftigen Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) fäerdeg opgeschafft ginn, soudatt, ënner der Regie vum neie Gesetz, den nationale Schutz wäert no enger ëffentlecher Enquête kënnen iwwert e groussherzoglech Reglement a Kraaft treden.

De Service vum Inventaire vum zukünftigen INPA gëtt et zanter 2016. Am Moment huet en 9 Leit. 2022 kommen der nach op d'mannst 5 dobäi.

**Question 5716** (09.02.2022) de **Mme Octavie Modert (CSV)** concernant la **promotion de la littérature dans l'enseignement secondaire** :

An de Sproochefächer am „enseignement secondaire“ genéisst d'Literatur en héije Stellenwäert. Mat vill Engagement féieren d'Enseignanten d'Schüler un d'Wierker vun de wichtegste Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller aus de jeeweilegen Epoche vun der Literatur erun.

Am Kontext vun der Literaturvermittlung am postprimären Unterrecht wéilt ech folgend Froen un den Här Educationminister a subsidiaresch un d'Madamm Minister fir Chancéglichheet stellen:

- A wéi engem Mooss gëtt bei der Opstellung vun Léierplang an de Fächer Wäert op e Gläichgewicht tëscht Wierker vu weiblechen a männlechen Auteure geluecht? Wéi ass aktuell d'Verhältnis tëscht literareschen Texter vu Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller?

- Wéi vill Wierker vu Schrëftstellerinnen stinn an de Sproochefächer um Programm, opgeschlüsselt nom offizielle Programm an no Optioun?

- Wéi héich ass den Undeel vun Texter a vu Wierker vu Lëtzebuurger Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller am „enseignement secondaire“, opgedeelt no Klass, Sektioen an/oder Optioun?

- Kann den Här Minister eng Lëscht mat de Wierker vun de Lëtzebuurger Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller virleien, déi am postprimären Unterrecht behandelt ginn, opgedeelt no Klass, Sektioen an/oder Optioun?

- Dem Koalitionsofkomme soll déi lëtzebuergesch Sprooch a Kultur am Lycée méi eng grouss Roll spillen (« Chaque élève des classes supérieures aura la possibilité de suivre des cours facultatifs en matière d'expression écrite du luxembourgeois et d'histoire culturelle du pays. »). De Programm gouf op bestëmmte Klasse méttlerweil ugepasst oder en entspreche Optiounsfach agefouert. Gouf eng Auswärtung dovun duerchgefouert? Wa jo, no wéi enge Krittären a wat sinn d'Réckschlëss vun Här Minister?

**Réponse commune** (21.03.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes** :

Eng vun de Prioritéiten vun der Regierung ass et, d'Gläichstellung tëscht de Geschlechter ze fërdere, géint Stereotypen a Rollebiller virzuegoen, an eng sozial Gerechtegkeet ze ënnerstëtzen, an där jiddereen déi selwecht Chancen huet, seng Fäegkeeten auszudrécken a seng Talenter an deene Beräicher anzusetzen, déi him Spaass maachen.

D'Regierung setzt sech dofir an, fir Jonker, hiert Léierpersonal an hir Eltere fir d'Theema vun der Gläichstellung ze interesséieren an ze sensibiliséieren. Dëst geschitt duerch Formatiounen, Workshops, Informationsmaterial an Evenementer, bei deenen déi Jonk aktiv matabezu ginn. D'Léierpersonal gëtt encouragéiert, d'Gläichstellung mat deene Jonken ze thematiséieren, an op stereotyp Duerstellungen am Unterrecht ze verzichten.

Bei de Sensibilisierungscampagnë behale mir och de Bléck op de Kultursecteur. Esou stoung zum Beispill d'Weltfraendag 2021 ënner dem Motto „Geschicht(e) vu Gläichstellung“ ganz am Zeeche vun de Fraen an der Lëtzebuurger Literatur.

De Ministère fir Gläichstellung tëscht Fraen a Männer (MEGA) huet 2019 bei der Uni Lëtzebuerg eng Etüd an Optrag ginn, an där Geschlechterstereotypen vu 57 Schoulbicher aus dem Enseignement fondamental ausgewäert goufen. Dobäi goufen och d'Liestexter aus zwee lëtzebuergeschen an aacht däitsche Literaturbicher analyséiert. An den Däitschbicher stame 67 % vun den Texter vu Schrëftsteller, 29 % vu Schrëftstellerinnen, a 4 % aus onbekannter Quell. An de Lëtzebuergeschbicher fanne mer 84 % Schrëftsteller par rapport zu 13 % Schrëftstellerinnen an 3 % Texter aus net genannte Quellen. Dës Donnéeë bezéie sech op den Enseignement fondamental, eng vergläichbar Etüd fir de Sproochenunterrecht am Enseignement secondaire ass mat der Ënnerstëtzung vum MEGA aktuell net virgessinn.

Déi iwwergeuerdent Zilsetzung vum Enseignement secondaire, déi zu Lëtzebuerg vun der Bildungspolitik virgi ginn, ginn traditionell vu Programmkommissionen („Commissions nationales de l'enseignement secondaire“) op d'Léierplang erofgebrach. Dës Kommissionen sinn zesumme gesat aus Enseignanten an Enseignantinnen aus de Lycéeën an hunn eng héich Autonomie, wat d'Émsetzung vun de Bildungsvirgaben ugeet. D'Pro-

grammer sinn ëffentlech zougänglech iwwert de Site [education.lu](http://education.lu) (ënnert: Horaires et programmes).

Dobäi gëtt an de Sproochefächer e grouss Wäert op d'Vemittlung vu Literatur geluecht, d'Programmkommissionen ginn awer - ausser am Ofschlossjoer - just Recommandatiounen vir, wéi eng Bicher kënnen gelies ginn. Et bleift am Ermiesse vum Enseignant oder der Enseignante, op wéi ee Buch konkret zeréckgegraff gëtt; dobäi gëtt selbsterständlech de Kontext berücksichtegt, an deem geschafft gëtt, also z. B. wat grad an der Welt geschitt, wat bei d'Theeme passt, déi an anere Fächer grad behandelt ginn, wéi de sproochlechen Niveau vun der Klass. Et ass dowéinst net méiglech, e Verhältnis tëscht literareschen Texter vu Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller ze ermëttele, well de konkrete Léierplang vun Enseignant zu Enseignant en aneren ass.

An den Ofschlossjore läit d'Verhältnis tëscht Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller ongeféier bei 80/20.

Kloer ass awer: D'Schüler an d'Schülerinnen solle mat qualitativ héichwärtiger Literatur konfrontéiert ginn. Literatur ass Kongscht a sollt och als Kongscht behandelt ginn. Dobäi ass d'Qualitéit vum Text grondsätzlech net op d'Geschlecht vu sengem Auteur zeréckzeféieren, mee op seng Wirkung resp. d'Wierksamkeet vum Erliefnes vun der Lektür.

Den Undeel vun Texter a Wierker vu Lëtzebuurger Schrëftstellerinnen a Schrëftsteller läit am Fach Lëtzebuergesch bei 100 Prozent. An den anere Sproochefächer ass dësen Undeel awer schwéier ermëttelebar, well ganz ënnerschiddlech Texter gelies ginn.

De Programm fir d'Fach Lëtzebuergesch gouf fir d'Schouljoer 2021/2022 net just ugepasst, mee ganz nei konzipéiert. Literatur op Lëtzebuergesch gëtt op 4<sup>e</sup> enseignéiert, net als eegent Fach, mee als Deel vum Fach Lëtzebuergesch. De Programm ass an Theemeberäicher ënnerdeelt. Literatur op Lëtzebuergesch gëtt am Kader vun Theemeberäich „D'Kultur an d'Liewen zu Lëtzebuerg“ enseignéiert. De Programm schreift keng enzel literaresch Texter als Lektür vir, de SCRIPT stellt awer e Reader zur Verfügung, bei deem senger Konzeption d'Geschlechterverhältnis nieft der thematescher Relevanz par rapport zum Programm an dem literareschen Usproch e Krittär war. Dat selwecht gëllt fir d'Propose fir d'Lektür vu sougenannte Ganzschreften (Romaner), déi fakultativ am Unterrecht op der 4<sup>e</sup> kënnen gelies ginn. Dobäi goufen op 4<sup>e</sup> classique an op 4<sup>e</sup> générale jeeweils zwou Ganzschreften vu Auteurinnen an zwou Ganzschreften vum Auteur proposéiert. D'Léierpersonal wielt awer och an dësem Fach jee no de Besoinen an den Interessien vun der Klass passend Lektüren aus.

De SCRIPT wäert doriwier eraus am nächste Schouljoer eng Editioun vu literaresche Wierker op Lëtzebuergesch lancéieren, déi fir den Unterrecht an de Schoule ka genotzt ginn. An engem éischte Volet wäerten zwee Wierker vun Auteurinnen an ee Wierk vun engem Auteur publizéiert ginn.

**Question 5738** (10.02.2022) de **M. Max Hengel (CSV)** concernant les **statistiques sur le tourisme** :

Um Site vun der Welt-Tourismus-Organisation<sup>15</sup>, der UNWTO, féinnt een eng sëllege Statistiken iwwert den Tourismussecteur vun de verschiddene Länner, dorënner och eng, déi engem verréit, dass 2015 vun insgesamt 1.090.000 Reesen op Lëtzebuerg der 246.000 ënner d'Geschäftsreise falen, währenddem déi aner 844.000 Reese virun allem privat a perséinlech Grënn haten. Wéllt een dës Andeelung a geschäftlech a privat Reese fir déi Joren no 2015 gewuer ginn, féinnt een dës leider net um Internet oder um Site vum Statec.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Tourismus stellen:

- Gëtt et déi selwecht Zuele fir d'Joren 2016 bis 2022, déi d'Reesen op Lëtzebuerg a geschäftlech a privat Reesen andeelen?

**Réponse** (24.02.2022) de **M. Lex Delles, Ministre du Tourisme** :

D'„World Tourism Organization“ (UNWTO) lëscht ënnerschiddlech Statistiken zum Tourismussecteur op, dorënner ënner anerem d'Unzuel vu Reesenden op Lëtzebuerg mat enger Opdeelung tëscht Fräizäit- a Geschäftsreesen. Bei den zitiereten Zuele vum Joer 2015 handelt et sech ëm eng Estimatioun vum „but du séjour“ vu Persounen, déi op Lëtzebuerg gereest sinn. Dës Estimatioun huet den Nationalen Institut fir Statistiken a Wirtschaftsstudien (Statec) op Basis vun de Fiches d'hébergement erstellt.

De Statec huet allerdéngs decidéiert, dës Auswärtungen net méi ze publizéieren, well d'Datequalitéit

<sup>15</sup> <https://www.e-unwto.org/doi/abs/10.5555/unwtoft0442010020152019202012>



net ausräichend ass. Dëst läit dodrun, datt déi entspreichend Rubrik op de Fiches d'hébergement am Moment keng fiabel Source ass. D'Generaldirektioun fir Tourismus schafft aktuell en enger neier Ausaarbechtung vun de Fiches d'hébergement, fir zukünfteg eng besser Datequalitéit ze garantéieren.

Et sief bemierkt, datt déi national Promotiounsagence fir Tourismus, „Luxembourg for Tourism“, zënter 2012 d'Donneën aus dem „World Travel Monitor“, der gréisster internationaler Enquête zum Reesverhale vun Auslandsreesenden, notzt. E Verglach fir 2015 weist bei der „World Tourism Organization“ an dem „World Travel Monitor“ relativ ämlech Proportionne beim „but du séjour“ un, nämlech eng Dominanz vu Vakanzen- a Fräizäitreese par rapport zu de Geschäftsreesen. Allerdéngs ass de Gesamtvolumen am „World Travel Monitor“ méi héich ewéi bei der „World Tourism Organization“. Dat erkläert sech doduerch, datt hei niefte Sejouren am bezuelten Hébergement och d'Openthalter an den onentgeltleche Strukturen erfaasst ginn. Et entsteet deemno méi e komplett Bild vun de Reesen aus dem Ausland op Lëtzebuerg.

D'Opléschung vun den Donnéeën vum „World Travel Monitor“ fir d'Reesen op Lëtzebuerg tëschent 2015 an 2020 weist eng konstant Steigerung vun der Unzuel vu Reesen an eng duerchgoend Dominanz vun de Vakanzen- a Fräizäitreesen par rapport zu de Geschäftsreesen. Den Abroch vun der Gesamtzuel u Reesen am Joer 2020 léisst sech duerch d'Reessrestriktiounen am Kontext vun der Covid-19-Pandemie erklären.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 5743** (11.02.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **tours de la Brasserie de Diekirch** :

A senger parlamentarescher Fro Nr. 5563 vum 24. Januar 2022 huet den honorablen Här Deputéierten André Bauler d'Madamm Minister gefrot, aus wéi enge konkrete Grënn decidéiert gouf, den Tuerm vun der aler Dikrecher Brauerei ofzerappen. D'Madamm Minister hat dorop geäntwert:

„Nodeems d'Vertreider vum aktuelle Propriétaire Etuden zum Zoustand vum Terrain an och vum Bau selwer presentéiert haten, gouf vum Service des sites et monuments nationaux eng Géigenétude an Optrag ginn, fir d'Pollutioun vum Baugrund ze analyséieren. Esou sollt en neutrale Büro eng kritesch Duerchlichtung vun de Miesswäerter an der Verknaschung opstellen. Dëst Dokument vun engem onofhängegen Expert huet d'Etude, déi vum Propriétaire virgestallt gouf, konfirméiert an doriwier eraus den Zoustand vum Terrain, op deem d'Gebaiier stinn, nach méi dramatesch erëmgeholl. Et huet sech deemno erausgestallt, datt d'Pollutioun um Terrain, wou dat méi jonkt Gebai an deemno och den Tuerm vu 1930 steet, extreem héich ass. Eng groussflächeg an déif Depollutioun ass onëmngänglech. Déi opwänneg Sanéierungen an déi komplex Agrëffer an de Buedem maachen en Erhalt vun de Gebaiier praktesch onméiglech.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wat fir Schuedstoffer an esou enger grousser Quantitéit am Buedem fonnt goufen, datt si den Erhalt vum Tuerm onméiglech maachen?

2. Am Fall vun den Industriebräachen zu Esch-Belval gouf no 1997 de Buedem a jorelaanger Aarbecht sanéiert, ouni déi fréier industriell Baustruktur ze zerstéieren. Firwat ass dat beim alen Tuerm, deem op kengem Industriestanduert steet, net méiglech?

3. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wat mat der Ausstattung vun der aler Brauerei (Brauessel asw.) geschitt?

4. Ass eng Etüd gemaach ginn, fir ofzeschätzen, ob een trotz der Pollutioun de Buedem esou versiegle kéint, datt eng Gefor fir Mënsch an Ëmwelt ausgeschloss ass?

5. Firwat ass et net méiglech, deem alen Tuerm ofzerappen an op enger anerer Plaz erëm opzebauen?

**Réponse** (02.03.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1. An der Bewäertung vum Bureau, deem d'Géigenétude fir de Service des sites et monuments nationaux (SSMN) gemaach huet, gouf drop higewisen, datt et hiesichtlech Buedembelaaschtung keng zwéngend Noutwendegkeet gëtt, déi en Ofraupe vun de betreffende Gebaiier erfuerdert. D'Buedembelaaschtung leien haaptsächlech ëm d'Gebaiier ronderëm.

Den Ausschlag, déi national Protektioun opzehiewen, huet awer eng aner Verknaschtung am Ënnergrond ginn. Effektiv ass, am Géigesaz zum Buedem, d'Si-

tuatioun am Grondwaasser extreem schlëmm. Esou goufen an engem Betriebspëtz, dee sech an de Gebaiier befënt, extreem héich Belaaschtung mat Phenol fir Ammonium nogewisen. Déi entspreichend Sanéierungswäerter sinn 900-fach (Phenol) an esouguer 3.500-fach (Ammonium) iwwerschritt ginn.

Nach guer net gewosst ass, wéi wäit déi Pollutioun schon am Ënnergrond, baussent de Gebaiier gestreet huet. D'Fléissrichtung vum Grondwaasser geet iwwert de Site no Südosten an Direktioun vun der Sauer.

Et bleift nach ze ernimmen, datt den SSMN esouwuel de Propriétaire vum Site wéi och d'Administration de la gestion de l'eau vun der Géigenétude an hiren Erkenntnisser a Kopie gesat huet.

ad 2. Wéi schonns gesot handelt et sech net primär ëm Buedembelaaschtungen am eigentleche Sënn vum Wuert, mee ëm Grondwaasserbelaaschtungen. Bei Buedembelaaschtungen si jo Versiegelung méiglech. Op dësem Site gëtt et elo awer déi dramatesch Grondwaasserwäerter, bei deenen d'Versiegelung keng Léisung duerstelt.

ad 3. Et goufe schonns Ufroen zu verschiddenen industriellen Apparaturen. Esou huet de Luxembourg Science Center sech zum Beispill fir en historesche Motor interesséiert. Den SSMN huet do e Kontakt zum Propriétaire vum Site hiergestallt. Deen huet och informéiert, datt hien op der Sich no Iddien ass, fir remarkabel Stécker vum Ekipement vun der Brauerei op der Plaz selwer oder anerwärts ze integréieren. De Propriétaire huet Kontakt mat verschiddene Muséeën opgeholl.

ad 4. Wéi schonns gesot, ass eng Versiegelung hei keng Léisung.

ad 5. Op enger vun de Visitten um Site gouf de Vertreider vum Propriétaire vum SSMN drop ugeschwat, wéi dat urbanistescht Signal vum Tuerm am Kader vum Neibau erëm opliewe kéint. Och déi modern Ausdrocksweis vum Gebai vun 1930, déi jo net obsolet ass, gouf ënnerstrach. De Propriétaire huet informéiert, datt am Moment no engem Architekt fir de Site gesicht gëtt. Wann den Auteur vun der zukünfteger Architektur bis definéiert ass, misst et zu Reunione kommen, an deenen déi Intentioun ugeschwat wäert ginn.

**Question 5750** (11.02.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **policiers à vélo** :

A villen däitsche Stied gëtt et sougenant „Fahrradpolizisten“. Dobäi handelt et sech ëm Polizisten, déi hir Patroulle mam Vélo maachen. Dës „Fahrradstaffelen“ eegne sech fir preventiv Aarbecht um Terrain a férdere den Dialog mam Bierger.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng „Fahrradstaffel“ mat „Fahrradpolizisten“ zu Lëtzebuerg?

Wa jo, wéi vill Polizisten ëmfaasst dës a wou kënt se zum Asaz?

Wann nee, wéi sou net?

2. Ass de Minister der Meenung, dass esou eng Unitéit d'Sécherheetsgefill vun de Bierger erhéije géing?

**Réponse** (23.02.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. De „Concept de proximité“ vun der Police gesäit vir, dass op regionalem Niveau déi néideg Mesuren ergraff kënnen ginn, fir der jeeeweileger lokaler Situatioun entspreichend optimal opgestallt ze sinn an eng adaptéiert Policepresenz um Terrain ze garantéieren. Hei sinn all Moyenen an Hëllefsmëttel opgezielt, déi der Police zur Verfügung stinn (Standposten, Patrullen zu Fouss oder och mam Vélo), a wéi se mussen agesat ginn.

Esou verfüügt d'Police dann och schonn zanter ronn 20 Joer iwwert Véloen. Stand haut sinn dat ongeféier 50 Véloen a 70 „équipements cyclistes“, déi iwwert déi véier Policeregionen op den entspreichende lokalen Unitéite verdeelt sinn an déi haaptsächlech am urbane Beräich agesat ginn.

Bedéngt duerch de generelle Personalmanckem an der Police kënt dës Moyen zurzäit leider net oft an den Asaz.

ad 2. Et ass erwisen, dass all Form vu Policepresenz d'Sécherheetsgefill vun de Bierger erhéicht, ëmsou méi, wann d'Poliziste méi accessibel fir de Bierger sinn, sief et, well se zu Fouss oder mam Vélo patrulléieren. Deen ënner ad 1. erwäunte „concept de proximité“ ziilt genee dorop hin, d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze erhéijen.

**Question 5764** (15.02.2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **suivi « renard »** :

Par voie de communiqué, l'Administration de la nature et des forêts (ANF) avait annoncé la création

d'un groupe de suivi « renard ». Cette information fut diffusée le 1<sup>er</sup> février 2016 dans le cadre de la prolongation de l'interdiction de la chasse au renard pour l'année cynégétique 2016-2017 : « Le Département de l'environnement instaurera un groupe de suivi “renard” ad hoc, composé de représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Département de l'environnement, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et du Ministère de la Santé. [...] »

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les travaux effectués par le groupe de suivi « renard » depuis sa création et sur l'évolution de son champ d'activité au fil des années ?

2) Le groupe de suivi « renard » a-t-il établi des rapports annuels afin de documenter ses travaux ?

3) Dans l'affirmative, pour quelle raison ces rapports n'ont-ils pas été rendus publics ?

4) Madame la Ministre entend-elle les rendre publics voire accessibles au cercle des chasseurs au futur ?

5) Dans la négative, pour quelle raison le groupe de suivi « renard » n'est-il pas obligé de présenter un rapport annuel et de quelle façon documente-t-il ses travaux ?

6) Madame la Ministre entend-elle instaurer la rédaction d'un rapport annuel au futur ?

**Réponse** (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Oui.

- Dates des réunions : 1<sup>er</sup> mars 2016, 12 juillet 2016, 21 mars 2017, 3 mai 2017, 15 mars 2018, 12 mars 2019 et 5 mai 2021.

- Présentation et discussion annuelle des résultats des analyses de renards effectuées par le LMVE.

- Lancement d'appels au public pour la collecte de renards écrasés, afin d'assurer un échantillon suffisamment grand.

- Discussions sur d'autres sujets en relation avec le renard.

- Production d'un dépliant concernant la protection des petits animaux d'élevage tels que lapins et poules contre des prédateurs.

ad 2) Le GSR a établi des rapports de réunion, et non pas des rapports spécifiquement annuels.

ad 3) + 4) L'évolution de la prévalence du ténia du renard, un sujet de santé publique, est publiée régulièrement dans le bulletin technique de l'ANF en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse, qui est envoyé à tous les locataires de chasse et mis en ligne sur [www.emwelt.lu](http://www.emwelt.lu).

ad 5) Un tel rapport ne semble guère nécessaire.

ad 6) Non.

**Question 5851** (02.03.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes envers le Président de la fédération de Russie** :

An engem Interview, deem hien de Moien um Radio 100,7 ginn huet, huet den Här Bausseminister am Besuch op de russesche President Wladimir Putin, ënner anerem dës Ausso virgeholl: „Dat wier jo och alles, wat een him kéint wënschen, datt dee géif wierklech och physesch eliminéiert ginn, fir datt dat dote géif ophalen.“

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gesäit den Här Staatsminister et als ubuecht, datt de Lëtzeburger Bausseminister ëffentlech zu déidlecher Gewalt géint e gewielten, auslännesche Staatschef opriff? Falls jo, kann hien dann elaboréieren, wéi dës Positioun begrënnt ass a prezis ausdifferenzéieren, wou hie bei all Eenzelfall d'Grenzen zitt?

Falls net, kann den Här Staatsminister da matdeelen, wéi eng Konsequenzen hien aus der Ausso vum Här Bausseminister wëll zéien?

2. Ass dem Här Bausseminister seng Ausso strofrectlech relevant, z. B. als Opruff zum Mord oder als Haassried?

3. Kann den Här Staatsminister matdeelen, ob déi Ausso vum Här Bausseminister och d'Positioun vun der Regierung ass an ob si virdrun tëschent den eenzele Regierungsmemberen a Koalitionsparteien ofgeschwat gi war?

4. Wéi en Impakt huet esou eng Ausso op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg a Russland an engem Kontext, dee souwisou scho ganz komplizéiert ass?

5. Wëll den Här Bausseminister sech fir dës Ausso géintwuer dem Här President Putin entschëllegen?

**Réponse commune** (03.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

D'Regierung verweist an dësem Kontext op de Communiqué vum Aussen- an Europaministère vum 2. Mäerz 2022 („Prise de position du ministre Asselborn relative à l'interview du 2 mars 2022 sur la radio 100,7“), deem si näischt bäizefügen huet.

**Question urgente 6253** (26.05.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*) concernant la **participation d'athlètes africains à l'édition 2022 du ING Night Marathon** :

Le dossier de presse de l'édition 2022 du ING Night Marathon contient une information à évocation raciste. En effet, il y est mentionné qu'il n'y aura « pas d'engagement d'athlètes africains de haut niveau », afin de laisser « une chance pour les coureurs européens ».

Cette information circule actuellement sur les réseaux sociaux, où de nombreuses associations et organisations de lutte contre le racisme expriment leur consternation et interpellent la banque privée qui organise le marathon à rendre des comptes.

Un représentant de la banque, s'est brièvement expliqué dans un article du journal « L'essentiel » en indiquant que la décision de ne pas engager des athlètes de haut niveau africains est liée à une problématique sanitaire. Les organisateurs du marathon auraient voulu se renseigner auprès du Ministère de la Santé sur les consignes sanitaires en vigueur notamment par rapport aux athlètes en provenance de pays à risque. Le Ministère de la Santé n'ayant pas donné de réponse, l'organisateur aurait alors décidé de ne pas engager et donc de ne pas faire venir des athlètes de hauts niveaux en provenance de pays africains.

Partant, je voudrais poser un certain nombre de questions à Madame la Ministre de la Santé afin de clarifier si le non-engagement d'athlètes de haut niveau africains au marathon en question relève éventuellement d'une restriction imposée par les mesures sanitaires en rapport avec la pandémie de la Covid-19.

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le Ministère de la Santé n'a pas donné de réponse à la requête de l'organisateur du marathon ?

2) Madame la Ministre peut-elle me dire si la législation actuelle en rapport avec les mesures de lutte contre la Covid-19 prévoit effectivement une interdiction pour les personnes en provenance des pays africains d'entrer sur le territoire luxembourgeois dans le cadre de compétitions sportives ?

3) Dans la négative, Madame la Ministre qualifierait-elle la décision prise par l'organisateur du marathon de raciste ?

**Réponse commune** (30.05.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La Direction de la santé a reçu un concept sanitaire pour ce marathon courant février 2022. Ce concept est conforme aux règles sanitaires au moment de sa soumission (p. ex. il prévoyait le 2G). Le protocole sanitaire n'adresse pas la question de la participation ou non d'athlètes de pays tiers. Le concept a été approuvé tacitement, conformément à la loi Covid-19 en vigueur à ce moment, et qui autorisait des événements au-delà de 2.000 participants.

À l'heure actuelle, la loi ne prévoit plus de restrictions pour ce type d'événement. La demande ne soulève aucune question concernant la participation éventuelle d'athlètes d'États africains.

ad 2) Les restrictions temporaires des déplacements non essentiels vers l'Union européenne à l'égard des ressortissants de pays tiers qui ne sont pas résidents d'un État membre, ne visent pas en particulier les personnes en provenance de pays africains.

Sur base de l'article 2, point 12, du règlement grand-ducal modifié du 20 juin 2020 relatif à la durée de l'interdiction et la portée des exceptions prévues par l'article 2 de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les sportifs concernés auraient pu être autorisés à entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 3) Les ministres ne sauraient se prononcer sur le choix d'une entité privée ayant décidé de ne pas inviter des sportifs de haut niveau, indépendamment de leur pays d'origine, à un tel événement.